



HAL
open science

Mouvement coopératif paysan et SYAL au Nicaragua : leviers d'écodéveloppement ?

Renaud Metereau

► **To cite this version:**

Renaud Metereau. Mouvement coopératif paysan et SYAL au Nicaragua : leviers d'écodéveloppement ?. Economies et finances. Université Grenoble Alpes, 2016. Français. NNT : 2016GREAE004 . tel-01449905

HAL Id: tel-01449905

<https://theses.hal.science/tel-01449905>

Submitted on 30 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

Spécialité : **Sciences Economiques**

Arrêté ministériel : 25 mai 2016

Présentée par

Renaud METEREAU

Thèse dirigée par **Catherine FIGUIERE**

préparée au sein du **Centre de Recherche en Économie de Grenoble**
dans l'**École Doctorale de Sciences Économiques**

Mouvement Coopératif Paysan et SYAL au Nicaragua : Leviers d'écodéveloppement ?

Thèse soutenue publiquement 21 octobre 2016
devant le jury composé de :

Bruno BOIDIN (Rapporteur)

Maître de conférences, HDR – Université de Lille 1

Jean-Christophe DISSART

Professeur des universités – Institut d'Urbanisme de Grenoble, Université Grenoble-Alpes

Catherine FIGUIERE (Directrice de thèse)

Maître de conférences, HDR – Université Grenoble-Alpes

Emmanuelle GEORGE-MARCELPOIL

Directrice de l'unité Développement des Territoires Montagnards, HDR – Centre IRSTEA de Grenoble

Denis REQUIER-DESJARDINS (Président du Jury)

Professeur émérite – Institut d'Etudes Politiques de Toulouse

Laurence ROUDART (Rapporteur)

Professeur des universités – Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles



La Faculté d'Economie et la Communauté
Université Grenoble Alpes n'entendent donner
aucune approbation ou improbation aux opinions
émises dans les thèses. Ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

Pour ce qui dépend de moi, je jure : de ne point faire servir mes connaissances, mes inventions et les applications que je pourrais tirer de celle-ci à la violence, à la destruction et à la mort, à la croissance de la misère ou de l'ignorance, à l'asservissement ou à l'inégalité, mais à les dévouer au contraire, à l'égalité entre les hommes, à leur survie, à leur élévation et à leur liberté

« Serment du scientifique »
Michel Serres & Nayla Farouki, 1998

Remerciements

Vient finalement le temps des remerciements ! Tout au long de ce voyage de cinq ans, les soutiens ont été nombreux pour accompagner la construction de cette thèse.

Je tiens à exprimer en premier lieu toute ma gratitude envers Catherine Figuière, ma directrice de thèse, dont les qualités humaines et scientifiques, ainsi que son soutien indéfectible, ont été essentiels à la réalisation de la thèse, et plus encore, à faire de ce parcours de doctorant, un apprentissage et une expérience de vie si enrichissants.

Mes remerciements s'adressent ensuite à Laurence Roudart et Bruno Boidin pour avoir accepté de se saisir de ce travail et d'en être les rapporteurs. Jean-Christophe Dissart, Emmanuelle George-Marcelpoil et Denis Requier-Desjardins sont également chaleureusement remerciés de prendre part au jury de cette thèse. Je suis par avance reconnaissant, envers l'ensemble des membres de ce jury, de m'offrir cette possibilité unique de discuter du contenu de cette thèse.

Ma recherche doctorale a été réalisée au sein du Centre de Recherche en Économie de Grenoble (CREG). Je remercie l'ensemble des membres du CREG et plus particulièrement les organisateurs et participants des séminaires et des ateliers doctorants. Plus spécifiquement, je remercie Guillaume Vallet qui depuis que je suis en doctorat s'investit avec entrain auprès des doctorants et qui, à titre plus personnel, a contribué à me conforter dans certains de mes choix méthodologiques. Je suis également reconnaissant à Catherine Cielsa, toujours disponible et efficace, à Solange Amoussou et Cécile Massit pour leur convivialité, aux doctorants du CREG auprès de qui j'ai ressenti une agréable camaraderie. Parmi eux, un merci plus particulier à Donia, Thomas, Juan et Armel pour leur belle amitié.

La recherche de terrain au Nicaragua a grandement contribué à mon enrichissement personnel : c'est à Ruth et Joseph Mougel, respectivement présidente et trésorier de l'Association Inti, que je dois d'avoir découvert ce pays. Ce sont eux qui m'ont présenté Eva Acevedo Pasquier (ex- directrice de l'Institut Nicaraguayen des Technologies Agricoles). La famille Pasquier, en particulier Javier et Rosario, ont été mes plus précieux alliés sur le terrain. Je m'adresse donc à eux et à l'ensemble des nicaraguayens que je souhaite remercier ici, en espagnol :

Agradezco a Javier Pasquier por compartir sus experiencias y su sabiduría, así como por haberme puesto en contacto con tantas buenas y valiosas personas en el campo de Nicaragua. Los consejos de Javier de cara a mi viaje fueron siempre acertados; además, contar con su recomendación en el terreno fue un auténtico "lujo". Agradezco muchísimo también a Rosario Pasquier por su amistad, hospitalidad, y voluntad de darme a conocer su cultura. En la vida se encuentran pocas personas con tanto amor que compartir.

Además de estas dos personas, hubo muchos encuentros importantes en el terreno personal y de investigación durante los meses pasados en Nicaragua. Agradezco a todos los campesinos, campesinas, técnicos y técnicas que me dejaron entrar un instante en sus vidas así como compartir sus historias, culturas, conocimientos, alegrías y penas. Agradezco especialmente a Javier Mondragón, Blanca Landero, Rolando Herrera, Orlando Vargas, « Chema » López Dávila, María Luz Santeno Herrera y Mauricio Martínez Barrera.

También quería agradecer a Arturo Grigsby Vado y a su sucesor en la dirección del Instituto Nitlapan-UCA, Francisco Pérez, por haberme respaldado, garantizándome un soporte institucional y un espacio de trabajo en Managua.

Je remercie Sandrine Fréguin-Gresh, en poste au sein de l'Institut Nitlapan à Managua, et qui fut ma correspondante sur place. Nos discussions et ses conseils m'ont été précieux.

Je remercie bien évidemment l'ensemble des relectrices et relecteurs qui ont accepté de se livrer à l'exercice peu attractif mais ô combien essentiel de vérification orthographique ! Fiona, Pierre, Hélène, Mélodie, Cannelle, Isabelle, Nathalie, Chloé, Stéphane, Valérie...Merci !

Enfin, cette thèse n'aurait pas été possible sans la présence et le soutien de ma famille et de mes ami.e.s. Je commence par les ami.e.s qui, de la genèse de la thèse jusqu'au point final, ont contribué à cette construction. Chacun à sa façon et à des moments différents, ils m'ont apporté l'énergie et la confiance nécessaires à sa réalisation. Je pense à vous tous mais adresse un petit clin d'œil particulier à François, avec qui, un bel après-midi du mois d'août 2010 nous avons pris la décision de reprendre le chemin de « l'école ».

Je tiens pour finir à remercier mon entourage le plus proche et le plus précieux, ma famille, mes trois grandes sœurs, Angeline, Mélodie et Valérie, ainsi que ma mère, encore et toujours là pour me soutenir et m'encourager. Ce sera non pas un remerciement, mais une pensée heureuse, pour mon père, qui lui, n'est plus avec nous pour connaître l'épilogue de cette aventure. Il serait j'en suis certain, très fier de cette réalisation.

Sommaire

Remerciements	4
Sommaire	8
Liste des Acronymes & Abréviations.....	10
Note au lecteur.....	14
Introduction Générale.....	16
Chapitre 1 Le Système Coopératif Paysan au Nicaragua : produit historique d'un mouvement socio-politique.....	47
Section I Les agricultures familiales et paysannes : éléments clés de l'économie et du développement du Nicaragua	52
Section II Du « Système » Coopératif Paysan au « Mouvement » Coopératif Paysan.....	78
Chapitre 2 Méthodologie et mise en œuvre de la recherche qualitative de terrain	111
Section I Phases préliminaire et préparatoire : première exploration, ajustement des hypothèses et choix du périmètre de l'enquête.....	116
Section II De la définition du protocole à la conduite de l'enquête principale : récit d'un processus.....	140
Section III Méthodologie de l'analyse qualitative de contenu.....	161
Chapitre 3 Résultats : trois catégories de motivations à l'organisation en coopérative....	175
Section I Motivations strictement économiques : dimension prioritaire de la coopération dans le contexte de pauvreté	180
Section II Motivations socio-politiques : coopérativisme, participation politique et développement des communautés.....	199
Section III La culture organisationnelle coopérative : réduire la vulnérabilité individuelle par l'action collective, la mutualisation et l'échange de savoirs et savoir-faire.....	226
<i>Propos d'étape Proposition d'interprétation : un programme d'écodéveloppement porté par le MCP</i>	<i>247</i>
Chapitre 4 Le Syal-Coopérative : Levier d'écodéveloppement ?	253
Section I Des dynamiques de type SYAL au sein du MCP : singularité du contexte et contribution au Syal.....	258
Section II La dimension environnementale des SYAL-Coopérative : trajectoires d'écodéveloppement et encastrement socio-écologique.....	309
Conclusion Générale	358
Liste des annexes.....	361
Bibliographie	389
Table des tableaux, figures, encadrés, cartes et illustrations.....	429
Table des matières	435

Liste des Acronymes & Abréviations

ACI : Alliance Coopérative Internationale

AFA : Ancienne Frontière Agricole

AIAF : Année Internationale de l'Agriculture Familiale

AIR : Agro-Indurie Rurale

ALBA : Alliance Bolivarienne pour les Amériques

ALBANISA : Alba de Nicaragua.SA

ALEAC : Accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Amérique Centrale

ANRN : Assemblée Nationale de la République du Nicaragua

APP : Aire propriété du peuple | *Área propiedad del Pueblo*

ASOCODE : Association Centraméricaine des Organisations Paysannes pour la Coopération au Développement

ATC : Association des Travailleurs Ruraux | *Asociación de Trabajadores del Campo*

BCIE : Banque Centraméricaine d'Intégration Economique

BCN : Banque Centrale du Nicaragua

BID : Banque Interaméricaine de Développement

C.RL : Coopératives « traditionnelles », à Responsabilité Limité

CAFTA-DR : The Central America-Dominican Republic Free Trade Agreement

CAQDAS : Computer Assisted Qualitative Data Analysis

CAS : Coopératives Agricole Sandinistes | *Cooperativas Agrícolas Sandinistas*

CCS : Coopératives de crédit et de services | *Cooperativas de Credito y Servicio*

CENIDH : Centre Nicaraguayen des Droits Humains

CEPAL : Commission Economique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

CIERA : Centre de Recherches et d'études de la Réforme Agraire | *Centro de Investigación y Estudios de la Reforma Agraria*

CIRAD : Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

CMED : Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement

COCICA : Confédération Paysannes de l'isthme Centraméricain

CONACOOB : Conseil National des Coopératives

CSM : Coopératives de « sillon mort » | *Cooperativas de Surco Muerto*

CT/CS : Collectifs de Travail / Communes Sandiniste

DGRA : Direction Général de la Réforme Agraire | *Dirección General de Reforma Agraria*

EDSNN : Armée de Défense de la Souveraineté Nationale du Nicaragua | Ejercito de Defensa de la Soberanía Nacional de Nicaragua

EI : Écologie Industrielle

FAO : Organisation des Nations Unies pour L'Agriculture et L'Alimentation

FDL : Fond de Développement Local

FECAMPO : Fédération *del Campo*

FECODESA : Fédération des Coopératives pour le Développement

FEDUBONIC : Fédération des propriétaires forestiers | *Federación de dueños de bosques de Nicaragua*

FEMUPROCAM : La Fédération agricole de femmes productrices des campagnes du Nicaragua | *Federación Agropecuaria de Mujeres Productoras del Campo de Nicaragua*

FENACOOOP : Fédération Nationale des Coopératives agricoles et agroindustrielles

FENIAGRO : Fédération de Coopératives Agroindustrielles du Nicaragua

FIDA : Fonds International de Développement Agricole

FSLN : Front Sandiniste de Libération National

FTN : Firmes Transnationales

FUNICA : Fondation pour le Développement Technologique Agricole et Forestier du Nicaragua

GRN : Gouvernement de Reconstruction Nationale de la République du Nicaragua

IDH : Indice de Développement Humain

IFES : Intregrated Food-Energy Systems

INETER : Institut Nicaraguayen d'Études Territoriales

INFOCOOP : Institut Nicaraguayen de Développement Coopératif

INIDE : Institut National d'information sur le Développement

INRA : Institut de la Réforme Agraire

INTA : Institut National des Technologies Agricoles

INTUR : Institut Nicaraguayen du Tourisme

IPC : International Planning Committee for food sovereignty

MAGFOR : Ministère de l'agriculture

MAN : Managua

MAONIC : Mouvement des Productrices et Producteurs Agroécologiques et Biologiques du Nicaragua

MAT : Mouvements Agraires Transnationaux

MCP : Mouvement Coopératif Paysan

MEFCCA : Ministère de l'Économie Familiale, Communautaire, Coopérative et Associative

MIDINRA : Ministère du Développement Agricole et de la Réforme Agraire
MIFIC : Ministère du développement Industrie et Service
MITRAB : Ministère du Travail
OAS : Organisation des Etats Américains
OMC : Organisation Mondiale du Commerce
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONU : Organisation des Nations Unies
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PAPSSAN : Projet de soutien à la production de semences de grains de base pour la sécurité alimentaire au Nicaragua | *Proyecto de Apoyo a la Producción de Semillas de Granos Básicos para la Seguridad Alimentaria en Nicaragua*
PIB : Produit Intérieur Brut
PIDESC : Pacte International relatif aux Droits Économiques Sociaux et Culturels
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA : Programme Productif Alimentaire
PSA : Programme de la Souveraineté Alimentaire
RAAN : Région Autonome Atlantique Nord
RAAS : Région Autonome Atlantique Sud
RNC : Registre Nationale de Coopératives
SCP : Système Coopératif Paysan
SEGIB : Secrétariat Général Ibéro-américain
SICA : Système d'Intégration Centre-Américain
SICE : Système d'information sur le Commerce Extérieur de l'Organisation des Etats Américains
SIMAS : Système d'Information Mesoaméricain sur l'Agriculture Soutenable
SPL : Système Productif Localisé
SSAN : Loi de Sécurité et de Souveraineté Alimentaire et Nutritionnelle
SYAL : Système Agroalimentaire Localisé
TPME : Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises
TRC : Tourisme Rural Communautaire
UE : Union Européenne
UNAG : Union Nationale des Agriculteurs et Eleveurs
UNAPA : Union Nationale Agricole des Producteurs Associés
UNO : Union National d'Opposition

ZPC : Zone Paysanne Cafetière

ZPN : Zone Paysanne Nord

ZPP : Zone Paysanne Pacifique

Note au lecteur

La thèse mobilise de nombreuses citations en langue étrangère (anglais et espagnol).

Deux types de citations sont à relever :

(1) Les citations de textes académiques, de rapports, de livres, etc.

Les citations en anglais sont principalement restituées en version originale dans ce manuscrit. En revanche, par souci de compréhension, les citations en espagnol sont systématiquement traduites par l'auteur de la thèse. Les citations ayant fait l'objet d'une traduction par l'auteur de la thèse sont marquées de la manière suivante :

« *identifier les fondations agroalimentaires de périodes historiques, de cycles, ou encore des tendances séculaires du capitalisme* » (McMichael, 2009a : 148*).

L'astérisque à la suite du numéro de page indique donc qu'il s'agit d'une version française traduite de la version originale (en anglais ou en espagnol) par l'auteur de la thèse.

(2) Les citations de *verbatim* issus de l'enquête de terrain.

L'ensemble des *verbatim* ayant servi à l'analyse et à la construction de cette thèse ont été conservés en version originale (l'intégralité des entretiens ont été menés en espagnol/nicaraguayen). Cependant, lorsque que des extraits de *verbatim* sont cités dans le corps de la thèse, ceux-ci font l'objet d'une traduction. Les versions originales sont alors systématiquement fournies avec la traduction proposée. En effet, la traduction de ces *verbatim* induit des biais. D'une part l'opération de traduction consiste en une forme d'interprétation dans un langage, de ce qui a été exprimé dans un autre langage. D'autre part, les *verbatim* sont la traduction écrite du langage oral d'une population enquêté dont les qualités d'expressions ne permettent pas toujours une retranscription écrite qui soit à la fois fidèle et intelligible. Les traductions proposées sont donc le fruit d'arbitrages entre la volonté de « coller » au plus près possible du discours recueilli et, la nécessité de rendre ce même discours compatible avec une restitution partielle (extraits) et écrite.

Les citations courtes sont restituées directement le corps du texte de la façon suivante : « *salir adelante* » | *aller de l'avant/améliorer notre situation.*

Les citations longues sont mises en évidence sous forme de paragraphes autonomes :

En la actualidad estamos gestionado un proyecto de seguridad alimentaria, principalmente para producir hortalizas. (Entretien, 2012-7)

En ce moment nous gérons un projet de sécurité alimentaire, pour produire principalement des légumes.

Introduction Générale

L'année 2008 a définitivement confirmé l'ouverture d'une période de réaffirmation de la question agricole, non seulement dans la réflexion des économistes, mais plus généralement dans celle de tous les acteurs du développement. Sur fond de crise alimentaire mondiale et suite à la parution du rapport de la Banque Mondiale (2008) « *L'agriculture au service du développement* », l'agriculture et l'alimentation constituent à nouveau un socle incontournable pour l'élaboration de stratégies de lutte contre la pauvreté. Effectivement, le secteur agricole n'avait jusqu'à présent été que marginalement pris en compte en tant que déterminant des dynamiques de développement. « *L'agriculture présente un paradoxe apparent : elle contribue pour une part importante de l'activité économique des pays pauvres, mais le développement agricole est rarement pensé comme un moteur de la croissance économique [et avant tout de réduction de la pauvreté]. L'accent mis sur le décollage industriel a pu amener à négliger les politiques agricoles, à sous-estimer l'interaction entre les gains de productivité dans le secteur rural, la croissance des villes et l'émergence des activités industrielles et de service, à concentrer l'aide publique au développement sur d'autres secteurs que l'agriculture.* » (Vindiel & Jacquet, 2011 : 73).

En même temps que les institutions nationales et internationales réintégraient plus explicitement l'agriculture comme un axe central des politiques de développement, la crise alimentaire de 2008 a également servi de catalyseur à la structuration de Mouvements Agraires Transnationaux (MAT), entérinant la nécessité d'une remise en cause de la configuration actuelle du système agroalimentaire (Encadré 0.1) globalisé (McMichael, 2008 ; 2009b ; Rosset, 2008 ; Holt Giménez & Shattuck, 2011).

Friedman et McMichael (1989) ont décrit dans une perspective historique d'économie politique, la manière dont les configurations successives du système agroalimentaire peuvent être appréhendées à l'aune des évolutions du capitalisme lui-même. Ils proposent ainsi le concept de « *régime alimentaire* »¹ pour qualifier ces différentes configurations du système agroalimentaire en corrélation avec celles du capitalisme (McMichael, 2002 ; 2009a).

¹ Les deux auteurs, qui ont publié ensemble un article de référence en 1989 faisant état des évolutions des systèmes agroalimentaires au gré des évolutions du mode de production capitaliste depuis 1870, mobilisent néanmoins de manière différente le concept de « régime alimentaire ». Philip McMichael retrace ainsi l'historique de la construction de ce concept et exprime une nuance dans l'usage récent du concept par Harriet Friedmann et lui-même, rendant explicites les différents statuts qui lui sont donnés. Dans une première acception, il peut être appréhendé comme un « *concept historique* » qui permettrait alors « *d'identifier les fondations agroalimentaires de périodes historiques, de cycles, ou encore des tendances séculaires du capitalisme* » (McMichael, 2009a : 148*). Il s'agit alors repérer les structures des régimes agroalimentaires au cours d'une période donnée à partir de l'identification d'un ensemble de règles stabilisées. La seconde acception fait du concept de régime alimentaire une « *méthode* » ou un « *outil d'analyse* » ne nécessitant pas

Encadré 0.1 : *Le système agroalimentaire*

Nous reprenons ici la définition des systèmes alimentaires proposée par Malassis (1994 : 7) : « *Un système alimentaire est un ensemble d'activités coordonnées qui permet à l'homme de se nourrir. C'est aussi la façon dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture* ». Il ajoute (1994 : 11-12) : « *Il faut se garder d'une approche exclusivement technique car l'alimentaire procède de la société envisagée dans sa totalité [...]. Elle dépend, en un lieu donné, des rapports des hommes avec la nature (rapports entre « société » et « milieux ») et des rapports des hommes entre eux, ces deux rapports étant d'ailleurs fortement liés [...]* ».

Rastoin (2015 : 1155) précise : « *Cette définition englobe bien sûr le consommateur, mais aussi l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire, non pas de la fourche à la fourchette, mais plutôt de la semence végétale ou animale aux molécules sorties des unités de traitement des déchets. Le système alimentaire comprend le secteur de l'agrofourmiture, les agriculteurs, les artisans et les industriels de l'agroalimentaire, les industries de l'emballage, du recyclage, des équipements, les commerçants, les transporteurs, les restaurateurs, les services financiers et de communication, le dispositif d'innovation, la formation et les organismes publics compétents en matière de politique agricole et alimentaire.* ».

Nous préférons en revanche le terme « agroalimentaire » plutôt qu'« alimentaire ». D'une part, cela est cohérent avec la dénomination du « Système Agroalimentaire Localisé » (SYAL) à laquelle nous nous référons dans cette thèse. D'autre part, et de manière plus symbolique, il nous paraît important de ne pas détacher l'*alimentaire* de l'*agro*, qui étymologiquement, renvoie à la culture de la terre et donc à l'encastrement écologique de l'acte de production alimentaire.

Nous insistons également sur la nécessité de reconnaître le lien entre la question agro-alimentaire et celle des relations de pouvoir et de domination. La notion système agroalimentaire s'inscrit donc dans une perspective « *géo-politico-économique* » (McMichael, 2002).

Source : Renaud Metetreau

Le système agroalimentaire aujourd'hui observable apparaît ainsi intégré au processus de globalisation néolibérale. Phillip McMichael nomme ainsi « *Cooprorate Food Regime* », cette configuration dans laquelle le paradigme néolibéral et le pouvoir renforcé des firmes transnationales (FTN) modèlent le système agroalimentaire. La reconnaissance de cet entrelacement entre la structuration du système agroalimentaire, les configurations du capitalisme et, par extension, les trajectoires de développement, contribue ainsi à interpréter l'engagement des MAT (Borras & al., 2008a ; Borras, 2010), au-delà des seules questions agricoles et alimentaires. Il s'agirait plus largement de mouvements d'opposition et de construction d'alternatives à l'expression contemporaine du mode de production capitaliste, caractérisée par les processus de globalisation néolibérale et de financiarisation (Edelman, 2005 ; Borras & al., 2008b ; Akram-Lodhi & Kay, 2009 ; Teubal & Ortega Breña, 2009 ; Martinez-Torres & Rosset, 2010 ; Clapp, 2014 ; Isakson, 2014).

l'identification d'une période de stabilité structurelle du régime alimentaire pour être mobilisé. A tout moment et à tout endroit, le concept de régime alimentaire opère alors comme une manière d'appréhender les évolutions du capitalisme au prisme des évolutions du système agroalimentaire.

La prise en compte de cette perméabilité entre les luttes agraires d'une part, et les mouvements de résistance au processus de globalisation néolibérale d'autre part, met en lumière une certaine perception de ce dernier processus de la part des populations paysannes et rurales, particulièrement dans les pays du Sud. Dans de nombreux contextes, la globalisation néolibérale est considérée comme excluante (Encadré 0.2). Elle est à l'origine d'inégalités entre les gagnants et les perdants de ce processus (Luttwak, 1999 ; Harris, 2000) ; les perdants ne pouvant espérer de celui-ci que la bienveillance des gagnants et la mise en œuvre de mécanismes de compensation qui leur permettraient de rendre leurs conditions d'existence plus supportables.

Encadré 0.2 : *Le contexte de « globalisation néolibérale excluante »*

La restructuration des systèmes agroalimentaires sous l'ère de la globalisation néolibérale conduit, pour de nombreux chercheurs en sciences sociales, à l'exclusion des processus d'extension de l'économie et de développement d'une large frange de la population rurale, et particulièrement des producteurs d'aliments: « *Alors que 5 à 10% seulement de la production agricole mondiale fait l'objet d'un commerce international, la politique de restructuration globale permet et même favorise des prix artificiellement bas pour les denrées agricoles, conduisant ainsi à l'exclusion de paysans du monde entier.* » (McMichael, 2002 : 45).

Ce caractère inégalitaire et excluant, notamment du point de vue des paysans et du prolétariat rural des pays du Sud, est exprimé plus ou moins frontalement, autant dans le cadre académique, que dans le cadre institutionnel ou évidemment, celui de la société civile et de ses organisations militantes (Kay, 1995 ; CEPAL, 1999a ; Edelman, 1999 ; Araghi F, 2000 ; FAO, 2001 ; Rubio, 2001 ; Harris, 2000 ; Ruíz García & Marín López, 2005 ; Acosta Avila, 2006, etc.).

Ce phénomène d'exclusion peut être caractérisé par au moins trois dimensions :

▪ **Exclusion idéologique** : La paysannerie a longtemps été, dans l'imaginaire collectif, un synonyme de traditionalisme anachronique, voire d'arriération (Van der Ploeg, 2008 ; Claquin & Chabane, 2013), antinomique du progrès et de la modernité. Cela a notamment conduit (cf Chap 4.1.1.2) à exclure les paysans des politiques de développement caractérisées durant plusieurs décennies entre autres par un « biais urbain » (Lipton, 1977 ; Ellis & Biggs, 2001). Blanca Rubio (2001) revient également sur la perception duale de l'économie et la prévalence du secteur industriel et agro-industriel sur le secteur paysan, dans les politiques de développement durant l'ère de la globalisation néolibérale. Elle parle d'un processus de subordination du secteur rural traditionnel au secteur industriel moderne qui conduit à l'exclusion des paysans. Cet argument apparaît par ailleurs cohérent avec les nombreux travaux faisant part de la dualité du secteur agricole en Amérique Latine (Calderon & al., 1992 ; Harris, 2000 ; Solà Montserrat, 2008)²

▪ **Exclusion économique** : Dans un contexte politique et idéologique défavorable, les paysans et les petites agricultures familiales apparaissent désavantagés par la configuration du système agroalimentaire globalisé et notamment par les conditions de « libre concurrence ». La FAO (2001) pointe ainsi la

² A propos du cas nicaraguayen qui de ce point de vue-là ne fait pas exception en Amérique Latine, Alfredo Ruiz García et Yuri Marín López (2005 : 166*) écrivent : « *Cependant, ils ont [les paysans] été historiquement exclus des politiques de développement national, ce qui a signifié des coûts sociaux et économiques élevés pour le pays au long de l'histoire. Parce qu'ils ont été exclus des programmes de développement, leurs stratégies productives ont reposé sur la base d'une exploitation non soutenable des ressources naturelles (colonisation de la frontière agricole, causant des impacts environnementaux importants) et sur des révoltes sociales (résistance armée durant la décennie des années 1980 et grèves récurrentes durant les dix dernières années)* ».

vulnérabilité des paysans face au processus de libéralisation des marchés agricoles : « *Les paysans sont très sensibles aux évolutions du marché car ils n'ont guère d'alternative économique. [...] Il est certes possible que des paysans changent de cultures et de spécialisation de façon à s'adapter à la concurrence internationale mais le climat, les conditions pédologiques, le savoir-faire technique et d'autres facteurs encore risquent bien souvent de restreindre ou même de compromettre ces éventuelles adaptations. La reconversion depuis la production végétale ou l'élevage, vers d'autres domaines d'activité agricole sera alors particulièrement coûteuse et prendra beaucoup de temps.* » (FAO, 2001 : en ligne).

Cette dimension économique du phénomène d'exclusion pour les populations rurales et paysannes peut également s'exprimer à travers une triple difficulté d'accès, aux marchés (quantités, standards de qualité, coûts de production, asymétrie), aux crédits (accès limité et à des taux élevés) (Grigsby Vado & Perez, 2007 ; 2009) et aux facteurs de production agricole que sont la terre et les ressources naturelles (Leff, 2005 ; Seoane, 2006 ; Borrás & Franco, 2012)

▪ **Exclusion technologique** : La mise en concurrence entre des agricultures paysannes et des agro-industries capitalistes crée également les conditions d'une exclusion de nature technologique (Kay, 1995 ; Claquin & Chabane, 2008). Les petits paysans n'ont en effet pas les moyens – financiers, mais également en terme d'accès à la terre (certaines technologies ne sont adaptées que pour des grandes exploitations) ou en ce qui concerne les connaissances nécessaires à leur bonne mise en œuvre – d'adopter les technologies utilisées par leurs concurrents mieux dotés. Les technologies ainsi diffusées peuvent dès lors apparaître inappropriées dans des contextes économiques, sociaux, et culturels différents du lieu où elles ont été créées (Teubal, 1993 ; Sachs, 1980).

Source : Renaud Metereau

Ce contexte constitue le point de départ de cette thèse : une crise alimentaire a eu lieu qui contribue à réaffirmer à la fois un truisme et un paradoxe relatifs à l'agriculture, à l'alimentation et au développement.

Le truisme réside dans la reconnaissance du rôle central de l'agriculture dans les processus de développement (Friedmann & McMichael, 1989 ; Judet, 2005 ; McMichael, 2005 ; Timmer, 1988 ; Claquin & Chabane, 2013). Cette reconnaissance est ancienne, l'analyse de la contribution du secteur agricole-rural ayant notamment fait l'objet de très nombreux travaux en économie du développement dès les années 1950-1960 (Lewis, 1954 ; Johnston & Mellor, 1961 ; Jorgenson, 1961). Ce qui attire plus spécifiquement l'attention c'est que cette réaffirmation du rôle de l'agriculture en général s'accompagne d'une forte réaffirmation de la pluralité des agricultures du monde (Mazoyer & Roudart, 1997 ; Bosc & al., 2014 ; Sourisseau, 2014) et du rôle d'une forme d'agriculture en particulier : les agricultures familiales et paysannes. Celles-ci apparaissent désormais porteuses de trajectoires de développement plus inclusives et plus respectueuses des spécificités sociales, culturelles et environnementales. Par suite, la FAO déclarait ainsi l'année 2014 « *Année Internationale de l'Agriculture Familiale* » (AIAF).

Le paradoxe s'exprime à cet endroit. C'est en effet dans les zones rurales et parmi les populations rurales productrices d'aliments, que les concentrations de pauvreté et de sous-

alimentation chronique sont les plus importantes (CIRAD, 2013 ; FAO, 2015). La Banque Mondiale estime la part de la population rurale mondiale à 48,5 % en 2010, et qu'environ 70% de la population mondiale pauvre se concentre en milieu rural. La FAO évalue en 2014 que 90% des exploitations agricoles à travers le monde s'organisent pour produire autour d'une main d'œuvre familiale, et fournissent ainsi environ 80% des denrées alimentaires, contribuant de manière substantielle à stimuler les économies locales. Cette contribution s'exprime par le fait que l'agriculture demeure dans les pays en développement, la principale activité économique en milieu rural et emploie une large proportion de la population rurale active. En 2013, l'agriculture employait sur l'ensemble de la région Amérique Latine et Caraïbes 54,1% de la population active en zone rurale (CEPAL, Statistiques en ligne)³. Bien que les agricultures familiales soient désormais reconnues comme un sujet central de développement, aux centres des stratégies de luttés contre la pauvreté et la sous-alimentation, les « modèles » de développement n'ont, semble-t-il, pas su jusqu'à présent, répondre aux enjeux qui en découlent.

Dans ce cadre, les modalités d'appréhension des problématiques liant l'agriculture, l'alimentation et le développement – nécessairement multidimensionnel (Anand & Sen, 1997) – appellent à être renouvelées. Un relatif consensus semble émerger autour de la pertinence d'approches situées, prenant en compte la spécificité des contextes territoriaux (CIRAD, 2013), de leur dimension culturelle, de leurs trajectoires historiques ainsi que leurs réalités bio-géophysiques.

Une telle démarche visant à envisager le développement rural à partir d'approches localisées, plaçant le territoire au centre des analyses et des stratégies d'acteurs, apparaît par certains aspects contradictoires à celui de la globalisation. Néanmoins, c'est bien cette tendance, initiée il y a plusieurs décennies, qui s'affirme plus fortement aujourd'hui. Elle conduit à une perception plus localisée des processus de développement, à une appréhension des espaces ruraux intégrant les interactions avec les zones urbanisées, le rôle moteur de l'agriculture, la nécessité d'approcher les agricultures familiales et paysannes comme des vecteurs de développement et de soutenabilité sociale, environnementale et culturelle. Dans ce cadre, les propositions émanant de la société civile, notamment des mouvements socio-politiques portés par les paysans, les ouvriers agricoles, les peuples indigènes (souveraineté

³ Avec d'importantes disparités d'un pays à l'autre. En 2013, 75,1% de la population rurale active en Bolivie était employée dans l'agriculture. La même année, ce taux s'élevait à 31,7% au Costa Rica et à 59,2% au Nicaragua (CEPALSTATS, 2016).

alimentaire, projet de déclaration des droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural⁴, mouvement agroécologique, etc.) gagnent du crédit et l'appel des MAT à une restructuration des systèmes agroalimentaires suppose l'adoption d'approches originales.

Le parti pris d'un cadre heuristique alternatif

La thèse se positionne sur les questions liant agriculture, alimentation et développement, du point de vue critique adoptés par les MAT. Le processus de globalisation néolibérale est donc ici considéré comme excluant pour une large frange des populations rurales – paysans, peuples autochtones et prolétariat rural – (Rosset, 2015). Répondre aux enjeux de développement nécessite alors la mobilisation de cadres heuristiques et théoriques alternatifs. Deux « projets », ou « programmes », retiennent ici notre attention.

Le projet d'écodéveloppement fut introduit par Maurice Strong en 1972, dans le cadre onusien, afin de désigner initialement « *une stratégie de développement fondée sur l'utilisation judicieuse des ressources locales et du savoir-faire paysan applicable aux zones rurales isolées du tiers-monde.* » (Sachs, 1980 : 11). Cette première définition sera néanmoins enrichie et élargie afin de constituer finalement un cadre heuristique au sein duquel peuvent se construire des réflexions portant sur la mise en œuvre de stratégies alternatives de développement plus favorables aux zones rurales pauvres des pays du Sud. Ce « biais » impliquant une modification des rapports de force et des relations Nord-Sud afin de permettre la concrétisation de trajectoires de développement non-mimétiques, conduira finalement à l'évincement du projet d'écodéveloppement au profit de celui de Développement Durable, porté notamment par le Rapport Brunthland de 1987 (Raffestein, 1981 ; CMED, 1987 ; Godard, 1998 ; Berr, 2009 ; Figuière & Metereau, 2013).

Le Programme de la Souveraineté Alimentaire (PSA) fut quant à lui proposé par la *Via Campesina* en 1996, lors du contre-sommet orchestré par les organisations de la société civile en marge du Sommet mondial de l'alimentation, organisé à Rome par la FAO. Ce programme, porté par la figure de proue des MAT, formule une proposition alternative à celle soutenue par l'ensemble des instances onusiennes et des organisations gouvernementales et intergouvernementales : la sécurité alimentaire. Alors que la sécurité alimentaire telle qu'elle

⁴ Depuis 2001, des organisations de la société civile fédérées autour de La Via Campesina, travaillent à un projet de déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Suite à la crise alimentaire de 2008, le comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unis a relayé la nécessité de la création de tels droits spécifiques pour les paysans et les populations rurales. Un groupe de travail intergouvernemental au sein de Conseil des droits de l'homme des Nations Unis, discute et affine un projet de Déclaration en partenariat avec les organisations de la société civile.

a été présentée par les institutions internationales depuis les années 1970 (FAO, 1983 ; 1996) ne questionne aucunement les modalités de réalisation de l'objectif qu'elle s'assigne (« [à tout moment] *un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive* »)⁵, laissant libre cours à des scénarii « *business as usual* », le terme de souveraineté alimentaire apparaît dès les années 1980 au Mexique (Edelman, 2014b) et s'affirme sous l'impulsion des MAT depuis le milieu des années 1990 comme un programme alternatif. En tant que tel, il intègre effectivement une dimension politique forte (Wittman & al., 2009 ; Figuière & Metereau, 2013 ; Trauger, 2014 ; Roudart, 2015) de remise en cause de la configuration actuelle du système agroalimentaire : « *In other words, food sovereignty emerged as the antithesis of the corporate food regime and its (unrealized) claims for 'food security' via the free trade rules of the World Trade Organization* » (McMichael, 2014 : 934). Le programme de souveraineté alimentaire ne se contente pas de clamer la nécessité d'un accès sûr, suffisant et à tout moment à une alimentation et une nutrition adéquate, mais il définit les conditions, les modalités et le type de dynamiques de développement selon lesquelles cet objectif pourrait être atteint. Prenant appui sur ce droit fondamental qu'est l'alimentation (Edelman, 2014a) et plus particulièrement sur l'article 11 du Pacte International relatif aux Droits Économiques Sociaux et Culturels (PIDESC), adopté en 1966 et ratifié par 156 États, la *Via Campesina* fait prévaloir la souveraineté alimentaire sur d'autres objets de négociations et de coopérations internationales : « *le droit international doit garantir le droit à l'alimentation, en s'assurant que la souveraineté alimentaire ait priorité sur les politiques macro-économiques et la libéralisation commerciale* »⁶.

Ces deux propositions présentent à la fois une différence – l'une naît dans le cadre institutionnel onusien, l'autre émerge d'une construction collective du MAT – et un point commun – elles ne sont pas compatibles avec le paradigme économique dominant (Godard, 1998 ; Rosset, 2003 ; Lefèvre, 2004 ; Pimbert, 2009 ; McMichael, 2014) – qui laissent présager une compatibilité, voire une potentielle complémentarité entre elles.

L'examen de la correspondance des principes et de la congruence épistémologique des deux propositions nous autorise ainsi à les présenter conjointement comme le cadre heuristique de cette thèse.

⁵ Il est ici utile de rappeler la première définition officielle donnée à la sécurité alimentaire par les institutions internationales (ONU) lors du sommet mondial de l'alimentation en 1974 : « *Capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produits de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix* » (ONU, 1974, cité dans FAO, 2006 : 1).

⁶ Déclaration du Forum des ONG adressée au Sommet mondial de l'alimentation de novembre 1996.

La congruence Écodéveloppement – Souveraineté Alimentaire

Si le **projet d'écodéveloppement** a évolué depuis le début des années 1970 et sa première définition un peu restrictive (Sachs, 1980), il semble que les fondamentaux n'aient pas connu de bouleversement significatif. Le projet est allé s'affinant, s'enrichissant et se généralisant, même s'il reste selon nous centré sur les pays du Sud dans ses grandes préoccupations.

Etant donné le nombre de travaux consacrés par Ignacy Sachs à l'écodéveloppement et la longue période sur laquelle ils s'inscrivent, les formulations du projet sont nécessairement nombreuses (Sachs, 1977 ; 1980 ; 1993 ; 1994). Nous avons retenu ici la formulation en cinq dimensions (Sachs, 1994 : 54) qui constitue le socle du projet. Elle s'avère de plus particulièrement adaptée à l'argumentaire développé ici :

1 – *« La première est la plus importante : elle combine la pertinence sociale et l'équité des solutions proposées puisque la finalité du développement est toujours éthique et sociale. »*

2 – *« La seconde concerne la prudence écologique : [...] la survie de l'espèce humaine est en jeu et par conséquent il n'est plus possible d'externaliser les effets environnementaux de nos actions sans s'en préoccuper aucunement. »*

3 – *« La troisième dimension vise l'efficacité économique qui n'est qu'instrumentale. [...] Il s'agit de mieux situer l'économie et de mesurer son efficacité à l'aune des critères macrosociaux et non simplement de rentabilité micro-économique. »*

4 – *« Une quatrième dimension est d'ordre culturel. Les solutions proposées doivent être culturellement acceptables, ce qui renvoie à l'un des problèmes les plus difficiles pour le « développeur » : celui de proposer le changement dans la continuité culturelle en évitant d'imposer des modèles exogènes mais, en même temps, en refusant de s'enfermer dans le traditionalisme immobile. »*

5 – *« Finalement, il y a la dimension de territorialité, la nécessité de rechercher de nouveaux équilibres spatiaux, les mêmes activités humaines ayant des impacts écologiques et sociaux différents selon leur localisation. La planification socio-économique et l'aménagement du territoire doivent être pensés conjointement. »*

Cette formulation synthétise le type d'approche, ou, pour reprendre les mots de Sachs, le « *style de développement* » qui permettrait un progrès social équitable⁷ et compatible avec le respect des cycles écologiques. Ignacy Sachs part d'un constat : le « *maldéveloppement des pays dits développés* » (Sachs, 1980 : 15). Sur cette base il érige une série de principes (ou dimensions) qui permettent d'envisager le développement selon des trajectoires non-mimétiques, instituant la *self-reliance* et la singularité des trajectoires de développement comme principes de base : « *L'autonomie des décisions (self-reliance) et la recherche de modèles endogènes propres à chaque contexte historique, culturel et écologique* » (Sachs, 1980 : 15).

Le Programme de la Souveraineté Alimentaire est apparu plus récemment et, s'il a connu une diffusion beaucoup plus large au cours des dix dernières années, sa définition et ses principes de bases sont restés inchangés. La déclaration de Rome (La Via Campesina, 1996) définit la souveraineté alimentaire comme suit :

« La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. Elle place au cœur des systèmes politiques et alimentaires les aspirations, les besoins et les moyens de subsistance de ceux qui produisent, distribuent et consomment des aliments, plutôt que les exigences des marchés et des entreprises multinationales.

La souveraineté alimentaire accorde la priorité à la production et à la consommation alimentaires locales. Elle développe un modèle de production paysanne durable qui favorise les communautés et leur environnement. Elle donne en outre le droit aux pays de protéger leurs producteurs et productrices des importations à bas prix et elle leur permet de contrôler leur production alimentaire. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer les terres, les territoires, l'eau, les semences, le bétail et la biodiversité soient aux mains de celles et ceux qui produisent les aliments et non pas sous le contrôle de l'industrie agro-alimentaire. La mise en place d'une véritable réforme agraire est l'une des priorités principales du mouvement paysan. La souveraineté alimentaire se présente maintenant comme l'une des

⁷ « Une des conséquences inéluctables de la croissance par l'inégalité est comme nous l'avons déjà vu, que les riches gaspillent les ressources et les pauvres les surutilisent parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Le rétablissement de rapports harmonieux entre l'homme et la nature passe par l'instauration de rapports plus équitables entre les hommes » (Sachs, 1980 : 31).

réponses les plus crédibles aux crises actuelles de l'alimentation, de la pauvreté et du climat ».

D'emblée, la souveraineté alimentaire embrasse donc la problématique de l'alimentation de manière bien plus large et multidimensionnelle que ne le fait la notion de sécurité alimentaire. Elle ne laisse pas planer le doute sur l'opportunité du recours au libéralisme de marché pour atteindre ces objectifs. La souveraineté alimentaire ne se préoccupe pas seulement du quoi, et quand de l'accès à l'alimentation mais intègre la problématique de l'alimentation aux enjeux culturels, sociaux, économiques, politiques et aux rapports de pouvoir qui y sont liés (Patel, 2009 ; Trauger, 2014). Dans le cadre de la souveraineté alimentaire, l'alimentation constitue en réalité un point d'entrée sur une problématique beaucoup plus large, celle du développement (McMichael, 2005 ; Van der Ploeg, 2014a). Il s'agit donc de bien autre chose qu'une notion qui viserait à « militer » pour l'autosuffisance alimentaire sur la base d'un refus du commerce international. Il s'agit davantage d'un véritable programme de développement, qui place l'alimentation (en tant que besoin et droit humain fondamental) au centre des préoccupations, et qui insiste fortement sur le contenu démocratique et sur la question de la capacité des populations à participer à la décision (Pimbert, 2009) par le « *renforcement du contrôle local* » (IPC, 2007 : 1). Le PSA propose alors une série de principes permettant d'envisager une restructuration des systèmes agroalimentaires dans une perspective plus favorable aux populations rurales pauvres et à la préservation de l'environnement. A Niélény, en février 2006, s'est tenu le Forum pour la souveraineté alimentaire organisé par un consortium d'organisations de la société civile (International Planning Committee for food sovereignty – IPC). Six principes étaient alors proposés pour préciser le PSA :

1 – La priorité donnée à l'alimentation des populations : un parallèle peut être fait avec le principe de sécurité alimentaire puisqu'il s'agit, comme le suggère également la FAO, de garantir un accès sûr et suffisant à une alimentation saine pour l'ensemble des populations. Il faut dans les deux cas garantir un droit à l'alimentation, mais, quand la FAO compte sur « *un système commercial mondial à la fois juste et axé sur le marché* » (FAO, 1996 : engagement 4), les défenseurs de la souveraineté alimentaire rejettent « *l'assertion selon laquelle l'alimentation est un produit comme les autres* » (IPC, 2007 : 1). Pour garantir le droit à l'alimentation, on préfère ici insister sur la nécessité « *d'une subordination des politiques commerciales aux droits des peuples à la souveraineté alimentaire* » (Laroche-Dupraz & al., 2010 : 115), ne laissant ainsi que peu de place à une stratégie axée sur un marché alimentaire et une disponibilité des ressources, organisés en priorité à l'échelle mondiale.

2 – *La valorisation des producteurs d'aliments* : par ce principe, la souveraineté alimentaire entend généraliser le principe d'équité dans les échanges. À l'image des mécanismes de valorisation des agriculteurs et paysans instaurés par la démarche « commerce équitable », il s'agit de garantir aux producteurs d'aliments un revenu suffisant pour eux-mêmes, leurs familles ainsi que la pérennité de leurs exploitations. Cette valorisation consiste non seulement en une juste rétribution financière mais aussi à la sécurisation de leurs sources de revenus et moyens de subsistance.

3 – *L'établissement de systèmes locaux de production* : la souveraineté alimentaire vise la relocalisation des systèmes agroalimentaires réintégrant la question de la distance sous ses différentes expressions (rural-urbain, producteur-consommateur, agriculture-nature, etc.) (Robbins, 2015). Lorsque cela est possible, l'alimentation locale, produite sur place, à la fois adaptée aux besoins locaux, à la culture et aux conditions de productions du territoire, doit être privilégiée face aux produits alimentaires fournis par le biais du système commercial international, lequel n'intervient qu'en second lieu dans la fourniture des denrées alimentaires de base.

4 – *Le renforcement du contrôle local* : le territoire et la gestion de ses ressources naturelles et matérielles, doivent être de la responsabilité des producteurs, des usagers et des institutions locales. Aussi, la souveraineté alimentaire « *promeut la concertation et l'action collective entre les producteurs de différentes régions et territoires, de différents secteurs d'activités, contribuant à la résolution de conflits internes ou de conflits avec les autorités locales ou nationales.* » (IPC, 2007 : 1).

5 – *La construction des savoirs et savoir-faire* : ce principe consiste à privilégier des techniques et technologies développées, produites et donc maîtrisées localement par les producteurs et les organisations du territoire. En ce sens, la souveraineté alimentaire vise à préserver les paysans d'une dépendance envers des technologies non maîtrisées, et non reproductibles de manière autonome, qui les soumettraient *de facto* aux entreprises agro-industrielles qui les fournissent.

6 – *Le travail avec la nature* : les pratiques agricoles préconisées sont celles de l'agroécologie⁸ dans laquelle le système agricole doit être intégré aux écosystèmes naturels

⁸ « Du 24 au 27 février 2015, nous nous sommes réuni(e)s dans le Centre Nyéléni, à Sélingué (Mali), afin de développer une compréhension commune et partagée de l'agroécologie comme élément clé de la construction de la souveraineté alimentaire [...] Nos peuples, nos secteurs, nos organisations et nos communautés ont déjà parcouru un long chemin dans la définition de la souveraineté alimentaire comme porte-drapeau des luttes

afin d'optimiser l'usage des ressources, de limiter les intrants, et de supprimer les déchets non-absorbables.

Cette thèse propose un adossement au cadre heuristique alternatif constitué par la **combinaison entre le projet d'Écodéveloppement et le Programme de la Souveraineté Alimentaire**. Ce rapprochement est possible à deux conditions : la congruence épistémologique et la concordance des principes structurants des deux projets (Figuière & Metereau, 2013).

L'examen de la congruence épistémologique entre l'écodéveloppement et le PSA constitue le préalable indispensable à la proposition de les combiner pour fonder le cadre heuristique de la thèse. Leur rapprochement révèle trois facteurs fondamentaux de congruence : ce sont des projets alternatifs au projet standard de développement, leur démarche est anthropocentrée, et ils se situent tous deux implicitement en durabilité forte.

Si Sachs revendiquait volontiers le parti pris a-théorique de l'écodéveloppement, conçu davantage comme un projet que comme un concept, il n'en reste pas moins extrêmement clair dans le positionnement de sa démarche d'économiste. Il situe en effet explicitement ses travaux dans une démarche alternative d'économie politique :

▪ « *La prise de conscience écologique stimule donc un effort de réflexion portant sur des approches nouvelles, sans doute moins élégantes et se prêtant moins bien à la formalisation, mais en revanche, restituant à l'économie son caractère politique* » (1976 : 194).

▪ « *C'est le réductionnisme économique qui constitue la base même de l'approche néo-classique que nous refusons* » (1976 :190).

▪ « *L'économie de la croissance est sur la sellette. L'heure est de nouveau à l'économie politique du développement qui sacrifie l'élégance des modèle mécanicistes et les simplifications de homo-economicus à la compréhension des processus décisionnels, des rapports de forces entre les agents économiques et sociaux, de leurs comportement et stratégies.* » (1977 : 10)

▪ « *essayer de raisonner en terme d'équilibre, il n'y a que la discipline a-historique, a-topique, et antisociale par excellence, que le main stream economics qui en est capable. Cette*

solidaires pour la justice et en tant que cadre de travail élargi pour l'agroécologie. Nos systèmes de production ancestraux se sont développés sur des millénaires et ont pris le nom d'agroécologie au cours des 30 à 40 dernières années. L'agroécologie telle que nous l'entendons inclut des pratiques et une production performantes ; elle implique des processus territoriaux de paysan à paysan, les centres de formation ainsi que le développement sophistiqué d'une structure théorique, technique et politique » (Forum International sur l'Agroécologie, 2015)

durabilité exprimée en termes d'écart autour d'équilibres est dépassée au plan écologique et n'a jamais existé au plan socio-économique » (1994 : 26).

▪ « *Le développement socialement incluant et respectueux de l'environnement n'est pas compatible avec le laisser-faire économique* » (2007 : 277).

Le Programme de la Souveraineté Alimentaire quant à lui est alternatif « par essence », puisqu'il se construit pour proposer une alternative à la proposition de sécurité alimentaire de la FAO et qu'il est porté par des mouvements sociaux – les MAT – en opposition (Touraine, 1978 ; Neveu, 2015) à la structuration actuelle du système agroalimentaire. Le rejet de la spécialisation sur la base des avantages comparatifs dans le secteur de l'agriculture, par le PSA, le révèle clairement (McMichael, 2005 ; 2014).

Soulignons encore que pour les deux projets, la diffusion de « bonnes pratiques » déterminées par le Nord et transposées au Sud ne constitue en aucun cas la solution aux problèmes diagnostiqués. Il s'agit, bien au contraire, de développer des solutions originales adaptées aux contextes sociétaux des pays considérés. Ce parti pris engage par suite chacun de ces projets à intégrer des approches localisées, faisant intervenir le territoire comme échelle pertinente pour la conception de ces solutions.

Par ailleurs, le PSA comme le projet d'écodéveloppement peuvent être caractérisés par leur anthropocentrisme. Pour le projet d'écodéveloppement, celui-ci se manifeste tout d'abord dans l'ordre des orientations et de leur contenu respectif : la première dimension stipule que « *la finalité du développement est toujours éthique et sociale* ». Sachs précise également que « *la prudence écologique exige que nous raisonnions en termes de décennies et de siècles, sans pour autant verser dans un écologisme également abusif qui au nom d'un conservatisme intransigeant et conçu pour l'éternité, en arrive à renier les fondements anthropocentriques de toute philosophie sociale* » (Sachs, 1976 : 185). Ce positionnement apparaît comme tout à fait compatible avec l'ensemble des éléments de réflexion fournis par la *Via Campesina* sur son projet de souveraineté alimentaire, défini avant tout comme « *le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée [...]* » (La Via Campesina, 1996).

Anthropocentrées, ces deux propositions s'inscrivent également dans une version forte de la durabilité, n'envisageant le progrès social qu'en harmonie avec la nature. Dans un cas comme dans l'autre, les cycles naturels et le fonctionnement des écosystèmes sont des axes structurants de l'organisation sociale : il s'agit de favoriser la « *conception de système de production et d'établissements humains comme de vrais systèmes, mettant à profit toutes les*

complémentarités ; les cycles écologiques fonctionnant ici comme un paradigme de la planification. » (Sachs, 1980 : 34-35).

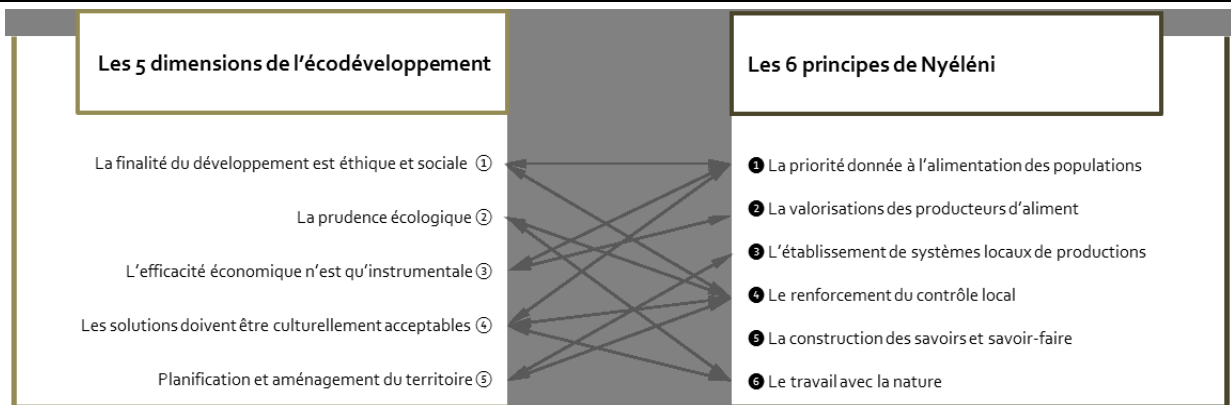
Le projet de Sachs peut être considéré comme porteur d'une version forte de la durabilité (même si, bien sûr, il n'utilise jamais ce terme, puisque la distinction entre durabilité faible et forte sera formalisée ultérieurement à ses premiers travaux). En effet, dans son excellente synthèse de 1976 sur le lien entre économie et écologie notamment, il associe ressource naturelle et patrimoine, anticipant sur des propositions théoriques à venir portant sur la spécificité des « biens » fournis par la nature (Barrère & al., 2005 ; Vivien, 2009). Ceci est en lien direct avec la question des seuils d'irréversibilité dont il reconnaît la nécessaire prise en compte. Sachs souligne enfin le « caractère immoral » du recours systématique au calcul monétaire. Il complète en insistant sur le rôle de la technologie : « *Rien ne justifie l'optimisme technologique illimité selon lequel la société trouve toujours une parade technique aux problèmes économiques, sociaux ou énergétiques* » (1976 : 199). On retrouve en filigrane dans l'œuvre de Sachs, l'intégralité des critères de définition de la durabilité forte qui seront développés plus tard par Herman Daly et le courant de l'*Ecological Economics*.

Il en va de même pour la proposition de la *Via Campesina* mais de façon moins structurée, plus diffuse, le propos n'est pas construit par un économiste, ni même par une personne unique. On y retrouve néanmoins des indices convergents autorisant le positionnement du projet en durabilité forte (Figuière & Metereau, 2013). La souveraineté alimentaire s'appuie notamment sur des méthodes de production agroécologiques. Cet adossement permet de promouvoir un développement en harmonie avec la nature, entérinant implicitement les critères de la non-substituabilité du patrimoine naturel par du capital technique, ainsi que la reconnaissance de seuils d'irréversibilité. L'agroécologie consiste à favoriser la mise en place d'agroécosystèmes soutenables sur la base d'une meilleure connaissance et de la meilleure utilisation des processus naturels (services écosystémiques, fertilisations naturelles des sols, contrôle biologique, etc.) (Altieri & al., 2012a). Reconnaisant préalablement les dommages irréversibles causés à l'environnement par une agriculture conventionnelle (Dufumier, 2010), l'agroécologie inverse « le sens du progrès » en entendant substituer au capital technique (intrants chimiques, mécanisation outrancières, etc.) une meilleure hybridation entre connaissances scientifiques et paysannes d'une part, et, processus naturels d'autre part (Martínez-Torres & Rosset, 2014).

Ces deux propositions se situent donc bien dans des postures épistémologiques congruentes. Il n'en reste pas moins que pour pouvoir être combinés dans l'optique de la

construction d'un cadre heuristique alternatif, les principes relatifs à ces propositions doivent être compatibles. Une simple mise en regard des cinq dimensions de l'écodéveloppement (version 1994) avec les six principes de Nyéléni pour une souveraineté alimentaire suffit à mettre en évidence cette compatibilité. La Figure 0.1 propose sur cette base une synthèse des points de convergence entre les deux propositions.

Figure 0.1 : La correspondance entre les principes du Programme de la Souveraineté Alimentaire et les dimensions du projet d'écodéveloppement



Source : à partir de Figuière & Metereau, 2013

A cette correspondance s'ajoute le biais commun que présentent ces approches envers le développement des espaces ruraux, plaçant la satisfaction des besoins humains fondamentaux et, de fait, l'agriculture au centre des réflexions et des recommandations (Glaeser, 1984).

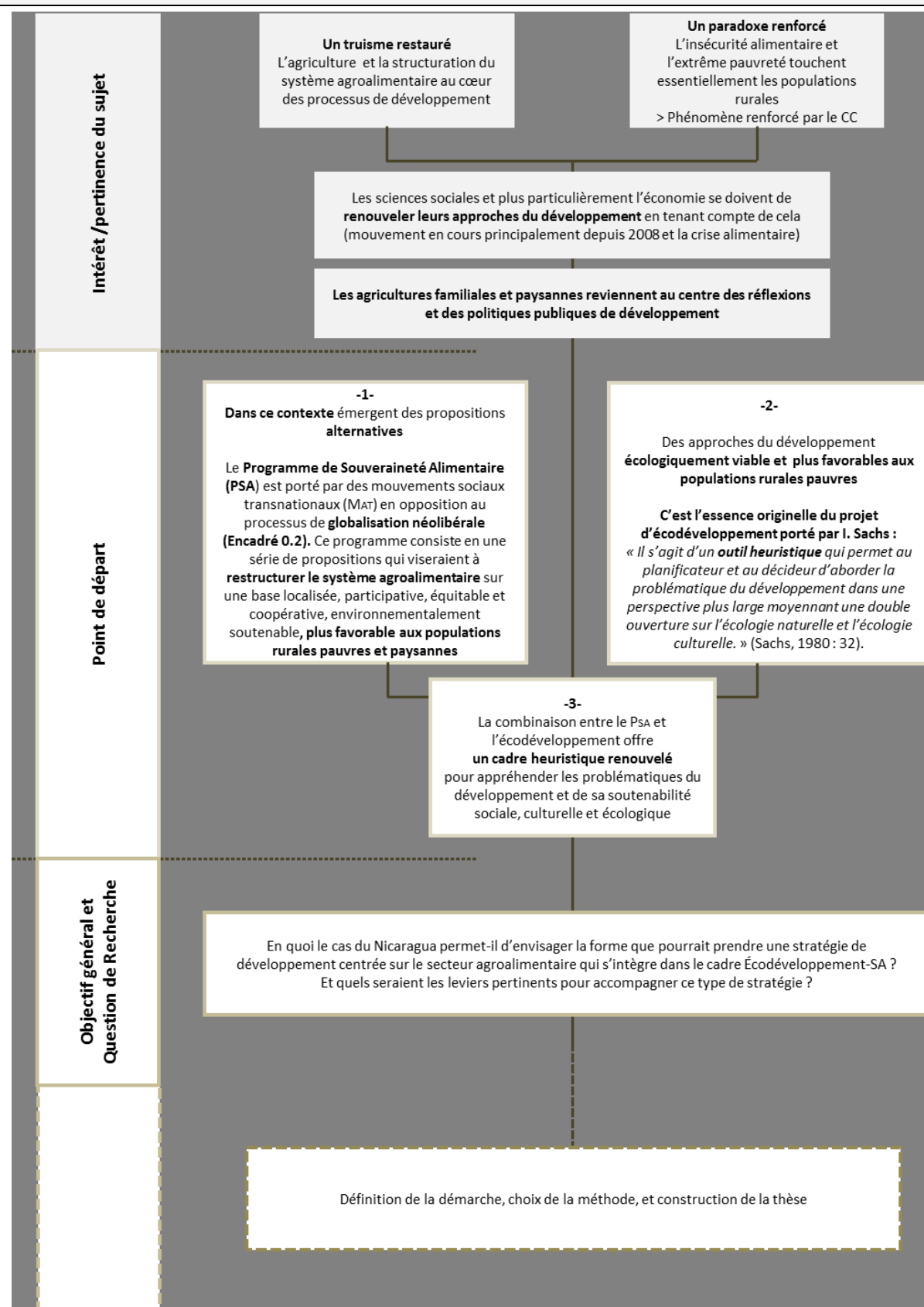
Les deux projets s'avèrent donc bien à la fois compatibles et complémentaires : la souveraineté alimentaire fournissant un cadre d'orientation alternatif renouvelé pour des politiques de développement plus favorables aux populations pauvres du Sud ; l'écodéveloppement précisant, à partir de l'économie, les modalités, les outils, et les politiques publiques d'un projet de développement qui rend compatibles « *le progrès social et la gestion saine des ressources et du milieu* » (Sachs, 1980 : 12).

L'élaboration et la justification de ce cadre heuristique nous amène à formuler l'objectif de la thèse sous la forme d'un premier questionnement. D'une part, la centralité de la question alimentaire et agricole, au sein des stratégies de développement, est plus largement réhabilitée depuis la crise alimentaire de 2008 qui a ouvert un espace pour la promotion de trajectoires alternatives de développement. D'autre part, des mouvements sociaux transnationaux se sont structurés et convergent autour d'une volonté de questionner et proposer des alternatives au paradigme économique dominant et à la structuration du système agroalimentaire qui lui correspond. Dans ce contexte, les propositions du PSA deviennent plus largement audibles, en

témoignent leurs retranscriptions dans des textes de lois, voir des constitutions, à l'échelle nationale (Chiriboga, 2009 ; Clark, 2013). Ces propositions, congruentes et complémentaires avec le projet d'Ignacy Sachs, renouvellent le cadre heuristique de l'écodéveloppement en réhabilitant ses principes dans la perspective des luttes socio-politiques de ce début de XXI^e siècle.

Dotés de ce cadre heuristique combiné, nous nous interrogerons donc sur les formes que pourraient prendre des stratégies alternatives de développement qui en respectent le contenu. La Figure 0.2 reprend de manière schématique le cheminement suivi jusqu'ici par cette introduction générale pour cadrer l'objet de la thèse.

Figure 0.2 : Schéma heuristique de l'introduction générale



Source : Renaud Metereau

La démarche de la thèse

La suite du propos consistera à expliciter la démarche et la formulation des hypothèses de recherche qui ont présidé à la construction de la thèse.

L'argumentaire de la thèse, de manière cohérente avec le cadre heuristique précédemment choisi, se positionne en économie politique du développement. L'encadré qui suit (Encadré 0.3) rappelle succinctement les fondamentaux de l'économie politique.

Encadré 0.3 : Les sept principales caractéristiques de l'économie politique

- **Le holisme** comme fondement méthodologique, le point de départ se situe dans l'analyse de la société et des conditions économiques d'ensemble.
- **La prise en compte des rapports de pouvoir** dans l'analyse et par suite des asymétries entre les catégories d'acteurs, voire de l'antagonisme de leurs intérêts.
- **Une confiance mesurée dans la capacité du marché à s'autoréguler**, et donc la prise en considération des mécanismes institutionnels à mettre en place pour le réguler.
- Faire de « l'économie politique », c'est d'abord précisément reconnaître à l'économie en tant que discipline, **sa dimension « politique »**, « idéologique », ou encore « subjective ». C'est par suite **réfuter l'hypothèse de l'éventuelle neutralité de toute analyse**, « on part toujours de quelque part ».
- **Une approche « contextualisée » ou « située »** : un événement ne peut être interprété qu'en considérant le lieu et la période de son déroulement.
- Une **démarche hypothético-déductive**, à la fois positive et normative, compréhensive et prescriptive, fortement motivée par l'explicitation du réel.
- **Une approche disciplinaire ouverte**, qui découle directement du point précédent. Cette appellation semble ici préférable à celle d'approche « pluridisciplinaire », l'économie constituant la discipline organisatrice du propos.

Source : à partir de Figuière & al. 2014

La suite de notre démarche se construit dès lors sur la base de ces caractéristiques de l'Economie Politique et de leur enchaînement logique.

Le holisme se traduit dans cette thèse par la formulation même du problème à étudier, traduisant une appréhension complexe du phénomène de développement et des dynamiques socio-écologiques sur lesquels il se bâtit. Le développement n'est pas soluble dans la résolution d'un problème de maximisation sous contraintes. Il résulte au contraire d'une construction historique faite d'interactions complexes entre des catégories d'agents économiques, des structures sociales et leurs substrats écologiques.

Un processus d'interactions entre agents, structures et environnement implique nécessairement l'existence de **rapports de pouvoir**. La thèse s'inscrit dès ses prémices dans cette perspective, puisque la « découverte » du mouvement transnational en faveur de la souveraineté alimentaire en a constitué l'impulsion. Le mouvement social naît des luttes d'un

groupe social engagé dans une action collective en faveur d'un objectif ou d'une cause commune et/ou en opposition à un ordre établi (Neveu, 2015). Alain Touraine (1978 : 86) parle ainsi de « *lutte pour le contrôle de l'historicité* »⁹.

De cette acceptation du caractère souvent contradictoire, asymétrique, et conflictuel entre les agents économiques d'une société, nous adhérons à l'idée que **le marché ne s'autorégule pas**. Il ne suffit pas en effet à réguler l'ensemble des rapports de pouvoir qui se déploient au sein de cette société. C'est bien dans cette perspective que s'inscrivent explicitement les deux composantes du cadre heuristique de cette thèse.

Dès lors, comme nous l'avons exprimé plus haut à propos de la genèse de cette thèse, « *nous sommes partis de quelque part* ». Ce *quelque part* pourrait se résumer dans la formule suivante¹⁰ : **le programme de la souveraineté alimentaire** offre un cadre d'orientation et un point de vue original¹¹ pour questionner la structuration du système agroalimentaire et ses interrelations avec la nature des processus de développement, mettant en avant le caractère inégalitaire et écologiquement désencastré des trajectoires empruntées.

Afin de nourrir ce questionnement et d'ancrer cette recherche dans la réalité, il a été nécessaire de **contextualiser** le travail de thèse : d'une part à travers l'adoption d'une **approche territoriale**, par ailleurs essentielle à la cohérence avec le cadre heuristique mobilisé, et d'autre part, grâce à l'intégration au processus de construction de la thèse d'une **recherche qualitative de terrain**.

Dans le cadre de cette réflexion et en conformité avec l'approche suggérée par le cadre heuristique mobilisé, le territoire (Encadré 0.4) est considéré comme la brique de base (Theys, 2002) des stratégies de développement et du questionnement de la durabilité écologique de ces dernières.

⁹ « L'historicité de la société est sa capacité de produire ses orientations sociales et culturelles à partir de son activité et de donner un « sens » à ces pratiques » (Touraine, 1974 : 56).

¹⁰ Formule nécessairement très réductrice puisque qu'elle se limite à l'univers du questionnement universitaire et fait abstraction du reste des expériences vécues qui contribuent à forger notre subjectivité.

¹¹ La prise en compte d'un cadre heuristique formulé par des organisations paysannes du Sud constitue en soi un point de vue original pour le regard d'un chercheur en économie, formé au Nord.

Encadré 0.4 : *Le territoire , un système complexe*

Un territoire est une échelle éco-socio-spatiale qui se caractérise non seulement par une réalité physique – dimensions naturelles et matérielles – mais aussi par un construit identitaire, une diversité d’acteurs individuels et collectifs et enfin, par des dispositifs organisationnels, spontanés ou provoqués. La combinaison de ces diverses caractéristiques forme un système complexe et dynamique. Ce caractère systémique permet d’envisager à l’échelle du territoire, la mise en œuvre de stratégies et d’actions collectives. (Laganier & al., 2002 ; Courlet, 2008 ; Lévesque, 2007)

Source : Renaud Metereau

En Amérique Latine, où sont nées et restent très actives des organisations telles que le Mouvement des Sans Terre au Brésil ou *La Via Campesina* à la suite de la déclaration de Managua en 1992¹², le PSA trouve un écho particulier non seulement au sein des MAT, mais également auprès de certains gouvernements nationaux qui amorcent une institutionnalisation de la souveraineté alimentaire (Peña, 2013 ; Giunta, 2013 ; McKay & Nehring 2013). Le **Nicaragua** est à la fois un pays pauvre et un pays au sein duquel le cadre politique et législatif a évolué au cours de la dernière décennie en faveur de la souveraineté alimentaire. L’indice de Développement Humain (IDH) du Nicaragua en 2013 était de 0,614, ce qui classe ce pays au 132^{ème} rang mondial (PNUD, 2014). Il s’agit d’un pays d’environ six millions d’habitants, fortement dépendant du secteur agroalimentaire et du commerce extérieur (*cf.* [Chapitre 1](#)). En 2009, l’entrée en vigueur de la loi No 693, dite « *Loi de Souveraineté et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle* » (SSAN) (Godek, 2013) marque symboliquement l’amorce d’un processus de définition et de mise en œuvre de politiques favorables à l’agriculture paysanne et familiale, ainsi qu’au développement des zones rurales et d’Agro-Industries Rurales (AIR)¹³ (programme ProRural ; création du MEFFCA¹⁴ ; projet PAPSSAN¹⁵, etc.). Le Nicaragua présente en outre la particularité de voir s’organiser à différentes échelles territoriales, un **Système Coopératif Paysan (SCP)** qui semble mettre en œuvre des mécanismes de coordination visant à réduire la vulnérabilité individuelle des petits producteurs familiaux.

Sur la base de ce choix de terrain, la thèse suit un processus visant à confronter dans un **mouvement itératif, le réel observé avec des propositions plus théoriques susceptibles d’en faire progresser la compréhension**. Ce processus est le propre de la **démarche**

¹² La Déclaration de Managua, lors de la 2ème Conférence de l’Unag (Unión Nacional de los Agricultores y Ganaderos du Nicaragua), est considérée aujourd’hui comme l’un des documents fondateurs de la Via Campesina. A Managua étaient réunies des organisations paysannes de plusieurs continents pour affirmer la place centrale des agriculteurs dans la société sur la base d’un projet alternatif au néo-libéralisme.

¹³ Définition de la notion d’Agro-Industrie Rurale (Chapitre 3, Encadré 3.4)

¹⁴ Ministère de l’Economie Familiale, Communautaire, Coopérative et Associative

¹⁵ Proyecto de Apoyo a la Producción de Semillas de Granos Básicos para la Seguridad Alimentaria en Nicaragua | Projet de soutien à la production de semences de grains de base pour la sécurité alimentaire au Nicaragua.

hypothético-déductif telle qu'elle est présentée par Dépelteau (2010). La question centrale de recherche fait ainsi l'objet de traitements successifs combinant la construction de faits stylisés et les recours à divers propositions théoriques facilitant l'explication et l'interprétation des processus et phénomènes observés. Cette démarche a permis le réajustement des hypothèses de recherche (cf. Chapitre 2). Cette itération est par ailleurs nettement moins perceptible dans l'organisation des chapitres, nécessairement linéaire, qu'elle n'a été structurante pour la « fabrication » de la thèse.

Nous proposons ci-dessous de reprendre le schéma de la démarche hypothético-déductive proposé par Dépelteau (2010) pour l'adapter à la démarche de cette thèse (Figure 0.3). Il est préalablement nécessaire d'explicitier **le cadre théorique choisi ex-ante pour la formulation des hypothèses et les hypothèses de recherche elles-mêmes**. Trois éléments clés déjà précisés dans cette introduction orientent ce choix : l'intérêt porté à la structure et l'organisation du système agro-alimentaire dans le contexte de « globalisation néolibérale excluante », l'approche territoriale et l'existence de mécanismes de coordination d'acteurs par l'intermédiaire d'un système coopératif de base territoriale.

Ces trois éléments convoquent ainsi un champ de recherche fortement ancré dans les réalités des territoires ruraux par les conditions mêmes de sa formation : **le concept de Système Agroalimentaire Localisé (SYAL)** permet de caractériser des systèmes socio-territoriaux centrés sur l'activité agro-alimentaire, faisant intervenir une diversité d'acteurs, diverses formes de proximités, des mécanismes de coordination ainsi que des processus d'action collective visant à transformer les spécificités d'un territoire en ressources disponibles et « actives » pour le développement de celui-ci (cf. Chapitre 4). Dans ses développements les plus récents, le concept de SYAL a notamment débouché sur des travaux le mobilisant comme une approche du développement rural localisé pour servir de levier « *d'activation territoriale* » (IICA, 2013a ; 2013b ; Reyes-González & Boucher, 2016). Les SYAL sont alors envisagés comme « *modèles de développement agroalimentaires fondés sur la mise en valeur de ressources locales, plus respectueux de l'environnement, plus attentifs à la diversité et à la qualité de produits agricoles et alimentaires, plus soucieux de dynamiques locales de développement et de nouveaux enjeux du monde rural* » (Muchnik, 2005, cité par Fourcade & al., 2010 : 13).

La thèse mobilise le SYAL dans une double perspective. D'une part, tester la pertinence du concept comme grille d'analyse des mécanismes de coordination observés au sein du SCP au Nicaragua. D'autre part, envisager le SYAL comme moyen d'accompagner les dynamiques

d'actions collectives engagées dans le cadre du SCP, dans la perspective de promouvoir des trajectoires alternatives de développement conformes au cadre heuristique Écodéveloppement – PSA.

Question Générale de Recherche :

En quoi le cas du Nicaragua permet-il d'envisager la forme que pourrait prendre une stratégie de développement centrée sur le secteur agroalimentaire qui s'intègre dans le cadre Écodéveloppement-SA? Et quels seraient les leviers pertinents pour accompagner ce type de stratégie ?

Hypothèse de Recherche 1 – HR 1:

Les dynamiques de coordination et de coopération au sein du SCP au Nicaragua sont assimilables à des dynamiques de type SYAL, concourant ainsi à l'amorce de trajectoires de développement centrées sur les ressources spécifiques des territoires.

La mise en œuvre du processus itératif entre la théorie et la réalité observée permet de compléter cette première hypothèse (*cf. Chapitre 1 & 2*). En effet, **la construction historique du SCP lui confère un caractère politique qui en fait le pendant organisationnel d'un mouvement socio-politique porté par les paysans : le Mouvement Coopératif Paysans (MCP)**. Dès lors, les hypothèses que la recherche de terrain doit permettre de tester évoluent. Si des dynamiques de type SYAL existent dans ce contexte, elles méritent en effet d'être appréhendées à l'aune du mouvement socio-politique au sein duquel elles s'insèrent.

Deux nouvelles hypothèses sont alors formulées :

Hypothèse de recherche 2 – HR 2 :

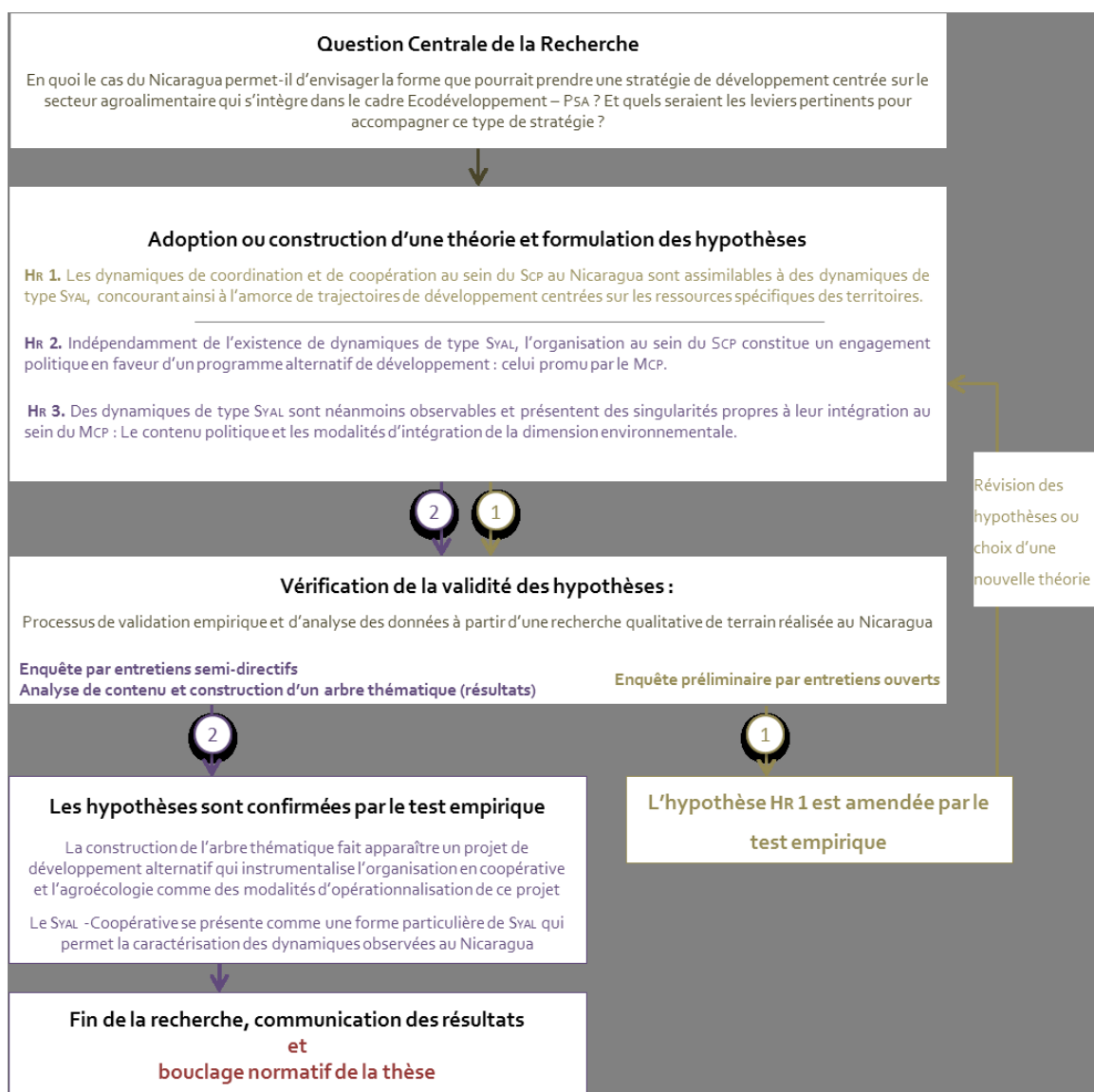
Indépendamment de l'existence de dynamiques de type SYAL, l'organisation au sein du SCP constitue un engagement politique en faveur d'un programme alternatif de développement promu par le MCP.

Hypothèse de recherche 3 – Hr 3 :

Des dynamiques de type SYAL sont néanmoins observables et présentent des singularités propres à leur intégration au sein du MCP : Le contenu politique et les modalités d'intégration de la dimension environnementale.

Loin de faire apparaître l'ensemble des itérations qui ont conduit à l'édification de cette thèse, la [Figure 0.3](#) laisse au moins apparaître un moment clé d'amendement de l'approche théorique à partir des données empiriques

Figure 0.3 : La démarche hypothético-déductive de la thèse



Source : Renaud Metereau à partir de Dépelteau, 2010 : 65

Le holisme, la prise en compte des rapports de pouvoir, la dimension politique, ou encore la démarche hypothético-déductive faisant ici intervenir une recherche qualitative de terrain, sont autant de traits caractéristiques de l'économie politique qui convoque dès lors une **approche disciplinaire ouverte** (Figuière & al., 2014 : XX) : cette thèse est en effet une thèse d'économie, l'auteur ayant suivi un cursus complet d'économie. Néanmoins, la démarche mobilisée conjuguée aux spécificités de l'objet d'étude nécessite des incursions dans des disciplines plus ou moins proche de l'économie. Si la **sociologie** ou l'**histoire** entretiennent traditionnellement des liens étroits avec l'économie politique, l'**écologie**, la **géographie** ou l'**agronomie** s'invitent lorsque l'économiste envisage les questions d'environnement et de durabilité.

La mise en œuvre de cette démarche d'économie politique aboutit sur une série de résultats et conditionne les apports de cette thèse.

Elle contribue d'abord par le biais d'une recherche qualitative de terrain, à l'appréhension des conditions socio-politiques de l'organisation en coopératives des paysans au Nicaragua. La thèse offre ainsi un regard original sur ce phénomène en en proposant une lecture fondée sur l'hypothèse d'un mouvement socio-politique porté par les paysans. Elle permet dès lors d'en étudier les contours en tant que tel et de définir, à partir des témoignages des paysans eux-mêmes, ce qu'est le contenu du projet de développement alternatif porté par le MCP.

Cette posture compréhensive, ouvre ensuite la possibilité d'interroger la pertinence de la grille d'analyse SYAL pour qualifier la réalité observée tout en étant capable d'intégrer à l'analyse les singularités de ces dynamiques. La thèse propose dès lors la notion de SYAL-Coopérative pour qualifier une forme singulière de dynamique de type SYAL telle qu'elle a été observée au Nicaragua

Enfin, la thèse opère un basculement normatif et procède, à partir de la construction de faits stylisés, à des propositions en vue de promouvoir des trajectoires de développement compatibles avec le cadre heuristique Écodéveloppement – PSA. Ce bouclage met ainsi en exergue la question de l'encastrement ou du réencastrement écologique des systèmes d'établissement humain. La restructuration des systèmes agroalimentaires, fondement des sociétés tant traditionnelles que modernes, est alors présentée comme un levier prioritaire de ce réencastrement. Le maintien ou la réhabilitation de l'éthos écologique, notamment à travers la diffusion de l'agroécologie, devient dans cette perspective, le garant de la mise en œuvre de principes organisateurs de la transition socio-écologique recherchée.

Le plan de la thèse

La thèse s'organise en **quatre chapitres** dont l'enchaînement permet, à partir d'une étude de terrain, d'avancer une série de propositions visant à donner un contenu à la fois théorique et opérationnel au cadre heuristique « écodéveloppement – souveraineté alimentaire », fil conducteur de la thèse présenté dans cette introduction.

Le **chapitre 1** analyse le cadre contextuel de l'objet d'étude afin de rendre compte des conditions de construction du Système Coopératif Paysan (SCP) observable au Nicaragua. La thèse mobilise pour cela une approche historique inscrivant à la fois la structuration du secteur agricole et celle du SCP dans une dynamique de long terme. En effet, les conditions d'émergence et de transformation de ce SCP ne peuvent être comprises en dehors du substrat socio-politique au sein duquel elles prennent forme. Aujourd'hui, l'économie et le développement de ce pays dépendent encore largement de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. Au sein d'un secteur agricole dual, les paysan.ne.s représentent 91% des producteurs (Ruiz García & Marín López, 2005), et contribuent largement à la production des aliments de base de la consommation domestique (les grains de base : haricots, maïs, riz (non irrigué), sorgho) (Solà Montserrat, 2008). Le SCP apparaît comme une structure qui organise une frange de cette paysannerie au sein d'un système fédératif intégré à différentes échelles territoriales. Par ailleurs, le SCP est également interprété comme la manifestation organisationnelle d'un mouvement social – le Mouvement Coopératif Paysan (MCP) – qui émerge au début du 20^{ème} siècle à travers les luttes ouvrières et paysannes anti-impérialistes, se structure à l'aune de la révolution Sandiniste des années 1980, puis mute depuis vers sa forme actuelle de contre mouvement (Utting & *al.*, 2014) dans le contexte de « globalisation néolibérale excluante ». Cette lecture historique qui inscrit clairement la construction du SCP en relation avec les ruptures sociopolitique du pays est rendu possible par l'effectivité du caractère itératif de la démarche qui permet à ce stade d'intégrer des éléments de connaissance tirée de la recherche qualitative de terrain.

Le **Chapitre 2** met en lumière les modalités de construction de cette recherche qualitative de terrain, et explicite les méthodes d'enquête et d'analyse des données mobilisées. Encore relativement original en économie, ce type de méthode s'intègre à cette thèse dans le cadre d'une « approche disciplinaire ouverte ». C'est en effet dans la « boîte à outil » du sociologue (Piore, 2006 ; Paillé et Mucchielli, 2012 ; Olivier de Sardan, 2008) que l'économiste va

trouver les propositions méthodologiques lui permettant d'analyser au mieux, en respectant le point de vue des principaux acteurs des coopératives, ce qui motive l'engagement dans le MCP, et par conséquent la structuration du SCP dans son ensemble. Le choix et les modalités d'une enquête de terrain par entretiens semi-directifs sont alors explicités. L'adoption d'une méthode de traitement et d'analyse strictement qualitative – analyse de contenu thématique – corrobore la pertinence de cette démarche qui vise à asseoir le cadre compréhensif d'une analyse en économie politique. La mise en œuvre de cet appareillage méthodologique a pour finalité la construction d'un « *arbre thématique* » (Mucchielli, 2009) organisant les différents éléments de motivation à l'organisation en coopérative identifiés grâce à l'opération de découpage thématique. La construction de cet arbre permet d'organiser les thèmes (ici, des éléments de motivations à l'organisation en coopérative) autour d'axes thématiques (ou « branches ») qui correspondent à des catégories interprétatives visant à explorer le contenu implicite des entretiens réalisés au Nicaragua. La lecture interprétative de cet arbre thématique est proposée dans le chapitre 3.

Le **chapitre 3** présente les résultats du travail de terrain réalisé au Nicaragua de septembre 2012 à janvier 2013. L'arbre thématique qui résulte de l'analyse de contenu, permet de présenter un « *panorama motivationnel* » de l'organisation en coopérative qui révèle la grande diversité, en même temps que la grande cohérence des motivations à intégrer le SCP. Trois axes thématiques se dégagent ainsi de l'analyse représentant trois catégories de motivations à intégrer le SCP. Ce chapitre présente le contenu de ces axes et en propose une première lecture : l'axe 1 – motivations strictement économiques – fait ressortir l'accès aux marchés et l'intégration des chaînes de valeurs agroalimentaires comme des éléments transversaux de motivation à s'organiser en coopérative ; l'axe 2 – motivations socio-politiques – regroupe des thèmes exprimant un panel large de motivations qui ont trait à la participation politique, à l'amélioration des conditions sociales et matérielles d'existence des communautés rurales concernées, ou encore plus spécifiquement à des aspects liés à l'environnement ou à l'équité de genre ; l'axe 3 – motivations organisationnelles – rassemble des thèmes qui renseignent sur l'organisation en coopérative comme une motivation en soi, permettant de réduire la vulnérabilité individuelle par la coopération et l'action collective sur la base d'une proximité institutionnelle en partie héritée. Cette lecture de l'arbre thématique ouvre la possibilité d'un second niveau d'interprétation, présentant ce large éventail de motivation comme l'expression d'un projet alternatif de développement

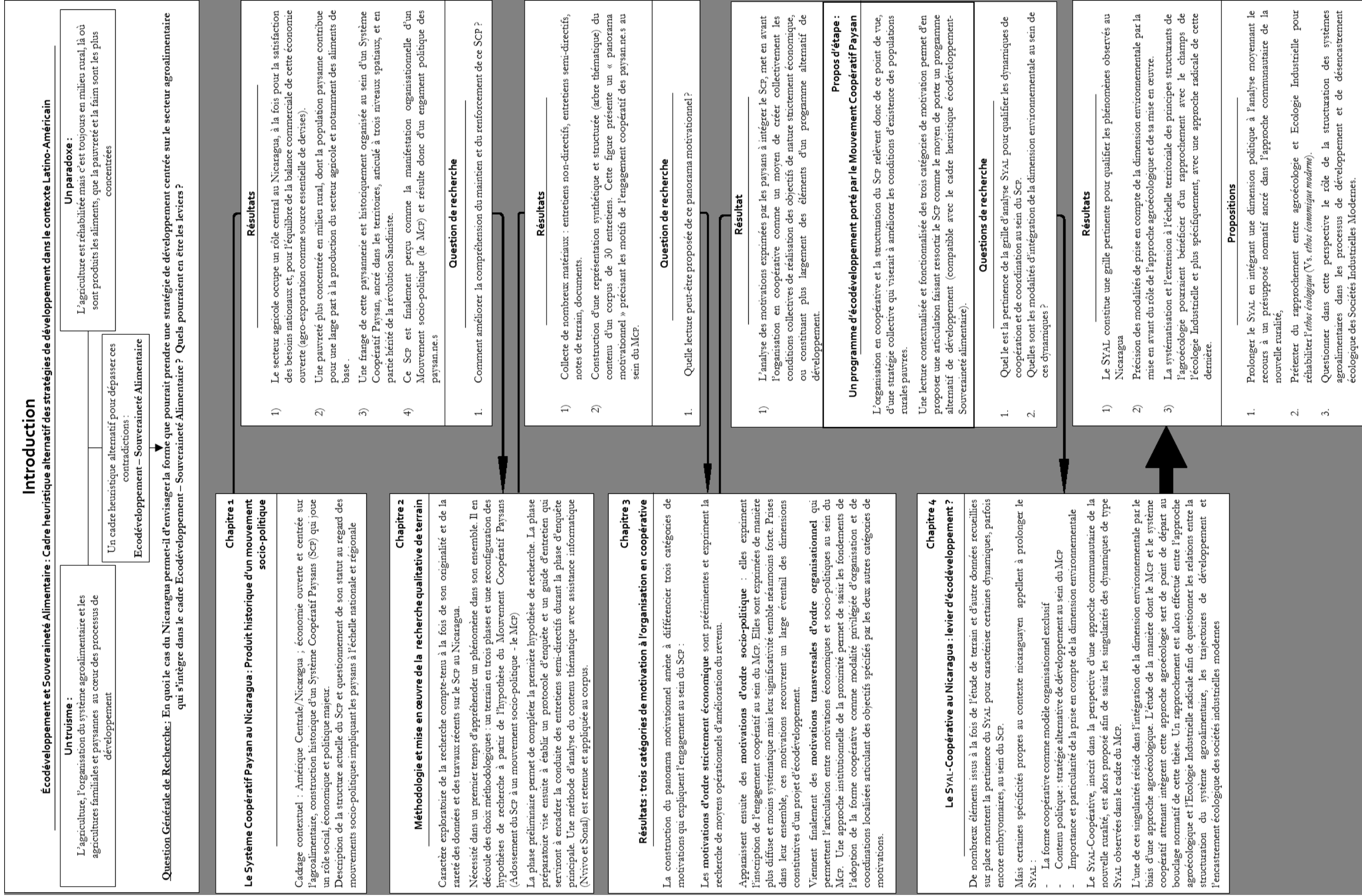
Un **propos d'étape** permet à ce stade de la thèse de proposer une interprétation de l'arbre thématique par le recours à une lecture fonctionnalisée de ses axes. D'abord, Les motivations d'ordre strictement économique sont lues comme exprimant une finalité à court terme (finalité 1). Il s'agit en effet de satisfaire les conditions de la viabilité économique de l'activité agricole dont dépendent les ménages concernés pour vivre. Ensuite, les motivations socio-politiques sont également perçues comme une finalité (finalité 2), mais pour laquelle les résultats sont attendus à plus long terme. L'objectif est ici de promouvoir les conditions d'émergence de trajectoires alternatives de développement. Enfin ces deux « finalités » sont articulées par l'expression de motivations d'ordre organisationnel, qui témoignent de l'existence et de la volonté de renforcer une proximité institutionnelle. Ces motivations expriment donc le moyen par lequel les paysan.ne.s espèrent parvenir à la réalisation des objectifs qu'ils se sont fixés (axes thématiques 1 et 2). L'ensemble des résultats de l'analyse qualitative et l'interprétation qui en est proposée va permettre de qualifier la réalité observée de programme d'écodéveloppement.

Par suite, le **Chapitre 4** se construit en vue d'étudier plus en détail certaines modalités opérationnelles de ce programme d'écodéveloppement. Le chapitre montre **d'abord** la pertinence du cadre d'analyse du SYAL pour qualifier la réalité observée lors de l'étude de terrain. Certains sous-systèmes localisés qui constituent les échelons de base et échelons intermédiaires du SCP, peuvent être lus comme des formes embryonnaires de SYAL de base coopérative. Ces dynamiques de type « SYAL-Coopérative » ont des vocations multiples. Elles intègrent notamment des objectifs de développement d'Agro-Industries Rurales (AIR) et d'intégration des filières amont et aval de l'agroalimentaire. Le cadre d'analyse SYAL ne permet néanmoins pas en l'état, à partir des quatre « entrées » déjà existantes, de saisir l'ensemble des spécificités observées au Nicaragua. Le contenu politique et l'exclusivité du modèle coopératif, autant que l'importance prise par la dimension environnementale, sont des éléments qui invitent à prolonger l'approche SYAL, appréhendée dès lors comme levier d'accompagnement de stratégies de développement territorial (Reyes-González & Boucher, 2016). La mise en perspective de l'approche SYAL dans le cadre d'une approche communautaire de la nouvelle ruralité (Barkin, 2006b ; Kay, 2008) permet de renforcer l'adossement théorique de la réalité observée au Nicaragua. La dimension environnementale du SYAL acquiert dès lors un statut particulier qui motive l'ultime développement de cette thèse. Ce dernier chapitre montre **ensuite** que l'intégration de la dimension environnementale se traduit essentiellement par la promotion et la mise en œuvre d'une approche

agroécologique. L'agroécologie qui désigne non seulement une approche de l'agriculture et du développement rural, mais aussi un ensemble de principes et un mouvement social (Wezel & al. 2009 ; Sevilla Guzmán & Woodgate ; 2013), est alors présentée comme un moyen de la réalisation des objectifs économiques et socio-politiques associés à l'organisation au sein du MCP. Favorisant l'autonomie alimentaire, énergétique et technologique (Altieri & Toledo, 2011), l'approche agroécologique intervient comme un levier supplémentaire pour la concrétisation de trajectoires d'écodéveloppement au sein des territoires ruraux. Le principe de bouclage des flux de matières et d'énergie au sein des systèmes socio-écologiques, commun à l'agroécologie, à la mise en œuvre de systèmes intégrés de production d'aliments et d'énergie (IFES) tels que ceux observés au Nicaragua, et enfin à l'Écologie Industrielle (EI), permet dès lors d'amorcer une réflexion sur le rôle de la métaphore écosystémique dans la définition des stratégies alternatives de développement. Donner une portée paradigmatique à cette métaphore offre des possibilités innovantes et concrètes qui rendent compatibles les objectifs de développement avec l'encastrement écologique des systèmes d'établissement humains.

La [Figure 0.4](#) vient compléter cette annonce de plan en présentant de manière synthétique la construction de cette thèse.

Figure 0.4 : La construction de la thèse



Chapitre 1

Le Système Coopératif Paysan au Nicaragua : produit historique d'un mouvement socio-politique

Mots clés du chapitre

Nicaragua
Agricultures familiales et paysannes
Trajectoire historique
Système Coopératif Paysan
Mouvement socio-politique

« La principal base popular del Ejército Revolucionario la constituyen los campesinos, por lo cual en esencia nuestra guerra tiene que ser una guerra agraria, una guerra por el rescate a favor de los campesinos medios y pobres de las tierras que los grandes hacendados les han arrebatado con maña y fuerza. » | « La principale base populaire de l'Armée Révolutionnaire est constituée par les paysans, et pour cela notre guerre doit par essence être une guerre agraire, une guerre pour la récupération en faveur des paysans moyens et pauvres, des terres dont les grands propriétaires terriens les ont dépossédé avec habileté et force. »

Carlos Fonseca, 1960¹⁶

¹⁶ Extrait de « *La Lucha por la transformación de Nicaragua* » | « *La lutte pour la transformation du Nicaragua* ». Communication de Carlos Fonseca daté de 1960, extrait des archives de l'OSN (*Oficina de Seguridad Nacional* | Bureau de la Sécurité Nationale, officiant sous l'ère Somoza). Disponible dans : Ortega Saavedra H, 1981 : 25-38).

Les années 2012 et 2014 ont successivement été déclarées par l'ONU, Année Internationale des Coopératives et Année Internationale des Agricultures Familiales (AIAF). La succession de ces deux événements affermit le processus de promotion des agricultures familiales et paysannes ainsi que des différentes formes d'associativité comme des vecteurs de réduction de la vulnérabilité et de développement.

Dans le cas particulier de l'Amérique Latine, « *la contribution de l'agriculture familiale au développement est de plus en plus reconnue dans les politiques. Pour progresser davantage, la région propose une protection des représentants des agriculteurs, des mesures incitatives pour les organisations d'agriculteurs, et des politiques qui favorisent les petits producteurs.* » (FAO, 2014b : iv).

Ces incitations à faire évoluer les politiques publiques à destination des agricultures familiales et paysannes intègrent ainsi plusieurs dimensions : le caractère multifonctionnel de ces agricultures (Groupe Polanyi, 2008 ; Sourisseau, 2014) ; les potentiels de diversification de l'activité et des revenus à partir de l'agriculture en tenant compte de la reconfiguration des espaces ruraux (Giarracca, 2001 ; Kay, 2008) ; ou encore, l'intérêt des diverses formes d'associativité paysanne comme vecteurs d'accès au marché, de développement agricole et d'Agro-Industries Rurales, et, de participation politique (FAO, 1997 ; IICA, 2009b ; ONU, 2015)¹⁷.

Au Nicaragua plus précisément, le secteur agroalimentaire joue un rôle crucial pour l'économie et le développement du pays. Cela s'exprime de diverses manières : part de l'agriculture dans la formation du PIB, part dans les exportations, part des emplois dans l'agriculture, accès à l'alimentation, gestion du patrimoine naturel, adaptation au changement climatique, etc. En aval des filières agroalimentaires, l'agro-industrie de transformation (viande bovine, sucre, produits laitiers) s'affirme également comme un élément essentiel de l'économie nationale : « *La structure de l'industrie nicaraguayenne est peu diversifiée et se*

¹⁷ La réhabilitation de l'agriculture et des agricultures familiales comme points cardinaux des enjeux de développement par les institutions internationales dépasse le champ du secteur agricole au sens restreint. D'abord le caractère multifonctionnel de l'agriculture met en interrelation l'acte de production agricole avec un ensemble de dimensions relatives à la vie sociale et à l'environnement. Ensuite, dans le contexte de nouvelle ruralité et de diversification des activités et des revenus (*cf. Chapitre 4*), l'agriculture reste au centre des stratégies de développement mais, celle-ci se combine avec des activités connexes. Enfin, l'intégration des chaînes de valeurs agroalimentaires et le développement d'agro-industries rurales apparaissent comme des leviers de développement à partir du secteur agricole. Pour l'ensemble de ces raisons et bien que les analyses sectorielles en économie continuent de séparer Agriculture et Industrie, nous aurons recours dans cette thèse à la notion de « secteur agroindustriel » afin de mobiliser l'ensemble des filières agricoles de la production des semences jusqu'à la vente au consommateur final.

concentre sur les activités traditionnelles, principalement la transformation de matières première agricoles, forestières, de la pêche ou minières. » (MIFIC, 2010 : 3)*

Par ailleurs, l'associativité et notamment l'organisation en coopérative occupent une place importante au Nicaragua. Il y existait en effet en 2006¹⁸, plus de 2600 organisations coopératives légalement constituées (ACI-Américas, 2007 ; CIPRES 2009), réparties dans trois secteurs clés : les transports (taxis et transport en commun), l'épargne et le crédit, l'agriculture et ses activités connexes. En 2005, la loi No 499 a permis une redéfinition du cadre légal applicable à ce vaste secteur coopératif, vestige d'une trajectoire historique marquée par la révolution Sandiniste des années 1980.

L'objectif de ce chapitre sera d'analyser à la fois le processus historique de construction du Système Coopératif Paysan (SCP), ainsi que le résultat de cette structuration mis en perspective dans le contexte actuel. Une mise en perspective sur longue période des dynamiques ayant contribué à la formation de cette expérience singulière d'associativité paysanne mène finalement à mobiliser le concept de « mouvement social » (Touraine, 1973 ; 1978 ; Neveu, 2015). Celui-ci permet de comprendre le cadre au sein duquel le SCP a pu s'émanciper et survivre à l'« échec » de la révolution qui en a impulsé la construction. Le SCP apparaît en premier lieu comme un acteur important au sein du secteur clé que représente l'agroalimentaire. Il apparaît en second lieu comme la résultante d'un mouvement socio-politique porté par les paysans : le Mouvement Coopératif Paysan (MCP). Il en constitue la manifestation organisationnelle et ne peut dès lors être interprété seulement comme une modalité d'adaptation à un environnement économique défavorable aux petites agricultures familiales et paysannes.

Saisir d'emblée, dès le premier chapitre de cette thèse, ces deux dimensions du SCP – son rôle économique d'une part, et son adossement à un mouvement socio-politique d'autre part – est essentiel à la construction de l'argumentaire de la thèse. En effet, la prise en compte de ces deux aspects, résultant d'une première immersion sur le terrain a été déterminante pour la formulation des hypothèses de recherche.

La démarche itérative entre la recherche qualitative de terrain et le cadre conceptuel retenu pour la construction de la thèse s'applique dès ce premier chapitre. Une revue de littérature et la recherche de données vont permettre de dresser un « instantané » de l'économie nicaraguayenne mettant en exergue le rôle de l'agriculture et des agricultures familiales et

¹⁸ Voir l'Encadré 1.3

paysannes en particulier. Ces recherches documentaires fournissent également des informations sur la structure du secteur coopératif au Nicaragua. C'est ensuite un premier « retour d'expérience » à partir de la phase d'enquête préliminaire menée au Nicaragua (*cf.* Chapitre 2) qui permet la formulation de la proposition centrale de ce chapitre : Il existe au Nicaragua un Système Coopératif Paysan articulé à différentes échelles territoriales qui se présente comme la manifestation organisationnelle d'un mouvement socio-politique porté par les paysans eux-mêmes : le Mouvement Coopératif Paysan (MCP).

La **Section I** met en lumière le caractère ouvert et dépendant de l'économie nicaraguayenne. Ces dépendances sont de deux ordres : envers le secteur externe (ouverture, aides internationales, tourisme, transferts de fonds des migrants), et envers le secteur agricole lui-même ; ce dernier constituant le principal fournisseur de biens à l'exportation. Cette contextualisation très large révèle le rôle crucial joué par le secteur agricole dont il s'agira ensuite d'analyser le processus historique de structuration. Celui-ci révélera l'existence de deux « sous-secteurs » : une agriculture d'agro-exportation, industrialisée et pratiquée à grande échelle ; et une agriculture familiale et paysanne prioritairement orientée vers la production d'aliments destinés à la consommation domestique.

C'est à ce second sous-secteur, et en particulier aux modalités d'organisation en coopérative des producteurs d'aliments concernés, que s'intéresse plus précisément la **Section II**. Une perspective historique est à nouveau mobilisée afin de rendre compte du long processus de structuration du Système Coopératif Paysan. Elle met ainsi en regard l'histoire politico-institutionnelle du Nicaragua depuis le début du 20^{ème} siècle avec l'histoire de la construction du système coopératif. Cette démarche permettra à la fois de saisir l'état actuel de sa structuration en dépit du manque de données fiables et actualisées et de proposer une signification de la notion de « *mouvement coopératif* » dans le cas nicaraguayen.

Section I Les agricultures familiales et paysannes : éléments clés de l'économie et du développement du Nicaragua

Dans un pays en développement tel que le Nicaragua, le rôle que jouent les agricultures familiales et paysannes se situe très précisément dans les canons de ce que décrivent les principales institutions internationales (FAO, FIDA, PAM) qui ont impulsé et animé l'Année Internationale des Agricultures Familiales (AIAF). La population rurale pauvre y est importante ; la faim et les carences nutritionnelles persistent et se concentrent plus fortement dans les zones rurales ; l'agriculture y joue pourtant un rôle socio-économique primordial ; la majorité des producteurs étant des agriculteurs familiaux et des paysans, les femmes contribuant autant que les hommes à la production d'aliments, etc. (FIDA, 2014).

Dans cette section, il s'agira de proposer une lecture de ce contexte au sein duquel deux types d'agriculture coexistent, dont des agricultures familiales et paysannes qui continuent à occuper une large part de la population rurale et à fournir l'essentiel des aliments de consommation domestique.

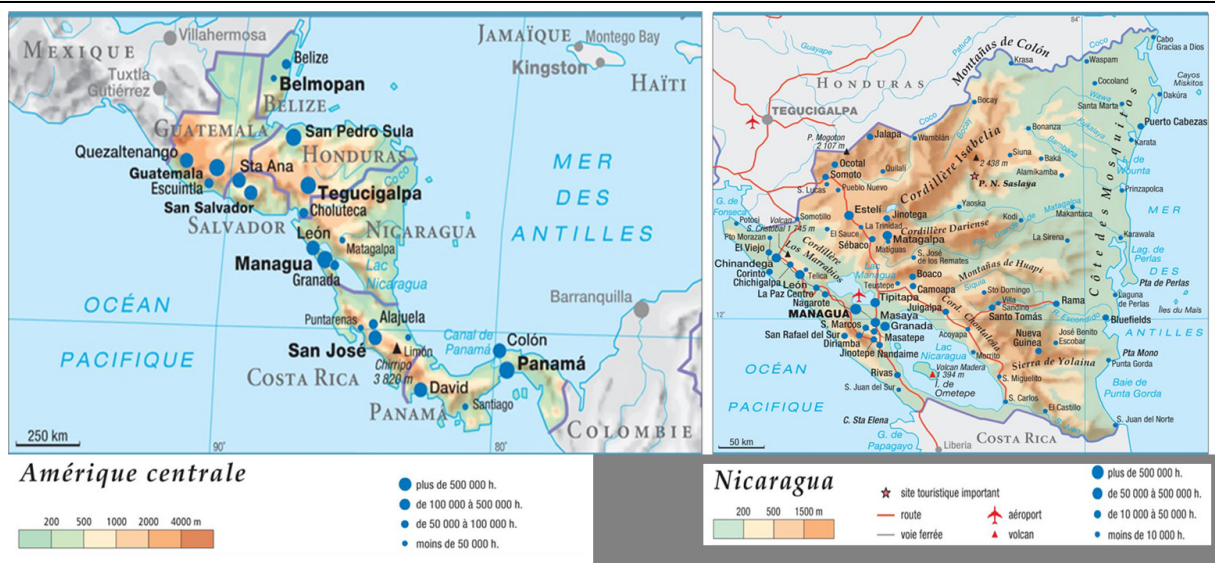
La **première sous-section** dressera le panorama de l'état d'ouverture et de dépendances multiples du Nicaragua, qui fait du secteur agroalimentaire le secteur cardinal de son économie. Un retour sur la trajectoire historique ayant mené à la structuration de ce secteur permet alors une meilleure compréhension de la nature de sa contribution actuelle.

Le propos visera dans la **seconde sous-section** à différencier deux types d'agricultures mettant en perspectives le rôle particulier joué par les agricultures familiales et paysannes, notamment pour la fourniture des aliments de base.

I.1 Une économie ouverte, structurellement dépendante du secteur agroalimentaire

Situé au cœur de l'isthme centraméricain (Carte 1.1), le Nicaragua est un pays de 6 millions d'habitants, dont la capitale, Managua, regroupe environ un sixième de la population. Le Nicaragua est aussi le deuxième pays le plus pauvre de la région Amérique Latine et Caraïbes, avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,614 (132^{ème} rang mondial, PNUD, 2014).

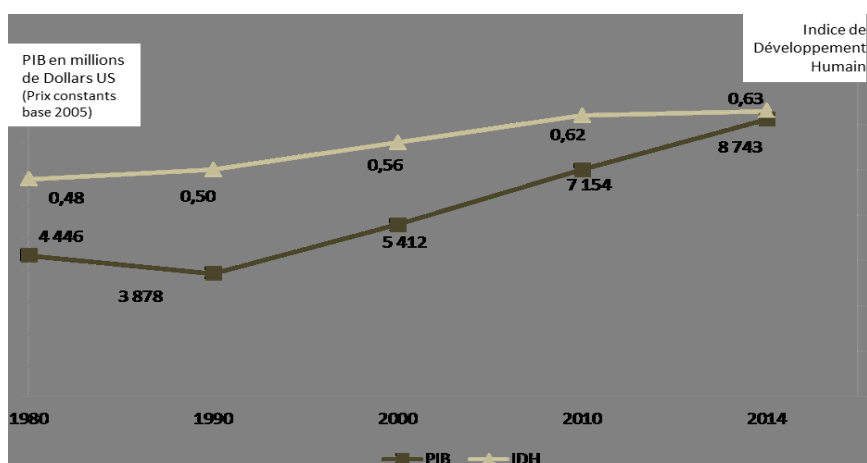
Carte 1.1 : Situation et aperçu géographique du Nicaragua



Source : <http://www.larousse.fr/encyclopedie/>

Il est également selon ce même indice le pays le plus pauvre de la sous-région centre-américaine qui regroupe sept pays (Belize (0,732), Guatemala (0,628), Honduras (0,617), Salvador (0,662), Costa Rica (0,763), Panama (0,765) et Nicaragua). Néanmoins malgré une histoire contemporaine marquée par une forte instabilité politique et des catastrophes naturelles récurrentes (tremblement de terre de 1972 ; ouragan Juan en 1988 ; ouragan Mitch en 1998), le Nicaragua a réussi à progresser régulièrement, que ce soit en ce qui concerne les indicateurs de développement, ou de manière plus restrictive, en ce qui concerne les indicateurs de croissance du PIB (Figure 1.1).

Figure 1.1 : Evolution du PIB et de l'IDH de 1980 à 2014



Source : Banque Mondiale, 2015 ; PNUD, 2015

Il s'agit aujourd'hui d'une économie ouverte – le commerce extérieur (Importations + Exportations de biens et de services) y représentait 101,6% du PIB en 2014 (Banque Mondiale, 2015) – aux multiples dépendances dont le secteur agroalimentaire constitue la pierre angulaire. Après avoir explicité dans **un premier temps** les formes d'ouverture et de dépendances qui caractérisent l'économie nicaraguayenne, dans **un second temps** cette sous-section abordera plus précisément le processus historique de structuration de ce secteur clé qu'est l'agroalimentaire.

1.1.1 Commerce International, Intégration Régionale et dépendances multiples

Deux idées permettent ici de mieux appréhender le contexte nicaraguayen, et plus particulièrement les aspects qui ont trait à son ouverture commerciale et aux différentes formes de dépendance qui le caractérise. Il s'agira **d'abord** de mettre en perspective les différentes implications du Nicaragua dans des accords d'intégration économique et politique, se traduisant effectivement par des échanges commerciaux. L'intégration à l'ALBA prend une place particulière du fait du rôle du Venezuela à la fois comme partenaire commercial et comme pourvoyeur d'aide. **Ensuite**, trois formes de dépendance de l'économie nicaraguayenne peuvent être révélées : l'importance des transferts de fonds des migrants reçus, le poids d'un secteur touristique en expansion et la prééminence des produits agroalimentaires dans les exportations de marchandises.

Une économie ouverte et impliquée dans divers processus d'intégration économique et politique

L'économie nicaraguayenne est une économie ouverte (OMC, 2012) dont les relations commerciales internationales sont notamment formalisées par 11 accords (SICE-OAS, 2015, en ligne) de diverses natures (bilatéraux, multilatéraux, unions douanières, accords préférentiels, etc.) (Zumello & Velut, 2011). Les Etats-Unis constituent le premier partenaire commercial du Nicaragua (Tableau 1.1), à l'instar des autres pays de la sous-région qui sont historiquement sous influence nord-américaine (influence économique, politique et militaire) (Booth & al., 2014). En 2004, la signature de l'Accord de Libre Echange d'Amérique Centrale (ALEAC | CAFTA-DR en anglais) renforce encore ces relations économiques. C'est en effet le premier traité de libre-échange entre les Etats-Unis et un groupe de petits pays en développement.

Les pays d'Amérique centrale eux-mêmes sont également des partenaires commerciaux privilégiés du Nicaragua. D'abord, l'ALEAC constitue en réalité un triple accord de libre-échange puisqu'il redessine les relations commerciales à trois niveaux : entre les pays d'Amérique Centrale et les Etats-Unis ; entre les pays d'Amérique Centrale et la République Dominicaine et entre les pays de d'Amérique Centrale eux-mêmes. Ensuite, l'intensification des échanges commerciaux au sein de la sous-région s'est développée de manière plus autonome *via* des processus d'intégration initiés en 1960 par la construction du Marché Commun Centraméricain. Cette construction a néanmoins été contrariée à de nombreuses reprises par des conflits entre, et à l'intérieur des Etats (Altmann Borbón, 2011). A partir de 1991, le Protocole de Tegucigalpa (Honduras) entérine la création du Système d'Intégration Centre-Américain (SICA) qui vise à faire de l'Amérique Centrale une « *Région de paix, de liberté, de démocratie et de développement* » (Article 3 du protocole de Tegucigalpa *). Il s'agit de donner un cadre institutionnel à l'intégration centraméricaine, autorisant ainsi la construction d'une intégration politique conjointement à la mise en œuvre de traités et d'accords visant à l'intensification des échanges commerciaux¹⁹. L'alliance pour le Développement Durable | *Alianza para el Desarrollo Sostenible* (1994), le Traité d'Intégration Sociale | *Tratado de Integración Social* (1995), ou encore le Traité de de Sécurité Démocratique | *Tratado de Seguridad Democrática* (1995), sont quelques-uns des résultats d'une « *intégration formelle* » dans le cadre du SICA, mais dont la traduction

¹⁹ On notera également la création en 1987, par la signature des accords d'Esquipulas II, d'un parlement centraméricain réuni pour la première fois en session plénière en 1991.

concrète tarde à se mettre en place (Altmann Borbón, 2011). Une « *intégration réelle* » ou « *depuis le bas* » (Zapata & Pérez, 2001 ; Segovia, 2005 ; Delgado Rojas, 2014*) tirée par l'activation et la coordination de différents types de groupes d'intérêts, semble néanmoins être plus effective au sein de la sous-région (groupes économiques et entreprises multinationales ; Associations et partenariat entre organisation de la société civile ; partenariats universitaires ; etc.)²⁰.

En dehors de ces deux sphères d'intensification des échanges commerciaux – centraméricaine et nord-américaine – le Nicaragua est également signataire d'accords de libre-échange, conjointement à ses partenaires centre-américains, avec l'Union Européenne en 2012 (Accord d'Association UE - Amérique Centrale) (Commission Européenne, 2012) ; avec le Chili (1999) ; avec Taiwan - Chine (2006), ou encore avec le Mexique depuis 2011.

Le Tableau 1.1 permet de constater les concordances entre les principaux partenaires commerciaux du Nicaragua en 2014 et les parties engagés dans accords de libre-échange signés par le Nicaragua.

Tableau 1.1 : Principaux partenaires commerciaux du Nicaragua en 2014

PAYS-PARTENAIRES	EXPORTATION DE MARCHANDISES PAR PAYS DESTINATAIRES (FOB)		IMPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR PAYS D'ORIGINE (CIF)	
	en million de \$US	%	en million de \$US	%
Etats-Unis	718,7	30.0	768,1	14.4
Amérique Centrale	501,7	20.9	1231,7	23.1
Venezuela	349,2	14.6	924,7	17.3
Union-Européenne	201,7	8.4	292,7	5.5
Asie	127,2	5.3	1232,3	23.1
Reste de l'Amérique Latine	140,8	5.9	287,2	5.4
Mexique	58,5	2.4	498,4	9.3
Autres	301,2	12.5	97,8	1.8
Total	2399,0	100	5333,0	100

Source : Banco Central de Nicaragua, 2015

Le Venezuela occupe ici une place particulière et apparaît comme un partenaire commercial de premier ordre pour le Nicaragua. Les deux pays sont effectivement liés par un accord commercial préférentiel en vigueur depuis 1986. Néanmoins, cette forte dépendance semble autant être une résultante d'un processus d'intégration régionale de caractère politique au sein

²⁰ L'observation de Delgado Rojas (2014) à propos des processus d'intégration réelle par la création d'organisation et de l'effectivité des coopérations de la société civile peut par ailleurs être déclinée du point des mouvements sociaux puisque comme le souligne Edelman (1998), des échanges et des efforts de coordination existent et se manifestent de manière concrète comme avec la naissance d'organisations paysannes transnationales à l'échelle centraméricaine par exemple.

de l'*ALLiance Bolivarienne pour les Amériques* (ALBA) (Walshe Roussel, 2013) que d'intérêts strictement commerciaux. C'est en 2007, quelques mois après l'élection de D. Ortega et le retour au pouvoir du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), que le Nicaragua rejoint l'ALBA. Ce processus d'intégration s'inscrit dans une logique alternative à celle proposée par le leader historique nord-américain. L'entrée dans l'ALBA exprime ainsi à la fois une volonté de s'émanciper du leadership états-uniens et, dans le même temps, une volonté de créer un espace pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques économiques, sociales, et de développement (Kellogg, 2007 ; Muhr, 2008). Pour un pays comme le Nicaragua, très dépendant de l'aide extérieure – au début des années 2000, celle-ci représentait 56,2 % des dépenses publiques – (Akram, 2003), l'obtention de marges de manœuvre pour la définition des politiques publiques provient dès lors aussi de la substitution d'une partie des « *donneurs traditionnels* »²¹ par des « *donneurs émergents* » tels que le Venezuela (Walshe Roussel, 2013). Ce type de relation s'inscrit dans le cadre d'une coopération horizontale Sud-Sud, très active en Amérique Latine et dont le Nicaragua est l'un des principaux récipiendaires (SEGIB, 2014). Dans le cas particulier des relations entre le Venezuela et le Nicaragua, cette coopération s'est concrétisée par l'intermédiaire de la création d'une Société de holding dont les capitaux sont codétenus par les gouvernements de ces deux pays. ALBANISA (Alba de Nicaragua.SA) permet ainsi la gestion (peu transparente) des flux commerciaux entre les deux pays – dont le pétrole occupe une place prééminente – et la redistribution d'une partie de ces revenus sous forme d'investissements dans des entreprises nicaraguayennes, d'aide à la construction d'infrastructures, ou encore de financements de projets sociaux tels que le programme *Hambre Cero*²² au Nicaragua (Grigsby Vado, 2012)²³.

²¹ « The 'traditional' development assistance community is made up of countries that are members of the Organization for Economic Co-operation and Development's Development Assistance Committee (DAC). Established in the 1960s, this committee describes itself as the 'venue and voice of the world's major bilateral actors' (OECD, 2006; 3); it currently consists of 24 member countries, known as traditional donors » (Walshe Roussel, 2013: 803).

²² En 2007, en parallèle de la proposition de loi sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire et Nutritionnelle (SSAN), le gouvernement de Daniel Ortega met en application une de ses promesses de campagne : l'institutionnalisation et la promotion du Programme Productif Alimentaire (PPA), rebaptisé « Programa Hambre Cero » | « Programme Faim Zéro » dans le cadre du « Plan National de Développement Humain 2008-2012 » (McBain-Haas, 2008). Le PPA fut lancé et promu par le CIPRES à la fin des années 1990, sous l'impulsion d'Orlando Núñez Soto, afin de faire face notamment aux conséquences de l'ouragan Mitch dans les zones rurales pauvres du pays. Le principe central de ce programme était de remettre à des ménages paysans un « bon productif » et un accompagnement afin de permettre à ces derniers de produire en intégrant des pratiques agroécologiques une alimentation diversifiée permettant de couvrir les besoins de la famille (CIPRES, 2007). Ce « bon productif » consiste en un ensemble de biens (une truie, un lot de poule, une vache, des arbres fruitiers, etc.) qui doivent permettre de « capitaliser » (CIPRES, 2007) les ménages paysans récipiendaires. Outre l'octroi de ces bons productifs, le programme contient également des volets d'accompagnement technologique (agroécologie), d'installation de biodigesteurs, d'installation de toilettes sèches, ou encore d'incitation à l'organisation en coopérative. Ce dernier aspect du programme aboutira d'ailleurs en 2007 à la

Outre l'ouverture commerciale, les processus d'intégration régionale en cours et cette dépendance envers l'aide internationale, l'économie nicaraguayenne s'appuie également sur les transferts de fond des migrants, un tourisme émergeant et, un secteur agricole qui fournit l'essentiel des produits d'exportation du pays.

Dépendances externes et internes

D'abord, l'économie nicaraguayenne bénéficie d'un volume important de transfert de fond des migrants (Andersen, 2009). Des phénomènes migratoires sont observables au Nicaragua, principalement sortants, vers deux destinations : les Etats-Unis et le Costa Rica. Ces deux destinations correspondent à des types de migrations différents. D'une part une migration « définitive » ou de longue durée vers les Etats-Unis, principalement réservée à des populations aisées, qualifiées et résidant en milieu urbain. D'autre part une migration souvent saisonnière vers le Costa-Rica, qui concerne plus largement les populations rurales, peu qualifiées et pauvres (Baumeister, 2006). Il résulte de cette émigration un solde migratoire net déficitaire (- 120000 en 2012 : Banque Mondiale, 2015) et des entrées de devises étrangères issues des transferts de fonds de migrants. Entre 1999 et 2015, les transferts de fonds des migrants ont représenté en moyenne 9,7% du PIB²⁴ (BCN, 2016, en ligne). Cette estimation prend en compte uniquement les transferts de fonds formels, d'émigrants « résidents » dans un pays tiers. Cela exclut donc une bonne partie des transferts de fonds provenant des migrations saisonnières et des sommes rapatriées par les personnes ou les transferts de biens. En 2006, Baumeister signalait qu'alors que la valeur des transferts de fonds formels en provenance du Costa Rica était estimée à 100 millions de dollars annuels, la valeur totale des transferts – formels et informels – incluant les salaires perçus rapatriés par les personnes et les transferts de biens, pouvait être estimée à environ 250 millions de dollars par an.

Ensuite, l'économie nicaraguayenne s'ouvre également sur l'extérieur à travers le développement récent d'un secteur touristique en extension (López-Guzmán & Sánchez Cañizares, 2009 ; INTUR, 2015). Le nombre d'arrivées de touristes étrangers a cru en moyenne

formation de la FECODESA, une Fédération de coopérative qui réunit notamment les coopératives créées dans le cadre du PPA.

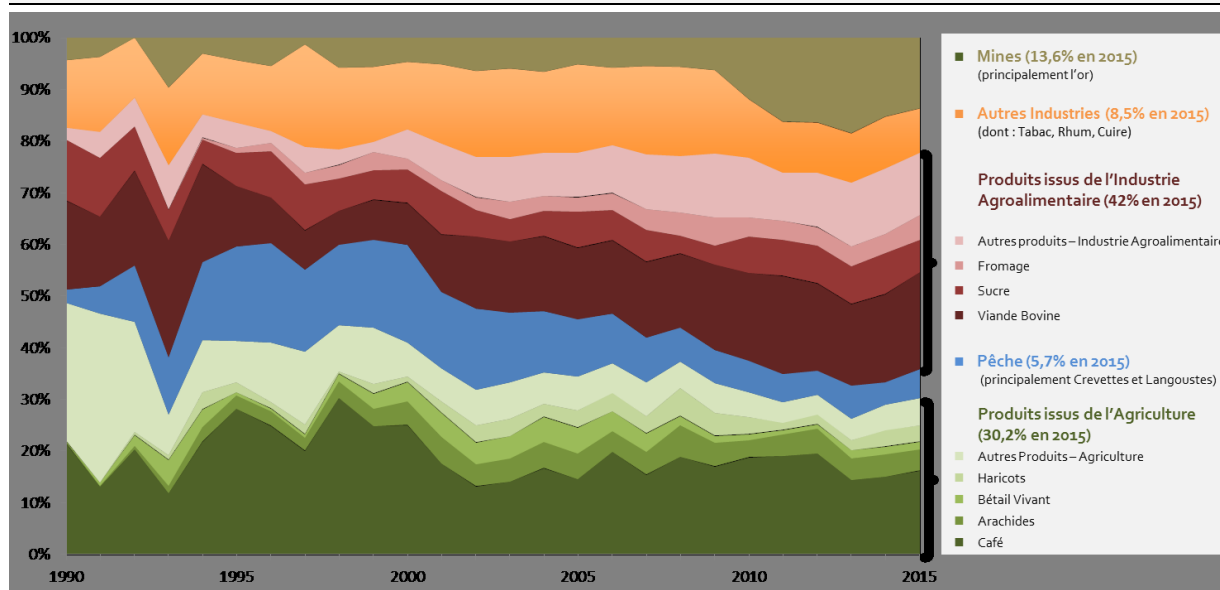
²³ On peut raisonnablement penser que la crise traversée actuellement par le Venezuela pourrait avoir un impact sur cette aide importante du Venezuela à destination des membres de l'ALBA et en particulier du Nicaragua. Les accords signés dans le cadre de l'initiative PETROCARIBE, permettant de faciliter l'approvisionnement en hydrocarbures Vénézuéliens des pays centraméricains à des conditions favorables (Financement concessionnels ou système d'échange « pétrole contre grains de base ») n'est cependant pas remises en cause pour l'instant (Arroyo Peláez & Cossío Muñoz, 2015).

²⁴ Sur la période, cette contribution des transferts de fonds des migrants à la formation du PIB était la plus faible en 1999 (8%) et la plus élevée en 2005 (12,6%). En 2015, cette contribution s'élevait à 9,4% du PIB (BCN, 2015a).

de 7,4% par an entre 2010 et 2014 (INTUR, 2015). Les revenus du tourisme ont quant à eux quasiment quadruplé entre 2012 et 2014, passant de 116 à 445 millions de dollars, et représentant en 16,9% du total des exportations en 2014 (BCN, 2015b). Le tourisme contribue ainsi fortement à réduire le déficit commercial enregistré sur les échanges de biens (Núñez Soto, 2015). L'afflux touristique est en très grande majorité originaire d'Amérique Centrale et d'Amérique du Nord (87,9 %). Les villes coloniales de León et Granada, ainsi que la côte pacifique et les nombreuses autres aménités naturelles telles que les volcans, le lac *Cocibolca* et ses îles, la région montagneuse et les plantations de café de las Segovias et du département de Jinotega, ou encore le fleuve San Juan et les forêts tropicales qui le bordent constituent les principaux points d'attrait touristiques du pays. A l'image de la population et des principales villes et infrastructures, le tourisme se concentre essentiellement sur la moitié Ouest du pays. La dépense des touristes concernent à hauteur de 70% les frais d'hébergement et d'alimentation-restauration (INTUR, 2015). Si cette dépense est encore largement orientée vers des établissements « traditionnels » (hôtels, restaurants, bars), un Tourisme Rural Communautaire (TRC) en marge des principales routes touristiques se développe progressivement, permettant aux communautés concernées de capter une part de ces revenus en compléments d'autres activités (Pérez & *al.*, 2010 ; Zapata & *al.*, 2011).

Enfin, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire jouent un rôle fondamental pour l'économie nicaraguayenne (Mayorga, 2008 ; Solà Montserrat, 2008). S'intéressant au commerce extérieur, l'agriculture fournit les principaux produits d'exportation à l'exception de l'or (3^{ième} produit d'exportation en 2015 après la viande bovine et le café). Au-delà des produits directement issus de l'agriculture et de la pêche qui représentent à eux seuls plus de 35 % des exportations, une part substantielle des produits manufacturés exportés proviennent d'industries agroalimentaires de transformation (42 % du total des exportations de marchandises en 2015) (Figure 1.2).

Figure 1.2 : Exportations de marchandises par produit (FOB) en % du total, entre 1990 et 2015



Source : Banco Central de Nicaragua (BCN), 2015: annuaire statistique

Le point suivant permettra de mieux appréhender ce secteur d'activité qui est à la fois cruciale pour l'économie du Nicaragua, particulièrement sensible aux conséquences de la libéralisation de l'économie (FAO, 2002 ; Bouët & *al.*, 2005 ; Barkin, 2006b), et indispensable à la satisfaction de ces besoins essentiels que sont l'alimentation et la nutrition (FAO, 2013 ; Valente, 2014). Sur la période 2013-2015, la FAO estime qu'environ 17,1 % de la population nicaraguayenne a souffert d'un état de sous-alimentation chronique (FAO, 2015). Ce taux a diminué régulièrement depuis le début des années 1990 (les premières données disponibles sont celles de 1992, la prévalence de la sous-alimentation était alors de 54.4 %).

1.1.2 Perspective historique sur la structuration socio-économique du secteur agroalimentaire

L'Amérique Centrale est historiquement une région exportatrice de produits agricoles, cela depuis la période coloniale et sans que cette tendance ne s'infléchisse après que les pays qui la compose accèdent à l'indépendance. Au Nicaragua, cette orientation agro-exportatrice s'est fortement développée durant l'ère Somoza (1934-1979). Durant cette longue période de dictature, le régime agro-exportateur initialement dépendant du café (Paige, 1997) s'est renforcé, diversifié et plus fortement intégré sur les marchés mondiaux (Winters, 1964 ; Austin & *al.*, 1985). A l'instar des phénomènes observés dans de nombreux autres pays en développement, cette phase est associée à une incitation de la part du gouvernement à

délaissier les cultures vivrières en faveur d'une spécialisation accrue dans les cultures d'exportation (Barkin & *al.*, 1990).

Au Nicaragua les principales productions agricoles développées pour l'exportation sont celles de la banane, du coton, de la viande bovine, de la canne à sucre, des arachides ou encore du tabac. Cette réorientation de l'agriculture principalement au court de la seconde moitié du 20^{ème} siècle a profondément influencé la structure contemporaine de ce secteur productif (Solà Montserrat, 2008). D'abord, les cultures vivrières, passées au second plan, ont été bannies des terres arables les plus fertiles au profit des cultures d'exportation. Ensuite, l'élevage qui s'est développé de manière extensive a quant à lui progressé au détriment de grandes surfaces de forêt tropicale, repoussant l'ancienne frontière agricole toujours plus à l'Est (Maldidier & Marchetti, 1996). Enfin, le développement de ces cultures s'est largement appuyé sur des capitaux étrangers et sur un processus de concentration de la propriété foncière privilégiant les grandes exploitations, seules à-mêmes de répondre aux exigences techniques, infrastructurelles, et financières imposées par les marchés internationaux.

Les populations paysannes qui occupaient avant cela les plaines fertiles de la région pacifique ont dès lors souvent eu à choisir entre la migration, vers des terres moins fertiles du centre et de l'est du pays ou vers les centres urbains, et la vente leur force de travail comme ouvriers agricoles au sein des exploitations latifundiaires. Cependant, c'est pour une autre « alternative » qu'a alors opté une fraction des paysans et des populations rurales durant les années 1960 et 1970 avec l'entrée en rébellion contre les grands propriétaires terriens et le gouvernement Somoziste. Entre 1964 et 1973 au moins 240 invasions de terres ont ainsi été répertoriées (Austin & *al.*, 1985) dans le contexte de la réforme agraire menée par Anastasio Somoza Debayle. A l'issue de celle-ci, 37% de la population rurale active était considérée comme sans terre (Deere & *al.*, 1985 ; Reinhardt, 1987) et une faible minorité de ces « sans-terre » avait accès à un salaire régulier (Saravia-Matus & Saravia-Matus, 2009).

C'est donc dans ce contexte de tension sociale intense, particulièrement en milieu rural, que survient en 1979 la révolution sandiniste, mettant fin à 45 années de dictature et conduisant à la mise en œuvre d'une nouvelle réforme agraire. Cette réforme va à nouveau opérer des changements radicaux, bien qu'en partie réversibles, dans la structure socio-économique et productive du secteur agricole.

La réforme agraire des années 1980 au Nicaragua, dont les termes ont été définis dans la loi de réforme agraire de 1981, a pour objectif central la redistribution des terres confisquées lors

de la révolution aux dignitaires du régime somoziste et aux grands propriétaires terriens de l'époque (GRN, 1981). Dans une première phase de la réforme agraire avant la promulgation de cette loi (Austin & al., 1985), le gouvernement sandiniste a ainsi confisqué et nationalisé les propriétés latifundiaries et les terres insuffisamment exploitées (Broegaard, 2005). Cette loi ne donne par ailleurs aucune limite formelle de superficie d'une propriété, fixant pour condition principale l'usage efficace et non rentier des terres arables. Par l'intermédiaire de l'Institut de la Réforme Agraire (INRA) les terres confisquées ont été, soit exploitées dans le cadre de fermes d'Etat appelées « Zone propriété du peuple » | *Área propiedad del Pueblo* (APP), soit massivement allouées aux petits paysans et aux familles rurales organisées en coopératives (cf. II.1.1). Cette redistribution conditionnée par l'organisation en coopérative devait répondre à deux contraintes d'objectif qui pesaient sur la réforme agraire : en premier lieu, assurer la satisfaction des besoins alimentaires nationaux et, en second lieu, maintenir un secteur agro-exportateur qui était la principale source de devise du pays (Martinez, 1993). En dix ans, près de 50% des terres auparavant exclusivement exploitées dans le cadre de fermes privées (secteur privé) ont ainsi été transférées vers le « secteur réformé » (Coopératives, Communautés indigènes, et accès individuels à la propriété foncière) (Zalkin, 1990). En dépit de la contre-révolution et des pressions économiques et militaires externes qui ont mobilisé une large part des ressources de l'Etat et des paysans (Conroy, 1990 ; Cupples, 1992), le gouvernement révolutionnaire a mené une profonde réforme agraire, atteignant en partie les objectifs de redistribution des terres et de satisfaction des besoins alimentaires domestiques.

Néanmoins cette réforme est demeurée incomplète à l'issue de la décennie 1980 (Baumeister, 1999). En effet, la perte inattendue des élections en 1990 a sans doute empêché la poursuite de ce processus qui laissait finalement sans titre de propriété, et donc sans un accès sûr à la terre, une large partie des paysans travaillant en coopérative et des familles paysannes ayant bénéficié d'un lot (Broegaard, 2005 ; Stanfield, 1995, Everingham, 2001) : « *A 1992 study estimated that 40% of property titles, both rural and urban, granted under the Sandinista government were subject to actual or potential dispute regarding their legal status* » (Jonakin, 1996 : 1185).

Dans ces conditions, les années 1990 à 2007 marquent un nouveau tournant dans la structuration du secteur agricole nicaraguayen. Les gouvernements successifs sous les présidences de V. Chamorro (1990-1997), A. Aleman (1997-2002) et E. Bolaños (2002-2007) ont conduit des politiques économiques d'obédience libérale, s'alignant sur les plans d'ajustements structurels menés ailleurs en Amérique Latine dès les années 1970-1980

(Jonakin, 1996 ; Everingham, 1998 ; Ceci, 2005). Suivant la recommandation d'institutions financières internationales, le gouvernement de V. Chamoro lance une large vague de privatisation dans le secteur agricole. Les APP retombent massivement dans la sphère de la propriété privée entre 1990 et 1995 (Everingham, 2001). Dans le même temps, environ 90% des terres exploitées collectivement au sein des CAS ont été distribuées sous forme de lots individuels entre leurs membres, la structure coopérative pouvant néanmoins subsister pour l'usage et la gestion de biens collectifs (machines, agro-industries, espaces de stockage, systèmes d'irrigation) ou les opérations de commercialisation et d'accès au crédit.

Un marché foncier voit alors le jour, alimenté autant par les anciens bénéficiaires (producteurs individuels bénéficiaires de la réforme agraire Sandiniste) que par les plus récents (Militaires démobilisés suite à l'accord de Sapoá en 1988²⁵) (Chamorro, 2015). Un processus de re-concentration foncière s'amorce et se poursuit tout au long des années 1990 (Deininger & *al.*, 2003 ; Broegaard, 2009). Le régime foncier actuel a été modelé lors de ce dernier grand mouvement dans la répartition des terres agricoles (Tableau 1.2 ; Figure 1.3).

Tableau 1.2 : Répartition des terres agricoles selon la taille des exploitations lors du recensement agricole de 2011

TAILLE DE L'EXPLOITATION	NOMBRE D'EXPLOITATION	PART DU NOMBRE TOTAL D'EXPLOITATION	SUPERFICIE EN Mz*	% DE LA SUPERFICIE AGRICOLE TOTALE
0,1 à 10 mz.	156 053	59,4%	477 275,96	5,6%
10 à 50 mz.	67 321	25,6%	1 711 366,77	19,9%
50 à 100 mz	21 238	8,1%	1 541 609,17	17,9%
plus de 100 mz.	17 934	6,8%	4 858 215,00	56,6%
Total	262 546	100,0%	8 588 466,90	100,0%

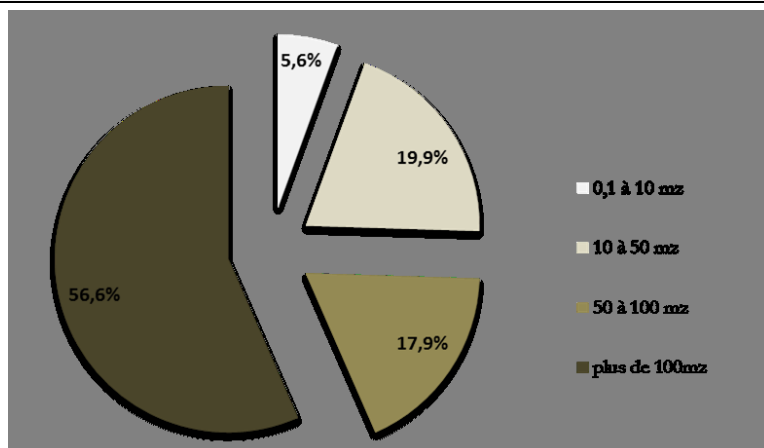
* une manzana équivaut à environ 0,7 hectare

Source : Renaud Metereau à partir de INIDE-MAGFOR, 2011

En 2011, 56,6 % des terres agricoles étaient ainsi concentrées au sein des grandes exploitations représentant seulement 6,8 % du nombre total d'exploitation agricole au Nicaragua. A l'autre extrême, 59,4 % des exploitations sont très petites (moins de 10 manzanas) et ne s'étendent que sur 5,6 de la superficie agricole totale.

²⁵ Accord de paix entre le gouvernement Sandiniste et la Contra, signé à Sapoá (frontière entre le Nicaragua et le Costa Rica).

Figure 1.3 : Part de la superficie agricole totale (%), par taille d'exploitation en Mz. * lors du recensement agricole de 2011



* une manzana équivaut à environ 0,7 hectare

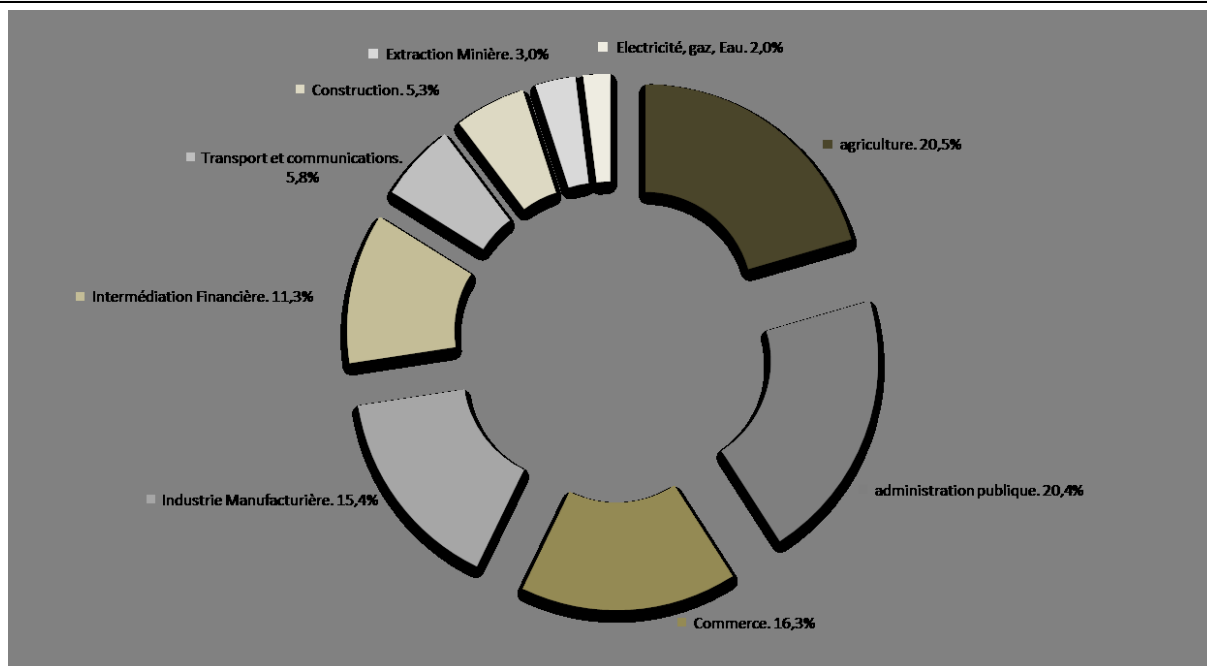
Source : Renaud Metereau à partir de INIDE-MAGFOR, 2011

C'est donc de cette trajectoire historique mouvementée qu'est issue la structure socio-économique du secteur agricole au Nicaragua telle qu'elle peut être observée aujourd'hui. Elle fait ainsi coexister les grandes exploitations agroindustrielles avec les agricultures familiales et paysannes minifundaires. Depuis 2007, des programmes et des politiques à nouveau plus favorables au secteur de ce qu'Orlando Núñez Soto (2015) appelle « *l'économie populaire* », incluant les petites agricultures familiales, associatives et coopératives, ont été adoptés²⁶ mais sans modifier radicalement le régime foncier nicaraguayen.

Ensemble, les grandes exploitations capitalistiques et les très petites et petites exploitations familiales et paysannes forment sur cette base un secteur économique essentiel à l'économie nicaraguayenne et qui contribue de manière substantielle au développement du pays (Ruíz García & Marín López, 2005 ; Mayorga, 2008 ; Solà Montserrat, 2008). En plus d'alimenter le secteur des exportations, la participation directe du secteur agricole à la formation du PIB était de 20,5 % en 2014 (Banque Mondiale, 2015, en ligne) (Figure 1.4). Par ailleurs, le secteur agricole fournit également en matière première un secteur agroindustriel prépondérant (Mayorga, 2008). En effet en 2014, 55.4 % du secteur industriel se consacre à la transformation de produits issus de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche ou de la sylviculture (BCN, 2015b).

²⁶ La création du Ministère de l'Economie Familiale, Communautaire Coopérative et Associative (MEFFCA), en 2012, entérine l'appréhension de ces formes d'organisation économique comme constitutive d'un secteur à part entière de l'économie, différencié du secteur privé capitaliste et du secteur public.

Figure 1.4 : Part de la valeur ajoutée par secteur d'activité à prix courant (% du PIB au prix de base) en 2014



Source : à partir de CEPALSTAT (2015)

Enfin, le secteur agricole emploie une proportion stable, autour de 30 %, de la population active occupée depuis 2004 (Banque Mondiale, 2016, en ligne)²⁷. La CEPAL estimait quant à elle que ce pourcentage s'élevait à 70 % au sein des zones rurales (CEPAL, 2016, en ligne).

L'importance de ce secteur pour l'économie nicaraguayenne, son intrication avec le secteur industriel, et le rôle des produits agroalimentaires dans les exportations du Nicaragua en font un contributeur important à la fois de la croissance économique et des processus de réduction de la pauvreté. A l'image d'autres pays en Amérique Latine, cette contribution s'étend probablement bien au-delà la part du PIB imputable à l'activité agricole elle-même (Valdés & Foster, 2010).

La sous-section suivante permettra de mieux appréhender la structure actuelle de ce secteur clé en mettant en évidence la dualité de l'agriculture au Nicaragua et le rôle des agricultures familiales et paysannes pour la production des aliments de consommation domestique.

²⁷ Depuis 2004, le taux le plus faible a été enregistré en 2008 avec 28,2 % des emplois dans le secteur agricole. Le taux le plus élevé est enregistré en 2010 (dernière année renseignée) avec 32,2 %.

1.2 La dualité des agricultures au Nicaragua, entre agro-industries d'exportation et productions familiales et paysannes.

Après que Maldidier & Marchetti (1996) aient posé les bases dans le tome I de *Campesino-Finquero* | Paysans-Fermier d'une catégorisation des producteurs agricoles, Ruíz García & Marín López en ont réalisé un travail d'approfondissement, publié en 2005. A partir des données du recensement de 2001, ils ont précisé et validé une typologie de producteurs et des systèmes de production agricole du Nicaragua, ainsi qu'un découpage du territoire par zones agro-socio-écologiques. Cet effort de caractérisation des agricultures du Nicaragua sert de base à de nombreux travaux portant sur le secteur agricole, les zones rurales et leur développement. Cette thèse s'appuie également sur les résultats de ces recherches afin de mieux appréhender la structure socio-économique de ce pays fortement dépendant du secteur agroalimentaire, et, pour orienter la construction d'une étude qualitative de terrain (*cf. Chapitre 2 et 3*).

En s'appuyant directement sur le travail de Ruíz García & Marín López, cette sous-section proposera une présentation synthétique des quatre catégories englobantes qui ressortent de cette typologie : Les semi-paysans, les paysans, les fermiers et les moyens et grands entrepreneurs agricoles. Sur la base de cette présentation, certaines caractéristiques de secteur agricole peuvent être révélées et permettent de mettre en évidence la prééminence des agricultures paysannes. En effet, 91 % des producteurs agricoles au Nicaragua sont des paysans et contribuent largement à la production des aliments nécessaires à la couverture des besoins domestiques.

Après avoir précisé dans **un premier temps** quelles sont ces quatre catégories de producteurs, leur importance relative et explicité les types d'agriculture afférents, cette sous-section visera dans **un second temps** à mettre en évidence la contribution substantielle des catégories « paysans » et « semi-paysans » à la fourniture d'aliments.

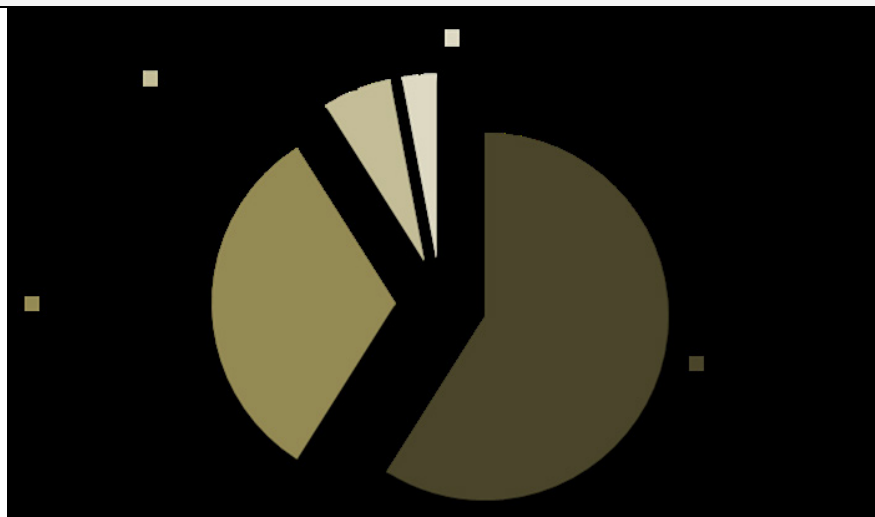
1.2.1 Typologie des producteurs agricoles du Nicaragua : prééminence du paysannat

Ruíz García & Marín López reconnaissent jusqu'à 24 types de producteurs agricoles²⁸ en prenant en compte des critères à la fois socio-historiques, agro-climatiques et d'accès-dotation

²⁸ Par « producteur agricole » n'est pas désigné ici un individu mais une unité familiale de production agricole, ou une exploitation (fermiers ; et exploitants agricoles). Les catégories Semi-Paysans et Paysans renvoient à des agricultures de type « agricultures familiales ». Les fermiers revêtent d'une forme sociale hybride pouvant allier

en ressources (capital, main d'œuvre, terres). Ces 24 types de producteurs sont réunis en quatre catégories englobantes (Figure 1.5) : Les *Semi-Campesinos* | Semi-Paysans ; Les *Campesinos* | Paysans ; les *Finqueros* | Fermiers ; les *Medianos y Grandes Empresarios Agrarios* | Moyens et Grands Entrepreneurs Agricoles.

Figure 1.5 : Répartition des producteurs agricoles selon la catégorie de producteurs (à partir des données de recensement de 2001)



Cette répartition exclue environ 5% des producteurs recensés, qui en raison de leurs caractéristiques particulières ont été exclus de l'analyse par les auteurs. Les paysans sans terres (ne disposant pas d'un titre de propriété pour la parcelle qu'ils exploitent) ne sont pas pris en compte dans les données du recensement.

Source : Renaud Metereau à partir Ruíz García & Marín López, 2005

Les *Semi-Campesinos* | Semi-Paysans

La catégorie des semi-paysans réunit les *Semiproletarios del pacifico* | Semi-prolétaires de la région Pacifique ; les *Semiproletarios del interior* | Semi-prolétaires de l'intérieur ; les *Minifundistas periurbanos* | Minifundaires périurbains ; les *Campesinos pobres con tierra* | Paysans pauvres avec de la terre ; les *Campesinos de montaña o del frente pionero* | Paysans de montagne ou du front pionnier²⁹ ; et enfin, les *Campesinos con tierra descapitalizados* | Paysans sans terres décapitalisés.

Chacune de ces sous-catégories de producteur dispose de ses propres caractéristiques, notamment en termes d'accès à la terre. Il est néanmoins possible de dégager quelques traits généraux qui permettent de définir cette catégorie de producteurs qui représente 59% des producteurs agricoles du pays (Figure 1.5).

main-d'œuvre familiale et main-d'œuvre salariée. Les moyens et grands exploitants agricoles gèrent l'exploitation mais ni eux ni leur famille ne composent la main-d'œuvre à la base de l'activité de production agricole.

²⁹ Il s'agit des terres les plus récemment converties à l'agriculture (10 ans ou moins) en bordure des zones de forêts tropicales, principalement au sein des deux régions autonomes de l'Atlantique.

Il s'agit d'abord de producteurs pour qui l'activité agricole ne suffit pas à subvenir aux besoins du ménage. Ils sont donc le plus souvent contraints d'exercer une deuxième activité pour couvrir ces besoins. Ils ont généralement accès à la terre mais ne disposent pas du capital nécessaire à son exploitation dans des conditions de productivité satisfaisante. Ceux qui sont installés dans la région Pacifique, dans les zones périurbaines (principalement Managua) et la zone centrale et montagneuse, ont en général un accès faible à acceptable à la terre (entre 5 à 30 Mz.). Ceux qui se situent plus à l'Est, vers la nouvelle frontière agricole et les fronts pionniers sont généralement mieux dotés en terres (de 30 à 200 Mz.), obtenues du processus de « colonisation » (Fischer-Kowalski & Haberl, 1998) des forêts, mais ne sont pas parvenus à développer un système de production suffisamment performant.

Les *Campesinos* | Paysans

La Catégorie des paysans est subdivisée en deux sous-catégories : Les *Campesinos intensivos* | Paysans intensifs ; les *Campesinos extensivos* | Paysans extensifs.

La sous-catégorie des « Paysans intensifs » réunit les *Policultivistas del pacífico* | Polyculteurs du pacifique ; Les *Campesinos agricultor-ganaderos de zona seca* | Paysans agriculteurs-éleveurs de la zone sèche ; les *Pequeños frijoleros del interior* | Petits producteurs de haricots de l'intérieur ; les *Pequeños ganaderos diversificados* | Petits éleveurs diversifiés ; les *Pequeños caficultores* | Petits caféiculteurs.

La sous-catégorie des « Paysans extensifs » comprend les *Policultivistas ganaderos* | Polyculteurs éleveurs ; les *Campesinos ganaderos de la zona seca* | Paysans éleveurs de la zone sèche ; les *Campesinos ganaderos lechero* | Paysans éleveurs laitiers ; les *Campesinos ganaderos de la vieja frontera agrícola* | Paysans éleveurs de l'ancienne frontière agricole ; et enfin les *Campesinos ganadero de montaña o frente pionero* | Paysans éleveurs de montagne ou du front pionnier.

La catégorie des paysans, dans son ensemble, représente 32% du total des producteurs agricoles. Il s'agit de producteurs avec un accès meilleur et plus sûr à la terre que les semi-paysans. Ils ont en général pu profiter également de meilleurs conditions agro-climatiques et/ou d'accès au marché pour développer des systèmes de production plus viables qui leur permettent de générer des biens (alimentaires) et des revenus suffisants pour satisfaire les besoins du ménage.

Les paysans intensifs (15,4% des producteurs) occupent principalement la région Pacifique et la région centrale sèche du pays. Ils travaillent sur la base d'une main-d'œuvre familiale

avec en moyenne cinq manzanas (environ 3,5 hectares) de terres par unités de main-d'œuvre. Ces terres de bonne qualité permettent des pratiques plus intensives et l'orientation vers des cultures avec un potentiel de valorisation commerciale plus important (en plus des grains de bases, ils cultivent des fruits, des légumes, du sésame, du café, ou élèvent des bovins (pour la viande ou le lait).

Les paysans extensifs (16,3%) ont un accès plus importants à la terre mais celle-ci est de moins bonne qualité, ne permettant pas la même intensification des systèmes de production. Ils optent donc pour une logique extensive afin d'améliorer leurs revenus. L'activité est principalement tournée vers l'élevage mais est également ouverte à divers degrés de diversification selon les contextes. Ces producteurs exercent leurs activités sur l'ensemble des régions pacifique et centrale du pays.

Les *Finqueros* | Fermiers

Cette catégorie des Fermiers rassemble 6% des producteurs du pays. Il s'agit des *Finqueros agricultores del Pacífico* | Fermiers agriculteurs de la région Pacifique ; des *Finqueros ganaderos del Pacífico* | Fermiers éleveurs du Pacifique ; des *Finqueros cafetaleros* | Fermiers cafetiers ; ainsi que des *Finqueros ganaderos* | Fermiers éleveurs.

Il s'agit ici de producteurs disposant d'un accès favorables à la terre (40 à 400 Mz.) et aux biens de capitaux. Les exploitations ne reposent plus uniquement sur la main-d'œuvre et la traction animale mais disposent généralement de certains éléments de mécanisation (tracteurs, systèmes d'irrigation (non gravitaires), moyens de transport motorisés, etc.) et une plus grande facilité à acheter des intrants. La ferme, sur l'exploitation, est séparée du domicile situé dans le village ou chef-lieu municipal³⁰. Le fermier fait appel à une main d'œuvre extérieure au cercle familial. Les systèmes de production combinent la plus part du temps élevage et culture de grain de base ou d'autres cultures à plus fort potentiel commercial telles que le café.

Les *Medianos y Grandes Empresarios Agrarios* | Moyens et Grands Exploitants Agricoles.

Il s'agit à la fois de la plus restreinte (moins de 3%), et de la plus spécialisée des catégories de producteurs. Elle réunit des *Medianos y grandes ganaderos del Pacífico* | Moyens et grands éleveurs de la région Pacifique ; des *Medianos y grandes productores agrícolas* | Moyens et

³⁰ D'où l'appellation de « *Finqueros* » puisque contrairement aux deux catégories précédentes (*Semi-campesinos* et *Campesinos*), le lieu de l'activité agricole (la ferme) ne se confond pas avec le lieu d'habitation.

grands producteurs agricoles ; des *Medianos y grandes empresarios ganaderos* | Moyens et grands exploitants éleveurs ; et des *Medianos y grandes empresarios cafetaleros* | Moyens et grands exploitants cafetiers.

Ces entrepreneurs agricoles disposent d'un important niveau de ressources et d'un accès très favorable à la terre (pouvant dépasser les 5000 Mz.). Les exploitations se concentrent sur des cultures très spécifiques, principalement, les cultures traditionnelles d'exportation et l'élevage, avec un recours important à une main d'œuvre extérieure, pour une part employée à l'année et de manière saisonnière pour l'autre part.

Outre le fait de permettre la différenciation de ces grandes catégories de producteurs agricoles, cette typologie révèle plusieurs caractéristiques de l'agriculture au Nicaragua.

D'abord, la majorité des producteurs agricoles au Nicaragua sont des semi-paysans pauvres qui ne parviennent pas à tirer de leur activité agricole les biens et les revenus nécessaires à leur subsistance. Ainsi, 59% des producteurs exercent une autre activité afin de couvrir les besoins de la famille. Il s'agit donc souvent d'une agriculture vivrière qui a pour fonction de répondre aux besoins alimentaires de la famille mais qui ne génèrent pas les revenus nécessaires à l'acquisition des biens non produits au sein du foyer.

Par suite, la production de grains de base est systématiquement le fait des petits et moyens producteurs, qu'ils soient semi-paysans, paysans ou fermiers. Cela est en outre confirmé par les données du dernier recensement agricole réalisé en 2011 (INIDE-MAGFOR, 2012).

Ensuite, une très large majorité des producteurs (tous à l'exception des moyens et grands exploitants agricoles, soit 97%) ont une production diversifiée, tant par les types de productions (granos basicos ; élevage ; fruit, maraîchage, café, etc.) que les marchés visés (autoconsommation, voisinage et marché local, national, international).

De plus, cette très grande hétérogénéité des producteurs renvoie également à des stratégies et des besoins qui sont aussi différenciés que les producteurs sont hétérogènes, notamment en termes de politiques d'appui à la production et au développement dans les zones rurales (Ruíz García & Marín López, 2005 ; Grigsby Vado & Pérez, 2007 ; 2009).

Enfin, la catégorisation proposée par Ruíz García et Marín López associe 91% des producteurs du Nicaragua à des agricultures « paysannes ». Si l'emploi du terme « paysan » reste courant dans la littérature, il n'en constitue pas moins une catégorie analytique difficilement transposable d'un contexte à l'autre (Bosc & al., 2014).

Le point suivant servira ainsi un double objectif. D’abord, définir et affirmer la pertinence dans le cadre de cette thèse, du maintien de la catégorie de « paysan.ne.s » pour désigner ce large ensemble de producteurs regroupés par Ruíz García et Marín López sous les appellations de « paysans » et « semi-paysans ». Ensuite, réintégrer cette agriculture paysanne à la structure duale du secteur agroalimentaire nicaraguayen, afin d’en faire ressortir la contribution singulière à la satisfaction des besoins alimentaires.

1.2.2 *La contribution majeure des agricultures paysannes à la couverture des besoins alimentaires*

La typologie proposée par Ruíz García & Marín López permet ici de définir une nouvelle catégorie englobante – les agricultures paysannes – qui joue *de facto* un rôle majeur pour la satisfaction des besoins alimentaires, la réduction de la pauvreté et le développement rural, non seulement à l’échelle du Nicaragua mais également à l’échelle internationale (Altieri 2009 ; FAO, 2014b ; Sourisseau, 2014). Cette agriculture paysanne au Nicaragua se présente comme une forme particulière d’agriculture familiale propre au contexte au sein duquel elle se déploie.

Les agricultures familiales, sont des agricultures pour lesquelles l’organisation sociale et économique de la production se fait sur une base familiale (Tableau 1.3). Dit autrement, la sphère familiale et la sphère de l’unité de production agricole se confondent dans une relation organique (Bosc & al. 2015 : 14-15) : d’une part l’organisation socio-économique de ces agricultures repose sur « *la porosité entre l’économie de l’exploitation et l’économie domestique familiale, [ainsi que] la fongibilité du capital d’exploitation et du patrimoine* » ; d’autre part, ce sont les membres de la famille ou du ménage qui en constituent la principale force de travail. Cela n’exclut pas le recours à du travail salarié tant que celui-ci reste un travail saisonnier ou occasionnel, ne bouleversant ainsi pas, fondamentalement, les rapports sociaux au sein de l’unité de production.

Au-delà de ces traits communs, les agricultures familiales sont aussi largement caractérisées par leur diversité (Lamarche, 1992 ; CIRAD, 2013 ; Bosc & al., 2015). La part de la production autoconsommée, l’intégration sur les marchés locaux, nationaux et internationaux, le statut juridique de l’exploitation, ou encore l’organisation des systèmes de production sont autant de critères de différenciation des agricultures familiales.

Tableau 1.3 : Les différents types d'exploitations agricoles

	TYPES D'ENTREPRISES		→	AGRICULTURES FAMILIALES
	Types d'exploitations entrepreneuriales	Types d'exploitations patronales		Types d'exploitations familiales
Main d'œuvre	Exclusivement salariée	Mixte, présence de salariés permanents		Dominance familiale, pas de salarié permanents
Capital	Actionnaires	Familial ou association familiale		Familial
Management	Technique	Familial/technique		Familial
Autoconsommation	-	Résiduelle		Autoconsommation partielle à dominante
Statut juridique	Société Anonyme ou autre forme sociétaire	Statut d'exploitant, forme associative		Informel ou statut d'exploitant
Statut foncier	Propriété ou faire-valoir indirect formel			Propriété ou faire-valoir indirect, formel ou informel
Catégories de producteurs (Ruíz García & Marín López, 2005)	Moyens et grands exploitants agricoles.	Fermiers		Semi-paysans et paysans
Part des producteurs	3 %	6%		91%

Source : Bosc & al. 2014 : 49 ; complété par Renaud Metereau

Dans le contexte du Nicaragua, ces agricultures familiales sont ainsi également caractérisées par la pluriactivité et la « *multilocalisation* » (Fréguin-Gresh & al., 2015a ; 2015b), la diversification des systèmes de production, ou encore l'affiliation à une agriculture dite « paysanne ».

D'abord, en accord avec le travail de Ruíz García et Marín López, les producteurs agricoles au Nicaragua sont pour une large part des exploitations familiales qui ne suffisent pas à subvenir aux besoins de la famille. Dès lors ces ménages ruraux sont pluriactifs en cela que certains membres de la famille vendent leur force de travail en dehors de l'exploitation familiale, soit pour des activités agricoles salariées, soit pour des activités non agricoles. C'est cette dépendance envers un éventail large d'activité que le cadre d'analyse des *Sustainable Rural Livelihoods* permet d'appréhender (Chambers & Conway, 1991 ; Scoones, 1998 ; Ellis, 2000). Cortes et al. (2014) puis Fréguin-Gresh et al. (2015a & 2015b) poussent plus loin la compréhension de ce « *bricolage complexe* » (Scoones, 2009 : 172) qui soutient la résilience des ménages ruraux, en s'intéressant à la localisation de ces activités. Cela permet notamment de rendre de compte du fait que la soutenabilité socio-économique des ménages ruraux dépend d'une organisation multilocalisée : réalisation d'activités agricoles salariées hors de la communauté ; articulation avec les zones urbaines pour l'obtention de revenus salariés non

agricoles ; réception de « *remesas* » | transferts de fonds des migrants, pour compléter les revenus de la famille³¹.

Ensuite, cette récurrente diversité des activités au-delà de la production agricole s'accompagne également d'une diversité à l'intérieur des systèmes de production (Ruíz García & Marín López, 2005). En effet, qu'ils s'agissent des semi-paysans, des paysans ou des fermiers, ceux-ci pratiquent une agriculture diversifiée et parfois même intégrée (agroécologie). Ces exploitations ne sont donc pas spécialisées et produisent conjointement des grains de base, des fruits et légumes, des produits d'exportations, et pratiquent, même de manière parfois marginale, de l'élevage bovin, porcin ou avicole.

Enfin, il semble judicieux ici de maintenir la catégorie de « paysan.ne.s / agriculture paysanne » pour qualifier les agricultures familiales du Nicaragua. **Premièrement**, cela permet de respecter la terminologie employée à la fois par Maldidier et Marchetti (1996) et par Ruíz García et Marín López (2005) pour qualifier une catégorie de producteurs qui représente 91% de l'ensemble des producteurs du pays. **Deuxièmement**, le terme « paysan.ne.s » fait appel à des dimensions économiques, sociologiques (Shanin, 1973 ; 1974 ; Mintz, 1973), anthropologiques (Silverman, 1979 ; Bernstein, 2003) et politiques (Shanin, 1973 ; Scott, 1986 ; Tria Kerkvliet, 2009). Cette multidimensionnalité en fait une catégorie complexe et difficilement caractérisable au moyen de critères généraux (Edelman, 1998 ; Bernstein, 2014 ; Bosc & al., 2014). Si cela rend effectivement difficile par exemple de comparer des paysanneries issues de contextes différents, cela n'empêche pas en revanche d'explicitier dans un contexte donné les attributs de la paysannerie qui, en tant que catégorie socioéconomique est située dans le temps et dans l'espace (Llambí, 1991 ; Paz, 2006).

Cet effort de caractérisation contextualisée peut dès lors permettre *in fine* d'expliquer les phénomènes socio-économiques étudiés ici. Le recours à la catégorie de « paysan.ne.s » dans le cadre du Nicaragua peut ainsi permettre d'améliorer la compréhension des structures socio-économiques d'un secteur agricole hérité d'une trajectoire historique singulière et particulièrement « mouvementée » au cours de ce dernier siècle. L'Encadré 1.1 est une proposition de caractérisation de la paysannerie applicable au cas du Nicaragua.

³¹ La cadre d'analyse de la nouvelle ruralité consiste en une proposition de caractérisation de ces configurations du monde rural intégrant ces stratégies de diversification des activités et des revenus, d'intégration des espaces ruraux et urbains dans le contexte de globalisation néolibérale. Ce cadre d'analyse qui sous-tend également le développement du concept de SYAL fait l'objet d'un approfondissement dans le Chapitre 4.

Encadré 1.1 : Une caractérisation de la paysannerie applicable au cas du Nicaragua

L'agriculture paysanne peut être caractérisée comme une forme particulière d'agriculture familiale. Elle partage en effet toujours les caractéristiques de base de ce type d'agriculture (Tableau 1.4) mais présente en plus des spécificités.

- (1) L'autoconsommation ou autosubsistance associée à une production pour la vente (Mendras, 1976) : « *the pursuit of an agricultural livelihood which combines subsistence production with commodity production* » (Bryceson, 2000 : p. 2) ;
- (2) Une dimension politique (Tria Kerkvliet, 2009) : la paysannerie s'inscrit *a priori* dans des rapports de subordination à des forces externes (Shanin, 1973 ;) qui lui sont défavorables (Etats ; marchés régionaux et internationaux) (Bryceson, 2000). Cela induit des luttes pour l'accès aux ressources, l'autonomie et l'aménagement de « marges de manœuvre » (Van der Ploeg, 2008). Historiquement, les processus de réforme agraire et de luttes pour l'accès à la terre en sont des exemples probants dans les pays en développement comme dans les pays aujourd'hui développés (Franco & Borrás, 2013)
- (3) La communauté ou le village³² comme base sociale et culturelle : Ancrage territorial et communautaire faisant référence à des ensembles de valeurs, d'arrangements et de savoirs et savoir-faire localisés (Bryceson, 2000).
- (4) Une relation spécifique au patrimoine naturel notamment imposé par la « nature » de l'activité agricole en lien avec les cycles écologiques. Maintien d'un « *éthos écologique* » (cf. Encadré 4.1).
- (5) Le village comme unité économique (Shanin, 1973) impliquant un rapport ambigu au marché à travers l'existence des phénomènes de réciprocité (Margarido 1974 ; Fafchamps, 1992 ; Sabourin, 2007 ; 2012) et d'échanges non marchands. Dès lors les « revenus » sont à la fois monétaires (à travers la vente de produits et de la force de travail familiale) et non monétaires (troc, autoconsommation, entraide), etc. (Paz, 2006).
- (6) La faiblesse des ressources, notamment en capital, et la rareté des processus d'accumulation qui apparaissent comme des facteurs limitants de l'amélioration du système de production. (Paz, 2006 ; Ruíz García & Marín López, 2005)

Source : Renaud Metereau

Dès à présent, par commodité autant que par souci de cohérence avec le cadre heuristique mobilisé, nous utiliserons donc le terme d'agriculture paysanne pour qualifier les modes de production et d'interrelations avec leur environnement social et naturel, de l'ensemble des paysans et semis-paysans qui constituent la très large majorité des producteurs agricoles au Nicaragua.

Cette catégorie majoritaire s'oppose dans le contexte du Nicaragua, à celle des agricultures d'entreprises (« Fermiers » et « Entrepreneurs agricoles » pour Ruíz García et Marín López).

³² Ici, la communauté ou le village désigne la même unité d'établissement humain (avec ces dimensions géographique, économique, sociale, etc.). Silverman (1979 : 50) explicitait cet usage confondu des deux termes du point de vue académique : « *The term 'community' is generally used in the peasant literature interchangeably with 'village' or other units of settlement.* ». L'expérience de l'étude qualitative de terrain réalisée au Nicaragua permet de valider ce recours au terme de « communauté » pour désigner les hameaux, village, lieu-dit, etc. Les paysans interviewés utilisaient en effet le mot « *comunidad* » pour désigner ce que nous aurions eu tendance à appeler « village ».

En effet, la reconnaissance de la distinction entre les agricultures paysannes et les agricultures entrepreneuriales s'inscrit parfaitement dans la logique de la structuration duale des agricultures au Nicaragua (Sola Montserrat, 2008 ; Kay, 2008 ; Rodriguez Rojas, 2014). Il existe ainsi au Nicaragua « *une agriculture avec deux secteurs complètement différenciés : celui dédié aux cultures traditionnelles d'agro-exportation (café, sucre, banane, viande, tabac) moderne et technicisé, et le secteur dédié aux produits de consommation intérieure, les grains de base principalement, moins technicisé, repoussé depuis des années par les produits d'agro-exportation vers la frontière agricole et avec une faible productivité* » (Sola Montserrat, 2008 : 118*). En prolongement de Sola Montserrat, il est possible de renforcer cette distinction en la mettant en regard avec la catégorisation agro-socio-économique proposée par Ruíz García & Marín López (2005).

Les cultures d'agro-exportation sont principalement le fait des moyens et grand producteurs appartenant aux catégories « Fermiers » et surtout « Moyens et grands exploitants agricoles », à l'exception du café dont une large part (63,7 %) est produite par des très petits et petits producteurs (- de 50 mz | environ 35 ha) (Bacon, 2005). D'après le recensement agricole de 2011, 95 % des surfaces cultivées d'arachide le sont sur des exploitations de plus de 50 mz. et 78,5 % sur des exploitations de plus de 200 mz. (INIDE-MAGFOR, 2012). La concentration est également très forte en ce qui concerne la culture et la transformation de la canne à sucre dont 79,2 % est produite sur des exploitations de plus de 500 mz. (INIDE-MAGFOR, 2012). Par ailleurs, quatre entreprises agro-industrielles concentraient en 2003, 50 % des surfaces cultivées de canne à sucre et la totalité de la production de sucre raffiné et autres dérivés de la canne (Lopez, 2003). En ce qui concerne les produits issus de l'élevage (bétail vivant, viande bovine et produits laitiers), les données manquent pour être en mesure de préciser la répartition de la production et surtout l'origine des exportations. La viande est un des principaux produits d'exportation mais également un produit de très forte consommation intérieure (selon Sola Montserrat (2008), seulement 20 % de la viande produite au Nicaragua est destinée à l'exportation). Néanmoins, le bétail vivant et la viande bovine restent de loin les principales sources d'exportations d'origine agricole du Nicaragua. 71,6 % des bovins élevés le sont au sein d'exploitations de plus de 50 mz. Dans beaucoup d'exploitations de plus petites tailles, l'élevage est orienté principalement vers l'autoconsommation et le marché intérieur, qu'il s'agisse de produire du lait et ses dérivés ou de la viande (Ruíz García & Marín López, 2005).

Quant aux cultures orientées vers la consommation domestique, il apparaît clairement que les agricultures paysannes, concentrées sur des exploitations de petites tailles (- de 50 mz.), deviennent essentielles. Ainsi, alors qu'ils occupent 43,3 % du total des surfaces agricoles, les petits producteurs sont à l'origine de 62 % des surfaces semées de maïs et de 66,6% des surfaces semées de haricots rouges. En revanche, et cela s'explique par la nécessité d'installer des systèmes d'irrigation la plus part du temps inaccessibles pour eux, les petits producteurs ne sont à l'origine que de 26,2 % des surfaces semées de riz, qui constitue lui la principale source d'importation alimentaire (Baquedano & *al.*, 2011). La comparaison avec la situation des autres pays centraméricains montre que les degrés de dépendance³³ du Nicaragua pour les principaux grains de base est relativement faible vis-à-vis de ceux de ses voisins (Tableau 1.4)

Tableau 1.4 : Degré de dépendance aux importations en 2006* pour les principaux produits alimentaires de consommation domestique				
	Haricots	Maïs	Sorgho	Riz
Nicaragua	9,5	21,9	0,2	37,7
Honduras	16,2	42,3	0,4	92,3
Costa Rica	98,3	98,3	...	58,0
Salvador	40,9	53,9	0,6	86,9
Guatemala	9,3	38,2	1,1	92,5
Panama	37,3	80,2	0,0	19,9

* Dernières données comparables disponibles sur le portail CEPALSTAT pour l'ensemble de ces pays.

Source : CEPALSTAT, 2016 : Statistiques et Indicateurs / Degré de dépendance

Le gouvernement Nicaraguayen semble reconnaître cette contribution substantielle des agricultures paysannes, puisqu'en 2009 il fait voter la Loi No. 693 (Godek, 2013) – Loi de Sécurité et de Souveraineté Alimentaire et Nutritionnelle (SSAN) – inscrivant d'emblée la souveraineté alimentaire comme un principe prévalant (ANRN, 2009 : 25, Chap. I, Art. 3) définit comme : *« Le droit des peuples à définir leur propres politiques et stratégies de production, de distribution et de consommation d'aliments, qui garantissent le droit à l'alimentation pour toute la population, sur la base de la petite et de la moyenne production, respectant ses propres cultures et la diversité des modes paysans, pêcheurs, et indigènes de production agricole, de commercialisation et de gestion des espaces ruraux, au sein*

³³ La CEPAL définit le degré de dépendance comme « la dépendance du pays aux importations de grains de base et de viande bovine en fonction du niveau de la consommation apparente ». (CEPALSTAT, 2016). La consommation apparente étant la quantité de grains de base et de viande bovine disponible dans un pays pour sa consommation :

$$\text{Consommation apparente} = \text{Production Nette} + \text{Importations} - \text{Exportations}$$

$$\text{Degré de dépendance} = \text{Importations} / \text{Consommation apparente}$$

*desquelles la femme joue un rôle fondamental. **La souveraineté alimentaire garantie la sécurité alimentaire et nutritionnelle.*** » (ANRN, 2009 : 19, Chap. I, Art. 3*)

Dans un contexte de fortes dépendances, l'économie et le développement du Nicaragua reposent donc largement sur un secteur agroalimentaire dual. Ce secteur est en effet caractérisé par la séparation assez nette entre une agro-industrie moderne et, une agriculture paysanne garante de la fourniture des aliments de consommation domestique. Le rôle central de l'agriculture paysanne est donc institutionnalisé au Nicaragua, non seulement en ce qui concerne la satisfaction autonome de ce besoin essentiel qu'est l'alimentation mais au-delà, comme un vecteur important de réduction de la pauvreté et de développement. La section II permettra en effet d'établir le lien entre la construction d'un Système Coopératif Paysan et la trajectoire politico-institutionnelle singulière de ce pays.

Section II Du « Système » Coopératif Paysan au « Mouvement » Coopératif Paysan

Les agricultures paysannes contribuent de manière substantielle à la fourniture des aliments de base au Nicaragua. Cela ne les rend cependant pas moins exposées aux aléas socio-économiques et socio-environnementaux auxquels sont confrontées ces formes d'agricultures (Mazoyer, 2001 ; 2002) : d'une part, dans le contexte de globalisation néolibérale, les petits producteurs sont affectés à la fois par l'exposition à la concurrence d'entreprises agro-industrielles transnationales, par la volatilité des prix de leurs cultures commerciales ainsi que par les variations des prix de leurs aliments de base (CEPAL, 1999a ; Grigsby Vado & Pérez, 2009). Les transformations des relations sociales et économiques de production alors engendrées ont notamment poussé les populations rurales à trouver des sources de revenus complémentaires à l'activité agricole (Scoones, 1998 ; Ellis, 2000 ; Kay, 2015). D'autre part, le phénomène de changement climatique affecte également la productivité agricole et la capacité des paysans à produire ce qu'ils consomment (CEPAL, 2013 ; Ramirez & *al.*, 2010).

Parmi les stratégies d'adaptation à des contextes incertains, l'action collective soutenue par l'organisation en coopérative apparaît comme un moyen de réduire la vulnérabilité individuelle des paysans et autres travailleurs ruraux (Damiani, 1994 ; Albert Izquierdo, 2009 ; Bacon & *al.*, 2014) : *« La figure la plus courante [de l'organisation des petits producteurs paysans et moyens producteurs] est la coopérative, à la suite de laquelle suivent les associations et réseau d'associations qui cherchent à répondre aux demandes sociales de base de leurs membres. Parmi ces organisations, certaines ont progressivement incorporé une approche de type entrepreneurial, ou au moins recherchent de plus en plus la manière de le faire à partir d'activités productives rentables et de structures organisationnelles soutenables »* (CEPAL, 1999b : 1*).

Cette section visera donc à mettre en perspective le processus historique de structuration du SCP et l'implication de ce processus sur la nature actuelle de cette forme d'action collective organisée ou institutionnalisée (Schmitz, 1995).

Dans **un premier temps**, la section procèdera à une analyse historique mettant en relation les dynamiques politico-institutionnelles du Nicaragua depuis le début de 20^{ème} siècle avec la construction effective du SCP depuis le début des années 1980. Dans **un second temps**, la section caractérisera le SCP dans sa configuration actuelle puis en proposera une lecture

comme la manifestation organisationnelle d'un mouvement socio-politique directement hérité de la révolution Sandiniste : Le Mouvement Coopératif Paysan (MCP)³⁴.

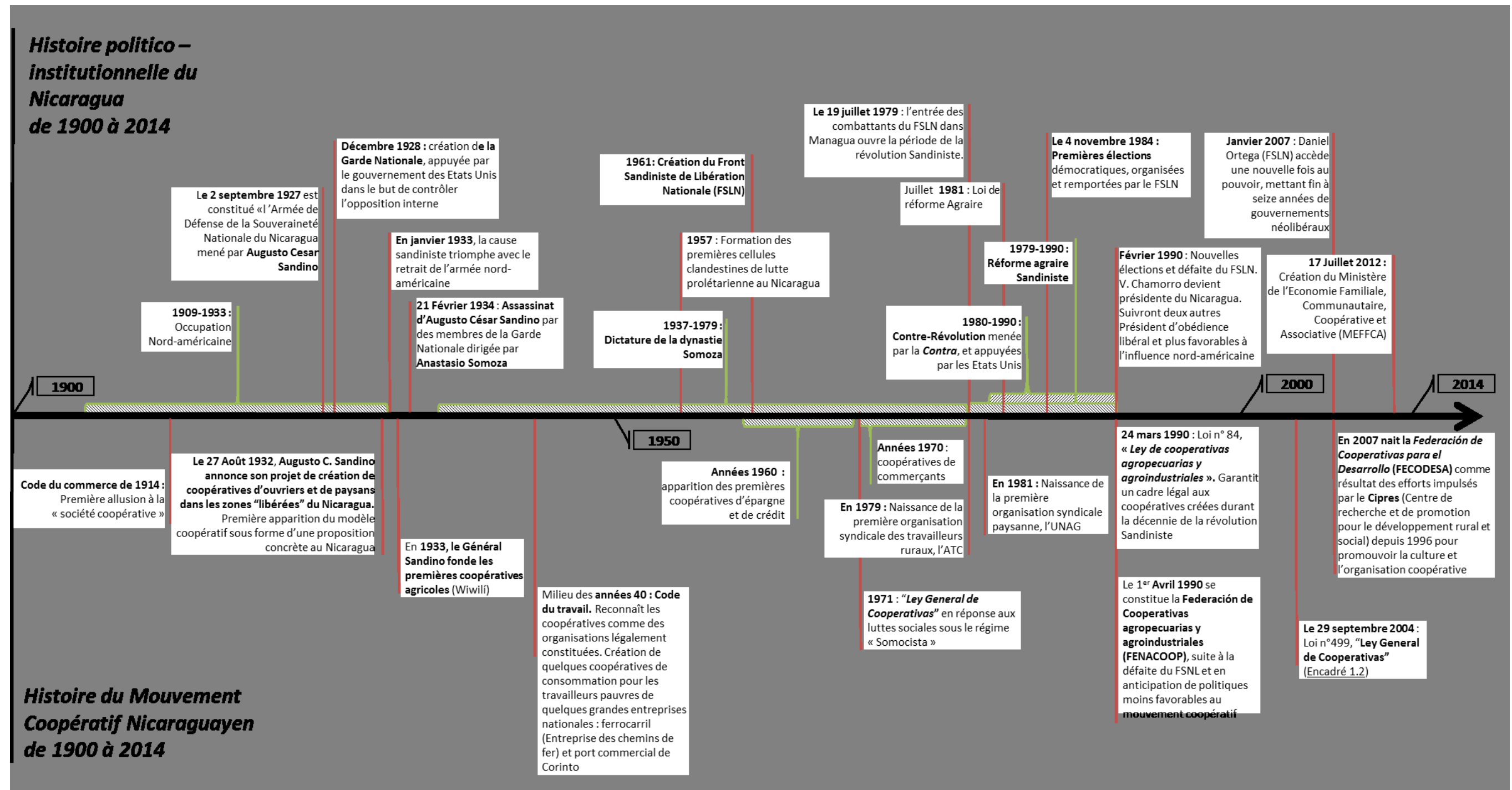
II.1 La naissance du « coopérativisme » dans l'histoire du Nicaragua

Une première incursion dans le processus historique de structuration du secteur agricole (Section 1) permet d'entrevoir la nature spécifique des liens qu'il entretient avec les événements politiques qui ont marqué le Nicaragua au cours du 20^{ème} siècle. Le pays a ainsi connu de nombreuses interventions extérieures, un régime dictatorial de 45 ans, une révolution, puis une période de stabilisation durant laquelle se sont succédés trois gouvernements d'obédience libérale et finalement, depuis 2007, un gouvernement Sandiniste, à cheval entre l'inspiration d'une économie mixte héritée de la révolution et l'intégration, de fait, au sein d'une économie de marché globalisée. Ces dynamiques « politico-institutionnelles » sont notamment déterminantes pour la structure de la propriété foncière au Nicaragua, mais aussi plus généralement pour le rôle tenu par l'agriculture au sein de l'économie nationale. La prise en compte de cette trajectoire permet par ailleurs d'apporter des éléments de compréhension de la construction du SCP aujourd'hui observable au Nicaragua (ACI-Américas, 2007).

Ainsi, en observant simultanément l'histoire politico-institutionnelle et la construction du SCP (Figure 1.6), il devient possible de distinguer deux grandes périodes, qui feront l'objet de développement successif dans cette sous-section : (1) une première phase d'émergence du coopérativisme qui connaît son apogée avec la révolution Sandiniste des années 1980. (2) Une deuxième phase qui correspond à l'autonomisation du système coopératif dans le contexte d'ajustement structurel et de désengagement de l'Etat dès les dernières années de la révolution Sandiniste.

³⁴ Au mois de Septembre 2015, le MEFFCA est intervenu pour dissoudre la FENACOO, la première et la plus emblématique des fédérations de coopératives paysannes du Nicaragua, créée en 1990. Cet événement récent n'est pas pris en compte dans l'analyse effectuée avant cet événement. Mis à part quelques articles de presse et des témoignages personnels obtenus par échanges de courriers électroniques avec quelques leaders du MCP. L'Annexe 1.1 constitue une note informative sur le contexte de cette dissolution et les évolutions récentes qu'elle a provoquées au sein du MCP, à partir du peu d'informations dont nous avons pu disposer jusqu'à ce jour.

Figure 1.6 : Processus historique de construction du Système Coopératif Paysan au Nicaragua



Source : Renaud Metereau, à partir de sources multiples dont : www.fenacoop.org.ni ; www.infocoop.gob.ni ; Lafortezza, 2009

II.1.1 *Des prémisses du coopérativisme aux premières années de la Révolution Sandiniste (1932-1985)*

Cette première période dans la construction du coopérativisme au Nicaragua est à la fois la plus longue, et, si ce n'est la plus déterminante sur le plan structurel, elle apparaît comme la plus significative sur le plan cognitif. C'est en effet sur la base des luttes paysannes et ouvrières du début du siècle, dont le Général Augusto César Sandino est devenu le symbole, que sont nés les mouvements anti-impérialistes, révolutionnaires, et coopératifs au Nicaragua (Gilly, 1980 ; Selser, 1984 ; Paige, 1997 ; Nuñez Soto, 2009). Un rapport édité par la FAO affirme ainsi que le coopérativisme au Nicaragua « *s'est fondamentalement développé comme une expression agraire au milieu des conflits politiques et sociaux que le pays a vécu* » (FAO, 1994 : 49*).

Dans un contexte de fortes instabilités internes – Guerres civiles de 1912 et de 1926-1927 – les Etats-Unis maintiennent une présence militaire au Nicaragua de 1909 à 1933 afin d'assurer un soutien à des gouvernements favorables aux intérêts Etats-Uniens (Merrill, 1994). Dès 1927, Sandino organise sa propre armée (Armée de défense de la souveraineté nationale du Nicaragua – EDSNN), constituée de paysans et de travailleurs ruraux. Ils luttent ainsi, simultanément, contre l'occupation « *yankee* » ainsi que contre l'oligarchie domestique qui concentre la propriété foncière et accapare le bénéfice du « boom du café » en cours depuis le milieu du 19^{ème} siècle (Paige, 1997).

C'est sur la base de ce mouvement populaire dont Sandino est le leader, que s'organisent formellement en 1933 les premières coopératives agricoles et minières le long du Rio Coco et dans la localité de Wiwilí – région de *Las Segovias* au Nord du pays. C'est là aussi que sont concentrées les forces Sandinistes démobilisées après la signature d'un accord de paix le 2 février 1933 (Ramirez, 1984) qui offre l'espace de la concrétisation de l'une des aspirations de Sandino : « *Notre armée se prépare à prendre les rênes de notre pouvoir national, pour procéder à ce moment-là à l'organisation de grandes coopératives d'ouvriers et de paysans nicaraguayens, qui exploiteront nos propres richesses naturelles, au profit de la famille nicaraguayenne en général* » (Sandino, 1932*).

Bien qu'à l'origine du coopérativisme et disposant une dimension symbolique puissante, ce premier effort en vue de renforcer la capacité des populations rurales et ouvrières à améliorer leurs conditions d'existence et d'émancipation ne peut cependant pas être considéré comme le point de départ de la construction du SCP. D'abord, l'expérience fut très courte

puisque la Garde nationale dirigée à l'époque par A. Somoza assassina le générale Sandino en 1934 et détruisit dans la foulée les dynamiques coopératives qu'il avait impulsées. Ensuite, durant les 45 années qui suivirent, le développement coopératif est resté quasi insignifiant à l'exception des quelques expériences encore assez marginales. Durant la décennie 1940, bénéficiant de la reconnaissance dans le code du travail des coopératives comme structures légales, ont été créées quelques coopératives de consommation au bénéfice des populations de travailleurs pauvres de quelques grandes entreprises portuaires ou de chemin de fer (BCIE, 2009). Ensuite, durant les décennies 1950-60-70 : « *la dictature Somociste développe un modèle coopératif fragile de façon à répondre aux contradictions du modèle agro-exportateur et à la « menace communiste » de l'époque, intensifiée par la révolution cubaine en 1959* » (ACI-Américas, 2007 : 33*). Au cours de cette même période émerge les premières coopératives d'épargne et de crédit sous l'impulsion de la « coopération » Etats-Unienne, puis une autre vague de coopérativisme se développent en milieu urbain, impulsée par les commerçants sur les marchés nationaux suite au tremblement de terre de 1972 (BCIE, 2009).

Au cours des années 1970, les luttes sociales à l'encontre du régime Somoziste et des élites de l'époque s'intensifient à nouveau. Les luttes paysannes pour l'accès à la terre en font partie (Deere & al., 1985 ; Reinhardt, 1987) et serviront de substrat à la construction du coopérativisme agricole durant la décennie 1980 (FAO, 1994). Anastasio Somoza Debayle impulse bien quelques réformes – loi coopérative de 1971 ; réforme agraire – et bénéficie également de programmes de développement rural sponsorisés par l'Agence de coopération américaine mais cela semble advenir de manière trop tardive et trop marginale pour freiner la chute du régime (Austin & al., 1985).

L'émergence définitive d'un système coopératif participant de manière substantielle à la production agricole nationale intervient donc de concert avec la révolution sandiniste et la réforme agraire menée par le gouvernement de libération nationale dès 1981. En 1986, le processus de réforme agraire et au-delà du secteur agricole, la promotion faite du modèle coopératif dans l'ensemble des secteurs d'activité aboutit au développement d'un secteur coopératif qui contribue largement à la production de biens du pays (Tableau 1.5).

Tableau 1.5 : *Production coopérative de biens par secteur en 1986*

SECTEUR	% DE LA PRODUCTION NATIONALE TOTAL
Production agricole pour la consommation interne	35%
Production agricole destinée à l'exportation	21%
Industrie	20%
Artisanat	60%

Source : Equipo Envio, 1987 (à partir des données DGRA de 1986)

Durant cette grande phase d'édification du système coopératif – principalement les dix années de la révolution Sandiniste – plusieurs étapes sont identifiables et permettent d'analyser les évolutions du modèle coopératif à travers les diverses formes d'organisation (Tableau 1.6) mises en œuvres (Equipo Envio, 1987) :

- *Avant 1982* : Premières coopératives, renforcement du secteur étatique (APP), et « prise des terres ».
- *De 1982 à 1985* : Réforme agraire et mise en œuvre du « modèle » coopératif Sandiniste (CAS) dans une logique rigide paternaliste (Equipo Envio, 1987 ; 1989).
- *Après 1985* : Remise en cause du « modèle » rigide des CAS et de la logique paternaliste ; renforcement d'autres formes coopératives.

Tableau 1.6 : *Les formes d'organisations coopératives entre 1979 et 1990*

Désignation	Brève description	Caractéristiques				
		Propriété de la terre	Organisation du travail	Répartition des excédents	Mutualisation	Assistance de l'Etat
Coopératives Agricoles Sandinistes (CAS) – <i>Collectivos de Trabajo</i> (CT) – <i>Comunas Sandinistas</i> (Cs)	Coopératives nées de la réforme agraire : les semi-paysans et paysans pauvres sans terres y sont réunis et travaillent collectivement la terre sous tutelle de l'Etat	Collective	Collective	Collective	<i>de facto</i>	Prioritaire
Coopératives de crédit et de services (CCs)	Coopératives de petits producteurs travaillant des parcelles individuelles mais qui mettent en commun certains biens et services	Individuelle	Individuelle	Individuelle	Accès au crédit Assistance technique Services à la production	Modérée
Coopératives de « <i>Surco Muerto</i> » sillon mort (CSM)	Forme hybride de coopératives : CAS au sein desquelles les paysans ont défini des parcelles individuelles séparées par des sillons (« morts »)	Collective	Hybride	Individuelle	<i>de facto</i>	Très fort
Coopératives traditionnelles, à Responsabilité Limité (C.RL)	Ce sont des CCs formées avant le triomphe de la révolution dont la forme juridique dépend de la loi de 1971	Individuelle	Individuelle	Individuelle	Accès au crédit Assistance technique Services à la production	Modérée

Source : Renaud Metereau

La première étape de l'édification du système coopératif est d'abord marquée par l'émergence de formes syndicales d'associativité rurale et paysanne dans le sillage de la structuration des mouvements révolutionnaires réunis sous l'égide du FSLN. Dès 1979 est ainsi créée l'Association des travailleurs ruraux (Association de Trabajadores del Campo - ATC) dont les membres forment les premières coopératives (de type C.RL). En 1981, accompagnée par le FSLN, la frange paysanne des membres de l'ATC³⁵ ainsi que d'autres producteurs agricoles ne faisant encore partie d'aucune organisation paysanne forment le premier syndicat agricole du Nicaragua : l'Union National des Agriculteurs et éleveurs du Nicaragua (UNAG) (Zalkin, 1990 ; Baumeister, 1996). L'associativité au sein des populations rurales et paysannes devient donc plus répandue et l'UNAG représente en 1989, 125 000 producteurs agricoles. Au cours des deux premières années de la révolution, le FSLN procède à la confiscation de terres qui sont dans un premier temps principalement destinées à alimenter les APP. Ces fermes emploient les travailleurs ruraux et les semi-paysans salariés. Parallèlement, dans le contexte de confusion inhérent à cette période de transition révolutionnaire, les petits paysans et travailleurs ruraux sans terres se livrent à de nombreuses « prises de terres » | « *tomas de tierras* », qu'ils exploitent de manière collective ou individuelle, souvent sans titre de propriété ni statut légal. Cette phase de transition dure le temps pour les cadres du FSLN, de préparer la loi de réforme agraire (Décret No. 782) qui visera, notamment, à encadrer cette redistribution de la propriété foncière pour la préservation de « *l'unité nationale* ». Durant cette période, les paysans reçoivent un soutien de l'Etat principalement sous forme de crédits qu'ils obtiennent moyennant l'organisation en CCS. Ces dernières apparaissent plutôt comme des « vitrines » que comme de véritables coopératives (Equipo Envio, 1987). Elles permettent ainsi aux paysans de prétendre aux aides de l'Etat à travers l'organisation formelle en coopérative. Les premières Coopératives Agricoles Sandinistes (CAS) sont également créées à partir des collectifs (CT-CS) nés des prises de terres, mais le dispositif reste marginal.

La deuxième étape concorde avec l'entrée en vigueur de la loi de réforme agraire qui permet au FSLN d'amorcer le processus de redistribution des terres. La stratégie désormais

³⁵ « *Les revendications des ouvriers agricoles n'étaient pas les mêmes que celles des paysans. Les principales préoccupations des travailleurs ruraux étaient les salaires et les conditions sociales et de travail. [...] En revanche, les intérêts des paysans sont d'autre nature : le crédit, l'approvisionnement, les intrants pour la récolte, la terre. A partir de cette contradiction d'intérêts, il est devenu évident qu'il y avait la nécessité de créer une organisation propre pour les paysans producteurs.* » (Ariel Bucardo, Vice-président de l'UNAG, interviewé dans Equipo Envío, 1989*)

privilegiée consiste à organiser les semi-paysans, paysans et travailleurs ruraux au sein des CAS qui absorbent alors la majeure partie du soutien technique, matériel et financier de l'Etat. Cette période se caractérise ainsi par une « rigidité » du FSLN qui restreint la forme coopérative à une sorte d'*idéal-type* de la coopérative sandiniste : « *Les trois commandements pour être un « bon christianiste » du coopérativisme sandiniste de la première heure étaient : 1) ne pas avoir de propriété privée ; 2) travailler ensemble en communauté ou en collectif ; 3) Répartir les gains de manière égalitaire* » (Equipo Envio, 1987*). Les CAS sont donc une forme de coopérative souvent imposée (condition *sine qua non* pour bénéficier de la réforme agraire), organisée verticalement dans une logique paternaliste (Equipo Envio, 1987 ; 1989 ; FAO, 1994 ; Barroso Peña, 2011). A la différence des syndicats (ATC et UNAG) qui semblent faire preuve d'un minimum d'autonomie vis-à-vis du gouvernement sandiniste (Zalkin, 1990), les CAS sont donc très fortement dépendantes de l'interventionnisme étatique et réciproquement. Le FSLN dépend en effet à la fois des fermes d'Etat (APP) et des CAS pour répondre aux nécessités alimentaires de la population (Zalkin, 1988) et maintenir une capacité d'exportation de produits agricoles dont dépend l'économie du pays (Dufumier, 1983).

A partir de 1985, les populations rurales et paysannes organisées au sein de l'ATC et/ou de l'UNAG formulent des revendications en faveur d'une flexibilisation du modèle coopératif. Il s'agit du point de départ de la **troisième étape** qui fait basculer le coopérativisme nicaraguayen vers une phase de structuration plus autonome vis-à-vis de l'Etat.

L'impulsion d'un processus d'autonomisation, très fragile dans un premier temps, deviendra de fait une obligation pour le maintien des organisations coopératives après la défaite du FSLN lors des élections de 1990. Le tournant dans la politique menée par le gouvernement Sandiniste marque également l'essor de la seconde phase de la structuration du SCP, celle de l'autonomisation du système coopératif dans le contexte d'ajustement structurel et de désengagement de l'Etat.

II.1.2 *La fin de la révolution et les années libérales : l'autonomisation d'un Système Coopératif Paysan.*

A partir de 1986, le FSLN fait évoluer sa stratégie et procède à la distribution massive de parcelles individuelles (Galán, 1994) et à l'assouplissement du modèle coopératif (Baumeister, 1996). Les CAS, caractérisées par une organisation verticale, la propriété et le travail collectif, n'offrent pas les résultats escomptés tant du point de vue du gouvernement, que du point de vue des paysans et des populations rurales, qui de plus en plus réclament de l'autonomie et la possibilité de travailler leurs terres de manière individuelle (Colburn, 1989 ; Martí i Puig, 1997). A cela s'ajoute que la plus grande part des CAS est concentrée au sein de la région Pacifique, proche des centres urbains. Dès lors, les soutiens de l'Etat à l'agriculture et aux bénéficiaires de la réforme agraire sont principalement absorbés par les populations semi-paysannes de la région Pacifique et n'atteignent que beaucoup plus difficilement les populations paysannes traditionnelles de l'intérieur du pays (Equipo Envio, 1987). Ces derniers, qui subissent à cette époque de plein fouet les attaques de la contre-révolution (Kruijt, 2011), ont souvent privilégié la forme des CCS qui paraissent mieux correspondre à l'organisation traditionnelle de la production agricole.

La prise de conscience par le gouvernement sandiniste des faiblesses de la politique rigide et verticale menée jusque-là, ouvre la voie à une plus forte participation des coopératives dans les choix organisationnels et productifs, ainsi qu'à une plus forte prise en compte des spécificités territoriales. Jaime Wheelock, alors Ministre de l'agriculture et de la réforme agraire déclare ainsi lors du discours (*in*. Equipo Envio, 1987) de présentation du « Plan de travail, bilan et perspectives » de 1987 (MIDINRA, 1987*) : « *A l'heure des modèles, nous avons observé une inflexibilité organique. Nous avons introduit le modèle de coopérative agricole sandiniste sans l'évaluer postérieurement et il en résulte que beaucoup de paysans ne se sentent pas intéressés par les coopératives agricoles ; celles-ci connaissent des problèmes, il y a de la désertion de la part de leurs membres et parfois des coopératives qui comptaient trente membres n'en comptent plus que dix, et ainsi avec trois fois plus de terre que ce qu'elles peuvent exploiter. Cela est lié à des problèmes d'inflexibilité, autant dans les CCS que dans les CAS. Chaque territoire doit fonctionner en accord avec les normes générales que nous allons reprendre et formuler, et dans son application, les régions doivent participer activement à la définition des modèles micro-économiques auxquels devra s'adapter le mouvement coopératif.* »

La construction du système coopératif au Nicaragua va donc à cette période connaître un virage important en réponse à la non-adhésion des paysans et travailleurs ruraux au modèle imposé par le gouvernement sandiniste (Colburn, 1989). D'une part, cette construction s'insère désormais dans une logique davantage participative qui tend à placer les paysans et travailleurs ruraux dans une posture plus proactive et, d'autre part, elle prend en considération les particularismes territoriaux que le modèle précédent était incapable d'intégrer.

Cette inflexion intervient dans un contexte économique, social et politique très tendu. Durant les dernières années de la révolution se conjuguent la pression nord-américaine qui appuie la *Contra* et maintient un embargo total envers le Nicaragua (Merrill, 1994 ; Leogrande, 1996), le poids économique de la guerre, des résultats économiques désastreux (Conroy, 1990), et une catastrophe environnementale majeure avec le passage de l'ouragan Juan en 1988. La mise en application dès 1988 d'une politique économique d'ajustement structurel et de restriction budgétaire finira ainsi de saper la révolution et de préparer l'arrivée du gouvernement libéral de V. Chamorro en 1990.

Entre l'élection présidentielle du 25 février 1990 et la prise effective du pouvoir par l'Union National d'Opposition (UNO) le 25 avril 1990, le gouvernement sandiniste négocie la transition et tache notamment de garantir la préservation de certaines de ses actions en faveur des paysans et travailleurs ruraux, ainsi que du secteur coopératif. Les Sandinistes négocient ainsi des garanties juridiques pour les bénéficiaires de la réforme agraire (Merlet, 1995 ; Martí i Puig, 2012) et votent la loi No. 84 (*Ley de cooperativas y agropecuarias y agroindustriales* | Loi des Coopératives agricoles et agroindustrielles) qui offre un cadre légal pour la continuité des coopératives créées durant la décennie 1980, indépendamment du gouvernement. Cette loi définit également les conditions de création d'un système coopératif intégré à différentes échelles territoriales (ANRN, 1990, Chapitre IV, articles 34 à 40)³⁶.

La même année est constituée la Fédération Nationale de Coopératives Agricoles et Agroindustrielles (FENACOO) dont 90% des adhérents en 1990 sont des bénéficiaires de la réforme agraire (Merlet, 1995 ; Mària Serrano, 2009). Alors que le système coopératif avait jusque-là été gardé sous tutelle étatique, la création de la FENACOO constitue le premier pas,

³⁶ « Les coopératives agricoles et agro-industrielles pourront s'associer entre elles, sur la base d'un principe territorial ou d'intérêts spécifiques, pour intégrer des organismes de second ou de troisième degré, avec pour but la défense et la représentation, pour échanger des services et créer des complémentarités entre activités ou pour répondre de meilleure manière à son objectif social. » (Asamblea Nacional de la República de Nicaragua, 1990*, *Ley de cooperativas agropecuarias y agroindustriales*, La Gaceta, No. 62, Ley No. 84 : Capítulo VI, Artículo 35.)

forcé, de l'autonomisation du système coopératif paysan. Cette émancipation de la tutelle de l'Etat ne touche, par ailleurs, pas seulement le système coopératif mais l'ensemble des organisations paysannes et de travailleurs ruraux dont l'UNAG et l'ATC (Doligez 2013).

Cette réorganisation autonome des structures de représentation et de coopération des paysans et des travailleurs ruraux est néanmoins coûteuse, d'autant plus qu'elle se réalise dans un contexte conflictuel. Le gouvernement de V. Chamorro (1990-1996) met en œuvre une politique libérale se traduisant par des processus importants de privatisation et de dérégulation qui imposeront une transition difficile au secteur coopératif paysans (De Groot & Spoor, 1994 ; Everingham, 1998 ; 2001). Un important phénomène de parcellisation-reconcentration des terres a également lieu (Nitlapán, 1994 ; Jonakin, 1996 ; Deininger & *al.*, 2003), tandis que les politiques publiques de prix et de crédit défavorisent largement les petits producteurs et les structures coopératives paysannes.

Utting et *al.* (2014 : 10-11) résument cette situation en évoquant un double mouvement dans les zones rurales du Nicaragua durant les années 1990 : « *(i) the rapid freeing up of the market, privatization, economic stabilization and the rolling back of the state (as well as of commitments related to land redistribution and agrarian development undertaken by the government under the peace process); and (ii) collective action on the part of rural workers, demobilized combatants, small farmers and cooperatives who engaged in various forms of resistance, solidarity and social innovation in defence of their livelihoods, assets and landscapes. This counter movement involved not only collective action at the micro level but also organizing sectorally and across scales.* ».

Ce « contre-mouvement » au sein duquel s'engagent notamment les paysans et travailleurs ruraux organisés en coopératives est également rendu possible grâce à l'existence de relations et de soutiens externes au mouvement coopératif lui-même et externes au contexte national nicaraguayen. Par l'intermédiaire notamment de l'UNAG et de l'ATC avec lesquelles le mouvement coopératif naissant est intimement lié (Damiani, 1994), les organisations paysannes et de travailleurs ruraux dans leur ensemble maintiennent des liens étroits avec des organisations similaires au sein de la région centre-américaine (Edelman, 1998)³⁷, avec des cadres du FSLN et leurs soutiens internationaux, et avec des associations ou organisation de la

³⁷ Durant les années 1990 à l'échelle de l'isthme centre-américain, l'Association Centraméricaine des Organisations Paysannes pour la Coopération au Développement (ASOCODE) et la Confédération Paysannes de l'isthme Centraméricain (COCICA) sont deux organisations de coordination des mouvements paysans de la région (Barea, 1994), dont la première intégrait dès les années 1990 le réseau de la *Via Campesina* (Edelman, 1998).

société civile (ONG) à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire national (Equipo Envio, 1991 ; Utting & al., 2014).

A l'intérieur du pays, la constitution de l'Institut Nitlapan³⁸ en 1989, et du CIPRES (Centre pour la Recherche, la Promotion, et le Développement Rural et Social) en 1990 apporteront également un appui important au mouvement coopératif paysan. Il s'agit de deux organisations hybrides (Alemán & Báez, 2009) de recherche et d'action en faveur du « développement rural incluant », centré sur les agricultures familiales et paysannes ainsi que l'associativité des petits producteurs.

L'institut Nitlapán est « *né de l'université paysanne, où on misait sur la capacitation du paysannat avec l'éducation populaire, basé sur les échanges entre paysans pour résoudre leurs problèmes. A partir de 1987 est né un des principes fondateurs de l'Institut : la formation simultanée du paysannat, de nous-même et d'un groupe de jeunes universitaires* » (propos de Marchetti (2009) rapportés in. Clarke & Kreimann, 2012 : 9*)³⁹. L'Institut a connu plusieurs orientations durant ces 25 années d'existence (Alemán & Báez, 2009) mais son action et son rayonnement sont notamment marqués par la création en 1992 du Fond de Développement Local (FDL) (Mària Serrano, 2009), un fond de microcrédit sur lequel l'Institut s'est appuyé pour impulser des dynamiques de développement rural local à partir de l'adaptation de l'économie paysanne aux nouvelles conditions économiques et institutionnelles (CEPAL, 1999b). Le FDL est aujourd'hui un organisme indépendant, et l'Institut Nitlapán a réorienté sa stratégie vers les secteurs les plus pauvres de la population (Clarke & Kreimann, 2012)

Né pour donner une continuité aux travaux du CIERA après 1990 (Centre de Recherches et d'études de la Réforme Agraire) et dirigé par Orlando Núñez Soto, le CIPRES est également un acteur important de l'autonomisation et de la structuration du système coopératif paysan durant les décennies 1990 et 2000. Il s'agit d'une ONG, dont l'action consiste principalement à promouvoir le développement rural *via* l'organisation paysanne et le modèle coopératif. Le CIPRES a ainsi accompagné la naissance de nombreuses coopératives ; conçu, organisé et financé (*via* des coopérations internationales) de nombreux programmes de développement rural basés sur l'organisation coopérative dont le Programme Productif Alimentaire ; et a

³⁸ Nitlapán signifie « *moment de semer* » | « *Tiempo de sembrar* » en langage náhuatl, parlé par le peuple indigène des Nahuas présent dans plusieurs pays d'Amérique Centrale dont le Nicaragua, dans la région centre Nord.

³⁹ Marchetti a été le premier directeur de l'Institut Nitlapan à sa création en 1990.

finalement piloté la création en 2007 de la Fédération de Coopératives pour le Développement (FECODESA), l'une des six fédérations de coopératives agricoles répertoriées au Nicaragua.

Le système coopératif paysan observable aujourd'hui se présente donc comme le résultat de ce processus historique, qui au gré des bouleversements politico-institutionnel et des régimes agraires qui se sont succédés, a vu le paysannat et plus largement les populations rurales et urbaines pauvres, s'orienter vers la recherche de stratégies collectives de réduction des vulnérabilités individuelles.

II.2 La structuration du Système Coopératif Paysan : cadre formel et dimension socio-politique.

A l'instar de l'ensemble du secteur coopératif, le SCP a été marqué par la perte en 1990 de son tuteur étatique, le contraignant ainsi à perdurer sans véritable encadrement politique, légal et institutionnel. Malgré les difficultés, un secteur coopératif s'est maintenu et structuré en dehors du giron de l'Etat. L'entrée en vigueur de la loi générale des coopératives (Loi No. 499) en 2005, et plus encore de son règlement d'application voté par le gouvernement sandiniste dès son retour au pouvoir en 2007 (Encadré 1.2) ont finalement redonné un cadre formel au secteur coopératif et à sa prise en compte dans les politiques publiques de développement. La création en 2012 d'un nouveau ministère de tutelle, le Ministère de l'Economie Familiale, Communautaire, Coopérative et Associative (MEFCCA) exprime encore davantage cette volonté de reprise en main du secteur coopératif par l'Etat.

La récente institutionnalisation de l'importance du secteur coopératif, associatif et de l'économie familiale au cœur des politiques de développement produit un double effet. D'une part, des soutiens et un protagonisme économique et politique nouveaux sont possibles puisque le secteur coopératif se voit effectivement reconnaître un rôle important à la fois pour la définition et la mise en œuvre des politiques de développement. D'autre part, la volonté de l'Etat de restructurer le mouvement coopératif impose à ces organisations de se mettre en conformité avec un cadre légal et institutionnel qui exige des compétences et des formalités dont les membres des coopératives de base semblent éprouver des difficultés à se doter. Ce nouvel encadrement se présente donc également comme une difficulté et pour certains même, d'après ces dernières évolutions (FENACOOP, 2012a), comme une entrave à l'autonomie du coopérativisme.

Dans ce contexte, « *c'est dans le secteur agricole que le coopérativisme s'est le plus développé avec 881 coopératives légalement inscrites [sur le Registre National des Coopératives (RNC) tenu par l'INFOCOOP] et où on observe la plus grande intégration organisationnelle, identité syndicale et développement entrepreneurial* » (FAO, 2012 : 299*)

Encadré 1.2 : *La loi générale des coopératives, Loi No. 499*

La trajectoire du coopérativisme au Nicaragua a abouti au milieu des années 2000 à un système coopératif très peu structuré et donc très fragile sur le plan institutionnel (ACI-Amériques, 2007). La loi générale des coopératives intervient donc en 2005 comme le cadre législatif qui encadre le coopérativisme et dote le secteur d'institutions spécialisées. Cette loi résulte du travail commun du mouvement coopératif et du FSLN durant les années d'oppositions aux gouvernements libéraux successif (FENACOO, 2012a). Elle entérine l'importance du secteur coopératif et attribue à l'Etat la responsabilité de son développement : « *Il est de la responsabilité de l'Etat de protéger, renforcer et promouvoir, les formes de propriété et de gestion économique du secteur coopératif, sur lequel repose l'une des principales activités économiques du pays et qui nécessite un renforcement qui permette de stimuler son progrès, en lui fournissant une impulsion plus franche au sein de l'activité socio-économique de la nation qui facilite le progrès du mouvement coopératif.* » (ANRN, 2005, Considerando II, p.1*)

Les principes de base du coopérativisme sont les suivantes (ACI-Amériques, 2007): la libre adhésion et le libre retrait des sociétaires ; le contrôle démocratique (une personne, une voix) ; l'équité (distribution des excédents proportionnels aux apports) ; l'autonomie et l'indépendance ; l'éducation coopérative (tout sociétaire a l'obligation légale de suivre une formation de 40 heures sur le coopérativisme) ; l'équité de genre ; le renforcement de la coopération entre coopérative, etc.

Le dernier point évoqué, le renforcement de la coopération entre coopératives, apparait comme l'un des axes centraux de cette loi No. 499. Les coopératives y sont incitées à se fédérer constituant des entités coopératives de niveaux supérieurs, intégrées verticalement à différentes échelles territoriales (unions/centrales ; fédérations ; et confédérations).

Cette intégration verticale fédérative doit permettre de structurer le secteur et de le doter d'un organe de représentation (le Conseil National des Coopératives – CONACOO) capable d'intervenir dans la formulation des politiques économiques et de développement qui impliquent le secteur. Cette structure verticale est dominée par l'Institut Nicaraguayen de Développement Coopératif (INFOCOOP) où siègent majoritairement des représentants du mouvement coopératif désigné par le CONACOO. Cette instance est en charge de l'application de la loi et du renforcement du coopérativisme.

Source : Renaud Metereau

L'objectif de cette sous-section sera de mettre en perspective la structuration actuelle du Système Coopératif Paysan (SCP), qui constitue le cœur du secteur du coopératif nicaraguayen. Ce travail permettra de dépasser les difficultés relatives à l'appréhension de ce secteur dont la structure et les contours restent floues en raison notamment du manque de données actualisées⁴⁰, des difficultés pour une large part des acteurs de ce secteur à répondre

⁴⁰ L'Encadrée 1.3, en fin de chapitre propose une série de données actualisées fournie à travers un document interne (littérature grise) durant l'été 2016, au moment du bouclage de la thèse par un membre du directoire du CONACOO.

aux exigences légales imposées par la loi générale des coopératives, et de ses rapports systémiques avec d'autres formes d'associativité (association de producteurs (filiales) ; syndicats) et de soutiens (ONG ; acteurs institutionnels ; Institut de recherches ; etc.)

Un premier point visera à expliciter les difficultés qu'il y a à obtenir une représentation précise de ce secteur coopératif dont la structure et l'institutionnalisation n'est encore pas stabilisée. Une représentation est néanmoins proposée permettant de distinguer le périmètre du SCP et les différentes formes d'intégration qu'il revêt. **Un deuxième point** analysera plus précisément la structure du SCP depuis ses bases territoriales jusqu'à ses organes de représentation à l'échelle nationale, révélant ainsi ses principales interrelations avec les autres formes d'associativités, ou encore avec ses soutiens et ses tutelles institutionnelles. Enfin, **un troisième point** permettra de boucler ce chapitre en introduisant l'hypothèse du Mouvement Coopératif Paysan (MCP). Le SCP est alors présenté comme la manifestation organisationnelle d'un mouvement socio-politique.

II.2.1 Le SCP : prééminence des coopératives paysannes au sein du large secteur coopératif nicaraguayen

Jamais formellement stabilisé depuis son essor durant les années 1980, le secteur coopératif dans son ensemble est l'objet d'une restructuration importante depuis le milieu des années 2000. Dans ce contexte et bien que ce soit désormais affirmé un cadre légal encadrant le développement du secteur, l'existence, la précision et l'actualisation des données relatives au coopérativisme au Nicaragua sont très insuffisantes (FAO, 1994 ; ACI-Américas, 2007 ; BCIE, 2009 ; FAO, 2012). Cela rend dès lors difficile la réalisation d'une représentation actualisée et quantifiée de ce secteur historique majeur. Les principales raisons de ces difficultés sont les suivantes :

- Les institutions nicaraguayennes ne produisent que très peu de données officielles et ce manque s'est accentué depuis 2006. Aujourd'hui, l'INFOCOOP et le MEFCCA ne fournissent aucune donnée actualisée sur le secteur coopératif.

- L'entrée en vigueur de la loi No. 499 en 2005, puis les conditions de l'encadrement étatique et la politique de restructuration du secteur coopératif menée par le FSLN depuis 2007, a modifié la composition du secteur sans que les données disponibles s'y rapportant ne soient révisées. D'après l'étude menée par la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE, 2009), en 2009, seulement 15 % de l'ensemble des coopératives étaient parvenu à régulariser leur situation au regard de la nouvelle législation de 2005-2007. Le

rapport de l'ACI de 2007 explique qu' « avec la nouvelle législation se présentent une série d'exigences et de nouveaux défis pour les coopératives car elle introduit des changements dans les règles du jeu actuelles, non seulement en ce qui concerne leurs instances de représentation, mais également sur la forme d'organisation et d'intégration coopérative et surtout elle impose que toutes les coopératives se « mettent à jour » [devant l'INFOCOP] afin de s'ajuster comme n'importe quelle autre entreprise » (ACI-Américas, 2007 : 44*).

- Les organisations coopératives connaissent des difficultés à répondre à ces nouvelles exigences légales (élaboration d'un règlement intérieur, réalisation d'une étude de viabilité économique, etc.), ce qui renforce la difficulté de leur mise à jour et donc de leur recensement. Parmi les coopératives, principalement les coopératives agricoles, une minorité sont des coopératives légalement constituées, c'est-à-dire, dont les statuts sont actualisés au regard la loi No. 499. Il est donc possible de distinguer des coopératives « de droit » ou « formelles », légalement constituées, et des coopératives « de fait » ou « informelles », qui n'ont pas de statut légal mais qui demeurent actives malgré tout (CIPRES, 2006 ; ACI-Américas, 2007 ; FAO, 2012).

- Il existe une diversité de formes d'associativité dont les prérogatives se recoupent et qui, dans le secteur agricole au moins, renforcent encore cette complexité des affiliations : organisations syndicales, organisations coopératives, organisations sectorielles ; association de producteurs, etc.

- L'appartenance à une coopérative n'est pas exclusive, ce qui signifie qu'un même producteur peut être membre de plusieurs coopératives⁴¹ et réseaux correspondants. De même un producteur ou une coopérative peuvent avoir plusieurs affiliations de différentes natures (par exemple avec une fédération de coopératives et avec une association de producteurs de café, et une coopérative d'épargne et de crédit).

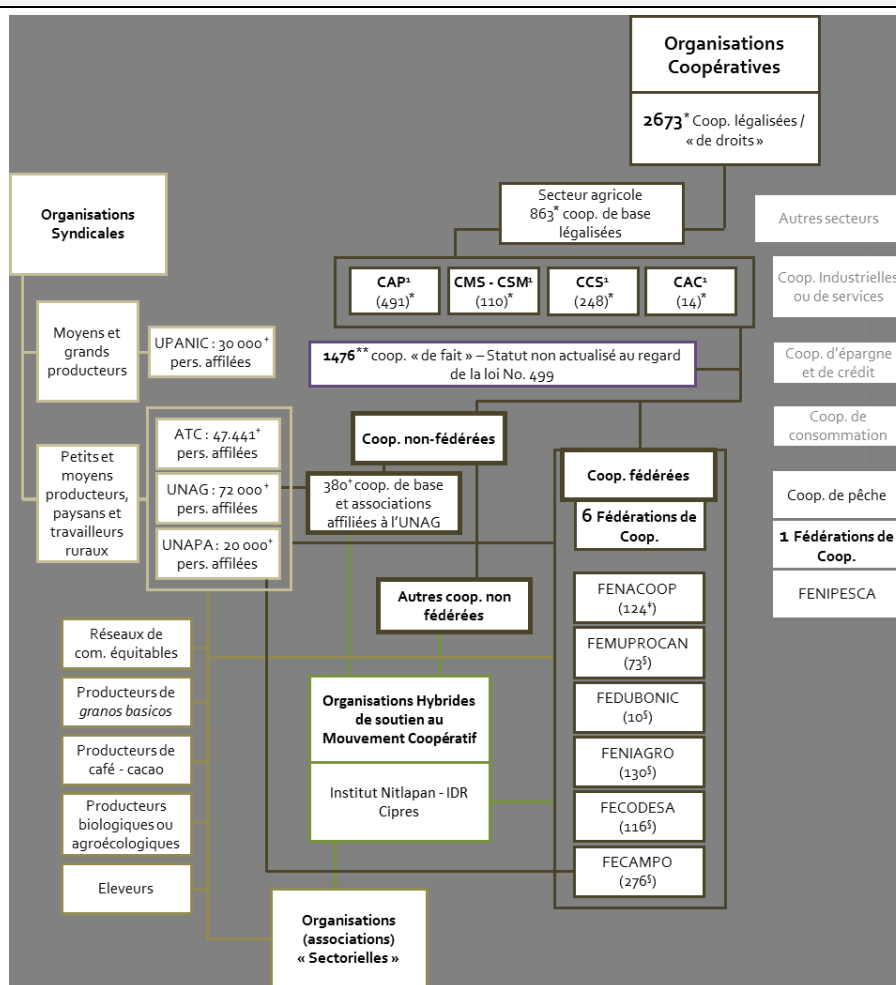
- Enfin, il y a peu de visibilité sur l'activité effective des coopératives. Les coopératives de type « multisectorielle » et « de services multiples » notamment, permettent à leurs membres de réaliser un éventail large d'activité au sein de leur coopérative. Les coopératives qui réunissent des petits producteurs agricoles peuvent ainsi être de coopératives agricoles, mais aussi des coopératives multisectorielles, des coopératives de services multiples, des coopératives de services, etc.⁴².

⁴¹ A condition que les coopératives en question ne soient pas de même type (ANRN, 2005, article 29)

⁴² A l'instar du cas détaillé dans l'entretien 2012-28, certaines coopératives semblent profiter de l'actualisation de leur statut pour modifier le type de coopérative. Des coopératives agricoles se transforment ainsi en coopératives multisectorielles par exemple, afin de pouvoir élargir le champ des activités auxquelles peut se

La Figure 1.7 propose donc une synthèse du secteur coopératif nicaraguayen et de ses liens avec d'autres formes d'associativité dans le secteur agricole. Cette représentation est établie à partir de sources multiples recoupées, qui sont elles-mêmes des estimations à partir d'études réalisées entre 2006 et 2009 (CIPRES 2006 ; ACI-Américas, 2007 ; BCIE, 2009 ; CIPRES, 2009) et de l'information rendue disponible par les organisations coopératives elles-mêmes. Malgré le caractère approximatif et non opposable des données, cela permet néanmoins d'approcher la structure complexe de ce secteur coopératif et de percevoir la prééminence des organisations du secteur agricole.

Figure 1.7 : Structure du secteur coopératif au Nicaragua en 2013



¹ CAP : Coopératives Agricoles de Production ; CMS – CSM : Coopératives Multisectorielles ou Coopératives de Services multiples ; CCS : Coopératives de crédits et de services ; CAC : Coopératives d'Épargne et de Crédit | Ahorro y Crédito

* CIPRES, 2009 : nombre de coopératives de base légalement à jour

** ICA-Américas, 2007 ; CIPRES, 2006

† Communiqué par les organismes eux-mêmes (pages web consultées en 2015)

‡ Nombre de coopératives de base intégrant la fédération en 2011 (Doligez, 2013) ; Fédération dissoute en 2015 par le MEFCCA.

§ Nombre de coopératives de base intégrant la fédération d'après les fédérations elles-mêmes (pages web consultées en 2015)

Source : Renaud Metereau

dédier la coopérative (Fond de microcrédit, mutuelle de santé, services à la production, développement d'agro-industries, etc.). La FENACOOOP et la FECODESA encourage *a priori* ce type de démarche.

Il existe un grand nombre d'organisations structurées (organisations coopératives, organisations syndicales, organisations sectorielles-associations) qui développent des activités en relation avec la production agricole (services à la production ; épargne et crédit, commercialisation, assistance technique, commercialisation, etc.). Parmi l'ensemble de ces organisations, les organisations coopératives de petits et de moyens producteurs issues de la révolution occupent une place substantielle.

L'ACI-Américas (2007), qui prend en compte à la fois le secteur coopératif formel (881 coopératives)⁴³ et le secteur informel (1476 coopératives), permet ainsi d'estimer qu'environ 56%⁴⁴ des 4218 coopératives répertoriées au Nicaragua opèrent directement dans le secteur agricole. Ces coopératives sont, par ailleurs, caractérisées par la multitude des liens qu'elles maintiennent entre elles et avec d'autres formes d'organisation engagées dans l'activité agricole. Ces liens peuvent, à la fois, reposer sur la filiation des sociétaires eux-mêmes et sur les associations ou autres formes de rapprochement entre les organisations coopératives. Cela donne lieu à des processus d'intégration horizontaux et verticaux qui engendrent des enchevêtrements complexes, mêlant également des démarches formelles et informelles. Détailler l'éventail des possibilités de structures d'intégration, prenant en compte les filiations individuelles (sociétaires) et collectives (coopératives, association, syndicats) serait certainement laborieux et n'aurait en définitive qu'une faible vertu explicative. Il semble en revanche possible de distinguer trois types d'intégration verticale du point de vue des coopératives de base :

- **Type 1**, pas d'intégration verticale : Coopératives non fédérées. la coopérative n'intègre aucune organisation de second ou de troisième degré, et n'est affiliée à aucun syndicat. Elle (ou ses sociétaires) peut être affilié à une organisation ou association sectorielle.

- **Type 2**, intégration verticale syndicale : coopératives de base et associations de producteurs affiliées à l'UNAG. La coopérative est affiliée à un syndicat national qui officie également comme une structure coopérative de troisième degré en ce qui concerne les services au développement coopératif, la commercialisation, les services à la production, l'incidence politique, etc. En revanche, elle n'entre pas dans la structure de « gouvernance » du mouvement coopératif dont le CONACOOOP constitue l'organe central.

⁴³ 863 coopératives de base (1^{er} degré) et 18 coopératives de deuxième et de troisième degré.

⁴⁴ Cette estimation exclut 385 coopératives de pêche, qui sont considérés comme hors du secteur agricole par les différentes études et institutions (ACI-Américas, 2007 ; CIPRES, 2006 ; 2009).

▪ **Type 3**, intégration verticale fédérative : Coopératives fédérées. La coopérative intègre une structure verticale fédérative (coopératives de second et de troisième degré) telle que décrite et promue par la loi générale des coopératives et son décret d'application.

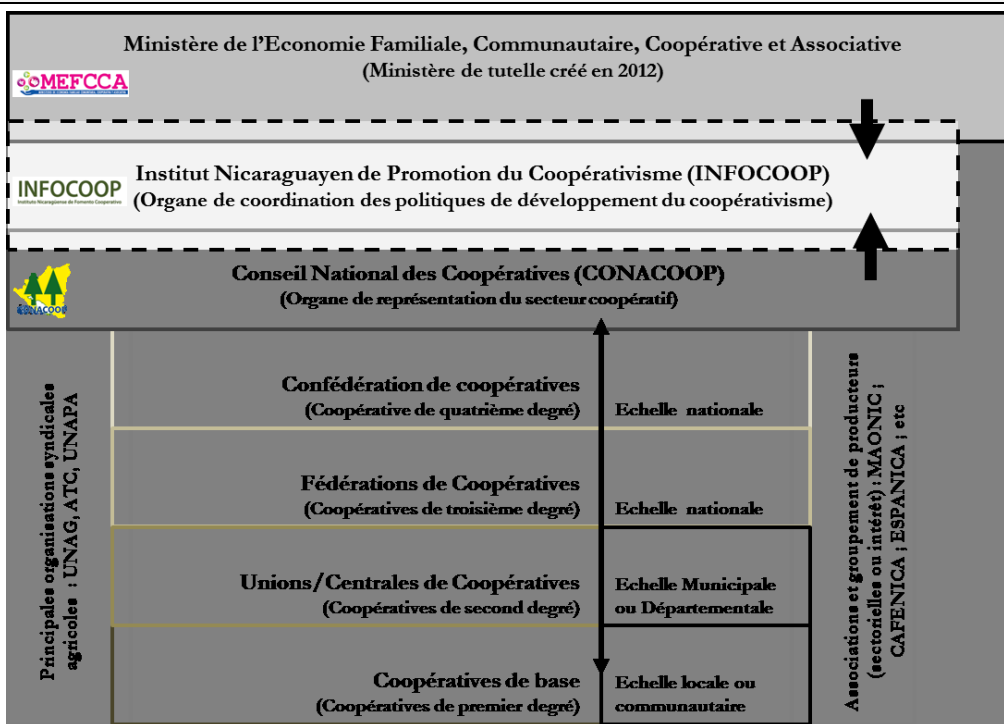
En 2012, six fédérations de coopératives étaient légalement créées regroupant un peu plus de 700 coopératives (de droit) sur l'ensemble du territoire nicaraguayen. Le système coopératif intégré selon cette structure fédérative constitue le cœur du SCP, se structurant en vue d'intégrer un cadre institutionnel nouveau et de participer au processus de définition des politiques publiques en faveur du coopérativisme et du développement rural. Le point suivant vise à préciser cette structure fédérative caractéristique du SCP.

II.2.2 Un système articulé à différentes échelles territoriales

Ce qui constitue le SCP aujourd'hui peut être appréhendé à partir de sa forme canonique d'intégration verticale fédérative promue par les institutions de tutelle du secteur coopératif. Cela en fait une forme particulière qui permet de prendre en compte à la fois des phénomènes d'associativité et d'intégration horizontale propre à toute organisation coopérative – mais qui en dépasse les frontières dans le cas nicaraguayen – et, du processus d'intégration verticale fédérative qui tend à structurer le secteur coopératif comme un acteur économique et politique capable d'influer sur les politiques publiques de développement.

La Figure 1.8 est une représentation schématique de cette forme canonique de l'organisation du SCP. Elle en montre sa stratification en différents échelons ainsi que son enchevêtrement avec ses institutions de tutelle ainsi qu'avec d'autres formes d'organisation socioéconomiques.

Figure 1.8 : Structure du Système Coopératif Paysan (SCP) au Nicaragua



Source : Renaud Metereau

A partir de l'analyse de la loi générale des coopératives (ANRN, 2005) et de son règlement d'application (ANRN, 2007), on est en mesure de préciser les modalités de mise en œuvre de ce système d'intégration verticale fédérative.

Localement, les **coopératives de premier degré**, constituent les organisations **coopératives de base** réunissant des petits producteurs, appartenant le plus souvent à une même communauté ou « village ». La loi n'établit pas le caractère territorialement ancré de ces coopératives de base. Néanmoins, de fait ces coopératives de petits et moyens producteurs sont généralement situées. D'abord beaucoup de coopératives sont issues de la réforme agraire sandiniste ou des processus de recomposition de la propriété foncière et du mouvement coopératif qui ont suivi les élections de 1990. Ces coopératives sont donc organisées autour des surfaces agricoles qui constituaient la propriété collective des CAS, ou des propriétés individuelles des membres des communautés ou villages où étaient formées les CCs. Ensuite, la mise en relation et la coordination des membres d'une coopérative exigent une certaine proximité spatiale, particulièrement dans un contexte où les infrastructures et les moyens de transport ou de communication sont insuffisants et peu efficaces. Ces coopératives de base sont donc des construits localisés, souvent issus d'une trajectoire historique particulière et de composition-recomposition des organisations coopératives. Selon les spécificités des territoires au sein desquels elles sont situées, selon les affiliations

individuelles, selon les « leaders » communautaires ou encore selon les soutiens extérieurs dont elles ont bénéficiés, ces coopératives de base et/ou leurs membres peuvent être en liens ou affiliées à divers types d'associations, d'ONG, ou de syndicats.

Ces coopératives de base peuvent s'affilier entre elles et si elles le souhaitent, former une union ou centrale de coopératives.

Cinq (ou plus) coopératives de base peuvent former une **Centrale ou une Union⁴⁵ de coopératives** ou **coopératives de deuxième degré**. Ces coopératives ont une personnalité juridique propre et fonctionnent comme n'importe quelle autre coopérative, avec un conseil d'administration, conseil de vigilance, etc. Elles peuvent réaliser des activités de caractère technique, économique, social, culturel, ou autres, qui permettent de représenter et défendre les intérêts des coopératives intégrées, de les coordonner, de fournir des services, de promouvoir le modèle coopératif et contribuer à l'éducation-formation, à l'application de la loi générale des coopératives et à la structuration du secteur. Ces centrales ou Unions sont généralement organisées à l'échelle municipale ou départementale. Comme les coopératives de base, elles développent divers types d'associations, d'affiliations et de relations extérieures en fonction de leurs activités, de leur situation, de leur histoire, et de leurs membres.

Ces Unions ou Centrales peuvent à leur tour s'associer pour former une Fédération de coopératives.

Trois (ou plus) Unions ou Centrales de coopératives peuvent former une **Fédération ou coopérative de troisième degré**. Il existait en 2012, six fédérations (sur les 11 fédérations de coopératives recensées en 2011) dont les activités sont articulées autour de la production agricole :

1. La Fédération Nationale des Coopératives agricoles et agro-industrielles (**FENACOO**P), créée en 1990 et qui a été la première et la plus large organisation coopérative réunissant des petits et moyen producteurs parmi les franges les plus pauvres de la population rurale. En 2015, le MEFCCA a brusquement liquidé cette fédération (Annexe 1.1). Un processus de formation d'une nouvelle fédération organisant les coopératives de base et les unions et centrales anciennement affiliées à la FENACOO P serait en cours.

2. La Fédération de femmes productrices des campagnes du Nicaragua | *Federación de Mujeres Productoras del Campo de Nicaragua* (**FEMUPROCAN**). Cette fédération a été

⁴⁵ Pour s'unir, les coopératives doivent, soit être du même type et former une Centrale (ANRN, 2005, article 96), soit être situées au sein d'un même département ou région administrative et former une Union (ANRN, 2005, article 97).

constituée en 1997 et rassemble aujourd'hui dix Unions et 73 coopératives dont 18 encore en cours de légalisation. Elle comptabilise 4200 sociétaires réparties dans six départements et 226 localités.

3. La Fédération des propriétaires forestiers | *Federación de dueños de bosques de Nicaragua* (**FEDUBONIC**) est la principale organisation de propriétaires de terres à vocation forestière. Elle réunissait en 2002 environ 8000 sociétaires paysans, indigènes ou ex-combattants organisés en 10 associations ou coopératives, et fonctionnait comme un organe de représentation auprès des instances politiques au niveau national (BID, 2002). Une large part de ces sociétaires est située au sein de communautés indigènes des deux grandes régions autonomes (RAAN-RAAS), au-delà de la frontière agricole.

4. La Fédération de Coopératives Agro-industrielles du Nicaragua (**FENIAGRO**) est née en 2006 de l'association de huit centrales et unions de coopératives qui regroupait alors 23000 producteurs. Il s'agissait en 2007 de la fédération dont le poids économique était le plus important au sein du secteur agricole (ACI-Américas, 2007). Cela s'explique notamment par la nature de cette intégration qui repose en premier lieu sur le développement d'agro-industries et de réseaux de commercialisation à forte valeur ajoutée et principalement sur des cultures d'exportation (café, oléagineux, sésame, etc). Six centrales sur huit sont spécialisées dans le café et commercialisent du café biologique par le biais de filières équitables. Ce qui originellement se présentait comme une association commerciale s'est transformée en une intégration fédérative.

5. La Fédération des Coopératives pour le Développement (**FECODESA**) est née en 2007 pour fédérer 17 unions et centrales de coopératives (5802 sociétaires) constituées et structurées avec l'accompagnement du CIPRES au sein de huit départements du pays et une région autonome (RAAN). En 2010, la Fédération organisait ses objectifs autour de trois grands pôles : le renforcement organisationnel et institutionnel de la fédération et de ses membres ; la soutenabilité économique et écologique de ses membres (diversification ; productivité ; agro-industrie et commercialisation, etc.) ; et l'incidence politique (associativité, participation, leadership des femmes, etc.) (FECODESA, 2010). Sa filiation avec le CIPRES joue un rôle déterminant, autant en ce qui concerne les alliances, les relations avec le FSLN et les soutiens extérieurs qu'en ce qui concerne la « vision » dont se réclame l'organisation (Núñez Soto, 1996).

6. La Fédération des zones rurales | *Federación del Campo* (**FECAMPO**) est la dernière-née des Fédération de coopératives agricoles. Elle est formellement constituée en 2010 au sein de l'UNAPA (Union Nationale Agricole des Producteurs Associés, créée en 1994)

et regroupe 276 coopératives au sein des 16 départements et régions. L'UNAPA est une organisation syndicale dédiée au secteur agricole créée au sein de l'ATC. En 2010, elle structure une fédération de coopérative afin de doter d'un support organisationnel les producteurs et coopératives qui lui sont affiliés. Par sa filiation à l'ATC, la FECAMPO intègre le mouvement de la *Via Campesina*.

Ces fédérations de coopératives ont la possibilité de s'associer au sein d'une confédération.

Trois (ou plus) fédérations de coopératives peuvent former une **Confédération** ou **coopérative de quatrième degré**. Il n'existe à ce jour aucune confédération de coopérative dans le secteur agricole au Nicaragua. L'ampleur des transformations et des efforts de mise en conformité qu'a exigée l'entrée en vigueur du décret d'application de la loi générale des coopératives a certainement rendu prioritaire du point de vue des fédérations, la structuration et l'organisation des échelons de base du système coopératif. En effet, les coopératives de premier ou de second degré ont connu des difficultés à respecter les nouvelles normes et les délais imposés pour continuer à exister formellement. En outre, les différentes fédérations de coopératives agricoles n'ont, semble-t-il, pas encore réussi se coordonner autour d'« *un agenda commun* » (FENACOOP, 2012a).

Cette difficulté à poursuivre l'intégration du mouvement coopératif pour constituer une représentation nationale commune se retrouve au niveau du CONACOOP.

Le Conseil National de Coopérative (**CONACOOP**) est un organe politique commun à l'ensemble du mouvement coopératif, qui ne se limite donc plus au secteur agricole. Il s'agit de la plus haute instance de représentation du coopérativisme dont l'assemblée est élue, au sein des coopératives de base de chaque secteur économique sur une base départementale, et au sein des organisations coopératives de degrés supérieurs. Le CONACOOP a deux prérogatives principales (ANRN, 2005, art. 128) :

- Prendre part aux processus de définition des politiques publiques en faveur du secteur coopératif, informer et consulter les acteurs du mouvement coopératif et faciliter les relations entre le mouvement coopératif et ses institutions de tutelle.
- Désigner les cinq représentants du mouvement coopératif qui siègent au sein du comité directeur de l'INFOCOOP.

Outre les prérogatives que lui donne la loi, dans la perspective d'une économie divisée entre secteur public (Etat), secteur privé et secteur de l'économie sociale, le CONACOOP est également supposé représenter et défendre les intérêts et la vision du secteur coopératif auprès

des institutions publiques. Il officierait alors comme le pendant « coopératif » du COSEP (Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée).

Malgré l'importance que semble avoir cet organe de représentation politique pour le mouvement coopératif, les liens organiques entre ce mouvement, le FSLN et la création de ces organes de représentation nationale, semble rendre difficile pour le moment la construction autonome de ces derniers vis-à-vis du gouvernement Sandiniste. Sinforiano Caceres (2012 : 2*), président de la FENACOOOP, déplore ainsi que : « *Nous ne sommes pas parvenus à faire fonctionner le CONACOOOP malgré que tous les dirigeants de coopératives soyons conscients de l'importance stratégique du CONACOOOP, [...], mais nous devons reconnaître que certains des leaders des organes directeurs du CONACOOOP, pour des intérêts strictement partisans [relatif aux partis politiques, ici en l'occurrence, le FSLN] ne veulent pas céder leur poste [...]. Notre leadership a été incapable de s'asseoir ou d'organiser les forums, les débats nécessaires pour définir la stratégie nationale du mouvement coopératif, pour structurer un agenda commun, prenant en compte que nous sommes un acteur clé dans le secteur de l'économie sociale.* »

Jusque-là, les dysfonctionnements dont semble souffrir le CONACOOOP n'empêchent néanmoins pas le fonctionnement de l'INFOCOOP, dont il désigne les cinq membres représentants du mouvement coopératif.

L'Institut Nicaraguayen de Développement Coopératif | *Instituto Nicaragüense de fomento Cooperativo (INFOCOOP)* est né de la loi No. 499 comme organe chargé de sa mise en application. Il s'agit à l'origine d'un organe autonome dont cinq des neuf membres du directoire sont désignés par le CONACOOOP. Les autres membres représentent et sont désignés par le pouvoir exécutif⁴⁶. Le CONACOOOP constitue « *un espace de participation du secteur coopératif à la gestion institutionnelle* » (FENACOOOP, 2012a : 23*) et sa création résulte des luttes du mouvement coopératif pour prendre part au processus de définition des politiques publiques. Depuis 2012, l'INFOCOOP a néanmoins perdu de son autonomie pour devenir un organe « décentralisé » du ministère nouvellement créé, le MEFFCA.

Le Ministère de l'Economie Familiale, Communautaire, Coopérative et Associative (**MEFFCA**) est créé en 2012 par le gouvernement sandiniste pour répondre aux enjeux du développement d'un secteur de l'économie qu'il estime à l'origine de 70% du PIB

⁴⁶ Un président désigné par le Ministère du Travail (MITRAB), un Vice-Président désigné par le Ministère du développement Industrie et Service (MIFIC), un secrétaire désigné par le Ministère de l'agriculture (MAGFOR) et un trésorier désigné par le Ministère des Finances et du Crédit publics.

(MEFFCA, 2012, en ligne)⁴⁷. C'est auprès du MEFFCA que les coopératives sont tenues de s'affranchir de leurs obligations légales et qu'elles obtiennent des soutiens divers par l'intermédiaire des programmes mis en œuvre. Au sein de cette nouvelle structure l'INFOCOOP est intégré comme une institution décentralisée en charge de mener les opérations de formation et de promotion de l'organisation coopérative.

Bien que le processus soit laborieux et mette en exergue certaines contradictions tant au sein du mouvement coopératif que dans la manière dont les institutions de tutelles l'encadrent, on peut malgré tout considérer aujourd'hui que la structuration d'un système coopératif intégré est à un stade avancé. Ce processus hérite d'une trajectoire historique qui a contribué à la constitution, de fait, d'un système coopératif et associatif désarticulé, peu lisible et dès lors, difficile à coordonner. Néanmoins, malgré les tiraillements politiques liés à l'héritage de la révolution et aux tensions entre partisans du FSLN et *opposants* ; en dépit également du double jeu d'un gouvernement à la fois favorable au développement d'un secteur, qu'Orlando Núñez (2015) appelle « économie populaire », comme facteur d'émancipation et de réduction de la pauvreté, mais qui, par ailleurs, ne semble pas prêt à lui donner totalement son autonomie et le poids politique qui correspondrait à son poids économique : il est effectivement possible de distinguer un système coopératif paysans qui se structure en vue de renforcer son protagonisme politique et économique.

La thèse introduit ici la première itération formelle avec la recherche qualitative de terrain menée au Nicaragua. En effet, la phase d'enquête préliminaire (*cf.* Chapitre 2, Figure 2.1) a permis d'attribuer une signification précise à la notion de « mouvement coopératif » dans le contexte Nicaraguayen. C'est une première immersion sur le terrain qui nous a permis de **saisir l'influence de la trajectoire historique du coopérativisme sur la construction du SCP aujourd'hui. Celui-ci est dès lors perçu comme la manifestation organisationnelle d'un mouvement socio-politique mené par les paysans.**

⁴⁷ Sur son site internet, le MEFFCA évaluait en 2012, à 70% du PIB, la contribution des commerces individuels, de l'agriculture et de l' « économie familiale ».

II.2.3 *Le SCP : manifestation organisationnelle d'un mouvement socio-politique porté par les paysans ?*

Une littérature abondante atteste de la multitude et de la diversité des mouvements sociaux en Amérique Latine (Touraine, 1988 ; Calderón, 1995 ; Biekart, 2005 ; Stahler-Sholk & al., 2007). Ceux-ci sont fréquemment présentés comme des mouvements d'opposition au processus de globalisation néolibérale (Veltmeyer, 1997 ; Edelman, 1999 ; Radcliffe, 2004) constituant des forces majeures de changement social (Fuentes & Gunder Frank, 1989 ; Petras & Veltmeyer, 2001). La paysannerie, à travers la multitude de ces formes d'organisations, locales, nationales et transnationales constitue un groupe social fortement impliqué et souvent moteur de ces mouvements sociaux (Petras & Veltmeyer, 2001 ; Edelman, 1998 ; 2005 ; 2008 ; Teubal & Ortega Breña, 2009 ; Rodriguez Rojas, 2014).

Les résultats d'une première immersion sur le terrain et de la réalisation d'une série d'entretiens préliminaires (*cf.* Chapitre 2) confrontés avec les propositions issues de cette abondante littérature révèlent que l'analyse des formes d'organisations paysannes, aussi localisées soient-elles, ne peuvent que très difficilement être détachées de ces dynamiques historiques et transversales aux territoires, aux nations et aux sous-régions du continent.

La préparation de l'étude qualitative de terrain au Nicaragua était fondée sur des lectures portant sur l'histoire du Nicaragua, notamment sur le 20^{ème} siècle et l'inévitable parcours d'Augusto Sandino : leader des luttes paysannes et ouvrières au début du siècle, étendard de la révolution Sandiniste qui aura lieu 45 ans après sa mort et, aujourd'hui encore, figure de proue du FSLN. L'importance de l'héritage culturel laissé par cette figure symbolique des mouvements sociaux auxquels ont pris part les paysans au début du siècle avait donc bien été perçue *ex ante*. Néanmoins, si sa signification à l'égard des notions de souveraineté populaire et d'anti-impérialisme apparaissait clairement, l'intrication entre la naissance d'un Mouvement Coopératif Paysan (MCP) au Nicaragua et les luttes paysannes des années 1920-1930 dont Sandino était le leader avait été sous-estimée. Autant les entretiens que l'accès à une littérature grise disponible sur place (Institut Nitlapan ; CIPRES) ont ainsi permis la meilleure prise en compte de cet aspect de la structuration du SCP. La constitution en 1933, des premières centrales de coopératives de Río Coco et Wiwilí (Région centrale-Nord du Nicaragua) pourrait ainsi être considérée comme l'acte de naissance d'un Mouvement Coopératif Paysan, qui s'appuie aujourd'hui sur la structuration du SCP. Les organisations paysannes au Nicaragua, qu'il s'agisse de syndicats (ATC, UNAG, UNAPA), d'organisations ou d'associations « sectorielles » (telles que par exemple l'association des producteurs

agroécologique –MAONIC) ou des structures coopératives elles-mêmes, sont généralement en relation avec les organisations nationales et régionales (Amérique centrale) qui forment les Mouvements Agraire Transnationaux (MAT)⁴⁸ (Edelman, 2008).

Cela ne relève pas dans le cadre de cette thèse, de l'anecdote historique, puisque cette nouvelle perception du SCP comme forme organisationnelle d'un mouvement socio-politique mené par les paysans, va s'avérer décisive pour la construction de l'enquête de terrain. En effet, l'hypothèse de l'adossement du SCP à un mouvement socio-politique a des implications fortes, notamment sur la finalité de l'organisation en coopérative.

Un mouvement social peut se définir de la manière la plus simple comme une forme « *d'action collective concertée en faveur d'une cause* » (Neveu, 2015 : 9) ou de la défense d'intérêts communs ou convergents. L'approche retenue, est celle d'Alain Touraine (1973, 1978) qui définit un mouvement social « *par l'affrontement d'intérêts opposés pour le contrôle des forces de développement et du champ d'expérience historique d'une société. Un mouvement social n'est pas l'expression d'une intention ou d'une conception du monde. Il n'est pas possible de parler d'un mouvement social si l'on ne peut définir du même coup le contre-mouvement auquel il s'oppose. Le mouvement ouvrier n'est un mouvement social que si, au-delà des revendications contre les crises de l'organisation sociale et des pressions pour la négociation, il met en cause la domination de la classe dirigeante. [...] Aussi, « le mouvement ouvrier n'a existé que parce qu'il n'a pas considéré l'industrialisation seulement comme un instrument du profit capitaliste, mais a voulu construire une société industrielle non capitaliste, anti-capitaliste, libérée de l'appropriation privée des moyens de production et capable d'un développement supérieur* » (Touraine, 1973 : 323 et 326).

Il découle de ces éléments de définition que le mouvement social peut être caractérisé par la combinaison de trois principes : Identité ; Opposition ; Totalité.

L'**identité** exprime ainsi le fait qu'un mouvement social naît à la fois de l'existence d'un sentiment d'appartenance à un groupe social uni par des traits communs et une cause commune. Cette cause commune se définit dans le conflit social antérieur au mouvement social : « *L'identité de l'acteur ne peut pas être définie indépendamment du conflit réel avec l'adversaire et de la reconnaissance de l'enjeu de la lutte* » (Touraine, 1973 : 322). L'identité dans le cadre du MCP se matérialise essentiellement autour de la figure du paysan et

⁴⁸ Il est utile de rappeler ici que *La Via Campesina*, organisation emblématique des MAT, est justement née d'une initiative portée à l'époque par les leaders de l'UNAG à l'occasion du congrès annuel du syndicat organisé à Managua en 1992.

de son engagement historique au sein des luttes socio-politiques du pays et du continent. Le paysan apparaît en effet essentiel dans un contexte où la plupart des ménages ruraux pratiquent l'agriculture, ne serait-ce que pour la subsistance de la famille, et, où il est un acteur historiquement organisé. Cela n'exclut néanmoins pas dans ce cas, que des non paysans s'identifient à travers le conflit aux intérêts de la paysannerie et donc à la lutte en cours. Ce mouvement paysan réunit des personnes vivant et travaillant en milieu rural, des communautés autochtones ou encore de femmes⁴⁹.

L'**opposition** fait référence à la direction de la lutte dont est issue le mouvement social (contre qui ou contre quoi ?). « *Un mouvement ne s'organise que s'il peut nommer son adversaire, mais son action ne présuppose pas cette identification. Le conflit fait ressurgir l'adversaire, forme la conscience des acteurs en présence [...] On ne peut parler d'opposition que si l'acteur se sent confronté à une force sociale générale en un combat qui met en cause des orientations générales de la vie sociale* » (1973 : 325). Pour Touraine, un mouvement social n'existe que s'il résulte d'une opposition entre des forces sociales luttant pour le contrôle de l'historicité, c'est-à-dire pour l'imposition d'un modèle de société sur un autre. Dans le cas du MCP, la prise en compte du caractère « excluant » du processus de globalisation néolibérale de la part des MAT, permet ici d'identifier ce processus comme le cadre dominant des *orientations générales de la vie sociale*⁵⁰, et d'inscrire l'action collective des paysans en opposition à ce cadre et à ses promoteurs.

La **totalité** enfin, désigne la nécessaire formulation d'un projet alternatif de société. « *Un mouvement social n'est pas le créateur d'une société plus moderne ou plus avancée que celle qu'il combat ; il défend, dans un champ culturel et historique donné, une autre société. Il faut remplacer le thème du dépassement par celui de l'alternative.* » (Touraine, 1978 : 111). C'est ce qui permet chez Touraine de différencier le mouvement social de l'action collective. Un mouvement social est porteur d'un cadre alternatif d'orientation de la vie sociale (Touraine, 1984). Il n'est pas possible de définir *ex ante* ce que serait le projet alternatif porté par le MCP, celui-ci n'étant pas explicitement formulé. Néanmoins, le contexte faisant émerger les MAT en Amérique Latine et leur convergence autour du Programme de Souveraineté Alimentaire,

⁴⁹ Ce cas de figure rappelle par exemple celui d'une des luttes actuelles des MAT, conjointement menée par *La Via Campesina* et un consortium d'ONG Internationales, pour l'adoption par l'ONU d'une *déclaration des droits de paysans et des autres personnes travaillant en milieu rural*. Le porteur est une organisation paysanne mais l'ambition du projet dépasse largement les intérêts des paysans eux-mêmes. [<http://www.fian.org/fr/notre-travail/themes/droits-des-paysans/>]

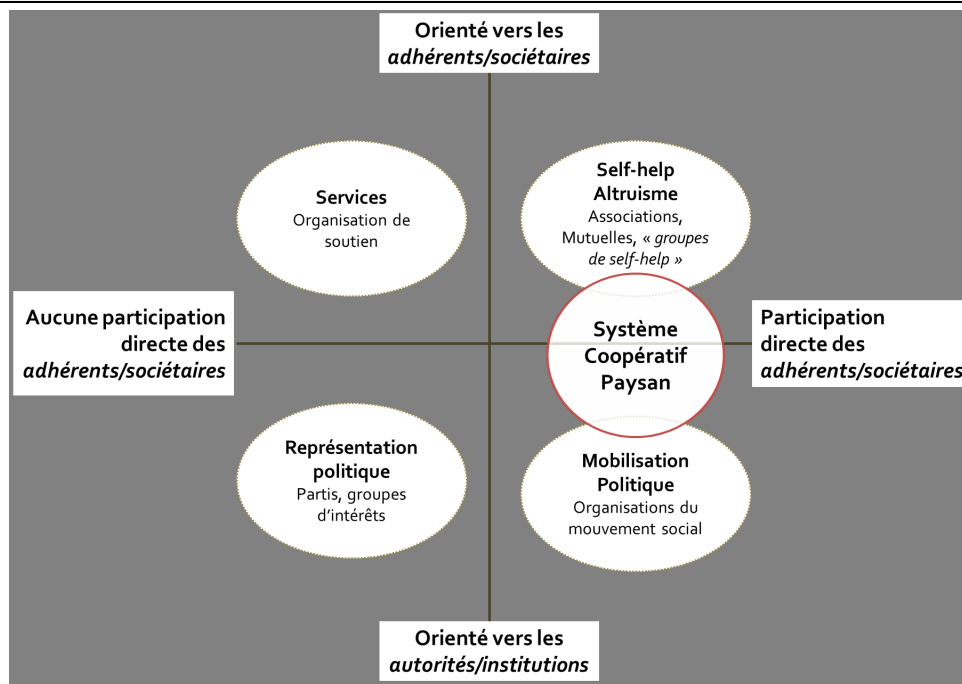
⁵⁰ A travers l'imposition des principes de rationalité individuelle et d'agencement par le marché (libre) comme axiomes de l'organisation sociale.

ainsi que le choix délibéré pour l'organisation en coopérative au sein du SCP permet de renforcer l'hypothèse d'un tel projet. Ce cadre n'est pas compatible avec le libéralisme de marché et introduit des modalités de choix qui dépassent la forme substantive de la rationalité économique (réintroduction des dimensions culturelle, communautaire, écologique, etc.)

Sur cette base, le SCP est donc ici considéré comme la manifestation organisationnelle d'un mouvement socio-politique constitué et porté par les paysans qui luttent contre les effets du processus de globalisation néolibérale et en faveur d'un projet alternatif de société dont il reste à préciser les contours.

La typologie proposée par Hanspeter Kriesi (1993) permet de situer les formes d'organisation auxquelles s'adosent les mouvements sociaux selon deux critères : le degré de participation des « adhérents » ou sociétaires et l'orientation de l'organisation (agit en direction des adhérents/sociétaires ou en direction des autorités/institutions). La [Figure 1.9](#) reprend cette typologie de manière à situer le système coopératif nicaraguayen comme la forme organisationnelle représentative de ce mouvement social. Ce système coopératif correspondrait alors à une forme hybride d'organisation. Il s'appuie sur la participation directe des sociétaires de la coopérative et oriente son action et ses objectifs à la fois vers les sociétaires eux-mêmes ainsi que leurs communautés, mais aussi vers les autorités/institutions.

Figure 1.9 : « Typologie des organisations liées au mouvement social »



Source : à partir de Kriesi, 1993 : 70

D'une part, le SCP semble destiné à construire des leviers collectifs de réduction de la vulnérabilité individuelle. En cela il correspondrait à une stratégie de « self-help-altruisme ». L'organisation coopérative serait aussi le moyen de rendre accessible, non seulement aux sociétaires, mais plus largement, à l'ensemble des communautés rurales où sont enracinées les coopératives de base, des biens, des services et une autonomie auxquels ces populations peuvent difficilement prétendre dans le contexte de globalisation néolibérale.

D'autre part, ce système coopératif apparaît comme orienté vers la mobilisation politique. En plus de ce que certains identifient comme un acte politique quotidien et qui réside dans le seul maintien d'une agriculture paysanne (Scott, 1986 ; Tria Kerkvliet, 2009), les paysan.ne.s semblent s'organiser pour renforcer leur propre incidence politique (Entretiens, 2012- P4 ; 2012-P11 ; 2012-P29).

En tant que mouvement social, le MCP au Nicaragua aurait donc aussi pour objet la meilleure représentation et le renforcement de l'incidence politique d'un groupe social (les paysans et populations rurales pauvres). Il est une composante de la participation politique (Neveu, 2015) et véhicule un projet de société alternatif. Dès lors, il paraît pertinent de le qualifier de **mouvement socio-politique**.

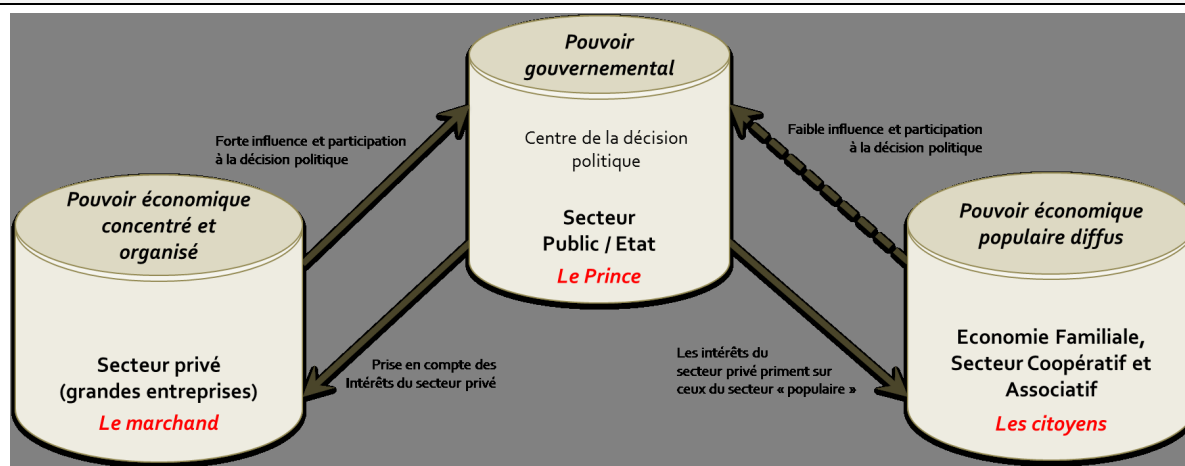
Conformément à la conception des mouvements sociaux proposée par Alain Touraine (1978 : 110-111), le MCP peut alors se définir par des « *conduites socialement conflictuelles* » et « *culturellement orientées* ». Si ce mouvement socio-politique peut être appréhendé par diverses formes de soulèvement, d'opposition et de luttes à l'encontre d'un système socio-économique excluant pour la frange de la population qu'il représente ; celui-ci peut aussi être perçu comme un sujet porteur d'alternatives. C'est-à-dire, en paraphrasant Alain Touraine, qu'il peut être conçu comme *un contre-modèle de société porté par les paysans, possesseurs de la force de travail et garant de la souveraineté alimentaire*.

La [Figure 1.10](#) vise à représenter de manière très schématique et donc réductrice, l'enjeu de représentativité dans les processus de décision politique selon la vision véhiculée par le MCP. Ce schéma est construit sur la base d'un croquis réalisé par un leader national du mouvement coopératif paysan au cours d'un entretien (Entretien, 2012-P29). Cette configuration de la répartition du pouvoir et de la participation politique n'est pas sans rappeler la vision de M. Nerfin (1986) : alors que l'Etat (Pouvoir Gouvernemental) et les grandes entreprises capitalistes (Pouvoir Economique) ne seraient pas aptes à impulser des changements structurels nécessaires et à proposer des solutions alternatives pour répondre à la crise du

développement, les « associations » et le tiers-secteur (pouvoir de la société civile) constitueraient une troisième force, capable de propositions et vecteur de changement social. Ce pouvoir de la société civile a besoin d'être organisé pour s'exprimer et ne pas rester latent.

L'enjeu semble donc pour ce mouvement socio-politique, de réussir à s'organiser pour renforcer l'incidence politique des paysan.ne.s en particulier, mais plus largement des acteurs centraux du tiers-secteur au Nicaragua : les très petits et petits producteurs organisés en coopératives.

Figure 1.10 : *Neither Prince nor Merchant: Peasants*⁵¹.



Source : Renaud Metereau

Le SCP apparaît désormais comme une construction issue d'un processus historique de formation d'un mouvement socio-politique porté par les paysans. Ce résultat intermédiaire, fruit d'une première immersion sur le terrain et de la mise en dialogue entre les connaissances académiques sur l'histoire du coopérativisme au Nicaragua et les premiers échanges avec des acteurs de ce mouvement, modifie la manière dont devrait être appréhendé le SCP.

Dès lors, cette contextualisation mène à une reconfiguration des hypothèses, et par suite, des méthodes mises en œuvre pour la conduite de la recherche qualitative de terrain qui nourrit cette thèse. Le Chapitre 2 est consacré à expliciter les résultats de l'itération entre le terrain et le travail théorique, faisant ainsi apparaître un processus de précision et d'organisation des hypothèses de recherche. La méthodologie mise en œuvre pour la recherche qualitative de terrain découle de ce processus.

⁵¹ Ce titre est une reprise du titre de l'article de Nerfin (1986) intitulé : *Neither Prince nor Merchant: Citizen. An Introduction to the Third System.*

Encadré 1.3 : *Actualisation des données sur le secteur coopératif au Nicaragua.*

Face aux difficultés rencontrées pour obtenir des données officielles sur l'étendue et la structure du système coopératif au Nicaragua, il a été nécessaire de faire appel à notre réseau sur place, de manière à obtenir des informations plus récentes. Cette démarche n'a abouti que très tard dans le processus de rédaction de la thèse. Nous livrons donc dans cet encadré, quelques données actualisées fournies par Javier Pasquier, membre du CONACOOOP en août 2016. Ces données sont donc extraites d'un document interne du CONACOOOP (littérature grise) publié en 2016 sur la base des registres du MEFCCA. Le document source est intitulé : *El sector cooperativo en Nicaragua 2015 | Le secteur coopératif au Nicaragua 2015.*

D'après ce document, en 2015, 5100 coopératives étaient légalement enregistrées auprès du MEFCCA. Parmi ces coopératives, 4826 sont des coopératives de base, 169 sont des unions ou des centrales de coopératives et 10 sont des fédérations de coopératives. Ces 5100 coopératives réunissent environ 263 000 membres dont 44% sont des femmes. 30% des coopératives (1528) sont des coopératives du secteur agricole.

Source : Renaud Metereau

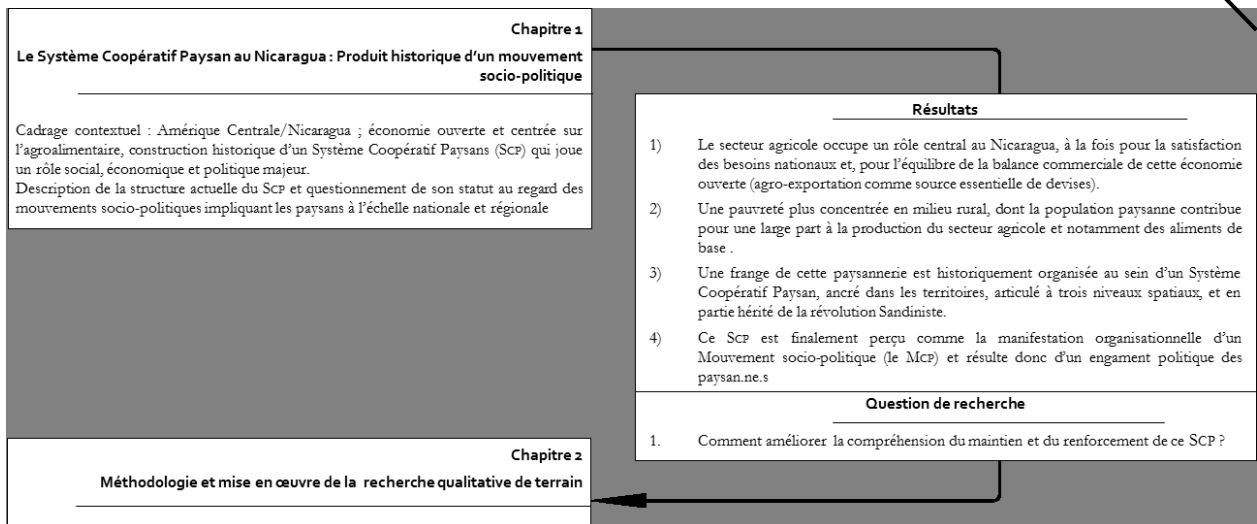
Schéma heuristique de la thèse : Zoom sur l'articulation entre les chapitres 1 & 2

Introduction

Chapitre 1

Chapitre 2

Conclusion



Chapitre 2

Méthodologie et mise en œuvre de la recherche qualitative de terrain

Mots clés du chapitre

Recherche Qualitative de Terrain
Méthodologie
Phases de l'Enquête
Analyse de Contenu Thématique
Logiciels d'Aide à l'Analyse Qualitative des Données

“...to understand something (a system as interpreted from another system of higher complexity) requires a personal involvement that surpasses disciplinary frontiers, thus making it a transdisciplinary experience”

“Evidence for this orientation is provided by the fact that we are rarely analyzing a specific problem but instead a web of complex issues that cannot be resolved through the application of conventional policies founded upon reductionist disciplines.”

Max Neef, 1991 : 15.

“..., to arrive at the borders of the discipline, and cross into the domain of other social sciences, is actually quite consistent with the current evolution of economics, and thus with the paradigm as it is currently evolving. [...] However, in the process of this expansion, economics is bound to adapt to these new terrains, as new facts often stimulate new methods and theories”

Piore, 2006 : 22

L'étude du contexte au sein duquel se construit le Système Coopératif Paysan (SCP), faisant intervenir une dimension historique déterminante, nous amène à attribuer une signification forte à l'expression populaire de « mouvement coopératif » ou « *cooperativismo* » | « coopérativisme ». En effet, le SCP est désormais entendu comme la manifestation organisationnelle d'un mouvement socio-politique porté par les paysan.ne.s : le Mouvement Coopératif Paysan (MCP). Dans une telle configuration, l'organisation de ces paysans et paysannes en coopératives ne peut être comprise au prisme d'une approche qui réduirait ce type d'action collective à des objectifs strictement économiques. Selon Touraine (1973 ; 1978), trois principes permettent de caractériser un mouvement social (*cf.* Chapitre 1, II.2.3) dont un principe de totalité, qui se traduit par la formulation et le portage d'un projet alternatif de société. Ce dernier, appréhendé ici comme un projet alternatif de développement, en relation avec le contexte des zones rurales pauvres telles que celles dont il est question dans cette recherche, revêt nécessairement un caractère multidimensionnel (Anand & Sen, 1997). Dès lors, la compréhension des déterminants de l'organisation en coopérative exige la mise en œuvre d'une démarche de recherche favorable à la perception de cette multidimensionnalité.

La recherche qualitative de terrain mise en œuvre pour cette thèse vise précisément à répondre à cette exigence d'ouverture à une compréhension holistique du phénomène d'organisation en coopérative des paysan.ne.s au Nicaragua. Cette orientation ne s'est cependant pas imposée en amont de la réalisation du travail de terrain. La linéarité du propos voulue par l'exercice de rédaction ne correspond pas de ce point de vue-là, à la dynamique itérative – pour ne pas dire complexe – qui amène le chercheur en sciences sociales à soumettre ses hypothèses à l'épreuve du terrain, et à les reconfigurer à l'aune des enseignements qu'il en tire.

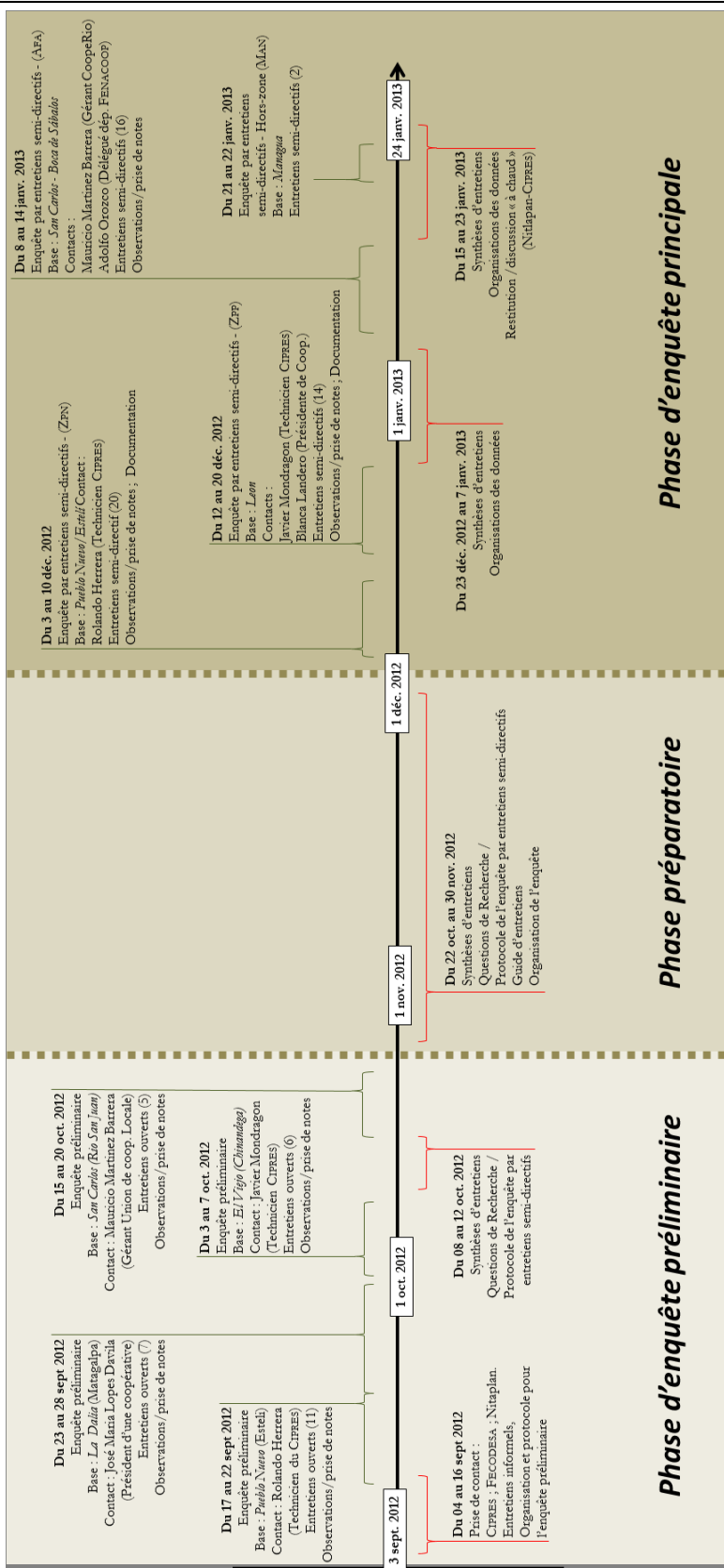
L'objectif de ce chapitre est **d'une part** d'exposer les conditions d'émergence de l'hypothèse du MCP et de son impact sur la reconfiguration des hypothèses et des questions de recherche. L'organisation de la recherche qualitative de terrain, découpée en trois phases – phase d'enquête préliminaire, phase préparatoire et phase d'enquête principale (Figure 2.1) – a ainsi permis la réalisation des ajustements inhérents à la nature « exploratoire » de la recherche. Ce chapitre propose **d'autre part** une présentation détaillée de la méthode adoptée et des modalités de réalisation de l'enquête de terrain, ainsi que de la méthode employée pour l'analyse des matériaux collectés.

Pour ce faire, **la première section** revient brièvement sur les conditions et le déroulement de l'enquête préliminaire pour ensuite expliciter plus en détails les modalités de formation de deux nouvelles hypothèses de recherche. Cette phase préliminaire, qui a permis au cours des deux premiers mois sur le terrain de réaliser une première immersion auprès des populations concernées au sein des zones d'enquêtes, joue donc un rôle fondamental pour la construction de cette recherche qualitative de terrain. Le premier résultat de cette phase est la perception du rôle du MCP et la prise en compte de ce phénomène dans la tentative de compréhension du processus de structuration du SCP. Le second résultat se traduit par la définition précise de la population ainsi que des zones agro-socio-écologiques retenues pour l'enquête principale.

La **deuxième section** explicite les modalités singulières de mise en œuvre de l'enquête principale et les conditions de sa réalisation. La définition d'un protocole d'enquête et la construction d'un guide d'entretien permettent d'encadrer le déroulement de l'enquête et de préciser les situations d'enquêtes – desquelles l'analyse des matériaux récoltés ne peut être déconnectée. Ces situations, *in situ* et *in vivo*, sont rarement comparables à des conditions de laboratoires, et amènent nécessairement à des ajustements qu'il convient là aussi de rapporter. Il résulte de ce processus la collecte de nombreux matériaux dont un corpus de 30 entretiens semi-directifs soumis à une analyse de contenu thématique.

La **troisième section** détaille donc la méthode d'analyse retenue pour ce corpus, les outils mobilisés, et l'usage fait des autres matériaux récoltés sur le terrain. Notre choix se porte sur une analyse de contenu thématique, destinée ici à faire émerger du corpus la structure des motivations à s'organiser en coopérative. Le travail méticuleux et de longue haleine qu'exige ce type d'analyse est assisté dans cette thèse par le recours à deux logiciels d'aide à l'analyse qualitative des données. La mise en œuvre de cette méthode d'analyse, renforcée par l'usage de ces logiciels ainsi que par l'appui sur l'ensemble des matériaux périphériques, permettront ensuite de construire les résultats centraux de cette thèse.

Figure 2.1 : Chronologie du terrain en trois phases



Source : Renaud Metereau

Section I Phases préliminaire et préparatoire : première exploration, ajustement des hypothèses et choix du périmètre de l'enquête

La période de six mois passée au Nicaragua pour mener à bien la recherche qualitative de terrain a été caractérisée par la multiplication des allers-retours entre les zones d'enquête et notre lieu d'établissement à Managua. Ces allers-retours entre « le terrain » et « le bureau », bien concrets, correspondent également à un autre type d'aller-retour, moins tangible et propre à la démarche de recherche en sciences humaines et sociales (Dépoteau, 2010 ; Van Campenhout & Quivy, 2011), entre les lectures, la formulation des hypothèses et le travail d'élaboration d'un protocole d'enquête d'une part (Sibelet & *al.*, 2006), et, l'immersion sur le terrain, l'observation, la prise de note, la formation de l'expérience vécue (Jodelet, 2006), d'autre part.

Cette itération est au cœur de cette section, consacrée à l'explication de la fonction, de la conduite, et des résultats des deux premières phases de la recherche de terrain : la phase préliminaire et la phase préparatoire (Figure 2.1). En effet, le recours à une démarche de recherche qualitative de terrain, en l'absence de canevas spécifiques et formalisés propres à l'économie (Miles, 1979 ; Easterby-Smith & *al.*, 2008), impose à la fois de recourir à une certaine ouverture disciplinaire (Piore, 2006) ainsi que de rendre compte autant que possible des conditions de réalisation de cette enquête et donc, des conditions dans lesquelles les matériaux sujets à l'analyse ont été récoltés (Olivier De Sardan, 2008 ; Beaud & Weber, 2010).

La première phase, qualifiée ici de préliminaire, s'appuie principalement sur la conduite d'entretiens ouverts (Tableau 2.1) qui ont pour fonction « *de compléter les pistes de travail suggérées par les lectures préalables et de mettre en lumière les aspects du phénomène auxquels le chercheur ne peut penser spontanément* » (Blanchet & Gotman, 2007 : 39). La section s'appliquera donc à expliciter les conditions dans lesquelles, de septembre à octobre 2012, la conduite d'une enquête préliminaire a conduit à compléter l'hypothèse de recherche 1 (HR1) par deux nouvelles hypothèses (HR2 et HR3). C'est cette nouvelle configuration des hypothèses de recherche, associée à une meilleure connaissance « pratique » du terrain, qui permet ensuite d'avancer vers la deuxième phase – préparatoire – de cette recherche de terrain.

Tableau 2.1 : Le choix du type d'entretien

Type d'entretien	Non directif	Semi-Directif	Directif
Phase de la recherche			
Exploratoire	✓		
Approfondissement	✓	✓	
Vérification		✓	✓
Contrôle			✓

Source : Ghiglione & Matalon, 2004 : 77

La rédaction de cette section répond à une double contrainte. Il s'agit à la fois de renforcer la rigueur scientifique de la recherche qualitative de terrain en procédant à un exposé précis du processus de construction de cette enquête, et, de maintenir le caractère « vivant » de l'expérience de terrain : « *Because of fears about the reliability of field methods (discussed below) some economists get ideas from the field but do not discuss their fieldwork in their published articles. This tactic causes us to lose the vividness that is a principal benefit of fieldwork* » (Helper, 2000 : 229).

La **première sous-section** permet de revenir sur : 1) les conditions dans lesquelles est formulée l'hypothèse de Mouvement Coopératif Paysan exposée à la fin du chapitre précédant (Chapitre 1, II.2.3) ; 2) l'influence sur la reconfiguration des hypothèses et des questions de recherche, de cette nouvelle compréhension du SCP à l'aune du mouvement socio-politique qui le sous-tend.

La **seconde sous-section**, quant à elle, met en lumière les choix réalisés permettant de définir une population à enquêter et de préciser les zones agro-socio-écologiques retenues pour la conduite de l'enquête principale.

I.1 La phase préliminaire et la formulation de nouvelles hypothèses de recherche

À notre arrivée sur le terrain, nous n'avions qu'une connaissance encore superficielle du SCP. Les lectures réalisées portaient essentiellement sur l'histoire du Nicaragua, la structure macro-économique du pays et le rôle de l'agriculture au sein de cette structure (*cf. Chapitre 1*). En revanche, nous n'avions eu accès qu'à très peu de documents récents portant sur ce système coopératif en particulier. En effet, si le cas du Nicaragua et du développement de son système coopératif a provoqué un certain engouement durant les années de la révolution Sandiniste, manifestement cet engouement a largement faibli aujourd'hui, et les travaux portant sur

l'importance, l'organisation et l'action des coopératives paysannes au Nicaragua sont plus rares. Ce que nous en savions provenait donc principalement d'échanges informels avec des « informateurs », en France (Ruth et Joseph Mougel, Présidente et Trésorier de Inti – Solidarité Nicaragua-Amérique Centrale) et au Nicaragua (Eva Acevedo, ex-directrice de l'Institut National des Technologies Agricoles (INTA) et Javier Pasquier, Directeur du Centre pour la Promotion, la Recherche et le Développement Rural Social (CIPRES) et membre du CONACOOOP.

La première phase de deux mois sur le terrain (septembre et octobre 2012) avait donc deux fonctions : d'une part, affiner la perception du contexte au sein duquel existe ce système coopératif ; d'autre part, mieux percevoir les caractéristiques et la structure du SCP lui-même. Sur la base de discussions informelles, de séjours au sein des zones d'enquêtes potentielles, et de la conduite d'entretiens ouverts, il a ainsi été possible de mieux cerner les conditions dans lesquelles se déploie le SCP et dans lesquelles l'enquête qualitative de terrain devait être menée. Cette démarche aboutie d'abord à une compréhension plus fine du contexte dont résulte le Chapitre 1. Par la suite, elle permet de formuler de nouvelles hypothèses mieux à même de constituer la base de la construction du protocole d'enquête. Enfin, et de manière plus pragmatique, cette première exploration est également utile afin de prendre des contacts et pour constituer un réseau d'acteurs situés au sein des zones d'enquête sélectionnées. Ce réseau sert ensuite de soutien pour la bonne conduite de l'enquête principale.

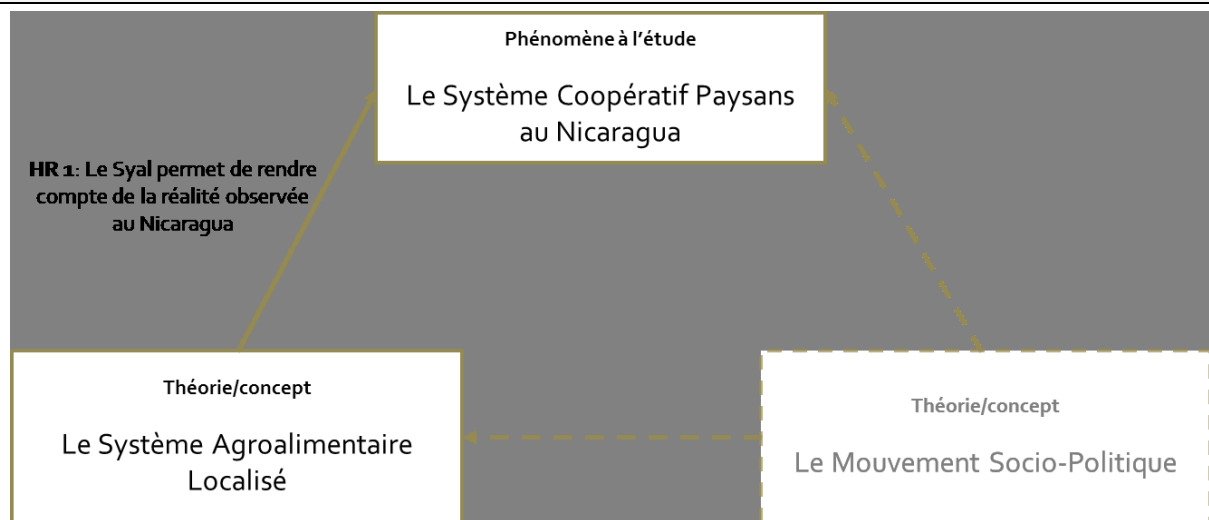
1.1.1 *La contribution de l'enquête préliminaire à l'ajustement du cadre théorique*

Bien qu'inscrit dans une démarche d'ensemble qualifiée d'hypothético-déductive (*cf. Introduction générale*), cette recherche qualitative de terrain ouvre la possibilité d'affiner les hypothèses de recherche par l'induction. L'induction est ici entendue comme un processus de révision « *des théories, hypothèses ou intuitions à la lumière de l'expérience et de son analyse* » (Blais & Martineau, 2006 : 4). Elle permet en cela de rendre effectif le rapport dialectique entre la théorie et les observations de terrain.

A l'arrivée sur le terrain, le chercheur n'est en effet pas vierge de tout *a priori*. Construits à partir des lectures et des choix théoriques antérieurs au terrain, ce sont ces *a priori* qui permettent d'orienter la recherche et de dépasser ce que Van Campenhoudt et Quivy appellent le « *chaos originel* » (2011 : 12). Une hypothèse de recherche avait donc pu être formulée (Hypothèse de Recherche 1), établissant une relation entre le phénomène d'organisation d'un SCP et le concept de SYAL. Ce dernier ayant été choisi *ex ante* pour rendre compte de la réalité

observée au Nicaragua. C'est néanmoins l'enquête préliminaire reposant sur une première immersion *in situ*, des lectures complémentaires, et la conduite d'entretiens ouverts, qui a permis ensuite de reconsidérer le phénomène étudié à l'aune des premières observations et de leur analyse. Dès lors, bien que le concept de SYAL ne soit pas écarté, celui-ci n'apparaît plus comme un cadre théorique suffisant pour comprendre dans son ensemble la réalité observée. Il demande à être complété par un autre concept ; celui du mouvement socio-politique. La Figure 2.2 présente ainsi la manière dont est formulée la première hypothèse de recherche (HR 1)⁵² « *anticipant une relation entre un phénomène et un concept capable d'en rendre compte* » (Van Campenhoudt & Quivy, 2011 : 128).

Figure 2.2 : *Choix des concepts et construction des hypothèses de recherche avant et pendant la phase préliminaire (1)*



Source : Renaud Metereau

La mobilisation du concept de mouvement socio-politique, qui permet le réajustement du cadre théorique, constitue le résultat de la phase préliminaire brièvement décrite dans les paragraphes qui suivent.

Les premiers jours passés à Managua ont donc été consacrés à la préparation d'une enquête préliminaire sous la forme de rencontres structurées autour d'entretiens ouverts, de discussions informelles et de visites/observations des agroécosystèmes paysans susceptibles de constituer les cibles de l'enquête. Javier Pasquier, directeur du CIPRES, a largement contribué au bon déroulement de cette phase en proposant des zones d'enquêtes potentielles et

⁵² Une reformulation très réduite est proposée dans la Figure 2.2 permettant simplement d'exprimer le type de relation anticipé entre le concept de Syal et le phénomène du SCP. Pour rappel, l'Hypothèse de Recherche 1 (HR 1) est formulée de la manière suivante dans l'introduction générale : *Les dynamiques de coordination et de coopération au sein du SCP au Nicaragua sont assimilables à des dynamiques de type SYAL, concourant ainsi à l'amorce de trajectoires de développement centrées sur les ressources spécifiques des territoires.*

en offrant pour chacune d'elle, des possibilités de contacts sur le terrain susceptibles de jouer le rôle de « guide » ou de « facilitateur » pour entrer sur le terrain.

Au total, 30 entretiens ouverts ont ainsi pu être réalisés à Managua et au sein de quatre zones présentant chacune une combinaison différente de caractéristiques écologiques, socioéconomiques et agricoles (cf. I.2.2). Ces entretiens ont été rendus possibles avec l'appui des réseaux locaux du CIPRES, qui ont permis d'entrer en contact avec les coopératives locales (essentiellement affiliées à la FECODESA), d'être guidé et de bénéficier d'un soutien logistique dans ces zones rurales souvent difficiles d'accès. Chaque immersion sur le terrain, sur chacune des quatre zones, était organisée sur une base de six jours consécutifs sur place, prenant en compte la nécessité d'une journée de prise de contact avec nos soutiens locaux et de familiarisation avec le contexte local. Puis, 4 à 5 jours étaient dédiés à des visites de fermes, de coopératives et, selon les opportunités, à la réalisation des entretiens non directifs. Chaque entretien a donné lieu à un compte-rendu qui incorpore également des données d'observation et des remarques liées aux discussions plus informelles ayant eu cours. Le Tableau 2.2 détaille le corpus constitué lors de la réalisation de ces entretiens.

Zones d'enquêtes	Nombre d'entretiens réalisés	Genre	Echelon au sein du SCP **
Pueblo Nuevo – Somoto (Las Segovias ***)	11	Hommes : 21 Femmes : 13	Coop. de 1 ^{er} degré : 22 Coop. de 2 ^{ième} degré : 5 Coop. de 3 ^{ième} degré : 1 Autres **** : 2
La Dalia (Matagalpa)	7		
Chinandega – El Viejo (Chinandega)	5		
San Carlos (Rio San Juan)	5		
Managua	2		
Total	30		

*Le total (hommes + femmes) est supérieur à 30. En effet, certains entretiens ont été menés face à plusieurs interviewés. Le nombre d'interviewés est donc de 34 personnes pour 30 entretiens.

**L'échelon au sein du SCP renseigne sur le niveau du SCP auquel est investi l'interviewé.e. (un membre ou un président de coopérative et investit à l'échelon 1. Un membre du conseil d'administration d'une Union de coopérative est investi à l'échelon 2, etc.

***La région de *Las Segovias* réunit trois départements du Nord du pays (Estelí, Madriz et Nueva Segovia) à la frontière avec le Honduras.

****Ces deux entretiens (autres) ont été conduits auprès de personnes qui ne sont pas paysan.ne.s mais qui sont acteurs du SCP : technicien.ne.s du CIPRES à Pueblo Nuevo (1 entretien), technicien du GPAE (Réseau de Promotion de l'AgroEcologie) (1 entretien).

Source : Renaud Metereau

En prenant appui sur de tels matériaux, il a alors été possible d'affiner la perception du SCP qui allait servir de base à la construction de l'enquête principale. Le traitement appliqué à ce corpus issu de l'enquête préliminaire ne fait pas intervenir une méthodologie d'analyse sophistiquée, laquelle est réservée à l'enquête principale. Néanmoins, la systématisation du

recensement des données d'entretiens (Annexe 2.1) et de leurs retranscriptions sous forme de résumés synthétiques ont permis de construire de manière rigoureuse la base d'une connaissance scientifique du SCP⁵³. La relecture attentive des synthèses d'entretien, la réécoute de certains enregistrements, l'analyse de documents collectés au cours de la phase préliminaire ont ainsi permis de dresser deux faits stylisés qui aboutissent au réajustement du cadre théorique :

- Des dynamiques de type SYAL semblent pouvoir être observées au sein du SCP mais elles apparaissent embryonnaires (*cf. Chapitre 4, Section 1*). En effet, il est déjà possible à partir de ces entretiens préliminaires d'entrevoir des dynamiques localisées, faisant intervenir des mécanismes de coordination d'acteurs (*via* l'organisation en coopérative) et des actions collectives pour favoriser notamment l'accès au marché et l'intégration des chaînes de valeurs agroalimentaires par les petits producteurs.

- L'organisation des paysan.ne.s en coopérative résulte d'un processus historique (ce qui justifie la mobilisation d'une perspective historique pour réaliser le travail de contextualisation du Chapitre 1). Ce processus fait émerger une dimension politique relative à l'engagement au sein du SCP. Cette dimension apparaît de manière tangible dans les discours, mêlant des références à la figure de Sandino, aux luttes pour la souveraineté nationale, autant qu'à l'accès à la terre, aux moyens de production⁵⁴ et à la lutte contre les grandes entreprises capitalistes ou contre le « *néolibéralisme* » (Entretien, 2012-P29 ; P4).

Dès lors, une lecture du SCP complémentaire à celle mobilisant le concept de SYAL apparaît non seulement pertinente, mais également nécessaire. Les résultats de l'enquête préliminaire

⁵³ Dans le séquençage de la démarche scientifique en sciences sociales proposé par Van Campenhoudt & Quivy (2011) cette phase correspond à ce qu'ils nomment l'acte de « rupture » (ou démarcation). Cet acte consiste, notamment au moyen de la conduite d'entretiens et de lectures préliminaires, à prendre du recul vis-à-vis des *a priori* inévitablement nourris par des schémas explicatifs non éprouvés par le terrain et mobilisant des connaissances tirées du « sens commun ». Par la construction progressive d'une méthodologie de recherche adaptée à la réalité du terrain, la prise de distance avec le sens commun est rendue possible et permet la construction d'une connaissance scientifique valide.

⁵⁴ Touraine (1988 : 131) écrivait ceci à propos des mobilisations collectives en Amériques Latines : « *Mais, au-delà de tel ou tel modèle d'action collective, le continent latino-américain a produit une forme spécifique d'action politique et sociale qui combine luttes ou revendications sociales d'un côté et protestations ou luttes anti-impérialistes de l'autre. Il ne les a pas associées, comme dans la zone d'influences du marxisme-léninisme, autour du rôle central d'un parti révolutionnaire créant après sa victoire un État postrévolutionnaire, car il ne les a combinées qu'en maintenant à chacune son autonomie, grâce à l'apparition d'un troisième objectif politique, qui sert d'intermédiaire entre les deux premiers. Les Latino-Américains ont combiné luttes de classes et luttes nationales en les associant à la construction de l'intégration sociale, culturelle et politique de chaque pays. Le thème national recouvre en effet deux types d'objectifs tout à fait différents : d'un côté l'action anti-coloniale ou anti-impérialiste, dirigé contre la métropole étrangère et contre l'État, les groupes sociaux et les idéologies qui servent leurs intérêts ; de l'autre, l'appel à la formation ou au renforcement d'un État national et, plus simplement, de l'intégration de l'espace national, grâce à la fois au développement économique et à l'intervention politique et administrative de l'État* ».

mettent au jour le SCP comme une organisation s'intégrant à un « *mouvement socio-politique mené par les paysans* » (Petras & Veltmeyer, 2001 : 110), vecteur de changement social – au-delà de la sphère de la production agricole, en intégrant des dimensions devenues centrales en termes de développement humain : genre, environnement, autonomie, etc. – à l'image d'autres mouvements du même type en Amérique Latine (Tourraine, 1988 ; Calderón, 1995 ; Veltmeyer, 1997 ; Petras & Veltmeyer, 2001 ; Johnston & Almeida, 2006). En tant que manifestation organisationnelle d'un mouvement socio-politique, il serait donc porteur d'un projet alternatif de société, plus favorable aux populations rurales que ne le sont les conditions imposées par le processus de globalisation néolibérale. L'organisation en coopérative serait donc autant un levier politique qu'un levier économique. Sur la base de ce résultat de l'enquête préliminaire, il devient nécessaire de formuler de nouvelles hypothèses de recherche qui guideront la suite de la recherche qualitative de terrain.

1.1.2 *La formulation de nouvelles hypothèses et questions de recherche*

L'objectif de l'étude qualitative de terrain menée au Nicaragua consiste de manière générale à mieux appréhender le SCP. Il s'agit, d'une part, de tester la pertinence de la grille d'analyse du SYAL pour qualifier la réalité observée et, d'autre part, de s'interroger à partir de cette réalité sur la capacité des dynamiques observées à officier comme des leviers d'activation de trajectoires alternatives de développement.

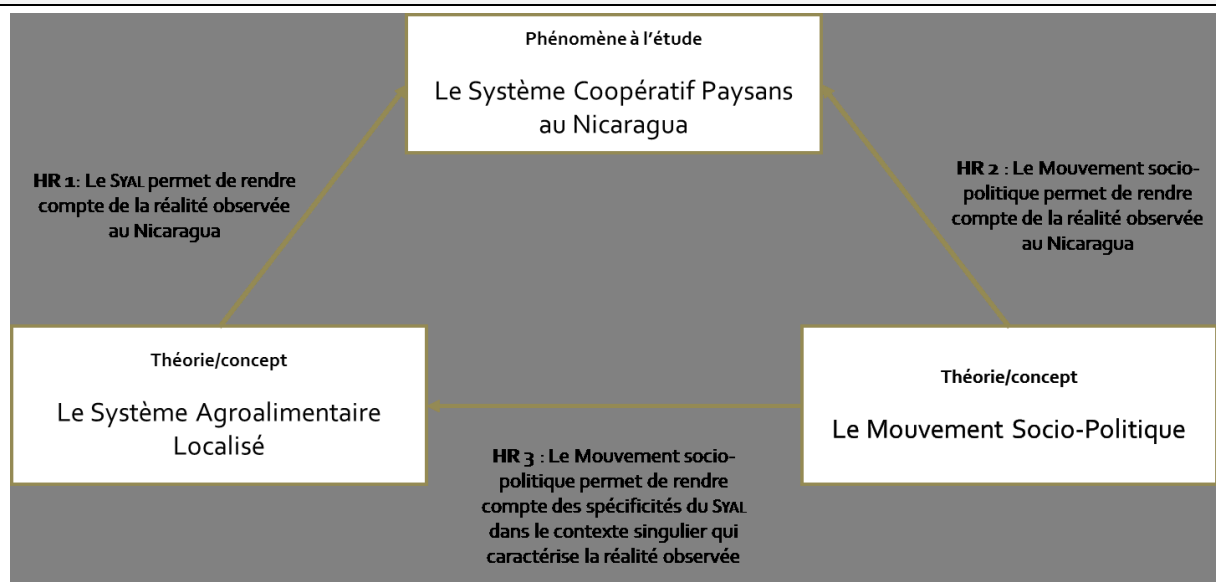
Le passage par une phase préliminaire a permis d'affiner notre perception du SCP. La prise en considération de l'adossement à un Mouvement Coopératif Paysans (MCP) fait du SCP un sujet politique, qui n'est plus seulement un levier potentiel de développement, politiquement neutre, mais devient un acteur lui-même porteur d'un projet alternatif de société qu'il tendrait à rendre opérationnel. Il convient dès lors de se questionner sur la nature de ce projet alternatif, et ensuite seulement, d'apprécier dans quelle mesure le SYAL peut permettre de qualifier et d'accompagner des dynamiques opérant dans le cadre du MCP.

De nouvelles hypothèses de recherches peuvent ainsi être formulées (HR 2 et HR 3)⁵⁵ en tenant en compte du cadre théorique du mouvement social. La première exprime le lien

⁵⁵ Comme dans le cas de la [Figure 2.2](#), il s'agit ici d'une formulation très réduite des hypothèses. Pour rappel, voici la formulation longue des hypothèses telles qu'elles sont exposées dans l'introduction générale :
HR 2 : *Indépendamment de l'existence de dynamiques de type SYAL, l'organisation au sein du SCP constitue un engagement politique en faveur d'un programme alternatif de développement promu par le MCP.*

anticipé entre le nouveau concept théorique mobilisé (le mouvement socio-politique) et la réalité observée. La seconde s'intéresse au lien entre les deux concepts théoriques eux-mêmes (le SYAL et le mouvement socio-politique). La [Figure 2.3](#) reprend la représentation précédente (cf. [Figure 2.2](#)) en tenant compte cette fois les résultats de l'enquête préliminaire.

Figure 2.3 : *Choix des concepts et construction des hypothèses de recherche avant et pendant la phase préliminaire (2)*



Source : Renaud Metereau

L'Hypothèse de Recherche initialement formulée (HR 1) s'appuie sur une perception de l'organisation en coopérative comme une base organisationnelle sur laquelle pourrait se construire des dynamiques de type SYAL. Selon la nature des dynamiques de type SYAL mises en œuvre au sein des territoires, il devient alors possible de les envisager comme des leviers d'activation de processus de développement localisés.

La conjecture amenant à considérer un mouvement socio-politique qui précède l'organisation en coopérative (la construction du SCP) oblige à compléter l'Hypothèse de Recherche 1 (HR 1). En effet, si la réalité observée peut être caractérisée par l'observation de dynamiques de type SYAL, ces dernières ne peuvent être analysées en tant que telles et constituer dans ce cadre des leviers potentiels d'activation territoriale, que si elles apparaissent congruentes avec le projet alternatif de société dont le MCP serait porteur.

HR 3 : *Des dynamiques de type SYAL sont néanmoins observables et présentent des singularités propres à leur intégration au sein du MCP : Le contenu politique et les modalités d'intégration de la dimension environnementale.*

La recherche qualitative de terrain doit donc permettre de tester conjointement l'hypothèse du SYAL (HR 1), celle d'un projet alternatif de société porté par un mouvement socio-politique (HR 2) ainsi que la relation entre ces deux cadres théoriques au regard de la réalité observée (HR 3). Nous choisissons dès lors dans cette recherche de nous appuyer autant que possible sur les perceptions qu'ont les paysan.ne.s eux-mêmes de l'organisation au sein du système coopératif. Les entretiens menés ont ainsi pour objectif de parvenir à une compréhension plus fine des motivations (Encadré 2.1) qui conduisent les paysan.ne.s à s'engager au sein du SCP.

Encadré 2.1 : *L'analyse des motivations comme moyen d'approcher le projet de société porté par le MCP*

Les théories de la motivation constituent un ensemble pléthorique d'approches et de concepts dont la portée dépasse les besoins de cette recherche qualitative. Initialement abordé sous l'angle de la psychologie, le concept de motivation est aujourd'hui repris dans de nombreuses disciplines (économie – notamment autour des motivations au travail –, sociologie, gestion, science politique, etc.) ayant trait aux comportements humains (Mucchielli, 2015).

L'acceptation qui en est faite dans cette thèse repose sur la définition proposée par Fenouillet (2016 : 11) : « *La motivation désigne une hypothétique force intra individuelle protéiforme, qui peut avoir des déterminants internes et/ou externes multiples, et qui permet d'expliquer la direction, le déclenchement, la persistance et l'intensité du comportement ou de l'action* ».

Un caractère dynamique lui est donc reconnu qui permet de la concevoir comme une « *construction progressive* » permettant d'aborder autant le « *déclenchement des conduites* », individuelles et collectives, que leur « *régulation à court terme* » ou encore la « *concrétisation des buts et des intentions* » (Thill, 1997).

L'étude des motivations doit donc permettre d'éclairer les causes de l'action ou du comportement exprimées de manières extrêmement diverses selon les théories. Ainsi les concepts de besoin, de but d'intérêt, d'émotion, de valeur, etc. peuvent intervenir pour exprimer les motifs de l'action.

Dans le cadre de cette thèse le recours au concept de motivations permettra de détecter les motifs de la coopération exprimés en termes d'objectifs, de résultats obtenus, de difficulté à dépasser, etc.

Alex Mucchielli (2015) présente les enquêtes par entretiens et les méthodes d'analyse de contenu comme des techniques appropriées et approuvées pour l'étude des motivations et de leurs significations

Source : Renaud Metereau

Pour appréhender la construction et le renforcement du SCP comme l'affirmation d'un projet alternatif de développement, cette recherche vise alors à identifier un éventail de motivations, ou d'objectifs liés à l'organisation en coopérative, qui aille au-delà de la seule dimension économique et de la satisfaction d'objectifs liés aux intérêts d'un groupe restreint (les coopérateurs). En effet, l'intérêt ne porte plus seulement sur la description des mécanismes organisationnels du système coopératif, mais aussi sur les intentions, les objectifs, qui motivent la mise en œuvre de cette « *forme d'action collective concertée en*

faveur d'une cause » (Neveu, 2015 : 9)⁵⁶. *La cause* étant ici la promotion d'un projet alternatif de société par le contrôle de l'historicité (Touraine, 1978) (cf. Chapitre 1, II.2.3). Les informations qui peuvent être recueillies et qui ont trait à des considérations strictement économiques ou organisationnelles (notamment en termes de coordination d'acteurs) ne doivent pas pour autant être négligées. Non seulement elles sont constitutives du projet alternatif de développement, mais elles contribuent également à identifier l'existence de dynamiques de type SYAL

Une série de trois questions de recherche, permet dès lors de guider la construction de l'enquête de terrain.

Premièrement, il s'agit de valider l'existence de motivations susceptibles d'être constitutives d'un projet alternatif de société.

Question de Recherche 1 :

Existe-t-il des motivations transversales à la coopération, qui dépassent les objectifs individuels strictement économiques, et qui visent plus largement au développement des communautés rurales ?

Deuxièmement, à partir d'une meilleure connaissance des motivations afférentes à l'organisation au sein du SCP, et ayant validé l'hypothèse de l'existence de motivation dépassant le cadre strictement économique, il devient possible d'avancer vers la caractérisation du projet alternatif de développement dont le MCP est porteur. Cette étape doit permettre de tester au moins en partie sa correspondance avec le cadre heuristique Écodéveloppement – Souveraineté Alimentaire.

Question de recherche 2 :

Quelles sont les principales caractéristiques de la stratégie de développement portée par Mouvement Coopératif Paysans ?

Troisièmement, on s'intéresse plus spécifiquement à la dimension environnementale et à la compatibilité de ce type de stratégie avec un paradigme de planification inspiré des cycles écologiques (Sachs, 1980). Il s'agit ici de comprendre plus précisément la manière dont la

⁵⁶ Erik Neveu (2015 : 9-10) définit ainsi, de manière extrêmement synthétique, le « mouvement social ». Voici à titre informatif le passage complet : « *Les formes d'action collective concertée en faveur d'une cause seront désormais désignées par « mouvements sociaux ». Ce parti pris permet de désigner une classe de phénomènes d'une expression familière. Il vise surtout à enrichir les premiers efforts de définition en introduisant dans le concept un élément d'articulation à l'activité politique. Comme a pu le souligner Touraine [1978], les mouvements sociaux sont une composante singulière et importante de la participation politique.* »

dimension environnementale est intégrée aux stratégies coopératives paysannes, et la manière dont les modalités d'intégration de cette dimension influent sur la structuration même des systèmes socio-économiques sous observation.

Question de recherche 3 :

De quelle manière les procédés de production et les formes d'organisation socio-économiques véhiculées par le Mouvement Coopératif Paysans intègrent-ils la dimension environnementale ?

L'enquête qualitative de terrain se base donc sur une hypothèse générale qui mène à considérer l'existence d'un Mouvement Coopératif Paysan. Dès lors, celui-ci n'est pas un vestige anachronique de la révolution nicaraguayenne, mais promeut aujourd'hui des formes d'organisations socio-économiques compatibles avec le cadre heuristique de la thèse. Pour tester cette hypothèse, il s'agit de « faire parler » les acteurs socio-économiques qui sont les moteurs de la constitution de ce mouvement coopératif afin de mieux comprendre ce qui en motive l'existence et le développement. Cette compréhension devrait permettre de dépasser la seule connaissance du processus historique et du contexte macro-économique de construction du Système Coopératif Paysan qui en résulte.

Cette enquête qualitative de terrain se structure alors autour d'une rencontre entre le chercheur et une population donnée choisie : les paysan.ne.s, membres des principaux réseaux coopératifs paysans.

1.2 Choix de la population et des zones de l'enquête : un objectif de diversité du corpus

Le recours à une recherche qualitative de terrain s'explique par le fait que cette dernière permet, comme aucune autre méthode, d'aborder et de comprendre les phénomènes ou processus étudiés à partir du point de vue de ceux qui les vivent et de mieux appréhender les articulations entre ces différents phénomènes ou processus (Pratt, 2009). Lorsqu'elle s'appuie sur un travail de terrain, la recherche qualitative permet en outre de « *fournir une image vivante* » de ces phénomènes, et favorise ainsi l'émergence d'intuitions originales (Helper, 2000 : 229*).

L'opération consistant à définir la population puis, par la réalisation de l'enquête, à construire le corpus, est donc déterminante pour les résultats de cette recherche qualitative de

terrain. Le **point 1.2.1** explicite le choix de la population enquêtée et les critères retenus de diversification du corpus. Le **point 1.2.2** prolonge cette démarche d'explicitation en présentant les conditions dans lesquelles trois zones d'enquêtes ont été retenues.

1.2.1 *Choix de la population et l'établissement de critères de diversification du corpus*

La première immersion sur le terrain, préliminaire à cette enquête, a non seulement permis de prendre connaissance du terrain, mais aussi, d'avoir un premier contact avec la population concernée, et de « tester » la possibilité d'établir un dialogue constructif autour des thématiques visées avec des interviewés susceptibles d'entrer dans le corpus. Cette phase fut donc précieuse pour la conception de l'enquête et sa structuration sous forme d'un protocole formel, systématique, bien qu'adaptable.

La population sur laquelle porte l'enquête est constituée par les acteurs de la construction du système coopératif nicaraguayen. Il s'agit principalement des paysan.ne.s, membres des deux fédérations de coopératives ciblées. C'est donc au sein de cette population qu'est constitué le cœur du corpus, auquel il faut ajouter quelques entretiens plus spécifiques, réalisés auprès de techniciens affiliés aux fédérations de coopératives, ou de représentants de l'institution de tutelle du mouvement coopératif (MEFFCA).

Conformément à l'usage des enquêtes par entretiens, la sélection d'un corpus diversifié non strictement représentatif (au sens statistique), mais qui permet de caractériser la population choisie, est visé (Blanchet & Gotman, 2007 ; Beaud & Weber, 2010 ; Kauffmann, 2011). Pour assurer cette diversité au sein du corpus, une sélection a été effectuée sur la base de trois critères stricts de répartition (niveau d'engagement, sexe, réseau coopératif d'appartenance), et quatre critères aléatoires de répartition. Pour ces derniers, la proportion correspondante n'est pas fixée *ex-ante*, mais un effort de diversification du corpus sera fourni au fil de l'enquête (âge, taille de l'exploitation, type de production, destination de la production).

Au sein de cette population (les paysan.ne.s), la distinction est faite entre les différents degrés d'implication dans ce système coopératif. Cela a été abordé lors du Chapitre 1, le SCP est articulé à trois niveaux (coopératives de base, union ou centrale de coopérative et Fédération de coopérative). La première immersion sur le terrain lors de l'enquête préliminaire effectuée sur chacune des zones d'enquête (*cf. Section 2*) a permis de constater des niveaux d'engagement et d'implication très différents au sein du mouvement coopératif. Nous pouvons dès lors affirmer, avant même de mener l'enquête principale, que les

témoignages recueillis seront très différents selon le niveau d'engagement. Certains interviewés expriment clairement leur implication dans un mouvement national, avec des fins politiques. Il apparaît important d'anticiper ce lien entre le niveau d'engagement et la manière dont est exprimée l'implication dans un mouvement socio-politique, pour être capable ensuite, d'en tenir compte au moment de l'analyse des données. Le critère du « niveau d'engagement » est donc retenu pour catégoriser cette population. Le statut d'informateur ne sera alors pas le même selon le niveau d'engagement de l'interviewé. Les moins impliqués auront *a priori* un discours correspondant davantage à une posture individuelle, moins politisée, tandis que les plus impliqués auront plus facilement tendance à s'exprimer au nom du MCP. Le tableau (Tableau 2.3) suivant reprend ces différents niveaux d'organisation du SCP auxquels peuvent s'engager les socio(a)s⁵⁷.

Echelon du SCP	Niveaux d'engagement au sein du MCP	Description
Fédérations de coopératives	Socio(a)s, membres d'une coopérative de base prenant des responsabilités au sein du Mouvement Coopératif Paysan à l'échelle nationale	Actif/engagé
Unions ou Centrales de coopératives Coopératives de base	Socio(a)s, membres d'une coopérative de base s'impliquant localement dans l'organisation et la gestion du Mouvement Coopératif Paysan (en lien avec la fédération d'appartenance)	Actif/engagé
Coopératives de base	Socio(a)s, membres d'une coopérative de base ne prenant pas ou peu part à l'organisation et la gestion de la coopérative et/ou du Mouvement Coopératif Paysan	Passif

Source : Renaud Metereau

L'objectif est ici de constituer un corpus au sein duquel est représenté l'ensemble de ces niveaux d'engagements, tout en privilégiant les paysan.ne.s engagés aux niveaux 1 et 2. Nous proposons de retenir l'hypothèse suivante : plus le niveau d'engagement est élevé, plus le discours risque d'être normé selon la ligne affichée par la fédération de coopérative. Le risque serait alors d'être exclusivement confronté à des discours plus structurés par des postures idéologiques et politiques, plus conscients d'une éventuelle stratégie collective portée par le MCP. Il est donc essentiel de prendre connaissance de ces discours, car ce qui ressort de manière plus spontanée des entretiens, peut venir compléter ce qui est affiché sur les documents écrits produits par les Fédérations de coopératives. Néanmoins, pour renforcer la diversité et la qualité du corpus il est essentiel de réaliser des entretiens auprès des

⁵⁷ Le terme « *socio* » ou « *socia* » est emprunté à l'espagnole. Il est utilisé par les membres du SCP pour spécifier l'adhésion à une coopérative. Traduction littérale : associé.

paysan.ne.s dont le discours serait plus facilement susceptible de s'écarter de celui véhiculé par l'organisation coopérative elle-même.

La diversité du corpus repose en outre sur deux autres critères de sélection : le réseau coopératif d'appartenance et le sexe.

Les entretiens ont été menés auprès de membres affiliés à l'une des deux fédérations de coopératives retenues pour l'enquête. La FENACOOOP fut la première fédération de coopératives créée suite à la défaite électorale du FSNL en 1990. Elle constitue donc de fait un acteur historique de la structuration du SCP qui affiche en outre un réseau de coopératives affiliées et d'adhérents parmi les plus étendus et diversifiés⁵⁸. La FECODESA n'existe quant à elle que depuis 2007. Néanmoins, les coopératives qui ont intégré cette fédération, réparties sur une large part du territoire national se sont peu à peu organisées (ou ré-organisées) en coopérative depuis le début des années 2000, avec le soutien du CIPRES dans le cadre du Programme Productif Alimentaire.

Un effort a été réalisé afin de recueillir des entretiens en respectant un équilibre entre les membres de la FENACOOOP et de la FECODESA et entre paysans et paysannes. Néanmoins, pour ce dernier critère de genre, il est possible d'anticiper une plus grande difficulté à respecter cet équilibre, grâce notamment à l'expérience de la phase préliminaire. À cet apport de la première immersion sur le terrain s'ajoute l'apport d'une littérature portant sur la persistance des inégalités de genre au Nicaragua, autant en termes d'accès à la terre que de participation au sein du mouvement coopératif en dépit de l'effort fourni dans le sens d'une plus grande équité de genre (Deere, 1983 ; 2005 ; Ceci, 2005 ; Gonzalez Manchón & Macleod, 2010). Sur cette base, la proportion des entretiens réalisés auprès de femmes sera de 1/3 environ⁵⁹.

⁵⁸ Parmi les six fédérations de coopératives dédiées principalement à l'activité agricole, trois affichent une orientation spécifique et restrictive vis-à-vis de la diversité de leurs membres : la FEMUPROCAM fédère uniquement des coopératives de femmes ; la FEDUBONIC rassemble des propriétaires forestiers qui exploitent le bois, principalement dans au sein des deux grandes régions autonomes de l'atlantique ; la FENIAGRO, quant à elle, se dédie principalement à la transformation et à la commercialisation de produits à forte valeur ajoutée et destinés le plus souvent à l'exportation.

⁵⁹ En 2006, le CIPRES estimait que 29 % des affiliés à une organisation coopérative de base étaient des femmes.

1.2.2 *Trois zones aux caractéristiques agro-socio-écologiques hétérogènes*

Les conditions de réalisation de cette enquête de terrain (moyens humains, matériels, financiers ; durée) ne permettaient pas d'envisager une enquête sur l'ensemble du territoire national. Un choix a donc dû être réalisé pour déterminer les territoires retenus.

Restreindre l'enquête à un seul territoire ou à quelques territoires qui seraient homogènes aurait entraîné un biais important. En effet, la nature de l'enquête qualitative limite clairement le caractère généralisable des faits stylisés qui pourront être décrit lors de l'analyse approfondie des données. Cet aspect du parti pris méthodologique de la thèse est assumé : les résultats de l'analyse qualitative à venir seront spécifiques au contexte nicaraguayen. Néanmoins, si cette concession est rendue acceptable par la volonté d'obtenir une image la plus fidèle possible des réalités de terrain, un degré minimum de généralisation demeure souhaitable. Celui-ci se situe à l'échelle du pays (excepté les deux régions autonomes RAAN et RAAS). Pour atteindre cet objectif, l'enquête doit s'appuyer sur une diversité de contextes, avec un degré satisfaisant de représentativité du territoire national. Il s'agit ainsi d'éliminer la possibilité que les faits stylisés émergeant de cette enquête ne dépendent principalement des spécificités du ou des territoire.s, plutôt que de l'engagement au sein du SCP. Le choix se porte ainsi sur trois zones d'enquête (Carte 2.1) qui se différencient à partir de trois dimensions, elles-mêmes intimement liées :

- **Une dimension agricole** : les trois zones retenues doivent présenter caractéristiques différentes du point de vue des types de cultures, et des conditions techniques de production.

- **Une dimension écologique** : les caractéristiques écologiques et climatiques dans lesquelles s'exerce l'activité agricole doivent également être distinctes.

- **Une dimension socio-économique** : si l'intérêt se porte sur des populations appartenant *a priori* à une même catégorie socioéconomique préalablement définie (les paysan.ne.s) de nombreuses spécificités socioéconomiques peuvent varier d'une localité à une autre (socio-économiques au sens le plus large possible, incluant les trajectoires historiques, le niveau d'infrastructures et les conditions d'accès au marché, etc.). Elles influent sur les comportements économiques des paysans, sur les trajectoires, sur les conditions de vie et d'exercice de l'activité agricole.

Carte 2.1 : Trois zones d'enquête distinctes



Source : Fond de carte, Ezilon.com, 2009 ; Zonification réalisée par Renaud Metereau

Les trois dimensions – agricole, écologique et socioéconomique – ont permis de sélectionner des zones d'enquêtes hétérogènes au sein du territoire nicaraguayen selon la procédure suivante :

(1) Une réduction pragmatique du « champ des possibles » : quelques entretiens informels – avec des contacts locaux et les membres des réseaux coopératifs avec lesquels les premiers contacts ont été établis – ont rapidement permis de présélectionner quatre zones agro-socio-écologiques présentant *a priori* des caractéristiques distinctes, étant raisonnablement accessibles et au sein desquels il était possible de bénéficier du soutien de membres des coopératives de base, ou de techniciens/conseillers implantés au sein de ces zones. Ces quatre zones sont : la Zone Paysanne Nord (ZPN) ; la Zone Paysanne du Pacifique (ZPP) ; l'Ancienne Frontière Agricole (AFA) ; La Zone Paysanne Cafetière (ZPC)⁶⁰.

⁶⁰ Le terminologie utilisée pour désigner ces zones et directement issue d'une traduction des termes utilisés par Ruiz García et Marín López (2005) dans leur proposition de « zonification socio-économique ».

(2) Une première immersion sur le terrain lors de l'enquête préliminaire, afin de réaliser une première approximation des spécificités de chaque zone.

(3) Un appui documentaire venant finalement préciser, amender et corriger si nécessaire, le panorama issu des deux étapes précédentes, essentiellement sur la base des travaux conduits par Ruíz García et Marín López (2005). Donnant suite au travail de Marchetti & Maldidier (1996) dans le Tome 1 de l'ouvrage *Campesino Finquero*, les chercheurs de l'Institut Nitlapan ont réactualisé la « *Typologie nationale des producteurs et de la zonification socio-économique* » à partir des données tirées du recensement de 2001 (INEC, 2001). Les données reprises dans ce document et la typologie proposée ont permis de confirmer la pertinence des choix alors en gestation, suite aux premières observations de terrain⁶¹.

A l'issue de ce processus qui a occupé en partie les deux premiers mois du terrain, avons trois de ces quatre zones potentielles d'enquête ont finalement été retenues. La zone Paysanne Cafetière (ZPC) a ainsi été écartée, principalement du fait sa trop forte spécificité, ici perçue comme un biais potentiel. **D'une part**, elle présentait une très forte spécialisation autour de la production du café, prégnante dans la structure productive de la zone et déterminante pour la structuration des systèmes de production paysans. Comparativement, la ZPN comprend aussi des producteurs de café privilégiés par le marché d'exportation auxquels cette culture leur donne accès, mais ceux-ci sont minoritaires et les systèmes productifs paysans apparaissent plus diversifiés. **D'autre part**, les contacts établis sur place ne garantissaient pas, comme dans les autres zones visitées, de pouvoir enquêter auprès d'une population remplissant les critères préalablement définis (notamment : diversité des systèmes de production ; diversité des coopératives, etc.). Cette zone, à cheval sur les municipalités de Matagalpa et La Dalia, est alors apparue moins pertinente que les autres. Le temps et les moyens à disposition de cette enquête étant limités, le choix a été fait d'écarté cette zone afin de se concentrer sur les trois zones agro-socio-écologiques que sont la Zone Paysanne Nord, la Zone Paysanne du Pacifique et, la Vielle Frontière Agricole – Rio San Juan.

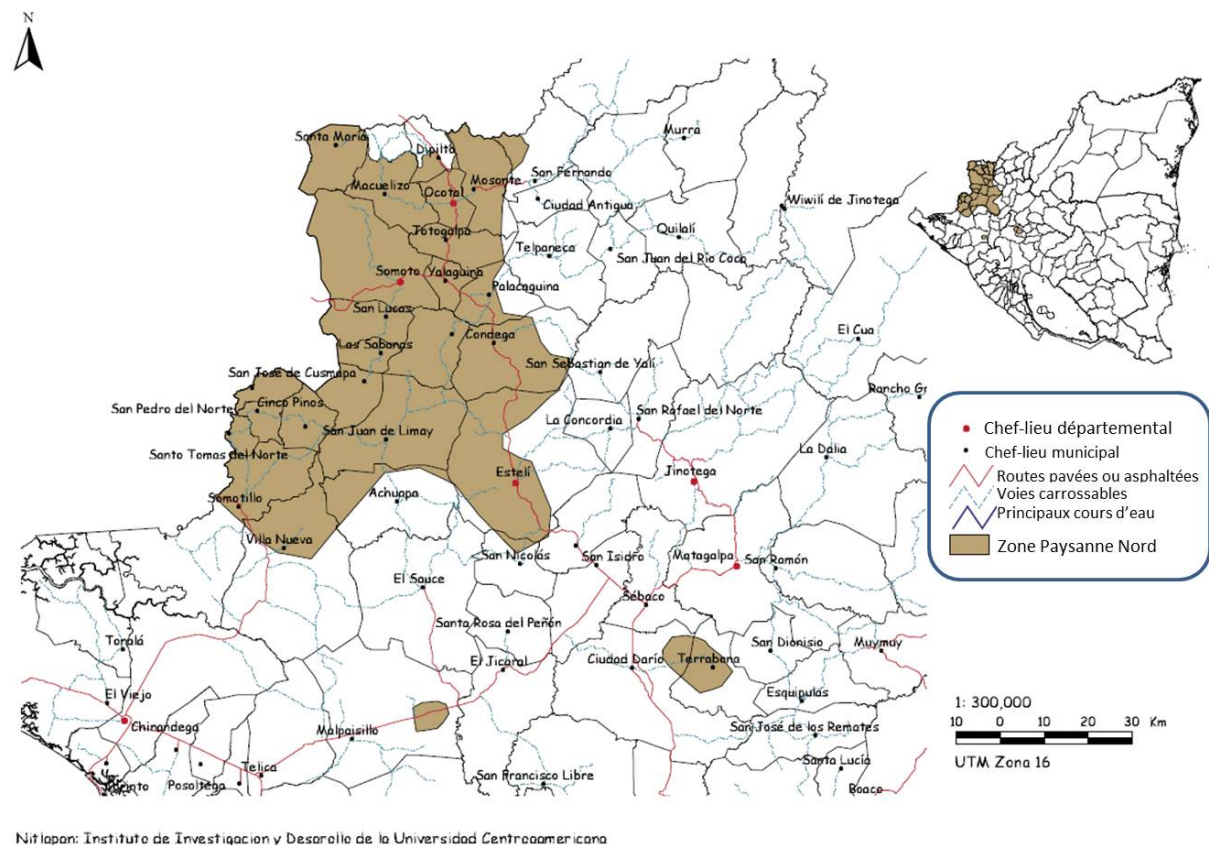
La Zone Paysanne Nord (ZPN) (Carte 2.2) est une zone montagneuse, située au nord de la région centrale du Nicaragua⁶², et qui se caractérise par un climat tropical sec. On y observe d'importantes disparités en termes de précipitation et de végétation. Se fiant aux observations réalisées et aux différents récits des interviewés il est schématiquement possible de distinguer

⁶¹ Le même document a servi à établir une typologie simplifiée des producteurs agricoles dans le Chapitre 1.

⁶² Il est possible de diviser le territoire nicaraguayen en trois grandes régions naturelles matérialisées par trois bandes verticales (Instituto Nicaragüense de Estudios Territoriales – INETER) : la région Pacifique à l'Ouest, la région Centrale et la région Caraïbe à l'Est. Cette division est réalisée de manière schématique sur la Carte 2.1.

les bas de vallée, en situation de stress hydrique, et les fonds de vallée et « coteaux », plus humides et boisés. La population paysanne y est majoritaire et très largement pauvre avec un faible accès à la terre : 92 % des paysans procèdent moins de 50 mz et 77 % moins de 20 mz (Ruíz García & Marín López, 2005 : 55). Les cultures principales sont celles des grains de base (maïs, haricots rouges, sorgho⁶³), maraîchage (tomates, courgettes, courges, manioc...), fruitiers, sésame, et café. La culture du café est généralement l'affaire de paysans plutôt privilégiés par la situation de leurs parcelles. Ces cultures sont possibles sur les hauteurs et en fonds de vallée, là où les températures sont plus modérées, la végétation plus dense, et les précipitations plus fréquentes.

Carte 2.2 : La Zone Paysanne Nord – Zona Campesina Norte (ZPN)



Nitlapan: Instituto de Investigación y Desarrollo de la Universidad Centroamericana

Source : Ruíz García & Marín López, 2005 : 54 ; modifiée par Renaud Metereau

⁶³ La culture du sorgho se développe comme une alternative au maïs dans cette région. Les sécheresses de plus en plus fréquentes et intenses obligent les paysans à s'adapter. Ils ont ainsi sélectionné des variétés de sorgho dont les caractéristiques gustatives se rapprochent de celles du maïs, et peuvent subséquemment entrer dans la composition de la tortilla, aliment de base au Nicaragua, et à plus forte raison dans les zones rurales (Trouche & al., 2008). Il s'agit donc d'une culture qui s'est développée récemment au Nicaragua, et plus particulièrement dans ces zones sèches, comme une alternative au maïs dont l'importance en termes de « de sécurité et de souveraineté alimentaire » est déjà très forte (Entretien, 2012-P1 ; 2012-P8)

La vaste commune sur laquelle ont été réalisés la majorité des entretiens, celle de Pueblo Nuevo (222 Km²), présente deux autres caractéristiques importantes. D'abord, elle a été très durement touchée par les conséquences de l'ouragan Mitch en 1998. L'ensemble des terres qui étaient alors les plus fertiles et adaptées à l'agriculture, situées sur les rives du Rio Pueblo Nuevo (affluent du Rio Coco), ont été ravagées par la crue qui a suivi l'ouragan. Ensuite, la plupart des semi-paysans de la commune étaient habitués à travailler, au moins de manière saisonnière, dans les plantations de tabac (Estelí, la capitale départementale, est aussi la ville où se concentrent les manufactures de tabac du Nicaragua). *A priori* appauvries à la suite de plusieurs années de monocultures intensives, puis dans certains cas fortement dégradées par le passage là aussi de l'ouragan Mitch, les terres réservées à ces plantations ont été délaissées par l'agro-industrie du tabac qui est allée chercher des rendements plus élevés ailleurs dans le département. En partant, les *Tabaqueras* ont laissé des terres fortement érodées, provoqué une perte de revenu importantes pour les habitants habitués au travail saisonnier au sein de ces exploitations, et, d'après plusieurs témoignages, engendré des troubles sanitaires manifestement liés à l'usage intensif de certains intrants phytosanitaires (Entretien, 2012-P1).

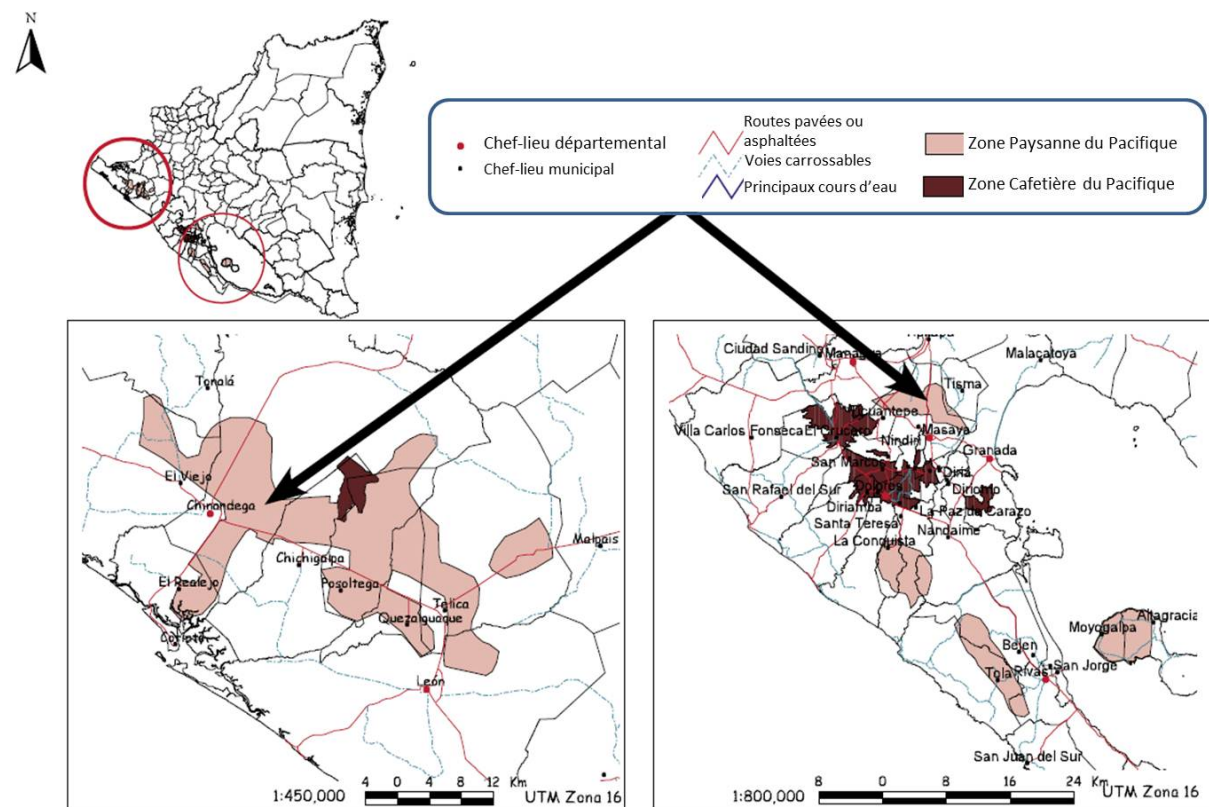
Cette zone paysanne nord est donc une zone fortement affectée par des phénomènes naturels et où la vulnérabilité des paysans au changement climatique est très importante. Cela apparaît aggravé à la fois par le manque de connaissances techniques et par un accès très difficile aux sources de financement qui permettrait de réaliser les aménagements nécessaires (Ruíz García & Marín López, 2005). Pour de nombreuses communautés, l'accès au marché, et donc, à un revenu tiré de la vente de leur production est également compliqué par l'éloignement et la mauvaise praticabilité des voies de communication.

Les deux fédérations de coopératives de référence sont représentées sur place. Nous pouvons notamment mettre en avant un projet conduit par la FECODESA visant à l'expérimentation participative, la sélection et la reproduction de semences (principalement haricots rouges et sorgho) par les coopératives de paysans (Trouche & *al.*, 2008). La même fédération supporte et structure un projet pilote de fermes agroécologiques susceptibles d'apporter des réponses aux difficultés rencontrées par les paysans des communes de Pueblo Nuevo et Somoto face aux divers phénomènes naturels défavorables qui les affectent (Acevedo Pasquier, 2012). La FENACOO est, quant à elle, apparue plus active sur les communes de Condega et d'Estelí. La coopérative « *Senderos de Licoroy* » à Condega par exemple, qui fédère des paysan.ne.s de plusieurs localités voisines, se lance notamment dans un ambitieux projet de promotion de l'agroécologie. Les leaders de la coopérative travaillent

au moment de l'enquête à l'obtention d'un financement pour lancer une activité connexe de production d'un engrais écologique constitué à partir de « farine de roche volcanique ».

La Zone Paysanne du Pacifique (ZPP) est scindée en deux « îlots » (Carte 2.3) qui constituent des « poches » paysannes minifundaires entourées de grandes exploitations industrialisées et latifundiaries. L'enquête de terrain s'est concentrée sur « l'îlot » nord de cette zone, c'est-à-dire principalement sur le territoire délimité par les municipalités de León, Posoltega, Chinandega et El Viejo.

Carte 2.3 : La Zone Paysanne du Pacifique – Zona Campesina del Pacifico (ZPP)



Nitlapari: Instituto de Investigacion y Desarrollo de la Universidad Centroamericana

Source : Ruíz García & Marín López, 2005 : 68 ; modifiée par Renaud Metereau

La densité de population y est importante de même que la fragmentation des parcelles agricoles. Le niveau des précipitations est plutôt favorable à l'agriculture et les terres comptent parmi les plus fertiles du pays. La proximité de la zone avec la chaîne volcanique de *Los Maribios* est l'une des raisons de cette fertilité des sols⁶⁴. Elle est aussi à l'origine d'une plus grande vulnérabilité des paysans à l'activité sismique et volcanique récurrente. Les

⁶⁴ Les « farines » de roches volcaniques (*Harina de roca*) entrent aujourd'hui dans la composition des engrais organiques, développés, produits et commercialisés par des coopératives paysannes au Nicaragua.

éruptions répétées, notamment celles du Volcan *San Cristobal*⁶⁵, sont régulièrement la cause d'une perte importante de récolte, les retombées de cendres abîmant de manières irrémédiables les cultures en place.

Cette zone est ensuite caractérisée par l'accès relativement privilégié aux infrastructures et le développement des grandes exploitations agro-industrielles. En effet les poches paysannes se situent à proximités des grandes villes du pays et des principaux axes routiers asphaltés dont celui reliant les villes de Managua, León et Chinandega. A environ 70 kilomètres au Nord-Est de ce chef-lieu de département qu'est Chinandega, se trouve la frontière Hondurienne d'*El Guasaule*. De plus, cette région concentre les plus grandes cultures intensives latifundiaires constitutives du secteur agro-exportateur nicaraguayen. La paysannerie pauvre cohabite donc ici, parfois sous forme de « poches » au milieu de plantations latifundiaires, avec « *la grande production capitaliste de coton et de canne à sucre* » (Ruíz García & Marín López, 2005 : 58). On y retrouve donc une population importante de très petits propriétaires (67 % de producteurs travaillent sur moins de 5 mz) et de « semi-paysans » qui vendent une partie de leur force de travail aux grands exploitants agricoles de la plaine du pacifique (68 % des producteurs de la zones sont des semi-paysans). Cela leur permet d'obtenir le complément de revenu indispensable à leur activité d'agriculteur, essentiellement tournée vers l'autoconsommation.

On retrouve là aussi une population très exposée aux risques naturels, et qui a parfois fortement souffert et a dû s'adapter, notamment à la suite du passage de l'ouragan Mitch⁶⁶.

Les deux réseaux coopératifs, FENACOOOP et FECODESA sont également très présents sur l'ensemble de cette zone. Une certaine porosité entre ces deux fédérations de coopératives a été constatée au cours de l'enquête. C'est en effet pendant de la réalisation de l'enquête sur ce territoire que le constat a pu être fait de nombreux recoupements entre projets, appartenance à une fédération ou une autre, adhésion très fréquente et indifférenciée à l'UNAG, etc.

La Zone de l'ancienne frontière agricole (AFA) s'étend, d'après la zonification de Ruíz García et Marín López, sur toute la bande centrale du pays, de la frontière hondurienne au nord, à la frontière costaricaine au Sud (Carte 2.4). Elle regroupe ainsi, de fait, une diversité

65 Deux éruptions importantes (cendres uniquement) ont eu lieu durant la période de cette enquête de terrain (septembre et décembre 2012) provoquant à chaque fois l'évacuation des communautés les plus exposées sur les flancs du volcan.

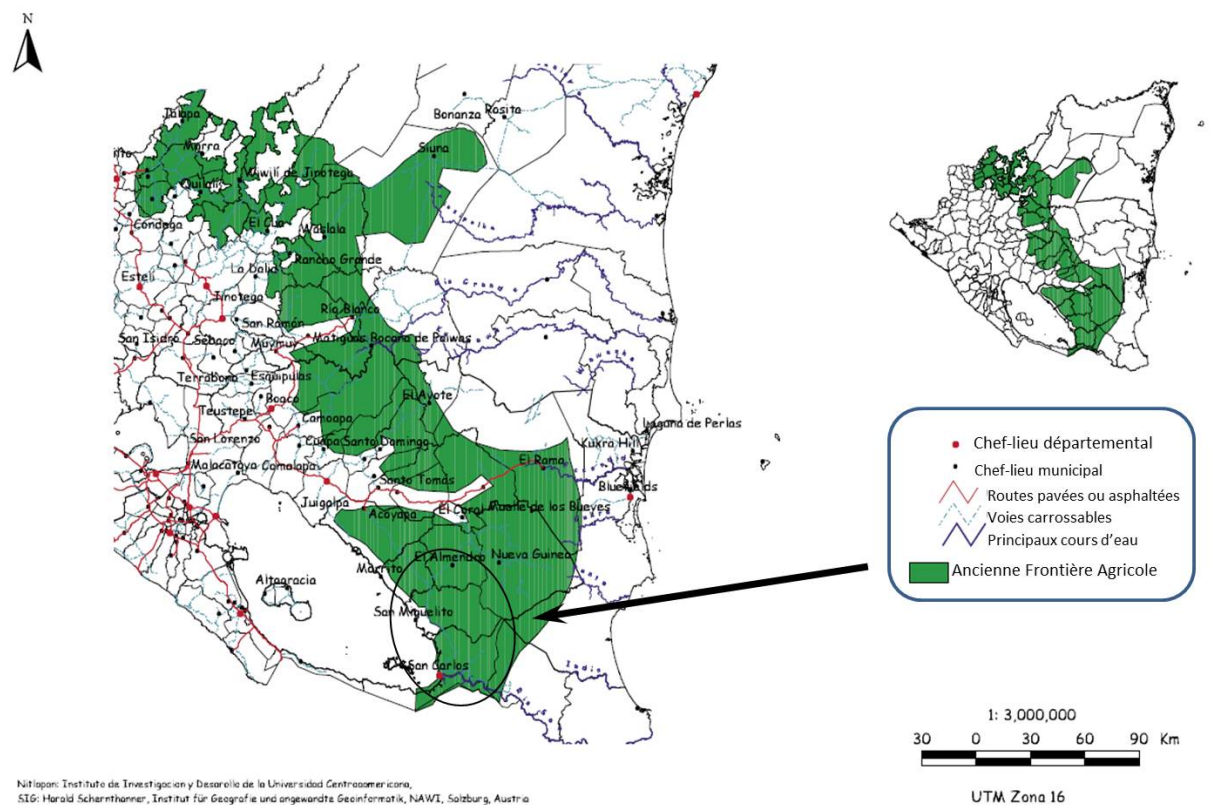
66 Les entretiens avec les membres de la coopératives *Costruyendo el Futuro* (Entretien, 2012-28), sur la commune de Posoltega, est assez révélateur à ce sujet (cf. Chapitre 3).

assez importante de situations et de contextes agro-socio-écologiques donnant lieu à de possibles subdivisions de ce vaste territoire.

On se situe ici, contrairement aux deux autres zones d'enquête, dans un climat tropical humide. Les Paysans ne sont donc pas confrontés au problème chronique de sécheresse. C'est parfois même un excès de précipitation qui peut mettre en péril les récoltes et qu'il faut donc gérer. L'installation d'une population paysanne sur ces territoires résulte des déplacements survenus à partir des années 1940. Cette population est venue chercher plus à l'est, gagnant sur la forêt tropicale humide, des terres de substitution à celles plus fertiles cédées à l'agriculture latifundiaire d'agro-exportation sur toute la bande pacifique du pays.

Cette zone se caractérise de manière générale par sa faible dotation en infrastructures de transport et par conséquent, par un faible accès au marché. L'élevage expansif de bovin y est dominant pour la viande et le lait. La culture de grains de base y est également prégnante, comme dans chaque zone d'agriculture paysanne.

Carte 2.4 : Ancienne Frontière agricole – Vieja Frontera Agrícola (AFA)



Source : Ruíz García & Marín López, 2005 : 29 ; modifié par Renaud Metereau

Les systèmes de production sont malgré cela diversifiés. La « sous-zone » retenue pour l'enquête, délimitée principalement par les municipalités de *San Carlos*, *El Almendro*, *San Miguelito* et *El Castillo*, révèle assez clairement cette diversité. On y trouve effectivement de nombreux systèmes de production centrés sur l'élevage, mais également des systèmes agroforestiers alliant des cultures de grains de base, d'arbres fruitiers, de tubercules, etc. Au sein de cette zone frontalière avec le Costa Rica, bordé par le Lac *Cocibolca* et le *Rio San Juan*, les spécificités géographiques, bien que handicapantes, notamment en terme d'infrastructures, semblent par ailleurs être à la fois favorables au développement de cultures d'exportation à haute valeur ajoutée telles que le cacao et propices au développement d'un fort potentiel agro-touristique (Pérez & al., 2008 ; Alemán Amaru, 2015).

Le tableau suivant (Tableau 2.4) fait la synthèse des caractéristiques de ces trois zones agro-socio-écologiques retenues pour l'enquête.

Tableau 2.4 : Trois zones agro-socio-écologiques			
Zonification	ZPN	ZPP	AFA
	Zone Paysanne Nord	Zone Paysanne du Pacifique	Ancienne Frontière Agricole
Caractéristiques			
Localisation	Partie septentrionale de la Région Centrale du Nicaragua	Partie septentrionale de la Région Pacifique du Nicaragua	Partie méridionale de la Région Centrale du Nicaragua
Municipalités	<i>Estelí, Palacagüina, Pueblo Nuevo, Condega, Somoto, Somotillo.</i>	<i>Léon, Posoltega, Chinandega, El Viejo.</i>	<i>San Carlos, El Castillo, San Miguelito, El Almendro.</i>
Relief	Montagneux (alt. : 50 à 1700 m)	Plaines, à proximité de la chaîne volcanique de <i>Los Maribios</i>	Vallonnée (alt. : 50 à 300 m)
Climat	Tropical Sec	Tropical Sec	Tropical humide
Infrastructures et accès au marché	Très variables : axes principaux asphaltés vers les grandes villes et le Honduras mais communautés très isolées. Infrastructures de stockages et de conditionnements pour le café. Agro-industrie du Tabac (Estelí)	Plutôt meilleur que pour les autres zones. Proximité avec les grandes villes (Chinandega et Léon + Managua) et axes routiers asphaltés. Agro-industrie latifundiaire d'exportation	Variable et plutôt moins bon que les autres zones. Un axe asphalté principal (reliant San Carlos à Managua) et des communautés très isolées, notamment dans zones du <i>Rio San Juan</i> .
Cultures principales	Grains de base Café	Grains de base Fruitiers (Bananes, Noix de cajou, Agrumes) Sésame	Grains de base Elevage bovin Cacao
Cultures secondaires	Maraîchages Fruitiers	Maraîchage Sylviculture Hibiscus, Sésame	Fruitiers Tubercules
Marchés dominants	Export (café) National (maraîchages ; Grains de base) Autoconsommation et local (Grains de base) ; élevage ; etc.)	Export (Noix de cajou, sésame ; Bananes) National (Grains de base ; bananes) Autoconsommation et local (Grains de base ; élevage ; etc.)	Export (Cacao, Viande) National (Lait, Viande, Grains de base) Autoconsommation et local (Grains de base ; élevage ; etc.)

Source : Renaud Metereau

Cette première section établissant les conditions et les résultats de la phase préliminaire, introduit également une partie du travail attendant à la phase préparatoire. En effet, si par commodité, la Figure 2.2 présente une frise chronologique faisant apparaître des séparations nettes entre les phases de la recherche de terrain, celles-ci se chevauchent en réalité, et cela plus nettement en ce qui concerne les phases préliminaires et préparatoires. Ainsi la Section 1 a exposé les premières itérations et les premiers ajustements et choix qui mènent à l'élaboration d'un protocole d'enquête. La section suivante prolonge ce travail de restitution des conditions de réalisation de cette recherche qualitative de terrain, à commencer par la présentation du protocole d'enquête

Section II De la définition du protocole à la conduite de l'enquête principale : récit d'un processus

Il a été possible au moyen d'une phase préliminaire et d'un temps de préparation relativement longs, d'améliorer la connaissance du terrain, de consolider nos contacts et d'établir un réseau de soutiens locaux, de préciser les zones d'enquête ainsi que la population cible, et finalement, d'affiner les questions de recherche et les hypothèses qui structurent l'enquête principale. Malgré ce travail, les réalités de terrain imposent systématiquement certains ajustements (Beaud, 1996 ; Beaud & Weber, 2010).

Cette section a une vocation descriptive et retrace le chemin parcouru entre la sortie de l'enquête préliminaire, qui rend possible la définition d'un protocole d'enquête en connaissance de cause, et la construction du corpus à la fin de l'enquête principale.

La **première sous-section** procède à un exposé du plan formel de l'enquête à travers la définition du protocole d'enquête et la structuration du guide d'entretien, principal support de l'enquêteur une fois amorcée la phase de réalisation des entretiens. La **seconde sous-section** fait part des ajustements imposés par les conditions concrètes de réalisation de l'enquête principale. Par suite, le corpus constitué peut être présenté avant l'analyse.

II.1 Définition du protocole de l'enquête principale et construction du guide d'entretien

La définition d'un protocole d'enquête précis permet de réduire l'impact des aléas du terrain, de récolter des données comparables ainsi que d'informer sur les conditions de l'enquête (Bizeul, 1998 ; Demazière, 2007, Sibilet & *al.*, 2011). La manière de construire le corpus, d'entrer en contact avec les interviewés, de lancer l'entretien et ensuite de le mener, doit s'appuyer sur une certaine régularité, permettant de cette façon de réduire tant que possible les biais liés notamment à l'interaction humaine sur laquelle se base un entretien. Le protocole d'enquête offre ainsi, en amont de la réalisation des entretiens eux-mêmes, une trame à laquelle se référer pour créer les conditions de la création d'un corpus scientifiquement valide et exploitable. Le guide d'entretien fournit, quant à lui, au moment même de l'entretien, un support facilitant le travail d'interviewer : d'une part, en rappelant la consigne et les principaux thèmes et questions de précisions, créant ainsi des clés de relance lorsque le déroulement de l'entretien le rend nécessaire ; d'autre part, en constituant un support organisé

pour la prise de note au fil des entretiens officiant également comme un journal de terrain (Fugier, 2009) permettant notamment de détailler les conditions réelles de l'entretien (Bizeul, 1998)⁶⁷.

Cette structure idéale de l'enquête, définie par le protocole et le guide d'entretiens en découlant, ne peut cependant pas être reproduite fidèlement à chaque entretien. Certains aléas liés aux conditions concrètes de réalisation de l'enquête viennent affecter cette régularité recherchée. Le protocole et le guide servent alors de référence au moment de l'analyse qualitative, de manière à pouvoir annoter et prendre en compte ces aléas et leurs impacts éventuels sur les matériaux récoltés.

Le point II.1.1 **tout d'abord**, est consacré à l'exposé formel et à l'explication du protocole d'enquête, dont beaucoup d'éléments synthétisés ici sont directement le fruit des constructions et des choix explicités dans la première section de ce chapitre. Sur cette base, il est ensuite possible d'élaborer un guide d'entretien. Le point II.1.2 permet **ensuite** d'explicitier l'utilité et l'usage d'un tel guide. **Enfin**, le point II.1.3 procède à la description et l'explication détaillée du guide d'entretien singulier conçu pour cette recherche qualitative de terrain.

II.1.1 Le protocole d'enquête : définir le canevas des procédures d'enquête

Objectif et méthode de l'enquête

L'objectif de l'enquête est de mieux comprendre les motivations des paysan.ne.s organisés en coopératives au Nicaragua. Cela doit permettre de caractériser un projet de société ou de développement alternatif dont est porteur le MCP à partir de la catégorisation des motivations à l'organisation en coopérative identifiables à travers l'analyse des entretiens. Une attention particulière est adressée aux aspects environnementaux qui sont susceptibles d'intégrer le panel des motivations que l'analyse doit permettre de construire.

Pour ce faire, la méthode retenue est celle de l'entretien semi-directif. Cette méthode d'enquête qualitative doit permettre de comprendre ce phénomène de coopération en intégrant le point de vue de ceux qui en sont les acteurs principaux, ceux qui le vivent.

⁶⁷ Le protocole d'enquête permet la reproductibilité des procédures d'enquête qu'il définit et donc l'objectivation de ces procédures par l'enquêteur (qui devient interchangeable). Les situations réelles d'entretiens, qui font intervenir une interaction entre l'enquêteur et l'enquêté se concrétisent néanmoins systématiquement avec une part d'incertitude, de souplesse et d'adaptation. Rendre compte des conditions dans lesquelles ont été menés les entretiens devient donc un élément indispensable à l'analyse des matériaux et à la compréhension de certaines situations, ou de certains récits (Bizeul, 2007).

La Population (cf. I.2.1)

La population au sein de laquelle est constitué le corpus se caractérise par le fait d'être acteurs de la construction du Système Coopératif Paysan nicaraguayen. Ces acteurs appartiennent à l'une des catégories suivantes :

- Les paysan.ne.s eux-mêmes dès lors qu'ils sont membres d'un des deux réseaux coopératifs de référence.
- Les techniciens, conseillers, gérants, etc., affiliés à ces réseaux coopératifs ou à des organisations liées (CIPRES et MAONIC).
- Des membres représentant du Ministère de l'Economie Familiale, Communautaire, Coopérative et Associative (MEFCCA).

Zones d'enquêtes

Les entretiens sont menés principalement au sein de trois zones agro-socio-écologiques distinctes. La Zone Paysanne Nord (ZPN), la Zone Paysanne du Pacifique (ZPP) et l'Ancienne Frontière Agricole – Rio San Juan (AFA) (cf. I.2.2). Des entretiens peuvent être menés hors de ces zones lorsqu'il s'agit des catégories « non-paysannes » de la population enquêtée. Les conseillers par exemple, employés par les Fédérations de coopératives opérant au niveau national, ne sont pas toujours affectés à un seul territoire mais assistent des coopératives sur l'ensemble ou une portion du territoire national. Ces entretiens ont tous été menés à Managua. L'indicatif de localisation sera dès lors (MAN).

Taille du corpus

La taille du corpus est ajustée en fonction du déroulement de l'enquête et du sentiment de l'enquêteur sur la nécessité d'étoffer le panel ou de passer à une autre zone agro-socio-écologiques. Une taille approximative du corpus est néanmoins déterminée *ex-ante*, estimant qu'entre 10 et 15 entretiens auprès de paysan.ne.s par zones sont suffisants pour obtenir une représentation satisfaisante des perceptions du système coopératif que nous chercherons à comprendre. Les entretiens menés hors de la population paysanne (techniciens, conseillers, etc.) viennent s'ajouter à cette base du corpus.

Recrutement et constitution du corpus

Le recrutement des interviewés se fait au fil de l'enquête, en fonction à la fois des critères de construction du corpus préalablement définis (niveau d'engagement coopératif, réseaux coopératif d'appartenance, genre) (cf. I.2.1), et, des possibilités offertes par le terrain lui-même (accès aux communautés ou villages, prises de contact, disponibilité des interviewés,

etc). Gardant les critères de constitution du corpus en tête, la stratégie de recrutement définie consiste ainsi à recruter au fil de l'enquête en se laissant guider par les premiers contacts sur le terrain (membres dirigeant de coopératives, techniciens, etc.), puis par les interviewés eux-mêmes. Cette technique s'apparente à celle que Blanchet et Gotman (2007 : 54) désignent comme la méthode non directe, « *de proche en proche* ». On cherche ainsi à réduire le biais qui consisterait à recruter uniquement des interviewés recommandés par des personnes avec un fort niveau d'implication dans la construction du système coopératif et possiblement tentées de nous orienter principalement vers des paysans plus impliqués, ou « sensibilisés » au discours véhiculé par les fédérations de coopératives.

Situation de l'entretien

Les entretiens sont menés dans la mesure du possible en tête à tête. C'est-à-dire en l'absence des éventuels soutiens ou « guides » durant les séjours sur le terrain. L'objectif est, après présentation, de créer une atmosphère de confiance et de liberté d'expression propice à la tenue de discours les plus spontanés possibles. Les entretiens sont réalisés idéalement directement chez les paysan.ne.s, sur leur exploitation. Néanmoins, pour des raisons de praticité et d'adaptation, certains entretiens ont finalement eu cours dans des locaux de coopératives ou autres lieux permettant d'organiser une rencontre ou de profiter des opportunités de rencontres qui se sont présentées (réunion au sein d'une coopérative, venue des paysan.ne.s vers le chef-lieu, etc.)

Prise de contact et consigne de présentation

La prise de contact est, dans la mesure du possible, facilitée par un membre de la coopérative, techniciens/conseillé ou autres personnes susceptibles de nous introduire auprès des interviewés. Néanmoins, cela ne s'avérant pas toujours possible, des prises de contact autonomes ont également dû être réalisées. Dans un cas comme dans l'autre, la « *stratégie d'intervention* » (Blanchet & Gotman, 2007 : 62) consiste à se présenter en tant que chercheur français, réalisant une étude en collaboration avec la fédération de coopérative d'appartenance de l'enquête. L'objectif recherché est, d'une part, de faire ressentir rapidement le sérieux de la démarche et, d'autre part, de rassurer et garantir le caractère bienveillant de la démarche *via* la référence au réseau coopératif lui-même, comme partie prenante de l'enquête. Nous nous sommes en outre procuré une casquette (FENACOOP – MAONIC) et un polo (FECODESA) pour pouvoir être identifié et associé plus facilement à ces réseaux. Cette stratégie induit toutefois plusieurs biais potentiellement influents sur le déroulement des entretiens qui doivent être

internalisés, afin d'en minimiser l'impact sur le contenu des entretiens. Quatre de ces biais qui ont été identifiés soit avant le début de l'enquête, soit dès les premiers entretiens ont ainsi pu être pris en compte et donner lieu à des ajustements :

- Un étranger coopérant avec les fédérations de coopératives peut être considéré par les membres de coopératives de base, même indirectement, comme un pourvoyeur éventuel d'aide, à la fois technique et financière. Cela revêt une importance fondamentale car, on le verra par la suite (*cf. Chapitre 3*), l'une des motivations essentielles de l'organisation en coopérative est d'adosser la coopération paysanne à une entité suffisamment bien structurée, et reconnue comme capable de porter des projets de développement. Ces organisations coopératives peuvent ainsi bénéficier des divers programmes d'aide (coopération internationale, ONG, programmes gouvernementaux, etc.) auxquels des producteurs individuels ne peuvent pas prétendre⁶⁸. Dès lors, si les interviewés perçoivent en l'interviewer un interlocuteur susceptible de leur faciliter cet accès à l'aide financière et technique, il y a une forte probabilité pour que le discours en soit fortement influencé. Il est par conséquent impératif de préciser auprès des interviewés la nature et l'objectif de l'étude, de manière à évacuer le plus clairement possible l'hypothèse selon laquelle l'interviewer serait un vecteur éventuel d'aide internationale et cela dès la prise de contact. La recherche et le prétexte de la visite sont ainsi rapidement replacés dans le contexte d'un travail universitaire pour le compte d'un laboratoire de recherche (*a priori* pas un acteur identifié comme pourvoyeur d'aide), et visant à mieux comprendre le fonctionnement des organisations coopératives et la manière dont celles-ci contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

- S'appuyer sur une collaboration avec l'une des deux fédérations de coopératives paysannes de référence renforce la légitimité de l'enquêteur auprès des interviewés. Néanmoins, la contrepartie, introduisant là encore un biais potentiel, se situe une nouvelle fois dans la manière dont ce positionnement peut influencer le discours des interviewés. En effet, ces derniers pourraient être tentés de reproduire le discours véhiculé par les fédérations de coopératives, reportant ainsi l'enjeu de la « réussite de l'entretien » sur la fédération de coopératives : montrer que le paysan.ne.s affiliés ont une vision cohérente avec celle de

⁶⁸ Ce constat a pu être dressé dès l'enquête préliminaire et être confirmé par des entrevues avec des experts techniciens ou leaders du mouvement coopératif. Lorsque qu'un projet émerge au sein d'une coopérative : construction d'un local (Coopérative Miguel Angel Lopes, *Pueblo Nuevo*), développement d'une agro-industrie rurale (COOPROCAFUC, *El Castillo*), projet d'aide à la construction d'un habitat digne (Coopérative Guardabaranco de las Segovias, *Pueblo Nuevo*), projet de production d'engrais organique (Coopérative Senderos de Licoroy, *Posoltega*), etc., l'organisation en coopérative est systématiquement mentionnée comme un moyen d'obtenir de l'aide soit de la part de l'État, soit de la part de programme de coopération international ou encore de la part d'organisation non Gouvernementales.

l'organisation coopérative, que les « bonnes pratiques » sont mises en œuvres, etc. Les interviewés peuvent aussi avoir la sensation qu'en répondant « mal » à l'entretien, ils risqueraient de pénaliser l'organisation coopérative, le collectif, ou de perdre du crédit auprès des responsables d'organisations coopératives à tous niveaux. Pour dépasser cette difficulté, il a donc été nécessaire d'insister sur le caractère indépendant et sans enjeux vis-à-vis des fédérations de coopératives. L'entretien est aussi présenté comme pouvant être anonymé, de façon à rassurer l'interviewé.

- S'introduire au sein de certaines communautés paysannes, entrer dans certains foyers et venir « interroger » la vie et les impressions ou motivations de personnes qui d'ordinaire, se sentent en marge des centres d'intérêt des « *gringos* »⁶⁹ de passage peut également être source de difficulté à mener les entretiens dans de bonnes conditions. La manifestation de l'intérêt que l'on porte à ce qu'ils ont à dire, parfois de manière assez directe et d'une certaine façon, « violente » (Bourdieu, 1993) du fait des circonstances de réalisation de l'enquête peut rendre difficile le premier contact. Les rencontres avec des personnes souvent très humbles et peu conscientes des savoirs qu'elles véhiculent, de la richesse des témoignages qu'elles ont à apporter sont donc à mener avec précaution. Une large part du corpus est construite au sein de cette population paysanne pauvre, vivant d'une certaine façon en retrait et, en tout état de cause, n'ayant absolument pas l'habitude de prendre la parole devant un « chercheur français » souhaitant les enregistrer avec un dictaphone. Il est donc régulièrement nécessaire de faire précéder l'entretien d'une phase plus longue de création d'un rapport équilibré (Réduire le plus possible le sentiment « d'infériorité ») et de confiance réciproque (Blanchet & Gotman, 2007 ; Kaufmann, 2011). Cela peut être fait notamment en n'entrant pas directement dans l'entretien, et en prenant le temps d'une discussion informelle préalable durant laquelle l'enquêteur prendra soin de ne pas aborder les thèmes visés de l'entretien.

- Lors des entretiens auprès de personnes plus impliquées dans le mouvement coopératif, plus habituées à s'exprimer et à échanger sur les thématiques auxquelles nous nous intéressons, ce mode de présentation peut être adapté. Plutôt que de rassurer par exemple, il convient au contraire parfois d'affirmer le sérieux du travail en cours, la scientificité de la

⁶⁹ La reprise du terme « *gringos* » ici est destinée à faire partager au lecteur l'*a priori* couramment exprimé de la part des interviewés et ressentie par l'enquêteur. C'est en effet ce mot « *gringo* », désignant à l'origine péjorativement les Nord-Américains envers qui le ressentiment historique reste encore très vif chez de nombreux nicaraguayens, qui sert le plus souvent à désigner un étranger (blanc) (le terme plus bienveillant, amical, dont on nous gratifie en général au moment du départ et celui de « chele »). Cela peut être interprété comme un premier *a priori* plutôt hostile envers les visiteurs occidentaux, même si le terme est clairement entré dans le langage courant et se retrouve par conséquent en partie vidé de sa substance péjorative. Il est néanmoins nécessaire de gagner la confiance des personnes avec qui nous interagissons durant ce type d'enquête, et instaurer un climat de respect mutuel nécessaire à la bonne conduite de l'entretien.

démarche, voire même, les compétences de l'enquêteur. Dans ces cas, une présentation plus poussée du travail de recherche, ou encore la présentation de l'institution de rattachement de l'enquêteur, documents à l'appui, permettent de gagner l'attention d'interlocuteurs pouvant parfois être tentés de prendre l'exercice à la légère.

Mode de collecte

Chaque entretien est enregistré à l'aide d'un dictaphone dont la mise en fonction se fait avec l'accord de l'interviewé au début de l'entretien. Cet enregistrement audio est accompagné d'une prise de note sur le livret d'entretien qui est systématiquement complété. Ces prises de notes permettent de consigner les impressions « à chaud » lors de chaque entretien et seront parfois utiles lors de l'analyse, pour détailler les conditions de l'entretien (lieux, prise de contact, interventions extérieures, etc.). Elle permet aussi de noter des mots, idées, gestes, attitudes qui ont semblé revêtir une importance particulière lors de l'entretien.

Calendrier

Un peu moins de deux mois ont été nécessaires à la réalisation des entretiens constitutifs de l'enquête principale. Cette phase de la recherche de terrain s'est caractérisée par une alternance entre des séjours au sein des zones d'enquêtes lors desquels sont réalisés les entretiens et des périodes de traitement primaire des matériaux (cf. [Figure 2.1](#)). Ces périodes ont notamment permis de compléter une base de données sur les entretiens. L'ensemble des caractéristiques de chaque entretien (zones, âges, taille de l'exploitation, niveau d'engagement, déroulé de l'entretien, appréciation sur l'entretien, etc) ont ainsi été consignées. La réalisation de cette base de données permet d'évaluer le corpus au fur et à mesure de sa construction. Les éventuels déséquilibres repérés peuvent alors lors faire l'objet d'un ajustement lors du séjour *in situ* suivant.

II.1.2 *Construction du guide d'entretien : créer un support utile à la conduite de l'entretien*

La construction du guide d'entretien doit permettre, dans le cadre d'une enquête par entretiens semi-directifs, d'établir les conditions « *d'une écoute active et méthodique, aussi éloignée que possible de l'entretien non directif que du dirigisme du questionnaire* » (Bourdieu, 1993 : 906).

Ce guide offre en effet un support sur lequel écrire ou auquel simplement se référer. Il sert à annoter lorsque, lors du récit de l'interviewé, des expressions, des attitudes, des anecdotes ou

des éléments relatifs à la situation ou à l'environnement dans lesquels se réalise l'entretien paraissant valoir la peine d'être consignés en vue d'aider à l'analyse de l'entretien. Il sert également parfois à annoter, seulement de manière à montrer l'intérêt que l'on porte à ce qui est dit. Il s'agit alors par exemple, par la prise de note, de rassurer l'interviewé sur l'intérêt de ce qu'il ou elle raconte, et l'encourager ainsi à poursuivre.

Ce guide sert également de support à l'interviewer lorsqu'il doit relancer l'interviewé (Blanchet & Gotman, 2007). Les relances viennent ainsi raviver la discussion en orientant si besoin celle-ci vers des thèmes préalablement définis et listés dans le guide d'entretiens. Cela permet aussi de vérifier par exemple, en fin d'entretien, que tous les thèmes ont bien été abordés.

Pour construire ce guide d'entretiens, il a d'abord été nécessaire de revenir aux hypothèses de recherche et reprendre ainsi les objectifs centraux de cette recherche qualitative de terrain. **D'une part**, cette recherche vise à prendre connaissance d'éventuelles motivations transversales à la coopération, qui dépassent les objectifs individuels strictement économiques. **D'autre part**, les entretiens devraient pouvoir éclairer plus spécifiquement les motivations d'ordre environnemental, non seulement en les mettant en évidence mais également en précisant les modalités de leurs prises en compte au sein de l'organisation coopérative.

La stratégie adoptée consiste à ne pas aborder frontalement et de manière restreinte ces deux interrogations lors des entretiens. C'est en priorité l'obtention d'un récit abondant plus largement la construction du SCP qui est recherché. Ce récit doit le plus possible être révélateur du point de vue des interviewés, ce qui implique la confrontation lors de ces entretiens à des récits singuliers, dont une partie au moins se réfère au cas particulier de chaque coopérative d'appartenance. L'enjeu est alors de détecter lors de l'analyse, ce qui relève du cas particulier et ce qui semble plutôt relever de caractéristiques communes à l'ensemble des expériences coopératives. C'est à cette condition que des faits stylisés pourront ensuite être construits. La consigne et les thèmes à aborder ne sont par conséquent pas centrés sur les motivations en tant que telles, mais doivent permettre d'aborder la construction, l'organisation et le fonctionnement du système coopératif.

Fidèle au parti-pris de ne pas aborder frontalement les objets centraux de l'enquête, la thématique environnementale n'est pas non plus abordée d'emblée. En effet, le moment et la manière dont cette thématique intervient dans l'entretien, spontanément ou pas, pourrait avoir

une signification importante au moment de l'analyse. L'enquête préliminaire a par ailleurs permis de constater que cette thématique intervient régulièrement dans les discussions, sans nécessité de l'introduire par une relance spécifique qui risquerait d'orienter les réponses.

Aucun ordre imposé d'apparition des thèmes pendant l'entretien n'est *a priori* nécessaire. Néanmoins, pour les raisons qui viennent d'être évoquées, la thématique environnementale à laquelle cette recherche porte un intérêt spécifique, fait figure d'exception. Aucune relance n'est faite à ce sujet avant la fin de l'entretien. Espérant ainsi être en mesure de relever le moment et la manière dont est introduite spontanément cette thématique par les interviewés. « *On pourra ainsi étudier comment le thème apparaît, quels sont les autres thèmes qui y amènent* » (Ghiglione & Matalon, 1998 : 83). Cette thématique fait en outre l'objet d'un approfondissement en fin d'entretien au moyen d'une série de questions ouvertes. Ces questions sont à la fois le moyen de relancer et d'approfondir la discussion sur cette thématique spécifique, et, d'obtenir des réponses à des interrogations plus particulières, en marge des objectifs centraux de l'enquête par entretiens.

Finalement, une dernière question dite « d'ouverture » est proposée afin de conclure l'entretien par une discussion plus informelle, invitant l'interviewé à s'approprier et à discuter un des éléments théoriques de cette thèse. L'objectif est double : prolonger la discussion et conclure chaque entretien par une discussion d'« égal à égal ». Il s'agit là de ponctuer la fin de l'entretien par la même marque de respect vis-à-vis des interviewés que celle qui a structuré l'ensemble de ce travail d'enquête, en incluant le plus possible les interviewés dans la démarche scientifique de cette recherche qualitative de terrain.

Le point suivant vise à apporter les détails de la construction et du contenu de ce guide ayant servi de support aux entretiens menés dans le cadre de l'enquête principale.

II.1.3 *Contenu et explications du guide d'entretien*

Le guide d'entretien de base se structure donc de la manière suivante, avec des possibilités d'adaptation, notamment dans la formulation, pour les entretiens menés auprès de responsables nationaux, ou de techniciens-conseillers. L'[Annexe 2.2](#) présente le guide d'entretien utilisé durant cette phase d'enquête principale. Ce guide se présente sous forme d'un livret de 8 pages (un livret par entretien) contenant les sections suivantes :

Page 1 : Fiche signalétique

Les renseignements consignés sur cette page permettent de préciser l'identité de l'interviewé et de recueillir un certain nombre de données concernant ses activités et son implication dans le mouvement coopératif. Cette fiche signalétique est complétée au fil de l'entretien selon les informations spontanément offertes par l'interviewé. Si des informations demeurent manquantes à la fin de l'entretien, l'interviewer pose alors les questions correspondantes. Cette fiche signalétique rassemble ainsi l'ensemble des « *données objectives* » (Beaud & Weber, 2010 : 194) permettant de préciser les caractéristiques sociales et économiques de l'interviewé.

Page 2 : La consigne

Une fois passées les étapes de la prise de contact et de la présentation auprès de l'interviewé (cf. II.1.1), et après que l'interviewé ait consenti à l'entretien, il est impératif de définir une « consigne » claire, standardisée, qui permettra de démarrer l'ensemble des entretiens sur la même base, en envoyant les mêmes signaux à l'interviewé.

« Me gustaría que me hable de la cooperativa, de su historia, su presente, sus proyectos, su funcionamiento. También apreciaría que usted me detalle las motivaciones que han traído los productores de esta localidad a organizarse en cooperativa y, las motivaciones que hoy en día siguen animando la continuación de esta experiencia »

« J'aimerais que vous me parliez de la coopérative, de son histoire, de son présent, de ses projets, de son fonctionnement. J'apprécierais également que vous me détailliez les motivations qui ont amené les producteurs de cette localité à s'organiser en coopérative, et les motivations qui aujourd'hui encore continuent de motiver la poursuite de cette expérience. »

Cette consigne vise donc à la fois à aborder le thème de la construction du système coopératif de la manière la plus large possible et, malgré tout, à donner d'emblée quelques pistes pour démarrer le récit. Cette consigne peut par ailleurs paraître déjà trop élaborée. Nonobstant, l'objectif n'est pas qu'elle soit comprise à l'identique par chaque interviewé. De fait, chaque interviewé se focalise en premier lieu sur un aspect ou un autre de la consigne et dès lors, chaque entretien est singulier. Ce sont ensuite les relances de l'interviewer qui permettent de compléter les thèmes qui ne sont pas abordés spontanément. Ce qui compte, ce sont les signaux envoyés à l'interviewé, qui dans ce cas, sont destinés à l'inciter à parler le

plus largement possible de son expérience coopérative. « On peut dire que le fait qu'elle [la consigne] soit « correctement comprise » n'est pas essentiel, contrairement à ce qui est le cas pour les questionnaires. En effet, ce que l'on cherche dans un entretien non directif, c'est l'ensemble de ce qui est évoqué par un certain terme ou une certaine expression. [...]. Le fait que le terme utilisé soit compris par certains sujets dans un sens différent de celui auquel s'attendait le chercheur, peut constituer, dans la plupart des cas, une information importante dont il serait dangereux de se priver » (Ghiglione & Matalon, 1998 : 81).

Pages 2 à 5 : Grille des thèmes à aborder

Cette grille recouvre quatre pages et remplit plusieurs fonctions :

- Rappeler les différents thèmes à aborder au cours de l'entretien
- Valider le « traitement » de chaque thème par un système de « pointage »
- Consigner dans le livret d'entretien toute information complémentaire pouvant potentiellement aider à une meilleure compréhension des entretiens et de leur contexte.

La présentation retenue (Figure 2.4) permet ainsi de remplir ces fonctions.

Figure 2.4 : Extrait de la grille thématique

Thèmes	Observations	Abordé
Contexto de creación de la cooperativa		

Source : Renaud Metereau

La colonne « Thèmes » rappelle les différents thèmes à aborder. La colonne « Observations » est destinée à offrir un espace pour consigner des observations et remarques en cours d'entretien. La colonne « Abordé » est destinée à valider le traitement des thèmes. Chaque fois que des éléments du récit proposé par l'interviewé paraissent renseigner un thème, l'interviewer coche la case correspondante. Cette technique permet d'obtenir au fil de l'entretien un témoin visuel (le nombre de croix) du niveau de couverture de chacun des thèmes. Cela permet de guider les relances et de réorienter l'entretien si l'interviewer s'aperçoit qu'un thème a été très largement discuté, alors qu'un autre a été laissé de côté. En fin d'entretien, tous les thèmes doivent avoir été abordés.

Neuf thèmes ont ainsi été prédéfinis et sont abordés au cours de chaque entretien. Il apparaissant dans l'ordre suivant sur le guide sans que cet ordre ne constitue une contrainte pour la conduite de l'entretien (à l'exception du thème relatif à l'environnement qui ne pourra faire l'objet d'une relance seulement s'il n'a pas encore été abordé en fin d'entretien) :

- Contexte de création de la coopérative
- Processus de création de la coopérative
- Fonctionnement/organisation de la coopérative
- Objectifs initiaux et présents
- Réussites et résultats obtenus
- Échecs ou attentes non satisfaites par la coopération
- Impact de la coopération sur la qualité de vie
- Aides, incitations extérieures
- Dimension environnementale au sein de la coopérative

Conformément aux objectifs de l'enquête principale, huit thèmes contribuent à aborder le coopératisme paysan de manière la plus large possible. À l'image de la consigne, il ne s'agit pas d'aborder uniquement les motivations en tant que telles, mais bien de se laisser la possibilité d'identifier des motivations implicites à travers le récit de l'engagement coopératif. Sur ces huit thèmes, un seul aborde directement la question des motivations à la coopération.

Le neuvième thème remplit une fonction spécifique d'approfondissement de la dimension environnementale de la coopération, qui parfois apparaît à travers les autres thèmes. En effet, l'analyse des entretiens le confirmera, le thème environnemental apparaît souvent de manière spontanée au cours de l'entretien (*cf. Chapitre 4, Section 2*).

Pages 6-7 : Questions d'approfondissement

C'est l'image d'un entonnoir, qui finalement représente le mieux le déroulement souhaité des entretiens. La consigne vise d'abord à ouvrir la discussion de la manière la plus large possible, invitant l'interviewé à aborder le thème général du « coopératisme » le plus librement possible. La grille de thèmes a pour fonction de guider les relances de l'interviewer lorsque celles-ci s'avèrent finalement nécessaires. Enfin, une série de questions permet en fin d'entretien de creuser plus particulièrement la thématique environnementale, sa représentation et la manière dont elle s'articule avec d'autres thèmes de l'entretien. Cette démarche s'apparente à celle décrite par Ghiglione et Matalon (1998 : 83) : « *Il pourra être également intéressant de commencer par une consigne très large et une technique tout à fait non-directive, puis, lorsqu'on estime qu'on a obtenu tout ce qu'il était possible d'obtenir de cette*

manière, de proposer, s'il n'est pas apparu spontanément un nouveau thème, plus précis, en terminant éventuellement par des questions proprement dites ».

Ces questions d'approfondissement sont au nombre de cinq. Les deux premières abordent frontalement le thème de l'environnement et son articulation avec le coopérativisme. Les trois suivantes ont été inspirées plus directement par l'enquête préliminaire. Il s'agit cette fois-ci d'aborder la thématique environnementale de manière beaucoup moins explicite, à travers une technologie et des pratiques observées lors des premiers mois sur le terrain : le biodigesteur et la réutilisation des sous-produits agricoles à des fins productives.

Question 1 : Selon vous, qu'est-ce qui limite les producteurs pour faire évoluer leurs pratiques vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement ? Et au contraire, qu'est-ce qui encourage les producteurs dans cette direction ?

Question 2 : Selon vous, quel est le rôle de la coopérative par rapport à cela ?

Les réponses espérées à ces deux premières questions doivent donc apporter un éclairage sur les modalités d'intégration de la dimension environnementale dans l'organisation et les pratiques agricoles paysannes. Aborder les difficultés ou obstacles, ainsi que les facteurs facilitant l'intégration de cette dimension environnementale, n'est finalement qu'un prétexte pour inviter l'interviewé à préciser sa perception de la dimension environnementale, la manière dont il envisage sa prise en compte dans sa pratique quotidienne de l'agriculture et son articulation avec la construction du système coopératif paysan.

Question 3 : Avez-vous déjà entendu parler ou avez-vous déjà eu l'expérience au sein de cette coopérative d'un biodigesteur ? Si oui, quelle a été votre impression ?

Question 4 : Selon vous, la coopérative pourrait être utile pour organiser ce type de réutilisation des sous-produits agricoles à l'échelle de la communauté ?

Question 5 : Connaissez-vous d'autres exemples de sous-produits agricoles que l'on pourrait réutiliser ?

À ce stade, l'entretien est désormais très fortement orienté par l'intermédiaire de ces questions. On crée explicitement les conditions d'un glissement de la thématique environnementale vers la thématique des systèmes intégrés de production d'aliments et d'énergie | *Integradted Food-Energy Systems* (IFES) dont le biodigesteur est une forme opérationnelle mise à l'œuvre dans de nombreuses zones rurales du Nicaragua (cf. Chapitre 4, section 2). L'objectif recherché est premièrement de satisfaire une curiosité. Après avoir

observé la présence de biodigesteurs dans certains ménages paysans, nous souhaitions être un peu mieux en mesure d'en évaluer la diffusion et la perception qu'en ont les paysans eux-mêmes. Il s'agit clairement, d'une « brique de base » pour la structuration de systèmes socio-écologiques fondés sur le principe de bouclage des flux de matières et d'énergie (Sachs & Silk, 1990). Deuxièmement, il s'agit de questionner notre propre perception de l'IFES et du rôle que pourrait jouer l'organisation coopérative pour sa généralisation. Cela est simplement réalisé par le recours à une question permettant de tester directement, en repartant du point de vue de l'enquêté, la pertinence du lien entre biodigesteur et organisation coopérative. Troisièmement, la réponse à la dernière question doit permettre d'obtenir de nouvelles pistes issues de l'expérience pratique des paysan.ne.s interviewés pour un bouclage des flux de matières et d'énergie.

À la fin de cette étape, l'entretien est considéré comme complet. En d'autres termes, la question suivante est considérée « à part ». Il s'agit d'une question d'ouverture à caractère optionnel. Comme il a déjà été précisé, il s'agit ici simplement de laisser une option pour prolonger une dernière fois l'entretien, en fonction de la disponibilité (matérielle et mentale) de l'interviewé en l'associant plus directement à la démarche scientifique. Cette dernière relance vise à la fois à nourrir encore davantage la réflexion à partir du point de vue et des perceptions que veulent bien partager les personnes constitutives du corpus et, à contribuer d'une certaine façon à valoriser une dernière fois l'expérience et les connaissances des interlocuteurs au sein de la relation d'enquête qui a été établie. La finalité est ici de réduire la « *dissymétrie sociale* » liés à la situation d'enquête et atténuer la « violence » que peut véhiculer ce type de d'interrelations (Bourdieu, 1993).

Question 6 : Selon certains chercheurs, pour être soutenables, les communautés humaines devraient s'organiser comme des écosystèmes naturels. C'est-à-dire, essayer de développer localement, plus de complémentarité, d'échanges, d'interdépendances entre les différentes activités humaines. De cette manière, chaque déchet produit par une activité serait une ressource pour un autre type d'activité, comme cela se produit dans la nature entre les différentes espèces. Comment vous paraît cette idée ? Que vous inspire-t-elle ?

Bien que proposée à la marge des entretiens, cette question d'ouverture s'inscrit bien sûr dans la continuité des questions précédentes. Cela permet à l'interviewé de s'appuyer sur les réflexions et réponses précédentes pour comprendre ce bref exposé et la question sous-jacente. La manière dont la question est formulée invite *a priori* à des réactions plutôt positives. En effet, on ne s'attend pas à des réactions de rejets de la part de la population

paysanne, à l'évocation de ce rapprochement entre écosystème et communautés humaines. Ce qui nous intéresse ici en premier lieu est de générer à nouveau une discussion plus ouverte. Le déroulement des entretiens a par ailleurs montré que cette ouverture peut elle aussi être très enrichissante pour l'analyse des autres des matériaux.

Page 8 : Observations générales

Au sein du livret d'entretien, un espace est réservé à la prise de notes concernant les aspects généraux relatifs à l'entretien : prise de contact, conditions d'accueil, attitude de l'interviewé, observations sur l'environnement, impressions générales « à chaud » sur l'entretien, références/contact/etc.

Bien que préparée par la conduite de l'enquête préliminaire et guidée par un livret d'entretien pensé pour accompagner l'interviewer durant l'intégralité de l'entrevu, de la prise de contact jusqu'au moment du départ, la conduite de l'enquête principale réserve nécessairement des imprévus. Cette phase impose donc à l'interviewer d'être capable de s'émanciper de son protocole, et de son guide, de manière à réaliser les ajustements rendus indispensables au bon déroulement de l'enquête et à la construction d'un corpus satisfaisant. Sans cela, trop contraint par un protocole duquel il ne voudrait s'écarter sous aucun prétexte, ne laissant pas la possibilité à de nouvelles hypothèses d'émerger hors du cadre prédéfini, l'enquêteur stérilise « à l'avance la fécondité de l'instrument d'enquête » (Beaud & Weber, 2010 : 179).

II.2 Déroulement pratique de l'enquête, adaptations au terrain et description du corpus

Le déroulement de la phase d'enquête principale a été conforme au calendrier prévu. Néanmoins, certains aspects du protocole n'ont pas toujours pu être respectés ou ont dû faire l'objet d'adaptations. Ces ajustements méritent d'être explicités dès lors qu'ils sont susceptibles d'influer la qualité des matériaux eux-mêmes ou, *a minima*, lorsqu'ils nécessitent d'être pris en compte dans l'analyse du corpus.

Cette seconde sous-section renvoie successivement sur les principaux écarts et adaptations au protocole d'enquête (II.2.1), puis sur la description argumenté du corpus finalement constitué (II.2.2).

II.2.1 *Écarts au protocole et adaptations in situ*

Essentiellement au cours de la première semaine d'enquête, la confrontation du protocole aux conditions réelles d'enquête a effectivement révélé certains aspects et « obstacles » non anticipés.

Tout d'abord, le processus de recrutement des interviewés s'est réalisé de manière plus élargie que lors de l'enquête préliminaire. Cela constitue un aspect du déroulement de l'enquête certes inattendu, mais plutôt positif pour la qualité du corpus. En effet alors que l'enquête préliminaire a été largement guidée par les référents locaux, l'enquête principale a pu être menée avec une plus grande autonomie. Sans que cela soit anticipé, cette émancipation vis-à-vis des référents locaux a permis de multiplier les canaux de recrutement. En s'appuyant désormais sur plusieurs contacts au sein de chaque zone agro-socio-écologique, il a été possible de diversifier les réseaux au sein desquels s'effectuaient les recrutements. À cela s'ajoute le souhait de ne pas retourner vers des personnes déjà interviewées lors de l'enquête préliminaire. Dès lors, le recrutement s'est réalisé hors de ce que l'on pourrait nommer le « premier cercle » des sociétaires. En effet, une bonne part des recrutements « évidents », c'est-à-dire ceux à qui les référents locaux ont pensé le plus spontanément suite aux demandes de l'enquête, ont généralement été interviewés dès l'enquête préliminaire. Partant du présupposé que ce premier cercle est principalement constitué de personnes peut-être plus investies dans le mouvement coopératif, plus habituées à s'exprimer, ou encore, de personnes dont les pratiques seraient plus conformes à ce que les référents voudraient mettre en valeur, cet élargissement du processus de recrutement joue en faveur de la diversité du corpus. Cette tendance a été renforcée par des recrutements réalisés de manière opportuniste, hors des recommandations faites par nos référents.

Ensuite, contrairement à ce qui était initialement recherché, les entretiens ne se sont pas toujours réalisés dans des environnements comparables. Le calendrier très court et contraint pour la réalisation de cette enquête principale, mis en relief par un mode de vie ne répondant clairement pas aux mêmes contraintes de temporalité a amené à une révision des exigences sur cet aspect. Très simplement, lorsqu'il était possible de profiter de la disponibilité d'un interviewé potentiel et de le retenir plus d'une heure, un entretien était réalisé, indépendamment du lieu. Une partie des entretiens a donc été réalisée au sein des fermes ou au domicile des interviewés. D'autres entretiens ont été réalisés au sein de locaux de coopératives de base ou d'unions de coopératives. Une dernière partie des entretiens a été

réalisée dans des conditions très diverses : à un arrêt de bus, sur un banc public en ville, sur le chantier de construction d'une maison, etc., en fonction des disponibilités de l'interviewé et de l'opportunité de réaliser un entretien.

S'ajoutent à cela des difficultés répétées à négocier le « tête-à-tête » avec les interviewés⁷⁰. Il est de fait parfois difficile d'exiger tant en si peu de temps, de personnes avec qui l'interviewer vient à peine d'établir le premier contact : stopper son activité, prendre une heure pour s'entretenir avec un « étranger », s'isoler de l'entourage (famille, collègues, amis, etc.). Dans ce contexte, le tête-à-tête n'a pas toujours pu être obtenu. Parfois cela a clairement remis en cause la qualité de l'entretien. Parfois, au contraire, la présence de plusieurs personnes a permis la conduite d'entretiens extrêmement riches. À la fois le fait que les interviewés puissent se compléter, et le fait que la situation d'entretien semble moins intimidante, créent en effet les conditions pour des entretiens plus dynamiques, nécessitant moins de relances de la part de l'enquêteur⁷¹.

Finalement, pour l'ensemble des raisons qui viennent d'être évoquées, la richesse et la qualité des entretiens, tant formelle que scientifique, se sont révélées relativement hétérogènes. Les conditions du terrain le permettant, plus d'entretiens ont été menés que ce qui avait initialement été prévu, afin de constituer un corpus satisfaisant. Cela implique une sélection en amont de l'analyse des entretiens, ce qui de fait peut introduire un biais. Néanmoins, cette sélection ne s'est pas réalisée sans critères explicites. Une partie des entretiens écartés l'ont été sur la base des critères formels de qualité (qualité de l'enregistrement, durée de l'entretien, etc.) ou, sur la base de l'appréciation du chercheur, certes subjective, mais toujours justifiée. Les principales raisons sont liées aux conditions d'enquêtes, ou au déroulement même de l'entretiens (trop de relances et peu de paroles libres ; discours trop « normé » ; rien de nouveau ; etc.).

⁷⁰ Ce type d'« imprévu » fait partie de ceux commentés par Beaud et Weber (2010 : 174). Il ne s'agit pas de renoncer à l'entretien pour autant. Ce type de situation d'entretiens doit être pris en compte dans la conduite comme dans l'analyse. Ils peuvent être enrichissants (Entretiens 2012-24 ; 2012-28 ; 2012-30 ; Entretien 2013-37) ou au contraire peser sur le témoignage de l'enquêté (Entretien 2012-26, non retenu pour l'analyse de contenu).

⁷¹ Lors de ces entretiens, le dialogue se construit à plusieurs et le récit d'un interviewé peut amener un autre à commenter, apporter des précisions, nuancer, rebondir sur une thématique liée. Ces situations d'entretien ont été très riches du point de vu de l'enquêteur/analyste.

II.2.2 Description du corpus

La phase d'enquête principale a permis de réaliser 52 entretiens semi-directifs dont 30 constitueront le corpus retenu pour l'analyse de contenu thématique, et qui s'ajoutent au 30 entretiens ouverts conduits durant l'enquête préliminaire (cf. [Section 1](#)). Le [Tableau 2.5](#) présente et qualifie les différents niveaux de corpus. Les quelques paragraphes qui suivent sont consacrés à la description plus précise du corpus retenu qui fera l'objet d'un traitement systématisé lors de l'analyse des matériaux de terrain.

Tableau 2.5 : Les différents niveaux de corpus et leur utilisation					
Phase de la recherche	Description	Nombre d'entretiens		Traitement	Fonction
Préliminaire	Entretiens ouverts	30		Écoutes Synthèses d'entretien	Reconfiguration des hypothèses et questions de recherche Préparation de l'enquête principale
Principale	Entretiens semi-directifs	52	22	Écoutes Prises de notes	Constitutifs de l'expérience de terrain
			30 qui constituent le corpus final	Retranscription (totale ou partielle) Analyse thématique de contenu	Construction d'un arbre thématique (panorama motivationnel)

Source : Renaud Metereau

Parmi les 52 entretiens de l'enquête principale, quatre ont été réalisés auprès d'une population experte : un membre du conseil d'administration de l'une des fédérations de coopérative à l'étude ; un expert/technicien travaillant sur l'ensemble du territoire en soutien aux coopératives associées au réseau FECODESA – CIPRES ; deux représentants du MEFCCA, à *Pueblo Nuevo (ZPN)* et *San Carlos (AFA)*. Les 48 autres entretiens concernent des paysans et des paysannes, membres de l'une des deux fédérations de coopératives retenues et dont le niveau d'engagement est hétérogène.

Une sélection de 30 entretiens constitue le corpus définitif, soumis à l'analyse de contenu. Une partie de cette sélection a été réalisée *in vivo* lorsqu'à l'issue de l'entretien, soit un biais important introduit par la situation d'entretien était constaté, soit simplement parce que l'échange s'était révélé manifestement pauvre⁷². L'autre partie de la sélection est réalisée en

⁷² Certaines situations d'entretien ne donnent pas lieu à un entretien dont il semble possible de tirer des informations originales. Lorsque par exemple l'interviewer, après avoir négocié l'entretien, ne parvient finalement pas à faire témoigner de manière ouverte l'interviewé. Le poids des relances et des interventions de l'interviewer devient ainsi beaucoup plus important dans l'échange et les prises de parole de l'interviewé restent

combinant notre appréciation sur la « valeur ajoutée » de chaque entretien et le souci de respecté tant que possible, les règles de constitution du corpus établies dans le protocole d'enquête.

Le Tableau 2.6 présente ce corpus et les quelques données de base relatives à chaque entretien. Très sommairement, ce corpus est composé de trente entretiens. Parmi ces entretiens, vingt-huit concernent des paysan.ne.s avec différents niveaux d'engagement au sein du système coopératif (vingt avec un niveau d'engagement de 1 ; dix avec un niveau d'engagement de 2, et trois avec niveau d'engagement de 3⁷³). Les deux derniers entretiens ont été menés auprès d'un membre dirigeant de la FENACOOP (Entretien 2013-51) et d'un conseiller/expert salarié du CIPRES travaillant au sein du réseau de la FECODESA (Entretien 2013-52). Neuf interviewées sont des femmes, et vingt-six sont des hommes. Le nombre total d'interviewés est de 35 car quatre des 30 entretiens retenus ont été menés avec plusieurs personnes (Entretiens, 2012-24 ; 2012-28 ; 2012-30 ; 2013-37). Le même nombre d'entretiens (15) a été mené dans chacune des deux fédérations de coopératives.

Concernant les caractéristiques propres à l'activité agricole des interviewés, les surfaces cultivées oscillent entre 1 et 200 mz (une manzana correspond approximativement à 0,7 hectares). Quatorze entretiens ont été conduits auprès de paysans cultivant moins de 5 mz, douze autres entretiens l'ont été auprès de personnes travaillant sur une surface comprise entre 5 et 20 mz, et deux interviewés disposaient d'une surface comprise entre 20 et 200 mz. L'intégralité des paysan.ne.s ayant pris part à un entretien cultive des grains de bases, *a minima* pour la consommation de la famille. Dans tous les cas, ces paysans et paysannes combinent des cultures vivrières destinées à l'autoconsommation avec des cultures « commerciales », destinées à être vendues sur les marchés local, national et/ou international. Dans de nombreux cas, lorsque la coopérative ne prend pas en charge la commercialisation, l'écoulement de la production se fait moyennant le recours à des intermédiaires (*comerciantes* ou *intermediarios*) avec une très faible visibilité sur la destination finale des produits (*cf. Chapitre 3*). Pour quelques productions (café, cacao et noix de cajou principalement), les coopératives ont réussi à mettre en place des systèmes de commercialisation ou des

courtes, peu développées et n'introduisant que très peu de commentaires et d'informations de manière spontanée, non incitée et donc non orientée par l'interviewer.

⁷³ Nous n'avons pas « classé » par niveau d'engagement deux des interviewés. Le premier (Entretien, 2012-30) était le mari de la personne « recrutée » pour l'entretien. Il travaille au sein de l'exploitation agricole mais n'est pas adhérents à la coopérative. Le deuxième, Javier, était un technicien du CIPRES qui a un engagement salarié dans le mouvement coopératif par son statut salarié au sein du CIPRES mais ne peut faire l'objet d'une classification sur la même base d'engagement volontaire au sein de l'organisation en coopérative tel que c'est le cas pour les producteurs et productrices qui composent le corpus.

partenariats permettant l'écoulement de la production *via* des filières de commerce équitable et/ou avec une certification en agriculture biologique.

Le cœur du corpus finalement constitué, les 30 entretiens décrits dans le Tableau 2.6, est retenu pour une analyse plus systématisée et approfondie. La méthode d'analyse de contenu thématique présentée dans la section suivante permet en effet de donner un sens à ce corpus à partir d'une méthode établie de démembrement du texte (le découpage thématique) et de reconstruction du sens ou « *les grandes tendances du phénomène à l'étude* », par « *une représentation synthétique et structurée du contenu analysé* » (la construction de l'arbre thématique) (Paillé & Mucchielli, 2012 : 257). La section suivante vise à préciser cette méthode d'analyse et les modalités de sa mise en œuvre dans le cadre de cette thèse.

Tableau 2.6 : Corpus retenu pour l'analyse qualitative des données de l'enquête principale

No.	Référence livret	Référence thèse	Zone	Localisation	Age	Sexe	Réseau coop.	Niveau engage-	Superficie Exploit* (mz)	Cultures principales	Destination Principale	Destination secondaire	Référence au prix/revenu	Environnement (cf. Chap 4)		Biodigester (cf. Chap 4)	
														Spontané	Catégorie	Connaissance	perception
1	121205LJCE	2012-2	ZCN	El Colorado, Pueblo Nuevo	40-49	H	FECODESA	2	<5	Granos Basicos ; café	Autoconsommation	Export (café) et marchés locaux (surplus)	Oui	Oui	PP	Oui	+
2	121205ZFCE	2012-3		Los llanos n°1, Pueblo Nuevo	50-59	H	FECODESA	1	50<-<200	Porcs ; Granos Basicos ; café ; Maraichage ; lait	National (commerçant)	Export (équitable)	Oui	Non	AR	Oui	+
3	121206RMCE	2012-7		El Consuelo, Pueblo Nuevo	50-59	H	FENACOOP	2	5<-<20	Granos Basicos ; Café	Autoconsommation et Local	Export (AB & équitable)	Oui	Oui	PP	Oui	+
4	121206PGCE	2012-8		El Carao, Pueblo Nuevo	40-49	H	FECODESA	2	5<-<20	Granos Basicos ; Tubercules ; Semences	Local et National	Autoconsommation	Oui	Non	AR	Oui	+
5	121207ICCE	2012-12		Pueblo Nuevo	30-39	H	FECODESA	2	5<-<20	Granos Basicos ; Élevage (porcs, bovins, volaille)	Local et National	Autoconsommation	Oui	Oui	PP	Oui	+
6	121208AICE	2012-14		La Cofradilla, Pueblo Nuevo	30-39	F	FECODESA	1	<5	Granos Basicos ; Maraichage ; Elevage	Autoconsommation	Local	Non	Non	AR	Oui	+
7	121210SMCE	2012-16		Zona Contagallo, Condega	40-49	F	FENACOOP	3	<5	Café ; Granos Basicos ; Fruitiers ; Maraichages	Local et National (commerçant)	Autoconsommation	Oui	Non	AR	Oui	+
8	121210PRBE	2012-17		Venezia, Condega	40-49	H	FENACOOP	2	5<-<20	Granos Basicos ; Café ; Maraichage	Local et National (commerçant)	Autoconsommation	Oui	Oui	PP	Oui	+
9	121212CRBE	2012-18		Somotillo	30-39	F	FECODESA	1	<5	Noix de Cajou ; Granos Basicos	Export (AB et équitable)	Autoconsommation	Oui	Oui	AR	Non	/
10	121213GFCC	2012-21		Los Limones, Somotillo	40-49	F	FECODESA	1	<5	Granos basicos ; Noix de Cajou ; Volailles ; Lait	Autoconsommation et local	Export	Oui	Non	/	Oui	=
11	121214BRCC	2012-23	ZCP	La Ranchería	40-49	H	FECODESA	2	5<-<20	Granos Basicos ; Sésame ; Banane	Autoconsommation et local	National	Oui	Oui	PP	Oui	+
12	121215LBCC	2012-24		La Grecia, Chinandega	40-49	F	FENACOOP	3	5<-<20	Granos basicos ; Diversifié	Local et National (commerçant)	Autoconsommation	Oui	Oui	PP	Oui	+
		20-29			H	1											
13	121217VOCC	2012-28		Posoltega	50-59	H	FENACOOP	2	<5	Granos Basicos ; Banane ; Maraichage	Autoconsommation	Local et National (commerçant)	Oui	Oui	AR	Oui	+
		50-59			H	1		<5									
14	121217SACC	2012-29		Posoltega	40-49	F	FECODESA	2	5<-<20	Banane ; Granos Basicos	Local et National	Autoconsommation	Oui	Non	AR	Oui	+
15	121217LJCC	2012-30		Chiquimulapa, Chinandega	40-59	F	FECODESA	1	<5	Banane ; Diversifié	Local et National	Autoconsommation	Oui	Oui	PP	Oui	+
		50-59			H	/											
16	121219DACC	2012-31		Reparto de la Virgen, Posoltega	40-49	H	FENACOOP	1	5<-<20	Sylviculture ; Diversifiée	Local	Autoconsommation	Oui	Oui	PP	Oui	+
17	121219PRCC	2012-32		Reparto Utris, Leon	50-59	H	FENACOOP	1	<5	Granos Basicos ; Maraichage ; Fruitiers	Local	Autoconsommation	Oui	Oui	AR	Oui	=
18	121220SVCC	2012-33	Palo de Lapa, Leon	50-59	F	FENACOOP	1	<5	Sésame ; Eucalyptus ; Diversifiée	Local et National (Commerçant)	Autoconsommation	Oui	Oui	AR	Oui	+	
19	121221MCBC	2012-34	Palo de Lapa, Leon	40-49	H	FENACOOP	1	<5	Sésame ; Granos Basicos ; Élevage (vache à lait)	Export (AB)	Local et National	Oui	Non	AR	Oui	+	
20	130108CICS	2012-36	VFA	Boca de Sabalo, El castillo	20-29	F	FECODESA	1	<5	Cacao ; Cannelle ; Diversifiée	Export	Local et autoconsommation	Oui	Non	/	Non	=
21	130108VRCS	2012-37		Boca de Sabalo, El Castillo	> 60	H	FENACOOP	2	5<-<20	Cacao ; Granos Basicos ; Diversifiée	Export (AB et équitable)	Autoconsommation	Oui	Oui	PP	Oui	+
		40-49			H	1		20<-<50									
		20-29			H	1		5<-<20									
22	130109TRBS	2012-38		Buena Vista, El castillo	> 60	H	FECODESA	2	5<-<20	Cacao, Diversifié	Export (AB et équitable)	Local et autoconsommation	Oui	Oui	PP	Oui	+
23	130109GACS	2012-39		Buena Vista, El Castillo	50-59	H	FECODESA	1	<5	Cacao ; Cannelle ; Poivre Élevage ; Granos Basicos	Export (AB et équitable)	Local et autoconsommation	Oui	Oui	AR	Non	+
24	130109DMCS	2012-40		Buena Vista, El Castillo	>60	H	FENACOOP	1	<5	Cacao ; Agrumes ; Diversifiée	Export (AB et équitable)	Local et autoconsommation	Oui	Oui	AR	Non	-
25	130110GKBS	2012-42		El vivero, El Castillo	>60	H	FENACOOP	2	<5	« Raïcilla » ; Tubercules ; Cannelle, Granos Basicos	Local et autoconsommation	Export	Oui	Oui	PP	Oui	+
26	130111APCS	2012-43		Los Chiles, San Carlos	50-59	H	FECODESA	1	20<-<50	Lait ; Viande Bovine ; Granos Basicos ; (cacao)	Local et National	Autoconsommation, (export)	Oui	Oui	AR	Oui	+
27	130111BDBS	2012-44		La veneda, San Carlos	40-49	H	FENACOOP	1	20<-<50	Lait ; Viande Bovine ; Granos Basicos ; (cacao)	Local et National	Autoconsommation, (export)	Oui	Non	AR	Non	+
28	130112SECS	2012-49	Villa, Alvarez, El Almlendro	30-39	H	FECODESA	1	5<-<20	Lait ; Viande Bovine ; Granos Basicos	National	Local et autoconsommation	Oui	Non	AR	Non	/	
29	130118RHIM	2012-51	MAN	Managua	50-59	H	FENACOOP	3	/	/	/	/	Oui	Oui	/	Oui	+
30	130121MJIM	2012-52		Managua	40-49	H	FECODESA	/	/	/	/	/	Oui	Oui	/	Oui	+

Source : Renaud Metereau

Section III Méthodologie de l'analyse qualitative de contenu

À partir d'un corpus de données qualitatives, il est possible de procéder à deux grands types d'analyse de contenu : une analyse quantitative ou une analyse qualitative (Mucchielli, 2009 ; Van Campenhoudt & Quivy, 2011). Une analyse quantitative viserait, à la suite de diverses opérations de décomposition, de condensation et de comptage des données textuelles, à réaliser une analyse statistique des éléments contenus dans les documents permettant de mettre en évidence des récurrences, des proximités, des relations. Des structures pourraient alors apparaître, qui ne seraient pas visibles par une lecture plus superficielle des documents. En les confrontant ensuite aux éléments de contexte, ces structures cachées peuvent contribuer à interpréter les données.

De manière différente, mais avec la même finalité, les analyses qualitatives de contenu consistent quant à elles, en une série d'« *opérations intellectuelles* » visant à explorer le contenu « implicite » (ce que l'on ne perçoit pas lors d'une lecture simple) d'un corpus de données qualitatives et d'en expliciter la signification exacte (Mucchielli, 2009 : 36). La catégorisation est l'une de ces opérations intellectuelles. « *Son rôle est central dans l'analyse qualitative, elle permet d'aller au-delà du simple relevé de contenu pour toucher à la théorisation même des phénomènes* » (Paillé & Mucchielli, 2012 : 20). Il s'agit en effet de regrouper des éléments, bruts ou traités, extraits du corpus, au sein de « *catégories conceptualisantes* », attribuant ainsi une signification plus précise aux phénomènes auxquels se rapportent ces éléments du corpus.

L'analyse de contenu menée dans cette thèse est de nature qualitative et s'inscrit pleinement dans une posture compréhensive (Colliot-Thélène, 2008 ; Mucchielli 2009). Ce choix d'une analyse qualitative du contenu n'intervient en réalité pas au moment de l'analyse. Il est prédéterminé par la nature des matériaux qui constituent le corpus, par les conditions d'enquête et la définition du protocole d'enquête lui-même. Parmi la grande diversité des méthodes d'analyse qualitative (Miles & Huberman, 2003), l'option retenue ici est celle d'une analyse de contenu thématique. Elle permet de satisfaire l'objectif de cette étude qualitative de terrain, d'acquérir une meilleure compréhension du phénomène de coopération paysanne au Nicaragua. Il s'agit de proposer une « *lecture* » (Paillé & Mucchielli, 2012) des entretiens réalisés auprès des acteurs de ce phénomène, et de lui attribuer ainsi un sens (Blais & Martineau, 2006).

« *Le sens dégagé par l'analyse peut servir à des fins de découverte, dans une approche inductive dans le paradigme compréhensif. Dans cette approche, l'analyste essaie de comprendre le monde de l'autre et de trouver des éléments qui permettent, une fois agencés, de comprendre le thème à l'étude* » (Deschenaux, 2007 : 7).

Cette compréhension particulière des entretiens et du phénomène de coopération paysanne étudié, ne vaut évidemment que si elle se construit en résonance avec les éléments de contexte détaillés avec soin dans le Chapitre 1. En gardant toujours à l'esprit le caractère inextricable du lien entre le contexte et le sens donné par le chercheur aux entretiens, le travail de l'analyste consiste à réduire la taille du corpus, à l'organiser, à en faire un exposé synthétique.

Malgré la diversité des méthodes d'analyse qualitative, on retrouve généralement trois phases constantes dans le processus d'analyse (Miles & Huberman, 2003). Paillé et Mucchielli (2012 : 79) parlent quant à eux de « *trois moments* » qui donnent lieu à trois niveaux d'écriture :

- intervient d'abord le travail *transcription-traduction* ;
- vient ensuite l'effort de *transposition-réarrangement* des éléments du corpus ;
- pour finalement aboutir au moment de la *reconstitution-narration*.

Cela constitue donc un socle constant, sur lequel se construira ici l'analyse qualitative. Ce qui relève plus spécifiquement de la méthode d'analyse thématique mise en œuvre dans cette thèse fera l'objet d'un développement dans cette section.

La **première sous-section** sera consacrée à expliciter la méthode d'analyse de contenu thématique elle-même, telle qu'elle a été mobilisée dans cette thèse. L'ouvrage de Paillé et Mucchielli (2012) constitue ici le principal « guide » méthodologique, ce document ayant en effet constitué le support central pour la mise en œuvre de cette phase d'analyse des matériaux de terrain. La **deuxième sous-section** sera dédiée à la description et à l'explication du recours à des logiciels d'assistance à l'analyse qualitative des données, et de l'articulation entre cette assistance par logiciel et le travail manuel, « artisanal », inhérent à ce type de démarche. Enfin la **troisième sous-section** visera, quant à elle, à préciser quels sont les « matériaux périphériques » au corpus analysé, et à mettre en lumière la manière dont ils interviennent malgré tout dans l'analyse.

III.1 L'analyse de contenu thématique

L'analyse de contenu thématique permet de manière relativement efficace de réduire la taille du corpus en repérant « *dans des expressions verbales ou textuelles des thèmes généraux récurrents qui apparaissent sous divers contenus plus concrets. Elle est donc une première forme de catégorisation appliquée à un corpus* » (Mucchielli, 2009 : 283). Le processus de thématisation consiste ainsi à transposer « *un corpus donné en un certain nombre de thèmes représentatifs du contenu analysé et ce, en rapport avec l'orientation de recherche* » (Paillé & Mucchielli, 2012 : 232).

Encadré 2.2 : Définitions utiles à l'Analyse Qualitative de Contenu

L'ensemble des définitions de cet encadré sont extraites de l'ouvrage de Paillé & Mucchielli (2012)

La Rubrique

La rubrique exprime « *ce dont il est question dans les extrait de corpus qui font l'objet de l'analyse.* » Elle permet d'organiser les thèmes au sein du relevé de thèmes, en les assignant à des rubriques le plus souvent créés en lien avec le déroulé des entretiens (relances, interrogations, etc.) (p. 18 ; 271).

Le Thème

« *Un thème est un ensemble de mots permettant de cerner ce qui est abordé dans l'extrait du corpus correspondant, tout en fournissant des indications sur la teneur du propos* » (p. 240).

Relevé de thèmes

« *Document contenant la liste linéaire des thématisations et de leur définition regroupée sous des rubriques reprenant les interrogations du guide d'entretiens ou des sous-questions d'entrevue explicites ou implicites.* » (p. 270).

Regroupements thématiques

« *Structuration des éléments thématiques saillants autour des axes thématiques porteurs de sens en vue de construire progressivement l'arbre thématique* » (p. 270).

L'arbre thématique

« *Schématisation rassemblant l'ensemble des regroupements thématiques, normalement sous forme de subdivisions entre des troncs et des branches [...]* » (p. 270).

Axe thématique

« *Pôle, angle, dimension, etc. porteur de sens autour duquel se structurent les ensembles thématiques saillants de l'analyse pour donner naissance aux regroupements thématiques des sous-questions d'entrevue explicites ou implicites.* » (p. 270).

Journal de thématisation

« *Document dans lequel sont consignés les éléments thématiques saillants ainsi que les exercices de regroupements thématiques autour des axes porteurs de sens.* » (p. 270).

Ensembles thématiques Saillants

« *Ensembles de thèmes qui ressortent de l'analyse en fonction d'un certain type de caractérisation, dont par exemple (liste non exhaustive) :* » La récurrence ; La divergence ; L'opposition ; La convergence ; La complémentarité ; La parenté ; La subsidiarité (p. 270)

Source : Paillé & Mucchielli (2012)

Plusieurs démarches de thématization sont possibles, de la plus inductive à la plus hypothético-déductive. Ici, la thématization se réalise en deux temps, suivant une démarche hybride entre « *thématization en continu* » et la « *thématization séquentielle* » (Paillé & Mucchielli, 2012 :237) ⁷⁴ : la première technique étant plus largement inductive, la seconde plus hypothético-déductive. Une série de 10 entretiens, retranscrits dans leur intégralité à l'aide du logiciel Sonal, font ensuite l'objet d'un *découpage thématique en continu* au moyen du logiciel QSR NVIVO 10. Au fur et à mesure que les **thèmes** sont attribués et que le relevé de thèmes s'étoffe, l'analyste procède aux premiers **regroupements thématiques** et avance vers la construction de l'**arbre thématique** en parallèle du travail de thématization. L'objectif est de parvenir à l'élaboration d'une première version de l'arbre thématique, qui permettra de couvrir par la suite l'ensemble du corpus (les 20 entretiens restants), tout en laissant la possibilité d'en réviser la structure pour intégrer de nouveaux thèmes ou **ensembles thématiques saillants**, voire même, de créer un nouvel **axe thématique**. Il s'agit donc d'une démarche de thématization hybride puisque, d'une part, on retrouve les deux étapes de l'analyse séquentielle, et d'autre part, on évite la « *logique fréquentielle* » (Paillé & Mucchielli, 2012 : 237) liée à l'application stricte de la grille thématique construite à partir de dix premiers entretiens, pour permettre de faire évoluer cette grille et l'arbre thématique qui émerge jusqu'à ce que le corpus soit analysé dans son intégralité. Le reste du corpus (les 20 entretiens restants) ne fait pas l'objet d'une retranscription intégrale. Chaque entretien est soumis à plusieurs écoutes attentives assistées par le logiciel Sonal, permettant un codage couleur (cf. III.2) et l'identification des extraits au sein desquels apparaissent, soit des thèmes déjà relevés, soit de nouveaux thèmes qui compte tenu des orientations de recherche, méritent d'être intégrés à l'arbre thématique, le faisant ainsi évoluer. Ces extraits sont alors, soit intégralement retranscrits de manière à pouvoir être introduit dans le corps de la thèse, soit résumés en quelques mots clés ou phrases qui en justifie le rattachement à un des axes ou regroupements thématiques. La répartition des entretiens en fonction du traitement dont il en a été fait lors de l'analyse de contenu thématique est présentée dans le Tableau 2.7.

⁷⁴ Le travail de **thématization en continu** consiste à mener de front la démarche de découpage du texte et d'attribution de thèmes avec le travail de construction de l'arbre thématique. « *Ce qui caractérise la démarche de thématization continue, c'est que cet arbre est construit progressivement, tout au long de la recherche, et n'est véritablement achevé qu'à la toute fin de l'analyse du corpus* » (Paillé & Mucchielli, 2012 : 237). La thématization séquentielle fait intervenir deux étapes distinctes : une étape de thématization sur un échantillon du corpus afin de construire une grille de thèmes, et une étape d'application de cette grille thématique au reste du corpus. Cette technique permet ainsi « *une analyse efficace et uniforme du corpus* ».

Tableau 2.7 : Traitement des entretiens durant les phases de thématisation et de construction de l'arbre thématique

Année	2012										2013																			
	ZPN (10 entretiens)					ZPP (9 entretiens)					AFA (9 entretiens)					MAN														
No. Entretien	2	3	7	8	12	14	16	17	18	20	23	24	28	29	30	31	32	33	34	36	37	38	39	40	42	43	44	49	51	52
Retranscription																														
Thématisation																														

■ Retranscription intégrale sur Sonal et découpage thématique sur Nvivo. Construction de la grille de thème (Arbre thématique)
■ Application de la grille de thèmes prédéfinie (avec possibilités de la faire évoluer), codage couleur et retranscription partielle sur Sonal

Source : Renaud Metereau

Le « choix » de ne pas retranscrire la totalité des entretiens est effectué sous contrainte. Il serait en effet largement préférable de retranscrire la totalité des entretiens. Le travail de retranscription, bien qu'extrêmement chronophage, est effectivement une phase à part entière de l'analyse. C'est d'abord, pour l'analyste, une occasion unique d'acquérir une connaissance très fine du corpus. C'est ensuite une partie intégrante du travail d'analyse, qui correspond au premier « *moment du processus d'analyse* » (travail de retranscription-traduction) de Paillé et Mucchielli. Selon Beaud (1996 : 250) : « *Alors que la qualité de retranscription est essentielle pour l'analyse détaillée d'un entretien, pouvant l'enrichir ou l'appauvrir considérablement, on constate que cette phase, très pratique, du travail par entretiens est rarement abordée comme sujet de réflexion ou comme thème d'un savoir pédagogique. [...]* Or il faut dire l'importance d'une retranscription intégrale pour les entretiens sur lesquels on a décidé de travailler de manière intensive ; c'est la condition nécessaire pour percevoir et analyser la « *dynamique* » de l'entretien » (Beaud, 1996 : 250).

Le temps et les moyens pour la réalisation d'une thèse étant limités, un compromis doit être trouvé entre la volonté de mener une analyse qualitative dans des conditions de rigueur scientifique les plus exigeantes, et les conditions concrètes de réalisation de la thèse. Les 10 entretiens sur lesquels le travail a été le plus intensif ont donc été retranscrits dans leur intégralité, les 20 autres ne l'ont été que partiellement⁷⁵.

Ces retranscriptions sont en version originale, c'est-à-dire en espagnol. La question a été posée de savoir s'il était ou non nécessaire de les traduire. Avant même que se pose des problèmes pratiques, tel que l'aspect chronophage encore une fois de ce travail, c'est une

⁷⁵ Dans leur ouvrage de 2010, Beaud et Weber reviennent par ailleurs sur le caractère optionnel de la retranscription intégrale de l'ensemble des entretiens. Ils insistent ainsi sur le bien-fondé d'une sélection des entretiens les plus prometteurs pour l'analyse qui peuvent faire l'objet d'un décryptage poussés, tandis que d'autres subiront un traitement moins approfondi.

prise de position méthodologique qui nous conduit à préférer le travail d'analyse sur des *verbatim* en version originale. L'opération de traduction est assimilable à une forme d'interprétation, et cela semble d'autant plus vrai lorsqu'il ne s'agit pas d'un langage soigné, soutenu, ou académique. Les entretiens retranscrits ont été réalisés auprès de paysan.ne.s nicaraguayens qui, non seulement, utilisent un certain nombre de mots et d'expressions spécifiques, et qui, de plus, n'ont pas toujours durant les entretiens formulé des phrases ou des ensembles de phrases dont la structure pourrait être reprise facilement par un traducteur. D'une part, donc, les mots et expressions spécifiques perdraient certainement de leur valeur significative dans un processus de traduction-interprétation. D'autre part, cela impliquerait également de reformuler certaines phrases, introduisant un biais supplémentaire contribuant à dénaturer les matériaux authentiques et d'une très grande richesse constituant le corpus.

Seuls donc les extraits de *verbatim* cités dans le corps de la thèse font l'objet d'une traduction. Cette traduction, contrairement aux *verbatim* originaux, vise à rendre le contenu « lisible [...] du point de vue du lecteur » (Beaud & Weber, 2010 : 213). Un effort est donc réalisé de manière à « corriger » le langage oral et parfois mal structuré des entretiens, tout en tâchant de respecter le sens de l'extrait original. Les extraits en version originale sont eux des matériaux bruts qui privilégient la fidélité à l'enregistrement oral et le point de vue de l'analyste.

À partir de ces éléments de méthode, l'analyste peut donc amorcer le processus de thématisation par inférences⁷⁶. De manière à réduire au maximum le biais de subjectivité que suppose l'attribution de thèmes à des extraits de corpus, il paraît en effet plus sûr de réaliser d'abord une thématisation précise, très détaillée, exprimant l'ensemble des nuances détectées quant à la teneur des propos tenus dans les extraits de corpus (*verbatim*). Ce processus conduit dans un premier temps à générer un grand nombre de thèmes (222 thèmes générés suite à l'analyse des dix premiers entretiens), qu'il est alors nécessaire de consigner dans le relevé de thèmes (Annexe 2.3). Cette étape permet d'obtenir un premier aperçu d'ensemble du corpus.

Le classement des thèmes par rubriques et sous-rubriques permet ensuite de ventiler cette liste de thème en respectant un niveau d'inférence faible. En effet, les rubriques et sous rubriques se rapportent directement aux « sujets » abordés lors de l'entretien (Quel est l'objet,

⁷⁶ Paillé et Mucchielli (2012 : 250) définissent l'inférence comme « l'opération logique par laquelle l'analyste passe de l'examen d'une portion de matériau à l'attribution d'un thème pour cet extrait. Elle est basée sur des indices issus de la lecture de l'extrait que l'on désire thématiser. Elle procède selon le raisonnement suivant : étant donné la présence de tels et tels éléments (indices) au sein du discours analysé, il est possible d'analyser cet extrait en lui assignant le thème X ».

le sujet de la discussion à ce moment-là de l'entretien ? Ce sujet peut être implicite, explicite, amené par l'interviewer ou par l'interviewé).

Lors de ce processus, l'analyste cherche à repérer des ensembles thématiques saillants, puis des possibilités de regroupements thématiques autour d'axes structurants. L'ensemble de ce travail progressif et laborieux de construction de l'arbre thématique ne se réalise pas de manière linéaire. De nombreux allers-retours sont nécessaires entre le relevé de thèmes et les diverses tentatives de regroupements et de création d'axes thématiques. Il s'agit donc d'un processus itératif s'inscrivant sur le long terme et ne pouvant être cantonné à une série de moments « bornés » durant lesquelles le processus d'analyse aurait cours. L'enchaînement des opérations intellectuelles qui mène à la construction de l'arbre thématique et, de fait, à une première tentative de catégorisation, ne répond pas à un emploi du temps précis et est ponctué de nombreux essais ou tâtonnements. Le **journal de thématisation** est donc un outil indispensable pour l'analyste de manière à suivre le fil de la construction de l'arbre thématique.

Bien qu'adossant ce travail d'analyse à un guide méthodologique complet proposé par Paillé et Mucchielli (2012), la taille importante du corpus et l'aspect fastidieux de cette phase de la recherche qualitative de terrain, oblige à un effort important d'agencement et d'organisation des données. Le recours à des logiciels de soutien à l'analyse qualitative des données permet de faciliter cette organisation en rendant plus aisées certaines opérations « manuelles » ou « artisanales », telles que la retranscription, l'attribution de rubriques, le découpage thématique, l'organisation en un relevé de thème ventilé, etc. Deux logiciels de ce genre ont été mobilisés à différentes étapes de l'analyse.

III.2 Le recours aux logiciels d'aide à l'analyse qualitative des données

De manière à faciliter certaines phases du travail d'analyse qualitative du corpus, le recours à des logiciels d'assistance peut s'avérer précieux. Deux logiciels de type CAQDAS (*Computer Assisted Qualitative Data Analysis*) se sont avérés particulièrement adaptés :

- **QSR NVIVO 10** est un logiciel payant et largement utilisé par la communauté scientifique (Weitzman, 2000 ; Bringer & al., 2006 ; Wanlin, 2007) qui propose une interface présentant à la fois les avantages de l'outil informatique, notamment en terme de classement, d'archivage et de représentation, tout en se rapprochant dans son fonctionnement d'une « *analyse qualitative papier-crayon* » (Deschenaux, 2007 : 11). Il permet notamment de faciliter grandement le travail déstructuration/restructuration que constitue le découpage thématique des entretiens, puis la réorganisation des extraits par la réalisation d'arborescences de thèmes (arbre thématique).

- **Sonal** est un logiciel libre conçu par Alex Alber, sociologue et Maître de Conférences à l'Université François Rabelais de Tours. Ce logiciel facilite la retranscription des entretiens, le relevé des données de corpus, et les étapes d'analyse et de catégorisation. Pour cette recherche, il a le principal avantage de rendre plus simple et rapide le travail de retranscription tout en proposant des aperçus visuels et des marqueurs de couleurs aidant à la classification rapide des extraits d'entretiens au sein d'une grille de thèmes préalablement établie.

L'usage de chacun de ces logiciels s'applique à des moments différents et ne concerne pas nécessairement l'intégralité du corpus. En aucun cas et à aucun moment ces logiciels ne se substituent au travail intellectuel de l'analyste (Lejeune, 2010). Ils n'ont par conséquent qu'une fonction d'assistance dont l'objectif est de rendre le travail « artisanal » d'analyse qualitative un peu moins laborieux.

C'est **d'abord** le logiciel Sonal qui est mobilisé. L'interface et les fonctionnalités proposées permettent de réaliser le travail de retranscription plus facilement et rapidement qu'avec le logiciel QSR NVIVO 10. À cela s'ajoute un certain nombre de fonctionnalités qui donne la possibilité de ne plus substituer un mode de présentation du corpus à un autre (enregistrement audio, verbatim, représentation thématique, etc), mais de les superposer (Alber, 2010). Ainsi, le son n'est plus séparé du texte. Les dix entretiens retranscrits intégralement l'ont donc été grâce à l'appui de ce programme.

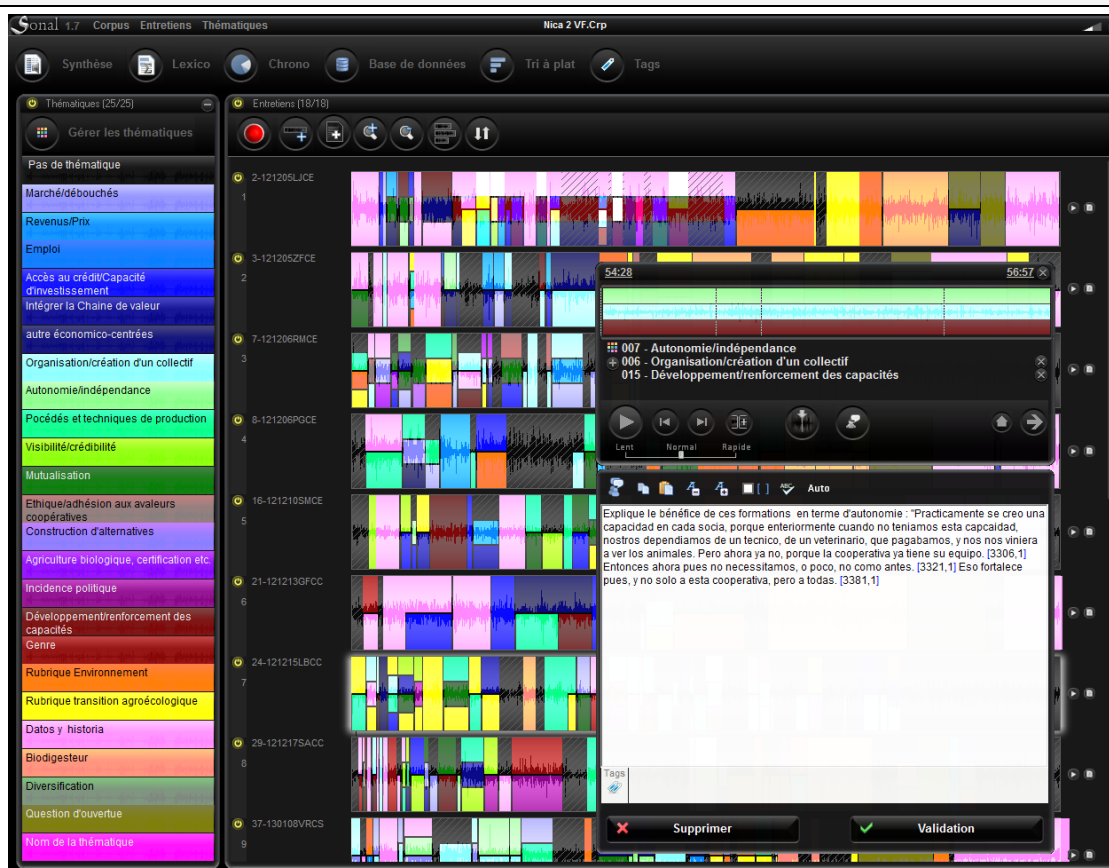
Ensuite, l'importation des *verbatim* dans le logiciel QSR NVIVO 10 permet de procéder efficacement à la phase de thématisation en continue et de construction progressive de grille thématique sur la base des dix entretiens retenus et intégralement retranscrits. Le logiciel permet de passer très rapidement d'un thème (nœud | *node*) à un autre, de faire apparaître les extraits de *verbatim* se rapportant à un thème, de hiérarchiser et d'organiser les thèmes en arborescence, faisant apparaître les rubriques et les sous-rubriques (nœuds hiérarchisés | *Tree nodes*), de créer des relations entre différents éléments du corpus, de consigner des observations ou des éléments d'analyse. Il s'agit donc d'un allié précieux, car, durant cette phase exigeant un très grand nombre d'allers-retours entre le corpus brut, les extraits décontextualisés et l'arbre thématique en construction, il permet de maintenir une organisation et une disponibilité immédiate de tous ces éléments intervenants dans le processus d'analyse.

À la fin de cette étape, une première version de l'arbre thématique est disponible, dont la structure (thème, regroupement de thèmes, axes thématiques) est utilisée comme canevas pour réaliser le découpage thématique du reste du corpus. Cette base évolue et s'affine au fil de la thématisation pour aboutir à une version finale de l'arbre thématique dont les axes constituent une proposition de catégorisation.

Pour cette dernière étape, Sonal offre **enfin** la possibilité d'un découpage thématique assisté par un codage couleur des bandes sonores (chaque couleur correspond à un thème ou un regroupement de thèmes préalablement défini). La représentation de l'entretien par un spectre audio, qui peut être découpé et organisé à l'aide d'un code couleur, rend explicite et très visuel le découpage thématique des enregistrements audio et leur retranscription partielle (les deux opérations se réalisent simultanément). La [Figure 2.3](#) fournit une illustration de la manière dont Sonal permet de représenter les entretiens en superposant ici les bandes sonores avec le découpage thématique (code couleur).

Cette fonctionnalité permet d'avancer efficacement vers le codage de l'intégralité du corpus en même temps qu'il offre une vision d'ensemble et des possibilités multiples de navigation entre les thèmes, les extraits de *verbatim*, et les bandes sonores correspondantes. Ce premier travail aboutit à l'obtention de différentes représentations superposées du corpus, et constitue en cela un outil adapté pour mener l'analyste à un niveau de connaissance avancé de son corpus. Tel qu'il a été utilisé ici, le logiciel aide l'analyste à se préparer avec toutes les prédispositions nécessaires et de procéder au travail de *transposition-réarrangement*.

Figure 2.3 : Exemple de représentation d'un entretien audio, retranscrit et découpé par thèmes (ou regroupement thématique)



Source : extrait du logiciel Sonal par Renaud Metereau

Le recours à ces logiciels n'a cependant pas totalement suppléé le travail papier-crayon (Paillé, 2011). La construction de l'arbre thématique a supposé de nombreux tâtonnements, essais de regroupements thématiques, formulation des axes thématiques et ébauches d'arborescences, pour lesquelles les outils informatiques ne constituent pas nécessairement des outils appropriés. Par ailleurs, le travail d'analyse thématique de contenu réalisé sur ce corpus de trente entretiens n'est pas perméable à l'apport des autres matériaux de terrain. Les entretiens préliminaires, ainsi que les entretiens de l'enquête principale non retenus, les échanges et les notes se rapportant à l'expérience vécue sur le terrain, ou encore les documents de natures diverses collectés sur le terrain, ne sont pas soumis à un traitement formalisé lors de l'analyse thématique de contenu. Pourtant, ils y participent et influent sur la construction de l'arbre thématique et l'interprétation qui en est faite.

III.3 Le rôle complémentaire des « matériaux périphériques » de l'enquête de terrain

Le cœur de l'analyse qualitative réalisée ici est basé sur un corpus restreint d'entretiens, complété par un ensemble de documents, d'expériences et d'observations, qui joue également un rôle dans la construction de l'analyse et l'interprétation des résultats. Trois types de « matériaux périphériques » sont à présenter ici : les entretiens non constitutifs du corpus soumis à l'analyse de contenu thématique ; les notes, les commentaires et les expériences non retranscrites ; et les documents collectés sur place.

Premièrement, si seuls 30 entretiens constituent le corpus de l'analyse de contenu thématique, les autres entretiens menés participent également à l'expérience vécue du chercheur de terrain, qui, dans le cas présent est aussi l'analyste, et à la compréhension de situations, de particularismes, etc. Dès lors, l'influence que peuvent avoir ces entretiens sur la formulation des hypothèses, sur la construction de l'analyse et *in fine*, sur le sens donné au corpus ne peut être ignoré (Beaud & Weber, 2010). Hormis les 30 entretiens analysés au titre de l'enquête principale, 30 entretiens avaient déjà été menés dans le cadre de l'enquête préliminaire, et 22 entretiens de l'enquête principale ont été « écartés » du travail d'analyse de contenu thématique. Parmi ces vingt-deux entretiens écartés pour l'analyse, la plupart l'ont été en raison de leur qualité. Le plus souvent ces entretiens témoignent de situations dans lesquelles l'enquêteur a éprouvé des difficultés, à des degrés divers, pour « faire parler » les interviewés. Le résultat étant soit des entretiens durant lesquels le poids des relances, et donc l'influence de l'enquêteur sur la teneur du propos, apparaît trop importante, soit des entretiens « langue de bois » durant lesquels nous ressentons clairement que l'interviewé tient un discours de convenance. L'exemple le plus évident est celui d'un interviewé qui perçoit l'enquêteur comme un pourvoyeur potentiel d'aide, technique ou financière, venu « évaluer » la coopérative (Entretien, 2013-50). Malgré les efforts répétés de l'enquêteur, il est parfois difficile de faire sortir l'interviewé de cet *a priori*. En dépit des biais d'ensemble de ces entretiens, leur signification n'est pas pour autant nulle et l'interaction entre enquêteur et enquêtés a malgré tout eu lieu, contribuant à faire évoluer notre perception de l'objet de recherche.

Deuxièmement, les quelques mois vécus *in situ* par l'enquêteur/analyste et son « engagement » auprès des groupes sociaux enquêtés influent nécessairement sur sa subjectivité et donc, dans une certaine mesure sur le processus d'analyse et d'interprétation des résultats (Olivier De Sardan, 2008). Nous avons, au cours de cette période d'enquête de

terrain, effectué de nombreux séjours au sein des zones d'enquêtes, dans des conditions d'immersions fortes. Il est dès lors possible d'assimiler ces conditions d'enquêtes à une forme d'observation participante (Soulé, 2007), certes non structurées et ne s'appuyant pas sur un cadre méthodologique précis. Néanmoins, l'influence de cette immersion, à la fois en tant que biais de subjectivité mais aussi comme « *source d'intuition et de compréhension* » (Emerson, 2003 : 414), ne peut être passée sous silence. Pour cette raison, nous attachons une importance toute particulière à l'effort de « contextualisation personnelle », détaillant tant que possible les conditions concrètes de l'enquête. « *La durée du ou des séjours, les lieux d'enquête et le mode de vie sur place, la part accordée aux entretiens, l'usage de transcriptions et/ou traductions, le recours à un collaborateur local et/ou interprète, la maîtrise de la langue, et enfin les formes d'implication du chercheur, si celles-ci offrent des aspects particuliers par rapports aux formes habituelles de l'observation participante, tout cela semble constituer une sorte d'explication méthodologique minimale qui fournit aux lecteurs et aux pairs quelques indications nécessaires sur le rapport du chercheur au terrain* » (Olivier De Sardan, 2008 : 203).

Troisièmement, lors de notre séjour sur le terrain de nombreux documents (brochures, magazines, livres, compte-rendu, revues, etc.) ont été rassemblés, afin de fournir des moyens d'objectivation *a posteriori* de l'analyse. L'analyse de contenu thématique effectuée a d'une certaine manière été amorcée sur le terrain. En effet, les opérations intellectuelles qui mènent à la constitution de l'arbre thématique ne commencent pas après le terrain. Déjà, au fil des entretiens et plus généralement du séjour sur le terrain, les premières impressions sur le contenu des matériaux, sur certaines récurrences, certaines contradictions, ou encore certaines originalités se construisent forcément (Van Campenhoudt & Quivy, 2011). Ces ressentis ne sont pas neutres au moment de l'amorce formelle de l'analyse de contenu du corpus et contribuent à guider le processus d'attribution de thèmes, et ensuite à la constitution de regroupements thématiques. Ces impressions et intuitions sur le sens qui peut être donné au corpus naissent de l'écoute des entretiens eux-mêmes, des rencontres et interactions avec la population concernée, mais aussi de la prise de connaissance de divers matériaux écrits, notamment dans notre cas, ceux publiés par, ou à destination du MCP : des documents internes aux fédérations de coopératives (documents de support des Assemblées Générales annuelles), à des brochures de coopératives ou d'union de coopératives, à des « manuels » édités par les fédérations de coopératives (planification agroécologique, souveraineté alimentaire, incidence politique, biodigesteurs, égalité de genre, etc.), des rapports, brochures ou magazines édités

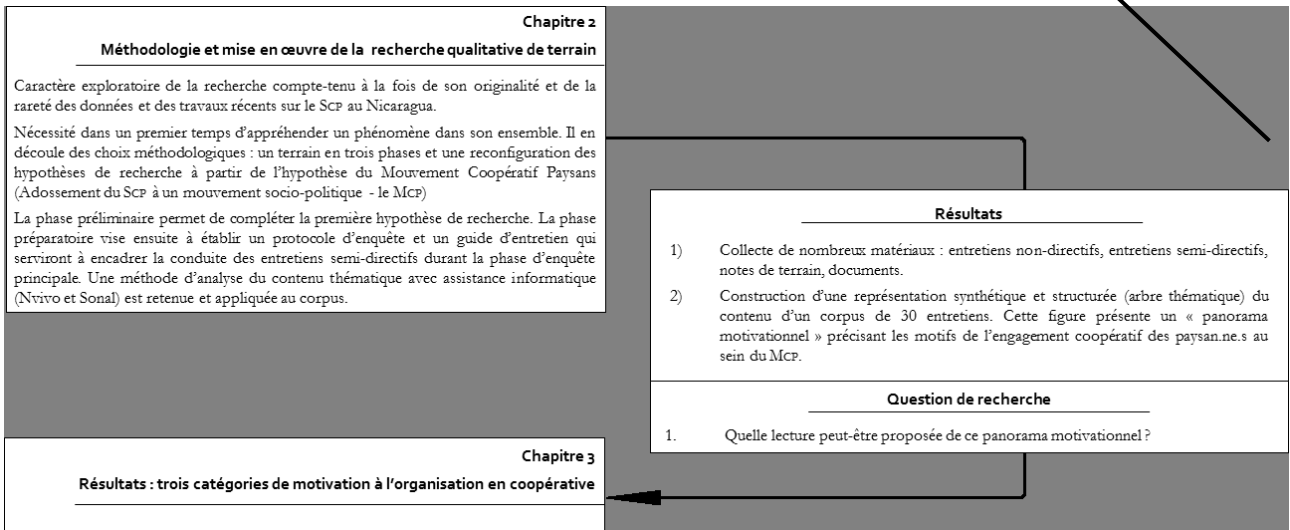
par des organismes divers de soutiens ou de développement du secteur agroalimentaire (MAONIC , FUNICA , SIMAS , UNAG, etc.).

L'ensemble de ces « matériaux » n'entrent pas directement dans le champ de l'analyse thématique de contenu. En revanche, leur influence est conséquente et se manifeste notamment à travers le rôle d'aide à la compréhension de certains discours et phénomènes. Bien qu'ils n'aient pas constitué les supports de l'analyse de contenu, ces matériaux périphériques sont pris en compte et intégrés à la thèse pour fournir des exemples, confirmer ou parfois nuancer les résultats de l'analyse.

Ce chapitre, largement consacré à l'exposé de la méthodologie mise en œuvre pour cette recherche qualitative de terrain, a ainsi permis d'explicitier le chemin réalisé depuis la première immersion *in situ* et la reconfiguration des hypothèses de recherche, jusqu'au choix d'une méthode d'analyse du corpus constitué et des modalités de sa mise en œuvre. Le chapitre suivant procédera à restitution et à l'explicitation des résultats de ce processus d'analyse de contenu thématique.

Schéma heuristique de la thèse : Zoom sur l'articulation entre les chapitres 2 & 3

The image shows a table of contents from a thesis. A red circle highlights the section between Chapter 2 and Chapter 3, indicating the focus of the heuristic diagram below.



Chapitre 3

Résultats : trois catégories de motivations à l'organisation en coopérative

Mots clés du chapitre

Panorama motivationnel
Chaîne de valeur
Participation politique
Organisation
Proximité

*Hymne du Coopérativisme*⁷⁷

Refrain :

*Marchamos todos unidos, hacia la vida y la patria,
escortados por el sol, el trabajo y la esperanza.*

*Marchamos todos unidos, hacia la vida y la patria,
escortados por el sol, el trabajo y la esperanza.*

*Nuestra luz cooperativa ilumina nuestra marcha,
los senderos de la tierra y los caminos del alma
nos alienta el pasado y el presente nos levanta
y el porvenir nos espera en el tiempo y la distancia.*

Refrain

*Congregados por el pan y agrupados por el alba
luchamos por la blancura de la paloma más blanca,
somos pueblo que conquista la libertad con el arma
del trabajo que redime y madura nuestra causa.*

Carlos Castro Saavedra

⁷⁷ Durant l'enquête de terrain, nous avons pu prendre part à deux Assemblées Générales ordinaires : celle de la FENACOOOP, à Managua le 27 décembre 2012, et celle de la coopérative de premier degré : « *Cooperativa Mutlisectorial El Almendro* », dans la localité de *El Almendro* (AFA), le 12 janvier 2013. Dans chacun des cas, l'hymne est repris par l'ensemble du participant en début d'assemblée. Dans le second cas, le paysan interviewé en marge de l'assemblée (Entretien, 2013-49) avait accepté l'entretien au détriment de sa participation au début de l'Assemblée Générale. En revanche, au moment de l'hymne, celui-ci a demandé à faire une pause pour rejoindre ses « *compañeros* ».

La méthode d'analyse de contenu thématique telle qu'elle a été mise en œuvre pour cette recherche a pour finalité la construction d'un arbre thématique : celui-ci consiste à « *construire un panorama au sein duquel les grandes tendances du phénomène à l'étude vont se matérialiser dans un schéma* » (Paillé & Mucchielli, 2012 : 232). Cette représentation synthétique permet ici de proposer une lecture du contenu des entretiens analysés, structurée autour de la recherche des motivations à s'organiser au sein du Mouvement Coopératif Paysan. Le processus de construction de cet arbre a ainsi abouti à distinguer **trois axes thématiques** qui permettent d'organiser des regroupements de thèmes et de leur attribuer un sens (Figure 3.1).

Un premier axe thématique (Axe 1) réunit des thèmes, et fait donc référence à des extraits d'entretiens qui expriment des objectifs, des difficultés, et des résultats relatifs à des aspects strictement économiques. Cet axe est ainsi dénommé « **motivations strictement économiques** ». En effet, à travers les regroupements de thèmes qui constituent ses ramifications se matérialise l'expression de motivations à s'organiser en coopérative relatives à l'accès au marché, à la meilleure valorisation des productions et à l'amélioration des revenus – notamment *via* l'intégration des chaînes de valeurs agroalimentaires –, à l'accès au crédit ou encore à la création d'emploi.

Un deuxième axe thématique (Axe 2) permet d'organiser des thèmes qui se rapportent à des motivations qui sont soit d'ordre idéologique et politique, soit de nature à exprimer des attentes, des difficultés ou des résultats qui correspondent à des objectifs plus généraux de développement. Ces motivations qualifiées de « **motivations socio-politiques** » constituent ainsi un ensemble plus hétéroclite de thèmes relatifs à l'incidence politique, à la construction d'alternatives, aux questions de genre, d'environnement, ou encore à des considérations éthiques.

Un troisième axe thématique (Axe 3) vient regrouper des motivations d'ordre organisationnel, c'est-à-dire qui se rapportent directement à la volonté de s'organiser en coopérative. Désignées comme « **motivations organisationnelles** », elles se rapportent à des thèmes faisant intervenir l'autonomie, la création d'un collectif, l'amélioration des techniques et la mutualisation ou encore la visibilité comme des motivations à s'organiser afin de réduire collectivement la vulnérabilité individuelle de ces paysan.ne.s.

L'objectif de ce chapitre est alors de proposer un exposé des résultats de l'enquête qualitative de terrain, et de l'analyse de contenu thématique effectuée sur le corpus. Pour ce

faire, le chapitre se construit autour une lecture détaillée de chacun de ces axes structurants du panorama motivationnel que constitue l'arbre thématique.

La **Section 1** est consacrée aux « motivations strictement économiques » et procède à une ultime opération recouplement des groupes de thèmes qui aboutit à mettre en perspective la volonté de mieux valoriser les productions et les activités existantes d'une part, et à ouvrir de nouvelles perspectives de débouchés et de revenus, d'autres part.

La **Section 2** est, quant à elle, centrée la présentation et l'analyse de motivations d'ordre socio-politiques. Elle permet d'éclairer la manière dont l'organisation en coopérative est à la fois perçue comme un moyen d'améliorer collectivement la participation politique des paysan.ne.s, et, comme un outil pour promouvoir et mettre en œuvre des idées et des projets favorables à l'amélioration des conditions d'existence des communautés rurales. Deux aspects de ce qui est lu comme des éléments d'un programme de développement retiennent plus nettement l'attention : l'équité de genre et la prise en compte de l'environnement.

La **Section 3** met finalement en lumière les motivations organisationnelles qui apparaissent de manière transversale et recourent souvent d'autres types de motivations. Les paysan.ne.s s'organisent en coopérative de façon à améliorer leur capacité à satisfaire collectivement les objectifs fixés dans le cadre des deux autres axes motivationnels. Une lecture de ce troisième axe au prisme du concept de proximité est ensuite proposée. L'approche institutionnelle de la proximité (Talbot, 2008, 2012) permet en effet de saisir et d'articuler les différents facteurs qui conduisent les paysan.ne.s nicaraguayens à s'organiser au sein du SCP.

Encadré 3.1 : Lecture de la représentation synthétique de l'arbre thématique (Figure 3.1)

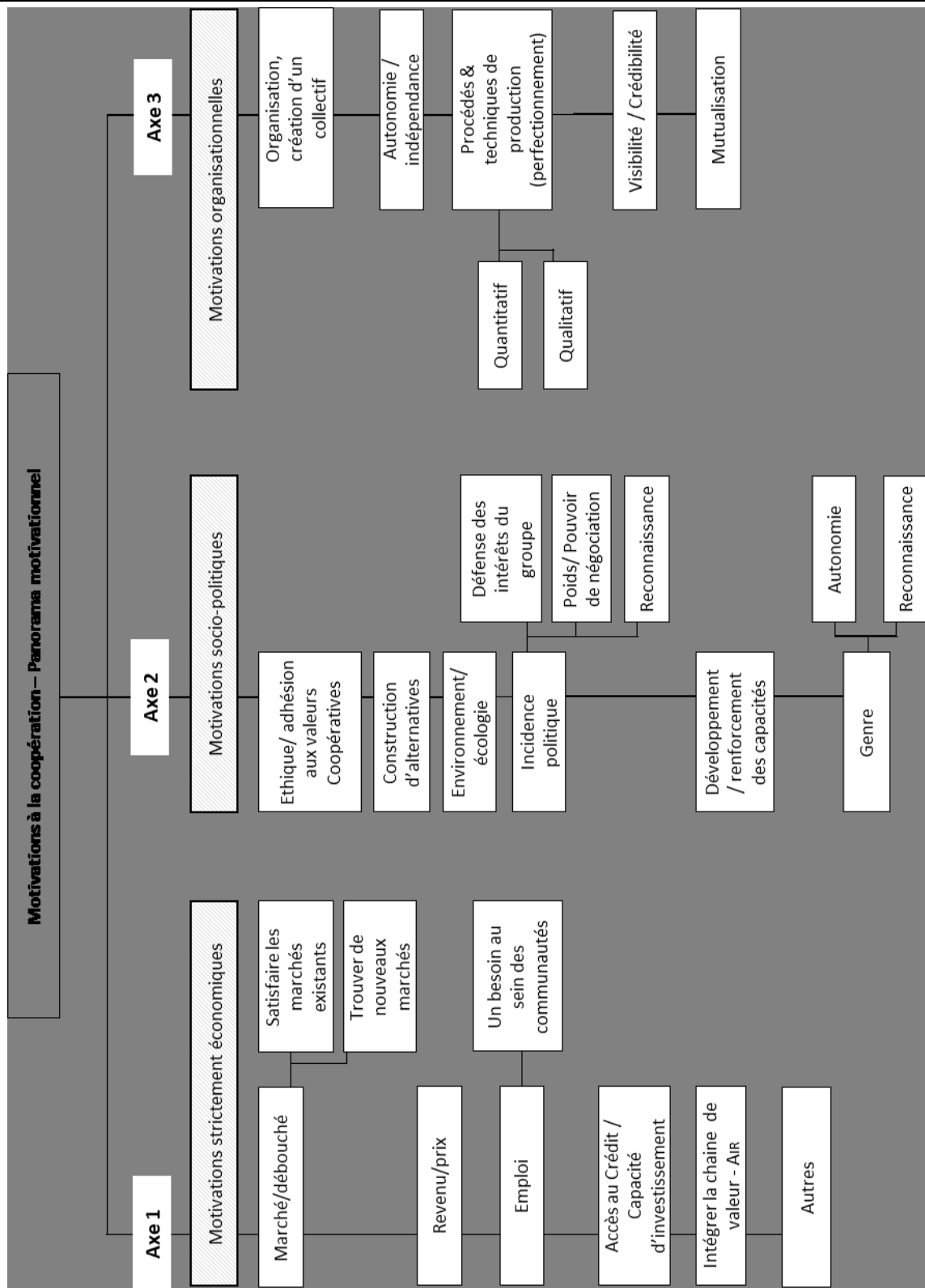
Cette représentation synthétique vise à donner un aperçu rapide de la structure de l'arbre thématique et ne fait donc pas apparaître le détail des thèmes.

Sous chacun des trois axes thématiques (construits comme des catégories de motivations) sont réunis des « sous-axes » auxquelles correspondent des regroupements de thèmes.

Au début des sections de ce chapitre, proposant successivement une analyse de chacun des trois axes thématiques, une représentation détaillée de ces axes sera proposée, faisant apparaître les thèmes qui composent chaque regroupement.

Source : Renaud Metereau

Figure 3.1: Représentation synthétique de l'arbre thématique : panorama motivationnel de l'organisation en coopérative



Source : Renaud Metereau

Section I Motivations strictement économiques : dimension prioritaire de la coopération dans le contexte de pauvreté

Compte tenu du contexte de pauvreté et de la nature de l'activité de production agricole, qualifiée d'agriculture de subsistance (Ruíz García & Marín López, 2005), on peut raisonnablement s'attendre à l'expression de motivations ayant traits à des aspects strictement économiques au sein des entretiens. La construction de l'arbre thématique confirme cette intuition (Figure 3.2). En effet, des motivations relatives à l'accès aux marchés, à la négociation du prix de vente, à l'intégration des chaînes de valeurs agroalimentaires, à l'accès au crédit ou à des aides matérielles et financières (capitalisation), sont abordées de manière récurrente dans le corpus. Par exemple, la question du prix de vente des productions et donc du revenu, est évoquée directement et de manière systématique dans les entretiens (100% des entretiens du corpus. cf. Tableau 2.5).

Dès lors, le découpage des entretiens a mené à produire de nombreux thèmes exprimant des motivations strictement économiques. Cela signifie que les extraits de verbatim correspondant apportent un éclairage sur des motivations qui gravitent assez clairement autour d'un objectif central lié à la contrainte imposée par le contexte de pauvreté : « *sostener la familia* » | *soutenir* [subvenir aux besoins de] *la famille* (Entretien, 2012-24), « *sobrevivir* » | *survivre* (Entretien, 2012-2), « *salir adelante* » | *aller de l'avant/améliorer notre situation*, (Entretien, 2013-49). Pour cela, les paysan.ne.s interviewés cherchent *via* l'organisation en coopérative, à créer les conditions de production, de valorisation et de commercialisation qui permettent, en premier lieu de subvenir aux besoins de base de la famille puis, en second lieu, d'obtenir de meilleurs revenus pour espérer sortir de la situation de pauvreté. Les références directes et restreintes à l'amélioration des revenus du ménage sont peu nombreuses. Ce qui ressort largement de ces regroupements thématiques, ce sont des moyens identifiés par les paysan.ne.s sociétaires, auxquels l'organisation en coopératives leur permet d'accéder afin d'améliorer collectivement leur situation économique. C'est donc ici un caractère économique instrumental qui est attribué à la coopérative.

Collectivement, il devient possible d'envisager une amélioration des revenus. La coopérative permet de mieux vendre (négociation du prix, quantité, qualité), toute l'année (stockage), et éventuellement d'entrer sur de nouveaux marchés (qualité, intégration de la chaîne de valeur, nouveaux produits et/ou réseaux de commercialisation). Collectivement, il devient également possible de constituer des fonds de micro-crédit et d'investissement. Ces

« fonds renouvelables » peuvent être simplement destinés à financer l’achat des semences et des intrants en début de cycle ou, lorsque le fond est suffisant, mener à des achats ou à des investissements collectifs (moyens de stockage, construction de locaux, moyens de transport, formations, etc.). Dans certains cas, la situation de la coopérative permet le développement de petites Agro-Industries Rurales (AIR) et ouvre ainsi de nouvelles perspectives d’activités, d’emplois et de revenus.

La section suivante vise donc à développer le contenu de cet axe thématique. Il s’agit, plutôt que de préciser uns à uns les thèmes constituant l’axe, de proposer une interprétation à partir de deux clés de lecture qui permettent de saisir les significations principales de cet axe : il s’agit pour les paysan.ne.s organisés en coopératives, de mieux valoriser les productions existantes d’**abord (I.1)**, et **ensuite**, d’ouvrir de nouvelles perspectives *via* le développement de nouvelles productions, la mise en œuvre d’activités de transformation, ou encore l’amélioration de la qualité des productions existantes, etc. **(I.2)**.

Encadré 3.2 : *Lecture des représentations détaillées des axes thématiques (Figure 3.2, 3.4 et 3.5)*

A la suite de chacune des introductions de section sera proposée une représentation détaillée de l’axe thématique traité par la section.

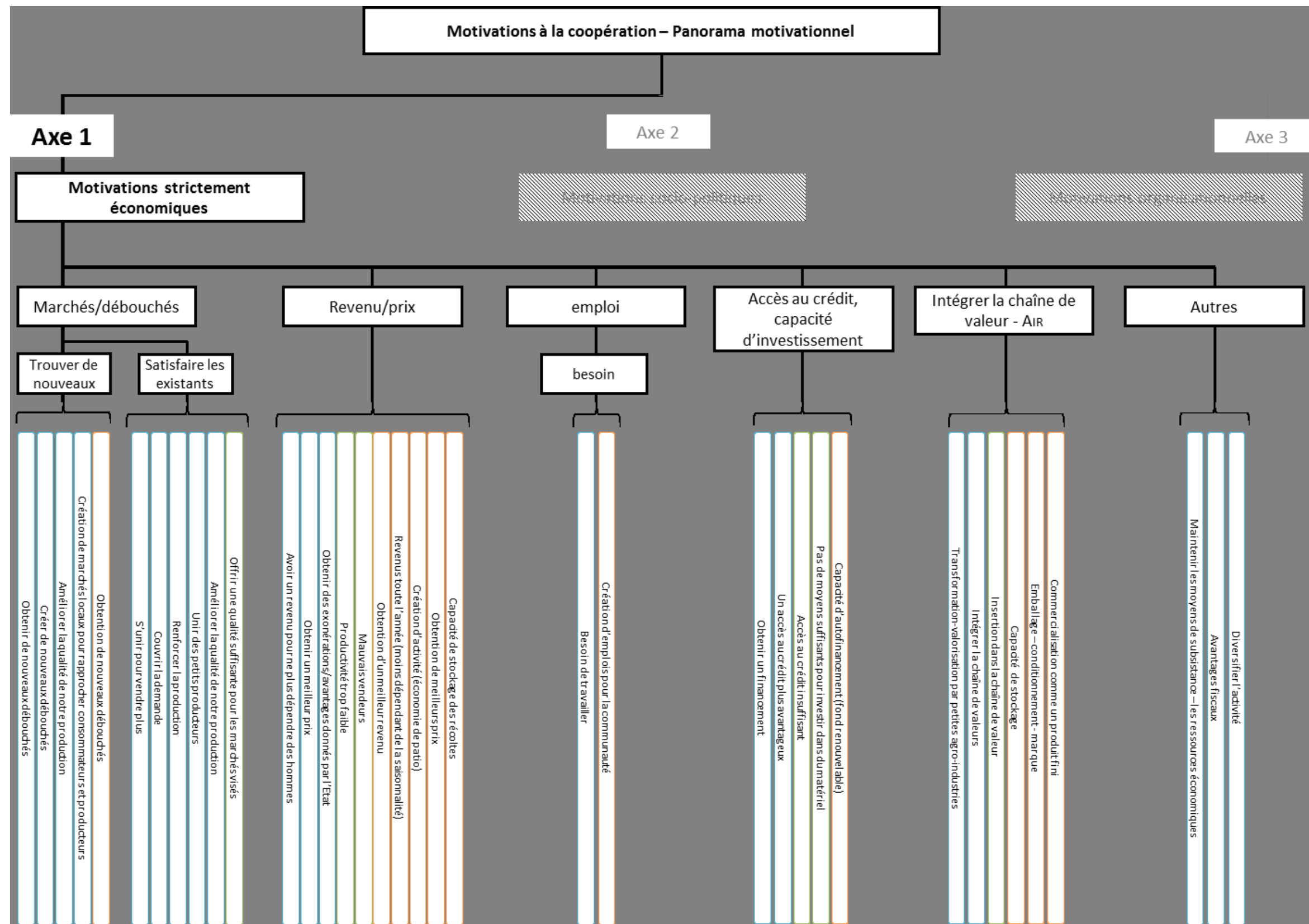
A chaque fois sont exposés les ensembles des thèmes (parmi les 222 thèmes créés à partir du découpage thématique des dix premiers entretiens) qui se rapportent à la catégorie de motivation concernée.

Ces thèmes sont regroupés et forment des ensembles thématiques affectés à un des sous-axes déjà visibles dans la représentation synthétique de l’arbre (Figure 3.1).

Les couleurs des thèmes (bleu, vert et orange) renvoient à une étape précédente de l’analyse. La liste de thèmes s’étoffant rapidement au fur et à mesure du découpage des entretiens, il a été nécessaire dans un premier temps de recourir à la structuration d’un relevé de thème ventilé par rubriques (*cf. Annexe 2.3*). La construction de ces rubriques et sous-rubriques doit être réalisée en respectant un niveau d’inférence le plus faible possible. Dès lors, ces rubriques ont été créées à partir du guide d’entretien et de la consigne. Trois rubriques permettent ainsi de ventiler les thèmes selon qu’ils expriment une motivation en tant que telle (bleu), des difficultés (vert), ou des résultats (orange). Ainsi, par exemple, dans le sous-axe « marché/débouchés », l’ensemble thématique « trouver de nouveaux [marchés] » réunit les thèmes « Obtenir de nouveaux débouchés » (bleu) et « Obtention de nouveaux débouchés » (Orange). Le premier thème a été créé à partir d’un extrait de *verbatim* dans lequel l’interviewé.e exprimait directement une motivation. Le second thème, quant à lui, a été formé à partir d’un extrait de *verbatim* au sein duquel l’interviewé.e exprimait un résultat déjà obtenu de l’organisation en coopérative. Dans les deux cas, ces thèmes sont interprétés comme des éléments constitutifs d’une motivation de nature strictement économique.

Source : Renaud Metereau

Figure 3.2 : Axe 1, les motivations strictement économiques



Source : Renaud Metereau

I.1 Mieux valoriser l'existant...

De premier abord, et dans la quasi-totalité des entretiens, les paysan.ne.s sont motivés par la question du prix et du revenu. En effet, la question du prix de vente est abordée spontanément par l'interviewé.e dans 29 des 30 entretiens du coprus soumis à cette analyse⁷⁸. Il s'agit avant tout pour eux de mieux vendre ce qu'ils produisent.

Por ejemplo, si yo fuera un productor sin antes ser cooperado, entonces yo tengo que vender esto al comerciante, a como me lo paga, cuando me compra, y eso, eso, eso es un problema fuerte. En cambio que como cooperativa no. Porque nosotros juntamos un volumen y nos vamos y ofrecemos, vendemos tanto, vendemos tanto y, cuanto nos paga, a qué precio. Entonces son grandes beneficios que nosotros adquirimos. (Entretien, 2013-38).

Par exemple, si moi j'étais un producteur non membre d'une coopérative, alors je devrais vendre au « commerçant », au prix qu'il me paie, au moment où il veut bien acheter, et cela constitue un problème important. En revanche, en coopérative cela ne fonctionne pas ainsi. Parce que nous, nous réunissons un volume que nous acheminons et que nous offrons à un prix donné, et ils nous paient ce prix. C'est donc un avantage important que nous acquérons.

Au Nicaragua, les producteurs de grains de base et de haricots disposent principalement de trois canaux de commercialisation : les collecteurs communautaires, les commerçants, les associations ou coopératives de producteurs (Grigsby & Perez, 2009).

Au cours de cette étude de terrain, seuls les deux derniers canaux ont été mentionnés par les interviewés. Les paysan.ne.s interviewés commercialisent leurs productions, soit par l'intermédiaire d'un commerçant, soit par l'intermédiaire de leur coopérative d'appartenance ou d'une association de producteurs.

La chaîne de valeur (Encadré 3.3) pour les productions à destination des marchés locaux et nationaux, – principalement les grains de base – forme donc une chaîne élémentaire composée de trois « maillons » : des producteurs, des intermédiaires qui achètent et acheminent la production vers les centres urbains et les marchés visés, et des distributeurs (Figure 3.3).

⁷⁸ L'entretien dans lequel la question du prix de vente ou du revenu tiré de la vente de la production n'est pas abordée a été réalisé auprès d'une femme semi-paysanne de la communauté de *La Cofradilla (Pueblo Nuevo)* (Entretien, 2012-14). La coopérative dont elle est membre est une coopérative de femmes dont la production est essentiellement destinée à l'autoconsommation. D'après cette interviewée, au maximum 30% de la production des femmes ayant un accès à la terre (2 mz – soit environ 1,5 hectare – maximum) est destinée à être commercialisée. Les autres femmes de la coopérative (il y a au total 34 sociétaires au sein de cette coopérative) pratiquent une agriculture « *de patio* » | de cours. Il s'agit de la culture de jardins familiaux, dont la création a été impulsée par le CIPRES dans le cadre du Programme Productif Alimentaire (CIPRES, 2007), et dont la fonction est en premier lieu d'assurer l'alimentation de la famille.

Encadré 3.3 : Définition de la chaîne de valeur

Evoqué de manière récurrente lors des entretiens, le concept de « chaîne de valeur » et la nécessité de s'y « insérer » semble avoir été intégré par les membres du SCP, à la fois au niveau des organisations paysannes et individuellement. Ce sont donc les entretiens qui nous orientent vers la mobilisation de ce concept.

Le concept de « chaîne de valeur » prend d'abord racine en France dans l'approche par les « filières ». Il est ensuite développé par Porter (1985) puis Gereffi (1999) qui entérinent la nécessité d'une analyse étape par étape du circuit économique d'un produit. La chaîne de valeur désigne ainsi l'ensemble des étapes et des circuits qui accompagnent un produit, de sa conception jusqu'à sa sortie du circuit économique, lui donnant étape par étape, acteur par acteur, sa valeur finale. La conception, la production, la distribution, la consommation puis éventuellement le recyclage, peuvent être considérés comme les étapes principales décrivant la chaîne de valeur d'un produit (Kaplinsky & Morris, 2001 ; Piñones Vásquez & al., 2006).

« Dans l'agriculture, la CV d'un produit correspond à l'ensemble des processus et des flux, allant de l'acquisition des intrants à la production puis de la production à la transformation, à la commercialisation et à la consommation » (BAD, 2013 : 2).

L'analyse et la compréhension fine des enchainements et mécanismes de cette chaîne de valeur renvoie à au moins trois enjeux majeurs :

- Dans le contexte de globalisation, la compétitivité ne se joue plus seulement durant la phase de production mais, de manière plus systémique, tout au long de la chaîne de valeur et notamment autour des mécanismes de coordination entre les différentes étapes du circuit économique d'un produit.
- Dans le cas des agricultures familiales et paysannes, les chaînes de valeur sont peu intégrées. Les paysans produisent puis vendent leur production à des intermédiaires mais n'interviennent pas ou peu dans les processus de transformation et de distribution – contrairement au cas de filières agroindustrielles fortement intégrées au sein desquelles de grandes entreprises contrôlent l'ensemble de la chaîne de valeur. Une grande part de la constitution de la valeur finale des produits leur échappe donc totalement. Ils produisent et vendent un produit « brut » sur lequel les marges sont faibles. (Acosta Avila, 2006 ; Correa Gómez & al., 2006).
- Dans une perspective d'économie politique, l'analyse de la chaîne de valeur permet enfin de mettre en perspective des asymétries (Gereffi & al., 2005) et rapports de pouvoir, lorsque des transactions sont réalisées entre les différents acteurs qui la compose (Valkila & al., 2010). Ces rapports de force tendent à être défavorables aux acteurs « de petite taille », à la base de la chaîne de valeur (MIFIC, 2012).

Source : Renaud Metereau

Le moment de la transaction entre le producteur, individuel ou collectif – producteurs réunis en coopérative ou en association – constitue ainsi un moment crucial pour la constitution du revenu des ménages des paysans-producteurs. Pour une large part des paysans de subsistance, la vente concerne une portion marginale de la production et se réalise parfois *via* des circuits directs de commercialisation au sein de leur propre communauté ou municipalité. Lorsque le surplus de production permet de générer des volumes suffisants pour une vente à l'extérieur, le circuit privilégié de commercialisation consiste alors à passer par un intermédiaire, « le commerçant », qui achète les grains soit directement à la ferme, soit, plus fréquemment, au sein du chef-lieu de municipalité. Dans ces deux cas, le paysan « négocie »

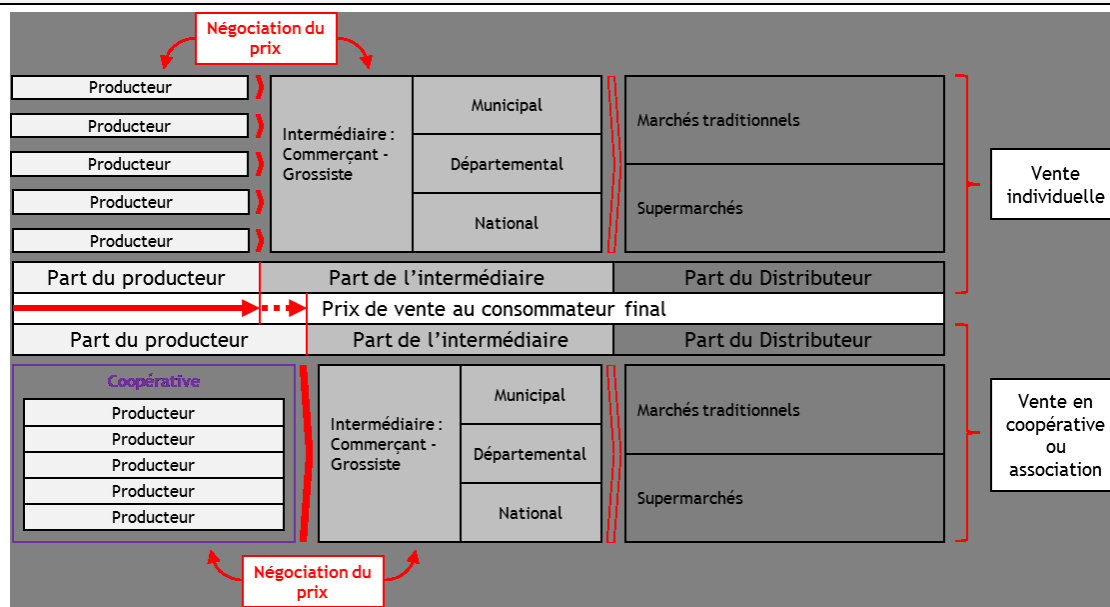
directement le prix avec le commerçant qui est clairement en position de force et impose *a priori* les conditions du contrat (MIFIC, 2012).

Cuando nosotros estábamos en un momento crítico, el intermediario impuso su ley. El intermediario dijo: “Bueno, yo te compro tu producto pero vale tanto. Te lo compro pero en estas condiciones.” (Entretien, 2013-37)

Lorsque nous traversions un moment critique [la coopérative a connu des problèmes de gestion avec, d’après les explications données lors de l’entretiens, un gérant qui aurait maquillé les comptes et se serait accaparé une partie des bénéfices de la coopérative, mettant en péril sa continuité], l’intermédiaire a imposé sa loi. L’intermédiaire disait : « D’accord, moi je t’achète ta production mais elle vaut tant. Je te l’achète mais à ces conditions. »

La constitution d’« alliances horizontales » (Acosta Avila, 2006) entre producteurs, spécialement sous la forme d’association ou de coopératives de petits producteurs, permet ainsi de redéfinir des relations commerciales entre les acteurs des chaînes de valeur agroalimentaires (FAO, 2010). La coopérative, comme une forme particulière d’alliance horizontale, devient alors un levier de rééquilibrage des capacités de négociation en faveur des petits producteurs (Santacoloma, 2002 ; Piñones Vásquez & al., 2006 ; Gálvez & al., 2014)

Figure 3.3 : La chaîne de valeur des produits de consommation nationale



Source : Renaud Metereau

Lorsque les paysans se réunissent en coopérative, ils obtiennent la possibilité de réunir leur production et de vendre collectivement des volumes plus importants. Il s’agit d’une manière de « concentrer l’offre » (Filippi, 2005 : 127). Cela permet de réévaluer le rapport de force avec le commerçant pour la négociation du prix, tel que l’exprime l’extrait de *verbatim* ci-

dessus. Deux autres facteurs peuvent alors entrer en compte afin de « mieux vendre » (Entretien, 2013-49).

D'abord, en joignant la production et des moyens financiers ou matériels, les paysans organisés en coopérative peuvent plus facilement accéder à un moyen de transport. Cela leur permet de « *sacar la producción* » | *acheminer la production hors de la communauté* (Entretien, 2012-12) pour aller vendre directement à des grossistes départementaux ou nationaux, situés dans les centres urbains (Chinandega, Estelí, León, Managua, San Carlos, etc.).

Estamos conformando un consorcio también. Donde queremos, este, sacar los que es, digamos lo que este en la temporada. Ya sea que este el frijol, o ya sea que este el maíz, o ya que sea el cacao. Para sacar y vender a fuera también. Entonces queremos aliarnos diferentes cooperativas para reunir cantidades cuando tengamos pedidos fuertes de allí afuera, para cubrir la demanda. (Entretien, 2013-36)

Nous sommes aussi en train d'organiser un consortium [Centrale de coopératives COOPERIO à San Carlos]. Ce que nous voulons, c'est « sortir » ce qui est produit à chaque saison. Que ce soit les haricots, que ce soit le maïs, ou que ce soit le cacao. Pour sortir la production et vendre à l'extérieur de la communauté aussi. Donc, nous souhaitons nous allier, entre différentes coopératives, pour réunir les quantités nécessaires quand nous avons de grosses commandes de l'extérieur, de façon à « couvrir » la demande.

Ensuite, lorsque la coopérative, souvent grâce à des projets de coopération, parvient à se munir de moyens de stockage – principalement des silos – alors il devient possible pour le groupe de producteurs de vendre le grain, non pas au moment de la récolte, mais au moment où le prix est le plus avantageux pour eux.

Entonces, se formó la idea pues, se hablaba con el CIPRES, el mismo CIPRES nos ha ayudado con un proyecto, creo que es de Oxfam. Nos consigo unos silos para almacenar unos productos. Ya que este, los precios están bien bajísimos, y estamos buscando como almacenar nuestro grano y esperarse a abril, mayo, para vender a mayor precio. (Entretien, 2012-23)

Alors, l'idée a émergée, on a parlé avec le CIPRES, le CIPRES qui nous a aidé avec un projet d'Oxfam je crois. Il nous a obtenu quelques silos pour stocker des produits. Parce que les prix sont très bas, et on cherche comment stocker notre grain et attendre avril ou mai, pour vendre quand les prix sont plus élevés.

Cet aspect du stockage répond également à des enjeux de souveraineté alimentaire, et plus particulièrement pour les producteurs de subsistance. L'obtention d'un silo leur permet de conserver le grain dont ils auront besoin pour se nourrir durant la période sèche (de décembre à avril) et avant de pouvoir à nouveau effectuer une récolte – *la primera* – en juin-juillet. Il

rend aussi possible de conserver dans de bonnes conditions les semences paysannes que certains produisent afin de ressemer de manière autonome lors du cycle suivant.

Dans le cas des productions destinées à l'export, telles que le café, le cacao, les noix de cajou, le sésame, etc., les filières sont structurées autour d'une chaîne de valeur faisant intervenir les mêmes étapes. Néanmoins, les acteurs et les circuits mobilisés sont différents (Grigsby & Perez, 2007). Il est en effet possible de différencier plusieurs circuits faisant intervenir des acteurs spécifiques. Ces circuits peuvent être classés principalement en deux catégories. Une première, correspondant à la production et aux circuits « traditionnels » ou « conventionnels » et, une seconde catégorie au sein de laquelle peuvent être regroupées les productions et les circuits spécifiques aux produits issus de l'agriculture biologique et/ou à ceux destinés au « commerce équitable ».

Les productions traditionnelles, notamment de café, sont massivement achetées par des entreprises exportatrices (Valkila & al., 2010), qui prennent ici le rôle d'intermédiaires entre les étapes de production puis, de commercialisation dans le pays importateur. Toutefois, le secteur coopératif joue là aussi un rôle majeur, à l'instar des productions de consommation domestique. Des réseaux spécialisés de coopératives se développent en effet pour ce type de production. Un même producteur pourra donc être à la fois membre d'une coopérative de base au sein de sa communauté et, être également affilié à une coopérative spécialisée dans la production, éventuellement la transformation et la revente de produits d'exportation⁷⁹.

Les productions biologiques et/ou destinées à des filières de commerce équitable s'adosent *a priori* de manière plus systématique sur des réseaux coopératifs ou faisant intervenir des associations de producteurs pour la commercialisation. Au sein de la ZPN, par exemple, des paysans membres de la FENACOO ou de la FECODESA, sont aussi affiliés à la PRODECOOP, une coopérative de second degré spécialisée elle-même dans la centralisation des récoltes, le séchage et le conditionnement du café⁸⁰. L'intégralité de la production est commercialisée *via* des circuits de commerce équitable et 50 % est certifiée en agriculture biologique. La PRODECOOP est elle-même affiliée à une autre fédération de coopérative : la FENIAGRO. La vente de la production *via* ce réseau coopératif génère une « prime » au producteur qui peut

⁷⁹ Un paysan peut être affilié à plusieurs coopératives, à partir du moment où celles-ci sont de raisons sociales différentes (par exemple une Coopérative Agricole de Production (CAP) et une Coopérative Multi-Sectorielle (CMS), mais pas à deux coopératives qui auraient la même raison sociale (ANRN, 2005).

⁸⁰ La SOPEXCCA, l'UCPCO sont deux autres exemples d'unions de coopératives spécialisées dans le café dans la région de *Las Segovias*. On retrouve des organisations similaires dans les départements producteurs de café de de Jinotega et Matagalpa.

être, soit directement redistribuée dans son intégralité au producteur, soit répartie entre un « fond renouvelable » créé au sein de la coopérative et le producteur. Le fonctionnement de la coopérative *Guardabarranco* décrit par Marcio (Entretien, 2012-7) illustre cette seconde possibilité : une partie de la prime obtenue suite à la double certification agriculture biologique/commerce équitable est en partie restituée au producteur. L'autre partie de cette prime alimente un fond renouvelable au sein de la coopérative qui est notamment utilisé pour soutenir les coopérateurs en transition vers une production biologique :

El productor que entra en transición, le vamos a dar inicialmente el primer año un premio de 5\$ por quintal⁸¹ vendido. Se sigue, el siguiente año ya le vamos a dar 10\$, de lo nuestro, pues, del mismo premio de los que ya tenemos premio. Vamos a compartir el premio con el que se va incorporando a la producción orgánica. Ya el tercer año, el productor orgánico ya tiene derechos, ya puede vender café orgánico. (Entretien, 2012-7)

Le producteur qui entre en transition, nous allons d'abord lui donner la première année une prime de 5\$ par quintal vendu. S'il continue, l'année suivante nous lui donnerons 10\$, de ce qui nous revient en fait, de cette prime que nous nous avons déjà. Nous allons partager cette prime avec celui qui se convertit à la production biologique. La troisième année, le producteur biologique obtient finalement des droits, il peut vendre du café certifié biologique.

De la même façon que pour les productions destinées au marché national, l'affiliation à une coopérative semble permettre d'améliorer la capacité à obtenir un prix plus avantageux pour le producteur et *in fine* d'améliorer les revenus⁸².

Si les circuits commerciaux propres au commerce équitable et aux productions issues de l'agriculture biologique font apparaître à cet égard, des mécanismes spécifiques aux produits d'exportation (les circuits « bio » et équitables sont encore peu significatifs sur le marché intérieur), l'organisation en coopérative semble également être porteuse de mécanismes plus généraux d'appropriation par le producteur d'une plus grande part de la valeur ajoutée sur les produits finaux. L'« *intégration de la chaîne de valeur* » (Entretien, 2013-51) via l'organisation coopérative apparaît comme un autre des moyens identifiés par les paysans en vue de l'amélioration de leurs revenus. Cette intégration de la chaîne de valeur signifie pour

⁸¹ En accord avec les statistiques fournies par l'Organisation Internationale du Café [<http://www.ico.org/>], un quintal (45,36 kg) de café conventionnel est payé au producteur environ 61 US \$ (moyenne des prix au producteur entre 2006 et 2012). En 2002/2003 au Nicaragua, la prime pour le café certifié biologique avoisinait les 0.55\$US/kg (Mendez & al., 2010), soit environ 25 \$US par quintal. Dans le cas de circuits de commerce équitable des primes « sociales » sont également versées (Valkila, 2014).

⁸² L'article de Beuchelt et Zeller (2011) permet de nuancer ce point. En effet, nous avons été, lors de cette étude de terrain, confrontés à des producteurs en agriculture biologique et à destination de filières de commerce équitable dont l'expérience avait été *a priori* concluante. Néanmoins Beuchelt et Zeller montrent bien que la certification ne constitue pas une garantie de hausse de revenu ni d'amorce d'une trajectoire de sortie de la pauvreté. Sur ce point, différencier les démarches « simples » de certification et les démarches « engagées » en agroécologie pourrait être une piste de réflexion, notamment en termes de productivité, de coût des intrants, etc.

eux de ne plus seulement se contenter de produire des aliments, mais également d'entrer dans les processus « *d'ajout de valeur* » (conditionnement, transformation) et de commercialisation. L'extrait d'entretien suivant illustre ce type de motivation à travers l'exemple d'une coopérative de producteurs de grains de base dans la ZPN qui a développé (avec l'appui du CIPRES et de la FAO) un projet de production et de commercialisation de semences améliorées de haricots.

Hemos sido trabajando en fitomejoramiento, pero ya con la idea de, no solo de mejorar sino de producir. Producir semillas mejoradas de la variedad nuestra y venderla como producto terminado para agregarle, para retener el valor agregado. Hemos estado trabajando en eso, comercializando esta variedad como un producto terminado, como semilla certificada.
(Entretien, 2012-8)

Nous avons réalisé un travail de sélection végétale, mais déjà avec l'idée, non seulement d'améliorer, mais aussi de produire. Produire des semences améliorées de notre propre variété et la vendre comme un produit fini pour retenir la valeur ajoutée. Nous avons travaillé là-dessus, en commercialisant cette variété comme un produit fini, comme une semence certifiée.

Pour réaliser cela, les paysans organisés en coopératives s'appuient sur la structure coopérative elle-même (cf. [Section 3](#)) qui leur offre la visibilité et la crédibilité nécessaire à l'obtention d'aides extérieures – techniques et financières – qui leur permettent d'accéder au capitaux nécessaires au développement de ce genre d'activité. Outre le fait que l'aide extérieure semble souvent conditionner le développement de petites Agro-Industries Rurales (AIR) ([Encadré 3.4](#)), les paysans réunis en coopérative disposent plus facilement, d'une part, des volumes de production nécessaires à cette intégration de la chaîne de valeur, et d'autres part, de possibilités d'autofinancement au moyen des fonds de microcrédit systématiquement créés au sein des coopératives constituant ce corpus.

Encadré 3.4 : Définition de l'Agro-Industrie Rurale dans le contexte latino-américain

« L'activité qui permet d'augmenter et de retenir dans les zones rurales la valeur ajoutée de la production des économies paysannes, grâce à la réalisation d'activités d'opérations post-récolte sur des produits provenant d'exploitations agro-sylvo-pastorales, comme la sélection, le nettoyage, la classification, le stockage, la conservation, la transformation, le conditionnement, le transport et la commercialisation. Ces activités doivent être en accord avec la logique paysanne pour ce qui est de la taille, de l'échelle de production, de l'investissement et de la rentabilité, contribuer à l'amélioration des modèles d'alimentation et de nutrition, et conduire au renforcement des économies paysannes et de leurs organisations, ainsi que des économies nationales ».

Source : Boucher, 2004 : 28

La réappropriation par les producteurs des étapes de conditionnement, de transformation et de commercialisation sur des filières *a priori* plus courtes, constituent ainsi une motivation particulière pour les paysans à s'organiser en coopérative. Cela leur offre la possibilité d'améliorer le taux de marge sur leurs productions et sur des marchés auxquels ils ont déjà accès. Cela peut aussi, dans une perspective plus ambitieuse de développement, leur permettre d'envisager l'entrée sur des marchés jusque-là inaccessibles ou la création de nouveaux débouchés.

I.2 ... et ouvrir de nouvelles perspectives de débouchés

En s'associant, les paysans visent également de nouveaux marchés et de nouvelles sources de revenus auxquels ils ne parviendraient pas à accéder individuellement, en raison notamment, de leur incapacité individuelle à satisfaire aux exigences, soit quantitatives, soit qualitatives, de ces marchés.

La première barrière est quantitative puisqu'un petit producteur seul n'est pas en mesure de fournir les volumes nécessaires à l'entrée sur un nouveau marché. L'exemple pris par Bacon (2005 : 504) concernant les producteurs de café souhaitant accéder au marché d'exportation certifié (café spéciaux, biologiques ou en commerce équitable) illustre ce phénomène : « *Small-scale farmers, not organized into a cooperative or a marketing association, do not produce the volumes of coffee necessary to fill a container (275 sacks) and access the certified markets or sign contracts with importers.* »

Sur les marchés nationaux non traditionnels, c'est-à-dire principalement les chaînes de supermarchés encore émergentes au Nicaragua (Reardon & Berdegú, 2002), la question des volumes est également importante. Elle peut ainsi constituer une motivation pour s'organiser en coopérative afin de mettre en commun la production (Filippi, 2005 ; Hellina & al., 2009 ; Markelova & al., 2009).

Une présidente de coopérative rassemblant des productrices de bananes plantains sur la municipalité de Posoltega (ZPP) explique ainsi :

Hicimos la gestión para que se apoyara a la cooperativa para la construcción de un pequeño centro de acopio para acopiar el plátano y poder comercializarlo juntas. [...]. Si se hace la comercialización juntas y hay dos mercados, en que tenemos establecida la comercialización. Que es Wal-Mart. Abastecen los supermercados Palí y La Unión. (Entretien, 2012-29)

Nous avons « monté un projet » pour que la coopérative obtienne une aide pour construire un centre de stockage pour la banane plantain et pouvoir la vendre ensemble. [...] Oui, la

commercialisation se fait ensemble et on a deux marchés établis pour cela. C'est WalMart. Ils fournissent les supermarchés Palí y La Unión.

La perspective d'un accès à des marchés nouveaux et plus avantageux motive ainsi les paysans à s'organiser en coopérative afin de rassembler des volumes de production suffisants pour satisfaire aux exigences de ces marchés. Cette motivation a trait également aux caractéristiques qualitatives de la production. En effet, l'accès à ces marchés potentiels est conditionné par des normes de qualité bien plus contraignantes que sur les marchés traditionnels.

Nuestra visión, usted le llama expectativas pero para nosotros es visión. La visión era llegar a alcanzar por lo menos, un mercado, alcanzar un mercado y los mejores precios. La nuestra visión fue alcanzar un alto índice de calidad, y todo eso ha sido una gran realidad. (Entretien, 2013-38).

Notre vision, vous, vous appelez cela des « attentes » mais pour nous c'est une vision. La vision était d'accéder, au moins, à un marché, accéder à un marché et à de meilleurs prix. Notre vision a été de parvenir à un haut niveau de qualité, et cela est devenu une grande réalité.

Cet extrait de *verbatim* retranscrit principalement la vision largement exprimée par les producteurs de produits d'exportation tels que le cacao, le café, les noix de cajou, etc. Dans le contexte de globalisation, l'accès à des marchés internationaux et la compétitivité des petits producteurs sont soumis à des contraintes fortes portant notamment sur la capacité à satisfaire des normes de qualité exigeantes (Correa Gómez & al., 2006). Cette contrainte qualitative ne s'applique cependant pas uniquement aux produits d'exportation. Les marchés non traditionnels nationaux, notamment les filières de grande distribution imposent également des normes qualitatives plus strictes.

Dans la région du *Rio San Juan* (AFA), les producteurs de cacao organisés en coopératives (COSEMUCRIM, COOPROCAFUC, Asiherca, etc.) se sont appuyés sur des aides extérieures et sur les ressources locales pour développer des systèmes agroforestiers de production centrés à la fois sur le cacao destiné à l'exportation, et sur une forte diversification : élevage, cannelle, grains de base, poivre, agrumes, bananes, *raicilla*, manioc, etc. Afin de vendre un cacao certifié (Agriculture Biologique et commerce équitable) destiné à l'exportation, les producteurs se sont organisés pour intégrer les normes de qualité imposées par les marchés visés (Entretiens, 2013-37 ; 2013-38 ; 2013-39)⁸³. C'est à travers l'organisation coopérative,

⁸³ Lors de l'entretien avec des membres de la COSEMUCRIM (Entretien, 2013-37, conduit face à trois membres de la coopérative), ceux-ci ont ainsi expliqué la manière dont ils ont formé au sein de la coopérative une « commission de la certification en agriculture biologique » qui s'occupe à la fois des démarches extérieures

en collaboration avec des ONG et principalement un importateur de cacao (Ritter Sport)⁸⁴ que ces standards ont pu être définis. Un contrôle interne de la qualité est mis en place au sein de ces coopératives afin de garantir collectivement le produit vendu. Cette qualité s'appuie en particulier sur des choix de variétés, des techniques de production, de récolte, de fermentation et de séchage. Les opérations post-récoltes telles que la fermentation et le séchage, le contrôle/triage et la mise en sac ont mené au développement de petites AIR. Si les installations restent sommaires (Illustration 3.1), elles permettent déjà aux producteurs de réaliser des opérations de transformation et d'intégrer ainsi les maillons primaires de la chaîne de valeur.

Illustration. 3.1 : Le séchage du cacao a Buena Vista (Rio San Juan, AFA)



Source : photo de Renaud Metereau

Ce niveau de la chaîne de valeur est essentiel pour la détermination qualitative du produit et pour l'activation de ressources spécifiques au territoires (Correa Gomez & al., 2006). Il s'agit donc à ce stade pour les producteurs organisés en coopérative, de fournir collectivement un produit de qualité, mieux valorisé, répondant aux critères imposés par les marchés visés et identifiables par ses spécificités.

Entonces teníamos que conocer el tipo de variedad en cacao que teníamos, cuál es su forma de cortar, y, cual es el proceso que se le debe dar dependiendo de la demanda que nos da la empresa que nos compra como la Richter Export. La Richter Export es una de las empresas

(avec BioLatina) pour obtenir la certification, et des formations, incitations et contrôles de qualité en interne, afin de maintenir le niveau de qualité de la production des membres.

⁸⁴ Ritter Sport travail avec des petits producteurs de cacao au Nicaragua depuis 1990. D'abord dans la localité de Waslala (Région Autonome Atlantique Nord), puis plus récemment dans la région du Rio San Juan. En 2012, l'entreprise semble avoir opéré à une évolution de sa stratégie, investissant dans 2500 hectares de terres destinées à la culture du Cacao.

que son más exigentes. Ese mercado es bien exigente, por lo tanto a nosotros nos costó adaptarnos a las exigencias o calidad que esta empresa exige. [...] En la cooperativa tenemos unos, unos aparatos para medir los sabores, para medir la temperatura, para medir el azúcar. Nosotros ya tenemos unos, nosotros le llamamos responsable de cualidad. [...] Tenemos por allí el, los responsables de acopio. Los responsables de acopio, esos son los que nos miran a nosotros. Entonces para yo poder vender a la cooperativa, yo tengo que tener el sumo cuidado de no hacer fallar al resto de persona. Por ejemplo al responsable de cualidad, al responsable de acopio, y un reguero de personas que dependen de mí como productor. Hago perder....hago perder el prestigio de la cooperativa. Entonces tengo que llevar una cualidad exacta. Hay diferencia entre las variedades de la plantación. Por ejemplo estas dos son amarillas pero hay de color rojo. Una es más acida que la otra. Una es más dulce, una es más acida, entonces al que es más dulce necesita un poco menos de fermento. [...] Entonces, eso, eso permite, la valorización, y la cualidad, que nosotros como cooperativa nos precisa entregar. (Entretien, 2013-38)

Donc nous devons connaître les variétés de cacao que nous avons, de quelle manière les tailler, et quel est le processus de transformation qu'il faut effectuer en fonction de la demande que nous transmet l'entreprise qui nous achète le cacao, comme la Richter Export. La Richter Export est une des entreprises les plus exigeantes. C'est un marché bien exigeant, et de fait, cela a été difficile pour nous de nous adapter aux exigences de qualité de cette entreprise. [...] Au sein de la coopérative nous avons un petit appareil pour mesurer les saveurs, pour mesurer la température, pour mesurer le sucre. Nous, nous avons ce que nous appelons le responsable de qualité [...] Nous avons là-bas, les responsables de la collecte. Les responsables de la collecte sont ceux qui nous surveillent. Donc moi, pour pouvoir vendre à la coopérative, je dois faire très attention de ne pas porter préjudice aux autres. Par exemple, le responsable de qualité, le responsable de la collecte, et une foule d'autres personnes dépendent de moi en tant que producteur. Je peux faire perdre le prestige de la coopérative. Donc je dois livrer une qualité exacte. Il y a des différences entre les variétés de la plantation. Par exemple ces deux-là sont jaunes mais il y en a de couleur rouge. L'une est plus acide, l'autre plus sucrée, et cette dernière a besoin d'un peu moins de fermentation. [...] Donc ça, ça permet la valorisation, et la qualité que nous devons fournir en tant que coopérative.

On observe ainsi, à la fois un adossement à des facteurs exogènes (Montoya & al., 2013) (opportunité de débouché offerte par Ritter Sport ; appui technique et organisationnel via le système coopératif et la coopération internationale), et, la mobilisation de ressources spécifiques aux territoires (climat, végétation, variétés, développement d'un savoir-faire local) pour le développement d'une filière de production à plus forte valeur ajoutée.

L'activation conjointe de ces facteurs exogènes et des ressources latentes de ce territoire s'appuie sur un contexte contraint par la situation de pauvreté et de stress environnemental. Cette zone tropicale humide a en effet subi une vague de déforestation importante (Barrios & Broegaard, 2007). L'action conjuguée d'une exploitation déraisonnée des bois tropicaux (Segura Bonilla & Kaimowitz, 1997), de l'implantation d'une monoculture latifundiaire de « palmiers africains / palmier à huile » (Fandiño & Ruiz, 2010) (Illustration 3.2), ainsi que les

pratiques persistantes de cultures sur brûlis (Dufumier, 1993 ; Mazoyer & Roudart, 1997 ; Munk, 2003) ont mis en péril les richesses naturelles de cette région ainsi que les capacités des populations rurales à subsister. Dès lors, la culture du cacao s’inscrit dans une perspective de diversification centrée sur des systèmes agroforestiers faisant apparaître des complémentarités multiples qui se déclinent en plusieurs domaines : agronomique (arbres, plantes basses, racines), socio-économique (cultures d’exportation et cultures destinées aux marchés nationaux, et autoconsommation), et environnemental (préservation du couvert végétal et de la biodiversité). Cette dernière aménité, environnementale et paysagère, bien qu’ayant été dégradée, reste une ressource importante au sein de ce territoire. Elle permet à la fois de valoriser la production de cacao du « *Rio San Juan* » s’appuyant sur une qualité intrinsèque liée à la préservation d’un environnement spécifique, et d’ouvrir la possibilité à la mise en œuvre d’activités économiques complémentaires. Le Tourisme Rural Communautaire, bien que de manière encore marginale, devient ainsi une nouvelle possibilité de diversification des sources de revenu au sein de ce territoire (cf. Chapitre 4. I.2.2).

Illustration 3.2 : *Impact de la monoculture de « palmier africain » sur la municipalité d’El Castillo (AFA)*



« *Le palmier africain : du pain pour aujourd’hui, la misère pour demain. Impact sociaux et environnementaux de la monoculture sur la commune d’El Castillo.* »

Couverture d’une brochure « vulgarisant » les analyses et résultats du rapport publié par Fandiño et Ruiz (2010). Ce rapport propose la synthèse d’une étude participative menée auprès des communautés rurales, d’experts, et de divers acteurs publics et privés de la commune d’El Castillo. Il vise à proposer une stratégie d’encadrement de la monoculture du palmier à huile à proximité ou au sein de la zone tampon de la réserve naturelle Indio Maíz.

Source : Ruiz, 2010

La commune d’El Castillo, le long du Rio San Juan dispose effectivement d’un potentiel touristique important. Ce potentiel se manifeste jusqu’ici principalement par le développement d’infrastructures touristiques légères au sein du chef-lieu (hébergement, restauration, musée). Néanmoins, des activités se développent au sein des différentes communautés (Alemán Amaru, 2015), s’appuyant sur des dispositifs d’information touristique facilitant notamment l’accès aux différentes communautés isolées. Le « *Tour de Chocolate* » organisé avec la COOPROCAFUC – une coopérative intégrante de notre corpus – à

Buena Vista en est un exemple. Les touristes, orientés et transportés en barque puis en « 4x4 » depuis San Carlos ou El Castillo vers la communauté de Buena Vista, se voient ainsi offrir la possibilité de visiter certaines exploitations (celle de Ruben – Entretien, 2013-38 – en fait partie), puis les installations de la coopérative permettant d’observer les différentes étapes de transformation que subit le cacao avant sa revente hors de la communauté. Cette diversification via l’agrotourisme semble à son tour ouvrir de nouvelles perspectives pour la création de débouchés à la production agroalimentaire et le développement d’AIR – alimentation et artisanat.

Idania, une jeune femme présidente de la Coopérative Multisectorielle « *Orquídeas del rio San Juan* » explique que les femmes membres de la coopérative s’orientent vers des productions de produits transformés (chocolats, confitures, cannelle moulue et emballée, etc.) avec un projet de valorisation par la mise en place d’un petit marché près du quai⁸⁵ de *Boca de Sábalo* :

La iniciativa fue de formar [...] una cooperativa que fuera en un sentido multisectorial donde podíamos abarcar cualquier tipo de productos. Como en la cooperativa hay mujeres que elaboran chocolate, hay unas que son productoras, hay otras que elaboran, este, mermeladas. Hay otras que elaboran panes. Hay otras que tienen este, el cacao, verdad. [...] Allí viene un poco de la mezcla. [...] Ya por lo menos la cooperativa ya tiene este plan de negocio ahorita que es la canela. Que ya se está sacando. Y ahorita en este año, ya comienza lo que es el chocolate. Que se está sacando. Y aquí, también está el proyecto de poner este, un tipo de mercadito. Aquí local. Que lo podemos utilizar por lo menos en dos días a la semana, que lo podamos utilizar tipo, o martes o viernes, para sacar todo los productos que las otras compañeras [...] Formar este mercado, podía llamar también a los turistas. (Entretien, 2013-36)

L’initiative a été de former [...] une coopérative multisectorielle par l’intermédiaire de laquelle nous pourrions couvrir n’importe quel type de production. Comme au sien de la coopérative il y a des femmes qui élaborent du chocolat, il y en a quelque unes qui sont productrices, d’autres qui transforment, par exemple des confitures. Il y en a d’autres qui font des pains. D’autres qui ont du cacao, n’est-ce pas. [...] de là vient un peu le mélange. La coopérative a déjà ce projet de commercialisation de la cannelle, qui se vend déjà à l’extérieur. Et maintenant, cette année nous commençons avec le chocolat, dont la vente est en cours. Et ici aussi il y a un projet pour installer une sorte de petit marché. Ici, local, que nous pourrions utiliser au moins deux jours par semaine, par exemple le mardi ou le vendredi pour vendre tous les produits des autres membres de la coopérative. Installer ce marché pourrait aussi attirer les touristes

Cette « alliance stratégique » entre activité agricole, développement d’AIR et agrotourisme peut être observée au sein de plusieurs territoires au Nicaragua. Les territoires de production

⁸⁵ On arrive à Boca de Sabalos en barque par le Rio San Juan (environ deux heures et trente minutes depuis San Carlos, le chef-lieu départemental)

de café, principalement situés dans les zones montagneuses du Nord du Pays (Département de Madriz, Estelí, Nueva Segovia, Jinotega et Matagalpa) sont particulièrement concernés par ce phénomène (Perez & al., 2010 ; López-Guzmán & Sánchez Cañizares, 2009). Le cas de la municipalité d'*El Castillo* fournit une autre illustration des complémentarités possibles entre ces diverses activités, faisant jouer un rôle central à l'organisation coopérative (Perez & al., 2010).

Concernant précisément les coopératives de notre corpus implantées sur ce territoire, il s'agit donc de profiter de certaines opportunités (facteurs exogènes) et de ressources latentes du territoire (facteurs endogènes) pour réorienter les pratiques agricoles vers la production de cacao – en partie certifié en agriculture biologique –, le développement d'activités de transformation (petites AIR), et d'activités complémentaires tel que l'agrotourisme.

Cette recherche d'une intégration plus forte des maillons primaires des chaînes de valeur agroalimentaires, peut aussi être observée pour des produits destinés principalement au marché national. Dans d'autres contextes territoriaux et pour des productions plus traditionnelles, de consommation nationale, d'autres formes de développement d'activités agricoles et agroindustrielles s'adossent à l'organisation en coopérative. Au sein même de la zone AFA, mais légèrement plus au Nord (municipalité de *San Miguelito* et *El Almendro*), ainsi que sur une bonne partie de la région centrale du Nicaragua (départements du Rio San Juan, Chontales et Boaco), l'élevage bovin occupe une place importante. D'après les données du dernier recensement agricole (INIDE – MAGFOR, 2012), près de 24 % du cheptel bovin recensés au Nicaragua en 2011 se trouvait sur ces trois départements⁸⁶. La plupart des éleveurs exerçant cette activité d'élevage avec un double objectif de production de viande et de lait (MIFIC, 2012). Si de nombreuses familles paysannes au Nicaragua possèdent une ou plusieurs têtes de bétail pour l'autoconsommation, les petits paysans des coopératives *El Almendro*, *COOPROLECHE*, ou encore *Los Monos*, disposent de cheptels plus importants et destinent une partie de leur production au marché national du lait et de la viande. Pour ces producteurs, la survie de leur activité sur un marché globalisé passe également par l'intégration de la chaîne de valeur. C'est dans cette optique que semblent être orientées une partie des discussions et des actions au sein de ces coopératives⁸⁷.

⁸⁶ Les autres zones de production sont principalement les deux régions autonomes de l'atlantique (39%) et le département de Matagalpa (9%)

⁸⁷ Nous avons assisté à l'assemblée générale ordinaire de la coopérative COOPROLECHE et interviewé des producteurs de chacune de ces coopératives.

Y ya tenemos la idea, por lo menos como le digo yo, de a corto plazo, es lograr a tener una planta acopiadora para poder refrigerar leche y vender leche helada a las plantas formales que comercializan leche aquí en Nicaragua. Y de futuro pensamos en procesar nosotros mismos nuestro producto. Procesar nuestro producto y buscar mercado en el extranjero. Esas son nuestras ideas, estas son nuestras metas, sí. (Entretien, 2013-49)

Et nous avons déjà l'idée, au moins comme je vous le dis, à court terme, de parvenir à avoir un centre de collecte pour pouvoir réfrigérer le lait et le vendre froid aux « installations/usines » formelles (agro-industries) qui commercialisent le lait au Nicaragua. Et, pour le futur nous pensons à transformer nous-mêmes notre production. Transformer notre produit et chercher un marché à l'étranger. Ça ce sont nos idées, ça se sont nos défis, oui.

Outre ce qui ressort de cet ensemble de motivations de nature économique à s'organiser en coopérative, il est possible d'observer un certain nombre d'efforts mis en place pour la commercialisation de produits bruts et transformés dans les centres urbains et touristiques. La multiplication des « *ferias* » (foires) a été mentionnée plusieurs fois comme un moyen de mieux vendre certains produits (Entretien, 2012-24). La FECODESA, épaulée par le CIPRES a ainsi ouvert en 2008, deux « centre commercial paysan » à Léon et à Managua, permettant d'ouvrir une voie plus directe de commercialisation vers les centres urbains. Ces boutiques présentent des produits bruts, emballés, et transformés. La FENACOOOP a quant à elle déposé la marque de produits biologiques « *Huerta Verde* » | *Potager Vert* en 2012, (ANRN, 2012) de manière à offrir des perspectives de valorisation des produits issus des pratiques agroécologiques promues par la fédération de coopératives elle-même (Entretiens, 2012-24; 2013-51) (Tableau 3.1).

Tableau 3.1 : Produits vendus sous la marque « Huerta Verde » * en 2012		
Produit	Conditionnement	Prix **
Cannelle en poudre	Récipient en verre (190 gr)	50 C\$ soit 2,1 \$
Bâtons de cannelle	Sachet de 1 ou 0,5 livre	160 C\$ soit 6,8 \$
Semences certifiées de haricots (INTA ROJO)	Sac de 80 ou 100 livres	1900 C\$ les 100 livres soit 80,9 \$
Haricot alimentaires (INTA ROJO)	Sachet de 10, 25, 50 ou 100 livres	10 C\$ la livre soit 0,4 \$
Chocolat	Sachet de 10 chocolats	30 C\$ soit 1,3 \$
Fleurs d'hibiscus	Sachet d'une livre	100 C\$ soit 4,3 \$

* Au moment du recueil de ces données, plusieurs autres produits sont en cours d'intégration par la marque « Huerta Verde » dont du miel et des noix de cajou (des coopératives de femmes COOPEMUS et COAGRUM (Somotillo et Tecuaname), affiliées à la FECODESA).
 ** La conversion du Cordoba (C\$) au Dollars (\$) est réalisée au taux moyen de l'année 2012 d'après la Banque Centrale du Nicaragua (BCN, 2015) : 1\$ = 23,5 C\$.
 1 livre est équivalent approximativement à 0,45 kg.

Source : Renaud Metereau
 A partir des informations récoltées au siège de la FENACOOOP à la suite de la réalisation de l'entretien 2012-51 avec Hermogenes Rodriguez,
 Vice-président de la FENACOOOP

Les motivations mises ici en avant ainsi que les dynamiques observées révèlent ainsi deux tendances : d'une part, des volontés de construire des « *alliances horizontales* »⁸⁸ (Acosta Avila, 2006) en organisant en coopératives des petits producteurs, et d'autre part, une recherche d'intégration verticale de la chaîne de valeur par la réalisation d'opérations de transformation des produits agricoles de base et le développement de petites AIR. Ces motivations ou objectifs partagés aboutissant à la conduite d'actions collectives de la part de ces producteurs organisés localement en coopératives et unions ou centrales de coopératives.

⁸⁸ Pour Acosta Avila (2006 : 6*), « *Le concept d'alliances productives correspond à la capacité des différents acteurs de la chaîne de valeur à coordonner leurs efforts, leur ressources et leurs facultés, pour résoudre les problèmes et profiter des opportunités collectivement. Les alliances productives se définissent comme des accords ou des liens entre deux acteurs ou plus, qui s'unissent pour atteindre des objectifs communs d'une manière efficiente. Ce type de coopération peut impliquer des échanges de savoirs, de technologies, de confiance, de capacités ; de partager les risques et les bénéfices.* ». Ces alliances peuvent être **verticales** lorsqu'elles impliquent des acteurs de différents niveaux de la chaîne de valeur, ou **horizontales** lorsqu'elles correspondent à des alliances entre acteurs d'un même « maillon » de la chaîne de valeur. Les associations de producteurs correspondent à ce second type d'alliances productives qui vise généralement à augmenter le pouvoir de négociation (Piñones & al., 2006).

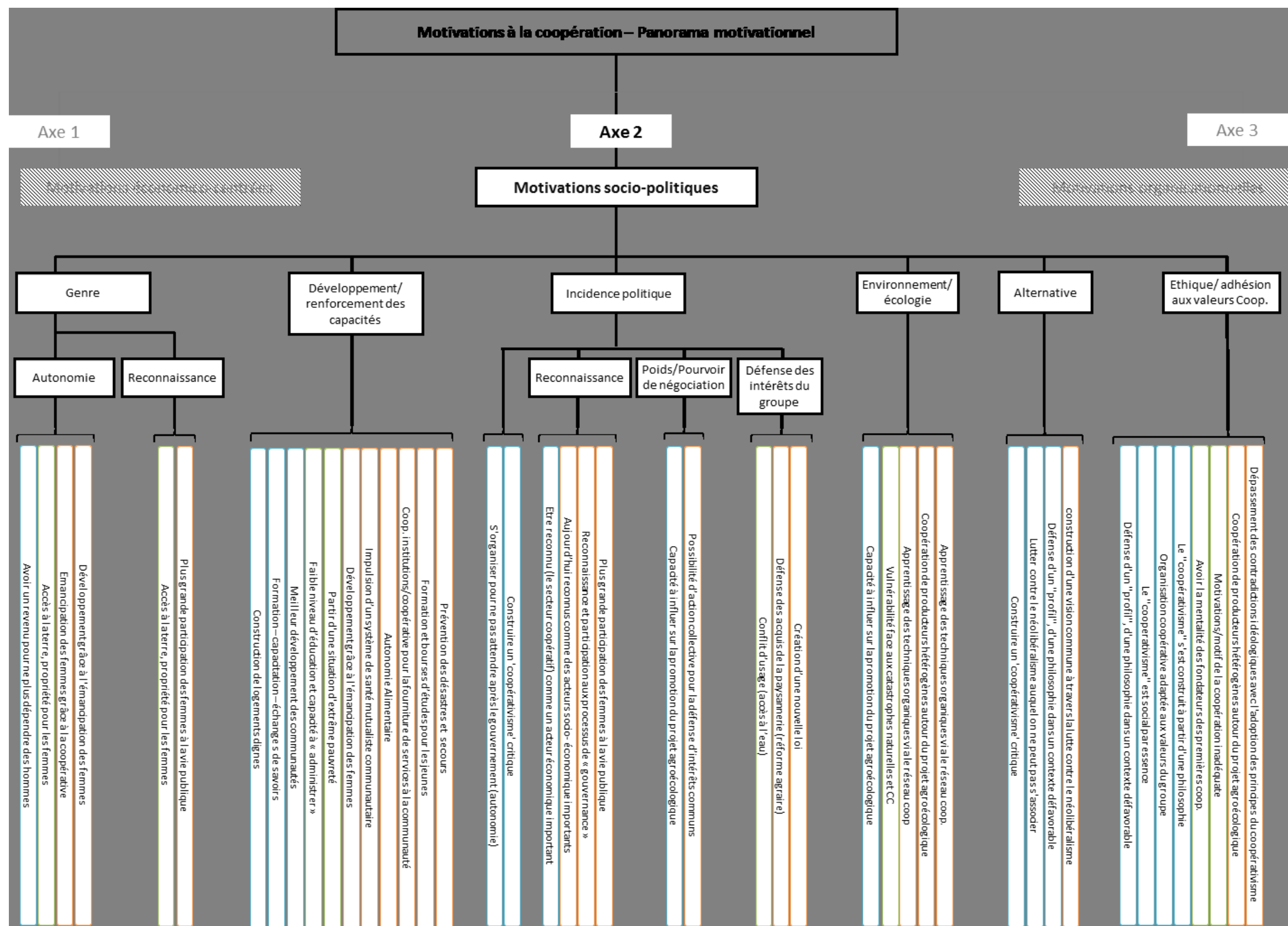
Section II Motivations socio-politiques : coopérativisme, participation politique et développement des communautés

S'il apparaît donc clairement que des motivations d'ordre strictement économique sont prégnantes pour les paysan.ne.s organisés en coopératives, elles ne sont néanmoins pas exclusives. Le choix de la forme d'organisation en coopérative plutôt qu'une autre (association de producteurs, sociétés) n'est pas neutre, et cela particulièrement dans le contexte nicaraguayen (*cf.* [Chapitre 1](#)). Par ailleurs, au-delà des objectifs strictement économiques liés aux revenus des membres, l'analyse des motivations révèle une orientation vers un éventail large de dimensions de la vie rurale pour lesquelles l'organisation en coopérative est susceptible de fournir des leviers d'amélioration.

L'ensemble des observations, des discussions informelles, des 85 entretiens menés (enquête préliminaire + enquête principale) ont permis de percevoir la diversité des situations, des motivations et de l'intensité de l'engagement au sein du MCP. Il n'existe donc pas, au-delà des motivations strictement économiques partagées par tous, un groupe social totalement « homogène » fédéré autour d'un ensemble de motivations similaires. Les thèmes réunis sous cet axe « motivations socio-politiques » sont de natures différentes et relèvent parfois de cas singuliers. Cependant, le processus de construction de l'arbre thématique permet de réaliser des regroupements thématiques et de construire des sous-axes qui organisent ces thèmes ([Figure 3.4](#)). Ces opérations mènent ici à proposer une interprétation de l'organisation en coopérative, en liens avec le contexte de la recherche et la question de recherche (Paillé & Mucchielli, 2012).

D'abord (**II.1**), le choix de la coopérative traduit l'adhésion à un ensemble de valeurs et à un héritage historique qui place cette forme d'organisation dans des dynamiques, à la fois de résistance/opposition aux manifestations locales du processus de globalisation néolibérale, et de construction de trajectoires alternatives de développement. Le renforcement de la participation politique intervient alors comme un levier essentiel pour l'intégration des besoins et aspirations de ces paysan.ne.s au politique de développement. Ensuite (**II.2**), la diversité des projets, des initiatives, des réussites ou échecs, évoqués et résultants de l'organisation en coopératives font apparaître un ensemble de dimensions potentiellement constitutives d'un projet alternatif de développement dont le MCP est le porteur.

Figure 3.4 : Axe 2, un élargissement du spectre des motivations vers des dimensions socio-politiques



Source : Renaud Metereau

II.1 L'adhésion à la forme coopérative pour la défense d'un « profil »

Les motivations à s'organiser en coopérative dépassent les aspects instrumentaux auxquels renvoie une perspective strictement économique telle qu'elle a été mise en évidence dans la Section I. En formant une coopérative ou en devenant « *socio* » | *membre* d'une coopérative existante, les paysan.ne.s nicaraguayens adhèrent également à un ensemble de valeurs, celles du « coopérativisme ». La coopérative consiste effectivement en une forme différenciée d'organisation socio-économique de la production.

Entonces formamos [...] esta sociedad anónima “Guardabarranco”. Pero también nos dimos cuenta de que, de que no era la línea nuestra pues, la sociedad anónima. Entonces decidimos convertir esta sociedad anónima en cooperativa. (Entretien, 2012-7)

Nous avons alors créé cette société anonyme « Gardabarranco ». Mais nous nous sommes aussi rendu compte que cela ne correspondait pas à nos aspirations, la société anonyme. Alors, nous avons décidé de convertir cette société anonyme en une coopérative.

Entonces para ser cooperativa hay que tener amor. Hay que tener este, un aprecio para todo. Porque la cooperativa tiene que ser yo con usted. Y usted tiene que tener amor para el otro, y donde hay amor, hay todo el núcleo. Eso es el cooperativismo, el entusiasmo, el amor, el aprecio, los unos con los otros. El dolor de uno que los sientan los otros, y la alegría de uno que se trasmite a todos. (Entretien, 2013-42)

Donc pour être coopérative il faut éprouver de l'amour. Il faut avoir de l'estime pour tout. Parce que la coopérative ça doit être moi avec vous. Et vous, vous devez avoir de l'amour pour l'autre et où il y a de l'amour, il y toute la base/le noyau. C'est cela le coopérativisme, l'enthousiasme, l'amour, l'estime des uns pour les autres. Que chacun ressent la douleur de l'autre, et que la joie de l'un se transmette aux autres.

La coopérative se différencie d'autres formes d'organisation, non seulement par ses statuts et son fonctionnement, régis par un ensemble de principes coopératifs internationaux (ACI, 2015, en ligne) et d'un cadre législatif national, mais aussi par son histoire et les valeurs qui y sont associées (cf. Chapitre 1). Ici, l'attachement apparent à la forme coopérative semble d'abord s'inscrire dans le sillage plus au moins direct des mouvements paysans et ouvriers qui sous l'impulsion de Sandino ont mené à la création des premières coopératives de producteurs au Nicaragua au début du 20^{ème} siècle. Le coopérativisme s'étend ensuite dans le prolongement de la révolution sandiniste, qui engendra la généralisation du modèle coopératif au sein des zones rurales du Nicaragua (Damiani, 1994)⁸⁹. Cette inscription du coopérativisme

⁸⁹ On ne mentionne ici que l'héritage historique spécifique au Mouvement Coopératif Nicaraguayen. Il est néanmoins nécessaire pour saisir les valeurs qui en découlent prendre également en compte dans l'analyse l'héritage historique du coopérativisme à l'échelle internationale et de son affiliation aux mouvements

dans une perspective historique permet de saisir l'acte politique que semble signifier l'adhésion au mouvement coopératif. En plus d'un rattachement aux valeurs coopératives « fondamentales » que sont l'autonomie, la responsabilité sociale, la démocratie, l'égalité, l'équité et la solidarité interne et externe (ACI, 1995 ; 2015, en ligne), le coopérativisme signifie également au un attachement plus spécifique à l'héritage de la révolution sandiniste. En cela, l'adhésion au MCP repose à la fois sur le sentiment d'appartenir à un groupe partageant une histoire, un ensemble de valeurs et d'aspirations communes (Entretien, 2013-38 ; 2013-51) qu'il s'agit de défendre collectivement, mais correspond également à une tradition de luttes paysannes pour la souveraineté nationale et populaire (Grossman, 2008).

Imagino que ya pudiste hacer un análisis de los esfuerzos de los ochenta para formar las cooperativas. [...] Entonces, cuando estoy hablando de la defensa nuestra de un perfil, es la suma de lo que viví, de lo que vivimos en los noventa cuando el gobierno desapareció. Entonces, nosotros iniciamos, o sea iniciamos en el noventa defendiendo la conquistas que el campesinado había obtenido por la reforma agraria, frente al gobierno neoliberal. [...] Han tomado consciencia de las transnacionales destructivas, están tratando de liberarse de las transnacionales. Están tratando de llegar al mercado en otras condiciones. (Entretien, 2013-51)

Je m'imagine que tu as déjà pu faire une analyse de l'effort des années 1980 pour former les coopératives. [...] Donc, quand je parle de notre défense d'un profil, il s'agit de la somme de ce que j'ai vécu, de ce que nous avons vécu durant les années 1990 lorsque le gouvernement a disparu. Alors, nous avons commencé dans les années 1990 en défendant face au gouvernement néolibéral les conquêtes que la paysannerie avait obtenu de la réforme agraire. [...] Ils [les paysan.ne.s] ont pris conscience des transnationales destructives, ils essaient de se libérer des transnationales. Ils essaient d'accéder aux marchés dans d'autres conditions.

Con un sentimiento en conjunto, sino que no pensábamos en una cosa y otros pensaban en otra cosa. Nosotros no, nosotros los 44 socios, toditos pensamos lo mismo, llevamos la misma ideología. Temenos el mismo sentir de salir adelante. (Entretien, 2013-38)

Avec un état d'esprit partagé, plutôt qu'une situation dans laquelle nous pensons à quelque chose et d'autres à autres choses. Nous non, nous, les quarante-quatre sociétaires, nous pensons tous la même chose, nous avons la même idéologie. Nous ressentons la même nécessité de sortir de notre situation.

Cette adhésion et l'action collective s'inscrivent dans le contexte nicaraguayen et plus largement Latino-Américain, dans une perspective pluridimensionnelle (Touraine, 1988)⁹⁰.

communautaires, de survie et de solidarité, ainsi qu'aux mouvements révolutionnaires d'inspiration marxiste-léniniste (Núñez Soto, 1996) qui ont initialement contribué à forger « identité coopérative » (ACI, 1995).

⁹⁰ Touraine (1988 : 131) propose de retenir trois dimensions qui permettent de caractériser les spécificités de l'action collective dans le contexte latino-américain : « les luttes sociales et politiques se situent le plus souvent simultanément sur trois plans : celui des **luttes économiques et sociales**, qui se réfèrent plus ou moins directement à la luttes des classes ; celui du **combat pour l'indépendance nationale** contre la domination

On identifie ici au moins deux dimensions principales à l'action collective coopérative au Nicaragua : la défense des intérêts socio-économiques et la création d'alternatives face au processus de globalisation néolibéral.

Hay presencia de empresa que querían entrar a la zona, pero prácticamente el objetivo de la cooperativa en la zona es mantener la parte organizativa de la base de los socios. Y fortalecernos también para que ellos no cometan el error de vender sus propiedades y convertirse en asalariados de empresa. Porque eso es bastante duro, se va reconcentrando la parte básica de la tierra con la cual se va a producir. Entonces nosotros como cooperativa estamos viendo todo eso, mantener la parte básica porque necesitamos mantener también el recurso económico. (Entretien, 2013-39)

Il y a des entreprises qui veulent s'installer dans la zone, mais l'objectif de la coopérative est en partie de maintenir la base organisationnelle des associés. Et de nous renforcer aussi pour que les associés ne fassent pas l'erreur de vendre leurs propriétés et de se convertir en salariés d'entreprise. Parce que c'est dur, la base qu'est la terre avec laquelle on produit se reconcentre. Donc, nous en tant que coopérative, nous nous préoccupons de cela, maintenir la base parce que l'on a besoin aussi de maintenir la ressource économique.

Nosotros [...] en primer lugar desde el año noventa, nosotros no podíamos asociarnos al neoliberalismo. Por lo tanto, pasamos 16 años luchando contra el neoliberalismo. (Entretien, 2013-51)

Nous, en premier lieu depuis les années 1990, nous nous ne pouvions pas nous associer au néolibéralisme. Du coup, nous avons passé 16 ans à lutter contre le néolibéralisme.

Hay que sentirse dueño de su cooperativa, y que se sabe que es una organización para todos, que beneficia a todos. Al que está organizado en ella como al otro que no está organizado. Para que la cooperativa empiece a crecer, hay que tener la misma mentalidad de quien empezó a hacer la primera cooperativa. (Entretien, 2012-2)

Il faut se sentir propriétaire de sa coopérative, et que cela se sache que c'est une organisation pour tous, qui bénéficie à tous. A celui qui y est organisé comme à celui qui ne l'est pas. Pour que la coopérative commence à croître, il faut avoir la même mentalité que celui qui a commencé à faire la première coopérative.

Historiquement, le Nicaragua représente un cas particulier au sein duquel les luttes dirigées contre les intérêts étrangers à l'intérieur des frontières et contre « *les groupes sociaux et les idéologies qui servent leurs intérêts* » (Touraine, 1988 : 131) ont conduit durant la décennie 1980 à la mise en place d'un régime révolutionnaire, favorable à la réappropriation par la paysannerie et les populations rurales de leurs moyens de production. Une importante réforme

étrangère ; celui de l'intégration nationale et de la formation de l'Etat national, contre la segmentation de l'économie et le pouvoir des oligarchies. Parfois ces trois dimensions de l'action sont fortement intégrées les unes aux autres ».

agraire, combinée au développement d'un système coopératif fortement soutenu par l'Etat ont ainsi été les fers de lance des réformes engagées par le gouvernement Sandiniste (FAO, 1994). Le défi ainsi relevé fut alors d'assurer la sécurité alimentaire du pays en dépit des agressions externes, économiques et militaires, et de la mobilisation armée que cela supposait (Austin & al., 1985).

La décennie suivante, amorcée avec la victoire de V. Chamorro lors des élections de 1990, a signifié pour les coopératives agricoles une période beaucoup plus défavorable durant laquelle le caractère inachevé de la réforme agraire (Baumeister, 1999), associé à des politiques économiques libérales et l'arrêt du soutien inconditionnel du gouvernement, ont conduit à l'effondrement du nombre de ces coopératives (FAO, 1994 ; Ruben & Masset, 2003 ; ICA-Américas, 2007).

Dans ce contexte hostile, le système coopératif né dans le sillage de la révolution acquière une dimension alternative importante pour les populations rurales pauvres du Nicaragua. Renforçant notamment la dualité du secteur agricole, ce processus de globalisation et les politiques nationales qui les ont accompagnées, ont poussé les paysans et les autres personnes travaillant en milieu rural à faire émerger des stratégies alternatives de sortie de la pauvreté (Albert Izquierdo, 2005 ; 2009 ; Grigsby Vado & Pérez, 2009). L'articulation entre l'héritage historique, exprimé en termes de valeurs et d'idéologie, et le processus de globalisation et d'implémentation de politiques libérales, perçu comme vecteur de différenciation et de marginalisation, invitent à transposer ici ce que Karen Ann Faulk (2008 : 608) observe de l'engagement dans les coopératives de travailleurs en Argentine : « *Rather, through its emphasis on cooperation, solidarity, and community partnership, the idea of cooperativism embraced by the cooperative operates as a counterlogic to the individualized and materialist conception of citizenship promoted by neoliberal capitalism.* »

Organisés en coopératives, les paysans et les populations rurales pauvres cherchent à s'assurer une plus grande autonomie, notamment alimentaire, et à améliorer leurs conditions d'existence en continuant à pouvoir vivre d'une agriculture paysanne.

El cooperativismo es uno de los pies fundamental pienso yo aquí en Nicaragua, para que la gente de pocos recursos, medianos recursos salga adelante, se supere. (Entretien, 2013-49)

Je pense qu'ici au Nicaragua, le coopérativisme est un des piliers fondamentaux pour que les personnes avec peu de ressources, ou des ressources moyennes, puissent améliorer leur condition.

Y comenzamos a organizarnos. Nuestra idea fue esa pues, formar la cooperativa para darle un nuevo perfil y gestionar nuestros propios recursos. (Entretien, 2012-17)

Et nous avons commencé à nous organiser. Notre idée a été celle-ci, former une coopérative pour lui donner un nouveau profil [Ils étaient auparavant organisés dans une coopérative issue des anciennes CAS et qui vivait de la rente cafetière] et gérer nos propres ressources.

Estamos haciendo economía de patio. Economía de Patio es criar cerdos, gallinas, hortaliza., Hacemos unas actividades para mejorar más [...] y para que las socias tengan su alimentación. Mejor digo yo, mejoran las cosas porque estamos implementando la agricultura orgánica. Que para mí esto es de lo esencial, porque, logra más beneficios, nos cuidamos mejor, nos da más vida, entonces las mujeres estamos haciendo esto verdad. (Entretien, 2012-33)

Nous sommes en train de faire de l'économie de « patio ». L'économie de patio c'est le fait d'élever des porcs, des poules, de cultiver des légumes. Et on fait des activités pour s'améliorer d'avantage [...] et pour que les associées aient leur alimentation. Et puis les choses s'améliorent car nous sommes en train de mettre en œuvre l'agriculture biologique. Pour moi, cela est essentiel parce que l'on obtient plus de bénéfice, on prend plus soin de nous, cela nous rend plus vivant, donc les femmes nous sommes en train de faire cela.

Algunas no tienen tierras. Son socias que se ha venido trabajando con ella con una, poquito fondo que pudimos conseguir, como dándoles pequeñas huertas familiar para mejorar su alimentación, dándole este, pequeñas granja avícolas par pollos. Se le da a un precio, se le da el pollo, se le da el alimento y ellas los crían, los venden, pagan el...y pagan así un fondo revolvente. Pero, lo hemos hecho de un esfuerzo propio de la cooperativa. (Entretien, 2012-17)

Certaines n'ont pas de terres. Ce sont des associées avec qui nous nous sommes mis à travailler avec un petit fond que nous avons pu obtenir, de façon à leurs donner de petits jardins familiaux pour améliorer l'alimentation, en leur donnant des petits poulaillers pour élever des poulets. On leur fixe un prix, on leur fournit les poulets, on leurs fournit l'aliment et elles les élèvent, les vendent et elles peuvent rembourser ce qu'elles doivent au fond renouvelable. Mais nous l'avons fait grâce à un effort de la coopérative même.

En la actualidad estamos gestionado un proyecto de seguridad alimentaria, principalmente para producir hortalizas. (Entretien, 2012-7)

En ce moment nous gérons un projet de sécurité alimentaire, pour produire principalement des légumes.

La défense d'intérêts communs tout autant que la lutte contre le néolibéralisme et la promotion d'un mode d'organisation sociale alternatif nécessitent une participation et une « incidence » politique. Conscients à la fois de l'importance du secteur coopératif dans l'économie nicaraguayenne, et *a fortiori*, du secteur coopératif agricole (ACI-Américas, 2007), les paysans nicaraguayens comptent sur l'organisation en coopérative pour faire valoir leurs intérêts, et plus largement, ceux des populations rurales et du tiers-secteur (Doligez,

2013). La coopérative leur fournit une plus grande visibilité et une plus grande crédibilité en tant qu'acteurs organisés et leur confère ainsi une capacité accrue de participation sociale et d'incidence politique à l'échelle locale et nationale (Kroeker, 1995 ; Edelman, 1998).

Políticamente, si yo no tengo presencia dónde se toman decisiones, dónde se discuten políticas, donde se discuten los programas, yo dejo de tener protagonismo, sino un protagonismo folclórico-cultural. Si el campesinado conserva el campo, la belleza de Nicaragua, apoya a la biodiversidad. Si pero eso no le sirve a él que le reconozcan eso. Necesita apoyo concreto, cambio de mentalidad, de enfoque, de metodología. (Entretien, 2012-P29)

Politiquement, si moi je n'ai pas de présence où se prennent les décisions, où se discutent les politiques, où se discutent les programmes, alors je cesse d'avoir un protagonisme, si ce n'est un protagonisme folklorico-culturel. Oui, la paysannerie conserve la campagne, la beauté du Nicaragua, elle soutient la biodiversité. Oui mais ça ne lui sert pas à lui [le paysan], qu'on lui reconnaisse cela. Il a besoin d'appuis concrets, d'un changement de mentalité, d'approche, de méthodologie.

Se réunir et s'organiser pour défendre l'intérêt commun des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural devient alors un enjeu majeur du MCP. Cette idée ressort clairement des entretiens et cela à tous les niveaux d'engagement dans le MCP. La recherche de cette incidence politique se concrétise de manières diverses, tant en ce qui concerne les acteurs concernés (publics ou privés), les arènes (commerciale, institutionnelle, populaire), les échelles (locale, nationale, internationale) ou les objets (économique, social, culturel, environnemental, etc.) auprès ou au sein desquels elle s'exerce. « *En ce qui concerne l'incidence politique, FENACOOP en partenariat avec d'autres organisations est parvenu à avoir une représentation au niveau national, départemental, sectoriel et local, avec des propositions concrètes. On considère que le rôle de la fédération consiste à veiller à ce que les lois en faveur du mouvement coopératif et du secteur agricole, promouvant par ailleurs l'intégration des coopératives dans les différentes instances et espaces de concertation ; ce qui signifie que nous devons donner plus d'importance aux alliances avec des organismes territoriaux, comme les comités de l'eau, les commission de sécurité alimentaire et les autres organismes locaux* » (FENACOOP, 2012b : 21*).

L'analyse des entretiens fait donc apparaître une série de thèmes qui révèle une dimension politique de l'organisation en coopérative à travers la volonté de privilégier un modèle d'entraide, d'autonomie, de participation politique qui semble mieux correspondre aux aspirations du groupe social enquêté. Cette analyse met également en lumière une série de projets, d'initiatives, de réalisations qui atteignent un large éventail de dimensions du développement.

II.2 Elargissement du spectre des motivations : la coopérative vectrice de développement humain

La construction de l'arbre thématique met en lumière certaines de motivations qui ont trait à la recherche d'un développement des communautés, au renforcement de capacités individuelles et collectives, ou encore à la satisfaction de certains besoins essentiels. L'ensemble des entretiens fait en effet apparaître des projets réalisés, en cours d'élaboration, ou encore en attente d'un financement, et qui concernent un éventail large de dimension de la vie et du développement rural : santé, logement, accès à l'eau, éducation, etc. Maria Luz, présidente d'une coopérative dans la localité de Condega, en bordure de la réserve naturelle de « *Cantagallo* » (ZPN) évoque ainsi un des projets de la coopérative qui vise à obtenir les crédits nécessaires au financement des matériaux utiles à la construction de « logements dignes » pour les membres de la coopérative :

Tenemos un proyecto elaborado sobre lo que son las viviendas [...] en Venecia donde están la mayoría de los asociados, y pues, las viviendas no están tan dignas. Y las tienen en mal estado, y algunos otros viven dos familias en una misma casa. Estamos interesados en que si se nos apoya este proyecto para ver como lo echamos a andar. Y tal vez salir adelante. Porque uno no solo vive de los proyectos productivos, sino que también de proyectos sociales, lo que es la vivienda, la situación de la salud, la educación. Para que uno pueda decir que si, que está bien.
(Entretien, 2012-16)

Nous avons élaboré un projet sur les logements [...] à Venecia où vivent la majorité des associés, dont les logements ne sont pas vraiment dignes. Ces logements sont en mauvais état et d'autres vivent à deux familles dans la même maison. Nous espérons qu'on nous soutiendra pour ce projet pour voir comment nous le mettons en œuvre. Et peut-être améliorer la situation. Parce qu'une personne ne vit pas seulement de projets productifs, mais aussi de projets sociaux, comme celui des logements, la situation de la santé, l'éducation. Pour qu'une personne puisse dire qu'elle va bien.

Il s'agit de motivations que nous identifions comme des motivations qui dépassent un cadre économique réduit aux aspects de prix, de revenu, d'accès au marché, etc. La « contrainte » économique continue cependant de constituer une conditionnalité forte pour la réalisation de quelconque projet de développement porté par ces populations rurales pauvres.

Néanmoins dans une perspective multidimensionnelle du développement (Sachs, 1980 ; Anand & Sen, 1997), l'analyse du corpus révèle un spectre de motivations qui, une fois agrégées, semblent plutôt répondre à un objectif large de développement humain qu'à une simple recherche de leviers de croissance économique : « *Le développement humain est un processus qui conduit à l'élargissement de la gamme des possibilités qui s'offrent à chacun.*

En principe, elles sont illimitées et peuvent évoluer avec le temps. Mais quel que soit le stade de développement, elles impliquent que soient réalisées trois conditions essentielles : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. Si ces conditions ne sont pas satisfaites, de nombreuses possibilités restent inaccessibles. [...] Mais le concept de développement humain ne se limite pas à cela. Il englobe également des notions aussi capitales que la liberté politique, économique ou sociale, et aussi importantes que la créativité, la productivité, le respect de soi et la garantie des droits humains fondamentaux. Selon cette notion du développement humain, l'amélioration du revenu, pour importante qu'elle soit, n'est jamais qu'une aspiration parmi d'autres. Mais toute leur vie ne peut se résumer à cela. Le développement doit donc être bien plus qu'une accumulation de revenus et de richesses. » (PNUD, 1990 : 10).

Ces motivations peuvent dans un premier temps apparaître de manière assez vague. L'expression « *salir adelante* » | *aller de l'avant/améliorer notre situation*, récurrente dans notre corpus, semble ainsi exprimer une volonté des sociétaires de trouver ou de créer à travers l'organisation en coopérative des moyens pour « *mejorar la calidad de vida* » | *améliorer la qualité de vie* (Entretien, 2012-30). La signification de cette expression au premier abord assez floue, peut être éclaircie par des extraits de verbatim plus explicites. Ceux-ci renvoient tour à tour à un meilleur développement des communautés (« *Con el propósito de salir adelante, para tener un mayor desarrollo en nuestras comunidades* » | *Avec l'objectif d'aller de l'avant, pour avoir un plus grand développement de nos communautés*) (Entretien, 2012-23), à l'amorce d'un processus de développement basé sur l'émancipation des femmes : « *Ha habido liberalismo, verdad, en las mujeres. Y se ha visto, se ha visto en cuanto al desarrollo* » | *Il y a eu du « libéralisme », pour les femmes. Et ça s'est vu, cela s'est vu en termes de développement* (Entretien, 2012-33), ou encore à l'octroi de services à la communauté sous la forme d'« *obras sociales* | *œuvres sociales* » (Entretien, 2012-2), etc.

De manière plus concrète, plus opérationnelle, cette recherche d'une voie d'amélioration des conditions de vie à travers l'organisation coopérative se traduit par des visions, des projets, ou des actions visant à assurer ou renforcer la satisfaction des besoins humains de base pour les membres de la coopérative (Bacon & al., 2008) et plus largement, pour l'ensemble des populations rurales. Il s'agit en premier d'assurer un **accès suffisant à**

l'alimentation et à la nutrition. Cela reste en effet un enjeu central au Nicaragua⁹¹ qui pousse les paysans organisés en coopératives à mettre en œuvre des stratégies visant à assurer leur autonomie alimentaire. Il peut s'agir en premier lieu de faciliter le stockage des aliments de base et la création de banques de semences. La capacité de stockage se manifeste donc d'abord comme un moyen « strictement économique » de retenir la récolte de manière à vendre la production au moment où le prix de marché apparaît suffisamment rémunérateur (cf. I.1), puis, s'affirme désormais comme un moyen d'assurer l'accès à l'alimentation des communautés rurales :

Lo que se hace es recorrer los granos basicos. Acopiar los granos básicos para que en un momento que se queda sin nada la comunidad, entonces allí no más pueda tener a donde ir a buscar pues, la alimentación (Entretien, 2012-2)

Ce qui se fait, c'est de collecter les grains de base. Stocker les grains de base pour que si la communauté se retrouve sans rien à un moment donné, alors juste là, elle puisse avoir un endroit où aller chercher de quoi s'alimenter.

Les stratégies visant à assurer l'autonomie alimentaire se matérialisent cependant en amont des opérations de collecte et de stockage. Pierre angulaire du programme *Hambre Cero* | Faim Zero, inspiré par les « bons productifs alimentaires » délivrés aux familles paysannes par le CIPRES dès la fin des années 1990 (suite à l'Ouragan Mitch) (CIPRES, 2007 ; McBain-Haas, 2008), le MCP se présente également comme un promoteur incontournable des efforts de diversification de la production (Entretien, 2012-30), de création de potagers familiaux (Entretien, 2012-17), de développement de l'agroécologie en vue d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire des communautés (Entretien, 2012-7) (Cáceres & Lacayo, 2010 ; Valencia & Cáceres, 2012). Adriana, paysanne membre d'une coopérative de femme au sein de la communauté « *El Trianon* » à quelques kilomètres de Posoltega (ZPP), explique qu'au-delà de la production de banane plantain, principale production à finalité commerciale, les membres de la coopérative cherchent à diversifier leurs productions en introduisant notamment des productions de légumes et la plantation d'arbres fruitiers (avec un double objectif de production alimentaire et de service écosystémique) :

Entonces, la cosa que tenemos que ir viendo cada día es que sea más rentable. Además de eso, queremos diversificar la producción, con pequeñas parcelas de hortaliza. También hortalizas

⁹¹ L'année 2015 marque encore une fois cette forte vulnérabilité des populations rurales Nicaraguayennes aux aléas du Changement Climatique. On attribue ainsi au phénomène « El niño » la responsabilité d'une année 2015 particulièrement sèche qui a conduit à la de faibles récoltes voir à la perte totale des récoltes, de riz, de maïs et de haricot, autant lors du premier que du second cycle de culture (FAO-GIEWS, 2015). Les régions au climat tropical sec, au sein desquelles a été réalisée une large partie (environ 2/3) des entretiens de cette étude, sont les premières touchées.

están complicadas como el tomate es bastante complicado. Pero también puede ser, aquí es muy bueno para el ayote, el chiltoma, para pipiano, alguna parcelitas de maíz también [...] Pero allí vamos. Y el otro son frutales, procurándose y allí sembramos en la ronda, esos frutales sirven de rompe-viento. (Entretien, 2012-30)

Donc, ce vers quoi nous devons aller chaque jour, c'est que ce soit plus rentable. En plus de cela, nous voulons diversifier la production, avec des petites parcelles de légumes. Les légumes sont difficiles [à cultiver], comme la tomate est assez difficile. Mais ça peut aussi être autre chose, ici c'est très adapté pour l'ayote (cucurbitacée), le poivron, le pipiano (Cucurbitacée), quelques petites parcelles de maïs aussi. [...]. C'est vers cela qu'on s'oriente. Et l'autre chose, ce sont les arbres fruitiers, on s'en procure et ensuite on les plante autour de la parcelle, ces arbres fruitiers servent de brise-vent.

De même que l'accès à l'alimentation, l'**accès à la santé** est autant un enjeu majeur qu'il est un besoin de base insuffisamment satisfait pour les communautés rurales du Nicaragua (Banque Mondiale, 2008). A cet égard, l'organisation coopérative peut être un support à la fois pour la diffusion d'information, notamment à caractère préventif (Entretien, 2012-P11)⁹², et d'après l'expérience menée par la coopérative « *construyendo el futuro* », à Posoltega (ZPP), pour l'établissement d'un système mutualiste de santé (FENACOO, 2012a). Celui-ci vient en quelque sorte pallier les défaillances de l'Etat à fournir un accès suffisant à l'attention médicale dans ces zones.

Un proyectito que nosotros estamos impulsando también es sobre lo que es la salud. Estamos impulsando aquí lo que se refiere a la, al mutualismo. Eso no, no se llevaba a cabo aquí pues [...] es el primer municipio que está impulsando... donde contamos como una pequeña clínica, podríamos llamarla así, donde brindamos varios... o si, un número de benéficos, o servicios al productor o a la población. Tanto en lo que es la atención médica, lo que es la venta de medicamentos, y, otras atenciones en lo que se refiere a la salud. (Entretien, 2012-28)

Un des petits projets que nous sommes aussi en train de lancer concerne la santé. Nous lançons ici ce qui correspond au mutualisme. Cela ne se faisait pas ici, c'est la première municipalité qui lance...ou nous disposons d'une petite clinique, on pourrait l'appeler ainsi, où nous fournissons différents...un certain nombre d'avantages, ou de services au producteur ou à la population. Autant en ce qui concerne l'attention médicale, que la vente de médicaments et, d'autres attentions en ce qui concerne la santé.

⁹² Cet entretien mené durant la phase préliminaire (le 21 septembre 2012) a été réalisé auprès de jeunes membres (3 personnes : le président et deux chargées de commission) d'une « coopérative de jeunes » : la Coopérative multisectorielle « *Ecología y bien estar juvenil* » | « Ecologie et bien-être des jeunes ». L'entretien a été mené chez le président (Herbbert) au sein de la communauté de *La Pava*, mais la coopérative réunit 66 jeunes de la municipalité de Pueblo Nuevo. Cette coopérative bénéficie par ailleurs du soutien de l'Union de Coopérative de Pueblo Nuevo et des techniciens/conseillers locaux du CIPRES. Un projet de création d'une union de coopératives de jeunes sur le département d'Estelí était en cours de discussion au moment de l'entretien, ce qui serait une première au niveau national. Sindy, chargée de mission « sensibilisation et action politique » au sein de la coopérative, a témoigné durant l'entretien d'actions de sensibilisation relatives au VIH/SIDA d'une part, et aux moyens de contraception d'autre part.

Avec l'appui de la coopération au développement belge, les efforts de la FENACOOOP pour « renforcer le rôle du mouvement coopératif dans le domaine social, au moyen de l'établissement d'un modèle mutualiste sur les thèmes de la santé et du logement » (FENACOOOP, 2012c : 5), se sont ainsi traduits en 2011 par la création de l'Association Mutuelle du Nicaragua (AMUN). La mise en œuvre de ce système se développe localement à l'initiative de leaders coopératifs locaux. A Posoltega, la coopérative *Construyendo el Futuro* a ainsi impulsé la création d'un système mutualiste qui fonctionne sous l'égide de la coopérative : la mutuelle « Raul Morales ».

L'accès à l'éducation et à la formation constitue également un aspect récurrent des projets coopératifs. Ainsi, l'organisation de séances de « *capacitation* » constitue une des prérogatives de base que semble s'attribuer le mouvement coopératif. Ces formations ont trait à la gestion-administration, à la conduite de projet, à l'équité de genre, à l'agroécologie, à l'hygiène, à l'incidence politique, etc. Elles semblent s'organiser le plus fréquemment *via* le réseau coopératif, soit en permettant aux coopératives de base de faire venir des experts-formateurs sur place, soit en organisant des formations dans des chefs-lieux communaux et départementaux, voire à Managua. Un ou plusieurs membres des coopératives de base participent à ces formations et sont ensuite chargés de restituer ce qu'ils ont appris au sein de leur coopérative ou de leur communauté. Ces formations bénéficient à la fois aux membres des coopératives mais également aux voisins et habitants des communautés concernées :

Los socios de la cooperativa somos muy pocos pero en sí, hay más beneficiarios que socios, que estamos atendiendo. Nosotros por lo menos ahora le dimos, mira, vamos a acopiar el frijol a veces a un beneficiarios que no está por nada con nosotros pero si le vamos a agarrar. Y cuando se dan la asistencia técnica también este, vamos en la comunidad, en la parcela del socio, y hay otros que nos están socios, y se le da la asistencia técnica igual. Es un vecino, tanto de los socios como de la comunidad, entonces se atiende igual. Lo único es que ya los beneficios no son iguales. [...] Cuando se dan las capacitaciones también invitamos a los que no son socios pero que si son productores; hombres y mujeres si se invitan. (Entretien, 2012-16)

Nous sommes peu de membres de la coopérative [La coopérative "Senderos de Licoroy" réunit 53 membres dont 27 femmes et 26 hommes] mais en soit, il y a plus de bénéficiaires que de membres, dont nous nous occupons. Nous au moins pour l'instant, lorsque l'on va regrouper et stocker la production de haricot, parfois un bénéficiaire n'est en rien membre de la coopérative va pour joindre sa production à la nôtre. Et aussi quand on organise des sessions d'assistance technique, on va dans la communauté, sur la parcelle d'un membre de la coopérative et il y a d'autres personnes qui ne sont pas membres, et on leur donne cette assistance de la même manière. C'est un voisin, à la fois des membres et de la communauté donc on lui apporte le même soutien. La seule chose c'est que les bénéfices ne sont pas les mêmes. [...] Quand on fait des formations aussi on invite ceux qui ne sont pas membres ; les hommes et les femmes sont invités.

Un socle commun de formation (40 heures obligatoires) est aussi systématiquement transmis au moment de devenir sociétaire d'une coopérative (ANRN, 2005). Un cas plus particulier dans les entretiens est celui de l'attribution de bourses d'étude pour les jeunes de la communauté de *La Grecia*, Chinandega (Entretien, 2012-24). Ces bourses sont gérés par la coopérative « *Mujer ejemplar* » | « Femmes exemplaires » dans le cadre de différents partenariats avec des fondations, la collectivité locale (Municipalité de Chinandega) ou encore avec l'Institut National Technologique (INATEC). La coopérative a ainsi permis à 194 jeunes de bénéficier soit de bourses d'études, soit de formations techniques (Annexe 3.1).

Plus largement encore, nous avons été en mesure d'identifier au sein des entretiens, des projets ou des actions portés par les organisations coopératives visant à **l'accès à l'eau** (Entretiens, 2012-P4 ; 2013-44), à la **gestion des risques**, à la **protection de l'environnement** ou encore à **l'équité de genre**.

Concernant **l'accès à l'eau**, deux exemples distincts peuvent être mentionnés. Un premier cas a d'abord été évoqué durant l'enquête préliminaire, un entretien avec des membres de la Coopérative « *Union des producteurs de Unile* » (CONUPRU) (Entretien, 2012-P8 ; 2012-P9), une communauté indigène en périphérie de la ville de *Somoto* (département de *Madriz*) et dans une zone particulièrement sujette aux épisodes caniculaires et de sécheresse dans la ZPN. La coopérative a facilité la coordination de la mise en œuvre de systèmes de récupération d'eau de pluie (toiture des maisons), à la fois pour la consommation domestique et dans une moindre mesure pour l'irrigation de culture. Ensuite, un second cas a été détaillé dans un entretien avec le secrétaire d'une coopérative du département du *Rio San Juan*, à *La Veneda*, près de *San Carlos* (AFA). La coopérative « *Santa Marta* » qui réunit des producteurs de grains de base, a ainsi été créée en 2002 à partir d'un projet d'accès à l'eau potable :

La cooperativa de nosotros nace de un proyecto de agua potable, por la necesidad de que la comunidad no tenía agua potable. Entonces nos constituimos, nos reunimos en un grupo para hacer gestiones con la alcaldía para que nos facilitaran, nos apoyaran un proyecto de agua potable. Conseguimos un proyecto y hemos pasado a la construcción de un mini acueducto de gravedad para la comunidad. Eso constituyó un entusiasmo grandísimo para la población porque era difícil el agua. Había pocos pozos. [...] A partir de allí, hemos caído en otros rubros pero no hemos cambiado como la idea de la cooperativa de hacer una cooperativa de servicios público para la comunidad (Entretien, 2012-44)

Notre coopérative est née d'un projet d'eau potable, pour la nécessité qu'avait la communauté d'accéder à l'eau potable. Nous avons donc constitué une coopérative, nous nous sommes réunis en un groupe pour aller « négocier » avec la mairie pour qu'ils nous permettent, qu'ils nous aident pour un projet d'eau potable. Nous avons réussi à obtenir un projet [sous-entendu : un financement de la part d'une organisation non gouvernementale, d'une fondation ou d'un

organisme de coopération international] et nous sommes passés à la construction d'un mini aqueduc gravitaire pour la communauté⁹³. Cela a provoqué un très grand enthousiasme de la part de la communauté car l'eau était difficile d'accès. Il y avait peu de puits. [...] A partir de là nous avons dévié vers d'autres activités/cultures, mais nous n'avons pas changé l'idée de la coopérative, qui est de faire une coopérative de services publics pour la communauté.

Un dernier exemple de cette multidimensionnalité du projet coopératif peut s'exprimer à travers la gestion des risques environnementaux (ouragans, et activité volcanique) au sein des communautés dont les coopératives sont devenues les organes de coordination (Entretien, 2013-52). Les coopératives ont notamment formé des « brigades de secours et de sauvetage » :

Yo, pertenezco a la brigada salvamento y rescate. También salió de aquí mismo de la misma, cooperativa. Somos quince jóvenes, tres mujeres y los otros son muchachos, solo jóvenes. Todo eso nos fortalece. (Entretien, 2012-27, non retenu dans le corpus)

Moi [Cet entretien est mené face à deux personnes], je fais partie de la brigade de secours et de sauvetage. Cela a aussi émergé ici même, de la même coopérative. Nous sommes quinze jeunes, trois femmes et les autres sont des hommes, tous jeunes. Tout cela nous renforce.

Ces brigades sont le fruit de coopération entre les réseaux coopératifs implantés dans les communautés et les municipalités ou autorités départementales des zones à risques. Ce témoignage a été recueilli au sein d'une communauté, *La Ranchería*, en bordure du Volcan *San Cristobal*, un des plus actifs du Nicaragua. Dans le document de support de la 20^{ème} Assemblée Générale de la FENACOOOP on trouve ainsi : « *En coordination avec les Délégations Départementales de Défense Civil de l'Armée du Nicaragua, ont été réalisés quatre ateliers [en 2012] sur les thèmes de : Recherches, Secours, Sauvetages et Premiers soins dont les aspects essentiels suivant ont été abordés : respiration, saignement et poulx, stabilisation des fractures. Il a été possible de former 80 jeunes brigadistes au sein des coopératives qui disposent de plans d'urgence, pour développer leur fonctions dans le cas où une se présenterait une urgence.* » (FENACOOOP, 2012a : 20*)

L'ensemble de ces éléments agrégés répondent effectivement à un ensemble d'enjeux économiques, sociaux, culturels, environnementaux, etc. qui affectent la qualité de vie des communautés rurales.

Deux éléments interviennent néanmoins avec plus de force dans le panel de motivation à la coopération : il s'agit de **la dimension environnementale** (Abordée de manière spontanée dans 2/3 des entretiens) et **de l'équité de genre** (Sur les vingt-six coopératives de base dont

⁹³ L'interviewé, Daniel, nous explique ailleurs dans l'entretien que le projet leur a permis de financer les matériaux et que la communauté a fourni la main d'œuvre pour la construction de l'aqueduc.

sont issus les paysan.ne.s qui constituent le corpus, sept sont des coopératives de femmes). Ces deux éléments sont également des axes stratégiques d'action pour les deux fédérations de coopératives étudiées.

Cela explique certainement en partie l'importance qu'ils prennent dans les discours *et in fine* au sein du panorama motivationnel qui en émerge. La manière dont ces éléments entrent en jeu montre néanmoins une conscience de leur aspect stratégique pour la concrétisation d'une dynamique de développement. Le point suivant précise le contenu des groupes de thèmes qui font référence à ces éléments.

II.3 Deux dimensions plus prégnantes : l'équité de genre et le travail avec la nature

Il serait présomptueux de se prononcer sur la genèse de chacune des motivations à la coopération que nous avons identifiées par ce travail de recherche qualitative de terrain. Il existe probablement dans chacun des cas deux dynamiques, *Bottum-Up* et *Top-Down*, qui en leur point de confluence font apparaître des motivations hybrides entre ce que pourrait être les aspirations « autonomes » de ces populations rurales et ce que sont les objectifs plus généraux de développement formulés par l'organisation coopérative au niveau national et plus largement encore par toute les organisations et institutions nationales et internationales qui interviennent auprès du mouvement coopératif.

Plus encore pour ce qui concerne le « travail avec la nature » (Formulation du 6^{ème} principe de Nyéléni pour désigner la dimension environnementale du programme) et l'équité de genre, ce dualisme des dynamiques semble se vérifier. En effet, la question du genre tout comme celle de l'environnement figurent parmi les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) (respectivement, OMD n°3 : « *Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes* », et OMD n°7 : « *Préserver l'environnement* ») et au sein de l'ensemble des programmes de coopération au développement, qu'ils soient portés par des organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux. Ces éléments apparaissent également de manière prioritaire au sein des stratégies de développement rural des Fédérations de coopératives (Illustration 3.3).

Illustration 3.3 : Assemblée Générale 2012 de la FENACOOB : la souveraineté alimentaire et l'équité de genre comme étendards



« XX^{ème} Assemblée
Générale Ordinaire
Pour une souveraineté
alimentaire avec une
équité de genre »

Source : photo de Renaud Metereau

Néanmoins, l'histoire du Nicaragua, le rôle des femmes durant la révolution Sandiniste, la persistance d'une agriculture et de savoirs permettant de « travailler avec la nature » (Altieri & Nicholls, 2000 ; Holtz-Gimenez, 2008), montrent également que ces motivations ont également des racines endogènes.

Ces deux éléments – le travail avec la nature et l'équité de genre – viennent ainsi compléter le large spectre des dimensions que recouvre l'organisation en coopérative et en constituent des éléments essentiels.

II.3.1 *Équité de genre : les femmes au cœur de la dynamique coopérative*

Blanca (Entretien, 2012-24), leader communautaire et présidente de la coopérative de femmes « *Mujer Ejemplar* », établie sur le territoire de la municipalité de Chinandega, explique son engagement actuel au sein du mouvement coopératif, et plus particulièrement au sein d'une coopérative de femmes, comme une suite logique de la participation et du rôle des femmes lors de la révolution Sandiniste (Isbester, 2001 ; Núñez Soto, 2009).

La historia de la cooperativa es larga, tenemos veinte años de ser organizadas. Nacimos en 1994 como un grupo de mujeres. [...] Y para eso fue que nos organizamos, para la lucha por la tierra. [...] En los años ochenta habíamos luchado por la tierra, por la reforma agraria. [...] Las mujeres entregaron las tierras a los hombres y ellos formaron una cooperativa de solo hombres y nos mandaron a la casa cada quien. [...] Entonces en el 1994, nosotros con fuerza, el grupo de mujeres, dijimos: "bueno, vamos a luchar para entrar en la cooperativa de hombres porque nosotras nos sentíamos dueñas de la tierra también. Porque luchamos juntos, aquí estábamos hombres y mujeres luchando para que no nos mataran por las tierras que habíamos tomado. [...] De eso me acordé cuando dijeron que las mujeres no tenemos la misma fuerza que los hombres. Entonces yo le acordé a todos: "pero porque la tierra la tomamos

juntos". Yo luché contra la Guardia de Somoza, y soy mujer. ¿Porque no voy a entrar en la cooperativa? (Entretien, 2012-24)

L'histoire de la coopérative est longue, cela fait vingt ans que nous sommes organisées. Nous sommes nées en 1994 comme un groupe de femmes. [...] Et la raison pour laquelle nous nous sommes organisées, c'est pour la lutte pour la terre. [...] Pendant les années 1980, nous avons lutté pour la terre, pour la réforme agraire [Mais au début des années 1990...] les femmes ont remis leurs terres aux hommes et eux ont formé une coopérative avec seulement des hommes et ils nous ont renvoyées à la maison, chacune d'entre nous. [...] Alors en 1994, avec force, le groupe de femmes, nous avons dit : « Nous, allons lutter pour entrer dans la coopérative d'homme parce que nous nous sentions aussi propriétaires de la terre ». Parce que nous avons lutté ensemble, nous étions là, les hommes et les femmes luttant pour qu'ils ne nous tuent pas pour les terres que l'on avait prises. [Elle raconte l'histoire de la prise des terres sur lesquelles cultivent aujourd'hui les membres de sa communauté. Il s'agissait d'une plantation de canne à sucre prise et occupée par les membres de cette communauté. Elle raconte que les anciens propriétaires de la plantation ont alors incendié la plantation alors que l'ensemble de la communauté s'y trouvait et qu'ils ont dû lutter tous ensemble pour sauver leurs vies]. C'est de cela dont je me suis souvenu lorsqu'ils ont dit que les femmes n'avions pas la même force que les hommes. Alors je leur ai rappelé à tous : « Mais pourquoi avons-nous pris la terre tous ensemble ? ». Moi j'ai lutté contre la Garde de Somoza, et je suis une femme. Pourquoi ne ferais-je pas partie de la coopérative ?

Les politiques progressistes promues durant les années 1980 par le gouvernement révolutionnaire (Molyneux, 1985) ont ainsi permis l'inclusion des femmes au sein des processus de réforme agraire et de construction d'un système coopératif paysan. Si cette orientation progressiste envers l'émancipation des femmes s'appuie largement sur l'idéologie du mouvement révolutionnaire, elle correspond également à une réalité socio-économique : « *les femmes sont une composante importante de la force de travail agricole et un nombre significatif de ménages sont dirigés par des femmes.* » (Deere, 1985 : 405). Elles forment aussi historiquement un ensemble social actif et organisé, dont la participation au processus révolutionnaire a été déterminante (Equipo Envio, 1983 ; Molyneux, 1985). Plus tard, notamment par l'intermédiaire de l'ATC, de l'UNAG ou encore du CIPRES, les femmes ont dû elles aussi se mobiliser pour obtenir les titres de propriété qu'elles n'ont jamais fini d'acquérir lors de la réforme agraire inachevée des années 1980.

L'organisation en coopérative a donc aussi été pour les femmes paysannes un moyen de s'unir pour réaliser les efforts nécessaires (Entretien, 2012-30) à leur émancipation et au développement de leur communauté (Entretien, 2012-14, 2012-33), à la connaissance de leurs droits (Entretien, 2012-30), ou encore afin de continuer à participer activement à la vie publique (Entretien, 2012-33).

Estamos en otras organizaciones, por ejemplo con la coordinadora de mujeres rurales. También estamos organizados allí, porque allí estamos aprendiendo a conocer las leyes, los derechos. Entonces estamos trabajando a través de la coordinadora también ante el Gobierno. Porque la Ley 717 se aprobó a través de nuestra organización. Así el gobierno aprobó la Ley creadora de un fondo de tierra para mujeres. (Entretien, 2012-30)⁹⁴

Nous sommes aussi dans d'autres organisations, par exemple avec la Coordination des Femmes Rurales⁹⁵. Nous sommes aussi en train de travailler avec le gouvernement par le biais de la Coordination. La loi 717 a été approuvée grâce à l'action de notre organisation. C'est comme ça que le gouvernement a approuvé la loi créatrice d'un fond de terres pour les femmes.

Entonces, a raíces que en la comunidad mía habíamos muchas mujeres y que las mujeres están bastante sumisa, y entonces la idea era que las mujeres logramos a ir a obtener un ingreso para que no dependiéramos todas de los barones. (Entretien, 2012-33)

Donc, du fait que nous soyons nombreuses au sein de la communauté et que les femmes soient assez soumises, alors l'idée a été que nous parvenions à obtenir un revenu pour ne plus dépendre des hommes.

Lo más que hemos tenido es organización. Lo más ha sido organización. Porque en el caso de nosotros, somos una cooperativa de mujeres. Nosotros somos treinta y cuatro mujeres. [...] Pero gracias a dios se le ha visto cambio, porque muchas familias han salido adelante. Muchas familias se han desarrollado también. (Entretien, 2012-14)

Ce que nous avons le plus [développé], c'est l'organisation. Le plus important a été l'organisation. Parce que dans notre cas, nous sommes une coopérative de femmes. Nous Somme trente-quatre femmes [...] mais grâce à Dieu le changement se sont vus. Parce que beaucoup de familles ont vu leurs conditions de vie s'améliorer. Beaucoup de familles se sont développées aussi.

Les femmes ont donc été partie prenante du processus de constitution de coopératives paysannes durant les années 1990-2000, et plus particulièrement, de la création de nombreuses coopératives de femmes avec le soutien d'organismes nationaux et internationaux. Le Programme Productif Alimentaire (PPA) du CIPRES a été constitué un

⁹⁴ La Loi 717 approuvée par le parlement nicaraguayen en 2010 est intitulée : « Ley Creadora del Fondo para Compra de Tierras con Equidad de Género para Mujeres Rurales » | Loi créatrice d'un fond pour l'achat de terres avec une équité de genre pour les femmes rurales.

⁹⁵ La Coordinadora de Mujeres Rurales | Coordination des Femmes Rurales est une organisation issue d'un long processus initié dès le début des années 1990, impliquant des organisations syndicales (UNAG et ATC), des organisations de soutien au mouvement coopératif et au développement rural (CIPRES, IDR), ou encore les organisations coopératives elles-mêmes (FEMUPROCAN, FENACOOP). Ce processus a conduit à créer une succession d'organisations et de formes de coordination conduisant à la structuration en 2005 de la Coordination des Femmes Rurales. Cette organisation réunissant lors de sa constitution quinze organisations de femmes (coopératives et groupes informels), a pour vocation de défendre les droits des femmes, de faire valoir leur participation au processus de développement et de renforcer la participation des femmes à la vie publique et aux processus de décision politique (Delgado Sarmiento, 2012).

vecteur important du développement des coopératives de femmes après le passage de l'ouragan Mitch en 1998. Entre 1999 et 2006, le CIPRES a ainsi assisté 5000 familles paysannes, dont la 50% ont reçu un « bon productif alimentaire » d'une valeur de 1500\$. Ces bons productifs ayant pour objectif de « *capitaliser* » les familles paysannes pauvres sont octroyés avec un accompagnement technique et organisationnel, faisant de la coopérative la forme privilégiée d'organisation de la paysannerie (CIPRES, 2007).

Nonobstant, cette dynamique favorable à l'équité de genre ne s'est traduite ni par une émancipation systématique, ni par une évolution généralisée des mentalités, ou encore une représentativité au sein de l'ensemble des organisations coopératives :

Nosotras estamos afiliadas a la FECODESA pero la FECODESA todavía no se ha desarrollado mucho y la mayor parte de los sus directivos son hombres. Entonces ellos responden más a los intereses de los hombres. Pues creo que cuando se creó, se creó en base de la cantidades de centrales y Uniones que estaban afiliadas y obviamente quedaron solo hombres. No hubo apertura, nuevas cooperativas que hemos entrado a FECODESA, no hubo apertura. Nosotros en la base así los sentimos. No hay mucha apertura para las mujeres. (Entretien, 2012-29)

Nous nous sommes affiliées à la FECODESA, mais la FECODESA ne s'est encore pas beaucoup développée et la plus grande partie de ses membres dirigeant sont des hommes. Donc ils se préoccupent plus des problèmes des hommes. Je crois que quand la FECODESA s'est créée, elle s'est créée sur la base des quantités de centrales et d'unions qui étaient affiliées, et évidemment il n'est resté que des hommes [Pour former le conseil d'administration, constitué sur la base des déléguées représentant chaque union ou centrale]. Il n'y a pas eu d'ouverture. Nous, à la base nous le sentons comme ça. Il n'y a pas beaucoup d'ouverture pour les femmes.

Des écarts remarquables entre discours et de situation persistent ainsi au sein même du MCP. Certaines situations d'entretiens – à titre d'exemple : présence invasive et non négociable de l'époux lors d'un entretien – révèlent des différences de degrés d'autonomie et d'émancipation qui nous sont apparues flagrantes (Entretien, 2012-26, non retenu dans le corpus). De même, lorsque que le thème du genre est abordé par des membres de coopérative de sexe masculin, les discours les plus conservateurs, pour ne pas dire machistes, (Entretien, 2012-11) coexistent avec des discours beaucoup progressistes.

Ahorita actualmente en la central tenemos seis cooperativas. Incluso tenemos cooperativas que solo son de mujeres. El problema serio que tenemos es que, tienen derecho a ser organizadas...¿Pero qué le vamos a hacer?! Usted sabe que el trabajo de mujeres es otra cosa. O sea, pueden trabajar en agricultura, pero más que todo, habría que hacer algo adecuado a las mujeres. (Entretien, 2012-11, non retenu dans le corpus)

Actuellement, nous sommes six coopératives au sein de la centrale. Il y a même des coopératives qui ne sont constituées que de femmes. Le problème sérieux que nous avons c'est que, elles ont le droit d'être organisées...Mais que va-t-on pouvoir faire pour elles ?! Vous

| *savez que le travail d'une femme c'est autre chose. Ou enfin, elles peuvent travailler dans l'agriculture, mais plus que tout, il faudrait faire quelque chose d'adapté pour les femmes* » |

Cet aspect du panorama des motivations à la coopération apparaît donc à la fois comme un enjeu majeur et comme un point central des stratégies mises en œuvres dans certaines coopératives de base et ou organisations de niveaux supérieurs. Des contradictions importantes sont néanmoins révélées qui montre l'ampleur du travail à accomplir. La FENACOOOP⁹⁶ comme la FECODESA⁹⁷ ont par ailleurs toutes deux pleinement intégré la question de l'équité de genre dans leurs programmes stratégiques (FECODESA, 2010 ; FENACOOOP, 2012a). A ce mouvement interne aux deux fédérations de coopératives qui ont fait l'objet de l'enquête de terrain, s'ajoute la création en 1997 de la « Fédération des femmes productrices des campagnes du Nicaragua – FEMUPROCAN, la structuration de la coordination des femmes rurales ou encore du « secrétariat des femmes » au sein du principal Syndicat de petit producteurs agricoles au Nicaragua, l'UNAG

II.3.2 La dimension environnementale : entre contrainte et opportunité

La dimension environnementale a été un sujet largement abordé au cours des entretiens, qu'il s'agisse de la phase préliminaire ou de la phase d'enquête principale. Cette thématique figurant de manière centrale dans notre question de recherche, nous avons par conséquent conduit nos entretiens de manière à ce qu'elle soit nécessairement abordée et détaillée. Néanmoins, l'importance prise par la thématique environnementale au sein des entretiens ne s'explique pas uniquement par le biais de la construction de notre protocole d'enquête. La dimension environnementale se réfère directement au milieu au sein duquel s'exerce et dont dépend fortement l'activité agricole. Dès lors, alternativement perçue ou présentée comme un élément contraignant ou comme la principale ressource sur laquelle construire des pratiques et une stratégie de développement, la dimension environnementale apparaît de fait comme un élément déterminant au sein du projet alternatif de société porté par le MCP.

⁹⁶ Ligne stratégique No. 1 présentée lors de la 20eme assemblée générale des délégués de la FENACOOOP (Managua, le 27 décembre 2012) : « Impulsar el desarrollo integral y sostenible de las cooperativas, equiparando la participación de la mujeres en los procesos de toma de decisión, en el acceso y control de recursos y beneficios » | Impulser le développement intégral et soutenable des coopératives, rendant équitable la participation des femmes dans les processus de prise de décision, dans l'accès aux ressources et aux bénéfices.

⁹⁷ Ligne stratégique No.7 du Plan 2010-2014 : « Institucionalizar el enfoque de género en FECODESA y sus organizaciones asociadas » | Institutionnaliser l'approche « genre » au sein de la FECODESA et de ses organisation associées.

Deux « temps » ou deux « niveaux » peuvent être distingués dans les entretiens lorsque l'on s'intéresse plus particulièrement à l'évocation, plus ou moins directe de la dimension environnementale.

Le **premier niveau** fait référence aux extraits de verbatim au sein desquels la thématique environnementale est abordée de manière spontanée et non forcément explicite dans le cadre d'une thématique plus large (cf. Guide d'entretien (Annexe 2.2) : contexte et processus de construction de la coopérative ; fonctionnement de la coopérative ; objectifs et résultats ; difficultés rencontrées ; etc.). Ici, la dimension environnementale est le plus souvent reliée à une difficulté ou une contrainte, qui peut au final constituer une motivation « réactive » (cf. Chapitre 4). L'impact du changement climatique sur les systèmes de production paysans et l'environnement naturel ici compris comme une composante du milieu de vie (Godard, 1990) se présente comme un facteur majeur de réactivité des paysans, notamment à travers l'organisation coopérative. Sur le territoire d'Estelí (ZPN), comme sur celui de Posoltega ou de León (ZPP), par exemple, l'organisation en coopérative apparaît également comme un moyen de se relever suite à l'impact de catastrophes naturelles importantes, ici le passage de l'ouragan Mitch :

¡Porque después del Huracán Mitch, todo había quedado abandonado pues! [...] A raíces de eso seguimos luchando, la lucha porque hay que sobrevivir (Entretien, 2012-30)

Parce qu'après l'ouragan Mitch, tout était resté à l'abandon ! [...] A partir de là nous avons continué à lutter, la lutte pour la survie

La coopérative « *Construyendo el Futuro* » | *Construisant le futur* à Posoltega, s'est formée suite au glissement de terrain mortel sur les pentes du volcan « *Casita* » durant l'ouragan Mitch en 1998. Deux mille personnes ont trouvé la mort parmi les communautés de « *El Porvenir* » y « *Rolando Rodríguez* », situées sur les flancs de ce volcan. Les rescapés, contraints au déplacement, ont émigré vers les municipalités voisines et notamment celle de Posoltega où il a alors fallu s'organiser ou se réorganiser :

Es clave señalar que la familia del presidente de la cooperativa en la cual nos encontramos, cooperativa construyendo el futuro, compañero Orlando Vargas, perdió la mayoría de miembros de su familia. Donde allí pareció su papa, su mama, su hermano, sobrino, etc. Salieron solo, como tras de la familia. En ese entonces, nosotros, la mayoría de las cooperativas, y productores, trabajadores asalariados nos mirábamos obligados a buscar nuevas alternativas. Y esa alternativa que nosotros buscábamos en aquel entonces era, crear, o buscar cómo hacer una cooperativa de servicios múltiples donde fuéramos aglutinados todos los productores, trabajadores asalariados, etc. Y se nos vino a la idea, bueno, la creación, la constitución de esta cooperativa Construyendo el Futuro. (Entretien, 2012-28)

Il est essentiel de signaler que la famille du président de la coopérative dans laquelle nous nous trouvons, coopérative Construyendo el Futuro, le camarade Orlando Vargas, a perdu la majorité des membres de sa famille. Son père, sa mère, son frère, son neveu, etc. sont en effet morts là-bas. Seulement trois membres de la famille s'en sont sortis. A cette époque, nous, la majorité des coopératives, des producteurs, des travailleurs salariés, étions dans l'obligation de chercher de nouvelles alternatives. Et cette alternative que nous cherchions à cette époque était, créer, ou chercher comment faire une coopérative de services multiples où nous serions tous réunis, les producteurs, les travailleurs salariés, etc. Et nous est venue l'idée, enfin, de la création, la constitution de cette coopérative « construisant le futur ».

L'organisation apparaît donc comme un moyen par l'intermédiaire duquel une situation de crise socio-environnementale peut être surmontée. Des dynamiques similaires ont été évoquées sur d'autres territoires, notamment au sein de la ZPN et plus particulièrement dans la municipalité de *Pueblo Nuevo*, fortement impactée dans sa partie avale par le même Ouragan Mitch. Il s'agit ici de réagir à des chocs environnementaux « extrêmes ». Néanmoins, cette réaction nécessaire à des catastrophes naturelles et aux impacts du changement climatique s'exprime également de manière moins tragique, à travers la mise en œuvre de programmes de reboisement, de protection des sources d'eau, de diversification de la production, etc.

Ce type de pratiques visant à aménager l'agroécosystème autour de principes agroécologiques apparaissent dans les processus d'échanges *Campesino a Campesino* | Paysans à Paysans qui touche déjà les agriculteurs organisés en coopératives dès les années 1980 : « C'est là [au Sud du Mexique] que se sont formés les premiers groupes internationaux de paysans pour la conservation des sols et de l'eau, où les promoteurs ont commencé une école de conservation, ils ont développé au niveau municipal le programme paysan a paysan, et ils ont reçu les agriculteurs des coopératives sandinistes du Nicaragua. Ces agriculteurs ont organisé le premier atelier Paysans à Paysans dans le Nicaragua révolutionnaire et ils ont inventé le terme « *Campesino a Campesino* », pour se décrire eux-mêmes comme un mouvement de petits agriculteurs promoteurs d'une agriculture soutenable. » (Holtz-Gimenez, 2008 : 10*).

L'adoption de pratiques écologiques par les paysan.ne.s a ensuite été largement soutenue par les organismes de soutien au coopérativisme, les syndicats de petits producteurs et les fédérations de coopératives elles-mêmes. L'UNAG par exemple a promu dès 1986 des programmes de conservation des sols et de l'eau (Holt-Gimenez, 2008) qui se poursuivent aujourd'hui de manière élargie, par l'intermédiaire de formation et de « promoteurs »⁹⁸

⁹⁸ Les « promoteurs agroécologiques » existent également dans chacune des fédérations de coopérative retenues pour l'enquête. Il s'agit de paysan.ne.s qui soit par leurs propres initiatives et expériences, soit parce qu'ils ont

agroécologiques. Le CIPRES a quant à lui largement contribué à diffuser de telles pratiques par l'intermédiaire du PPA : « *le PPA [...] inclut un modèle agro-sylvo-pastoral conçu pour fonctionner de manière intensive avec la force de travail familiale ; il stimule l'usage rationnel des sols, la diversification, la complémentarité entre espèces végétales et animales, ainsi que le recyclage des produits, des sous-produits et des déchets biodégradables* » (CIPRES, 2007 : 33*). Le gouvernement nicaraguayen a ensuite repris ce programme à partir de 2007 avec un objectif de doter 75 000 familles en 5 ans d'un « bon productif alimentaire ». Ce programme continue aujourd'hui avec le soutien du FIDA et de la FAO (FAO, 2016 : <http://plataformacelac.org/programa/4>). Enfin les fédérations de coopératives apparaissent elles-mêmes comme des vecteurs de développement d'une agriculture paysanne intégrant une approche agroécologique (FENACOOOP, 2012a). La structure du SCP intervient ainsi comme un facilitateur de l'échange de techniques et d'expériences, de l'organisation de formations, ou encore de la multiplication des expériences consistant à former des « promoteurs agroécologiques » :

Aquí se hacen diferentes intercambios de experiencia entre nosotros mismos, los mismos de la cooperativa, y también con de más de cooperativa. Ya sea de esta central o de otra central. Incluso han venido gente hasta de Quilali, Somoto, de doscientos y no sé cuántos kilómetros de aquí. Y nosotros también hemos ido en intercambios de experiencia. Aquí nosotros lo hacemos siempre entre nosotros mismo porque, hay veces uno dice "yo hago de esta manera mi siembro, uno y esto" "mis resultados son estos", "te invito, vamos a verlo". [...] Hace unos ocho días, tuvimos un taller, de que estamos aprendiendo a producir lo que es orgánico, lo que son abono, veneno, ...incluso te voy a enseñar un material que tengo ahorita. [...] En intercambios de experiencia, hemos dicho que el mejor productor que nosotros tengamos en la cooperativa puede servir para ir a capacitar a otras cooperativas. (Entretien, 2012-23)

Ici on fait différents échanges d'expériences entre nous, ceux de la coopérative, et aussi avec des producteurs d'autres coopératives. Que ce soit de notre centrale ou d'une autre centrale de coopératives. Des gens sont même venus depuis Quilali, Somoto, de deux cents et je ne sais combien de kilomètres d'ici. Et nous aussi nous sommes allés faire des échanges d'expériences. Ici nous le faisons toujours entre nous-mêmes car des fois il y en a un qui dit : « moi je fais mes semis de telle manière » ; « mes résultats sont ceux-ci » ; « je t'invite on va le voir ». [...] Il y a huit jours, nous avons eu un atelier, nous sommes en train d'apprendre à produire en agriculture biologique, à faire les engrais, les « poisons », ...je vais même te montrer un produit que j'ai maintenant.[...] Pour les échanges d'expériences, nous avons décidé que le meilleur producteur que nous aillions au sein de la coopérative peut être utile pour former/capacité d'autres coopératives.

bénéficié de formations et de programmes d'incitation à l'aménagement agroécologique de leurs fermes, se trouvent en position de référents au sein d'une communauté ou d'un territoire. Leurs « *fermes vitrines* » (Entretiens, 2012-P6 ; 2012-P7) visent ainsi à inciter les voisins par l'exemple, l'échange d'expérience, la formation sur place, à adopter des pratiques agroécologiques (Entretiens, 2012-7 ; 2012-23 ; 2012-28)

Le **second niveau** concerne les extraits pour lesquels la dimension environnementale est explicitement en discussion, indépendamment du fait que la thématique ait été lancée par l'interviewé ou par l'interviewer. Ici, émergent des motivations de nature plus « proactives », c'est-à-dire, des motivations qui renvoient à des stratégies de développement faisant intervenir des aménités environnementales, des techniques, des processus, comme des ressources latentes ou d'ores et déjà révélées. Le travail avec la nature, c'est-à-dire ici la prise en compte de la dimension environnementale comme un élément structurant de l'organisation sociale, productive, et économique de communautés largement dépendantes du secteur agroalimentaire, se traduit dans la pratique par les mises en œuvre et la promotion de l'agroécologie et de la production biologique.

Se integró la idea de adoptar un rubro que fuera rentable para el productor y que sea de acuerdo con lo que es la sostenibilidad del medioambiente también. Que sea rentable para el productor pero que también contribuyera a la protección del medioambiente. (Entretien, 2013-37)

L'idée est venue d'adopter une culture qui soit rentable pour le producteur et qui soit compatible avec la soutenabilité environnementale. Qui soit rentable pour le producteur mais qui contribue également à la protection de l'environnement.

Lorsque que la prise en compte de la dimension environnementale n'est pas une motivation en soit, les motivations sous-jacentes peuvent être de natures diverses : opportunité économique, autonomie technique (semences, intrants) et financière, précaution sanitaire, etc. Mais, indépendamment de la nature de ces motivations sous-jacentes, la promotion de l'agroécologie, l'apprentissage et le partage de techniques adaptées deviennent des éléments à part entière du panel de motivations à intégrer le mouvement coopératif, et ressortent parfois comme des vecteurs de développement.

Ici, Blanca, de la coopérative *Mujer Ejemplar* près de Chinandega (ZPP) explique le rôle de sa coopérative au sein d'un projet du MEFCCA de soutien à la l'économie paysanne :

Ahorita el gobierno está lanzando un proyecto donde creo que la cooperativa Mujer Ejemplar va a entrar. Este proyecto se llama "producción, transformación y comercialización". Es una cadena de valor. Entonces, vamos a entrar ocho cooperativas. [...] ¿Pero porque nos miró el gobierno a nosotras? ¿Porque nos miró el ministerio? Nos miró por las prácticas agroecológicas y por los resultados que hay en la producción. Entonces ellos dicen la cooperativa Mujer Ejemplar va a ser punta de lanza para los demás productores que vamos a transformar, y que vamos a producir ya con otra mentalidad. Y ellos quieren que la contraparte de la cooperativa Mujer Ejemplar sea dar capacitaciones a esas ocho cooperativas sobre agroecología. Son cooperativas del Occidente, de Chinandega y León. (Entretien, 2012-24).

En ce moment le gouvernement lance un projet auquel devrait prendre part la coopérative Mujer Ejemplar. Ce projet s'appelle "production, transformation et commercialisation". C'est une chaîne de valeur. Nous allons être huit coopératives à prendre part à ce projet. [...] Mais pourquoi le gouvernement s'est intéressé à nous ? Pourquoi le ministère nous a observés ? Ils nous ont pris en compte pour les pratiques agroécologiques et pour les résultats que nous avons en termes de production. Donc, ils disent que la coopérative Mujer Ejemplar nous allons être les fers de lance pour les autres producteurs que nous allons transformer, et que nous allons faire produire avec une autre mentalité. Et ils [le ministère] veulent que la contrepartie de la coopérative Mujer Ejemplar soit de donner des "capacitation" sur l'agroécologie à ces huit coopératives. Ce sont des coopératives de l'Occident, de Chinandega et de León.

Dans un registre différent, Katalina, président d'une coopérative réunissant des producteurs au sein de la municipalité d'El Castillo, Rio San Juan (AFA) exprime de la manière suivante l'enchâssement entre les objectifs économiques et environnementaux de la coopérative, à travers la production de « raicilla » ou Ipécacuana⁹⁹ :

Esta cooperativa esta en este, organizada en el campo, en el campo rural, y la organizamos con el propósito de que, de ver la economía de los productores con más facilidades, como los proyectos raicilleros. [...] Es una cooperativa raicillera, comprometida con el medio ambiente. La raicilla es un producto que se siembra en el bosque, debajo del bosque y entonces, tiene que ver con el medio ambiente. La cooperativa se llama Cooperativa de Productores para el Desarrollo Sostenible del Castillo – COOPRODESCA. Ese es el objetivo de la cooperativa raicillera, que tenemos mejor compromiso con el medio ambiente. (Entretien, 2013-42).

Cette coopérative est organisée à la campagne, dans la zone rurale et nous l'avons organisée avec l'objectif de voir l'économie des producteurs s'améliorer, comme par exemple avec le projet de culture de la raicilla [...] C'est une coopérative "raicillère", engagées avec l'environnement. La raicilla est un produit qui se sème dans la forêt, sous la forêt et donc c'est en relation avec l'environnement. La coopérative s'appelle Coopérative de Producteurs pour le développement soutenable d'El Castillo – COOPRODESCA. C'est cela l'objectif de la coopérative raicillère, que nous aillions un meilleur engagement envers l'environnement.

La dimension environnementale apparaît donc de plusieurs matières et révèle des positionnements différents. Néanmoins elle est partie intégrante du projet porté par le MCP, et cela principalement à travers la transition agroécologique qui dans certains cas devient un élément structurant de la coopération. Ramon, membres d'une coopérative de Condega (ZPN) explique ainsi la création du MAONIC, mettant en relation et organisant des producteurs qui militent pour la diffusion de l'approche agroécologique :

Las cooperativas tienen un movimiento agroecológico y orgánico en Nicaragua, el MAONIC. Ahí estamos organizados. Hay un montón de cooperativas, grandes y pequeñas. Estamos tratando también de incidir para que los productores de granos básicos, los productores de

⁹⁹ Il s'agit d'un arbrisseau sauvage, dont l'aspect rappelle beaucoup le cafetier (taille, feuillage, petits fruits rouges), cultivé pour ces racines aux propriétés médicinales (vomitif) en Amérique Centrale et au Brésil notamment, dans les zone de forêts tropicales humides.

hortaliza empiezan a utilizar este, abono orgánico y que dejen los abonos químicos.
(Entretien, 2012-17).

Les coopératives ont un mouvement agroécologique et organique au Nicaragua, le MAONIC. C'est là que nous sommes organisés. Il y a beaucoup de coopératives, grandes et petites. On essaie aussi d'avoir de l'incidence pour que les producteurs de grains de base, les maraîchers commencent à utiliser des engrais organiques, et laissent les engrais chimiques.

Cette dimension environnementale apparaît donc de manière prégnante au sein du corpus d'entretien analysé, ainsi que dans un grand nombre de matériaux « périphériques » (littérature grise, brochure, documents internes, entretiens préliminaires, programmes gouvernementaux et projet de coopération au développement). La seconde Section du Chapitre 4 sera en partie dédiée à mieux détailler les perceptions et les modalités pratiques d'intégration de la dimension environnementale dans les stratégies collectives développées au sein du MCP. Dans la section suivante, il s'agira de présenter l'analyse du troisième axe motivationnel construit à partir du découpage thématique des entretiens : les motivations organisationnelles.

Section III La culture organisationnelle coopérative : réduire la vulnérabilité individuelle par l'action collective, la mutualisation et l'échange de savoirs et savoir-faire.

La construction de l'arbre thématique met en perspective une troisième catégorie de motivations. L'axe « motivations organisationnelles » agence des thèmes et des groupes de thèmes qui font apparaître le « *ser cooperativa* » | *être coopérative* (Entretien, 2012-17 ; 2013-42) et le simple fait d'« *estar organizados* » | *être organisés* (Entretien, 2012-28) comme des motivations qui conditionnent l'atteinte des objectifs définis au sein des axes « motivations strictement économiques » et « motivations socio-politiques ». En somme, que le spectre des motivations soit centré sur des aspects strictement économiques (Axe 1), ou, qu'il soit élargi de manière à y intégrer un ensemble d'aspirations, d'objectifs, ou de difficultés à surmonter, qui embrassent un large panel de dimensions du développement et lui donner une dimension politique (Axe 2), une catégorie de motivation plus transversale (Axe 3) apparaît nécessaire à l'articulation et la réalisation des objectifs fixés par ailleurs. Quelle que soit la finalité ou la motivation à intégrer le mouvement coopératif, le simple fait d'être organisé, de créer un collectif, est perçu comme un gage de réduction collective de la vulnérabilité individuelle, et peut ainsi être lu comme une motivation en soit. Il s'agirait d'une condition *sine qua non* pour progresser vers la réalisation des autres objectifs et motivations à la coopération. L'organisation en coopérative, d'après notre corpus, permet ainsi de réunir des personnes avec des objectifs, des intérêts, et/ou une vision commune ; elle procure une certaine visibilité et crédibilité à ce collectif (obtention de l'aide extérieur, incidence politique, obtention de crédits, etc.) ; elle rend possible la mutualisation de moyens humains, techniques, financiers (transport, fond renouvelable, infrastructures, etc.) ; elle favorise les échanges et l'amélioration des techniques et des procédés de production ; et elle renforce l'autonomie des communautés rurales et paysannes.

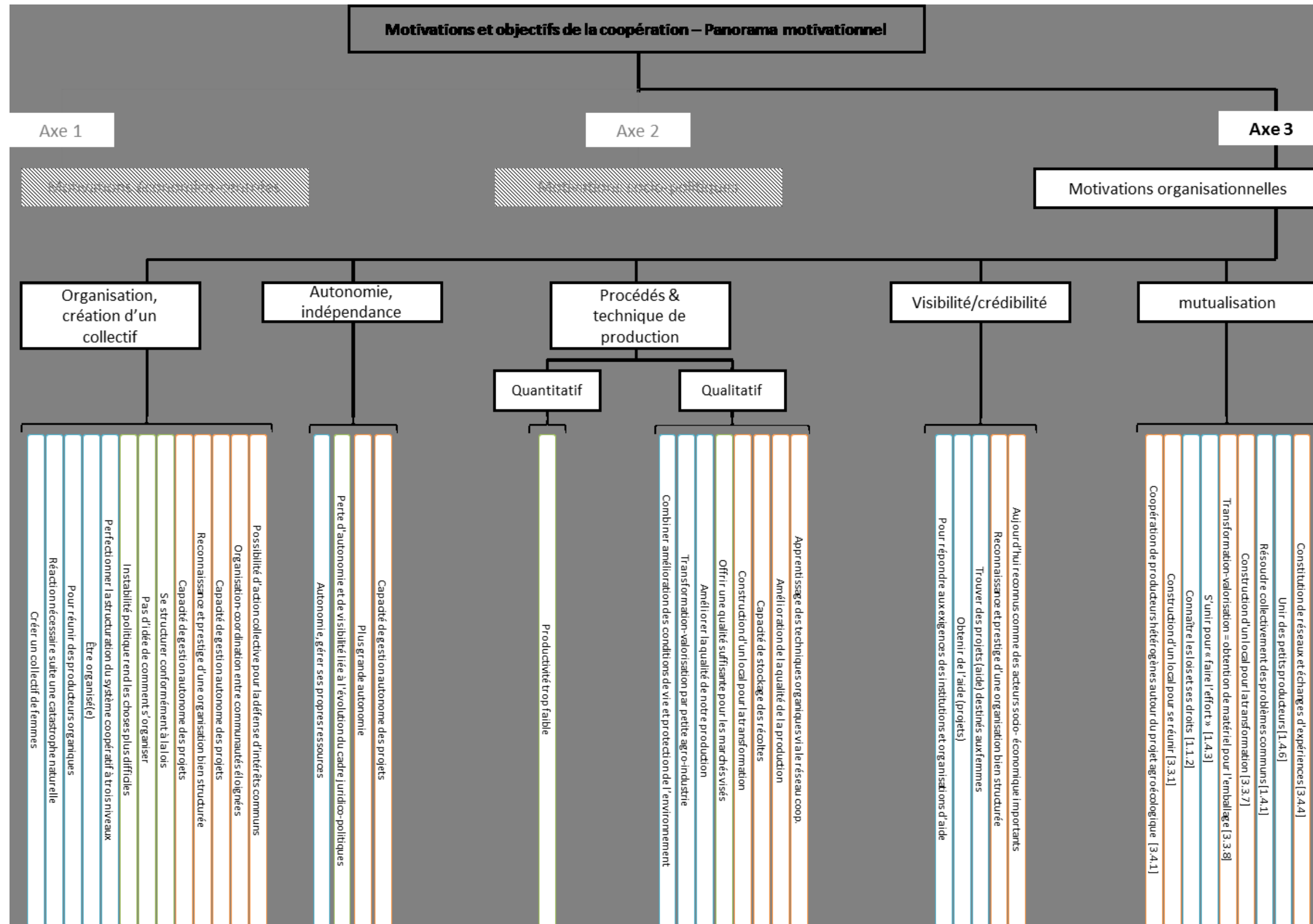
Le caractère transversal de cet axe explique que les thèmes qu'il permet d'organiser nourrissent parfois également les autres axes. Il s'agit souvent ici, d'exprimer à travers l'organisation en coopérative un moyen de se doter des capacités collectives nécessaires à la poursuite des objectifs précisés dans les deux autres axes. L'organisation coopérative apparaît donc d'une part, comme une fin en soi, et d'autre part, comme le moyen : il s'agit de la forme organisationnelle sur laquelle les paysan.ne.s choisissent de s'appuyer pour avancer (*salir*

adelante) vers l'amélioration de leur situation économique et la mise en œuvre de divers projets constitutifs d'un programme alternatif de développement.

Cette section vise donc à faire ressortir l'organisation en coopérative un moyen, une condition préalable à l'atteinte la réalisation des objectifs économiques, sociaux et politiques que se fixent les membres du MCP. Pour cela, la section procède d'une part, à une lecture interprétative des regroupements thématiques que cet axe organise, et d'autre part, à une analyse des « motivations organisationnelles » en termes de proximité. Le concept de proximité permet en effet d'appréhender le choix de l'organisation au sein du SCP, à la fois comme le résultat d'une proximité institutionnelle dont les déterminants cognitifs ont été en partie révélés par l'analyse historique de la formation du SCP (*cf.* [Chapitre 1](#)), et comme la manifestation d'une volonté de renforcer une proximité organisationnelle qui offre la possibilité de réduire collectivement les vulnérabilités individuelles.

La première sous-section interprète l'axe « motivation organisationnelles » comme un moyen des créer les conditions de réalisation des objectifs économiques et socio-politiques de la coopération à travers deux clés de lecture : l'organisation pour améliorer les capacités individuelles et collectives ; l'organisation comme moyen de devenir visible et crédible. La seconde sous-section mobilise le concept de proximité dont la portée organisatrice et explicative permet d'appréhender efficacement le phénomène d'organisation au sein du MCP.

Figure 3.5 : Axe 3, les motivations organisationnelles : la coopérative vectrice de la capacité d'action collective



Source : Renaud Metereau

III.1 Organisation coopérative et mise en réseau : s'organiser pour créer les conditions de réalisation du programme alternatif de développement

Il est possible de distinguer ce troisième axe regroupant des motivations organisationnelles des deux autres axes (motivations strictement économiques et motivations socio-politiques) par leur nature respective. Par l'organisation en coopérative, et l'intégration *de facto* d'un réseau, les membres du MCP mobilisent un moyen de concrétiser les objectifs particuliers et/ou transversaux exprimés dans les deux autres axes. Dans cette perspective, le fait de se réunir, de s'organiser, de constituer des réseaux et de mutualiser et/ou échanger des ressources matérielles, des compétences, ou encore des savoirs (Axe 3), apparaissent dès lors comme des moyens primaires qui conditionnent la réalisation d'objectifs se situant dans la sphère strictement économique (Axe 1), et celle plus large du développement (Axe 2).

Afin d'appréhender le contenu de cet axe « motivations organisationnelles » de manière synthétique, il est possible d'identifier deux orientations révélées par l'analyse thématique : **d'une part**, certains thèmes semblent plutôt orientés « vers l'intérieur », c'est à dire vers la recherche d'une amélioration, d'un développement des capacités essentiellement liées à l'activité première de ces mêmes coopératives et de leurs membres : la production, la transformation et la commercialisation de produits agroalimentaires. **D'autre part**, l'organisation est également perçue comme un vecteur de renforcement des capacités et de crédibilité « envers l'extérieur » permettant une incidence dans les sphères économique, sociale et politique au sein desquelles s'insère le MCP.

III.1.1 S'organiser pour améliorer les capacités individuelles et collectives

A priori largement conscients de la difficulté à répondre individuellement aux défis que constituent les motivations strictement économiques décrites dans le point I.1, les paysan.ne.s membres de ces coopératives comptent sur l'intégration d'un collectif et l'organisation pour créer les conditions nécessaires à l'amélioration de leurs capacités de production, de transformation et de commercialisation.

Pues mire, las cooperativas en Nicaragua se han formado con el propósito de sacar adelante a los productores organizados. El cooperativismo es muy bueno. Es muy bueno, porque organiza a la gente, producen mejor y pueden obtener mejores beneficios. (Entretien, 2013-42)

Vous savez, les coopératives au Nicaragua se sont formées avec l'objectif d'améliorer la situation des producteurs organisés. Le coopérativisme est très bon. C'est très bon, car cela permet d'organiser les gens, ils produisent mieux et peuvent obtenir de meilleurs bénéfices

Il s'agit pour ces petits producteurs de se réunir pour réaliser « l'effort » nécessaire à l'amélioration de leur situation économique et sociale.

Venimos viendo que la unión hace la fuerza. (Entretien, 2012-23).

Nous nous sommes aperçus que l'union fait la force.

Hay este, respuesta pues. Hace poquito hicimos un evento de plataneros de occidente. ¿porque si los grandes se unen, porque no nos vamos a unir los chiquitos también para hacer el esfuerzo? (Entretien, 2012-30).

Nous avons cette réaction. Il a peu, nous avons fait un évènement de producteurs de bananes plantain de l'occident. Parce que si les grands [les grands producteurs agricoles] s'unissent, pourquoi nous les petits, nous ne nous unirions pas aussi pour faire l'effort ?

Este grupo de mujeres, estábamos organizada, pero sin tierra. Pero eso no nos importaba no tener la tierra. Lo que quería la mujer era como entrar en una cooperativa para ver las necesidades. Porque hay muchas necesidades, no solo de la tierra. Y fue así que en el año 2001, caminando juntos desde el 1994, tuvimos el primer proyecto que fue la personería jurídica, la constitución de la cooperativa. (Entretien, 2012-24)

Notre groupe de femmes étions organisées, mais sans terre. Mais cela ne nous importait pas de ne pas avoir de terre. Ce que voulais la femme c'était de trouver comment intégrer une coopérative pour pouvoir prendre en compte les besoins qu'elle avait. Parce qu'il y a beaucoup de besoins, pas seulement la terre. Et c'est en 2001, marchant ensemble depuis 1994, que nous avons eu le premier projet qui a été la personnalité juridique, la constitution de la coopérative.

Il y a donc en premier lieu l'idée de renforcer la capacité des petits producteurs à répondre aux exigences d'un contexte économique qui leur est défavorable. Mais, cette motivation à s'organiser en coopérative apparaît également comme un prérequis nécessaire pour affronter un éventail plus large de difficultés partagées par les populations rurales, dépassant amplement les aspects liés au revenu et à l'insertion sur les marchés visés.

En ce qui concerne la préoccupation première de l'amélioration de la viabilité économique de l'activité agricole, la mobilisation de mécanismes de coordination par le biais de l'organisation au sein du réseau coopératif vise à la fois des objectifs quantitatifs tels qu'exprimé dans la Section 1 et également à répondre à des exigences qualitatives. En terme quantitatifs, ces motivations s'expriment principalement autour de la question des volumes produits et vendus, et de la négociation du prix. L'union des paysan.ne.s au sein d'une coopérative vise ensuite à améliorer qualitativement la production, soit par l'intégration des étapes de transformation et de commercialisation de produits finis, soit plus directement par l'adoption de standards de qualité ouvrant des perspectives de marchés plus rémunérateurs.

Si, conseguimos vender un poco en el mercado local. Porque para sacar algo en el mercado externo, nosotros tendríamos que tener una, un procesamiento pues, para vender calidad pues, verdad. Seleccionarlo, limpieza, pureza, todo eso. Y eso no lo tenemos todavía. (Entretien, 2012-28)

Oui, on réussit à vendre un peu sur le marché local. Parce que pour faire sortir quelque chose sur le marché extérieur, nous devrions faire une transformation, pour vendre de la qualité, n'est-ce pas. Le sélectionner, lavage, pureté, tout cela. Et cela, nous ne l'avons pas encore.

Podemos mejorar nuestra calidad, para competir porque no podemos competir » (Entretien, 2012-33).

Nous pouvons améliorer notre qualité, pour être compétitifs car nous ne pouvons pas [en l'état] être compétitifs.

Estamos viendo la certificación, para asegurarnos, vigilar que nuestra producción cuente con esos estándares de calidad para la exportación. [...] Entonces hemos conformado un Comité Interno de Calidad. Hacemos inspección interna con los otros productores, y realizamos informes que mandamos a Biolatina. (Entretien, 2013-37)

Nous sommes en train de nous occuper de la certification, pour nous assurer, pour être vigilant sur le fait que notre production soit conforme aux standards de qualité pour l'exportation. [...] Nous avons donc formé un Comité Interne de Qualité. On fait une inspection interne des producteurs, et on réalise un rapport que nous envoyons à Biolatina.

Ese mercado es bien exigente, por lo tanto a nosotros nos costó adaptarnos a las exigencias o calidad. [...] Los sabores, que es otro cuento bien delicado, que eso no me lo he aprendido todavía. Porque dentro de la cooperativa, existe un poco de personas, existimos un poco de personas que nos dedicamos unos a una cosa, otros a otra, no siempre lo manejamos todos. Ese del sabor, no he podido manejar yo. Es decir que usted agarra este cacao, yo le traigo otro cacao y usted tiene que diferenciarme los azúcares y los sabores de cada uno de esos granos. Entonces eso yo no lo he podido descifrar [...]. En cambio, hay persona muy accesible que aprenden rápido esas cosas. Entonces ellos parece que tienen, ya como parte natural, un olfato fino, ellos captan muchísimo eso. Entonces, eso nos ha permitido, cada quien tener su forma de trabajo. Unos trabajamos en una cosa, otros en otra, pero todos trabajaos para el mismo sentido. En la cooperativa nosotros tenemos un equipo de trabajo. (Entretien, 2013-38)

Ce marché et très exigeant, et donc cela a été difficile pour nous de nous adapter aux exigences de qualité [...] Les saveurs, il s'agit d'une autre histoire bien délicate, que je n'ai toujours pas pu apprendre. Parce qu'au sein de la coopérative, il existe quelques personnes, nous sommes quelques personnes et on se dédie les uns à une chose les autres à autre chose, on ne fait pas toujours toutes les choses. En ce qui concerne la saveur, moi je n'ai pas pu m'en occuper. C'est-à-dire que si toi tu prends ce cacao et que moi je t'en amène un autre, vous devez différencier les sucres et les saveurs de chacun de ces grains. Moi je n'ai pas pu déchiffrer cela. [...] En revanche, il y a des personnes très sensibles qui apprennent vite ces choses. Il semble qu'ils aient comme une faculté naturelle, un odorat fin, ils sentent très biens ces choses. Donc cela a permis que chacun ait sa façon de travailler. L'un travaille sur une chose, l'autre sur

autre chose, mais tous nous travaillons avec le même objectif. Dans la coopérative, nous avons une équipe de travail.

Il s'agit dans ce cas, non plus seulement de se coordonner pour être en mesure d'offrir des volumes suffisants, mais aussi, plus ambitieusement, de mettre en œuvre des mécanismes de coordination visant à améliorer la production, à se doter de standards communs de qualité, et, à créer les conditions de leur respect : mutualisation des moyens ; échanges des savoirs et savoir-faire ; de création d'infrastructures pour la transformation (AIR) ; etc.

La nécessité de se doter de standards communs de qualité se ressent plus fortement auprès des paysans qui cultivent des produits destinés à des marchés d'exportation et plus particulièrement encore, du commerce équitable et biologique. Dans ce cas, les organismes de certification ou les exportateurs sont ceux qui le plus souvent imposent ces standards. D'autres cultures peuvent également être soumises à des standards de qualité plus endogènes. C'est le cas par exemple des haricots rouges ou de la culture du sorgho au sein de la ZPN. La culture du sorgho se développe ainsi dans certaines régions particulièrement exposées au phénomène de sécheresse afin de substituer le maïs comme ingrédient de base de la tortilla. Alors, à travers l'organisation et le réseau coopératif, et avec l'appui d'organismes nationaux et étrangers, les paysans se coordonnent afin de mettre en œuvre un processus d'amélioration participative des semences de sorgho (Trouche *al.*, 2008) en fonction de critères agronomiques, mais également de critères gustatifs et culturels très ancrés localement (Entretiens, 2012-P3 ; 2012-P4).

Trabajamos un grupo, definimos una pequeña área para establecer un ensayo en la parcela de cada agricultor que está metido en el proceso de fitomejoramiento. Entonces se le establece un ensayo y él le da seguimiento. En este proceso el agricultor aprende a hacer sus selecciones, selección de planta, selección de líneas, entonces él va aprendiendo y aprendiendo el conocimiento en el proceso. Hemos tenido la nivelación de varias líneas y ya tenemos una variedad de sorgho sacado del proceso aquí de fitomejoramiento. Se llama sorgho blanco tortilla. Ese está inscrito ante el MAGFOR. Y algunas otras líneas que son muy buenas pero que no han pasado el proceso de inscripción porque como es muy caro eso. También hay una línea de frijol inscrita [...] Hemos hecho cruzamiento de frijoles, una línea mejorada por una criolla que ha sido por muchos años la que siempre hemos tenido. [...] El sorgho se comercializa y tiene la característica que la tortilla es muy parecida a la del maíz. Entonces se puede hacer otros productos como panes. O bebida para los bebés. Se mezcla eso con un poco de leche y se puede dar al niño pequeño. Atole lo llamamos nosotros. Son cosas que se hacen con maíz pero también va con sorgho. [...] Y nos sentimos orgullosos porque eso es un trabajo de agricultores para agricultores. (Entretien, 2012-P8)

Nous sommes un groupe à travailler, nous avons défini une petite zone de test sur chaque parcelle de producteur impliqué dans le processus de sélection végétale. Donc on établit un test et lui réalise le suivi. Durant ce processus l'agriculteur apprend à faire ses sélections, de

plantes, de lignes, et donc il intègre continuellement les connaissances liées au processus. Nous avons stabilisé plusieurs lignes et nous avons déjà une variété de sorgho issue du processus de sélection végétale ici. Il s'appelle le « sorgho blanc tortilla ». Celui-ci est enregistré auprès du MAGFOR. Et il y a quelques autres lignes qui sont très bonnes mais qui n'ont pas été soumises au processus d'enregistrement car c'est très cher. Il y a aussi une ligne de haricots enregistrée. [...] Nous avons fait des croisements de haricots, une ligne améliorée par une variété autochtone qui a été celle que nous avons toujours eue, pendant de nombreuses années. [...] Nous commercialisons le sorgho qui a des caractéristiques permettant de faire une tortilla qui ressemble beaucoup à la tortilla de maïs. Donc on peut aussi faire des produits comme les pains. Ou une boisson pour les bébés. On mélange ça avec un peu de lait et on peut le donner aux jeunes enfants. Nous appelons cette boisson « atole ». Ce sont des choses qui se font avec du maïs mais le sorgho convient aussi. [...] Et nous nous sentons très orgueilleux car c'est un travail d'agriculteurs pour des agriculteurs.

L'illustration 3.4 présente deux photos prises lors de la phase d'enquête préliminaire à Palacagüina (département d'Estelí) et à Unile (département de Madriz) (ZPN) et qui illustrent la finalité du processus consistant à commercialiser des semences paysannes adaptées au contexte.

Illustration 3.4 : Sacs de grains issus des processus de sélection végétale participative dans la ZPN



Source : photos de Renaud Metereau

Il est difficile, mis à part peut-être pour le café et le cacao, de déceler au sein de ces coopératives des stratégies de spécification territoriale à proprement parler, qui lieraient très fortement la qualité du produit à son origine dans une perspective de valorisation marchande (de type AOC). Cependant, les entretiens renvoient d'une part à la recherche de marges supplémentaires réalisées sur des opérations d'emballage, et d'autre part, la double orientation de la production, entre produits de consommation locale ou courante, et produits transformés ou non, destinés à des marchés extérieurs (fleur d'eucalyptus, confitures, noix de

cajou, cannelle, etc.) laissent entrevoir la recherche de création de valeur ajoutée sur des produits spécifiques.

Hors de la sphère de la production, il est également attendu de l'organisation en coopérative qu'elle permette l'acquisition, par la formation ou par l'échange et la mutualisation, de compétences en termes de gestion, de compétences juridiques, d'une capacité à élaborer et conduire des projets, etc. L'acquisition de ces compétences apparaît là-aussi comme un prérequis à l'amélioration autonome de la situation socio-économique des membres de ces coopératives.

III.1.2 S'organiser pour devenir un interlocuteur crédible

La double orientation du MCP entre, d'une part la nécessité de s'organiser pour s'insérer dans un système économique défavorable, et d'autre part la volonté de s'organiser pour créer les conditions d'un autre système plus favorable (vers une autre historicité) apparaît également au sein de l'ensemble thématique structuré autour de l'axe « motivations organisationnelles ».

Le faible accès au crédit, à la technologie, le manque de formation, ou encore l'absence de revenus suffisants pour permettre des investissements indispensables à l'amélioration des systèmes de production, rendent nécessaire le recours à des soutiens extérieurs. En ce sens, l'organisation en coopérative ne semble pas, à court terme, permettre de dépasser l'ensemble de ces facteurs limitants. En revanche, elle fournit un cadre organisationnel et légal qui permet à ses membres de devenir collectivement des interlocuteurs crédibles, susceptibles de recevoir des aides techniques et financières. Ainsi l'organisation en coopérative apparaît dans ce cadre-là comme une condition, un moyen, d'obtenir le soutien encore essentiel pour le maintien et le développement de l'activité agricole.

Si, en el 2003, fue cuando iniciamos con la cooperativa. Este, hemos, continuamos, con eso nos ayudaron con el paquete del bono productivo alimenticio. Que nos ayudaban con una vaca, una cerda, y un paquete de gallinas. Todo eso nos vino pues motivando verdad para estar conformadas. (Entretien, 2012-14)

Oui, c'est en 2003 que nous avons commencé avec la coopérative. Nous avons continué, et ils nous ont aidé avec le lot du « bon productif alimentaire ». Ils nous aidaient avec une vache, une truie, et un lot de poules. Tout cela nous a motivés, c'est vrai, à être organisées [il s'agit d'une coopérative de femmes].

Ces « bons productifs » délivrés initialement par le CIPRES étaient le plus souvent destinés à des mères de famille de manière à leur permettre d'initier une activité agricole. L'organisation

en coopérative était alors une condition de l'obtention de ce type d'aide (CIPRES, 2007). Cela permettait de s'appuyer sur la structure coopérative pour, d'une part, profiter de l'octroi de ces lots pour former un fond de microcrédit renouvelable, et d'autre part, espérer un éventuel effet multiplicateur par la reproduction-distribution au sein de la communauté des animaux reçus¹⁰⁰.

Sur des projets plus ambitieux, de production, de transformation ou de commercialisation, là aussi l'organisation en coopérative apparaît comme un prérequis, non seulement à l'obtention d'un soutien, mais aussi à la « bonne » gestion des projets. Un thème récurrent est celui de la capacité à gérer de manière autonome les ressources de la coopérative, qu'elles proviennent des contributions des membres ou d'une aide extérieure. Des expériences d'échecs de projets liées à une mauvaise gestion ont été évoquées au cours des entretiens. Par exemple un projet de grange avicole géré par une union de coopératives à *Pueblo Nuevo* (ZPN) (Entretien, 2012-11 ; 2012-12). L'organisation en coopérative et l'implication des membres, apparaît alors comme un moyen de contrôle interne et comme un moyen de mettre en œuvre ou de recevoir des formations et de mutualiser ou d'échanger des compétences à cet égard.

Hemos luchado en lo que se llama el control interno. Eso conlleva a "¿Cómo podemos fortalecernos como organización?". [...] Somos campesinos, pero miramos, y tuvimos un poco de conocimiento de lo que era realmente una cooperativa y podíamos echarla a funcionar y a manejar en el mismo tiempo, que no es fácil, había que aprender un poquito la administración. [...] Lo más importante es que quizás no el cien por cien de los asociados estamos conscientes, pero si por lo menos existe un 80% que si se sienten los dueños de su cooperativa [...], y la vigilan. Hay que ser siempre los socios, la misma junta de vigilancia, los delegados, que nos cuiden. (Entretien, 2012-38)

Nous avons lutté pour ce qui s'appelle le contrôle interne. Cela nous a mené à nous interroger sur la manière dont nous pouvions nous renforcer en terme d'organisation. [...] Nous sommes des paysans, mais nous avons regardé, et nous avons eu un peu de connaissance de ce qu'était réellement une coopérative et de la manière dont nous pouvions la faire fonctionner et la gérer en même temps, ce qui n'est pas facile, il a fallu apprendre un peu la gestion [...] Le plus important c'est que, peut-être que nous ne sommes pas 100 % des associés à en être conscient, mais au moins 80 % des membres si, ils se sentent propriétaires de leur coopérative [...], et ils la surveillent. Il faut que les membres, le conseil de surveillance, les délégués, soient attentifs à nous [le Conseil d'Administration].

¹⁰⁰ Dans certaines coopératives, les récipiendaires de ces lots étaient amenés à payer directement à la coopérative une somme largement inférieure à la valeur réelle du lot, de manière à former un petit fond de microcrédit au sein même de la coopérative. Les vaches et les truies octroyées étaient, dans la mesure du possible, pleines. Certains entretiens nous informent alors de l'existence de mécanismes de répartition des animaux au sein de la coopérative de manière à multiplier le nombre de femmes bénéficiaires (CIPRES, 2007)

L'organisation en coopérative semble être, malgré les difficultés que cela suppose, un support important pour la visibilité, la crédibilité, la capacité à gérer des projets et à répondre aux exigences formelles et légales dans un contexte économique défavorable mais au sein duquel des soutiens sont possibles. Il apparaît très clairement que l'éligibilité à l'aide, qu'elle soit issue d'organismes nationaux ou internationaux, gouvernementaux ou non gouvernementaux, constitue une motivation importante à s'organiser en coopérative. L'aide reçue dans ce contexte de pauvreté semble conditionner fortement la capacité à engager des processus localisés de développement portés par ces coopératives.

Allí estamos. Lo de nosotros, el plan de negocio lo tenemos, y tenemos la idea como cooperativa de buscar con quien gestionar este plan de negocio. (Entretien, 2012-14)

Nous en sommes là. Ce que nous avons, c'est un « business plan », et nous avons l'idée, en tant que coopérative, de chercher quelqu'un avec qui gérer [concrétiser, c'est-à-dire, trouver un organisme qui leur donne les moyens financiers ou matériels de le mettre à exécution] ce plan.¹⁰¹

Nosotros aquí, como cooperativa estamos haciendo de todo. Hacemos los que es la producción agrícola y pecuaria. Pero también buscamos otros proyectos que vengan a beneficiar al productor, al campesino, o al habitante, pues del municipio. (Entretien, 2012-28)

Nous, ici, en tant que coopérative, nous faisons de tout. Nous nous occupons de la production agricole et de l'élevage. Mais nous cherchons aussi à obtenir d'autres projets, qui bénéficient au producteur, au paysan, ou à l'habitant du village.

Lo otro es que el "ser cooperativa", cualquier organismo o persona interesada que quiera ayudarnos, entonces ya nos encuentra totalmente organizados. Perfectamente bien, usted toca a uno de los miembros, ejemplo como lo está haciendo hoy, y le da cuenta de todito el engranaje y manejo de la cooperativa. Cuantos son, cuanto tiene, cuanto venden, que necesitan, y un centenar de cosas que a los organismos interesados o mano amiga que nos quiere ayudar, entonces ya nos encuentra muy muy organizados. (Entretien, 2013-38)

L'autre chose c'est qu'avec le "être coopérative", n'importe quel organisme ou personne intéressée qui voudraient nous aider nous trouve parfaitement organisés. Vous pouvez parfaitement entrer en contact avec un des membres, comme par exemple vous le faites aujourd'hui, et ce membre vous rend compte de tout l'engrenage et de la gestion de la coopérative. Combien ils sont, ce qu'ils ont, ce qu'ils vendent, ce dont ils ont besoin, et une centaine de choses qui font que les organismes intéressés, ou une « main amie » qui voudrait nous aider, nous trouvent déjà très très organisés.

Néanmoins, si cette nécessité d'attirer de l'aide existe en termes d'accès à des ressources matérielles, techniques et financières, les motivations à s'organiser en coopératives dépassent

¹⁰¹ Durant l'entretien, Idalia décrit brièvement ce business plan qui consiste en la construction d'une serre pour démarrer une activité de pépiniériste (plantes vertes, arbres fruitiers et plans de légumes).

cette perspective utilitariste (Caillé, 2009) et touchent à des motivations diverses en liens avec le contenu thématique de l'axe « motivations socio-politique ». Ainsi, être organisé en coopérative constitue aussi un moyen de réunir des personnes avec des difficultés, des valeurs et des projets partagés dans une perspective d'actions collectives. Cela est en premier lieu largement visible autour de thématiques telles que l'émancipation des femmes ou la promotion de l'agroécologie. Mais ce genre de motivations, témoignant d'un enchâssement entre des motivations d'ordre strictement économique et d'autres d'ordre plus socio-politique, apparaissent en second lieu à travers des thèmes plus transversaux. Ceux-ci font référence à l'autonomie (non plus seulement financière ou matérielle mais aussi politique), à la capacité à influencer les décisions politiques à l'échelle locale et nationale, ou encore plus simplement à « *la defensa nuestra de un perfil* » | *notre défense d'un profil* (Entretien, 2013-51) associant paysannerie et coopérativisme. L'organisation en coopérative devient ici un levier pour la promotion de valeurs portées par le MCP¹⁰².

III.2 Une analyse en termes de proximité : s'appuyer sur proximité institutionnelle acquise et construire une proximité organisationnelle.

La mise en évidence, d'abord de la base localisée sur laquelle prend appui la construction du système coopératif au Nicaragua, puis, de l'existence d'un espace commun de représentations au sein du MCP, nous amène à proposer une analyse en terme de proximité. La construction d'une structure organisationnelle qui constitue un levier d'action collective pour le MCP s'appuie effectivement sur diverses formes de proximités. Ici, les trois formes de proximité retenues par Damien Talbot (2008) fournissent un support dont la portée organisatrice et explicative semble significative pour appréhender le MCP lui-même, son encastrement au sein des structures sociales et culturelles, et son adossement organisationnel à la forme coopérative. Talbot distingue une proximité spatiale, une proximité institutionnelle et une proximité organisationnelle. La première et la plus intuitive, la proximité spatiale, permet de marquer la distinction fondamentale en ce qui relève d'une proximité physique (environnement naturel et développement d'infrastructures) – « *la séparation dans l'espace et les liens en terme de distance* » (Gilly & Torre, 2000 : 12-13) – de ce qui relève de

¹⁰² Ligne stratégique No. 2 présentée lors de la 20ème assemblée générale des délégués de la FENACOOP (Managua, le 27 décembre 2012) : « Incidence politique. ». Cette ligne stratégique se décline ensuite en plusieurs objectifs dont « contribuer à obtenir des politiques » et « des lois favorables aux coopératives, à la souveraineté alimentaire et à la défense de la biodiversité ».

La FECODESA, quant à elle, définit sa « mission » dans le Plan stratégique 2010-2014, en y intégrant « *l'incidence sur les politiques du gouvernement pour défendre les intérêts de ces membres* »

dimensions non spatiales et constitue des proximités d'ordre socio-politiques (Bouba-Olga & Grossetti, 2008 ; Talbot, 2010). C'est ainsi en dépassant cette dimension spatiale, qui prise seule conduirait à une vision restrictive de la proximité, que sont appréhendés les facteurs conduisant des acteurs socio-économiques à interagir et à se coordonner, y compris à distance. Pour notre analyse, nous écartons volontairement ici la proximité spatiale, qui s'appuie dans le cas du MCP sur l'ancrage communautaire localisé des coopératives de base, et la structuration en Union ou Centrale de coopératives à des échelles territoriales plus larges (Municipalité, Département, Zones de productions spécifiques) (cf. Chapitre 1 & 2). Les relations de proximité ainsi observées se caractérisent par la création d'interdépendances verticales (chaîne de valeur du café ou du cacao par exemple) et horizontales (Kirat & Lung, 1995). Néanmoins, nous avons déjà spécifié que les notions de distances et de proximité spatiale doivent être relativisées dans le contexte nicaraguayen en raison de la faiblesse des infrastructures de transport et de communication. L'intensité des mécanismes de coordination et la construction d'interdépendances ne peuvent ainsi être expliquées au seul prisme de la distance physique et des « relations de production » (Torre, 1993) au sein de filières agricoles fortement ancrées au territoire. Dès lors, les proximités institutionnelles et organisationnelles acquièrent un potentiel explicatif important. En adoptant l'approche institutionnaliste de la proximité nous acceptons que « *le partage d'institutions entre des individus est une condition sine qua non à toute coordination* » (Talbot, 2008 : 7). Cela implique que la conduite d'actions collectives repose à la fois sur l'existence de significations communes (dimension cognitives de la proximité institutionnelle) et sur la capacité d'acteurs hétérogènes (dotation en ressources, relations de pouvoirs, etc.) à procéder à « *la mise en cohérences d'intérêts a priori divergents* » (Talbot, 2010 : 127) autour d'un projet commun (dimension politique de la proximité institutionnelle). Dans ce cadre, la proximité organisationnelle « *lie les agents participants à une activité finalisée dans le cadre d'une structure particulière. [...]. Elle se construit sur une proximité institutionnelle* » (Kirat et Lung, 1995 : 211), c'est à dire que l'on peut l'appréhender comme une « *forme particulière de proximité institutionnelle* » (Talbot, 2010 : 14) qui vise à offrir un cadre tangible à la coordination entre acteurs et à l'action collective. On retrouve ici en filigrane la relation entre l'existence au Nicaragua d'un mouvement coopératif hérité des mouvements socio-politiques du 20^{ème} siècle (le MCP), et un système coopératif (le SCP) qui se structure à partir des années des années 1980 comme la manifestation organisationnelle et tangible du mouvement coopératif.

Cette sous-section visera donc à mettre en perspective les motivations organisationnelles à l'organisation en coopérative par le biais des dimensions institutionnelles et organisationnelles de la proximité. Dans le cas du MCP, on distingue **d'abord** une proximité institutionnelle en partie acquise (III.2.1), et **ensuite**, la construction d'une proximité organisationnelle à travers la structuration du SCP (III.2.2).

III.2.1 Une proximité institutionnelle en partie « acquise »...

La proximité institutionnelle recouvre une dimension cognitive et une dimension politique (Talbot, 2008). Nous intéressent en premier lieu aux déterminants d'ordre cognitif des phénomènes de coopération, le corpus constitué auprès de membres du MCP au Nicaragua met en lumière assez distinctement un espace de représentations communes. Il existe des similarités en termes sociaux et culturels, des valeurs partagées, ou encore des routines et des habitudes qui peuvent jouer un rôle de catalyseur des interactions et des coopérations au sein du MCP. Le Chapitre 1 a montré en quoi la population rurale au Nicaragua présente certaines similitudes. S'appuyant ici sur ce que Bouba-Olga et Grossetti (2008 : 8) nomment « *la proximité matérielle* », nous pouvons ainsi mettre en avant la vulnérabilité, à la fois économique et environnementale à laquelle font face ces populations. De même, ces dernières dépendent, à des degrés divers, de l'activité agricole à la fois pour leur alimentation et pour leur revenu. Plus particulièrement au sein du MCP, nous retrouvons en grande majorité, des paysans ou semi-paysans pauvres, ayant pour la plupart un faible niveau d'éducation, un faible accès à la terre, au crédit, à la technologie, etc. A cela s'ajoute, un système de valeur largement influencé par l'histoire contemporaine du Nicaragua plaçant la paysannerie et les populations rurales au cœur des phénomènes de luttes sociales internes et de luttes pour la souveraineté nationale contre l'impérialisme nord-américain (Monroy, 2005 ; Cuevas Molina, 2011 ; Mendoza Duarte, 2015). L'attachement à la figure du général Sandino et aux « valeurs sandinistes » renforce encore la thèse d'une communauté de valeurs à laquelle semblent pouvoir s'identifier les membres du MCP¹⁰³. Ces déterminants d'ordre cognitif renvoient

¹⁰³ L'expérience du terrain nous amène ici à mentionner cette citation de Carlos Fonseca datant de 1976 mais qui ne semble pas avoir beaucoup vieilli à la vue de l'importance que continue d'avoir la figure de Sandino dans l'esprit des paysans que nous avons rencontré et/ou interviewé à l'occasion de l'enquête de terrain : « *Sandino en la ciudad representa un hecho pasado. En el campo y sobre todo en la montaña Sandino es un hecho en gran medida del presente. Es impresionante la familiaridad con que el campesino y el montañés mencionan a Sandino. El joven campesino repite con respeto el relato de sus mayores, trocándose en forma positiva la unidad familiar que reclama con desesperación el cultivo de la tierra con fines de subsistencia.* » | « *Sandino, en ville, représente un fait passé. A la campagne et surtout dans la montagne, Sandino est un fait en grande partie du présent. La familiarité avec laquelle le paysan et le montagnard mentionnent Sandino est*

même directement, par le biais de l'héritage de la révolution Sandiniste, à la coopérative comme forme organisationnelle privilégiée, assorti une « *philosophie* » (Entretien, 2013-51), à une manière de penser et d'agir qui aurait émergé dans le sillage de la révolution. Une proximité institutionnelle d'ordre cognitive semble donc indéniable à la base l'organisation du MCP. Néanmoins, comme le rappelle Talbot (2012 : 129), « *il ne faut pas réduire les phénomènes de proximité à des liens sociaux apaisés et sans conflits, convergeant quasi naturellement vers une vision partagée du monde, à la poursuite d'objectifs communs acceptés et rarement remis en cause* ». L'approche institutionnelle mobilisée ici permet de prendre en compte les déterminants d'ordre politique de la proximité. Ainsi, au sein de cette population rurale le plus souvent pauvre, qui adhère au MCP, des différences et des divergences cohabitent avec les éléments de similarités et de convergences d'intérêts.

Tenemos más de veinte años de haber surgido. Tenemos vida propia, tenemos nuestro propio perfil. Existe un universo ideológico en los afiliados, los asociados. Y eso te da un punto de equilibrio, porque hemos superado las contradicciones ideológicas y estamos entonces en un proceso de desarrollo económico sin tener que enfrentar luchas intestinas, ideológica, confrontaría, partidaria. Respectamos estos espacios, haciendo uso de los principios universales del cooperativismo. (Entretien, 2013-51)

Nous sommes apparus il y a plus de vingt ans. Nous avons une vie propre, nous avons notre propre profil. Il existe un univers idéologique entre les membres, les associés. Et cela te donne un point d'équilibre, parce que nous avons dépassé les contradictions idéologiques et nous sommes dans un processus de développement économique sans avoir à affronter les luttes intestines, idéologiques, conflictuelles, partisans. Nous respectons ces espaces, en faisant usage des principes universels du coopérativisme.

Ainsi les femmes constituent un groupe social en soi au sein du mouvement coopératif dont les revendications ne sont pas uniformément acceptées dans le cadre d'une société traditionnelle au sein de laquelle des structures machistes discriminatoires persistent en termes d'accès à la terre, gestion de la ferme, éducation, participation politique, etc. Des différences existent aussi concernant les pratiques agricoles – agriculture conventionnelle *versus* agroécologie – et par conséquent, en ce qui concerne les priorités à fixer en termes d'accès à la technique et à la technologie. Sur un plan économique, les conditions d'accès à la terre au sein du MCP par exemple, sont diversifiées. En se référant aux paysans qui intègrent notre corpus, à une exception près, ils entrent tous dans les catégories des « très petites, petites et moyennes » exploitations (moins de 50 mz.). Néanmoins, les volumes de

impressionnante. Le jeune paysan répète avec respect le récit de ces aînés, transformant positivement sa vision de l'unité familiale qui réclame avec désespoir la possibilité de cultiver la terre à des fins de subsistance. » (Carlos Fonseca, 1976. In : Ortega Saavedra, 1981 : 137)

production, de travail, et les revenus générés sont difficilement comparables entre une exploitation d'une manzana (environ 0,7 ha) et une autre de cinquante manzanas. Dès lors, le contexte et la composition sociale du MCP rendent nécessaire « *un travail politique de mise en convergence des intérêts qui seront plus ou moins satisfaits par l'atteinte d'objectifs communs, d'arbitrages entre des intérêts inconciliables, d'imposition de choix qui apparaissent aux acteurs comme finalement légitimes, etc.* » (Talbot, 2010 : 129-130). Cette dimension politique de la proximité institutionnelle apparaît lorsque certains entretiens abordent directement des questions liées à la gouvernance de la coopérative (Entretien, 2012-23) ou alors, lorsque de manière plus transversale on constate que l'action collective au sein de la coopérative est orientée par des leaders communautaires ou des personnes dont on reconnaît des capacités particulières pour la gestion, ou une autre forme de légitimité, etc. (Entretiens, 2012-16, 2012-24). Malgré la volonté de « bien paraître » devant un interlocuteur étranger, les entretiens conduits ont laissé entrevoir des tensions, des conflits, des insatisfactions (Entretiens, 2012-2 ; 2012-23 ; 2012-20) qui montrent que les compromis ou les consensus qui permettent la conduite d'actions collectives seraient bien des construits qui nécessitent un travail politique de mise en cohérence.

Aunque también hemos tenido tropiezos porque, no todo es de color rosa pues, eso son debilidades. [...] Algunos no tenían consciencia de que era una cooperativa, ya que son los factores adversos que tenemos. No están claro que de repente, estar en una cooperativa significa también responsabilidades. Necesitan estar claro de que tienen deberes Tienen deberes y tienen derechos. Si cumple con los deberes, puede reclamar sus derechos Pero si vos quieres reclamar tus derechos y no has cumplido con tus deberes... Eso es un proceso largo y por eso importan las capacitaciones que damos. (Entretien, 2012-17)

Même si on a aussi connu des échecs parce que tout n'est pas rose en fait, il y a des faiblesses. [...] Certains n'avaient conscience de ce qu'était une coopérative, et ce sont des facteurs limitant que nous avons. Pour eux, ce n'est pas clair qu'être en coopérative signifie aussi avoir des responsabilités. Ils ont besoin de bien saisir qu'ils ont des devoirs. Ils ont des devoirs et ils ont des droits. S'ils s'acquittent de leurs devoirs, ils peuvent réclamer ce à quoi ils ont droit. Mais si toi tu réclames tes droits alors que tu ne t'es pas acquitté de tes devoirs... Ceci est un long processus et c'est pour cela que les formations que nous donnons sont importantes.

Des processus de coordinations cognitive et politique sont donc à l'œuvre, et rendent possible l'action collective. De ce point de vue, la généralisation par la loi générale des coopératives de la formation de quarante heures aux valeurs et au fonctionnement coopératif semble faire sens.

L'organisation en coopérative ainsi le déploiement de ces processus de coordination. Elle devient alors un moyen de « *produire du sens* », dans le prolongement d'une proximité

cognitive en partie hérite, et à laquelle elle offre un cadre tangible – des normes, règles et routines – qui la renforce et facilite l’action collective. Elle permet également de « *produire des choix* » (Talbot, 2008) tout aussi indispensable à l’action collective orientée vers une finalité partagée (Talbot & Kirat, 2005).

III.2.2 *Et la construction d’une proximité organisationnelle.*

Le fait de s’organiser en coopérative peut donc être vu ici comme un moyen de coordonner des acteurs socio-économiques cognitivement proches et qui ont intérêt à faire converger leurs aspirations pour la réalisation d’actions collectives orientées vers une finalité partagée. L’organisation en coopérative sert de support à ses membres pour porter leurs voix auprès des autorités dans le cadre de conflits d’usages des ressources naturelles (Entretien, 2012-28), pour porter des projets favorables à la paysannerie et aux communautés rurales (Entretiens, 2012-16 ; 2012-30 ; 2013-52), ou encore pour modifier le rapport de force lors de la négociation des prix en structurant l’offre (*cf. Section 1*) (Filippi, 2005).

Entonces nosotros a veces en estos espacios donde tenemos reuniones, tenemos estas oportunidades, denunciamos eso, podríamos decir esos atropellos en contra del medio ambiente. (Entretien, 2012-28)

Et donc, parfois au sein de ces espaces dans lesquelles nous avons des réunions, nous avons ces opportunités, on peut dénoncer cela, on pourrait dire ces agressions contre l’environnement¹⁰⁴

Ya tenemos muchos socios que han entrado en la política, han entrado en la alcaldía, y hacen gestiones para su comunidad, conforman los caminos, le dan seguimientos a algunos temas productivos a la comunidad. Hay muchas comunidades que tienen concejales, que surgen como dirigentes cooperativos. Ahora en Somotillo, en Posoltega hay una socia que es concejal de Posoltega. Y han llegado a tener un desarrollo pues. (Entretien, 2013-52)

Nous avons déjà des membres qui sont entrés en politique, ils sont entrés à la mairie, et ils gèrent des dossiers pour leurs communautés, ils réparent les voies d’accès, ils apportent un suivi à certains thèmes en lien avec la production de la communauté. Il y a beaucoup de communautés qui ont des conseillers, qui interviennent en tant que dirigeants coopératifs. Maintenant à Somotillo, à Posoltega aussi il y a une associée qui est conseillère de Posoltega. Ils ont réussi à se développer un peu.

Hemos logrado ser reconocidos por los gobiernos municipal, departamental y nacional. A pesar de ser solo una cooperativa nueva, estamos encabezado aquí en el municipio de Condega. (Entretien, 2012-17)

¹⁰⁴ L’entretien 2012-28 a été conduit à Posoltega, au cœur de la ZPP, dans une de ces poches paysannes entourées de plantation latifundiaires de cannes à sucre. Les « agressions contre l’environnement » dont parle Orlando à ce moment de l’entretien désignent les pratiques d’épandage aérien, les brûlages réalisés directement sur les parcelles, et les décharges sauvages de récipient de produits phytosanitaires.

Nous avons réussi à être reconnus par les autorités municipales, départementales et nationales. Bien que nous soyons une jeune coopérative, nous sommes représentés ici, au sein de la municipalité de Condega.

Estamos haciendo un esfuerzo de trabajo en conjunto, [...] un esfuerzo para hacer un movimiento cooperativo. [...] Para hacer uso del derecho cooperativo para unificar criterios frente a la defensa de nuestras conquistas, pero además para seguir creciendo. Entonces, eso ya es un acuerdo, nos vamos a auto-convocarnos [...] para pronunciarnos y para cuestionar al gobierno, para plantear a la sociedad que estamos organizados, que es un esfuerzo nuestro de las federaciones, y que si llega al oído del gobierno, lo valoran, y dicen: « tengo un interlocutor ». (Entretien, 2013-51)

Nous sommes en train de réaliser un effort de travail en commun, [...] un effort pour faire un mouvement coopératif. [...] Pour faire usage du droit coopératif pour définir une ligne commune pour la défense de nos conquêtes, mais aussi pour continuer à grandir. C'est déjà un accord que nous avons, nous allons nous autoconvocuer. [...] pour nous prononcer et pour questionner le gouvernement, pour montrer à la société que nous sommes organisés, que c'est notre propre effort en tant que fédérations, et que si cela arrive à l'oreille du gouvernement, il vont le prendre en compte et dire : « nous avons un interlocuteur ».

L'adhésion à une coopérative et l'engagement au sein du MCP permettent la production de sens, le renforcement d'un espace de significations communes, en cela que la forme coopérative au Nicaragua est fortement reliée à une *philosophie*, ou à une « *ligne* », une manière de penser et d'agir – « *La linea nuestra* » | *notre ligne* (Entretien, 2012-7). Les entretiens permettent d'ailleurs de mettre en évidence le fait que cette manière partagée de penser et d'agir ne se concrétise pas toujours automatiquement, bien qu'elle repose sur une proximité cognitive en partie héritée de la révolution sandiniste. Des difficultés sont alors évoquées lorsque l'adhésion aux valeurs et au fonctionnement de la coopérative est imparfaite. Dès lors, la construction d'une proximité organisationnelle qui prend simultanément appui sur le cadre informel des valeurs Sandinistes et, sur le cadre formel de la loi générale des coopératives (loi No 499), vise ainsi à garantir le partage d'une architecture stable pour la mise en interrelations et en interactions des membres. Elle fournit également des mécanismes concrets de coordination et de mise en cohérences des aspirations des membres. Elle répond ainsi à des préoccupations claires de membres du MCP qui parfois ont conscience de faire partie d'un groupe mais ne savent pas comment s'organiser : « *teníamos la idea de organizarnos pero no teníamos la idea de cómo hacerlo* » | *Nous avions l'idée de nous organiser mais nous ne savions pas comment le faire* (Entretien, 2012-33).

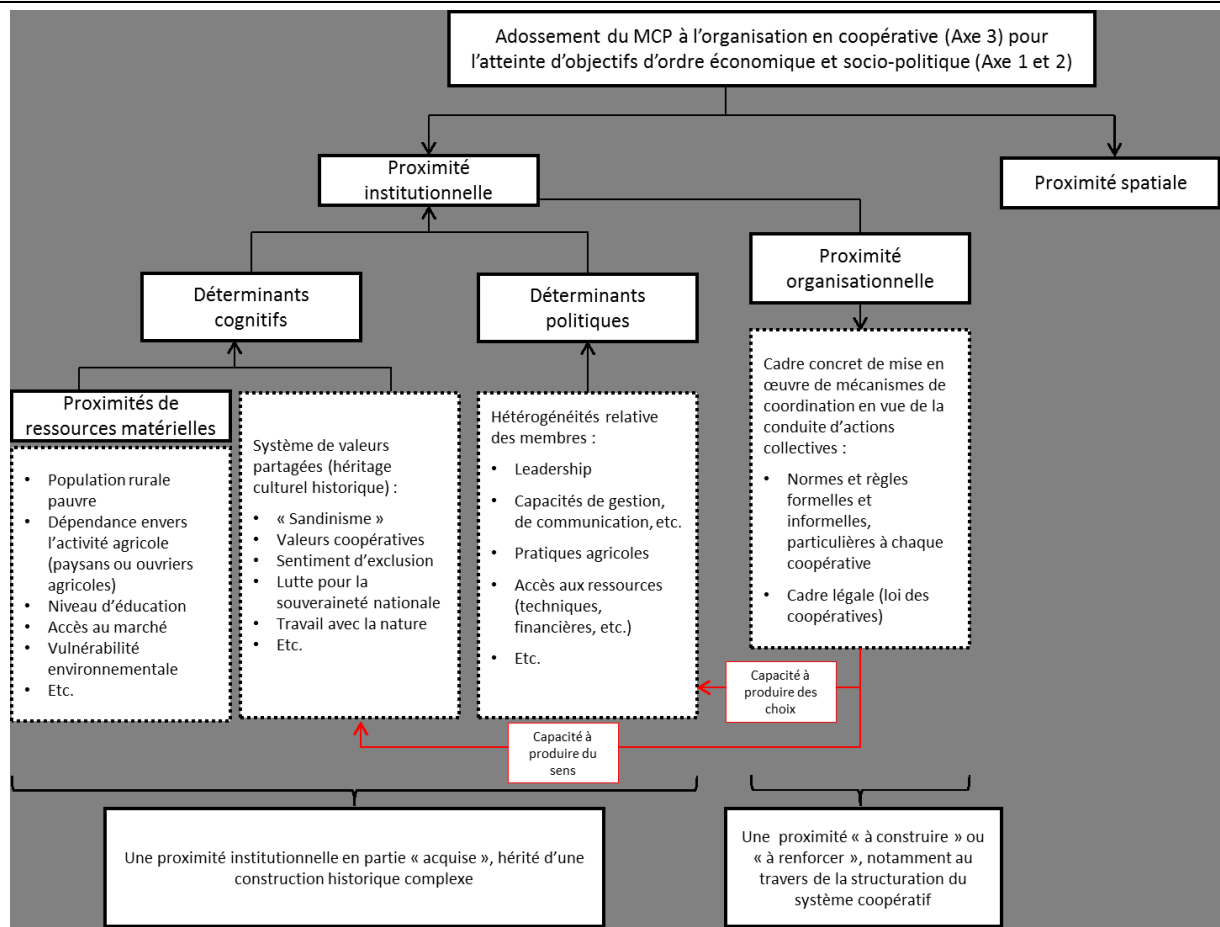
Dans le cas du MCP, l'intégration d'une coopérative repose donc bien aussi sur la proximité organisationnelle qu'elle permet de construire, c'est-à-dire sur « *sa capacité à faire interagir ses membres [...en facilitant] les interactions en son sein* » (Rallet & Torre, 1995).

Reste à souligner une possible rétroaction entre la proximité organisationnelle à construire et la proximité institutionnelle acquise. En effet, en produisant du sens et des choix conformément aux institutions qui en déterminent la forme, l'organisation renforce d'elle-même les institutions qui la précèdent. L'intégration d'une coopérative suppose pour chacun de ses membres d'adhérer *de facto* aux normes, aux valeurs – au moins à une partie d'entre elles –, aux habitudes qui dépendent à la fois de chaque coopérative insérée dans des contextes localisés, et, du spectre bien plus large du coopérativisme à l'échelle nationale et internationale. On peut ainsi s'attendre à ce que le déploiement de la coopérative comme forme privilégiée d'organisation socio-politique renforce le phénomène de diffusion et de partage d'un ensemble de valeurs et de modalités de coordination hérités du développement historique du coopérativisme au Nicaragua. Cela apparaît plus probable encore lorsque l'on prend en compte l'obligation légale de suivre une formation de base de quarante heures, commune à l'ensemble du territoire nicaraguayen et supervisée par l'institution de tutelle (le MECCA via l'INFOCOOP). Il s'agit de l'acquisition d'un socle commun de connaissance de l'organisation coopérative, comprenant une dimension historique et culturelle en plus des aspects législatifs et de gestion¹⁰⁵.

La figure suivante ([Figure 3.6](#)) synthétise cette lecture en termes de proximité des « motivations organisationnelles » à la coopération. Nous reprendrons une dernière fois une formulation de Damien Talbot (2008 : 11) pour spécifier le contenu de la proximité institutionnelle (qui inclut ici son pendant organisationnel) tout en fonctionnalisant les trois axes de motivations dont nous avons explicité le contenu tout au long de cette section : « *une idée commune en acte au service d'une finalité* ». Cette formule destinée à définir l'institution, produit également du sens lorsqu'il s'agit de mettre en perspective les trois axes de motivations en tenant compte du contexte. L'organisation en coopérative correspond à *une idée commune en acte* en cela qu'elle se rapporte à une communauté de significations, en partie héritée de la révolution Sandiniste (contexte). Elle se traduit concrètement par l'adossement à la coopérative comme forme privilégiée d'organisation pour la coordination d'acteurs (les membres) en vue de la conduite d'actions collectives (Axe 3). Ces actions collectives sont orientées vers une double finalité : la réduction de la vulnérabilité économique (Axe 1) et la promotion d'un programme alternatif de développement (Axe 2).

¹⁰⁵ On notera ici que se sont souvent les membres du MCP eux-mêmes qui dispensent ces formations. Des membres d'une coopérative peuvent ainsi être habilités par l'INFOCOOP à effectuer les 40 heures de formation au coopérativisme. Cela permet aux membres d'une coopérative d'une communauté de former les habitants d'une communauté voisine qui décident aussi de s'organiser en coopérative.

Figure 3.6 : Usage et construction de proximités au sein du MCP



Source : Renaud Metereau

Ce chapitre a procédé à l'analyse des trois catégories de motivations issues de la construction de l'arbre thématique. Chaque section a été consacrée à une de ces catégories, représentées par un axe thématique, et a permis d'en faire ressortir les principaux traits. Une proposition est finalement faite d'une lecture fonctionnalisée des trois axes motivationnels. Cette proposition sera reprise dans un propos d'étape qui permettra de présenter l'organisation en coopérative comme un moyen de créer les conditions de la promotion d'un programme alternatif de développement dans le contexte de globalisation néolibérale.

Propos d'étape

Proposition d'interprétation : un programme d'écodéveloppement porté par le MCP

La thèse a jusqu'ici proposé une analyse et une lecture originale du phénomène d'organisation en coopérative des paysans et paysannes au Nicaragua. En effet, cette thèse se construit à partir d'une démarche d'économie politique, inscrite dans une posture compréhensive et s'appuyant sur une approche disciplinaire ouverte permettant de saisir de manière holistique les phénomènes à l'étude. Cette démarche permet *in fine* de mobiliser des concepts et des méthodes qui viennent compléter la boîte à outils de l'économiste. Ainsi, la lecture historique du processus de construction du Système Coopératif Paysan (SCP) au Nicaragua, et par suite, la mobilisation du concept de « mouvement social » emprunté à la sociologie, ont conduit à considérer le SCP comme la manifestation organisationnelle d'un mouvement socio-politique mené par les paysans : le Mouvement Coopératif Paysan (MCP) (Chapitre 1).

Cet adossement du SCP à un mouvement socio-politique conditionne en partie la suite de la recherche. Un mouvement social existe, nous dit Touraine (1973 ; 1978), s'il présente certaines caractéristiques, et notamment, si son étude permet de faire apparaître des principes

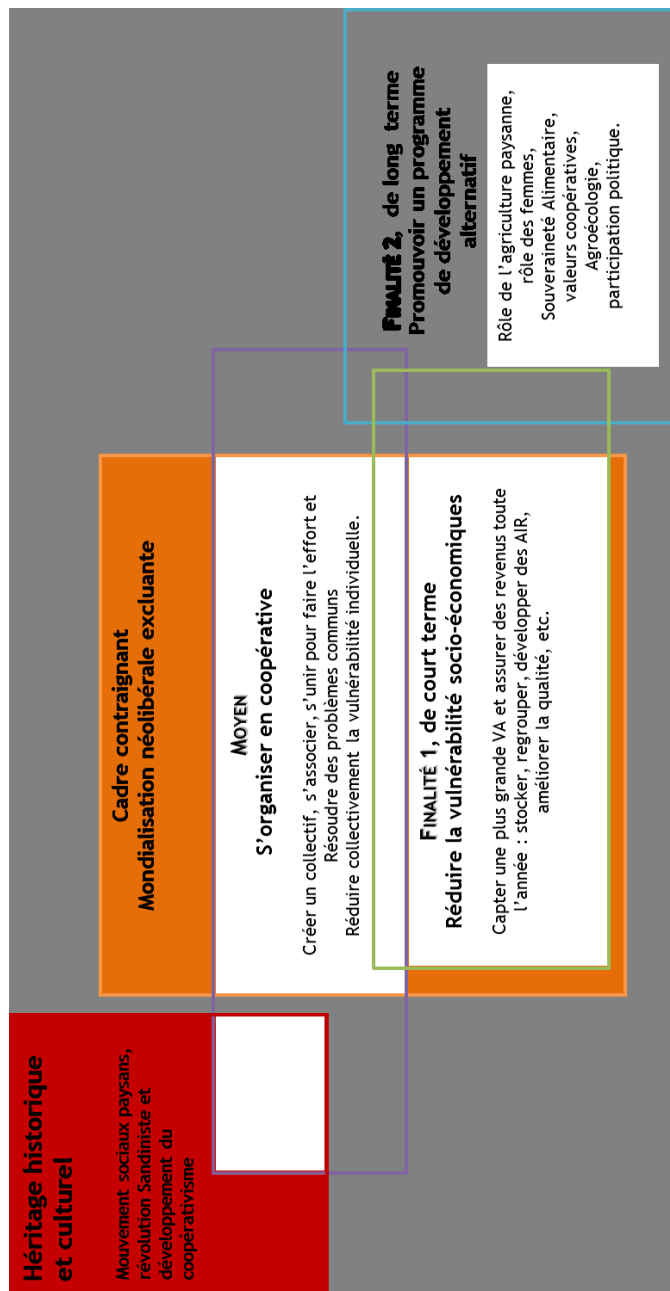
d'identité, d'opposition et de totalité. Ce dernier principe fait référence à la possibilité d'identifier dans un contexte culturel et historique donné, la formulation d'un projet alternatif de société. La lutte dans laquelle s'inscrit le mouvement social correspond donc à une lutte pour le contrôle de l'historicité, c'est-à-dire pour faire valoir un projet plutôt qu'un autre pour la définition des orientations de la société. Dans le contexte d'un pays pauvre tel que le Nicaragua, le projet alternatif de société en question relève *a priori* du projet alternatif de développement. Il répondrait en quelque sorte à la question : *Quelles autres modalités de développement pourraient conduire à améliorer plus durablement les conditions d'existence de la société dans son ensemble, que celles promues par le groupe social qui a actuellement le contrôle de l'historicité ?*

Ce raisonnement nous a amené à interroger le projet alternatif de société ou de développement, dont serait porteur le MCP. Pour cela nous avons eu recours à une méthodologie de recherche qualitative de terrain et d'analyse des données pour lesquelles il a été nécessaire de mobiliser les savoir-faire en sciences sociales (Chapitre 2). Cette ouverture disciplinaire et l'analyse de contenu thématique mise en œuvre ont conduit à la construction d'un panorama motivationnel permettant de différencier trois catégories de motivations à la coopération : des motivations strictement économiques, des motivations socio-politiques et des motivations organisationnelles (Chapitre 3).

Ce propos d'étape vise à proposer une interprétation de ce panorama motivationnel à partir duquel va pouvoir se construire le bouclage de la thèse dans le chapitre suivant. Pour ce faire, les trois catégories de motivations sont donc replacées dans le contexte de leur étude, c'est-à-dire, confrontées à la question générale de recherche et aux hypothèses qui ont guidé l'enquête de terrain. Les ensembles saillants de motivations détaillées dans le chapitre précédent, sont lus ici comme des éléments constitutifs d'un projet alternatif de développement dont la finalité est de permettre l'émancipation de la paysannerie et des communautés rurales. L'organisation en coopératives relève dès lors d'une double stratégie : d'une part créer collectivement les conditions d'une « meilleure » intégration aux marchés globalisés ; d'autre part, mettre en œuvre des modalités alternatives d'émancipation et de développement.

La Figure 3.7 propose une représentation contextualisée et fonctionnalisée des trois catégories de motivations issues de la recherche qualitative de terrain.

Figure 3.7 : Représentation fonctionnalisée et contextualisée des motivations à l'organisation en coopérative



Source : Renaud Metereau

L'organisation en coopératives (Axe 3, motivations organisationnelles) est présentée comme un **moyen** qui se manifeste en partie comme un **héritage historique et culturel** de la révolution sandiniste. Le **cadre contraignant** de la « globalisation néolibérale excluante » amène les paysan.ne.s à mobiliser aujourd'hui ce moyen avec une double finalité : La **première finalité** (Axe 1, motivations strictement économiques), vise à répondre à court terme et en se soumettant au jeu de la globalisation, à des besoins immédiats en termes notamment de revenus, afin de subvenir aux besoins des familles et des communautés rurales.

La **seconde finalité** (Axe 2, motivations socio-politiques), de plus long terme, vise à créer les conditions d'une trajectoire alternative de développement, ne dépendant pas de l'intégration au processus de globalisation néolibéral.

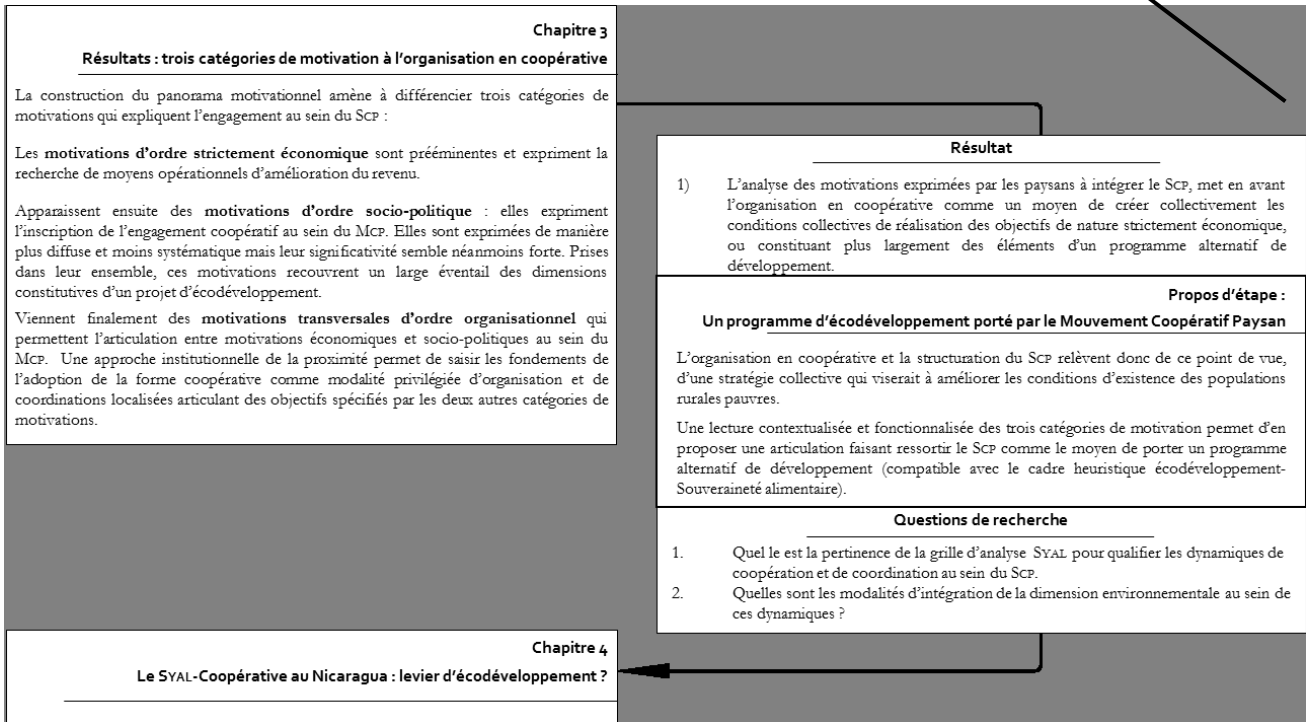
L'enchâssement d'objectifs strictement économiques et d'objectifs socio-politiques dont l'accomplissement repose sur l'organisation en coopérative au sein du MCP, traduit l'existence effective d'une stratégie alternative de développement. Cette dernière s'avère parfaitement congruente avec le cadre de l'écodéveloppement. En effet, cette stratégie est, de fait, ancrée aux territoires par la base localisée du SCP. Elle donne un caractère instrumental aux objectifs strictement économiques et elle spécifie par ailleurs, des objectifs anthropocentrés en termes d'accès à l'alimentation, de santé, d'éducation, d'équité de genre, d'autonomie ou encore de participation politique. Enfin, la prudence écologique du projet apparaît comme une des priorités, notamment à travers la promotion d'une approche agroécologique. Cette stratégie alternative de développement peut donc être qualifiée de projet d'écodéveloppement.

C'est à partir de cette représentation du phénomène étudié que se construit la suite de la thèse. Le Chapitre 4 valide cette perception du MCP comme un mouvement socio-politique porteur d'un projet d'écodéveloppement. Par ces caractéristiques, ce projet est considéré comme congruent avec le cadre heuristique de la thèse formé par la combinaison écodéveloppement-souveraineté alimentaire. Sur cette base le Chapitre 4 propose à la fois une avancée sur la caractérisation des leviers opérationnels sur lesquels les dynamiques de développement émergentes dans le cadre du MCP pourraient prendre appui, ainsi qu'un effort visant à questionner et compléter les approches mobilisées.

Schéma heuristique de la thèse : Zoom sur l'articulation entre les chapitres 3 & 4

The table of contents shows the following structure:

- Introduction
- Chapitre 1
- Chapitre 2
- Chapitre 3: Résultats : trois catégories de motivation à l'organisation en coopérative
- Chapitre 4: Le SYAL-Coopérative au Nicaragua : levier d'écodéveloppement ?



Chapitre 4

Le Syal-Coopérative : Levier d'écodéveloppement ?

Mots clés du chapitre

SYAL-Coopérative
Nouvelle Ruralité
Agroécologie
Écologie Industrielle
Écodéveloppement

« Je pense au contraire que la modernité ne se confond pas avec la rationalité mais plutôt avec une image de plus en plus complexe et complète de la personne humaine, qui est à la fois raison et sentiment, individualité et communauté, passé et avenir, et qu'en face d'un Occident obnubilé par ses intérêts et ses plaisirs et d'un Orient enfermé soit dans le totalitarisme politique, soit dans l'intégrisme religieux, l'Amérique Latine vit, avec plus de force et d'imagination que tout autre partie du monde, la recherche d'une nouvelle modernité, d'une nouvelle renaissance. »

Alain Touraine, La parole et le sang, 1988 : 157

¡Entonces, así es la cosa! Por ejemplo, han venido un montón de jóvenes que hemos tenido aquí y yo les decía: "este mundo así como va tan en carrera, en su instrucción, en su forma de ser. Ese comportamiento pues en los países desarrollado, no parece que es el de los seres humanos. Que tienen que estar así corriendo de un lado para otro. No le queda lugar de hablar, no le queda lugar para nada, todo es la velocidad. ¿Y entonces para qué sirve entonces todo lo que se ha desarrollado, todo lo que se ha creado si no es en función de la tranquilidad de la gente, de la felicidad de la gente? ¿Y cómo cambiamos esto?" |

Donc, les choses sont ainsi! Par exemple, beaucoup de jeunes sont venus ici, et moi je leur disais : « Ce monde tel qu'il fonctionne, tellement rapide, dans son enseignement, dans sa façon d'être, disons, ce comportement dans les pays développés, on ne dirait pas que c'est celui des êtres humains. Ils doivent être comme ça, à courir d'un côté à l'autre. Il ne lui reste plus de temps pour parler, plus de temps pour rien, tout est rapidité. Et donc, à quoi sert tout ce développement, tout ce qui a été créé si ce n'est pas pour la tranquillité des gens, pour le bonheur des gens ? Et comment on change cela ? »

Extrait d'entretien avec Santo Luis (Entretien, 2012-P4), paysan près de Pueblo Nuevo (ZPN)
le 19 septembre 2012

A travers l'analyse des ensembles motivationnels mis en évidence par l'arbre thématique présenté dans le Chapitre 3, la thèse permet de repérer des dynamiques de coopération centrées sur les filières agroalimentaires, opérant à différentes échelles spatiales mais systématiquement ancrées aux territoires et enchâssées dans un Mouvement Coopératif Paysans. Des proximités (géographiques, cognitives et institutionnelles) peuvent être identifiées et permettent d'expliquer la construction par le MCP d'une proximité organisationnelle privilégiant la forme coopérative.

Sur cette base, les petits paysan.ne.s membres du MCP mettent en œuvre des stratégies collectives visant **d'une part**, à améliorer leurs situations économiques dans un contexte défavorable. Pour ce faire, ils s'appuient sur l'organisation au sein du SCP qui constitue un instrument pour mutualiser, regrouper la production, intégrer les chaînes de valeurs agroalimentaires, notamment par l'intermédiaire du développement de petites Agro-Industries Rurales (AIR), et de manière générale, pour mieux valoriser leurs productions à travers l'activation de ressources spécifiques. De ce point de vue, les faits stylisés construits sur la base du terrain révèlent l'intérêt que pourrait avoir la grille d'analyse du SYAL pour caractériser les dynamiques observées. Les stratégies collectives à l'œuvre cherchent, **d'autre part**, à concrétiser et à promouvoir un programme alternatif de développement. En effet, l'intégration du mouvement coopératif ne répond pas seulement à des motivations économiques *stricto-sensu* (c'est à dire, exclusivement relatives aux avantages externes tirés de la concentration et de la coordination, impactant le niveau des revenus des ménages ruraux). Mais, elle reflète également un engagement politique envers une forme d'organisation sociale considérée *a priori* plus favorable aux populations rurales et à leur participation en tant qu'acteur politique, porteur d'un projet de société alternatif à fort contenu environnemental.

Dès lors, l'objectif de ce chapitre est double. Il vise **d'abord** à tester la pertinence de la grille d'analyse SYAL afin de caractériser certaines dynamiques observées dans le contexte singulier du MCP. Il propose **ensuite** une réflexion plus spécifique sur l'intégration de la dimension environnementale au sein de ces dynamiques.

La prééminence de la forme coopérative au sein de ces dynamiques de type SYAL apparaît alors comme un particularisme significatif. En effet, elle correspond à un choix de nature politique autant qu'à une commodité de nature économique. Un premier basculement normatif est donc effectué de manière à prolonger la grille d'analyse du SYAL, mobilisée ici pour caractériser certains aspects du MCP mais à ce stade insuffisante pour saisir l'ensemble

des spécificités du cas nicaraguayen. La proposition de la notion de SYAL-Coopérative vient caractériser les dynamiques de type SYAL observées. Elle favorise en effet la prise en considération de l'adossement de ces dynamiques à un mouvement social qui leur confère une dimension politique importante. Cette dimension n'est pas ou peu explorée dans les développements du concept encore non stabilisé de SYAL. Néanmoins l'enracinement de l'approche SYAL dans les approches latino-américaines de la *nouvelle ruralité* offre une perspective intéressante de ce point de vue. En effet, les approches de la nouvelle ruralité sont principalement normatives. Elles s'inscrivent dans une perspective de *re-design* des stratégies de développement au regard du caractère marginalisant de la globalisation néolibérale sur les mondes ruraux (Barkin, 1998a ; 2006b). Dès lors, un détour par le concept de nouvelle ruralité, dans son acception « communautaire » (Kay, 2008), permet d'offrir à l'approche SYAL une assise normative renouvelée en termes d'accompagnement des stratégies de développement rural. En effet, les dynamiques de type SYAL peuvent dès lors être interprétées comme des tentatives de mise en œuvre de trajectoires alternatives de développement basées notamment sur le triptyque de Barkin : autonomie, autosuffisance, diversification de la production (Barkin, 2006b).

Ces trois principes fondamentaux amènent également à consolider le rôle de la dimension environnementale. Dans ce cadre, l'approche SYAL peut être complétée pour donner un contenu concret à sa soutenabilité environnementale, le plus souvent postulée à partir du caractère singulier du rapport entre les activités agricoles et leur environnement écologique. L'exemple des SYAL-Coopérative au Nicaragua fournit des pistes opérationnelles faisant de l'encastrement écologique à la fois un moyen et une condition de la réalisation des objectifs de développement, notamment ceux d'autonomie et d'autosuffisance (*self-reliance*). Le troisième objectif, la diversification de la production, indissociable de l'approche agroécologique promue dans le cadre du MCP, induit une structuration des systèmes socio-écologiques faisant apparaître des complémentarités, à la fois au sein de l'exploitation agricole et entre l'exploitation agricole et d'autres secteurs de la vie rurale. La mise en œuvre d'« Integrated Food-Energy Systems » (IFES), basée sur la complémentarité entre production d'aliment et production d'énergie, montre de ce point de vue le potentiel de tels systèmes en termes de bouclage des flux de matières et d'énergie. L'agroécologie, entendue à la fois comme une science, une approche et un mouvement, favorable au bouclage des flux de matières et d'énergie au sein des systèmes socio-écologiques inspire alors, à partir du cas des SYAL-Coopérative, une réflexion plus large sur l'encastrement écologique des trajectoires de

développement. Un second basculement normatif est alors réalisé et permet de proposer un rapprochement entre agroécologie et Écologie Industrielle radicale de manière à questionner les liens entre structuration des systèmes agroalimentaires, trajectoires de développement et encastrement écologique.

Ce chapitre s'organise en deux sections : **la première** vise à légitimer le rapprochement entre les phénomènes de coopération observés au sein du MCP et les dynamiques de type SYAL. Une forme particulière, le SYAL-Coopérative est alors proposée pour qualifier les cas nicaraguayens, faisant apparaître une dimension politique inhérente au MCP et instituant la transversalité de la dimension environnementale. Le recours à l'approche communautaire de la nouvelle ruralité permet de discuter les présupposés normatifs du concept de SYAL, et facilite par ce biais l'appréhension dans le cadre du SYAL des dimensions politiques et environnementales.

Dans **la seconde section**, nous revenons d'abord sur les modalités concrètes d'intégration de la dimension environnementale dans les stratégies mises en œuvre au sein du MCP. L'agroécologie et les principes qu'elle véhicule sont alors explicités et leur congruence avec les approches, cadres d'analyse, concepts, etc. mobilisés dans la thèse est établie. Cela offre par suite la possibilité de procéder au bouclage normatif de la thèse en proposant de questionner le rôle de l'agriculture et de la structuration des systèmes agroalimentaires dans la définition des trajectoires de développement et de leur encastrement/désencastrement écologique.

Section I Des dynamiques de type SYAL au sein du MCP : singularité du contexte et contribution au Syal

Le SYAL a d'abord émergé comme un outil d'analyse des formes de coopération localisées entre très petites, petites et moyennes entreprises de l'agroalimentaire. Il tend désormais, notamment en Amérique Latine, à s'affirmer comme un « *levier de stratégies de développement localisé* » (Fourcade & al., 2010 : 14). Dans ce cadre, une capacité intrinsèque à prendre en compte les enjeux de la soutenabilité environnementale lui est en outre généralement conférée. En effet, le lien très étroit entre activités agricoles et ressources naturelles locales notamment, entraînerait *de facto* l'intégration d'une dimension environnementale dans la définition de stratégies de développement de type SYAL (Requier-Desjardins, 2010).

La thèse propose ici de s'appuyer sur la grille d'analyse SYAL pour caractériser certaines formes de coopération localisées qui interviennent dans le cadre du SCP. Des stratégies collectives sont ainsi mises en évidence qui confirment l'inscription de certaines dynamiques internes au SCP dans une perspective SYAL, c'est-à-dire la mobilisation de ressources spécifiques aux territoires en vue d'améliorer la capacité à accéder à de nouveaux marchés, de manière compétitive, et avec l'objectif d'un développement localisé. Néanmoins, il apparaît également que la grille d'analyse SYAL ne suffit pas à saisir l'ensemble des spécificités de ces dynamiques de type SYAL intriquées dans un mouvement socio-politique. Le SYAL-Coopérative est alors envisagé comme une forme spécifique de SYAL, adaptée au cas nicaraguayen, au sein duquel l'organisation coopérative est fondamentale et peut être appréhendée comme une manifestation concrète du caractère politique singulier de ces SYAL. La prise en compte de cette dimension politique au sein des SYAL-Coopérative appelle à réinterroger le présupposé normatif qui accompagne l'émergence de l'objet de recherche SYAL.

Trois sous sections organisent ici le propos : **la première** est consacrée à la présentation du cadre d'analyse SYAL ; **la deuxième** applique cette grille au cas du SCP et fait la démonstration à la fois de sa pertinence et de ses limites pour rendre compte de l'ensemble des particularités du SCP ; **la troisième** revient sur ces particularités et, cherchant à faire évoluer cette grille d'analyse, elle opère le basculement normatif de ce chapitre appelant à réinterroger le SYAL en tant que moyen d'accompagnement de stratégies de développement rural local. Les approches de la « nouvelle ruralité » en Amérique Latine, qui permettent la

description du contexte général d'émergence des SYAL, sont alors mobilisées pour préciser les fondements normatifs du SYAL-Coopérative.

I.1 Origine et définition de base du SYAL

L'émergence et le développement du concept de SYAL, encore en cours de stabilisation (Fourcade & al., 2010), revêt une double filiation. D'une part, le SYAL se présente comme un prolongement des approches localisées du développement économique (Muchnik, 2012 ; Boucher, 2012b), marshalliennes ou « néo-marshalliennes », faisant apparaître le territoire comme une « *entité active* » (Leloup & al., 2005). Celles-ci s'intéressent aux concentrations d'entreprises, aux effets d'agglomération ainsi qu'à leurs liens avec les territoires, aboutissant notamment à la formation du concept de Système Productif Localisé (SPL). D'autre part, le SYAL se construit au milieu des années 1990 pour caractériser, dans le contexte de « nouvelle ruralité », certaines formes de coordinations et de coopérations localisées en milieu rural, entre petites entreprises de l'agroalimentaire et petites Agro-Industries Rurales (AIR) (Encadré 3.4). Il s'appuie alors sur des travaux empiriques menés notamment en Amérique Latine et en Afrique Subsaharienne. Il s'agit de doter d'un cadre analytique certaines formes de regroupements localisés de petites entreprises de l'agroalimentaire et d'AIR, qui semblent « faire système ».

Le point 1 visera à décrire la première filiation théorique du SYAL. **Le point 2** s'attachera quant à lui à contextualiser l'émergence de l'objet de recherche SYAL, notamment à travers les approches de la nouvelle ruralité. Un **troisième point** servira à décrire plus précisément la grille d'analyse SYAL elle-même, en mettant en perspective quatre « entrées » par lesquelles le SYAL permet l'appréhension et la caractérisation de ces formes d'actions collectives.

I.1.1 Economie et territoire : filiation cluster SPL, etc.

Depuis Marshall (1920), la théorie économique s'intéresse aux conditions selon lesquelles, des d'entreprises géographiquement proches et ancrées au territoire peuvent tirer un avantage des phénomènes d'agglomération et de la conduite d'actions collectives. Il s'agit de mettre en perspective la possibilité de révéler et de mobiliser des ressources spécifiques (Pecqueur, 1996) qui émergent, en lien avec les processus de concentrations, d'interrelations et d'interdépendances entre acteurs économiques au sein d'un territoire donné. La localisation des activités économiques n'est donc pas neutre et influe sur les choix et les stratégies des

acteurs économiques au-delà de la question de la localisation et des coûts de transport entre les différents lieux d'extraction, de production, de transformation et de consommation (Pecqueur, 2007). Le processus de globalisation donne lieu en ce sens à un double mouvement entre internationalisation des échanges et de la concurrence d'une part, et, construction localisée des conditions de compétitivité et d'insertion sur les marchés mondiaux d'autre part.

Le champ de recherche de l'économie territoriale émerge ainsi s'intéressant « à la construction par les acteurs locaux [...] de systèmes locaux de relations économiques, vecteurs de trajectoires de développement spécifiques, dans un contexte de mondialisation et de globalisation de l'économie » (Courlet, 2008 : 39). Dans divers contextes, des analyses convergent pour montrer l'intérêt, non seulement de la concentration géographique d'entreprises complémentaires, mais aussi de leur ancrage territorial, permettant la mobilisation d'une identité ou d'une culture commune, la mise en œuvre de mécanismes de coordination et la construction d'actions collectives. Des conditions se créent ainsi rendant possible la construction de réseaux sociaux d'interrelations favorables à l'innovation, à la compétitivité, et finalement à l'insertion de Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises (TPME) localisées au sein de marchés globalisés.

Le concept de « district industriel » introduit par Marshall est repris à la fin des années 1970 pour analyser le développement économique de certaines régions du nord de l'Italie. Becattini en particulier (1989 ; 1992 ; 2000) étudie notamment le système productif du Prato (Toscane) et insiste en sur le rôle du tissu social, évoquant la possibilité d'une « symbiose entre activités productives et vie communautaire », lorsque des communautés d'individus et des entreprises occupent un même territoire (Becattini, 1992 : 159). L'élément déterminant permettant de dégager « un avantage compétitif localisé » (Porter, 2000 : 20*) ou un « avantage différenciatif » (Pecqueur, 2007 : 50) provient non plus seulement du phénomène d'agglomération – c'est-à-dire de la concentration spatiale – et des économies externes qui en résultent mais plus largement de l'encastrement social des activités économiques et de la capacité à mettre en œuvre des mécanismes de coordination. « *Industrial clusters (whether spatial or not) differ from the agglomeration model in that there is a belief that such clusters reflect not simply economic responses to the pattern of available opportunities and complementarities, but also an unusual level of embeddedness and social integration* » (Gordon & McCann, 2000 : 520).

Dans l'enchaînement de travaux mettant en évidence l'intérêt des coopérations localisées dans un contexte de concurrence internationale (Becattini, 1992 ; Schmitz, 1999 ; Porter, 2000), le SPL intervient finalement dans la littérature francophone comme un concept synthétique. Il se définit comme « *Un ensemble caractérisé par la proximité d'unités productives au sens large du terme (entreprises industrielles, de services, centres de recherches et de formation, interfaces, etc.) qui entretiennent entre elles des rapports d'intensité plus ou moins forte. La densité des liens entretenus entre les unités de production dépend avant tout de l'organisation et du fonctionnement du système de production. Les rapports entre unités sont divers et se présentent sous diverses formes : formels, informels, matériels, immatériels, marchands, non-marchands. Ces rapports peuvent porter sur des flux matériels, de services, de main d'œuvre, de technologie ou encore de connaissance.* » (Courlet, 2008 : 50). Il regroupe ainsi des petites unités de productions complémentaires, engagées dans des processus d'échanges et de coordinations plus ou moins complexes, et reposant sur un tissu social dense (Courlet, 2001 ; 2002).

Les avantages qui émaneraient de l'organisation en SPL proviennent principalement de deux sources constitutives d'une efficacité collective (Schmitz, 1995) et favorisant ainsi la compétitivité des TPME :

- En premier lieu des *économies externes*, qui découlent directement de l'effet d'agglomération, se substituant pour les TPME, à la réalisation d'économies d'échelles dans le cadre de grosses unités de production de type fordiste. Ces économies se traduisent ici par les gains relatifs à une meilleure division du travail au sein du regroupement, par l'accès à des intrants ou à des compétences particulières (Nadvi & Barrientos, 2005). Ces économies externes peuvent également être moins directes et s'exprimer sous la forme de processus d'apprentissage collectif et de la construction de savoir-faire spécialisés, de l'accès à une main d'œuvre qualifiée, à des fournisseurs, etc.

- *L'action collective* apparaît en second lieu comme la capacité des TPME d'un même territoire à coopérer activement en vue de réduire la vulnérabilité des entreprises individuelles, notamment face à la concurrence internationale. Les coopérations localisées peuvent prendre deux formes : les coopérations inter-entreprises individuelles (mutualisations, prêts, partages) ou l'action collective, organisée ou institutionnalisée (Schmitz, 1995). Cette seconde option induit la création de structures telles que des associations, des coopératives, ou d'autres formes d'organisation afin de générer collectivement des conditions plus favorables à l'insertion des entreprises sur les marchés visés.

L'efficacité collective qui émanerait de ce type d'organisation semble néanmoins être conditionnée par la « qualité » des relations sociales qui la sous-tendent et de son institutionnalisation. Le rapport entre espace et territoire est relativisé ici, ce dernier ne pouvant être réduit à des notions géographiques de distance. Les théories du capital social et les approches économiques de la proximité interviennent alors dans le champ de l'économie territoriale pour faciliter de ce point de vue la compréhension des processus de développement liés à des dynamiques de type SPL (Angeon & Callois, 2005). La prise en compte du capital social comme une ressource favorable à l'action collective et au développement territorial permet d'inclure la présence de « *normes partagées et/ou d'identités communes* » (Nadvi & Barrientos, 2005 : 12) comme des contributeurs de l'efficacité collective (Schmitz, 1995). Cette approche se limite néanmoins à des aspects sociologiques (groupes sociaux, identités, densité des relations, etc.) appréhendés en terme de ressources disponibles pour l'action (Coleman, 1988 ; Callois, 2004). Le capital social est alors plutôt envisagé comme un acquis ou « *une ressource existante au sein d'un réseau social* » (Angeon & al., 2006 : 5) tandis que l'approche par les proximités introduit une notion de construction dans la mise en œuvre de mécanismes de coordination et l'institutionnalisation de ceux-ci. Les approches de la proximité apparaissent donc complémentaires des approches en termes de capital social, et permettent ainsi d'élargir la compréhension des déterminants de l'action collective.

Le groupe de recherche formé au début des années 1990 autour de la notion de proximité a depuis largement fait évoluer ce cadre théorique et conduit à de nombreuses typologies (Bouba-Olga & Grossetti, 2008). Au-delà d'une proximité cognitive – qui recoupe notamment le contenu du « capital social » – ce type d'approche fait également apparaître des déterminants politiques (Talbot, 2008) et la possibilité d'une proximité organisée (Gilly & Torre 2000 ; Rallet & Torre, 2004) qui correspond à la construction et la mise en œuvre de règles, de normes et de mécanismes de coordination, formels ou informels, qui favorisent la conduite d'actions collectives.

Le champ de l'économie territoriale permet donc la mise en exergue d'un double mouvement entre, d'une part, le processus de globalisation réduisant *a priori* la pertinence d'une approche localisée de l'analyse économique, et d'autre part, les avantages que peut conférer l'ancrage territorial de regroupements de petites unités de production compte tenu de la concurrence sur les marchés internationaux. Les dynamiques de coopérations localisées faisant intervenir des phénomènes de proximités, des mécanismes de coordination et des relations non marchandes (Pecqueur, 2007) apparaissent dès lors comme des voies

potentielles pour l'insertion des TPME sur des marchés internationaux, et cela y compris dans les pays pauvres et en développement (Humphrey, 1995 ; Schmitz, 1999 ; Nadvi & Barrientos, 2004).

Le SYAL émerge donc en premier lieu dans le sillage de ces travaux dans le champ de l'économie territoriale. Il s'apparente alors à un cas particulier de SPL faisant intervenir principalement des TPME du secteur agroalimentaire (Boucher, 2004 ; Fourcade, 2006 ; Requier-Desjardins, 2010). Il s'agit de proposer un outil d'analyse qui permet de mieux cerner les modes d'organisation agricole qui génèrent de nombreux exemples de concentration et de constitution de communautés de producteurs fortement ancrées dans les territoires. Dès lors, « *la notion de SPL, développée pour refléter la réalité d'une organisation industrielle de plus en plus basée sur des réseaux d'entreprises, et applicable aux secteurs artisanaux de transformation agroalimentaire, pour lesquels plusieurs études ont montré l'importance des réseaux locaux* » (Fournier & Muchnik, 2010 : 7).

La notion de SPL, englobant de manière élargie une grande variété de formes territorialisées d'organisations productives (Altenburg & Meyer-Stamer, 1999 ; Courlet, 2002 ; Boucher, 2004), semble cependant insuffisante pour recouvrir les spécificités des regroupements d'entreprises dans le secteur de l'agroalimentaire.

Le SYAL constitue donc une forme particulière de SPL qui permet la prise en compte des spécificités du secteur : « *En amont, le mode de production agricole diffère de l'industriel de par l'hétérogénéité et la périssabilité de la matière première. En aval, des relations particulières lient les consommateurs aux produits alimentaires, souvent perçus comme porteurs de sens et d'identité.* » (Fournier & Muchnik, 2010 : 8).

Cette *relation particulière* peut néanmoins être transposée en amont des filières agroalimentaires qui là aussi subissent une pression sociale importante liée à la multifonctionnalité de l'agriculture et aux enjeux de durabilité (Rodríguez-Borray, 2006 ; Requier-Desjardins, 2010). Il s'agit d'un autre axe de conditionnement des modes d'organisation de la production agricole. Cette spécificité est en outre renforcée par la relation organique de l'activité agricole, le patrimoine naturel et les cycles écologiques.

L'accès au patrimoine naturel nécessaire à l'activité agricole se matérialise sous forme de ressources disponibles à l'échelle du territoire rendant ainsi obligatoire l'ancrage territorial des producteurs (Fourcade & *al.*, 2010).

Par ailleurs, l'expérience montre que le monde agricole dispose d'une forte propension à l'action collective (Deere & De Janvry 1979 ; Little, 1988 ; Linck, 1993 ; Lindberg, 1994 ; Sabourin & *al.*, 2005) et à l'échange non marchand – réciprocité (Sabourin, 2012) –, en témoigne notamment l'existence de nombreuses coopératives, groupements ou associations de producteurs, syndicats, etc.

Outre cette inscription dans la continuité du SPL et du champ de l'économie territoriale, eux-mêmes développés, de Marshall à Porter en passant par Becattini, à partir d'observation de terrain (Fournier & Muchnik, 2010), le développement du cadre d'analyse SYAL apparaît pour la première fois en 1996 comme une tentative de théorisation de phénomènes observés en Amérique Latine et en Afrique dans le cadre du Programme de Développement de l'Agro-industrie Rurale (PRODAR), CIRAD – CIID – IICA (Boucher & Riveros, 1995), et de deux Actions Thématiques programmées (ATP), conduites par le CIRAD au début des années 1990 (Fourcade & *al.*, 2010 ; Lopez & Muchnik, 1997). La filiation théorique du concept de SYAL avec le champ de l'économie territoriale est ainsi complétée par une filiation empirique et dès lors, par la mise en relation avec des contextes économiques, politiques et sociaux singuliers (Boucher & Salas Casasola, 2005).

1.1.2 *Nouvelle ruralité et SYAL en Amérique Latine*

La construction du concept de SYAL, en plus de sa filiation théorique au champ de l'économie territoriale, ne peut être perçue indépendamment de son intrication dans un contexte socio-économique spécifique et dans un mouvement de remise en cause des études rurales et des politiques de développement rural durant les années 1980-1990.

La recherche sur le développement en général et le développement rural en particulier a énormément évolué tout au long de la seconde moitié du 20^{ème} et jusqu'à aujourd'hui, passant notamment d'une approche duale de l'économie, considérant le secteur agricole rural comme « arriéré », à une réhabilitation de l'agriculture et de sa multifonctionnalité, de la paysannerie et des populations rurales comme des sujets centraux de développement, de progrès et d'innovation. C'est dans le sillage de ce basculement qui aboutit en Amérique Latine à la formulation de l'approche de la « nouvelle ruralité » que se forme la grille d'analyse SYAL comme une approche territoriale des phénomènes de développement d'AIR (Boucher & *al.*, 2000 ; Boucher, 2004).

Il est schématiquement possible de distinguer deux ensembles théoriques ayant influencé les recherches et les politiques de développement rural depuis les années 1950 : d'une part l'économie du développement ; d'autre part, les « études rurales » (Sepúlveda & *al.*, 2003).

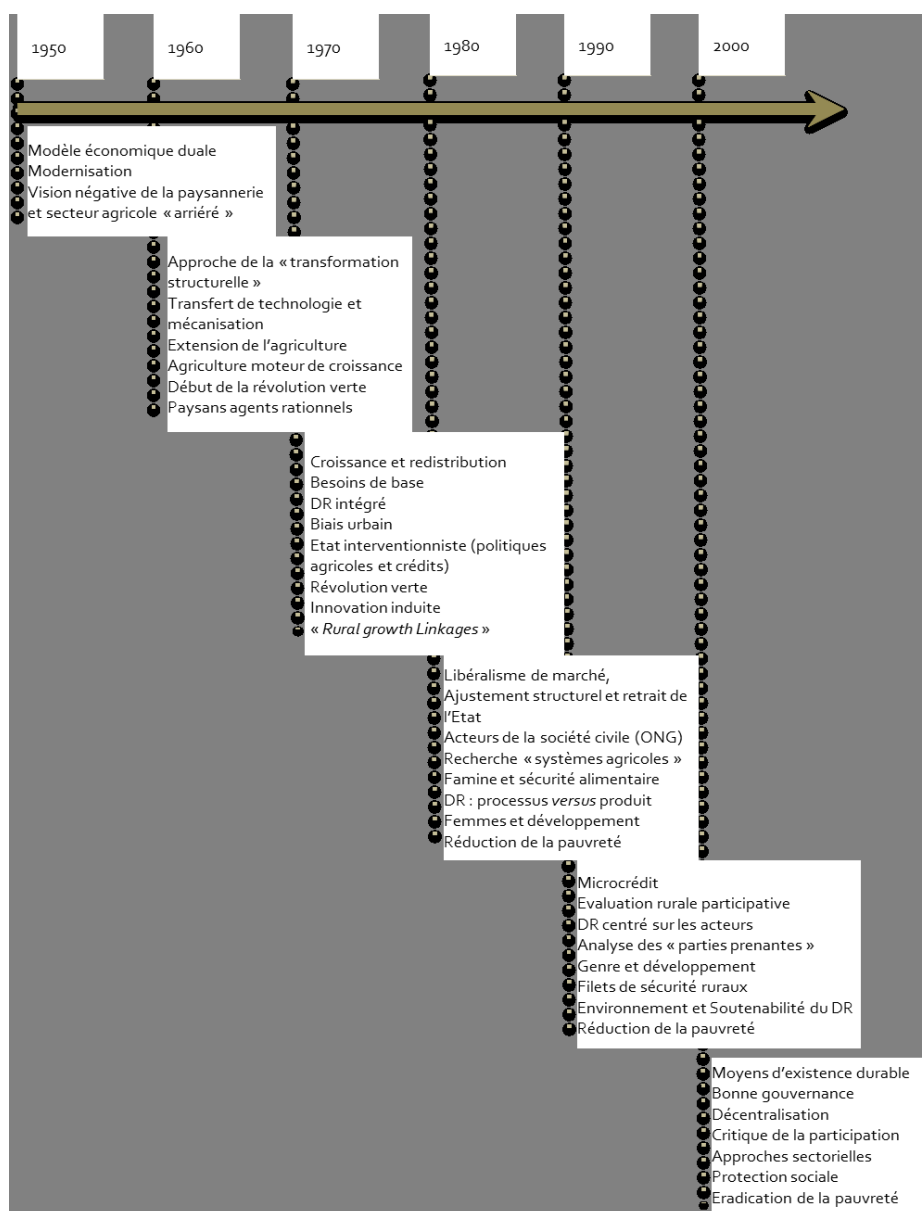
Le premier ensemble correspond à des approches économique-centrées et envisage principalement le développement du point de vue de la production, de la croissance et des transformations structurelles qui en résultent. Si ce champ de l'économie émerge à l'intérieur d'une discipline très structurée (Stern, 1989), l'économie du développement se construit néanmoins comme un champ spécifique, ouvert sur les autres sciences sociales à mesure que le caractère multidimensionnel du développement s'affirme (Perroux, 1981 ; De Janvry & Sadoulet, 2013).

Le second ensemble est fondamentalement pluridisciplinaire et s'appuie systématiquement sur des aspects historiques, sociaux et culturels. Il est fortement ancré dans la sociologie rurale et l'anthropologie (Sepúlveda & *al.*, 2003).

Au confluent de l'économie du développement et des études rurales, les politiques de développement rural ont évolué au grès de l'évolution des visions et paradigmes structurants ces deux champs de recherche. Ellis et Biggs (2001) proposent ainsi une frise chronologique reprenant les paradigmes et les idées structurantes du développement rural, des années 1950 aux années 2000 ([Figure 4.1](#)).

Cette frise chronologique révèle notamment une évolution de fond de la recherche sur le développement dont le point de départ serait la vision dichotomique dominante de la sociologie rurale et son intégration dans la représentation duale de l'économie (Lewis, 1954 ; Jorgenson, 1961 ; Gollin & *al.*, 2002), qui influe fortement les politiques de développement modernistes durant la seconde moitié de 20^{ème} siècle (Timmer, 2009 ; Claquin & Chabane, 2013).

Figure 4.1 : Evolution des idées et paradigmes structurants du développement rural



Source : à partir d'Ellis et Biggs (2001)

Du point de vue de l'économie du développement cette dichotomie s'exprime à travers l'opposition entre d'un côté le secteur agricole-rural « arriéré » et le secteur industriel-urbain « moderne » : « *The economic system may be divided into two sectors – the advanced or modern sector, which we will call, somewhat inaccurately, the manufacturing sector, and the backward or traditional sector, which may be suggestively denoted agriculture* » (Jorgenson, 1961 : 311).

En élargissant le focus, les études rurales ont pu reproduire cette dichotomie à d'autres sphères (Tableau 4.1), faisant de l'*ethos économique moderne* (Weber, 1930 : 63) l'un des

axiomes principaux de la recherche et des politiques publiques pour le développement. En effet, ils mettent en exergue l'opposition supposée entre le rural-traditionnel et l'urbain-moderne d'abord exprimée par la sociologie rurale Européenne et Nord-américaine puis finalement reprise par les sociologues classiques latino-américains (Gomez, 2002).

Tableau 4.1 : Dichotomie traditionnel/moderne : de la sociologie rurale aux politiques de développement

Variables	Sociétés traditionnelles	Sociétés industrielles modernes
« Territoire » de référence	Campagne – Rural	Ville – Urbain
Secteur d'activité dominant	Agriculture	Industrie
Rapport à l'environnement naturel	Travail à l'air libre, contact direct et dépendance	Séparé de l'environnement par artificialisation du milieu Fonction récréative
Taille et densité des communautés	Petite taille et faible densité	Grande taille et forte densité
Homogénéité de la population et complexité des structures sociales	Homogène et peu complexes	Hétérogène et complexes
Mobilité sociale (horizontale et verticale)	Faible mobilité	Forte mobilité
Valeurs	Tradition Terre Divinité – Spiritualité	Rationalité Progrès Vie terrestre
Technologies	Energie humaine Artisanats	Machines Production en série
Economie	Subsistance – Réciprocité	Marché

Source : à partir de Gomez (2002) : version simplifiée de Germani (1962)

Les décennies 1980-1990 marquent alors un double tournant puisque le paradigme économique dominant change conjointement à une période de réflexivité importante des études rurales (Philo, 1992 ; Murdoch & Pratt, 1993) et donc de la manière d'appréhender les processus de développement rural, particulièrement en Amérique Latine (Deere et De Janvry, 1979, Kay, 2008).

D'un côté, la mise en application des préceptes néolibéraux dans le contexte de globalisation des circuits économiques, se traduit concrètement par les programmes d'ajustements structurels, le retrait de l'état auparavant très interventionniste voire assistancialiste (subventions, appui à la production et assistance technique, politiques protectionnistes, fixation des prix, réforme agraire, etc.), et un modèle productiviste d'agro-exportation (Calderon & *al.*, 1992 ; Cruz Doren, 2002 ; Bandeira Greño & *al.*, 2004).

Ce type de politique a eu pour conséquence l'établissement d'un secteur agricole à deux vitesses faisant émerger, à l'instar de ce que Solà Montserrat (2008) observe au Nicaragua, d'une part un secteur agro-industriel moderne et dynamique, intensif en capital, fortement

spécialisé et tourné vers l'exportation ; et d'autre part, un secteur paysan peu mécanisé, tourné vers l'autosuffisance et les marchés locaux.

Reprenant les termes de Salas-Casasola & *al.* (2005), s'il n'y a pas de consensus sur les effets de la globalisation néolibérale en matière de pauvreté rurale, ce sur quoi tout le monde semble s'accorder, c'est qu'il y a des gagnants et des perdants (McCulloch & *al.*, 2001). Il s'agirait alors ensuite, du point de vue de l'économie néolibérale, de mettre en œuvre des mesures compensatoires nécessaires pour palier à la situation dégradée des foyers les plus pauvres (Harrison & *al.*, 2003 ; Bardhan, 2006). Les paysans latino-américains semblent massivement se situer du côté des perdants (Gwynne & Kay, 2004), du fait notamment de leurs difficultés à faire face à la concurrence des exploitations agricoles capitalistes et à satisfaire les standards de qualité des marchés internationaux (Spoor, 2002 ; Rubio, 2002 ; Kay, 2007).

D'un autre côté, la prise en compte plus large de nouvelles formes de ruralité est rendue possible alors que les études rurales amorcent une phase de remise en cause du paradigme moderniste et de sa dichotomie fondatrice, dans un contexte de persistance de la pauvreté rurale.

Dès les décennies 1970 et 1980, des études latino-américaines s'intéressent à la diversification des activités et des sources de revenus des ménages ruraux (Dillman, 1976 ; Deere & De Janvry, 1979 ; Kay, 2008). Une transformation apparente des structures socio-économiques rurales, ainsi qu'une porosité de plus en plus forte entre espaces ruraux et urbains rend nécessaire un renouveau du cadre d'analyse des processus de développement rural. Au milieu des années 1990 (Giarracca, 1993 ; Llambí, 1994), la notion de « nouvelle ruralité » apparaît afin de désigner une nouvelle manière d'appréhender les territoires ruraux prenant en compte la diversité et la complexité de leurs structures sociales et économiques (Pérez, 2001). Ce mouvement de réajustement des études rurales et des conceptions du développement rural face à des réalités finalement déjà « anciennes » (Gomez, 2002 ; Llambí & Pérez, 2007) se nourrissent mutuellement avec l'émergence en Europe des approches centrées sur les acteurs, sur la multifonctionnalité de l'agriculture et sur la pluriactivité au sein des territoires ruraux (Kay, 2008).

Cette nouvelle ruralité est par définition, multiforme, puisque qu'elle vise justement à dépasser la vision du rural comme un bloc homogène au sein d'une vision dichotomique opposant le rural-arriéré à l'urbain-moderne (Jorgenson, 1961 ; Gomez, 2002). Toutefois,

deux dimensions englobantes et fortement intriquées semblent permettre de synthétiser le contenu de cette nouvelle ruralité : une dimension relative à la diversification des activités et des ressources (monétaires et non monétaires) (Haggblade & *al.*, 2010) ; une dimension relative à la relation entre l'industriel-urbain et l'agricole-rural.

Cela mène à la fois à transcender les cloisonnements sectoriels et à appréhender la ruralité à travers une approche territoriale intégrative des espaces urbains et ruraux.

Diversification des activités et des revenus au sein et en dehors de la ferme

La nouvelle ruralité est en premier lieu redéfinie par une structuration de l'emploi et des ressources des populations vivants en milieu rural. D'abord, l'activité de production agricole au sein de l'exploitation familiale ne suffit plus à caractériser l'emploi des ménages ruraux. Ceux-ci peuvent en effet réaliser, d'une part, des activités agricoles ou non agricoles en dehors de l'exploitation familiale, et/ou d'autre part, des activités non agricoles à l'intérieur même de l'exploitation (transformation, artisanat, agrotourisme, etc.). Le poids des revenus non-agricoles a ainsi fortement augmenté pour atteindre au milieu des années 1990 environ 40% des revenus des ménages ruraux en Amérique Latine (Reardon & *al.*, 1998). Il y a donc à la fois une diversification productive à l'intérieur de la ferme (Echeverri Perico & Pilar Ribero, 2002 ; Kremen & *al.*, 2012), et une diversification des sources de revenus qui ne proviennent plus seulement de la vente de matières premières agricoles. Les approches par les moyens d'existence durables – *Sustainable Rural Livelihoods* (Chambers & Conway, 1991 ; Scoones, 1998 ; Ellis, 2000) d'abord développées par des chercheurs britanniques recourent largement, sur cet aspect, les approches de la nouvelle ruralité.

Au-delà de la diversification des activités au sein et en dehors de la ferme, la diversification des revenus peut également être appréhendée à partir de l'étude des migrations et des transferts de fonds des migrants qui y sont associés (Taylor & Wyatt, 1996) – le Chapitre 1 a montré l'importance de ces transferts de fonds dans l'économie nicaraguayenne – ou encore, à partir d'approches du développement rural intégrant les questions de genre et l'évolution du rôle des femmes au sein des ménages ruraux (Krawczyk, 1990 ; IICA, 2000 ; Grigsby Vado & Perez, 2007). Le développement, dans les pays latino-américains, d'exploitations capitalistes dédiées aux productions agricoles d'exportations non traditionnelles (CEPAL, 1992 ; Rodriguez Rojas, 2014) – légumes, fruits et fleurs – a conduit à la création de nombreux emplois agricoles salariés principalement occupés par des femmes (Deere, 2005).

Interpénétration des espaces ruraux et urbains

La région Amérique Latine et Caraïbes a connu une urbanisation accélérée et présente aujourd'hui des taux très élevés de populations vivant en milieu urbain (près de 80% en 2015 selon la CEPAL¹⁰⁶). Cependant, cette rapide urbanisation est à relativiser compte tenu de la nature de celle-ci : « *La majorité des centres urbains moyens, et pratiquement tous les petits centres urbains, sont totalement intégrés à des territoires de base économique rurale. Il s'agit de centres urbains qui remplissent une grande variété de fonctions rurales et il n'est pour cette raison plus possible de les appréhender comme des espaces, des économies ou des communautés dissociées des processus de développement rural. L'approche territoriale du développement rural permet d'aborder cette dynamique de manière plus compréhensive* » (Sepúlveda & al., 2003 : 23*). Dès lors, les conceptions de l'urbain et du rural basées sur le critère unique de la densité de l'habitat ne suffisent plus à caractériser ce qu'une conception renouvelée et élargie de la « ruralité » permet d'appréhender de manière plus systémique, prenant en compte des aspects économiques, sociaux, culturels et écologiques (Rojas-Lopez, 2008).

Les frontières virtuelles entre espaces urbains et espaces ruraux, et par conséquent, entre activités agricoles et industrielles, qui étaient à la base des approches duales du développement ne peuvent plus être postulées (Echeverri Perico & Pilar Ribero, 2002). D'abord, les espaces ruraux et urbains sont plus fortement intégrés entre eux et les mouvements de population entre ville et campagne ne sont plus unidirectionnels. Ensuite, la pluriactivité des sociétés rurales se construit à la fois sur la possibilité de combiner des activités multilocalisées (Fréguin-Gresh, 2015) à cheval entre espaces ruraux et espaces urbains voisins. Cette porosité entre l'urbain et le rural s'exprime également à travers l'industrialisation de l'agriculture (Gomez, 2002), le déplacement de certaines industries en milieu rural ou au sein de centres urbains de petites tailles, et enfin, le développement d'unités de transformation des produits agricoles (AIR). La multiplication des zones urbaines de petite ou de moyenne taille au sein de territoires ruraux a également contribué à renforcer leurs interactions notamment par la fourniture de services et d'infrastructures aux aires rurales environnantes, la diffusion de technologies (mécanisation), l'ouverture de nouveaux débouchés pour la production agricole, les offres d'emplois dans l'industrie ou les services,

¹⁰⁶ La CEPAL construit son indicateur « *distribution en pourcentage de la population en zones rurale et urbaine* » à partir de données nationales et des définitions du terme « l'urbain » propres à chaque pays. (CEPALSTAT, 2015)

etc. (Schejtman, 1999 ; Linck, 2001). Enfin, un dernier aspect de cette intensification des relations entre espaces urbains et ruraux est celui de l'atténuation progressive de certains particularismes culturels associés aux sociétés traditionnelles. L'interpénétration croissante de ces espaces, la diffusion de nouvelles technologies de communication et des médias, le développement du tourisme rural, le multi-localisme, conduirait dans une certaine mesure à estomper quelques traits culturels des sociétés traditionnelles au profit de valeurs « modernes » (Gomez, 2002 ; Kay, 2008).

Dans le contexte latino-américain, les approches SYAL se construisent et s'affirment donc à partir de deux dimensions centrales de la nouvelle ruralité alors en cours de définition : d'une part, le développement d'AIR comme aspect central d'une nouvelle organisation socio-économique de ménages ruraux, structurée autour de la diversification des activités ; d'autre part, de l'approche territoriale comme modalité de dépassement d'une approche duale opposant le rural à l'urbain, le traditionnel au moderne, l'agriculture à l'industrie, le paysan à l'ouvrier, l'« économie de village » à l'économie de marché, etc...

La **double filiation** du SYAL en fait un objet de recherche singulier émergeant dans une forme de contre mouvement au processus de globalisation néolibérale. Ses **fondements théoriques** dans la lignée des développements de l'économie territoriale, s'appuient sur la construction de faits stylisés dans le contexte de globalisation et de compétition économique exacerbée. Ils mettent ainsi en évidence que des coopérations localisées peuvent permettre la réalisation d'économies externes, ainsi que la conduite d'actions collectives favorables à la compétitivité des TPPME et à leur insertion au sein de chaînes de valeur globalisées, dominées par les grands groupes transnationaux (Boucher, 2004 ; 2012b ; Requier-Desjardins, 2010). L'**ancrage empirique** du développement des SYAL, en particulier les études menées en Amérique Latine visaient à questionner le rôle du développement d'AIR dans le contexte de nouvelles ruralités. Les AIR « *permettaient d'augmenter la valeur ajoutée au niveau des exploitations familiales, d'améliorer sensiblement leurs revenus et de contribuer à la sécurité alimentaire des populations rurales et urbaines* » (Muchnik & al., 2007 : 1465), en s'appuyant sur des savoir-faire, des techniques, et des organisation ou réseaux localisés (Boucher & Muchnik, 1995).

I.1.3 *La grille d'analyse SYAL : quatre entrées pour la caractérisation et l'analyse d'un objet de recherche.*

La genèse à la fois théorique et empirique du SYAL en fait un objet de recherche transversal (Fourcade & al., 2010) qui émerge d'abord comme une grille d'analyse de phénomènes de coopérations localisées centrées sur l'agroalimentaire. Le SYAL intervient ensuite comme levier de stratégies de développement rural. L'articulation entre ces deux « fonctions » apparaît à travers le présupposé normatif du SYAL, induit par sa filiation à un mouvement de reconsidération de la ruralité et du rôle de l'agroalimentaire dans le contexte de globalisation néolibérale. Deux perceptions du SYAL méritent ainsi d'être retenues : une perception en tant que **concept** permettant l'analyse d'organisations socio-territoriales et de conduites d'actions collectives dans le secteur agroalimentaire ; l'autre, en tant qu'**approche** territoriale de trajectoires de développement rural reposant sur des concentrations d'AIR et l'activation de ressources spécifiques (Boucher & Reyes Gonzales, 2016).

Le « **concept SYAL** » fournit une grille d'analyse. Le SYAL est alors entendu comme une « *organisations de production et de service (unités d'exploitation agricole, entreprises agroalimentaires, entreprises commerciales, entreprises de restauration...) associées de par leurs caractéristiques et leur fonctionnement à un territoire spécifique. Le milieu, les produits, les hommes, leurs institutions, leurs savoir-faire, leurs comportements alimentaires, leurs réseaux de relations se combinent dans un territoire pour produire une forme d'organisation agroalimentaire à une échelle spatiale donnée* » (CIRAD-SAR, 1996 : 5). Il vise principalement, dans le contexte latino-américain, à analyser la mobilisation et/ou la construction de ressources spécifiques par des réseaux d'acteurs qui disposent d'intérêts et de motifs communs d'action, en relation avec leurs activités dans le secteur agroalimentaire (Boucher, 2012a).

L'« **approche SYAL** » constitue quant à elle un levier, cadre d'orientation, ou encore un moyen d'accompagnement de stratégies de développement rural. Les SYAL sont alors définis comme des « *modèles de développement agroalimentaires fondés sur la mise en valeur de ressources locales, plus respectueux de l'environnement, plus attentifs à la diversité et à la qualité de produits agricoles et alimentaires, plus soucieux de dynamiques locales de développement et de nouveaux enjeux du monde rural* » (Muchnik, 2005, cité par Fourcade & al., 2010 : 13). Ici le SYAL correspond à « *une « façon de penser » l'agroalimentaire* » (Fournier & Muchnik, 2010 : 8) en accord avec les nouveaux enjeux relatifs à la ruralité et à aux interactions avec les centres urbains. Muchnik prend le soin de préciser par ailleurs

(Fournier & Muchnik, 2010) qu'il ne s'agit pas d'un « modèle » à proprement parler dont une forme canonique pourrait inspirer la formalisation d'un cadre théorique homogène, à partir duquel ils demeurerait possible de définir un ensemble reproductible de politiques favorables au développement de dynamiques similaires. « *L'approche SYAL doit avant tout viser à une compréhension des dynamiques de territorialisation, des processus d'ancrage territorial des activités agro-alimentaires* » (Fournier & Muchnik, 2010 : 12). Mais, elle peut également opérer comme « *catalyseur de processus d'action collective* » (Boucher & Reyes Gonzales, 2016 : 16) constitutifs de ces dynamiques de territorialisation et de développement. L'approche SYAL ouvre alors différentes perspectives sur le renforcement des organisations socio-territoriales qui permettent la réalisation d'économie externes et l'action collective (Cerdan & Fournier, 2007). Il devient alors mobilisable à des fins de planification (Muchnik, 2012) tel que le suggère les approches d'Activation Territoriale par l'approche SYAL (AT-SYAL) en Amérique Latine (IICA, 2013a ; Reyes González & Boucher, 2015 ; Boucher & Reyes Gonzales, 2016).

Outre le biais qui consisterait à appréhender le SYAL comme un modèle reproductible favorable à un développement rural localisé, il semble néanmoins qu'un **présupposé normatif** oriente l'objet de recherche SYAL. En Amérique Latine, le couple nouvelle ruralité/globalisation néolibérale permet de décrire le contexte d'émergence des approches SYAL (Muchnik, 2012). Dans ce cadre, l'approche SYAL intervient comme « *un modèle alternatif que vise à renforcer l'Agro-Industrie Rurale comme aspect principale d'une approche territoriale de la « nouvelle ruralité », comme génératrice de nouveaux revenus et de nouvelles sources d'emplois au sein des zones les plus défavorisées, mais également comme un nœud de développement local dans un environnement global* » (Boucher, 2012b : 45*). Cet enchaînement entre le champ du SYAL et les approches du développement rural par **la nouvelle ruralité**, renvoie à un ensemble de **quatre propositions normatives** (Kay, 2008) :

(1) La première, est qu'il y a une nécessité d'identifier des trajectoires alternatives de développement pour les communautés rurales pauvres n'ayant pas fait partie des bénéficiaires du processus de globalisation néolibérale (Bebbington & Perreault, 1999 ; Harris, 2000 ; García Pascual, 2003a ; Requier-Desjardins & al., 2003; McMichael, 2006).

(2) La deuxième repose sur le l'idée selon laquelle, pour réaliser le développement des communautés rurales pauvres, les agricultures familiales seraient « *mieux à même de constituer un modèle durable, à la fois sur un plan social et sur un plan environnemental* »

(Requier-Desjardins & al. 2014 : 45) ; (Chinn, 1979 ; Chambers & Ghildyal, 1985 ; Boucher 1989 ; Chiriboga, 1997, Lipton, 2005)

(3) La troisième fait du développement des AIR l'un des principaux leviers de la diversification des activités et des revenus, et de l'intégration des agricultures familiales au sein des chaînes de valeur agroalimentaires (Boucher, 1989 ; Tartanac, 1996 ; Lopez & Muchnik, 1997 ; Boucher & al., 2000 ; CIPRES, 2009).

(4) La quatrième enfin, place le territoire au centre des réflexions en termes de développement rural. L'approche territoriale permet en premier lieu d'aborder de manière systémique la multidimensionnalité de la pauvreté et des trajectoires de développement rural (Echeverri Perico & Pilar Ribero, 2002 ; Schejtman & Berdegú, 2004 ; Soto Baquero & al., 2007 ; Rojas Lopez, 2008), ainsi que la multifonctionnalité des espaces ruraux et de l'agriculture (Mollard, 2003 ; Barthelemy & Nieddu, 2003 ; Rodriguez Borray, 2006 ; Rodriguez Borray & Requier-Desjardins, 2005), prenant en compte les interactions entre les centres urbains et leur environnement rural (Linck, 2001). Ce type d'approche permet en second lieu, et de manière plus opérationnelle, d'envisager l'activation de ressources spécifiques moyennant la conduite d'actions collectives dont dépendra également la capacité à développer des AIR (IICA, 2013a ; Reyes González & Boucher, 2015).

Dans le cadre latino-américain, l'approche SYAL apparaît bien comme un levier de renforcement, d'organisations socio-territoriales et de dynamisation de trajectoires de développement rural (Poméon & Fraire, 2011). L'activation de ressources territoriales spécifiques par la coordination d'acteurs et l'action collective au sein de concentration d'AIR ouvrirait ainsi « *une nouvelle voie pour convertir des petits producteurs, en général pauvres, en gagnants du processus de libéralisation commerciale. En dépit de leurs limitations, ils peuvent collectivement valoriser leurs ressources territoriales et de cette manière profiter des opportunités de la globalisation* » (Boucher, 2012b : 65*).

Qu'il s'agisse de recourir au concept ou à l'approche SYAL, quatre entrées, fortement enchâssées les unes aux autres permettent d'aborder l'objet SYAL (Muchnik, 2009 ; Fourcade & al., 2010 ; Muchnik, 2012). Les organisations socio-territoriales en question peuvent dès lors être caractérisées ou soutenues à partir de différents points d'entrée (Muchnik (2006) parle, lui, de « *familles d'objets* » de recherche) :

- L'entrée « **Organisation – Réseaux d'acteurs** » paraît centrale (Giacomini & Mancini, 2015) puisque c'est sur la capacité des acteurs à se coordonner dans une perspective

d'action collective (Torres Salcido, 2007), orientée vers un objectif commun, que repose l'activation de ressources spécifiques. « *Le plus grand défi pour parvenir à une AT-SYAL [Activation Territoriale avec une approche SYAL] se situe sur le terrain du social et non pas celui du technologico (productivo)-commercial ; il s'agit d'innover socialement au sein du territoire, à travers le renforcement des capacités des acteurs* » (Boucher & Reyes-Gonzales, 2016 : 33*). Il est donc question ici de repérer, caractériser et soutenir les mécanismes de coordination, formels et informels, hybridant des mécanismes de marché et des phénomènes de réciprocité (Fourcade & al., 2010)

- L'entrée « **Produits – Qualité** » fait principalement référence à la mise en valeur des produits par l'activation et l'expression de ressources territoriales spécifiques (Allaire & Sylvander, 1997), qu'il s'agisse d'un savoir-faire singulier, d'aménités environnementales, d'une image de marque associée à un territoire et à des actifs culturels, d'une labellisation, etc. La qualification territoriale associe donc des produits et des services – un panier de biens et de services (Pecqueur, 2001) – à un territoire donné, à travers l'activation par l'action collective, de ressources spécifiques (Boucher & Brun, 2010). Cette qualification induit le paiement d'une « prime supplémentaire » (Requier-Desjardins, 2015) par le consommateur qui consent ce surcoût en échange d'un signe ou d'un présupposé de qualité, typicité du produit et/ou des services.

- La dimension « **Savoirs et Savoir-faire – Innovations** » interpelle d'abord l'existence de savoirs, de savoir-faire et de connaissances tacites (Rallet & Torre, 2004) qui sont non transférables (Perrier-Cornet, 2009) et constituent donc un élément d'identification territoriale, à la fois pour les acteurs et pour les produits. Cette voie d'appréhension des SYAL oriente ensuite l'attention sur les processus d'innovation émanant des phénomènes de coordination et d'action collective au sein de concentrations géographiques d'activités agroalimentaires. Les innovations, qu'elles soient de nature technique, commerciale, organisationnelle ou institutionnelle, sont des vecteurs de compétitivité pour les SYAL (IICA, 2013a). Cette référence à l'innovation, inspirée de la littérature sur les SPL et les « milieux innovateurs » (Pecqueur, 2006) trouve des échos divers dans le champ des SYAL. Elle renvoie ainsi à des observations empiriques rappelant la capacité d'adaptation et la créativité des petites entreprises de l'agroalimentaire, à la typicité des produits et des savoirs associés, ou encore à la multifonctionnalité des territoires ruraux (Muchnik & al. 2007). Ce dernier aspect amène à une quatrième entrée sur l'objet de recherche SYAL, celle de l'environnement et de la gestion du patrimoine naturel.

▪ La dimension « **Environnement – Gestion du patrimoine naturel** » s'exprime en premier lieu par l'encastrement écologique des activités agricoles. Cette activité de production dépend effectivement des substrats et des cycles écologiques. Une dimension environnementale peut donc être postulée à partir de cette simple assertion. Néanmoins l'industrialisation de l'agriculture tend à remettre en cause cet encastrement initial. Dans le système de production les plus artificialisés, il est désormais possible de produire de la « matière organique » (végétale ou animale) hors sols et indépendamment des cycles écologiques. Ce sont donc les spécificités des SYAL qui permettent d'entériner l'intégration de dimensions relatives à des enjeux de durabilité environnementale. En effet, le rapport entre alimentation, territoire, culture et identité qui aboutit à l'activation de processus de qualification territoriale des produits, induit indirectement des processus de qualification et de valorisation des ressources biologiques et du patrimoine naturel spécifique du territoire (et à plus forte raison dans des processus de type « panier de biens » incluant par exemple un tourisme lié aux aménités naturelles). Cela renvoie finalement au caractère multifonctionnel de l'agriculture et des SYAL (Rodriguez Borray, 2006). Au-delà de la fonction première de l'activité agricole du point de vue de l'analyse économique, qui repose sur la production de matières premières agricoles et de biens alimentaires, les SYAL remplissent également des fonctions socio-anthropologiques, liées au « *fait alimentaire* » (Muchnik, 2006) et à l'organisation des communautés rurales (Díez Patier & al., 2001), ainsi que des fonctions environnementales, liées à la gestion des espaces ruraux, de la biodiversité, des aménités paysagères, etc.

I.2 Territoires, systèmes d'acteurs et articulations productives au sein du MCP

La première sous-section a été consacrée à définir le SYAL et à en rappeler l'origine et le caractère multidimensionnel. Cette deuxième sous-section vise à montrer la pertinence du SYAL pour qualifier certaines dynamiques faisant intervenir des éléments du SCP. En effet, le contenu des entretiens ainsi que les observations de terrain réalisées durant les cinq mois passés au Nicaragua ont permis la construction de faits stylisés qui, par divers aspects, relèvent de dynamiques de type SYAL. L'ambition n'est pas ici de réaliser une étude approfondie de chacune de ces dynamiques mais plus modestement dans ce travail, d'identifier des « éléments de SYAL ». La sous-section montera donc l'existence de processus embryonnaires d'activation territoriale (IICA, 2013a ; 2013b ; Boucher & Reyes González, 2016) combinant des ressources spécifiques et des coordinations d'acteurs (Lamara, 2009). Recoupant chacune des trois zones d'enquête, trois territoires ont pu être distingués. Ils permettent de mettre en avant des processus de coordination et d'actions collectives visant à l'intégration des chaînes de valeurs agroalimentaires, à la mise en place de petites AIR et à l'accès à de nouveaux marchés, en lien avec les motivations à la coopération exprimées lors des entretiens. Ces territoires ont par ailleurs un intérêt particulier dans le cadre d'une approche SYAL dans la mesure où ils présentent des spécificités, des aménités environnementales et paysagères et/ou une proximité avec des centres urbains. Cela témoigne d'abord d'un potentiel de valorisation pour des productions qualifiées par le territoire, et ensuite de la possibilité d'accéder un marché pour ces productions (touristes et populations urbaines).

Ces exemples ne peuvent pas être assimilés à des SYAL pleinement actifs. En effet, les processus de qualification territoriale des produits et leur valorisation sur des marchés spécifiques sont encore marginaux dans le cadre du SCP et plus généralement au Nicaragua. Néanmoins, ces dynamiques de type SYAL existent, conjuguant à des degrés divers, une diversité d'activités liées à l'agroalimentaire, des concentrations d'AIR, des systèmes d'acteurs, des éléments de différenciation/spécification des produits, ou encore des processus d'activation de ressources spécifiques *via* l'action collective. Bien qu'il s'agisse de dynamiques encore embryonnaires, l'approche SYAL (Boucher & Reyes González, 2016) permet de les identifier et d'en repérer les spécificités. Sous ces conditions, il est alors possible d'envisager des stratégies d'accompagnement de ces processus d'activation territoriale dans la perspective d'un écodéveloppement.

Chacun des trois points suivant sera consacré à mettre en lumière les éléments de SYAL repérables au sein de chacun de ces territoires : en premier lieu, *Las Segovias* dans la zone montagneuse et productrice de café du Nord du pays ; en deuxième lieu, le *Rio San Juan*, à la frontière avec le Costa Rica où la culture du cacao se développe au sein du SCP ; et en troisième lieu, *El Occidente*, partagé entre les agro-industries traditionnelles d'exportation et le maintien de « poches paysannes » (cf. Chapitre 2) à la recherche de voies d'amélioration de leurs conditions d'existence.

1.2.1 *Las Segovias : caféiculture, tourisme et conservation au cœur de la Zone Paysanne Nord*

Lors de la recherche de terrain, deux séjours ont été effectués au sein de la région montagneuse de *Las Segovias* (ZPN). Au total, entre la phase préliminaire (du 17 au 22 septembre 2012) et la phase principale (du 3 au 10 décembre 2012), 28 entretiens ouverts et semi-directifs y ont été menés. Outre la réalisation de ces entretiens qui ont conduit à des déplacements sur une large portion du territoire¹⁰⁷, chacun des séjours sur place a également été l'opportunité de rencontres plus informelles, de visites, et de découverte du territoire¹⁰⁸.

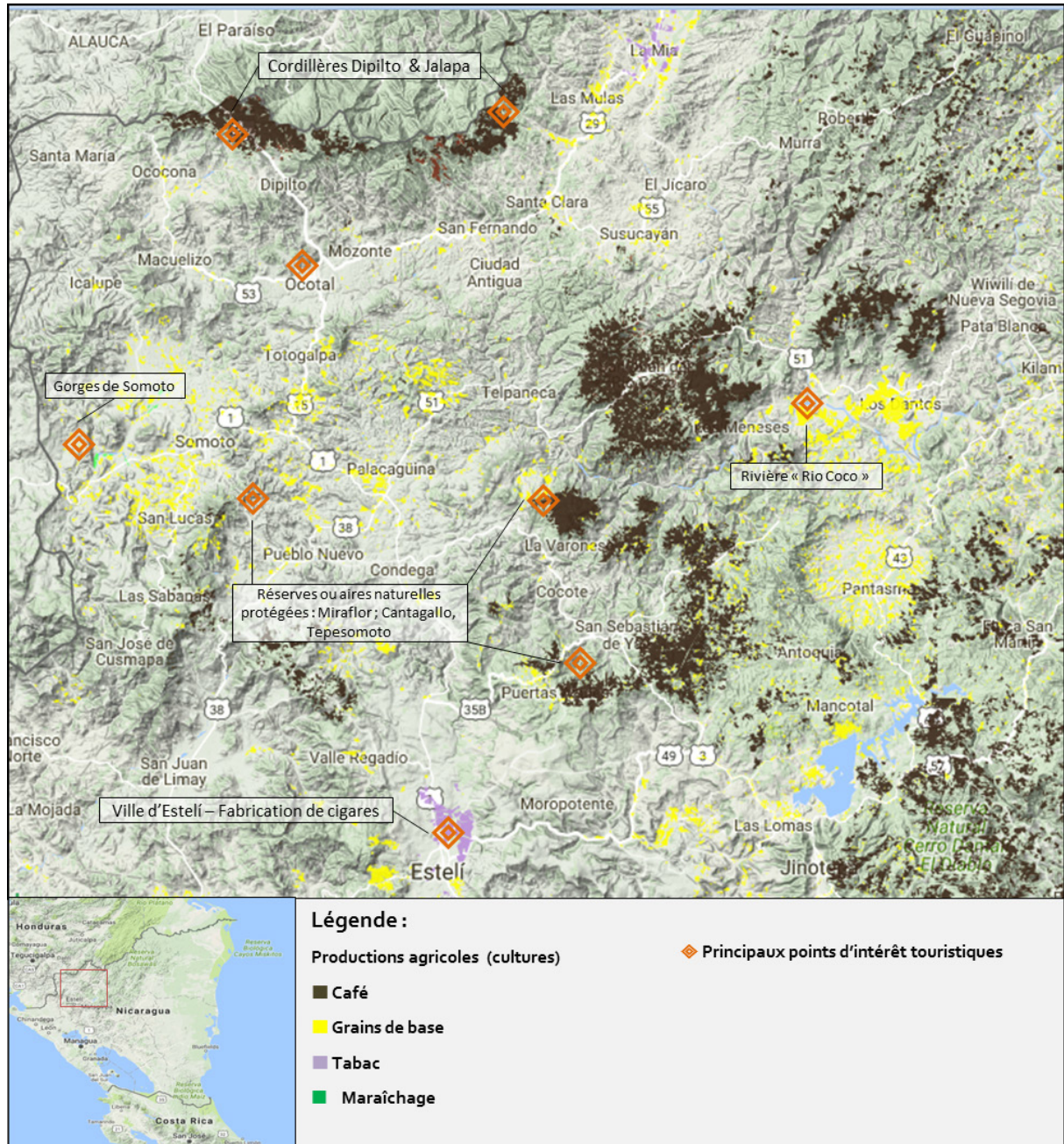
La région de *Las Segovias* réunit trois départements du Nord du pays – *Estelí*, *Nueva Segovia* et *Madriz* – qui bordent la frontière hondurienne (Carte 4.1). Il s'agit d'une zone naturellement démarquée par son relief élevé, un climat tropical sec et une relative fraîcheur liée à l'altitude et propice à la culture du café. Les aménités naturelles et paysagères sont nombreuses, parmi lesquelles la réserve de Biosphère de *Miraflor*, les gorges de *Somoto*, la rivière *Rio Coco*, la cordillère *Dipilto* et *Jalapa*, les aires naturelles protégées de *Tepesomoto* et *Cantagallo* etc. *Estelí*, le centre urbain le plus important du territoire, est connu sous le nom de « *diamant de Las Segovias* ». Il constitue le principal point d'ancrage de l'activité touristique de la zone, à partir duquel les touristes sont redirigés vers les principaux points d'intérêt du territoire. C'est également autour de la ville d'*Estelí* que se concentre l'essentiel

¹⁰⁷ La zone d'enquête (ZPN) (cf. Carte 2.1) et le territoire de *Las Segovias* ici à l'étude ne se recoupent pas totalement. Le découpage des zones d'enquête est réalisé sur la base de la typologie des producteurs agricoles de Ruíz García et Marín López (2005), donnant un rôle prédominant aux caractéristiques socio-économiques (nécessairement en lien avec des caractéristiques agronomiques et écologique de la zone). Ici la « délimitation du territoire » se fait sur une logique faisant davantage intervenir des facteurs culturels, infrastructurels (accès ; services urbains, etc.), naturels (aménités paysagères), et ce qui est identifiable comme une dynamique territoriale, c'est-à-dire un ensemble d'acteurs et d'activités qui, par leur complémentarité et leurs interactions font système.

¹⁰⁸ Durant chacun des séjours d'enquête, nous avons logé chez l'habitant et profité des rencontres sur place à la fois pour approcher les modes de vie et pour connaître les points d'intérêt du territoire (naturels, historiques et culturels, etc.)

de la culture de tabac et de la production de cigares au Nicaragua. Cette activité est principalement le fait de grandes plantations et de moyennes et grandes entreprises.

Carte 4.1 : La région montagneuse de Las Segovias, terroir de café



Source : Renaud Metereau à partir de INETER (2016), données cartographiques en ligne : "Monitoreo de la producción agrícola" > <http://mapserver1.ineter.gob.ni:8080/IDE-PRODUCCION/>

Historiquement, *Las Segovias* est un territoire de luttes anti-impérialistes, de résistance à la dictature, et de construction du Sandinisme (Grossman, 2008 ; Baltodano, 2010). Dès les années 1930, c'est dans cette région et notamment en bordure du Rio Coco qu'ont été formées les premières coopératives sous l'impulsion de Sandino. Les différents courants

révolutionnaires qui ont conduit à la formation du FSLN ont eux aussi pris racine dans cette région rurale et isolée du Nord du pays. C'est ensuite dans *Las Segovias* que se sont concentrés les combats menés par *la Contra* depuis le Honduras voisin durant la décennie 1980.

Au regard de la zonification agraire proposée par Ruíz García et Marín López (2005), ce territoire recoupe largement la Zone Paysanne Nord (ZPN) dont notamment les municipalités de *Condega, Somoto, Estelí, Pueblo Nuevo*, où ont été menés une partie des entretiens qui nourrissent cette thèse. C'est une zone de très forte concentration de semi-paysans et paysans pauvres (CIPRES, 2009) exposés aux risques naturels (sécheresse, ouragan). Les zones boisées situées en altitude offrent une fraîcheur et des caractéristiques hydrologiques favorables à la culture du café. L'aridité et la forte dégradation des sols dans les vallées contraignent fortement l'activité agricole et obligent à des adaptations. La culture du sorgho (Ruíz García & Marín López, 2005 ; Banque Mondiale & CIAT, 2015) moins sensible à la sécheresse, la sélection et la création variétale participative (Trouche & al., 2008), l'agroforesterie *via* l'introduction d'arbres fruitiers (Bendaña García, 2012), etc. sont autant d'exemples de processus d'adaptation mis en œuvre au sein des réseaux coopératifs, en partenariat avec des organismes et institutions nationales, étrangères et internationales.

Les membres des coopératives paysannes locales produisent essentiellement des grains de base (maïs, sorgho, haricot). Lorsque les conditions hydrologiques le permettent, ou qu'ils ont accès à un système d'irrigation gravitaire, certains s'essaient à des cultures maraîchères telles que la tomate, le chou, les cucurbitacées, etc.¹⁰⁹. (MIFIC, 2012). Par eux-mêmes ou après avoir bénéficié d'un programme incitant à la diversification productive (PPA par exemple), beaucoup ont mis en place des arbres fruitiers au sein de leurs fermes. La plupart de ces paysan.ne.s, pratiquent également l'élevage bovin et porcin. Enfin les mieux dotés ont accès à des parcelles en altitude qui leurs permettent la culture du café. Ils intègrent alors des réseaux coopératifs spécifiques à la chaîne de valeur du café.

Trois unions de coopératives – La SOPPEXCCA, la PRODECOOP et l'UCPCO – sont spécialisées dans le café et très fortement ancrées au sein de ce territoire. Elles fédèrent des réseaux de producteurs de ces trois départements. Ces producteurs sont le plus souvent membres d'une coopérative de base, elle-même affiliée à ces unions ou à un autre réseau

¹⁰⁹ La Carte 4.1 ne fait quasiment pas apparaître de surfaces cultivées en maraîchage, excepté à proximité de Somoto. En effet, les surfaces réservées au maraîchage sont petites, et l'échelle de la carte permettant de visualiser l'ensemble du territoire est trop large pour rendre visible ces cultures.

coopératif ou syndical – FECODESA, FENACOOOP, FENIAGRO, UNAG, etc. Au sein des communautés et coopératives de bases se sont développées des installations destinées à regrouper la production et à traiter le café – *Beneficio humedo* : dépulpage, lavage, séchage. Ces trois unions de coopératives disposent ensuite de centres de séchage, de tri et de conditionnement – *Beneficios secos* – dans les localités de Palacagüina, Telpaneca, et Jinotega.

Au sein de *Las Segovias*, à l'image d'autres territoires au Nicaragua (notamment dans les départements de *Matagalpa* et *Jinotega*), et en Amérique centrale (Berrocal & al., 2009), le café constitue une production valorisable par des marques de qualité spécifique et l'accès à des marchés de niches (Agriculture Biologique et commerce équitable).

Par le biais du SCP et de ses ancrages au sein des territoires, des échanges de techniques et de savoir-faire ainsi que des formations ont lieu et favorisent la diffusion d'approches agroécologiques applicables à la culture du café, mais également à d'autres types de cultures et plus largement au design des agroécosystèmes (haies vives, haies mortes, associations de cultures, piscicultures, terrasses de niveau, planification des cultures, etc.). Dans le même temps, des innovations sont réalisées localement permettant d'utiliser au mieux les ressources disponibles pour la production d'intrants écologiques (Berrío & al., 2002 ; Holtz-Gimenez, 2008 ; Plazas Leguizamón & García Molano, 2014).

Outre la culture et le traitement du café qui génèrent la création de petites AIR et motivent certains mécanismes de coordination, ces réseaux servent aussi d'appui à un large panel d'activités de production et de services.

En amont de la production agricole, des mécanismes se mettent en place pour la production de semences paysannes (au sein de la COSENUP à Pueblo Nuevo/Palacagüina et au sein de la CONUPRU en périphérie de Somoto), de terreaux écologiques, ou encore de fertilisants et d'insecticides naturels (Union de Coopérative des Producteurs de Café Organique (UCPCO) à *Madriz*, Coopérative *Sanderos de Licoroy* à *Condega*, et Coopérative *Guardabaranco* et Miguel Angel Ortez autour de *Pueblo Nuevo*).

Ces réseaux coopératifs localisés bénéficient d'appuis multiples, ce qui constitue d'ailleurs l'une des motivations évidentes à l'organisation en coopérative (cf. Chapitre 3). Ces appuis proviennent d'institutions (Institut National des Technologies Agricoles (INTA) ; Ministère de l'agriculture (MAGFOR) ; Ministerio de Fomento Industria y Comercio (MIFIC) ; MEFCCA ; etc.), d'Universités (Nitlapan – UCA), de la société civile (CIPRES ; ONG étrangères), ou encore de la coopération internationale.

Il est donc possible au sein de ce territoire d'identifier des réseaux d'acteurs gravitant autour d'éléments locaux du SCP. Le système coopératif intervient comme un moyen de coordination entre les paysans eux-mêmes, mais également entre les paysans et les autres acteurs des chaînes de valeur agroalimentaires concernées, entre les paysans et les organismes de soutien, que celui-ci soit financier, technique, scientifique, etc. Par ailleurs, les paysans s'appuient sur l'organisation en coopérative de manière à développer de petites agro-industries et à commercialiser leurs productions. L'attractivité de la région et les services touristiques (transports, restauration, hébergements, offices ou agences (privées) de tourisme) offerts par les centres urbains d'*Estelí*, *Somoto* et *Ocotal* sont sources d'opportunités de développement agrotouristique pour certaines coopératives. L'articulation au cœur de cette dynamique concerne la caféiculture (produit d'exportation) et la production d'aliments de base destinés à l'autoconsommation et à la vente sur les marchés locaux et nationaux (CIPRES, 2009). Cette articulation centrale en rend d'autres possibles : entre cette même activité de production de café, la réutilisation des sous-produits, et la fabrication d'intrants ; ou encore avec la conservation du milieu, et la promotion d'un tourisme rural communautaire (Cañada Mullor & Fandiño, 2009) qui facilite la valorisation des produits et des efforts de maintien de l'environnement. Au-delà de la ville d'*Estelí*, qui constitue le principal point d'entrée dans *Las Segovias*, certaines coopératives ont amorcé des démarches en vue d'attirer les touristes au sein de leurs communautés, notamment par le biais de « tours du café ». La démarche de l'UCA Mirafior, qui profite de la proximité avec la réserve naturelle du même nom, semble la plus aboutie. Elle propose ainsi de découvrir la culture du café, dans un cadre naturel attractif, dont l'image est utilisée ensuite à des fins commerciales : le « café Mirafior » (certifié en Agriculture Biologique par *BioLatina*) est conditionné et vendu sur place ainsi que dans plusieurs points de vente du territoire (épiceries, hôtels, restaurants, etc.). Les rapports systémiques entre la culture du café, la conservation des aménités naturelles et paysagères, l'organisation en coopérative, et le développement du tourisme au sein de la région, permet de valoriser une part de la production sur place *via* la commercialisation directe (au sein des coopératives ou au sein de commerces partenaires dans les villes du territoire) de produits emballés et arborant des signes distinctifs d'origine et de qualité. Plusieurs « marques » ont été créées par les différentes coopératives et unions de coopératives afin de valoriser les cafés du territoire sur le marché local et national (mais en ciblant les touristes) (*cf.* [Tableau 4.2](#)). Outre le café, d'autres petites productions alimentaires locales, à forte valeur culturelle (Muchnik, 2006), peuvent faire l'objet d'une marque de spécificité : *Rosquillas Somoteñas* (biscuits à base de farine de maïs et de *cuajada* | fromage frais originaire du centre et du Nord

du pays), *Montucas de pueblo Nuevo* (plat à base de maïs et de viande de poulet préparé et cuit la feuille de maïs), fromage de vache et de chèvre de *Garnacha* (communauté au Sud d'*Estelí*, en bordure de la réserve naturelle « *Cero Tisey Estanzuela* »), etc. Sans être à la base de véritables concentrations d'AIR, ces produits paraissent contribuer à la constitution d'un panier de biens qualifiés par le territoire. Sur ces bases, il est possible d'identifier ici une première dynamique de type SYAL à partir des articulations entre activités productives spécifiques à ce territoire (Blanco & al., 2013).

1.2.2 *San Carlos – Rio San Juan : un panier de biens autour du cacao*

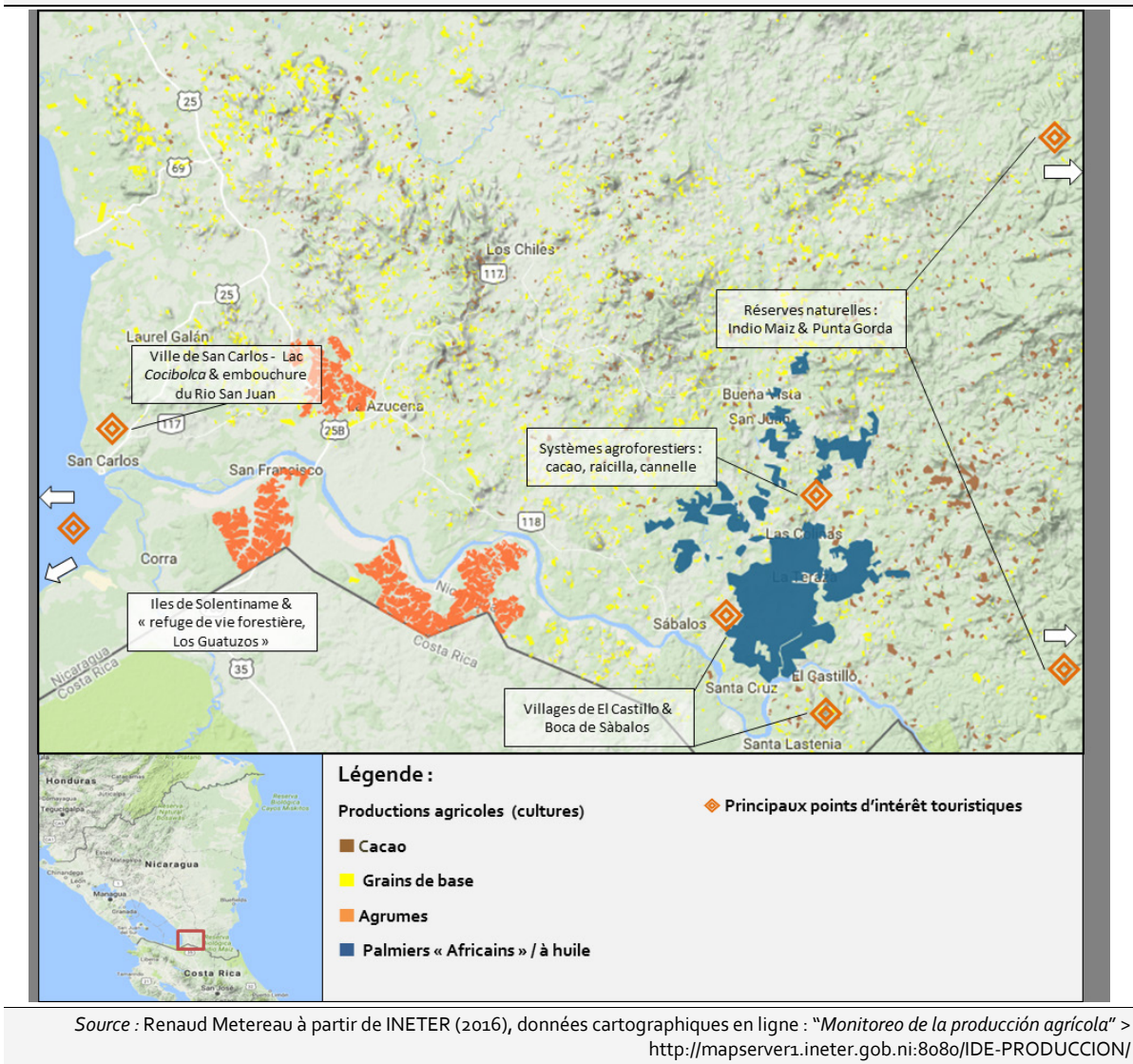
A l'extrémité Sud de la zone de l'Ancienne Frontière Agricole (AFA) (cf. Chapitre 2), c'est le département du *Rio San Juan*, qui a été retenu comme une des trois zones d'enquête pour la recherche qualitative de terrain. Au total (phase d'enquête préliminaire du 15 au 20 octobre 2012 et phase d'enquête principale du 8 au 14 janvier 2013), 21 entretiens y ont été menés. La plus part des entretiens et la majeure partie du temps passé au sein de cette zone, l'ont été au sein d'un territoire plus restreint, entourant fleuve *San Juan* entre *San Carlos* et *El castillo* (Carte 4.2)¹¹⁰. Ce territoire forme une « bande » essentiellement recouverte de pâtures et de forêt tropicale humide. Il est délimité à l'Ouest par le Lac *Cocibolca*, au Sud par la frontière avec le Costa Rica, à l'Est par la réserve naturelle et de biodiversité *Indio Maiz*, et au Nord, de manière moins nette, par la limite des cultures de cacao.

Le fleuve *San Juan*, qui relie le Lac *Cocibolca* à la côte Caraïbe, longeant la frontière avec le Costa Rica au Sud, suscite un intérêt particulier depuis plusieurs siècles. Il a d'abord constitué une voie d'accès et de communication importante entre l'intérieur du pays et le reste de la région Caribéenne dès l'arrivée des Espagnols au XVI^e siècle (INTUR, 2016, en ligne). Très vite cette voie commerciale navigable est ensuite devenue un enjeu stratégique et le lieu de nombreuses incursions (pirates, flibustiers, boucaniers) sur le territoire nicaraguayen, en donnant notamment accès à la ville de *Granada*¹¹¹. De cette période, la région hérite de fortifications toujours visibles dont le « Fort de l'Immaculée Conception » à *El Castillo* est la plus célèbre.

¹¹⁰ Trois entretiens ont été réalisés plus au Nord du département (localité de *El Almendro*) auprès de producteurs laitiers. Tous les autres entretiens ont été menés à San Carlos ou au sein de communautés à proximité du fleuve San Juan.

¹¹¹ Fondée en 1524 par les « *conquistadores* » espagnols, *Granada* est une ville coloniale qui a constitué un des ports commerciaux les plus importants d'Amérique Centrale. Elle fut avec sa ville rivale de Léon, l'une des deux plus importantes villes du pays jusqu'à la fondation de Managua comme capitale du Nicaragua en 1852. (Source : Encyclopédie Universalis).

Carte 4.2 : Le « Rio San Juan » : le choix d'une agriculture compatible avec la conservation des forêts ?



L'intérêt de ce fleuve comme axe stratégique a permis pendant une certaine période le développement d'activités économiques (exploitation du bois, du caoutchouc, bananerais, agrumes, etc.) au sein de cette région par ailleurs peu dynamique, et dont le déclin est allé de pair avec la construction d'un réseau ferroviaire (dès la fin du XIX^e siècle) et du canal de Panama (1914). Néanmoins, cette partie occidentale du vaste département du *Rio San Juan*, s'étalant de *San Miguelito* en bordure du Lac *Cocibolca*, à *El Castillo*, le long du fleuve *San Juan*, a constitué une terre d'accueil pour les paysans forcés de migrer en repoussant la frontière agricole dès les années 1950-1960 (Ruíz García & Marín López, 2005). Leur présence dans ces zones de « conquête » contrainte pour les paysans démunis de terres, est synonyme d'une identité paysanne particulière elle-même issue d'un « processus de métissage social et d'hybridation culturelle [entre paysans pauvres hispano-descendants et

communautés indigènes] *résultant d'un ensemble complexe de phénomènes historiques, politiques, économiques et sociologiques* » (Rizo Zeledón, 2000 : 117).

Il s'agit également de l'extrémité sud de la principale zone d'élevage bovin et de production laitière au Nicaragua (MIFIC, 2012). Bien que les systèmes de production agricoles y soient relativement diversifiés, l'ensemble de ce territoire a largement souffert de la déforestation provoquée par la « colonisation de la forêt » et sa transformation en zones de pâtures pour la pratique de l'élevage extensif (Polvorosa, 2015). Par ailleurs, des aires importantes de forêt ont été totalement détruites pour laisser place à des cultures industrielles de palmiers à huile et d'agrumes (*cf. Carte 4.2*).

Au sein de ce territoire, les conditions climatiques (climat tropical humide), la richesse des ressources naturelles et l'action d'organismes extérieurs ont semble-t-il poussé certains paysans à modifier leurs systèmes de production en faveur de la conservation de la forêt. L'introduction de la culture du cacao¹¹², qui rend compatible et met en exergue les complémentarités entre conservation de la forêt et agriculture, rend ainsi effective la pratique de l'agroforesterie tout en offrant des perspectives de revenus agricoles inédits pour les producteurs de la zone. Ainsi sur ce territoire situé au cœur de la réserve de biosphère du Sud Est du Nicaragua, comprenant sept réserves naturelles (dont les réserves de *Los Gatusos*, *Indio Maiz* et *Punta Gorda*), des coopératives paysannes se sont structurées autour de la production de cacao. Sept coopératives ou associations de producteurs dont la COOPROCAFUC (162 membres)¹¹³, la COSEMUCRIM (154) et la CODEPROSA (41)¹¹⁴ réunissent ainsi des paysans producteurs de cacao et facilitent ainsi l'intégration des étapes primaires de transformation et la commercialisation de ce produit d'exportation. Le cacao est vendu à un nombre réduit d'acheteurs/exportateurs au Nicaragua¹¹⁵ : principalement l'entreprise allemande Ritter-Sport et l'entreprise autrichienne Zotter (cacao biologique uniquement).

Afin de répondre aux standards de qualité imposés par les marchés visés, les producteurs se sont organisés de manière à rassembler la production, et à réaliser les premières opérations de

¹¹² Et dans une moindre mesure les cultures de « *Raicilla* » (*cf.* Chapitre 3) et de cannelle.

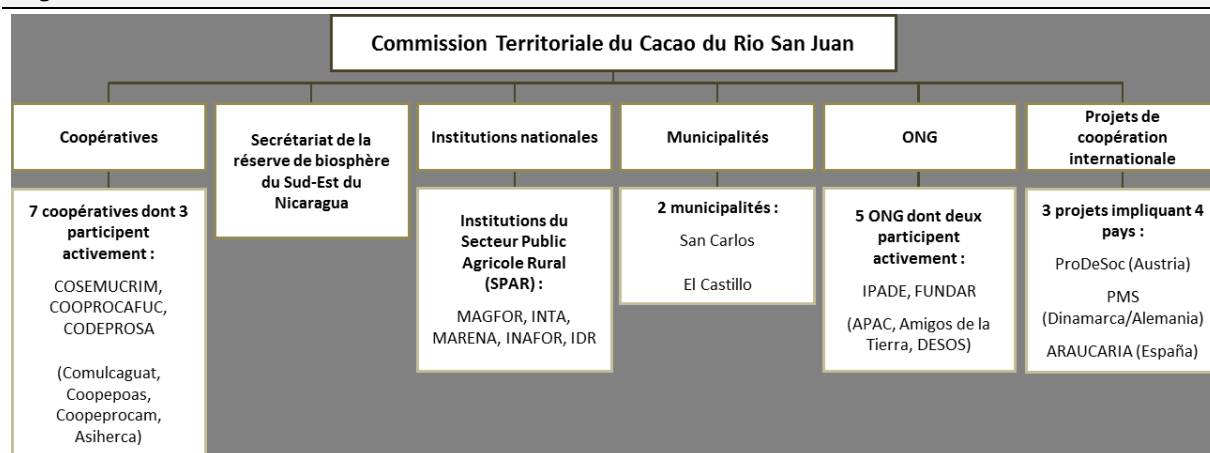
¹¹³ Estimations proposées à partir des réponses apportées lors des entretiens menés en janvier 2013 dans le département du *Rio San Juan*.

¹¹⁴ Estimation proposée à partir de Bohl (2010 : 5). K Bohl estimait par ailleurs que le département du *Rio San Juan* comptait plus de 847 producteurs de cacao dont environ 528 étaient organisés en coopératives ou associations de producteurs.

¹¹⁵ En 2008, 68% du cacao produit au Nicaragua était exporté, 2% était acheté par des agro-industries nationales utilisant un cacao de moins bonne qualité et à faible prix comme matière première de produits agroalimentaires transformés, et enfin 9% de la production était destinée à la consommation familiale nationale (Gutiérrez & *al.*, 2008).

transformation du cacao sur place, sous forme d’AIR au sein des communautés. Cette structuration s’est réalisée avec l’appui d’organismes non gouvernementaux, d’institutions locales et nationales, et de projets de coopération internationale, qui se coordonnent au sein d’une « Commission Territoriale du Cacao » (Bohl, 2010) (Figure 4.2).

Figure 4.2 : Les acteurs de la Commission Territoriale du Cacao du Rio San Juan



Source : réalisé à partir de Bohl K, 2010 : 4

Cette commission territoriale œuvre afin de coordonner les acteurs de la filière pour le renforcement du secteur cacaotier, l’organisation d’activités promotionnelles (marchés, foires, forums, etc.), l’assistance technique et la protection de l’environnement. Ce système d’acteurs constitué autour de la filière du cacao est plus largement imbriqué au sein du système coopératif, agricole et touristique du territoire. Ainsi, les fédérations de coopératives – FECODESA et FENACOO – interviennent également de multiples manières (promotion de l’organisation en coopératives, formations coopératives, agroécologiques, diversification productive, commercialisation des autres produits, etc.).

A l’image des dynamiques observées au sein de *Las Segovias*, il est possible d’identifier ici une dynamique de type SYAL matérialisée par : des réseaux d’acteurs centrés sur la culture du cacao ; différentes articulations productives; des mécanismes de coordination d’acteurs dont les bases locales du SCP constituent les principaux vecteurs. Cette dynamique de type SYAL se construit autour de la filière du cacao. Cependant, l’élevage bovin et la production laitière restent des activités importantes qui rendent effective l’interpénétration, *via* leurs adhérents, entre les coopératives centrées sur le cacao et celles plutôt orientées vers la production laitière (Zúñiga-Arias, 2011) telles que la COOPROLECHE¹¹⁶, ou la Coopérative Multisectoriel *El*

¹¹⁶ L’élevage occupe une place importante dans l’ensemble de la zone de la cordillère Chontaleña s’étalant tout le long de la rive Est du Lac *Cocibolca*, du département de Boaco au Nord jusqu’au Rio San Juan au Sud. Cette

Almendo. Plus largement encore, la COOPERIO (affiliée à la FECODESA), basée à *San Carlos* est la principale centrale de coopérative du territoire. Elle joue le rôle d'intermédiaire pour la commercialisation des grains de base et de certains tubercules, mais aussi pour la formation et le renforcement de l'organisation coopérative, l'octroi de crédits, l'accompagnement du projet de diversification productives/intégrations des chaînes de valeur agricoles, etc.

La production de cacao destinée à l'exportation sur des marchés de niche (Agriculture biologique et Commerce équitable) s'articule ainsi avec d'autres productions agricoles à la fois vivrières (grains de base) et destinées prioritairement au marché local, national et régional (lait). Elle s'articule également avec des objectifs de conservation de la forêt et de protection de l'environnement. Par exemple, dans la communauté de *Buena Vista*, où les coopératives COOPROCAFUC et COSEMUCRIM disposent de petites unités de séchages, de fermentation et de conditionnement du cacao, certains producteurs membres se sont coordonnés pour créer des « brigades anti-brûlage » afin de dissuader les paysans d'utiliser la technique du brûlage pour défricher de nouvelles parcelles¹¹⁷.

Si le cacao n'est pour l'instant que très peu valorisé sur place par la vente d'un produit transformé (chocolat), les producteurs profitent néanmoins de l'attrait touristique de la région pour organiser des « tours de cacao » et intégrer des démarches de Tourisme Rural Communautaire. Cette offre touristique s'articule également avec le patrimoine architectural (*El Castillo*), historique (Fort de l'Immaculée Conception), naturel, et gastronomique dans les nombreux restaurants et « comedores » | Cantine de *San Carlos*, *El Castillo* et *Boca de Sabalos* (gambas del Rio (du fleuve) ; *quesos chontaleños* (fromage de la région chontaleña) ; poisson du lac ou du fleuve ; etc. La coopérative "*Orquídeas de Rio San Juan*" créée en 2011 et basée à *Boca de Sabalos* (Entretien, 2012-36), profite aussi de cette dynamique autour du cacao, non seulement pour permettre à ses membres de valoriser et commercialiser leur production cacaotière dans de bonnes conditions, mais également en vue d'éventuelles

zone est communément appelée « *Triangulo Lechero* » | Triangle laitier et concentre un nombre important de coopératives laitières et d'entreprises collectrices et transformatrices de lait. Des AIR existent cherchant à valoriser le lait produit dans la région notamment par la production fromagère : *Quesos Chontaleños* (Zúñiga-Arias, 2011 ; MIFIC, 2012). Comme dans l'ensemble des coopératives auxquels adhèrent les paysans, la production principale (ici le lait), n'est pas exclusive. Les producteurs de lait de la zone sont donc également des producteurs de grains de base, d'agrumes, de manioc, de cacao, etc. (Entretiens, 2013-35 ; 2013-48 ; 2013-49 ; 2013-50)

¹¹⁷ L'entretien avec des membres de la COSEMUCRIM (Entretien, 2012-37) révèle par ailleurs les difficultés de cohabitation et une certaine « rancœur » des producteurs de cacao envers les exploitants des plantations de palmiers à huile. Ces paysans semblent ressentir une forte impuissance, et relativisent leurs efforts pour la conservation de la forêt à l'aune des pratiques d'agriculture industrielle mises en œuvre au sein du même territoire.

synergies avec l'activité touristique. La coopérative cherche ainsi à étoffer le panier de biens proposé : confiture, chocolat, cannelle en poudre, artisanat, etc.

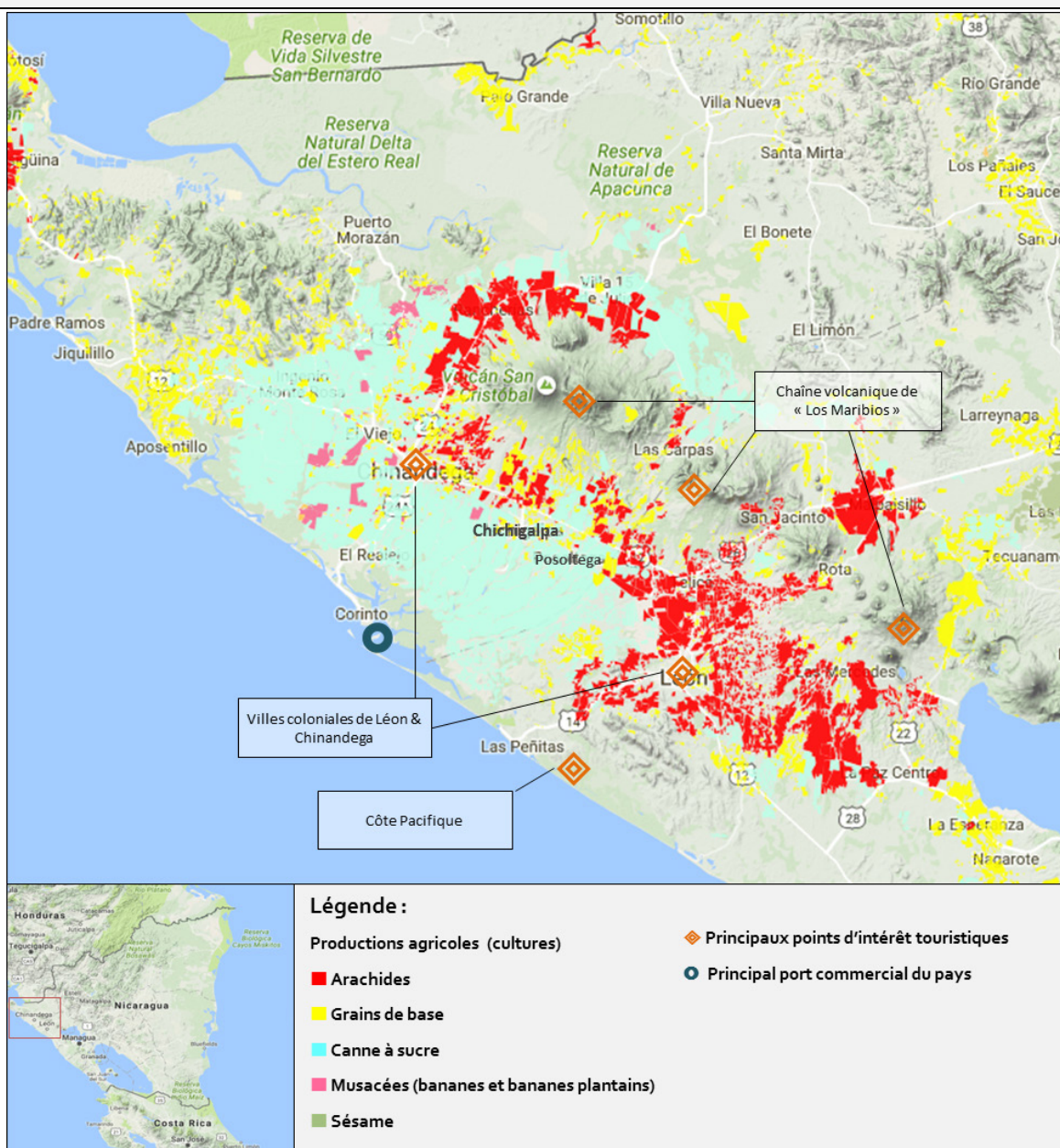
1.2.3 « *El Occidente* » : des dynamiques multiples

Le territoire désigné au Nicaragua comme « *El Occidente* », recouvre les deux départements du Nord-Ouest du pays que sont le département de Léon et celui de Chinandega. Lors de la recherche de terrain, deux séjours ont été effectués au sein de ce territoire qui englobe les poches paysannes constitutives de la Zone Paysanne du Pacifique (cf. Chapitre 2) (phase préliminaire du 3 au 7 octobre 2012 et phase d'enquête principale du 12 au 20 décembre 2012). Ces quatorze jours d'enquête ont permis la conduite de 22 entretiens.

La région Pacifique, c'est à dire l'ensemble de la côte Ouest du pays, est à la fois la région la plus développée, et celle qui compte les terres les plus fertiles du Nicaragua. Il s'y concentre en effet l'essentiel des centres urbains (*Managua, Granada, Léon et Chinandega*) et des infrastructures. Le réseau routier notamment y est mieux développé que sur le reste du territoire rendant plus facile l'accès aux zones urbaines, aux ports, et aux frontières hondurienne au Nord et costaricaine au Sud. Il s'agit par ailleurs de la région agricole historique qui compte sur sa partie Nord, les plaines fertiles de l'« *Occidente* ». Cette zone de production a ainsi constitué le territoire privilégié de l'expansion et de la concentration des latifundios et des agro-industries d'exportations du Nicaragua (OEA, 1978 ; Ruíz García & Marín López, 2005). Les deux principales villes, *Chinandega* et *Léon* sont ainsi entourées par les cultures traditionnelles d'exportation que sont les arachides et la canne à sucre (Carte 4.3).

Bien que les sols soient originellement de bonne qualité, leur surexploitation, la déforestation progressive et l'intensification des phénomènes de sécheresses qui en découlent (Gourdji & al., 2015) rend cette zone moins favorable aux paysans et semi paysans qui n'ont pas la capacité d'investir dans des systèmes d'irrigation, des intrants agricoles, ou dans la mécanisation de leur exploitation.

Carte 4.3 : El Occidente. Un territoire dominé par les latifundios



Source : Renaud Metereau à partir de INETER (2016), données cartographiques en ligne : "Monitoreo de la producción agrícola" > <http://mapserver1.ineter.gob.ni:8080/IDE-PRODUCCION/>

Ce territoire est également traversé par la chaîne volcanique des *Maribios*. Cette dernière constitue à la fois un facteur de risque (les volcans *San Cristóbal*, *Telica* et *Momotombo* sont tous entrés en éruption au moins une fois au cours des quatre dernières années), une source d'opportunité agronomique (les poussières et les roches volcaniques entrent dans la composition d'engrais écologiques), et une attraction touristique.

Malgré la multiplication des latifundios, des poches paysannes continuent d'exister et de produire sur l'ensemble de ce territoire. Il n'existe pas une culture paysanne qui structure un réseau d'acteurs sur l'ensemble du territoire comme cela peut être le cas pour le café de *Las*

Segovias ou pour le cacao du *Rio San Juan*. Plusieurs dynamiques relèvent néanmoins du cadre d'analyse SYAL.

Autour de la municipalité de *Somotillo*, des coopératives paysannes construisent un réseau de productrices et producteurs de noix de cajou et mettent en œuvre des mécanismes de coordination afin de mieux valoriser leurs produits, à la fois par l'amélioration des savoir-faire et par le développement d'AIR. La culture du *Marañón* | Noix de cajou, entre pour ces paysan.ne.s dans le cadre de projets de développement agricole par l'agroforesterie. En effet, l'anacardier (la noix est extraite du fruit de l'anacardier) est un arbre présentant le double avantage de présenter à la fois un feuillage dense et large qui procure de l'ombre pour d'autres cultures dans les zones tropicales sèches (l'anacardier peut dépasser les dix mètres de hauteur), et d'avoir un enracinement étendu, *a priori* efficace contre l'érosion des sols (Entretien, 2012-P19). Cette voie de diversification de la production permet donc l'articulation entre cultures vivrières et cultures commerciales tout en ouvrant la possibilité d'une récupération de la fertilité des sols et des sources d'eau par des processus de reforestation (INIDE – MAGFOR, 2013a).

L'agroforesterie, comme partie intégrante d'une stratégie de diversification incluant également la culture de légumineuses (haricots), du maraîchage, de l'élevage (porcs et volailles) (Levard & *al.*, 2000), renforce l'articulation entre l'activité agricole et la dimension environnementale. Cette articulation se concrétise autour d'objectifs de récupération et de conservation du milieu, ainsi que de recherche de complémentarités et de la réutilisation de certains sous-produits pour la production d'engrais organiques ou d'autres usages (SIMAS, 1996). Cette articulation se traduit par ailleurs par la création d'une marque d'origine (*Delicias de Occidente* | Délices d'Occident) et de qualité certifiée par une labélisation en agriculture biologique (*Biolatina*). Une particularité de cette dynamique locale est l'inclusion de la problématique du genre et de l'accès des femmes aux moyens de production, notamment à la terre, dans les stratégies mises en œuvre par les réseaux coopératifs. Parmi les coopératives productrices de noix de cajou autour de *Somotillo* et plus au Sud, dans le département de *Léon* (*Tecuaname*, Municipalité de *La Paz Centro*), la COOPEMUS, la COOAGRUM, et dans une moindre mesure les coopératives « Fidele Artola », ou encore « *Mujer ejemplar emprendedoras* | Femmes exemplaires entrepreneuses », sont des coopératives de femmes ayant bénéficié d'appuis multiples au sein du SCP (fédérations de coopératives, syndicats paysans, organismes de soutiens), par des ONG et par la coopération et les institutions internationales. Les deux coopératives agroindustrielles COOPEMUS et

COOAGRUM, disposent d'unités de transformation et d'emballage de la noix de cajou, se coordonnent pour la commercialisation de leurs productions et plus largement en incluant d'autres coopératives pour les échanges de techniques de savoir-faire, etc.

D'autres dynamiques localisées faisant intervenir le développement d'AIR, sont observables au sein de ce territoire.

En se rapprochant des centres urbains de Chinandega et de León, des coopératives cherchent à progresser dans l'intégration de la chaîne de valeur de la banane (IICA, 2004). L'Union de coopératives SORORIDAD par exemple (affiliée à la FECODESA), basée à Posoltega, coordonne sept coopératives de base pour développer les techniques de production, notamment agroécologiques, les rendements et la qualité du produit, tout en permettant le développement de centres de stockage au sein de communautés et la commercialisation des bananes.

Sur un espace plus large « *El Occidente* » rassemble également un grand nombre de producteurs de sésame dont une partie est organisée en coopérative et se coordonne notamment *via* le réseau des Unions de Coopératives DEL CAMPO et NICARACOOP (IICA, 2003 ; CIPRES, 2009). Ces Unions officient parmi les principaux acteurs de la filière du sésame au Nicaragua, regroupant, transformant et commercialisant la production.

Autour de León, des paysan.ne.s de coopératives (COCERMUPA ; COMASNEL ; MELPAC) affiliées à différents réseaux nationaux cultivent également la fleur d'hibiscus | *Flor de Jamaica*. Cette fleur entre dans les processus de diversification de la production comme une culture non traditionnelle avec un potentiel important de valorisation par l'AIR. Des échanges ont lieu au sein du réseau coopératif afin de progresser vers la commercialisation de produits transformés tels que les thés de fleur d'hibiscus (de petites quantités sont déjà commercialisées *via* le marché paysan de Managua (CIPRES) et la marque de produits biologiques développée par la FENACOOOP : « *Huerta Verde* »), les confitures ou encore le vin d'hibiscus. La proximité avec les marchés urbains et touristiques de ces coopératives situées en périphérie des villes coloniales de León et Chinandega offre des perspectives de débouchés. De ce point de vue l'exemple de la Coopérative Agro-Industrielle *Mercado Local de Productores para Consumidores* – MELPAC | Marché local de producteurs pour les consommateurs, est le plus probant avec la construction d'un local de vente directe dans la zone périphérique de León (*Reperto Urtis*). La vente concerne un éventail large de

productions de membres de la coopérative (fruits, légumes, grains de base, fleurs d'hibiscus, etc.).

L'ensemble de ces dynamiques identifiées au sein du territoire de l'*Occidente* s'appuient sur des productions variées, ce qui ne permet pas la mise en œuvre de mécanismes de coordination d'acteurs autour d'une filière structurante. Cependant des dynamiques sont identifiables autour de filières traditionnelles (banane plantain, sésame) ou émergentes (noix de cajou, fleurs d'hibiscus) qui font apparaître des mécanismes de coordination, des processus d'intégration des chaînes de valeur agroalimentaires, et de manière plus marginale la mise en œuvre de signes distinctifs de qualité, qui à chaque fois font intervenir le SCP comme vecteur organisationnel. Il s'agit donc là encore de dynamiques de type Syal, qui, bien qu'embryonnaires, peuvent être apparentées à des amorces de processus d'activation territoriale.

En conclusion, le tableau suivant (Tableau 4.2) reprend sous forme synthétique la présentation de ces dynamiques territoriales de type SYAL au sein de chacune des zones d'enquête. Les informations compilées dans ce tableau renseignent ainsi d'une part, sur la diversité des activités de production, le développement d'AIR, le système d'acteurs impliqués dans le développement de ces activités (i), et d'autre part sur la présence de ressources spécifiques et de leurs processus d'activation *via* l'action collective (ii).

Tableau 4.2 : Des dynamiques de type SYAL observées au sein du MCP

Territoires	<i>Las Segovias</i>	<i>San Carlos - Rio San Juan</i>	<i>El Occidente</i>
(i) Activités de production, développement d'AIR et systèmes d'acteurs			
Principales Productions agricoles	café	cacao	noix de cajou, hibiscus, banane, sésame
	Grains de base maraîchage, Elevage	Grains de base lait, agrumes, cannelle, bananes, pêche, Quequisque (tubercules)	Grains de base sésame, maraîchage, élevage
Opérations post-récoltes – AIR	Petites unités de traitement (<i>beneficios humedos</i>) au sein des fermes ou coopératives de base. Des centres de traitement (<i>beneficios secos</i>) et de commercialisation du café sur les sites de Palacagüina, Jinotepe,	Petites unités de décabossage, fermentation et séchage au sein des coopératives Regroupement et transport de la production de lait Elaboration de confitures, chocolat, Cannelle en poudre	Transformation de la noix de cajou : une unité de transformation et d'emballage à Somotillo et à Tecuaname. Stockage des bananes Stockage, séchage et emballage de la fleur d'hibiscus
	Engrais (réutilisation de la pulpe-mucilage du café + roche volcanique + lombricompost)	Engrais (réutilisation des cabosses de cacao + lombricompost)	Engrais (réutilisation de déchets végétaux + roche volcanique + lombricompost)
	Intrants agricoles écologiques	/	Intrants agricoles écologiques
	Semences paysannes (haricot et sorgho) avec centre de tri et de conditionnement	/	/
	Biodigesteurs	Biodigesteurs	Biodigesteurs
Autres activités de production	TRC + attractivité d'Estelí	TRC + attractivité de San Carlos et d'El Castillo	Attractivité des villes de Léon et Chinandega ainsi que de la chaîne des <i>Maribios</i>
	Rosquillas, Cuajada (Fromage), Montucas	Artisanat (cuir)	/
Articulations entre activités de production	Cultures commerciales – Vivrières Café – Tourisme – Conservation	Cultures commerciales – Vivrières Cacao – Tourisme – Conservation	Cultures commerciales – Vivrières Agroforesterie – Conservation
	Intrants agricoles – Agriculture – Réutilisation des sous-produits	Intrants agricoles – Agriculture – Réutilisation des sous-produits	Intrants agricoles – Agriculture – Réutilisation des sous-produits
Acteurs clés des chaînes de valeur agroalimentaires	Centrale de Coopératives PRODECOOP Union de Coopératives SOPPEXCA Union de Coopératives UCPCO	CODEPROSA – COOPROCAFUC – COSEMUCRIM RITTERSPORT – ZOTTER COPROLECHE	COPEMUS – COAGRUM Union de cooperativa SORORIDAD Union de coopératives DEL CAMPO NICARAOOCOOP
Autres Acteurs	Autres coopératives de base CAFENICA	Autres coopératives de base Fondation <i>del Rio</i> CONACACAO Centrale de Coopérative COOPERIO	Autres coopératives de base
	ONG nationales et internationales, Instituts de recherche (Nitlapan ; CIPRES), Universidad Nacional Agraria – UNA		
	Fédération de coopératives (coordinations verticales) Institutions du Secteur Public Agricole Rural (SPAR)		
(ii) Processus d'activation de ressources spécifiques via l'action collective			
Territoire, Histoire et Identité	Zone montagneuse Berceau historique du Sandinisme et du Coopérativisme Forte identité paysanne	Voie Navigable historiquement stratégique (époque coloniale) Identité paysanne de la nouvelle frontière agricole	Développement des grandes agro-industries latifundiaires Proximité avec les centres urbains Chaîne volcanique des Maribos. Phénomène de « pochos » paysannes
Ressources /actifs spécifiques	Aménités naturelles et paysagères : (Rio Coco, relief, réserves naturelles). Semences paysannes typiques issues de processus de sélection végétale participative (haricots et sorgho)	Aménités naturelles et paysagères : (fleuve San Juan, forêts tropicales humides, réserves naturelles) Zones sud de la principale aire de production laitière du pays	Aménités naturelles et paysagères : volcans
Signes distinctifs de qualité – spécificité (marque)	Café Sabor de Segovia (bio), de San Juan del Rio Coco, Dipilto, Cantagallo, Mirafior Rosquillas somoteñas Montucas de Pueblo Nuevo	Quesos chontaleños Gambas del Rio	Marque Noix de Cajou : Delicias de Occidente (bio) Marque produits bio : Vida
Labélisation /Certification	« <i>Símbolo de Pequeños Productores</i> » (SPP) ; Max Havelaar ; BioLatina ; OCIA	BioLatina – OCIA	Max Havelaar ; BioLatina
Organisation et Actions collectives	Echange de techniques agroécologiques/fabrication d'intrants écologiques		
	Ferias		
	/	Brigades anti « brûlage »	Brigades anti « brûlage »
	Sentier Touristique du café	Sentier Touristique du Cacao	/
Participation à des concours nationaux et internationaux (café)	Participation à des concours nationaux et internationaux (cacao)	/	

Source : Renaud Metereau

I.3 SYAL-Coopérative et nouvelle ruralité communautaire : tentative d'approche d'une forme particulière de coopération territorialisée

L'appréhension de ces dynamiques territoriales par l'approche SYAL fait apparaître des particularités, des limites et des perspectives de recherches originales dans le champ des SYAL. D'abord, du fait même de leur intégration au MCP, et quel que soit leur niveau d'avancement, ces dynamiques de type SYAL se fondent systématiquement sur le modèle coopératif comme base organisationnelle. Le caractère historique de cette structuration au sein des territoires nous mène finalement à considérer ces coopératives en tant que patrimoine organisationnel. Ensuite, ces dynamiques font apparaître certaines articulations récurrentes entre activités productives, qui concourent à la particularité de ces SYAL et attribuent un rôle cardinal à la dimension « Environnement – Gestion du patrimoine naturel ». Enfin, une limite apparaît de manière flagrante lorsque l'on cherche à qualifier ces dynamiques territoriales à partir de l'approche SYAL : la faiblesse des processus d'activation de ressources spécifiques par l'action collective et la qualification territoriale des produits. Bien que restant un élément primordial de motivation à l'organisation en coopérative, la dimension « Qualité – Produits » apparaît peut effective dans le cadre du MCP.

Le premier point (I.3.1) aura pour finalité de détailler ces trois observations propres à cette forme particulière de dynamiques de type SYAL désormais qualifiées de SYAL-Coopérative. **Le point suivant** (I.3.2) exprimera alors la nécessité de compléter l'approche SYAL en vue d'appréhender la dimension politique de ce type de dynamique lorsqu'il s'inscrit dans le cadre d'un mouvement social comme c'est le cas au Nicaragua. L'approche communautaire de la nouvelle ruralité (Barkin, 2006b ; Kay, 2008) permet de réviser les présupposés normatifs de l'approche SYAL en réincorporant de manière explicite une dimension politique et alternative à ce type d'action collective. Dans **un troisième point** (I.3.3), la dimension « Environnement – Gestions du patrimoine » se voit dès lors attribuer un rôle charnière dans le cas des SYAL-Coopérative.

1.3.1 *Les SYAL-Coopérative au Nicaragua : particularités et limites de l'approche SYAL dans le cadre du MCP*

D'abord, les dynamiques de types SYAL observées dans le cadre du MCP présentent une caractéristique intrinsèque qui n'apparaît pas neutre dans le contexte nicaraguayen : leur base coopérative. Bien que mettre en avant l'adoption de la coopérative comme forme privilégiée d'institutionnalisation de l'action collective au sein du MCP puisse paraître au premier abord tautologique, la dimension politique que revêt l'engagement coopératif au Nicaragua en fait une caractéristique significative qui influence la nature de l'objet SYAL en observation. En effet, l'histoire du MCP et notamment son assimilation aux mouvements révolutionnaires et anti-impérialistes, constituent des marqueurs d'une identité paysanne spécifique au Nicaragua.

Au sein des territoires, les coopératives à la base du SCP sont issues de processus de composition-décomposition-recomposition des organisations paysannes depuis le début des années 1980. Les coopératives ont traversé différents régimes politiques, agraires (notamment en termes de propriété foncière), et économiques qui leur confèrent des trajectoires historiques singulières, au croisement entre évolutions et influences du contexte national voir international d'une part, et de la vie communautaire quotidienne, d'autre part. Elles s'inscrivent ainsi dans le cadre d'un mouvement social à l'échelle nationale, voire régionale et au-delà, mais constituent des organisations ancrées territorialement par leur affiliation à des réseaux sociaux et des trajectoires historiques propres aux territoires (voire souvent à des sous-ensembles territoriaux : communautés, *comarca*, village). Les dynamiques de type SYAL observées au sein du MCP, héritent donc par le biais de cette forme d'institutionnalisation de l'action collective, d'une dimension politique inhérente aux trajectoires historiques « globales » (ici, le MCP à l'échelle nationale) et locales (mouvement de composition-décomposition-recomposition des organisations coopératives de base et de second degrés).

De ce point de vue, l'organisation en coopérative peut dans le contexte nicaraguayen être perçue comme un patrimoine¹¹⁸ organisationnel propre à chaque territoire, au même titre que ces derniers sont également caractérisés par un patrimoine naturel spécifique. Colletis et Pecqueur (2005), puis Cerdan et Fournier (2007) mobilise la notion de « *patrimoine local* » pour désigner « *les relations de proximité* [cognitive, organisationnelle et institutionnelle]

¹¹⁸ « La notion de patrimoine renvoie ici à « l'ensemble des éléments matériels et immatériels qui concourent à maintenir et à développer l'identité et l'autonomie de son titulaire [qui peut être un individu ou un groupe] dans le temps et dans l'espace par l'adaptation au milieu évolutif » (Ollagnon, 1989 : 265).

existant au sein des territoires, créées sur le temps long, [et assimilables à des] ressources spécifiques » (Cerdan & Fournier, 2007 : 124). L'acceptation de la forme coopérative comme patrimoine organisationnel permet ainsi de « *rendre compte des liens entre passé, présent et futur* » (Barrière & al., 2005 : 7) à travers l'héritage historique du Sandinisme et des fondateurs des coopératives de base depuis les années 1980, la mise en œuvre aujourd'hui de stratégies collectives visant à accéder à une juste rémunération de la production et la promotion d'un modèle alternatif de développement pour les générations futures¹¹⁹ (cf. Figure 3.7).

Au-delà de ce patrimoine organisationnel, les SYAL-Coopérative présentent un certain nombre de constantes. Au sein de chacun des territoires concernés, des symétries sont observables qui permettent de préciser certaines caractéristiques de ces dynamiques. Blanco et al. (2013) proposent dans le rapport de l'IICA concernant le processus d'activation territoriale dans le cadre d'une approche SYAL sur le Territoire Sur Alto au Costa Rica, de mettre en avant **des articulations entre les différentes « activités productives »** qui induisent un certain nombre d'interdépendances au sein du système territorial. Certaines articulations de ce type peuvent également être mises en avant dans les SYAL-Coopérative :

- Une articulation **Cultures vivrières – Cultures commerciales** : au sein du SCP, la majorité des producteurs agricoles sont des paysans ou semi-paysans pauvres. Ils allient dès lors des cultures vivrières et des cultures commerciales, n'envisageant le plus souvent l'intégration de la chaîne de valeur que sur les cultures commerciales (hors grains de base) dont le potentiel en termes de revenu semble plus intéressant. Les produits d'exportation sont ainsi les premiers concernés par des processus d'intégration de la chaîne de valeur. Le café, le cacao, la noix de cajou, le sésame, la fleur d'hibiscus constituent alors des productions destinées à générer un revenu monétaire à la famille, en complément des productions vivrières autoconsommées. Ces dernières répondent aux besoins alimentaires de la main d'œuvre familiale employée pour la production de cultures à plus forte valeur ajoutée. Dans le cadre de systèmes de production diversifiés tels qu'ils sont promus par le MCP, cette articulation semble davantage témoigner d'une certaine complémentarité plutôt que d'une mise en concurrence entre ces types de cultures (Chaléard, 2003). Ce genre de combinaison productive permet ainsi de respecter « *la priorité donnée à l'alimentation des*

¹¹⁹ Notons ici qu'au sein du MCP sont créées et soutenues des coopératives de jeunes intégrées aux unions ou centrales de coopératives locales et organisées dans une forme de sous-réseaux au niveau national. L'hypothèse mériterait d'être testée mais ce type d'incitation à l'organisation en coopérative des jeunes générations des zones rurales pourrait être interprété comme une forme de transmission de ce patrimoine organisationnel.

populations » (IPC, 2007) et tend à contrebalancer la perte progressive de souveraineté alimentaire induite par le modèle agro-exportateur latino-américain (Gutiérrez Escobar, 2011).

▪ Une articulation ***Agriculture – Tourisme – Conservation*** : les cultures du café et du cacao au sein ou à proximité d'espaces naturels remarquables apparaissent clairement être intriquées dans des démarches d'agroforesterie visant également à la conservation (voire la restauration) des forêts. La production de café et de cacao au sein de systèmes agroforestiers est donc un moyen pour les paysans de poursuivre une activité agricole viable tout en renonçant à mettre en concurrence l'activité agricole avec la protection du patrimoine naturel. Le Tourisme Rural Communautaire (TRC) intervient alors comme une modalité de valorisation de l'effort de conservation du patrimoine naturel. Dans le cas de la noix de cajou, cette articulation apparaît moins évidente. Néanmoins les éléments de sa mise en œuvre sont réunis : d'une part, le choix de la culture de la noix de cajou intervient aussi dans le cadre de démarches d'agroforesteries visant au reboisement de certaines zones asséchées, notamment au sein de zones en proie aux sécheresses dans la municipalité de Somotillo. D'autre part, les aménités naturelles de l'*Occidente* telles que la chaîne volcanique des *Maribios* ainsi que l'attractivité touristique de la ville coloniale de Léon permettent d'envisager ce type d'articulation. Certaines AIR ou projets d'AIR (noix de cajou, bananes séchées, fleurs d'hibiscus) sont susceptibles de s'inscrire dans une démarche de valorisation de productions locales et écologiques (agroforesterie, labélisation en Agriculture Biologique, pratiques agroécologiques et aménagement des agroécosystèmes, etc.) par le tourisme. De fait, des hôteliers, restaurateurs, prestataires touristiques (guides), etc. des villes de *Léon* et de *Somotillo* proposent déjà ce type de produits.

▪ Une articulation ***Intrants – Agroécosystèmes diversifiés – Réutilisation des sous-produits*** : dans des configurations différentes, au sein de chacun de ces SYAL-Coopérative, se situent des articulations entre la production d'intrants agricoles (notamment des engrais à la fois organiques (sous-produits agricoles) et minéraux (roche volcanique), des répulsifs pour certains insectes ou de produits préventifs contre certaines maladies, des systèmes de production diversifiés et la réutilisation des sous-produits sous des formes variées (production d'engrais, de biogaz, etc.). Cette articulation correspond à une manière d'intégrer des nouvelles étapes en amont de la chaîne de valeur agricole qui peuvent former des canaux de rétention d'une plus grande part de la valeur ajoutée d'un produit. En effet, l'adoption d'une approche agroécologique permettant de s'appuyer sur des complémentarités agronomiques et

sur la réutilisation des sous-produits agricoles pour réduire les besoins en intrants et autoproduire ceux qui restent nécessaires, signifie pour certains paysan.ne.s au sein de ces territoires, une réduction significative du coût de production (Entretiens, 2012-17, 2012-30). Dès lors, outre l'intégration des étapes avals des chaînes de valeur agroalimentaires (transformation-commercialisation) et la valorisation des produits par des marques de qualités territoriales, l'intrication entre le *design* de l'agroécosystème, les ressources disponibles localement (incluant les sous-produits à réincorporer), et les savoir-faire paysans, peut également permettre d'améliorer la viabilité économique de l'activité agricole. En plus de la réduction des coûts de production, la substitution des intrants achetés par des intrants produits au sein de la ferme constitue également un vecteur d'autonomie (Entretien, 2012-23) (Holt-Gimenez, 2008 ; Altieri & Toledo, 2011 ; Rosset & Martinez-Torres, 2012). De telles pratiques impliquent de repenser les chaînes de valeur agroalimentaires en y introduisant des bouclages (réutilisation des sous-produits et services agro-écosystémiques habituellement exclus de l'étude des chaînes de valeurs agroalimentaires) qui permettent aux producteurs d'aliments de retenir une part plus importante de la valeur de leurs productions. Ce genre d'approche ne semble pour le moment pas formalisé dans le cadre des chaînes de valeur agroalimentaires. Nonobstant, les recherches portant sur les « *closed-loop supply chain* » (Guide Jr & Van Wasenhove, 2002 ; Quariguasi Frota Neto & al., 2010) abordent cette question du bouclage des flux de matières et d'énergie au sein des chaînes d'approvisionnement, tout en restant assez loin des problématiques propres à l'agriculture et aux chaînes de valeurs impliquant des petits producteurs des Suds. Une autre piste pour appréhender ce type de démarche est celle de systèmes intégrés de production d'aliments et d'énergie | Integrated Food-Energy System (IFES) (Sachs & Silk, 1990 ; Bogdanski & al., 2011). Ici la logique de bouclage des flux au sein de l'agroécosystème est explicitée et présentée en termes d'autonomie et de soutenabilité environnementale, mais n'intègre pas les approches en termes de chaîne de valeur agroalimentaire. Nous reviendrons dans la Section 2 sur l'IFES et les modalités de sa mise en œuvre dans le cadre du MCP

Ce type de dynamique, associé à l'imbrication entre agriculture, tourisme et conservation du patrimoine naturel, met en exergue la dimension « Environnement – Gestion du patrimoine naturel » du SYAL qui devient une dimension charnière autour de laquelle l'action collective et l'innovation peuvent s'articuler à l'échelle du territoire. En effet la mise en œuvre d'une approche agroécologique notamment, s'appuie sur la participation, les savoir-faire et les ressources locales (Altieri, 1999).

Enfin, la présentation de ces quelques exemples de SYAL-Coopérative révèle une faiblesse autour de l'entrée « produits-qualité » et de son articulation avec les entrées « Savoirs et Savoir-faire – Innovations » et « Organisation – Réseaux d'acteurs ». En effet, si comme cela vient d'être mentionné, l'action collective au sein des SYAL-Coopérative permet l'activation des ressources spécifiques au sein des territoires (valorisation du patrimoine naturel et des sous-produits agricoles), ceux-ci ne donnent pas nécessairement lieu, en dehors de la valorisation du patrimoine naturel par le développement du TRC, à des processus de qualification qui soient synonymes de création de valeur pour les paysan.ne.s.

L'intégration de la chaîne de valeur par création de petites agro-industries ressort régulièrement comme un élément de motivation important en faveur de l'organisation en coopérative. Cela se manifeste d'une part à l'aune des entretiens menés lors de l'enquête de terrain. L'expression de motivations telles que celles listées ici en témoigne : [Insertion dans la chaîne de valeur], [Obtenir de nouveaux débouchés], [construction d'un local pour la transformation], [améliorer la qualité de notre production] [transformation-valorisation par de petites agro-industries], etc. D'autre part, cet élément de motivation est largement relayé par l'ensemble des documents, pages web, ou projets formulés au sein du MCP (FENACOOOP, 2006 ; SIMAS, 2008 ; CIPRES, 2009 ; IDR, 2011, Miranda & Juárez, 2012). Néanmoins les dynamiques observées nécessitent d'être renforcées, et ne présentent pas toujours de manière évidente des concentrations d'AIR, ou des formes d'action collective visant à la qualification territoriale des produits.

De manière générale, le développement d'AIR concerne en priorité les produits principalement destinés à l'exportation (café, cacao, noix de cajou). Parallèlement le recours à des signes distinctifs de qualité associés à l'origine territoriale est faible. En effet, les résultats de l'enquête comme les différentes recherches réalisées *ex post* y compris dans la littérature grise, n'ont permis de révéler que très peu d'exemples de produits transformés et valorisés par une marque de qualité spécifique (de type AOC ou autres marques distinctives d'une qualité/spécificité territoriale), susceptible de générer une meilleure valorisation sur les marchés locaux et urbains (les quelques exemples rencontrés sont principalement : les cafés de *Las Sagovias*, *Rosquillas Somoteñas*, Fromages *Chontaleños*, les noix de majou de la marque « *Delicias de Occidente* »). Pourtant le développement d'AIR au Nicaragua est une réalité et semble effectivement s'inscrire dans une logique d'intégration des chaînes de valeur agroalimentaires, de valorisation des produits et des spécificités territoriales (CIPRES, 2009 ;

IDR, 2011). La rareté des démarches de qualification territoriale peut néanmoins s'expliquer par au moins deux groupes de facteurs limitants (IDR, 2011) :

- D'une part, des facteurs endogènes se référant aux faibles capacités entrepreneuriales et administratives, ainsi qu'au faible accès à l'information, aux technologies et aux crédits. L'organisation en coopératives, encouragée par les institutions de tutelles, constitue l'un des leviers mobilisés pour surmonter ces difficultés (MAGFOR, 2009 ; IDR, 2011).

- D'autre part, des facteurs externes non-solubles par l'action collective (infrastructures, système éducatifs, culture, marchés, etc.). Parmi ces facteurs externes, la taille réduite des marchés locaux et l'absence d'une classe moyenne suffisamment importante pour constituer un marché urbain apparaissent déterminants. Dans ces conditions, il est difficile pour les producteurs de trouver les garanties de débouchés pour des productions qualifiées par la demande. Il semble manquer ce que Requier-Desjardins (2016 : 226) qualifie de : « *demande de territoire portée par une société urbanisée de classe moyenne* ». Ainsi, le rapport sur l'AIR publié par l'Institut du Développement Rural (IDR, 2011 : 48*) décline sur la filière fromagère cette caractéristique des marchés agroalimentaires nicaraguayens : les producteurs sont ainsi confrontés à des « *marchés peu concurrentiels sans exigence de qualité, et qui ne payent pas un prix différencié associé à la qualité des produits* ». Au Nicaragua, la population reste majoritairement pauvre et la classe moyenne ne représente que 9,3% de la population (Stampini & al., 2013 : 10). A titre de comparaison, cette classe moyenne représente près de 40% de la population au Costa Rica, 24% au Mexique et 25.3% au Pérou (pour rappel, le Nicaragua est le troisième pays le plus pauvre d'Amérique Latine, cf. Chapitre 1).

Ces quelques caractéristiques transversales amènent ici à se réinterroger sur l'articulation entre les différentes entrées de l'objet de recherche SYAL et la manière dont elles permettent de saisir les dynamiques propres au cas du MCP. En effet, l'adossement de ces dynamiques de type SYAL au MCP institutionnalise la forme coopérative comme base organisationnelle pour l'action collective. Dès lors une dimension politique propre aux mouvements socio-politiques portés par les paysans au Nicaragua, et plus largement en Amérique Centrale et Amérique Latine, semble devoir être prise en compte pour approcher ce type de dynamique. La dimension « politique » ne constitue pour l'instant pas une entrée reconnue pour l'analyse de l'objet SYAL. Le SYAL est envisagé comme levier d'accompagnement de trajectoires de développement mais ne prend pas nécessairement en compte l'existence potentielle de ce type de dynamiques endogènes porteuses de projets alternatifs de développement. Le cas des SYAL-Coopérative au Nicaragua permet ainsi d'introduire cet aspect des processus

d'activation territoriale. Il permet également d'appréhender l'entrée « environnement – Gestion du patrimoine naturel » de manière plus structurante dans la formation des SYAL-Coopérative. En effet, l'entrée « Produit – Qualité » semble avoir un rôle nodal dans la constitution des SYAL, les processus de qualification territoriale des produits étant devenus des éléments essentiels de définition du concept de SYAL et de la reconnaissance des dynamiques correspondantes (Casabianca & Valceschini, 1996 ; Boucher, 2004 ; Poméon, 2011 ; IICA, 2013 ; Requier-Desjardins, 2010 ; 2016). Néanmoins, Requier-Desjardins (2010a) souligne une double spécificité des SYAL, à la fois du point de vue de la qualification des produits, mais également en termes de « *développement durable* ». Du fait même de la nature de l'activité agricole, nécessairement en lien avec le substrat écologique des sociétés humaines, les questions relatives à la gestion du patrimoine naturel semblent également essentielles. L'entrée « Environnement – Gestion du patrimoine naturel » apparaît alors comme un second point nodal des approches SYAL. Dans le cas des SYAL-Coopérative nicaraguayens, cette seconde nodalité est effectivement avérée et semble même supplanter la première.

Afin de mieux saisir la particularité des SYAL-Coopérative, nous suggérons ici de recourir à une approche communautaire de la nouvelle ruralité. Celle-ci permet de réinterroger les présupposés normatifs du SYAL à la lumière notamment, de sa possible imbrication avec les mouvements socio-politiques portés par les paysans en Amérique Latine. L'approche SYAL ainsi complétée pourrait s'avérer mieux à même de fournir des clés d'interprétations et d'accompagnement des types de dynamiques observés.

1.3.2 *Appréhender la dimension politique des SYAL-Coopérative : l'apport d'une approche communautaire de la nouvelle ruralité.*

Si le SYAL a permis précédemment de caractériser certains phénomènes de coordination et de concentration d'AIR au sein du SCP, cette grille d'analyse, en l'état, ne permet pas de saisir de manière satisfaisante l'ensemble des dimensions relatives à ces coopérations localisées. En effet leur enchâssement dans un mouvement politique porté par les paysan.ne.s rend plus complexe l'appréhension de ces phénomènes. Comme l'a mis en perspective le Chapitre 3, il ne s'agit pas seulement pour les paysan.ne.s mettant en œuvre ces stratégies collectives de permettre l'amélioration de leurs revenus et de ceux de leurs communautés, en favorisant un meilleur accès aux marchés. Ces processus de coordination et la prégnance du modèle coopératif à la base de ces dynamiques de type SYAL renvoient à la présence d'un projet

politique alternatif à celui de la globalisation néolibérale. A ce titre, cette interprétation de la logique du MCP se rapproche de la lecture proposée par David Barkin des stratégies de développement paysannes au Mexique : « *The strategies are not simply the complex machinations of families seeking to eek out an existence in the face of declining real wages and deteriorating employment situation. Rather, they are the concrete manifestations of the realization that the « mainstream » path of the search for proletarian employment is no longer viable and that a return to traditional forms of cooperation, organized around mechanisms for ecosystem management might offer greater security and better quality of life* » (2006b : 4).

Cette dimension politique et le rôle également attribué à la dimension environnementale, amènent à élargir le périmètre habituel du SYAL. Ici, l'objectif en termes de développement localisé s'inscrit dans une perspective ambiguë entre nécessité de capter des revenus en « jouant le jeu » du marché globalisé, et volonté de s'émanciper du modèle de développement qui y est associé. Celui-ci ne leur a visiblement pas été favorable et ne correspond pas nécessairement aux aspirations de ces populations. Nous suggérons ici, nuanciant ainsi le propos de Boucher (2012b, cité p. 263), que collectivement les petits paysans pauvres d'Amérique Latine, ou d'ailleurs, ont peu de chance de sortir « gagnant » du processus de globalisation néolibérale, et qu'ils en sont conscients. Il semblerait en effet réducteur d'appréhender les populations rurales et paysannes sans leurs attribuer une capacité à se définir également en dehors du mode de production capitaliste et de son acception néolibérale. En tout état de cause, appréhender les dynamiques de coopération et de coordination territoriale sous un angle plus ouvert pourrait aider à prendre en compte certaines aspirations au-delà du critère effectivement déterminant de l'amélioration des revenus des ménages ruraux. La motivation politique à l'organisation en coopérative pourrait alors être intégrée à l'étude de l'objet SYAL et une interprétation du transfert partiel de nodalité de l'entrée « qualité – produit » vers l'entrée « Environnement – Gestion du patrimoine naturel » pourrait aussi être envisagée.

Cette proposition opère le basculement normatif du chapitre, revenant d'abord sur l'approche communautaire de la nouvelle ruralité proposée par Kay (2008) sur la base des travaux menés par Barkin au Mexique (1998a ; 1998b ; 2001 ; 2006a ; 2006b). Dans ce cadre, la mise en œuvre d'actions collectives de la part de populations pauvres des territoires ruraux peut être entendue comme la recherche d'une voie alternative et autonome de développement (c'est-à-dire, conforme au cadre de l'écodéveloppement), articulée autour de formes

localisées de coopération et de la gestion des agroécosystèmes et du patrimoine naturel. Les dynamiques de type SYAL observées ne viserait alors pas nécessairement à s'intégrer au processus de globalisation, mais tout aussi vraisemblablement, à générer des moyens autonomes d'amélioration des conditions d'existence.

Nous rappelons les quatre aspects du présupposé normatif (*cf.* 1.1.3) qui accompagne la construction du concept de SYAL, en tant que grille d'analyse, et de l'approche SYAL, en tant que levier d'accompagnement de stratégies de développement rural : (1) la nécessité de trajectoires alternatives de développement dans le contexte de globalisation ; (2) le soutien aux agricultures familiales constitue un vecteur pertinent pour la mise en œuvre de ces stratégies ; (3) le développement d'AIR est un moyen à privilégier pour consolider la diversification des sources de revenu, notamment par la génération de revenus non agricoles et la rétention de valeur par l'intégration des étapes avals des chaînes de valeur agroalimentaires ; (4) le territoire est retenu comme brique de base des trajectoires de développement et de leur accompagnement.

Cet ensemble de présupposés normatifs s'insère parfaitement dans ce que Cristobal Kay (2008) qualifie d'« **approche réformatrice de la nouvelle ruralité** » : pour lui, les chercheurs et experts « *néo-ruralistes réformateurs* » proposent une manière de repenser le développement rural à l'aune de la persistance de la pauvreté et des atteintes à l'environnement. Il s'agit alors de subvenir aux défaillances du modèle néolibéral dans ces domaines en promouvant des approches plus à même de prendre en compte la spécificité des espaces ruraux, des aspects culturels, ou encore les questions relatives à l'équité de genre, à la participation, à la relation ville-campagne etc. Ainsi les « *réformateurs* » proposent « *a series of recommendations for public policies or interventions by NGOs and the international donor community which seek to ameliorate the negative consequences of neoliberal globalization. They do not necessarily advocate a radically different path of rural development but look for ways of reorienting public policy and widening its scope so as to improve rural livelihoods. They seek to reform the system rather than contesting it.* » (Kay, 2008 : 928-929).

Sans pour autant les mentionner directement Kay va même plus loin dans le rapprochement avec les approches SYAL, lorsqu'il décrit ainsi le type de stratégies soutenues dans ce cadre réformateur : « *These normative new ruralists wish to foster private-public partnerships, promote commodity chains and clusters for certain agricultural products seeking to raise productivity, to move up the value chain through agro-industrial processing and to advance technological innovations and competitiveness* » (Kay, 2008 : 929).

Le propos de Kay sur lequel nous nous appuyons ici consiste ensuite à reconnaître la possibilité et l'existence d'une autre approche normative de la nouvelle ruralité qui prend en compte la dimension politique liée au contexte d'émergence de la nouvelle ruralité en Amérique Latine.

Ces approches s'élaborent dès le début des années 1980 alors que le champ recherche du développement rural (économie du développement et études rurales) subit une large remise en question. Cette dernière s'effectue tandis que des transformations importantes sont effectivement observées au sein des espaces ruraux et que se structurent dans le même temps des mouvements sociaux nationaux et transnationaux. La nouvelle ruralité émergerait alors également comme une résultante des luttes sociales qui se structurent, notamment au sein des espaces ruraux, dans une forme de contre mouvement face au processus de globalisation néolibérale excluante (Escobar & *al.*, 1992 ; Borras & *al.*, 2008 ; Teubal, 2001 ; 2009). Dans ce cadre, la manière d'aborder la diversification des activités et des revenus, l'organisation des populations rurales – notamment en coopérative – et la conduite d'actions collectives, devraient pouvoir prendre en compte ce caractère politique. *« Il n'y a pas de doute sur le fait que la nature de la majorité des problèmes du secteur et des solutions qui se dessinent, passent inexorablement par le champs de l'économie politique. Les facteurs politiques subjacents de la complexe problématique rurale, et relatifs aux intérêts et aux rapports de pouvoir, sont très forts. »* (Echeverri Perico, 2002: 45*)

Du point de vue des populations rurales et des paysan.ne.s eux-mêmes, ces évolutions des modes de vie et de subsistance au sein des espaces ruraux ne visent peut-être pas seulement à s'accommoder au mieux d'un système socio-économique modelé dans le cadre néolibéral, mais plutôt à s'en émanciper. L'un des chercheurs qui a travaillé avec Ignacy Sachs en tant que membre fondateur du Centre sur l'Écodéveloppement créé à Mexico en 1974 (Sachs, 2007), David Barkin, tente donc de démontrer dans ces travaux que la nouvelle ruralité émerge dans le cadre d'une recherche de trajectoires véritablement alternatives, c'est à dire « une autre voie » plutôt qu'un « aménagement de la voie néolibérale » : *« Unlike many other social groups, however, many rural societies are successfully reclaiming their own spaces, the territorial and/or political, where they are attempting to construct their own alternatives to the onslaught of globalization. This diversity is one of the single most notable characteristics of rural life today – one that often escapes the notice of northern observers »* (Barkin, 2004: 281).

Cette voie alternative de « *développement populaire soutenable* » (Barkin, 2001 : 81*) s'appuierait sur la conduite d'actions collectives visant au « *renforcement de trois piliers fondamentaux : autonomie, autosuffisance et diversification productive* » (Barkin, 2006b : 2*). Kay nomme « **approche communautaire de la nouvelle ruralité** » cette proposition « *explicitement post-capitaliste* » que les populations paysannes bâtiraient d'elles-mêmes comme un contre mouvement : « *to confront neoliberal globalization and construct an alternative to individual impoverishment and ecological degradation* » (2008 : 930).

Cette approche de la nouvelle ruralité, plus orientée vers une posture compréhensive de l'associativité paysanne et des déclencheurs de l'action collective dans le contexte latino-américain pourrait alors permettre d'appréhender les dynamiques de type SYAL d'une manière originale, en tenant plus explicitement compte de la dimension politique qui sous-tend la notion d'identité et interfère dans la constitution des réseaux d'acteurs et de leur capacité à se coordonner et à coopérer. Cela rappelle la notion de proximité institutionnelle telle que Talbot (2008, 2010) la définit.

C'est dans cette perspective que Rosa Maria Larroa – une chercheuse mexicaine de faculté de sciences politiques et sociales à Mexico, UNAM – semble présenter le SYAL comme « *un outil méthodologique qui peut être mis à la disposition des paysans et des communautés rurales qui s'organisent dans leur combat pour résister et lutter contre l'exclusion sociale dont ils font l'objet depuis l'avènement de la mondialisation néo-libérale en Amérique latine, sans avoir à renoncer à leur culture et sans perdre leurs ressources foncières* » (2010 : 1*) ; cela, à condition que l'approche SYAL en tant que levier d'accompagnement de stratégies véritablement alternatives soit à même d'inclure « *la critique du modèle globalisateur néolibéral excluant, la mobilisation sociale, la lutte socioculturel et politique, un projet économique-social alternatif* » (2010 : 8*).

Le présupposé normatif qui sous-tendrait l'approche SYAL dans le cadre d'une approche communautaire de la nouvelle ruralité pourrait s'exprimer de la manière suivante :

(1) Les communautés paysannes et rurales sont exclues durablement du processus de globalisation néolibérale et n'ont pas le sentiment de pouvoir en sortir gagnantes (Barkin, 1998b ; 2006a);

(2) les communautés paysannes et rurales cherchent elles-mêmes à mettre en œuvre des mécanismes alternatifs reposant notamment sur des formes traditionnelles de coopération et la gestion des agroécosystèmes;

(3) la diversification des activités et des productions (incluant le développement d’AIR) vise en particulier à « *renforcer les aptitudes et le pouvoir de décider comment et à quel degré ils [les communautés rurales] s’engagent sur le marché. Cette forme d’engagement sélectif sur le marché va favoriser leur autonomie et leur auto-suffisance* » (Kay, 2008 : 930*).

(4) L’approche communautaire induit d’elle-même le territoire comme brique de base des stratégies de développement.

L’acceptation ici de cette approche communautaire de la nouvelle ruralité, et l’inscription de l’approche SYAL dans cette même perspective « communautaire » nous permet de saisir et de prendre en compte la dimension politique des SYAL-Coopérative. Elle offre ainsi une clé d’interprétation de certaines des particularités de ces SYAL.

1.3.3 *Les particularités du SYAL-Coopérative au prisme de l’approche communautaire de la nouvelle ruralité : la gestion de l’agroécosystème au cœur de stratégies d’écodéveloppement*

La prise en considération de la dimension politique des SYAL-Coopérative étant entérinée par l’acceptation d’une approche communautaire de la nouvelle ruralité, il s’agit ici de s’intéresser aux autres particularités de ces dynamiques. Après être revenu rapidement sur la faible concrétisation des aspects relatifs à l’entrée « Produit – Qualité » par la spécification/qualification territoriale des produits, ce point s’intéressera principalement aux différentes articulations entre activités productives. Celles-ci semblent parfaitement entrer en résonance avec l’articulation entre les trois piliers fondamentaux évoqués par Barkin : la diversification productive comme base de l’autosuffisance et comme socle d’un développement autonome (Barkin, 1998a). Cette vision est par ailleurs congruente avec la notion de *self-reliance* attenante à la proposition d’un écodéveloppement (Sachs, 1980 ; Rist, 2012).

Nous avons précédemment fait référence à des facteurs endogènes et exogènes (IDR, 2011) permettant d’expliquer en partie au moins la faiblesse des démarches de qualifications territoriales au Nicaragua. Dans le cadre d’une approche communautaire de la nouvelle ruralité, le panel de facteurs endogènes pourrait être complété par la prise en compte d’une certaine aversion aux relations de marché. Le paysan ne serait alors plus seulement le porteur passif d’une série de « maux » (faible capacité entrepreneuriale et administrative, faible accès à l’information, aux technologies et aux crédits), mais également porteur de choix qui contribueraient dans certaines conditions à l’éloigner des relations de marché et donc de son

insertion sur les marchés et les chaînes de valeur agroalimentaires. Dès lors, cette aversion pourrait constituer un autre facteur endogène, expliquant dans une certaine mesure les difficultés au sein des SYAL-Coopérative, à appréhender l'activation d'une dynamique territoriale de développement du point de vue de la qualification territoriale des produits.

Une autre spécificité de ces SYAL-Coopérative provient de la combinaison entre les différentes articulations productives transversales constatées dans chacun des territoires étudiés. En effet, ces SYAL-Coopérative se distinguent par la forte diversification des productions et des activités au sein des agroécosystèmes. Cette diversification s'exprime en termes de destination de la production (productions vivrières *versus* productions commerciales), de source de revenus (tourisme, AIR, travail salarié, artisanat), de diversité des cultures liées à des objectifs multifonctionnels (production de matières premières agricoles mais aussi, d'intrants agricoles, d'énergie, etc.)

D'abord, l'articulation entre *Cultures commerciales et Cultures vivrières* renvoie ainsi d'une part à l'aptitude à un « *engagement sélectif sur le marché* » et d'autre part à un objectif d'autosuffisance facilement associable à celui, plus large, de souveraineté alimentaire. Barkin exprime de la manière suivante cet aspect de la diversification productive : « *Although historical cropping patterns are unprofitable, people continue the plant local varieties because they taste better and are an essential part of their cultural practices. But new activities must be found that provide the income to allow the people adequate living standards* » (Barkin, 2006b: 5).

Ensuite, l'articulation *Agriculture – Tourisme – Conservation* qui est très liée à l'articulation précédente (TRC dans les zones de production de café et de cacao en lien avec des démarches d'agroforesterie) fait en premier lieu référence à la diversification des sources de revenus et des dynamiques de type « panier de biens » (Pecqueur, 2001). Elle intervient ainsi comme modalité de valorisation des ressources territoriales et du patrimoine dont disposent les communautés rurales elles-mêmes. Cette diversification des sources de revenus, associée à la possibilité de générer des excédents sur un panier de biens à destination d'une demande touristique susceptible de payer une prime de qualité territoriale, offre alors des pistes de renforcement de l'autonomie, notamment financière (Fuente Carrasco, 2009). Cette articulation rappelle en second lieu la multifonctionnalité des espaces ruraux et de l'agriculture et notamment leur fonction environnementale et récréative. Elle renforce ainsi les liens entre la production agricole, la diversification des activités productives et le maintien du patrimoine naturel.

Enfin, l'articulation *Intrants – Agroécosystèmes diversifiés – Réutilisation des sous-produits* semble traduire ce qui constitue l'essence même d'une approche agroécologique : le *design* des agroécosystèmes appréhendant de manière holistique « *les cycles minéraux, les transformations de l'énergie, les processus biologique et les relations socio-économiques* » (Altieri & Nicholls, 2000 : 14*), prenant ainsi compte de toutes les complémentarités productives. Ici encore, la diversification de la production peut être perçue comme un outil de renforcement de l'autonomie (notamment technologique : semences et intrants agricoles produits selon des savoir-faire maîtrisés par les paysans eux-mêmes) et de l'autosuffisance au-delà de la sphère restreinte de l'alimentation (autosuffisance énergétique notamment).

Conformément à ce que suggère l'approche communautaire de la nouvelle ruralité, la diversification productive intervient de manière transversale au sein de ces articulations et renvoie plus largement à une gestion des agroécosystèmes et du patrimoine naturel compatible avec l'approche agroécologique (Barkin, 2001 ; Fuente Carrasco, 2009). Dans cette perspective la gestion de l'agroécosystème et de sa multifonctionnalité interviennent comme des garants de la mise en œuvre de systèmes de production diversifiés, renforçant les objectifs d'autonomie et d'autosuffisance.

L'entrée « environnement – Gestion des ressources naturelles » présente donc bien dans le cadre des SYAL-Coopérative, le caractère nodale qui ressort des entretiens effectués auprès des membres du MCP. La section suivante, qui boucle cette thèse, permettra d'approfondir cette dimension environnementale et de saisir les modalités par lesquelles elle acquière ce rôle transversal.

Section II La dimension environnementale des SYAL-Coopérative : trajectoires d'écodéveloppement et encastrement socio-écologique.

Les modalités de prise en compte de la dimension environnementale, tant d'après l'étude de terrain menée auprès du MCP, que dans le cadre d'une approche communautaire de la nouvelle ruralité, semblent lui octroyer un rôle spécifique. En effet, elle apparaît dans ces contextes particuliers, non plus seulement comme une contrainte dont on chercherait à s'affranchir, mais plutôt comme un moyen. En plus des aspects culturels éventuels qui pourraient justifier un rapport particulier entre ces paysanneries et leur environnement, l'autonomie, l'autosuffisance, l'adaptation au changement climatique, la valorisation d'actifs spécifiques du territoire ou encore l'accès à de nouveaux marchés à plus fortes valeurs ajoutées (commerce équitable, Agriculture Biologique) sont autant d'objectifs qui concourent à l'encastrement écologique des stratégies et trajectoires de développement mises en œuvre.

Le Chapitre 3, a permis de préciser le caractère alternatif du projet de développement porté par le MCP. Le contenu de ce projet de développement émane d'une reconstruction à partir des diverses motivations exprimées par les interviewés, et fait notamment ressortir l'importance de la dimension environnementale (en particulier à travers l'adoption d'une approche agroécologique). Nous revenons ici sur cette dimension environnementale et sur la manière dont elle semble être prise en compte et influencer sur le projet alternatif de développement porté par le MCP. Le découpage thématique des entretiens, les observations de terrain ainsi que les divers documents, brochures, et manuels consultés sur place incitent à présenter l'approche agroécologique comme le point cardinal de l'intégration de la dimension environnementale au sein de ce projet. Nous étudierons donc dans cette dernière section la manière dont, à partir de l'intégration de l'approche agroécologique au sein des stratégies collectives internes au MCP, ce dernier devient promoteur d'un projet d'écodeveloppement cohérent avec l'objectif de souveraineté alimentaire et les préceptes d'une approche communautaire de la nouvelle ruralité. Ce résultat nous conduit à formuler deux propositions : d'une part, il permet d'opérer la mise en relation des approches s'appuyant sur la métaphore de l'écosystème à des fins de planification territoriale. L'agroécologie et l'Écologie Industrielle, ont en effet ce « quelque chose » d'essentiel en commun, qui leur donne une portée partagée en termes d'encastrement socio-écologique des sociétés humaines. D'autre part, il conduit à envisager à partir de ce « quelque chose » en commun, la manière dont une

fécondation réciproque de ces approches pourrait autant servir dans les zones rurales pauvres, à accompagner des processus d'écodéveloppement à l'échelle des territoires sur la base de dynamiques de type SYAL-Coopérative, qu'au sein des SIM, à envisager de manière plus radicale la remise en cause des structures socio-économiques qu'imposent les enjeux en termes de durabilité.

Après avoir mis en évidence dans une **première sous-section**, à partir de l'étude de terrain, la manière dont, à différents niveaux, l'approche agroécologique est intégrée dans les pratiques paysannes et promue par la MCP, une **deuxième sous-section** montrera que l'approche écosystémique sous-jacente à l'agroécologie dépasse largement les champs de la production agricole elle-même. Elle impulse des logiques de complémentarités et de bouclages des flux de matières et d'énergie qui peuvent conduire à la structuration de l'ensemble des systèmes socio-économiques territoriaux. Elle peut de ce point de vue-là être mise en regard avec les approches de l'Écologie Industrielle et Territoriale qui émergent dans le contexte français. La **troisième sous-section** effectue ce rapprochement et, la question de l'encastrement écologique, posée de manières différentes mais mobilisant finalement des approches parentes, sert dès lors de prétexte pour repenser la place et le rôle du secteur agroalimentaire dans les processus de développement.

II.1 L'approche agroécologique au sein du MCP : l'environnement écologique, contrainte ou moyen ?

Les entretiens menés auprès des paysan.ne.s ainsi que le recensement de documents relatifs aux stratégies de promotion de l'agroécologie par le MCP, montrent non seulement que cette approche contribue généralement, bien qu'à différents niveaux, au design des agroécosystèmes, mais aussi que sa mise en œuvre n'apparaît pas nécessairement comme une « contrainte » de plus pour ces populations. Il s'agit là d'un outil, d'un levier permettant la réalisation d'objectifs sociaux et économiques. Le fait de favoriser l'encastrement écologique des structures sociales semble aller de soi et être appréhendé comme un atout, plutôt que comme un poids. Le **premier point** détaille les modalités de promotion et de mise en œuvre de l'approche agroécologique au sein du MCP. Le **second** fait le lien entre approche agroécologique et stratégie alternative de développement.

II.1.1 L'agroécologie au sein du MCP : entre opportunité et contrainte

L'hypothèse formulée à la suite de l'enquête préliminaire d'une forte inclination à l'approche agroécologique au sein du MCP et des organisations qui le composent se trouve renforcée par l'analyse des entretiens constituant notre corpus. En effet, leur l'analyse révèle des motivations en termes d'adaptation au changement climatique, de protection de l'environnement et de promotion de l'approche agroécologique. Il est ainsi possible de mettre en lumière la manière dont les paysan.ne.s organisés au sein du MCP intègrent les problématiques relatives à la soutenabilité environnementale de l'agriculture au sein de leurs stratégies collectives.

Lors de la construction du guide d'entretien utilisé durant la phase d'enquête principale (*cf. Chapitre 2*), nous avons choisi de faire de la problématique environnementale une thématique à part entière dans la conduite des entretiens. En effet, nous avons déjà à ce stade, rencontré et interviewé (phase d'enquête préliminaire) des paysan.ne.s et des techniciens dans chacune des zones d'enquête ayant insisté sur l'importance donnée à l'adoption d'une approche agroécologique au sein du MCP.

Dès lors, nous souhaitons interroger la nature de la prise en compte de la dimension environnementale dans l'éventail des motivations et des objectifs liés à l'organisation en coopérative. Pour cela, le guide d'entretien a été conçu de manière à ce que l'interviewer n'introduise pas par lui-même les thématiques directement liées à l'environnement ou à la mise en œuvre d'une approche agroécologique. C'est seulement en fin d'entretien, lorsque la thématique n'est pas abordée spontanément par l'interviewé, que l'interviewer a la possibilité d'introduire lui-même le thème orientant ainsi le bouclage de l'entretien. Les questions subsidiaires avaient par ailleurs pour fonction de permettre l'approfondissement de cette thématique environnementale en offrant des possibilités supplémentaires de relances, sur un mode désormais plus directif.

Dans deux tiers des entretiens (20/30), la dimension environnementale est abordée spontanément par les interviewés. Les autres interviewés ont attendu d'être orientés pour aborder cette thématique. Parmi ce dernier groupe, 2 interviewés sont considérés comme « indifférents », c'est-à-dire, n'intégrant d'aucune manière la dimension environnementale dans l'éventail de leurs motivations à s'organiser en coopérative. Ce sont des personnes pour lesquelles les réactions aux relances sur ces thèmes se sont soldées par des réponses évasives, évoquant tout au plus les problématiques de déboisement et de reforestation auxquelles

l'ensemble des paysan.ne.s engagés dans le MCP ont été confrontés *via* des formations, projets, actions de sensibilisation menés autant par les organisations coopératives elles-mêmes, que par les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux en lien avec le MCP.

Sur l'ensemble des 28 autres entretiens, deux tendances se dégagent de l'analyse thématique de contenu à laquelle ont été soumis les entretiens (*cf.* Chapitres 2 & 3). Chacune de ces tendances pouvant se révéler au prisme de thèmes exprimant des opportunités, des contraintes, des défis/projets ou des résultats.

Nous proposons ainsi deux catégories d'interviewés : les « promoteurs-proactifs » et les « adhérents – réactifs » (*cf.* Tableau 2.5)

Les « promoteurs-proactifs » (1/3 des entretiens)¹²⁰ qui font exclusivement partie du groupe de personnes ayant abordé spontanément la thématique environnementale. Pour ce groupe, les références à une dimension environnementale sont orientées vers les pratiques agricoles en lien avec les autres thèmes abordés durant les entretiens. Ces pratiques agricoles sont très fortement orientées vers des approches agroécologiques, promouvant ainsi le design d'agroécosystèmes très diversifiés et donnant lieu à un certain nombre de bouclages. Ces derniers se traduisent principalement par la réutilisation de certains sous-produits de manière à fournir des intrants agricoles ou de l'énergie par l'utilisation de biodigesteurs (*cf.* II.2.1). Les interviewés regroupés dans cette catégorie sont considérés comme des promoteurs car ils sont le plus souvent engagés au sein du MCP afin de diffuser les savoirs et les savoir-faire associés à ces pratiques, pour témoigner des avantages qu'ils retirent de cette orientation, pour institutionnaliser l'action collective en faveur de l'agroécologie (création du MAONIC, participation aux projets de fermes pilotes (sorte de cheval de trois communautaire de l'agroécologie), organisation de *Ferias* | Foires, ou simplement, création de coopératives liées à certaines pratiques culturelles. Ils sont également qualifiés de « proactifs » car ils semblent adopter une approche agroécologique comme partie intégrante de leurs stratégies collectives et individuelles pour sortir de la pauvreté et améliorer leurs conditions d'existence. Le recours à l'agroécologie ne consiste pas seulement en un moyen d'adaptation mais apparaît constituer un moyen d'atteindre un éventail plus large d'objectifs pouvant être exprimé en termes de développement. Au-delà de la protection de l'environnement en soi ou de la nécessité souvent

¹²⁰ Sont comptabilisés ici les entretiens plutôt que les personnes interviewées. En effet, le corpus comprend quatre entretiens menés avec deux ou trois personnes simultanément (Entretiens, 2012-24 ; 2012-28 ; 2012-30 ; 2013-37). Dans ces cas, la catégorisation s'applique à l'ensemble des interviewés, selon ce qui ressort de l'entretien dans sa totalité, et non pas des réactions individuelles de chacun des interviewés.

évoquée d'adaptation au changement climatique, les objectifs qui motivent l'adoption d'une approche agroécologique de leurs activités rurales s'expriment de différentes manières :

▪ En termes d'autonomie : l'approche agroécologique leur fournit la possibilité de produire eux même tout ce qu'ils nécessitent au sein de la ferme ou de la coopérative :

Porque lo puede hacer el mismo [...] a través de la cooperativa ya podemos hacer foliares, fungicidas, insecticidas y todo a través de la cooperativa (Entretien, 2012-23)

Parce qu'il peut le faire lui-même [le paysan][...] par le biais de la coopérative, nous pouvons déjà faire des engrais foliaires, des fongicides, des insecticides, et tout cela à travers la coopérative.

Porque todo está en la finca ¿verdad? Por ejemplo el estiércol está en la finca. Los residuos de lo que sembramos los incorporamos. (Entretien, 2012-33)

Parce que tout est au sein de la ferme. N'est-ce pas? Par exemple le fumier est dans la ferme. Les résidus de ce que l'on sème, nous les réincorporons.

Pour les plus « politisés » des interviewés de cette catégorie, cette notion d'autonomie ne s'exprime pas seulement au niveau de l'agroécosystème mais se traduit plus largement à l'échelle de la communauté voir du pays comme par exemple dans cet entretien qui évoque le projet de souveraineté alimentaire :

« Por ejemplo, el proyecto de seguridad, y soberanía alimentaria decimo nosotros. Con eso estamos claro que la seguridad alimentaria se logra pero a través de consumir productos sanos. No es seguridad alimentaria si estas comiendo transgénicos, o estas comiendo el montón de químicos que llevan en las verduras. Ahora soberanía alimentaria, hay también que entenderla de lo que vamos a aportar al estado, a nuestro gobierno, si nosotros no dependemos de los fertilizantes que van a importar. ¿Verdad? Porque también hay un gran costo que hace el gobierno en esos fertilizantes que se importan. Aunque no sea directamente la plata del gobierno pero hacen exoneraciones, hacen esto, hacen el orto, y...y nos están destruyendo los suelos, principalmente, y nos están destruyendo la misma vida nuestra. Y también eso significa que como nos enfermamos más consumiendo muchos muchos toxicas, pues entonces el estado tiene que invertir más en medicina. Entonces para conseguir la soberanía alimentaria es principalmente no depender de las importaciones de productos. (Entretien, 2012-7)

Par exemple, le projet de sécurité alimentaire, et nous, nous disons de souveraineté alimentaire. Par rapport à cela, il est clair pour nous que la sécurité alimentaire peut être atteinte mais à travers la consommation de produits sains. Ce n'est pas la sécurité alimentaire si tu manges des transgéniques ou si tu manges les grandes quantités de produits chimiques que contiennent les légumes. Maintenant, la souveraineté alimentaire il faut la comprendre aussi à partir de ce que l'on va apporter à l'Etat, à notre gouvernement, si nous ne dépendons pas des fertilisants qu'ils vont importer, n'est-ce pas. Parce que ces produits fertilisants représentent un coût important pour le gouvernement qui les importe. Même si ce n'est pas directement l'argent du gouvernement, ils font des exonérations, ils font ci, et puis ça...et ils sont en train de nous détruire les sols, principalement, et ils détruisent nos propres vies. Et cela signifie aussi que

comme nous sommes plus souvent malades en consommant beaucoup beaucoup de produits toxiques, alors l'Etat doit aussi investir dans des médicaments. Et donc pour parvenir à la souveraineté alimentaire, il s'agit principalement de ne pas dépendre des importations.

▪ En termes de santé en évitant de manipuler des produits pouvant s'avérer nocifs pour les paysans eux-mêmes ainsi que pour le consommateur. L'entretien 2012-7 précédemment cité donne une idée sur cette dimension relative à la santé de l'engagement en faveur de pratiques agroécologiques. Dans la même optique, Adriana explicite une des motivations à substituer les produits phytosanitaires habituels par de telles pratiques :

Entonces nosotros estamos tratando de echarle meno de este, porque es dañino para la salud tanto para nosotros que vivimos aquí como para la producción que va hacia fuera. (Entretien, 2012-30)

Donc nous on essaye d'en mettre moins, parce que ça fait du mal à la santé, autant pour nous qui vivons ici ¹²¹ qu'en ce qui concerne la production que nous vendons.

▪ En termes de coûts de production, les pratiques agricoles agroécologiques sont vues comme un moyen de réduire les achats d'intrants qui représentent une charge importante pour les ménages ruraux :

Antes sembrábamos granos básicos aquí, sembrábamos el maíz, le echamos fertilizante, y el maíz nos crecía aunque el invierno no fuera bueno. Cando ya comenzamos con las prácticas de conservación de suelos, barreras vivas, muertas, y eso, incorporación de rastro¹²², etc. Entonces ya ahora no necesitamos ni fertilizante, porque las tierras se han mejorado pues. y los fertilizante tienen un alto costo. (Entretien, 2012-3)

Avant, on semait des grains de base ici, on semait du maïs, on lui mettait des fertilisants, et le maïs poussait même si l'hiver n'était pas bon. Quand nous avons commencé avec les pratiques de conservation des sols, de haies vives ou mortes, et ça, la réincorporation des résidus, etc. Alors désormais nous n'avons même plus besoin de fertilisants, parce que les terres se sont améliorées. Et les fertilisants ont un coût élevé.

¹²¹ Il est important de préciser ici que cet entretien a été mené au sein de la ZPP, dans une de ces « poches paysannes » situées au milieu des plantations de canne à sucre qui recouvrent une large part du territoire (cf. [Carte 4.3](#)). Dans chacun des trois entretiens réalisés à proximité de la municipalité de *Posoltega* (Entretiens, 2012-28 ; 2012-29 ; 2012-30), des rapports conflictuels avec les exploitants de ces plantations ont été évoqués, faisant intervenir la dimension environnementale et des problèmes de santé liés au fait de vivre au milieu de ces plantations.

¹²² Avant cet extrait de l'entretien, ce producteur de café sur les hauteurs de la municipalité de *Pueblo Nuevo*, dans la communauté de *Los Llanos 2* (ZPN) nous expliquait comment ils avaient, au sein de sa coopérative, appris à réutiliser comme engrais écologique ce qu'il appelle *agua-miel* | eau-miel, un résidu de l'opération de séparation du mucilage et de la pulpe du café par voie humide. Deux techniques de traitement du café sont utilisées : par voie sèche ou par voie humide. La seconde permet de produire un café vert plus homogène, de meilleure qualité, et mieux valorisé, mais présente l'inconvénient de générer de grands volumes d'eau résiduelle dont le rejet pose des problèmes environnementaux dans les zones de production de café. Ces eaux-miels peuvent être récupérées pour produire de l'engrais organique ou de l'éthanol (López Castillo & Castillo Araúz, 2011)

Yo cada año mi meta es subir, yo no sé cómo pero subir mi producción y rendimientos, bajando mi costo de producción. (Entretien, 2012-24)

Chaque année mon défi est d'augmenter, je ne sais pas comment mais augmenter ma production et mes rendements en baissant mes coûts de production

▪ En termes de revenu lorsque la valorisation des pratiques agroécologiques est rendue effective. Ce dernier cas semble largement réservé aux paysan.ne.s jouissant de la possibilité de développer des cultures commerciales d'exportation – café, cacao, noix de cajou – pour lesquelles ils ont collectivement réussi à obtenir une prime sur des marchés de niches – certification en agriculture biologique, réseaux de commerce équitable. La question du revenu, de la commercialisation et de la valorisation de l'approche agroécologique apparaissant plutôt comme une contrainte/difficulté dès lors qu'il s'agit de cultures vivrières. Hors entretien, lors d'une discussion informelle avec Blanca, productrice agroécologique membre du MAONIC (Entretien, 2012-24), celle-ci nous confiait qu'elle vendait l'ensemble de sa production de légumes sur des marchés locaux (au sein de la communauté et à *Chinandega*) mais sans les différencier des autres productions conventionnelles. L'absence d'une demande prête à payer une prime de qualité (cf. 1.3.1) pour des productions agroécologiques, ainsi que le rapport coût/bénéfice défavorable d'une certification sur de tels produits en l'absence d'un marché suffisant, rendent peu attractive l'adoption d'une telle approche dans la perspective d'un gain économique. En effet, la constitution de réseaux de distribution spécialisés reste balbutiante et la « qualification » en agriculture biologique repose sur des rapports de confiance entre producteurs/coopérative et revendeurs (IICA, 2009a).

Parmi les défis et contraintes mentionnées ici, l'ancrage de « mauvaises pratiques » (Entretien, 2012-17 ; 2012-23 ; 2012-32), la cohabitation avec une agriculture industrielle conventionnelle (2012-29 ; 2013-37), la nécessité et l'insuffisance des formations sont régulièrement évoquées (2012-28 ; 2013-38).

Hay un montón de cooperativas, grandes y pequeñas. Estamos tratando también de incidir para que los productores de granos básicos, los productores de hortalizas empiezan a utilizar este, abono orgánico y que dejen los abonos químicos. Pero es un proceso. Eso no es tan fácil, ya los productores tienen metido en la cabeza que tiene que ir a comprar un "triple 15", que hay que ir a comprar un urea. Eso es parte del mercado. ¿Verdad? De las transnacionales que tienen un gran poder en nosotros y eso es la parte difícil. Y hemos ido haciendo actividades con los productores. Estamos en un proyecto de producción de abono orgánico [...] y también un biomineral líquido para a la parte del foliar. O sea atacamos lo que es la mineralización de la tierra tanto por abajo que por arriba. Esto para que, para elevar la productividad. Porque eso es uno de los grandes problemas. [...] Entonces el objetivo es transformar un poco eso, elevar un

poco más la productividad para que tengan mayores ingresos, y eso también para que tengan mayor nivel de vida tanto en la familia como en la comunidad. Trabajando con el abono. Y nosotros, cuando se forma una cooperativa, siempre se forma con una idea, para resolver un problema, una situación. Y que uno solo no lo puede resolver, pero en conjunto si lo podemos resolver. (Entretien, 2012-17)

Il y a beaucoup de coopératives, grandes et petites. Nous sommes aussi en train de plaider pour que les producteurs de grains de base, les maraîchers commencent à utiliser des engrais organiques et qu'ils laissent les engrais chimiques. Mais, c'est un processus. Ce n'est pas si facile car le producteur à cela de mis dans la tête, qu'il doit aller acheter son "triple 15", qu'il doit aller acheter son urée. Cela a à voir avec le marché. N'est-ce pas ? Avec les transnationales qui ont un grand pouvoir sur nous, et c'est cela qui est difficile. Et on a donc organisé des activités avec les producteurs. Nous sommes sur un projet de production d'engrais organique [...] et aussi d'un engrais « biominéral » pour la partie foliaire. C'est-à-dire que nous nous attaquons à ce qui touche à la minéralisation de la terre, autant par le bas que par le haut. Cela pour élever la productivité. Parce que cela est un des grands problèmes. [...] Donc l'objectif c'est de faire changer un peu cela, élever un peu plus la productivité pour qu'ils aient des meilleures revenus et aussi pour qu'ils aient un meilleur niveau de vie, autant dans la famille qu'au sein de la communauté. En travaillant avec de l'engrais. Et pour nous, lorsque que se forme une coopérative, elle se forme toujours avec une idée, pour résoudre un problème, une situation. Un problème qu'une personne seule ne peut pas résoudre, mais qu'ensemble, si nous pouvons résoudre.

El otro problema que tenemos en estas comunidades es que estamos cerca del ingenio San Antonio que produce licores y el azúcar. Y entonces tenemos contaminaciones del agua y de los suelos. Están muy contaminados porque ellos fumigan aéreo. A veces los pequeños lo podemos hacer, y piden se nos piden a los pequeños que lo hagamos, y a los grandes nunca se los piden y se los exigen que los hagan. Entonces es un problema que tenemos porque a estas personas no se les prohíbe fumigar aéreo porque allí contaminas todo, el agua, todo, todo, todo. (Entretien, 2012-29)

L'autre problème que nous avons au sein de ces communautés, c'est que nous sommes proches de l'« Ingenio San Antonio » | Le complexe San Antonio¹²³ qui produit des liqueurs et du sucre. Et donc nous avons des pollutions de l'eau et des sols. Ils sont très pollués parce que eux, ils font de l'épandage aérien. Des fois, nous les petits on peut le faire [intégrer des pratiques agroécologiques], et on nous demande à nous les petits de la faire, et aux grands jamais on ne leur demande ni leur exige qu'ils le fassent. C'est donc un problème que l'on a car on n'interdit pas l'épandage aérien à ces personnes et ils polluent tout.

Como cooperativa estamos luchando por el medioambiente. Para sostener una vida más sana. Pero aquí tenemos dos poderosa empresas, que es la de palma africana, y la otra es de melina, que bañan los ríos, es decir, bañan todo lo que es la tierra con químicos. Ya por lo menos toda esta parte del castillo, yo considero que hay ya un porcentaje como 50% o más cubiertos por esas plantaciones. Entonces estamos en medio de dos monstruos, los pequeños campesino con

¹²³ Le complexe San Antonio (Groupe Pellas), basé à Chichigalpa (ZPP) est le principal producteur de sucre et dérivés (liqueurs et éthanol) du Nicaragua (López, 2003)

nuestra parcelita en medio, luchando nosotros por el medio ambiente y ellos contaminándonos. ¿Cuándo vamos a la quebradita buscar el agua para el consumo, que vamos a consumir? ...químicos, que ellos fumigan. Entonces es una lucha terrible que nosotros tenemos. (Entretien, 2013-37)

En tant que coopérative, nous luttons pour l'environnement. Pour permettre une vie plus saine. Mais ici nous avons deux entreprises puissantes, l'une est une entreprise de palmier à huile, l'autre de Mélina, qui baignent les ruisseaux, ou plutôt qu'ils baignent toutes ces terres de produits chimiques. Rien que sur toute cette zone d'El Castillo, moi je considère qu'un pourcentage de 50% ou plus des surfaces est recouvert par ces plantations. Donc nous sommes au milieu de deux monstres, et les petits paysans avec notre petite parcelle au milieu nous luttons pour l'environnement et eux ils nous polluent. Quand on va à la source chercher de l'eau pour la consommation, qu'est-ce qu'on va consommer?...des produits chimiques, que eux répandent. Donc c'est une lutte terrible dans laquelle nous sommes engagés.

Les « Adhérents – Réactifs » (16/30 entretiens) forment quant à eux un groupe hybride composé de personnes ayant abordé spontanément la thématique environnementale ainsi que de personnes n'en ayant fait mention d'aucune manière avant que l'interviewer ne les y amène. Ce groupe peut être caractérisé par le fait que les paysan.ne.s en faisant partie adhèrent à l'approche agroécologique et la mettent en œuvre, à des degrés très variables, et essentiellement par des changements de pratiques à l'échelle de l'agroécosystème : mise en place de haies vives, haies mortes, haies brise-vent, stratégies de diversification, réutilisation de quelques déchets, reboisement de zones humides ou des abords des sources d'eau, etc. L'ensemble de ces pratiques relatives au design et à l'aménagement de l'agroécosystème constitue le motif de formations et d'opérations de sensibilisations au sein du SCP auxquelles ont participé les personnes constituant ce groupe. Ils n'ont pas nécessairement intégré, ou en tout état de cause, ils ne l'expriment pas, la transversalité de l'approche agroécologique vis à vis des problèmes qu'ils affrontent. Les interviewés de ce groupe sont ainsi qualifiés de réactifs car pour eux, la prise en compte de la dimension environnementale constitue une stratégie d'adaptation mais *a priori* pas un moyen en soi d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Ils sont néanmoins demandeurs de formations, de connaissances et expliquent même parfois leur faible engagement dans l'approche agroécologique par un manque de connaissances, de moyens, d'accès aux ressources :

La verdad, el único freno que hay, porque todo está en la finca, verdad. Solo nos falta contar con un técnico que nos asesore más. Para que este técnico lo maneja y vayamos viendo la producción como va. (Entretien, 2012-33)

En réalité, l'unique frein qu'il y ait, sachant que tout est à notre disposition dans la ferme N'est-ce pas? Il nous manque seulement un technicien qui nous conseil davantage. Pour que ce

technicien le fasse [elle parle à ce moment-là de la production d'intrants à partir des produits et résidus de la ferme] et que nous voyons comment va la production.

Yo pienso que lo que limita el productor en este aspecto es falta de conocimiento, falta de cultura. A veces un poco de temor también. (Entretien, 2013-49)

Moi je pense que ce qui limite le producteur sur cet aspect c'est le manque de connaissance, la manque de culture [habitudes]. Des fois un peu de peur aussi.

Le **Tableau 4.3** reprend de manière synthétique cette proposition de catégorisation en détaillant quelques-uns des critères de différenciation retenus pour la composition de ces catégories.

Tableau 4.3 : *Prise en compte de la dimension environnementale au sein du MCP : proposition de catégorisation à partir des entretiens*

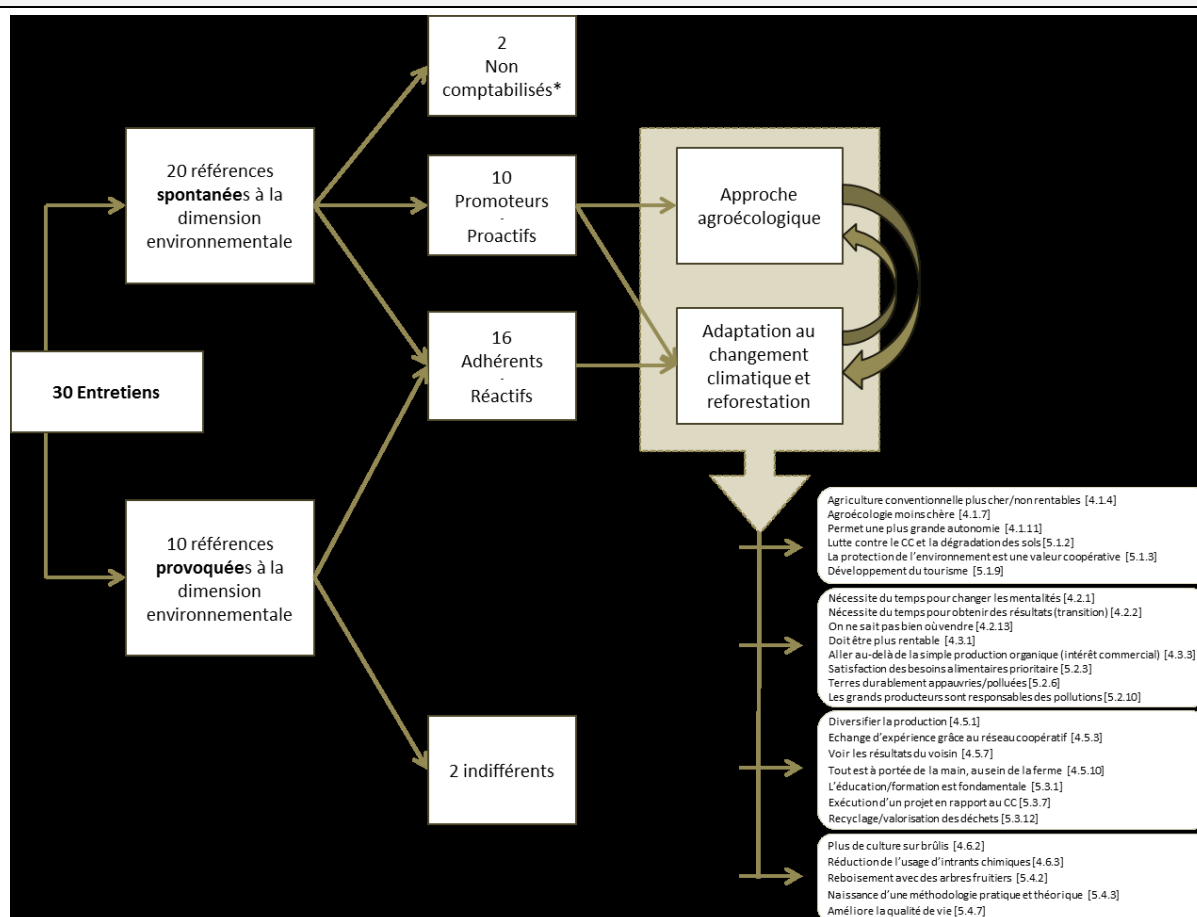
Catégories	Promoteurs-Proactifs	Adhérents-Réactifs
Modalité d'entrée sur la thématique environnementale/agroécologique	Spontanée	Spontanée ou Provoquée
Approches	<p>Systemique (mise en relation de la dimension environnementale avec des dimensions sociale, politique, économique, culturelle, etc.)</p> <p>Agroécologique</p>	Adaptation au Changement Climatique santé
Principes – Pratiques	<p>Adoption de principes agroécologiques et mise en œuvre avancée :</p> <p>Forte diversification productive</p> <p>Bouclage de flux de matières et d'énergie (réutilisation, production d'intrants)</p>	Pratiques agroécologiques de base selon les incitations et le contexte : haies vives, haies mortes, diversification, agroforesterie, etc.
Engagement	<p>Promoteurs communautaires</p> <p>Création d'un mouvement (MAONIC)</p>	<p>Reboisement (ou arrêt du déboisement)</p> <p>Réduction de l'usage des phytosanitaires conventionnels</p>
Perception économique	<p>Opportunité :</p> <p>Diminution des coûts de production</p> <p>Valorisation (produits d'exportation)</p> <p>Nouveaux débouchés</p>	<p>Difficulté :</p> <p>Coût de la transition (baisse de productivité et durée de la transition)</p> <p>Coût d'une certification</p> <p>Manque de moyens</p> <p>Manque de connaissances</p>
Savoirs & Savoir-faire	<p>Source d'Autonomie</p> <p>Limite à la diffusion de pratiques écologiques</p> <p>La coopérative comme moyen de diffusion</p>	Limite à l'adoption de pratiques écologiques
Principales difficultés	<p>Commercialisation/valorisation sur le marché domestique</p> <p>Cohabitation avec l'agriculture industrielle latifundiaire</p> <p>Persistance des « mauvaises pratiques »</p> <p>Manque de connaissances</p>	<p>Manques de connaissances</p> <p>Coût/Bénéfice (transition, certification, valorisation)</p>

Source : Renaud Metereau

Que les interviewés puissent être assimilés à des « promoteurs – proactifs » ou qu'ils soient considérés comme « adhérents – réactifs », leurs modalités d'intégration de la dimension environnementale dans l'organisation et le *design* de l'agroécosystème semblent converger vers l'adoption d'une approche agroécologique. En effet, du point de vue opérationnel, la diversification culturelle des agroécosystèmes et l'agroforesterie apparaissent comme des pratiques de base de l'approche agroécologique (Altieri & Toledo, 2011 ; Kremen & *al.*, 2012). Elles permettent de réactiver les fonctions (« services ») écosystémiques (Daily, 1997 ; Froger & *al.*, 2012 ; 2016) et de substituer ainsi les processus et interactions écologiques aux apports en intrants (Nicholls & *al.*, 2016).

La Figure 4.3 permet de schématiser l'analyse proposée ici à partir des 30 entretiens ayant fait l'objet d'une analyse thématique de contenu.

Figure 4.3. *Catégorisation du copus d'interviewés en fonction des modalités de prise en compte de la dimension environnementale*



* Les deux entretiens non comptabilisés sont ceux réalisés à Managua auprès d'un membre du Conseil d'Administration de la FENACOP et d'un technicien du CIPRES/FECODESA, ces deux personnes étant considérées de fait, comme des promoteurs d'une approche agroécologique.

Source : Renaud Metereau

Cette relative convergence des membres du MCP autour de la diversification productive, de l'agroforesterie et de l'agroécologie semble néanmoins s'inscrire dans une dynamique plus large. A l'image de ce qui semble observable à l'échelle de l'Amérique Latine (Altieri & Toledo, 2011 ; Piraux & *al.*, 2011), la diffusion de l'approche agroécologique au Nicaragua s'appuie sur un phénomène de convergence intégrant les institutions gouvernementales¹²⁴, notamment celles constitutives du SPAR (MAGFOR, 2009 ; Cáceres & Valverde, 2011 ; Gómez & Vallés Darsa, 2013), des universités ou laboratoires de recherches (Nitlapan – UCA ; CIPRES ; UNA), des ONG opérant dans le champ du développement rural, et les organismes représentatifs du MCP à l'échelle nationale au premier rang desquels figurent les fédérations de coopératives.

Ainsi, l'orientation prise par les politiques publiques, les programmes et les stratégies de développement rural au Nicaragua s'inscrit dans une dynamique propice à l'attribution d'un rôle transversal à l'approche agroécologique. Dans cette perspective, le point suivant présentera les différentes perspectives de l'agroécologie : la science de l'agroécologie, l'approche agroécologique, et le mouvement agroécologique.

II.1.2 L'agroécologie : Une science, une approche et un mouvement au service de stratégies alternatives de développement.

L'agroécologie est une construction historique ayant donné naissance à diverses acceptions. Elle apparaît en premier lieu dans les années 1920 (Bensin, 1928) comme une discipline scientifique au croisement de l'agronomie et de l'écologie (Wezel & *al.* 2009), visant à comprendre le fonctionnement des agroécosystèmes et, par la suite à tenter de résoudre les problèmes liés à la soutenabilité de l'agriculture (Altieri, 1989). Les questionnements restent cependant cloisonnés aux sciences de la vie et à la définition des techniques et de pratiques

¹²⁴ Le programme « ProRural Incluyente » est le programme sectoriel pour le développement rural, englobé au sein du Plan National de Développement Humain (PNDH), qui vise en premier lieu à apporter un soutien aux secteurs les plus vulnérables de la population rurale. Il est mis en œuvre par institutions du SPAR et intègre trois « sous programmes » qui sont respectivement, le Plan National Forestier (PNF), le Plan National des Aliments (PNA), et le Plan National de l'Agro-Industrie Rurale (PNAIR). La diversification productive et la restauration-conservation des forêts par la promotion de systèmes agroforestier fait pleinement partie de la stratégie mise en œuvre dans ce cadre.

Parallèlement le gouvernement nicaraguayen fait voter les lois No. 693 (loi de souveraineté et de sécurité alimentaire et nutritionnelle en 2009) (ANRN, 2009) et No. 765 (loi de promotion de la production agroécologique ou biologique en 2011) (ANRN, 2011) viennent renforcer cette convergence vis-à-vis des mouvements sociaux, en construisant le cadre d'une « politique agro-environnementale » (Gómez & Vallés Darsa, 2013) intégrant les questions relatives au développement rural, à la souveraineté alimentaire, à la promotion de l'agroécologie, de l'associativité paysanne et du coopérativisme.

écologiques pour la production agricole. A partir des années 1980, des travaux proposent un décloisonnement disciplinaire élargissant aux sciences humaines et sociales la problématique de la soutenabilité de l'agriculture (Gliessman & al., 1981 ; Conway, 1983 ; 1986 ; Hill, 1985 ; Altieri & Anderson, 1986)

« Though agroecology initially dealt primarily with crop production and protection aspects, in recent decades new dimensions such as environmental, social, economic, ethical and development issues are becoming relevant. Today, the term 'agroecology' means either a scientific discipline, agricultural practice, or political or social movement » (Wezel & al., 2009: 503)

C'est durant cette période de remise en cause des études rurales (*cf.* [Section I.1.2](#)) et des effets de la révolutions verte que l'approche agroécologique est peu à peu explicitement reliée au contexte socio-économique et aux thématiques du développement et de la pauvreté rurale (Altieri & Anderson, 1986 ; Altieri 1989 ; Altieri & Yurjevic, 1991 ; Sevilla Guzmán, 2002).

L'agroécologie a donc évolué de l'étude relativement cloisonnée des relations écologiques au sein des systèmes de production (la ferme) à une approche holistique des agroécosystèmes visant à opérer un réencastrement des composantes sociales, économiques, culturelles, politiques de l'agriculture et des systèmes agro-alimentaires (Francis & al., 2003 ; Gonzalez de Molina, 2013), dans leur composante écologique. Elle constitue dès lors une manière d'appréhender la relation entre l'établissement des sociétés humaines et leur environnement par le biais de l'activité agricole qui apparait ici comme une interface. L'agronomie est envisagé de ce point de vue comme *« un processus éminemment politique et social »* (Scoones & Thompson, 1999 : 35*) mettant en jeu des rapports de pouvoir (Gonzalez de Molina, 2013) relatifs notamment à l'accès aux ressources, aux savoirs et aux techniques.

Les implications de l'approche agroécologique vont donc largement au-delà de la simple définition d'une série de pratiques mais affectent *« les déterminants socio-économiques qui régissent ce qui est produit, comment cela est produit, et pour qui cela est produit »* (Altieri, 1989 : 38). Les technologies, le *design* des systèmes de cultures conventionnels, et leurs impacts sur l'environnement ne sont ainsi pas appréhendés en dehors du contexte au sein duquel ils se développent (Altieri, 1992).

Opérant une rupture avec le paradigme moderniste de l'agriculture et du développement rural (Conway, 1983 ; Costa Gomez, 2005 ; Peterson & al., 2013 ; Levidow & al., 2014), l'agroécologie met l'accent sur les savoirs et savoir-faire paysans, sur l'autonomie, la

souveraineté alimentaire, énergétique et technologique des communautés rurales (Altieri & Toledo, 2011), sur la multifonctionnalité des agroécosystèmes et sur l'établissement de systèmes localisés de production et de consommation. Dans une perspective principalement latino-américaine, ce caractère alternatif, qui dépasse la dimension agricole, embrasse l'ensemble des problématiques relatives au développement rural dont certaines sont mises en exergue par le processus de « globalisation néolibérale excluante ». L'approche agroécologique acquiert alors effectivement une portée paradigmatique dans le champ du développement rural (Callicott, 1988 ; Altieri, 1989 ; Grove & Edwards, 1993 ; Guzmán Casado & *al.*, 2000 ; Sevilla Guzmán & Soler Montiel, 2009 ; Caporal & Oliviera de Azevedo, 2011) et fait l'objet d'une réappropriation par les mouvements sociaux portés par les paysans (Gliessman, 2013 ; Altieri & Toledo, 2011 ; Rosset & Martínez-Torres, 2012 ; Holt-Giménez & Altieri, 2013).

Historiquement, l'agroécologie se présente donc d'abord comme une science ou une discipline intégrative au croisement entre l'agronomie, l'écologie, la zoologie, l'entomologie, etc. **Puis**, elle s'étoffe, se complexifie, intègre la dimension sociale de l'agriculture et de l'alimentation et se constitue dès lors comme une approche holistique du développement agricole et rural, permettant l'appréhension de l'agroécosystème comme une construction socio-écologique. Elle englobe de cette manière des enjeux relatifs à la soutenabilité sociale, politique, culturelle et environnementale. Dans ce cadre, l'approche agroécologique permet d'établir une série de principes en amont des pratiques agricoles et à la base des processus de développement agricole et rural. Ces principes pouvant par ailleurs être déclinés en prenant en compte des aspects spécifiques aux territoires (Nicholls & *al.*, 2016). Ils orientent ainsi l'organisation des agroécosystèmes vers la recherche d'une plus grande autosuffisance et d'une plus grande autonomie (Altieri, 2009 ; Rosset & Martínez-Torres, 2012 ; Jansen 2014).

La diversification au sein de l'agroécosystème est fondamentale et permet la rupture avec les modes de production conventionnels et la monoculture (Gliessman, 1990 ; Altieri, 2002 ; Wezel & *al.*, 2014). C'est sur cette base diversifiée que les complémentarités et les interactions au sein de l'agroécosystème peuvent être activées et permettre la substitution des intrants extérieurs par des fonctions écosystémiques internes à l'agroécosystème (Nicholls & *al.*, 2016). Cela se traduit, en dehors l'intérêt écologique d'une telle démarche, par un accroissement de l'autonomie matérielle (réduction des achats d'intrants), économique (l'endettement pour l'achat d'intrants et de semences n'est plus nécessaire) et technologique (le producteur est maître de sa propre technologie, ici la connaissance des savoirs et des

techniques permettant d'optimiser le fonctionnement de l'agroécosystème) au sein de l'agroécosystème (Van der Ploeg, 2008 ; Rosset & Martínez-Torres, 2012 ; Jensen, 2014). En matière d'alimentation, la diversification productive est également porteuse d'autosuffisance et de souveraineté alimentaire (Toledo, 1990 ; Altieri & *al.*, 1998 ; Bonaudo & *al.*, 2014).

Enfin, l'agroécologie se manifeste comme un mouvement scientifique et socio-politique (Sevilla Guzmán E, Martínez Alier, 2006 ; Wezel & *al.*, 2009 ; Rosset & Martínez-Torres, 2012). Du point de vue scientifique, en Amérique Latine, des réseaux de recherche se sont structurés (Ferguson, 2010 ; Peterson & *al.*, 2013) notamment au travers de la « Société Scientifique Latino-Américaine d'Agroécologie » (SOCLA), du « Réseau AgriCultures », ou encore d'associations nationales et régionales telles que L'Association Brésilienne d'Agroécologie (ABA) ou le Système d'Information Mésoaméricain sur l'Agriculture Soutenable (SIMAS) à Managua - Nicaragua. Ces réseaux donnent lieu à des colloques ou forum, et à de nombreuses publications dont des revues périodiques telles que *LEISA Revista de Agroecología* ou *Cadernos de Agroecologia*. Ce développement d'un réseau scientifique fait système avec une forme de mouvement socio-politique autour de la promotion de l'agroécologie, et qui se confond avec les Mouvements Agraires Transnationaux (MAT) en faveur de la souveraineté alimentaire (Altieri & Nicholls, 2008 ; 2012 ; Cuéllar Padilla & Sevilla Guzmán, 2009 ; Altieri & Toledo, 2011 ; Altieri & *al.*, 2012 ; Holt-Giménez & Altieri, 2013 ; Jensen, 2014).

En effet, l'agroécologie est perçue par plusieurs aspects comme un vecteur de souveraineté. D'abord, l'agroécologie renverse la relation entre la paysannerie et les approches modernistes du développement. Plutôt que de remettre en cause la « *rationalité écologique* » (Toledo, 1990 ; Martinez-Alier, 1997) ou « *l'éthos écologique* » (Glaeser, 1984) des paysans pour imposer un autre *ethos* plus conforme à une certaine acception du progrès et de la modernité, l'agroécologie construit sur, et partit de, cette « *rationalité paysanne* », des savoirs et des savoir-faire spécifiques en vue d'optimiser le fonctionnement des agroécosystèmes (Toledo, 1990 ; Altieri & *al.*, 2012) (Encadré 4.1). En cela, elle considère le paysan, et plus largement les populations rurales, comme des acteurs de leur propre développement. Cette reconsidération du rôle de la paysannerie dans les processus de développement est congruente avec les principes de Nyéléni pour une souveraineté alimentaire qui font référence à la participation (*cf. Introduction Générale*) ; principalement le principe 4 relatif au « *renforcement du contrôle local* ». Cette revalorisation des « logiques paysannes » et des savoirs locaux correspond également à l'aspiration du principe 5 relatif à « *la construction des savoirs et savoir-faire* » qui conditionnent l'obtention d'une souveraineté technologique.

Altieri et Toledo (2011)¹²⁵, proposent ainsi trois types de souveraineté se trouvant renforcés par la mise en œuvre de principes agroécologiques : Les souverainetés alimentaire, technologique et énergétique. Avant d'explorer plus en détail le lien entre agroécologie et souveraineté énergétique (II.2), un autre aspect justifie l'appréhension de l'agroécologie comme un mouvement socio-politique.

Dans le sillage des mouvements environnementaux d'opposition à l'agriculture industrielle des années 1960 (Wezel & al., 2009), l'approche agroécologique s'est construite en opposition (Touraine, 1978) à un modèle de développement rural. Ce dernier est basé sur la modernisation-artificialisation-industrialisation de l'agriculture (Krishnamurthy & al., 1978 ; Levidow & al., 2014 ; Gliessman, 2015), ainsi que sur une forme de rationalité économique associée au mode de production capitaliste et à ce que Weber (1930) nommait l'« *éthos économique moderne* ». Dans le contexte latino-américain, la dimension alternative de l'agroécologie est profondément présente et la promotion de cette approche revêt une dimension clairement politique (Sevilla Guzmán & Woodgate, 1997 ; 2013 ; Altieri & Toledo, 2011 ; Calle Collado, 2013) aussi essentielle que ses dimensions scientifique et opérationnelle. « *For us, agroecology has its foundations in agrarian social thought and movements that emerged in opposition to early processes of agricultural industrialization and has developed in an ongoing dialectic between capitalist modernization and resistance to it* » (Sevilla Guzmán & Woodgate, 2013: 32-33).

Encadré 4.1 : *L'éthos écologique : un référentiel collectif au carrefour des formes de « rationalité écologique ».*

Cette thèse mobilise la notion d'« *éthos écologique* » évoquée par Glaeser (1984) dans l'ouvrage qu'il publie sur l'écodéveloppement. Dans la littérature relative aux études rurales, des terminologies différentes** apparaissent mais désignent finalement le même phénomène.

L'éthos écologique désigne un référentiel collectif, un ensemble de perceptions et de rapport à l'environnement naturel, qui est commun à un groupe social, à une société donnée. Dans les sociétés paysannes et/ou traditionnelles, on reconnaît volontiers un éthos écologique particulier qui conduirait à des comportements de protection, conservation de l'environnement, en opposition aux dynamiques de développement des Sociétés Industrielles Modernes (SIM).

Les différentes terminologies mobilisent pour la plupart la notion de rationalité (écologique, paysannes, environnementale, reproductive), qui en économie donne lieu à controverse.

Notre propos est ici de proposer une définition de l'éthos écologique incorporant de manière interdépendante deux formes distincts de rationalité (Simon, 1976)* :

La première forme de rationalité à laquelle se réfère l'éthos écologique est une forme de rationalité substantive : Le présupposé de cette proposition repose sur l'idée que pour assurer l'accès à ces moyens de subsistance, les communautés humaines dépendent fondamentalement de leur environnement naturel et de sa capacité à leur fournir les services et les ressources nécessaires. « *At a very fundamental level man's interests and those of ecosystem stability coincide. It is this*

¹²⁵ On se rapproche ici de l'idée de « technologie appropriée » développée par Sachs (Sachs & Vinaver, 1976 ; Sachs, 1980)

coincidence which establishes the grounds for comparison of the claims of ecological rationality with those of other forms of human reason; my suggestion is that the latter should step aside in favour of the superior claims of ecological rationality. Following Aldo Leopold, we should recognise the central fact of man's interdependence with nature. This interdependence means that we can stretch the idea of community to include the biotic community; membership of and reliance upon that community imposes restraint upon human actions. » (Dryzek, 1983 : 9-10). Les sociétés paysannes traditionnelles opèrent donc des choix « rationnels » visant à assurer leur survie en prenant en compte les contraintes, essentiellement liées à la disponibilité et à la reproductibilité des ressources naturelles qui garantissent les conditions de production de leur alimentation. Ces choix rationnels les conduisent *a priori* à préserver le substrat écologique sur lequel repose la survie de leurs communautés.

La deuxième forme de rationalité, dont la première ne peut être détachée, est une rationalité procédurale, c'est-à-dire une rationalité issue d'une construction sociale au sein même du groupe en question. Les choix sont alors le fruit des interactions entre les agents, les structures et leur milieu dans un contexte donné (Leach & al., 1997 ; Cleaver, 2000 ; Otsuki, 2013). Dès lors, ce système d'interaction donne lieu à des normes, propres à un groupe social, qui vont régir les processus de décisions individuelles et collectives relatives à la gestion du patrimoine naturel. On notera ici par exemple le caractère sacré qui peut être donné à la nature dans certaines cultures et l'influence que peuvent avoir des considérations d'ordre spirituel ou religieux sur le rapport à l'environnement naturel (Otsuki, 2013).

Nous ne tranchons pas le débat sur la nature et le bien-fondé de la notion de « *rationalité écologique* » vis à vis de ces deux formes de rationalité tout en acceptant qu'une position intégrative puisse être adoptée en considérant à la fois la complexité des relations entre l'humain et la nature (Bartlett, 1986 ; Bartlett & Baber, 1999), la primauté de la rationalité écologique argumenté par Dryzek (1983 ; 1987) et la difficulté à discerner ce qui relève du démonstratif (rationalité substantive) ou de l'argumentatif (rationalité procédurale) (Le Moigne, 1994).

Nous retenons néanmoins ici le rôle primordial de la forme procédurale qui permet de saisir des processus de formation d'une rationalité partagée par un groupe et qui résulte de la construction d'un « *éthos collectif* » (Cleaver, 2000 : 380).

Dans la suite de cette thèse nous nous référerons donc à l'*éthos écologique* pour qualifier un cadre référentiel partagé par un groupe au sein duquel se développe une rationalité écologique prioritairement procédurale.

Cela permet premièrement de saisir ce à quoi se réfèrent de nombreux auteurs, sous des dénominations différentes, et qui renvoie à des comportements visant à la conservation du patrimoine naturel dont dépendent plus directement les communautés traditionnelles, rurales, paysannes, etc.

Cela permet deuxièmement d'étoffer notre cadre théorique pour dissocier ce que serait une trajectoire d'écodéveloppement (donc alternative) qui maintiendrait ou réhabiliterait l'éthos écologique, de ce que furent les trajectoires de développement des SIM. Ces dernières ont en effet reposé sur l'évincement de l'éthos écologique au profit de ce que Weber (1930) a appelé un « *éthos économique moderne* ». L'éthos économique moderne donne la primauté à une rationalité économique de nature substantive. C'est cette primauté donnée à la rationalité économique qui permet de s'éloigner peu à peu de la prise en compte de l'interdépendance entre l'humain et la nature dont Dryzek (1983 ; 1987) a fait un axiome de la rationalité écologique.

Glaeser (1984 :2) se demande ainsi dans la perspective d'un écodéveloppement, si « *l'éthos écologique qui existe toujours au sein des cultures traditionnelles peut être maintenu en vie et rendu opérationnel [...] ?* »

* Simon (1976) distingue deux formes de rationalités :

« *Le comportement est substantivement rationnel quand il est en mesure d'atteindre les buts donnés à l'intérieur des limites imposées par les conditions et les contraintes données. Notons que, par définition, la rationalité du comportement ne dépend de l'acteur que d'un seul point de vue - celui des buts. Une fois ces buts fixés, le comportement rationnel est entièrement déterminé par les caractéristiques de l'environnement dans lequel il a lieu* » (1976 : 66. Traduction de Ernst & Miermont (1992) publiée dans la revue Pistes n° 3).

« *Un comportement est procéduralement rationnel lorsqu'il est le résultat d'une délibération appropriée. Cette rationalité procédurale dépend du raisonnement qui l'engendre* » (1976 : 67. Traduction de Ernst & Miermont (1992) publiée dans la revue Pistes n° 3).

** Toledo (1990) parlait de rationalité écologique des paysans. Hinkelammert et Mora Jiménez (2014 : 411) parle eux de « rationalité reproductive ». Enrique Leff qui a travaillé sur les communautés rurales traditionnelles au Mexique utilise le terme de « Rationalité environnementale » (Leff, 1994 ; 2012). Dryzek (1983 ; 1987), Bartlett (1986) et Otsuki (2013) parlent quant à eux de « rationalité écologique ».

Source : Renaud Metereau

L'ensemble des éléments théoriques mentionnés ici confirment ce que la réalité observée au Nicaragua suggérait. Dans le contexte latino-américain et dans le cadre des mouvements

socio-politiques portés par les paysans, l'agroécologie ne constitue pas seulement une série de principes et de pratiques. Elle découle d'une construction amenant, ce qui fût d'abord une science, à revêtir également les habits d'une approche holistique à la portée paradigmatique (IPES-Food, 2016). Elle nourrit finalement un mouvement socio-politique se confondant avec les MAT dont la *Via Campesina* constitue le fer de lance, et la souveraineté alimentaire le programme alternatif à faire valoir.

Dès lors, la diffusion des principes de la souveraineté alimentaire associés à ceux de l'agroécologie au sein des coopératives paysannes au Nicaragua, semble effectivement viser à la réalisation du projet alternatif porté par le MCP – un projet d'écodéveloppement. Par le rôle donné à la diversification productive, à l'agroforesterie et à la réutilisation des sous-produits agricoles, l'approche agroécologique se révèle également parfaitement compatible avec les trois axes fondamentaux de l'approche communautaire de la nouvelle ruralité (Rosset & Martinez-Torres, 2012 ; Barkin, 2006a ; Kay, 2008). Dans la sous-section suivante, nous affinerons l'analyse de cette convergence entre les différents cadres d'orientation alternatifs (souveraineté alimentaire et écodéveloppement) ou cadre d'analyse (approche communautaire de la nouvelle ruralité) mobilisés dans cette thèse autour de la réalité observée au Nicaragua. Parmi les principes fondamentaux de l'approche agroécologique, le bouclage des flux de matières et d'énergie au sein de la ferme constitue l'une des modalités de base de la substitution des intrants externes par des « intrants » autoproduits : « *The core principles of agroecology include recycling nutrients and energy on the farm, rather than introducing external inputs* » (Altieri & Toledo, 2011: 588). La mise en œuvre de ces principes au sein du MCP conduit à l'aménagement d'agroécosystèmes permettant la production conjointe d'aliment et d'énergie. Ces aménagement peuvent alors être qualifiés d' « *Integrated Food-Energy Systems* » (IFES) (Sachs & Silk, 1990 ; Bogdanski & al., 2011) et concourent, sur la base d'une diversification productive, au renforcement de l'autonomie et de l'autosuffisance des communautés rurales.

II.2 L'élargissement de l'approche agroécologique au-delà de l'activité de production agricole.

« Nous percevons l'agroécologie comme un élément clef de la résistance à un système économique plaçant la vie avant le profit (...) »

L'agroécologie est politique ; elle nous demande de remettre en cause et de transformer les structures de pouvoir de nos sociétés. Nous devons placer le contrôle des semences, de la biodiversité, des terres et territoires, de l'eau, des savoirs, de la culture, des biens communs et des espaces communautaires entre les mains de celles et ceux qui nourrissent le monde. »

(Forum International sur l'agroécologie, 2015 : <http://www.foodsovereignty.org>)

L'agroécologie n'est pas seulement une science ou un ensemble de pratiques relatives à l'activité agricole. Elle constitue une approche holistique de l'organisation de l'agroécosystème dont les principes émergents dépassent largement la dimension productive pour embrasser des enjeux sociaux et politiques. L'agroécologie peut donc également être lue comme un mouvement social, en opposition non seulement à un mode de production agricole, mais au-delà, à un certain rapport à la nature et à l'organisation du système agroalimentaire et des sociétés humaines dans leur ensemble. La vision du fonctionnement d'un écosystème, plaçant le bouclage des flux de matières et d'énergie comme principe de base, acquiert dès lors une portée programmatique pour l'organisation des systèmes socio-écologiques. La production d'énergie apparaît comme une activité très fortement liée à l'agriculture, en particulier en raison du potentiel de production énergétique à partir de biomasse. L'IFES qualifie des systèmes socio-écologiques intégrant les productions d'aliments et d'énergie. Ce type de structuration de l'agroécosystème a pu être observé au Nicaragua dans chacune des zones d'enquête (*cf.* [Carte 2.1](#) ; [Tableau 2.5](#)). Après avoir présenté plus en détail l'IFES et les réalités observées correspondantes à de tels systèmes, nous reviendrons sur la congruence entre ce type de stratégies basées sur le bouclage des flux de matières et d'énergie et les objectifs de *self-reliance* communs à l'écodéveloppement, à la souveraineté alimentaire ainsi qu'à l'approche communautaire de la nouvelle ruralité.

II.2.1 L'IFES : qualifier des agroécosystèmes « bouclés »

Le terme « *Integrated Food-Energy System* » (IFES) naît dans le cadre du programme des Nations Unies « *Food-Energy Nexus* » (FEN) initié en 1983, qui a donné lieu à des séminaires, des conférences, des études de terrain et des consultations dans de nombreux pays (Brésil, Inde, Sri Lanka, Rwanda, Sénégal, Nicaragua, etc.). Ce programme a volontairement réuni des chercheurs basés dans les pays concernés, favorisant la coopération Sud-Sud dans ce champs de recherche et ouvrant la possibilité d'une approche plus conforme aux préoccupations des population pauvres, rurales et urbaines, des pays du Sud (Sachs & Silk, 1990). Dès le départ, deux axes de recherche sont développés autour du lien entre alimentation et énergie du point de vue « des Suds » : les approches visant à intégrer la production d'alimentation et d'énergie pourraient d'une part, être des catalyseurs de « *développement rural et d'industrialisation* », et, d'autre part, constituer des « *stratégies alternatives de développement urbain basées sur une plus grande autonomie* » (Sachs & Silk, 1990 : 6). Un nombre important de travaux et de publications aborde ainsi le thème des interactions entre l'agriculture, qu'elle soit urbaine (Finquelievich, 1985 ; Gutman, 1985 ; Deelstra, 1987) ou rurale (Alburqueque, 1986) et la production d'énergie à partir de la biomasse. Ces approches se situent dans la perspective de voies de développement alternatives à celles suivies par les « pays aujourd'hui développés » (Chang, 2003). En matière de fourniture d'énergie, cela se traduit, notamment, par des stratégies mettant l'accent sur la décentralisation afin de répondre aux besoins spécifiques des espaces ruraux (Goldemberg & al., 1985). Le rapport final sur le FEN rédigé par Ignacy Sachs et Dana Silk (1990 : 15) présente ainsi l'objectif central de ce programme à travers « *l'analyse de systèmes conçus pour intégrer, intensifier, et dès lors accroître la production d'aliments et d'énergie en transformant les sous-produits d'un système en matières premières pour l'autre* ». Il s'agit d'attribuer une portée paradigmatique à la métaphore consistant à appliquer l'idéaltype du fonctionnement d'un écosystème aux systèmes socio-écologiques : « *These modern, ecologically sound systems are characterized by their closed loops of resources flows. In a sense, they incorporate the same rationality of traditional peasant farmers, albeit at a completely different level of scientific and technical knowledge.* » (Sachs & Silk, 1990 : 15).

La mise en œuvre de ces IFES peut être entreprise à plusieurs échelles (la ferme, la communauté, la ville) et à plusieurs degrés de technicité. Bogdanski & al. (2010) reprennent ainsi pour la FAO les travaux réalisés par le programme FEN et proposent une typologie des IFES :

L'IFES de type 1 correspond à des agroécosystèmes basés sur la diversification et/ou l'agroforesterie permettant la production simultanée d'aliment et de biomasse-énergie. « *Farming systems that are based on diversification of land use and production are either systems combining the growth of different annual crops, such as multiple –cropping, or systems mixing annual and perennial crop species, i.e. agroforestry : either system is sometimes combined with livestock and/or fish production* » (Bogdanski & al., 2011 : 5). Ce type de système intégré fournit à la fois des services écosystémiques basés sur les fonctions et les interactions au sein de l'écosystème – l'optimisation desquels constitue un des objets centraux de l'agroécologie – et des services productifs variés : aliments, bois-énergie, fourrage, etc.

L'IFES de type 2 introduit le recours à des technologies agroindustrielles visant à améliorer l'efficacité de l'usage énergétique des sous-produits agricole. L'IFES de type 2 « *maximize synergies between food crops, livestock, fish production and sources of renewable energy. This is achieved by the adoption of agro-industrial technology (such as gasification or anaerobic digestion) that allows maximum utilization of by-products* » (Bogdanski & al., 2011 : 6). Le biodigester devient alors un élément clé de l'agroécosystème permettant de valoriser certains sous-produits agricoles en les transformant en biogaz par un processus fermentation anaérobique.

Chacun de ces deux types d'IFES a pu être observé au Nicaragua dans le cadre du MCP et dans des contextes agro-socio-écologiques différents (au sein des trois zones d'enquête). L'IFES de type 1 est en effet promu de manière systématique à travers l'intégration de principes l'agroécologiques, et en particulier l'agroforesterie. Les IFES de type 2 sont moins courants mais ont néanmoins été implémentés, notamment dans le cadre de projets de coopération pilotés par le CIPRES (CIPRES, 2007). Des biodigesteurs ont ainsi été intégrés à certains agroécosystèmes, permettent la réutilisation des fumiers pour la production de gaz ménager et d'engrais.

Les principes d'aménagement des agroécosystèmes promus dans le cadre du MCP, basés en particulier sur la diversification, l'agroforesterie, la protection et le reboisement des sources d'eau et des zones humides, la mise en place de haies vives, concourent à la généralisation de la mise en œuvre d'IFES de type 1. Pour les producteurs de café, de cacao, ou de noix de cajou, la mise en œuvre de ces systèmes agroforestiers va de soi, à la fois avec l'aménagement d'agroécosystèmes ombragés favorables aux cultures de cacao et de café (Goodall & al., 2015), et avec le développement au sein de ces territoires (*Las Segovias* et *Rio San Juan*)

d'activités touristiques qui s'appuient notamment sur la conservation de la forêt et des paysages associés à ces cultures d'exportation. Faisant abstraction de ces cas, intrinsèquement favorables au développement de l'agroforesterie, les agroécosystèmes rencontrés durant les différentes phases du terrain ont systématiquement montré, à des degrés variables, la présence de cultures diversifiées et d'arbres. Ceux-ci peuvent avoir plusieurs fonctions à la fois écosystémiques et productives. Le lien entre déforestation, agriculture, cuisine, et adaptation au changement climatique ressort explicitement des entretiens.

Pero fue muy buena la experiencia. [...] Y también porque tiene doble propósito. Porque este, el líquido que echan, lo ocupan para folear. Y ocupaban, hasta eliminaban todo la suciedad del terreno de las vaquitas allí. Y así ya son tres trabajos mejor dicho, porque se hacía esa limpieza, se hacía foliar, y se hacía combustible para la cocina. Y se ahorra la leña también. Entonces trabajaba con varios objetivos este, porque ya no despaldaba uno. (Entretien, 2012-30)

L'expérience a été très bonne [...] et aussi parce qu'il y a un double intérêt. Parce que ce liquide qu'ils récupèrent, ils s'en servent comme engrais foliaire. Et aussi, ils utilisaient, ils allaient jusqu'à éliminer toutes les saletés (fumiers) dans le parc à vache là-bas. Et comme ça il y a déjà trois fonctions. Parce que ça permettait ce « nettoyage », de faire de l'engrais foliaire et de produire du combustible pour la cuisine. Et on économisait le bois aussi. Donc cela était utile pour plusieurs objectifs, parce qu'on n'a plus besoin de déboiser.

Ci-dessous ([Illustration 4.1](#)), les photos prises dans la ferme de *Chico* (ZPN), après la conduite d'un entretien durant la phase préliminaire de l'enquête de terrain (Entretien, 2012-P5), montrent un exemple de la manière dont les stratégies de diversification agroécologique au sein du MCP conduisent à l'aménagement de systèmes agroforestiers très diversifiés incluant ici, de la pisciculture, des plantations d'arbre fruitiers et des plantations d'arbres à double fonction : haies vives et bois-énergie pour la cuisine.

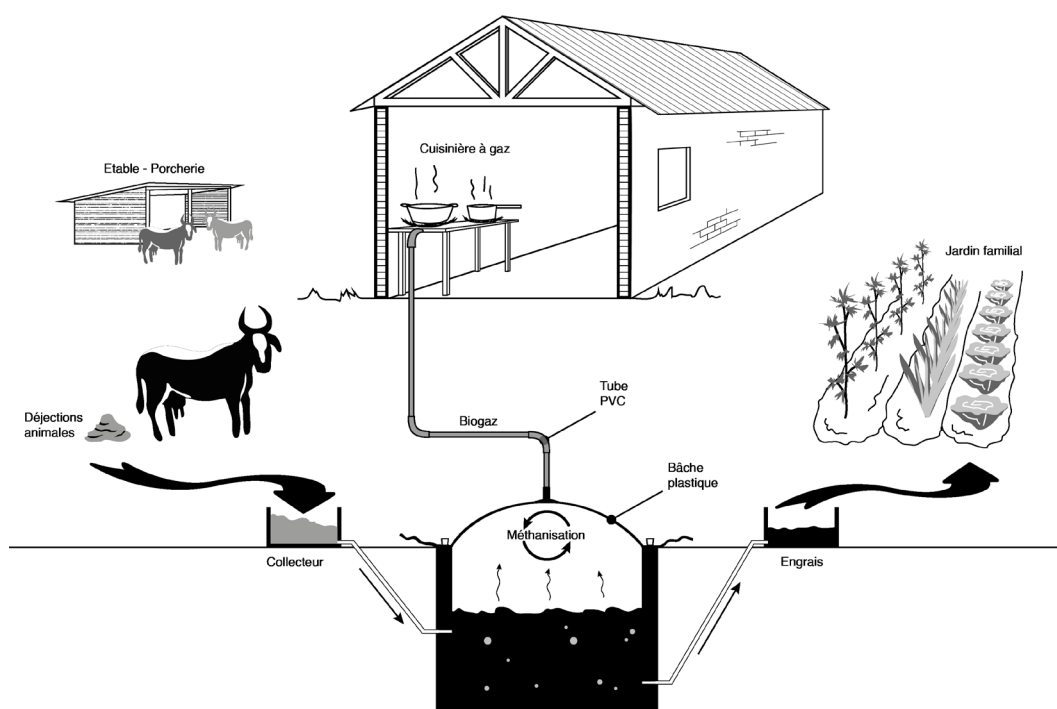
Illustration 4.1 : La ferme agroécologique de « Chico » près de Pueblo Nuevo (ZPN) : diversification, agroforesterie et pisciculture.



Source : photos de Renaud Metereau

De manière beaucoup plus restreinte, des paysan.ne.s au sein du MCP mettent également en œuvre des IFES de type 2. Certains programmes de coopération internationale (le programme « *Cuenta Reto del Milenio* » de L'USAID, ou le programme de coopération norvégien en partenariat avec le CIPRES durant les années 2000), ont effectivement conduit au financement et à l'installation de biodigesteurs au sein de certaines communautés rurales. Ces installations sont rudimentaires et comprennent principalement une fosse recouverte d'une bâche plastique et reliée à un réchaud à gaz *via* des tubes « plastiques » (Figure 4.4).

Figure 4.4 : *Système-type de biodigester observé au Nicaragua.*



Source : réalisation de Tommy Dujardin

Ces biodigesteurs permettent d'une part la récupération des fumiers, et d'autre part, de fournir du gaz pour la cuisson des aliments de base¹²⁶, ainsi que de l'engrais pour les cultures (Botero & Preston, 1987 ; Herrero, 2007 ; Garfi & *al.*, 2011 ; Pérez & *al.*, 2014). En 2005, l'IICA et l'UNA estimaient le coût de revient de l'installation d'un biodigester rudimentaire (« *poche plastique* ») entre 130 et 350 \$ environs, selon sa taille et la localité où il est installé

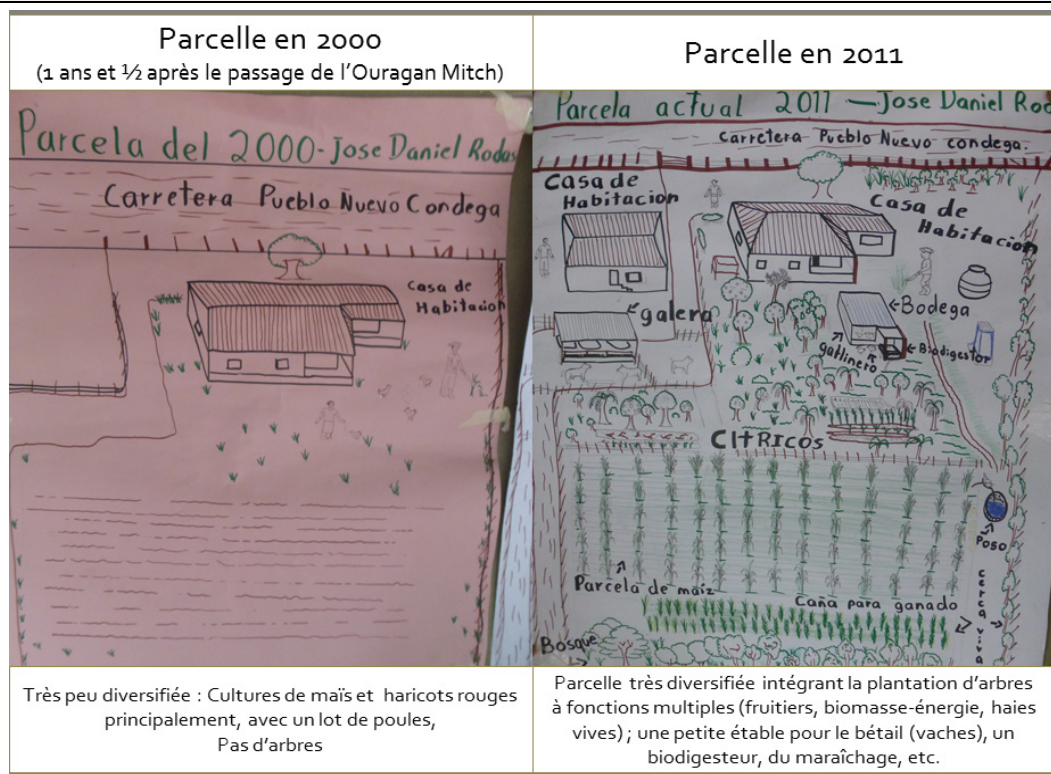
¹²⁶ Le « *gallo pinto* » est le plat de base dans l'alimentation des populations rurales nicaraguayennes, à base de riz et de haricots rouges nécessitant un temps de cuisson important. L'une des tâches quotidiennes au sein des ménages paysans, souvent réalisée par les femmes, consiste donc à récolter ou acheter du bois pour cuisiner ces haricots. L'utilisation du bois-énergie est donc essentielle pour la préparation des aliments de base dans les zones rurales du Nicaragua. Néanmoins cet usage peut être problématique en termes environnementaux (déforestation), économiques (achat du bois), sanitaires (foyers ouverts à l'intérieur des habitations), etc. (Aker & *al.*, 2014 ; Wang & *al.*, 2013).

(Del Carmen Beteta Herrera & Adolfo González, 2005). Les bénéfices tirés de cette installation peuvent être calculés à partir des économies réalisées sur la consommation d'énergie (substitution des achats de bois ou de gaz par du biogaz) et sur les achats d'engrais (Contenu en Nitrogène, Phosphore et Potassium des résidus liquides et solides de la digestion anaérobique) (Marchaim, 1992 ; IICA, 2005 ; Garfi & al., 2012). Ces biodigesteurs ont systématiquement été observés au sein d'exploitations dont les modalités d'aménagement suivaient clairement les principes de base de l'agroécologie dont en premier lieu la diversification productive, avec la particularité, soit d'associer cultures et élevages, soit d'avoir des voisins éleveurs (porcins ou bovins) afin de se procurer le fumier nécessaire à l'alimentation du biodigesteur¹²⁷. L'Illustration 4.2 présente deux photos des plans de l'agroécosystème aménagé par Don Daniel (Entretien, 2012-10), un paysan membre d'une coopérative de base située à Pueblo Nuevo (ZPN). Ces plans représentent ainsi le *design* de cet agroécosystème avant¹²⁸ et après la mise en œuvre d'une approche agroécologique intégrant la production d'énergie via l'installation d'un biodigesteur (l'aménagement agroécologique de sa ferme a été initié à la suite du passage de l'ouragan Mitch).

¹²⁷ D'après les témoignages reçus, une fois le processus de méthanisation amorcé, la nécessité quotidienne du biodigesteur équivaut à environ un « seau » de fumier pour fournir suffisamment de gaz pour la cuisine (4-5 heures de gaz). Cela correspond peu ou prou à l'estimation de (20 kg de fumier frais par jours pour 5h d'utilisation d'un brûleur gaz pour la cuisine selon Herrero (2007)), pour fournir suffisamment de gaz pour la cuisine (4-5 heures de gaz).

¹²⁸ La maison et l'exploitation de Don Daniel sont situées en bordure de la rivière. Le premier plan de ferme est réalisé après le passage de l'Ouragan Mitch en 1998, qui a d'après le témoignage de ce paysan, provoqué d'importantes crues qui ont emporté la couche fertile du sol et ainsi privé les exploitations occupant les flancs de la rivière d'un substrat leur garantissant des récoltes satisfaisante. L'adoption de principes agroécologique avait donc vocation à s'adapter aux nouvelles conditions imposées par ce phénomène climatique majeur en régénérant le sol et en le protégeant de nouvelles crues avec notamment la constitution de haies vives.

Illustration 4.2 : La ferme de Don Daniel : Exemple de la mise en œuvre d'une approche agroécologique intégrant la production d'énergie dans la ZPN (Rio Abajo – Pueblo Nuevo)



Source : photos de Renaud Metereau

Cette perception très positive du biodigester est largement partagée par les paysan.ne.s y ayant eux-mêmes accès, ou ayant pu observer leur fonctionnement au sein de leur communauté. Ainsi, sur le total des entretiens réalisés lors de la phase d'enquête principale (N=52), dans 84 % des cas les interviewés connaissaient le biodigester et son fonctionnement, et dans 81 % des entretiens, ils jugeaient de manière positive cette technologie. Cette critique portait par ailleurs d'avantage sur la manière dont le biodigester a été introduit que sur son usage même. En effet, en dépit de la perception très positive de cette technologie de la part des paysans, les entretiens ont révélé une faiblesse majeure, notamment du point de vue de l'autonomie. En effet, les « bâches plastiques » utilisées pour construire le biodigester ont systématiquement été fournies dans le cadre de programmes de coopération. Leur relative fragilité, le manque d'entretien, et l'usure de ces plastiques due à une mise en place ou à un usage inadapté (aucune protection), rend leur durée de vie relativement courte (parmi les personnes interviewées ayant bénéficié de l'installation d'un biodigesteurs, la durée d'utilisation de celui-ci a oscillé entre 2 et 8 ans). Les entretiens révèlent alors que, d'une part, un déficit de formation et d'accompagnement technique (Esquivel & al., 2002) et, d'autre part, la substitution du plastique usagé par un plastique neuf constitue un obstacle au maintien

des biodigesteurs. L'achat de la bâche constituerait non seulement un investissement trop important pour certains des ménages concernés, et en outre, une fois cette difficulté dépassée, le produit n'est pas disponible sur les marchés locaux. Il est *a priori* nécessaire de l'importer depuis le Costa Rica.

Outre cette difficulté propre à la mise en œuvre d'IFES de type 2 qui incorpore pour l'instant une technologie non maîtrisée par les paysans du MCP, l'approche agroécologique apparaît bien nourrir un projet visant à l'autonomie et à l'autosuffisance sur une base écologiquement viable. Il s'agit pour cela de profiter au maximum de toutes les complémentarités au sein d'un agroécosystème hautement diversifié, permettant le bouclage des flux de matières et d'énergie qui s'y développent. L'IFES peut alors être présenté comme un prolongement de l'approche agroécologique visant à étendre le principe de bouclage au-delà du secteur et des chaînes de valeurs agroalimentaires. La production d'énergie thermique à partir de la biomasse présente au sein de l'écosystème devient alors un moyen d'atteindre l'autonomie énergétique.

II.2.2 *Le bouclage des flux de matières et d'énergie comme un moyen clé pour la réalisation de la self-reliance.*

L'analyse au prisme du concept de SYAL des phénomènes de coordination localisée (Rallet, 2002) au sein du MCP a révélé certaines spécificités des dynamiques observées. Le SYAL-Coopérative permet de qualifier ces dynamiques en réaffirmant les dimensions politiques et environnementales qui sous-tendent l'action collective paysanne au sein des territoires ruraux concernés. L'approche communautaire de la nouvelle ruralité peut alors être mobilisée pour réviser les fondements normatifs du SYAL et saisir la spécificité du cas nicaraguayen. Dans cette perspective, les objectifs économiques de l'action collective, relatifs à la rétention de la valeur ajoutée au sein des territoires ruraux, ne peuvent pas être appréhendés indépendamment d'objectifs plus larges ayant trait à la construction de trajectoires alternatives de développement.

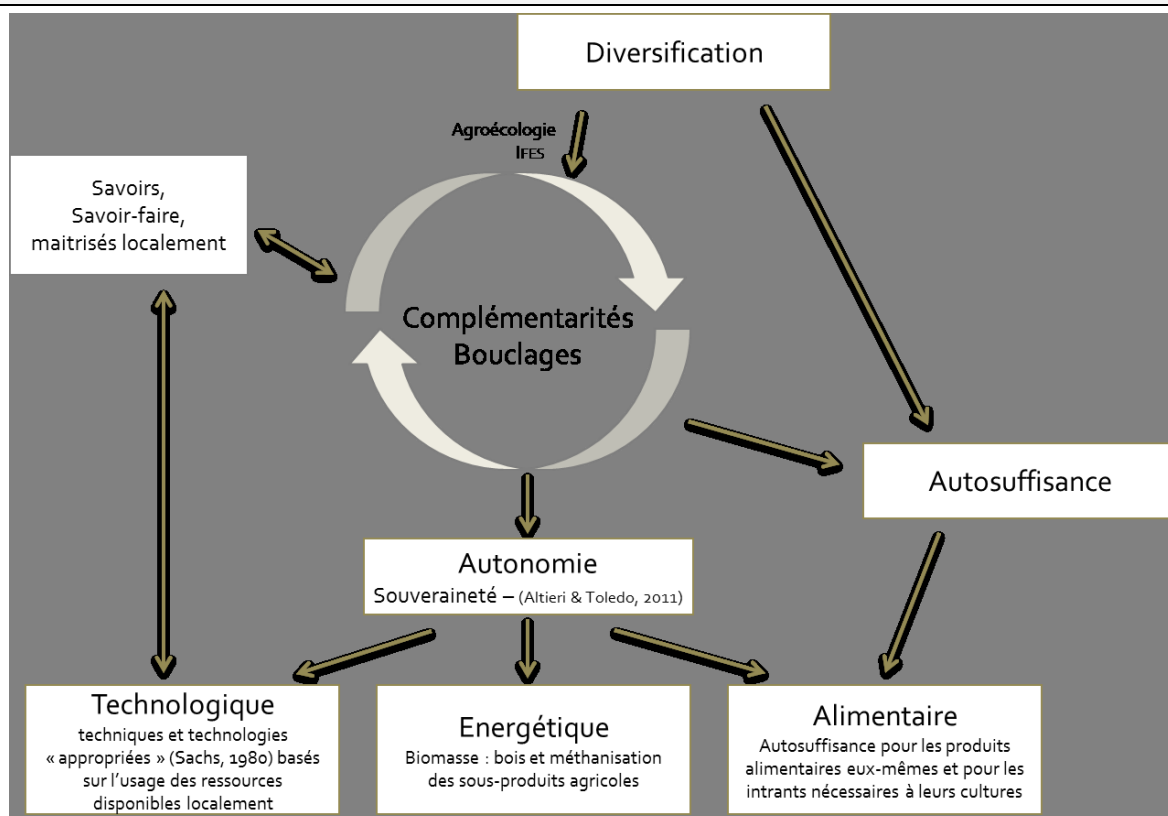
La combinaison des approches, cadres d'analyse, concepts, etc. mobilisés dans cette thèse pour comprendre et caractériser cette construction d'alternatives (écodéveloppement, souveraineté alimentaire, agroécologie, approche communautaire de la nouvelle ruralité), converge autour d'une série de principes qui apparaissent de manière transversale. Il s'agit à la fois de ceux proposés par Barkin comme axes fondamentaux de l'approche communautaire

de la nouvelle ruralité et de ceux qui sont à la base de la notion de *self-reliance* chère à Sachs (1980) : la diversification, l'autosuffisance et l'autonomie.

La diversification, des activités et des productions, constitue ainsi la base de stratégies visant à réduire la vulnérabilité des populations rurales. Autant les approches de la nouvelle ruralité (Giarracca, 2001 ; Gomez, 2002 ; Barkin, 2006a) que celles portant sur les moyens d'existences durables (Ellis, 1998 ; 2000 ; Niehof, 2004) entérinent cette assertion.

Sur la base de cette diversification, la mise en application des principes de l'agroécologie – et la concrétisation de Systèmes Intégrés Aliments-Énergie (IFES) – font du recours à toutes les complémentarités et à toutes les possibilités de bouclage des flux de matières et d'énergie au sein de l'agroécosystème, les mécanismes centraux permettant de transformer la diversification en un vecteur d'autosuffisance et d'autonomie (Figure 4.5).

Figure 4.5 : Le bouclage des flux de matières et d'énergie au cœur des stratégies d'écodéveloppement



Source : Renaud Metereau

Dans le type d'intégration entre systèmes sociaux et systèmes écologiques promu dans le cadre du mouvement agroécologique, le bouclage des flux de matières et d'énergie apparaît dès lors comme le levier sur lequel repose l'atteinte des objectifs socio-environnementaux fixés dans la cadre souveraineté alimentaire-écodéveloppement.

Les processus de développement rural sont donc entrepris selon des modalités qui visent à construire une trajectoire autonome en s'appuyant sur la diversification des productions et des activités, la mise en avant de complémentarités et l'opérationnalisation de ces complémentarités *via* le bouclage de certains flux. Ce type d'approches s'inscrit en parfaite adéquation avec l'« *éthos écologique* » (Glaeser, 1984) qui consiste à envisager l'organisation des activités humaines sans compromettre le respect des cycles écologiques desquels elles dépendent. Dans cette configuration, les trajectoires de développement rural ne peuvent pas être conçues comme des processus de désencastrement écologique tel que ceux ayant régi le développement des Sociétés Industrielles Modernes (SIM) (Cloud, 1977) (Encadré 4.2). Le principe de bouclage des flux de matières et d'énergie, propre au fonctionnement des écosystèmes, est alors être transposé à des systèmes socio-écologiques afin d'éviter ce désencastrement. L'écosystème opère donc comme un « idéaltype » dont on cherche à reproduire le fonctionnement au-delà de la frontière, s'il en est une, entre écosystème et socio-système.

Encadré 4.2 : Les « Sociétés Industrielles Modernes » (SIM)

On reprend ici la définition de P. Cloud (1977: 683) : « *Modern industrial societies are, without exception, high-technology growth-societies. They are organized toward ever increasing production as a central goal, with high and increasing degrees of specialization, mechanization, automation, and urbanization as distinctive manifestations. In addition to certain advantages, such processes also give rise to dis-amenities on a large scale, not only within the industrialized world but throughout the world [...] and to a growing isolation of man from nature simultaneously with a growing unfavorable impact of man on nature. Industrial society thus exhibits not only civilizing but also degrading aspects.* »

Cette définition peut être complétée par l'approche de Graedel (1994), les SIM pouvant s'apparenter à des « écosystèmes industriels juvéniles » (ou de Type I). Il s'agit de systèmes industriels linéaires dans lesquels les problèmes environnementaux sont gérés « *end of pipe* ». Ici on ne se soucie pas, ou peu, des prélèvements sur la nature, ou des dégradations causées par les activités humaines. Les déchets sont gérés, éventuellement recyclés, sans que soit posée en amont la question des modalités de leur « production ». (Figuère & al. 2014 : 176)

L'agroécologie se présente alors comme la science, l'approche et le mouvement qui promeut l'« *éthos écologique* » et l'idéaltype de l'écosystème sous-jacent, comme un élément structurant de trajectoires alternatives de développement. Centrées sur le secteur agroalimentaire, ces trajectoires apparaissent propices à la réalisation du projet souveraineté alimentaire - écodéveloppement.

En étendant ce principe de bouclage au-delà du secteur agricole lui-même, l'IFES ouvre une brèche vers un décloisonnement sectoriel effectif de l'approche agroécologique.

L'introduction de la technologie relative à l'installation de biodigester permet la production d'une énergie jusque-là principalement destinée à l'usage domestique mais pouvant également accompagner des processus d'agro-industrialisation. De ce point de vue, l'IFES offre la possibilité d'un rapprochement entre l'approche agroécologique et l'Écologie Industrielle. En effet chacune de ces deux approches se fonde sur la métaphore de l'écosystème (Ehrenfeld, 2004 ; Hess, 2009) pour l'organisation des systèmes socio-écologiques. Nous nous posons dès lors la question d'une possible fécondation réciproque entre ces deux approches. La première, plutôt portée par des mouvements sociaux de territoires en développement, maintient vif l'« *ethos écologique* » (Glaeser, 1984) prêté aux communautés paysannes. La seconde, est clairement issue des réflexions portant sur le réencastrement écologique des Sociétés Industrielles Modernes.

II.3 La fécondation réciproque d'une EI radicale et des approches alternatives du développement rural

L'adoption de principes agroécologiques et la mise en œuvre d'IFES met en évidence la prise en compte au sein du MCP des interactions, des complémentarités et *in fine* de l'encastrement écologique des activités humaines. L'appréhension de cet encastrement et de son déterminisme en termes de production et de reproduction des communautés rurales renvoie aux notions de « *rationalité écologique* » des paysans (Toledo, 1990 ; Martínez-Alier, 1997) ou d'« *ethos écologique* » (Glaeser, 1984) (cf. Encadré 4.1). Si le paysan détériore le milieu duquel il dépend pour produire ses propres moyens de subsistance, alors il met en péril sa propre survie. Dès lors, les stratégies de développement mise en œuvre visent notamment à comprendre le fonctionnement de l'écosystème et s'en accommoder pour aménager des agroécosystèmes permettant de profiter au mieux de toutes les complémentarités. Ce type d'approche s'appuie sur l'« idéal-type » de l'écosystème pour organiser des systèmes socio-écologiques.

L'approche radicale de l'Écologie Industrielle prend racine sur ce même idéal-type et pose le territoire, entendu comme un système complexe d'interactions socio-écologiques, comme objet central de recherche (Korhonen, 2001 ; Hill, 2006 ; Metereau & Figuière, 2014). Prenant acte des limites environnementales afférentes au processus historique de développement des SIM, cette approche conduit à l'étude des métabolismes territoriaux (Buclet, 2015) en vue du réencastrement écologique des SIM. Dans des contextes où l'*éthos écologique* des sociétés traditionnelles/paysannes a été en grande partie évincé au profit de l'*ethos économique*

moderne, ce type d'approche réhabilite également l'idéaltype de l'écosystème en vue de modifier en profondeur l'organisation et la structuration des SIM.

Ces deux approches convergent donc vers la figure métaphorique de l'écosystème et de son apport en tant qu'idéaltype pour l'analyse des systèmes socio-écologiques et pour leur organisation autour de principes assurant leur comptabilité avec les cycles écologiques.

L'objectif de cette dernière sous-section est de montrer l'intérêt d'un rapprochement, voire d'une combinaison entre ces deux approches (Metereau & Figuière 2014 ; 2016). La première, est promue dans le cadre des mouvements sociaux portés par les paysans en Amérique Latine. La seconde se structure comme un courant d'une discipline scientifique en construction dans les pays du Nord et notamment en France. L'objectif commun qu'elles se fixent – rendre compatible la satisfaction des conditions nécessaires à l'épanouissement des sociétés humaines avec les cycles écologiques dont ces dernières dépendent – ainsi que la démarche qu'elles adoptent pour y parvenir – s'inspirer du fonctionnement des écosystèmes pour structurer et organiser les systèmes socio-écologiques – attestent de la congruence de ces approches. Cette sous-section procède donc au bouclage normatif de la thèse en proposant de combiner ces approches afin d'ouvrir la possibilité de leur fécondation réciproque. D'une part, cette combinaison permet d'envisager la construction-consolidation d'un cadre théorique susceptible d'accompagner des trajectoires d'écodéveloppement au Sud, systématisant et élargissant les principes de base de l'agroécologie à des fins de planification territoriale. D'autre part, ce rapprochement inspire une réflexion sur le rôle du secteur agro-alimentaire dans la transformation et le réencastrement écologique des SIM (Metereau & Figuière, 2016). En effet, la linéarité de l'organisation socio-écologique des SIM s'est construite au cours de processus de transformations structurelles qui placent le secteur agroalimentaire aux fondements des trajectoires de développement.

Après avoir présenté dans **un premier temps** le champ de recherche de l'EI et explicité ce qui distingue l'approche radicale des autres approches de l'EI, nous mettrons en évidence dans **un deuxième temps**, les apports complémentaires de l'agroécologie et de l'EI radicale pour construire des leviers d'accompagnement de stratégie d'activation territoriale de type SYAL. Dans **un troisième temps**, il s'agira de proposer une réflexion sur le rôle du secteur agro-alimentaire dans les processus de développement et dans la recherche d'une trajectoire de réencastrement écologique des SIM.

II.3.1 Pour une Ei nécessairement radicale

Dans un contexte de remise en cause profonde du modèle de développement reposant sur la croissance, l'industrialisation et l'artificialisation des modes de vie (Meadows & Meadows, 1972 ; Georgescu-Roegen, 1971 ; Cloud, 1977), l'Ei émerge comme champs de recherche dès le début des années 1980 (Billen & al., 1983). Dans leur travail précurseur sur l'étude de « *L'écosystème Belgique* », Gilles Billen et ses co-auteurs invitent ainsi à appliquer les concepts et les méthodes de l'écologie à l'étude du fonctionnement des sociétés industrielles. Cela revient « *en somme à définir la société industrielle comme un écosystème, formé par l'ensemble de ses moyens de production, de ses circuits de distribution et de consommation ainsi que par les réserves de matières premières et d'énergie qu'elle utilise et les déchets qu'elle produit* » (Billen & al., 1983 : 19).

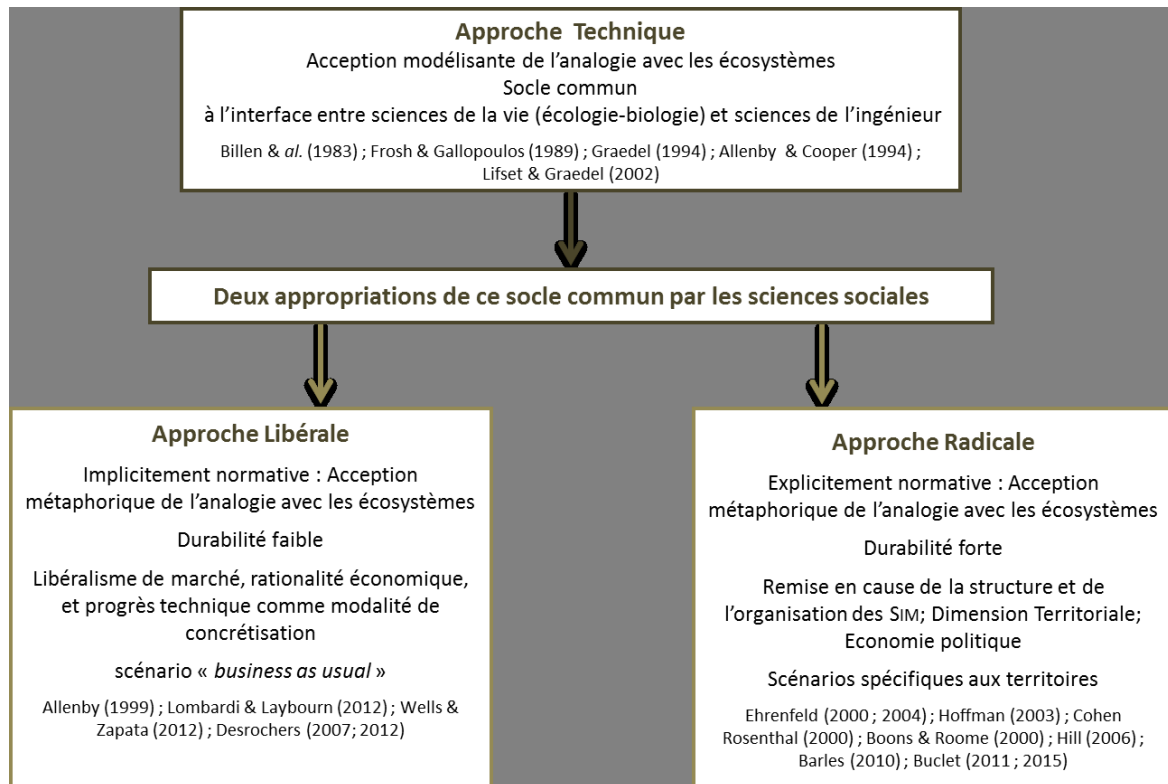
A ses balbutiements, l'Ei s'intéresse donc au fonctionnement des sociétés industrialisées dans leur ensemble, ce que Preston Cloud qualifiait de Sociétés Industrielles Modernes (SIM), et non pas seulement aux industries elles-mêmes.

Il faudra finalement attendre 1989 et la publication dans la revue *Scientific American* d'un article suffisamment consensuel, co-écrit par des ingénieurs de *General Motors* (Frosch & Gallopoulos, 1989), pour que l'Ei se popularise et devienne un champ prolifique de la recherche scientifique. Dès lors émergent une série de travaux¹²⁹ principalement issus des sciences de l'ingénieur. Ces travaux s'intéressent en premier lieu aux modalités techniques de l'étude des métabolismes industriels, et du bouclage des flux de matières et d'énergie au sein de parcs éco-industriels réunissant des unités de production témoignant de potentialités symbiotiques. Ce foisonnement est assez rapidement infiltré par les sciences sociales qui s'approprient cet objet de recherche moyennant des approches très hétéroclites et relevant de biais normatifs inégalement explicités.

Très sommairement on peut résumer la proposition centrale de l'écologie industrielle par le principe de bouclage des flux de matières et d'énergie au sein des SIM. Ce principe est considéré ici comme un moyen particulièrement prometteur d'internaliser la préoccupation environnementale dans l'organisation des activités humaines. Sur cette base, nous sommes en mesure de distinguer trois grandes catégories de travaux en Écologie Industrielle depuis le début des années 1980 (Figure 4.6).

¹²⁹ Deux revues internationales se distinguent comme supports privilégiés des publications sur l'Ei : Le *Journal of Cleaner Production* (depuis 1993) et le *Journal of Industrial Ecology* (depuis 1997).

Figure 4.6. Typologie des approches en Écologie Industrielle



Source : à partir de Metereau & Figuière, 2014

La première catégorie réunit les travaux qui forment le socle de l'écologie industrielle en détaillant les outils à mettre en œuvre et les principes qui les guident : limiter l'impact global des activités humaines sur son environnement naturel en étudiant le métabolisme des systèmes socio-économiques et en procédant au bouclage des flux d'énergie et de matières. Ces travaux sont issus de différentes disciplines, notamment de l'écologie mais aussi de diverses branches des sciences de l'ingénieur. Ils sont à l'origine de la proposition d'écologie industrielle et continuent à se développer en précisant notamment un appareillage technique opérationnel.

Les deux autres catégories de travaux distinguées ici portent sur les modalités de l'appropriation de ce socle. Ces propositions sont le fait de chercheurs issus de différentes disciplines, des économistes notamment.

La deuxième catégorie regroupe donc des réflexions s'inscrivant dans une démarche qualifiée « d'objective » mais qui se situent *de facto*, bien qu'implicitement, dans une approche que l'on qualifie ici en accord avec Opoku et Keitsch (2006), de « libérale » et en durabilité faible.

La troisième catégorie regroupe les travaux qui abordent l'EI en adoptant une démarche explicitement théorique, normative et qualitative. Ces travaux sont compatibles avec des démarches d'économie politique, et ils affichent leur hétérodoxie ainsi que leur positionnement en durabilité forte. Cette approche de l'EI est qualifiée de radicale.

Avant toute chose, il convient ici de rappeler que la distinction entre les versions faible et forte de la durabilité, se fonde sur des critères économiques. En effet, en partant de la proposition faite par Daly (1991), la durabilité forte se distingue par les trois critères suivants : faible substituabilité entre capital « créé par les hommes » et « patrimoine naturel » ; seuils d'irréversibilité ; valeur des biens environnementaux non nécessairement « monétarisable » (Figuère & al., 2014)

Si les travaux se situant dans la troisième catégorie sont plus facilement identifiables, il est beaucoup moins aisé d'établir une frontière claire entre les deux premières catégories. Ainsi, si les écrits de Frosh et Gallopoulos (1989) ou de Erkman (1998) peuvent assez aisément être considérés comme portant sur les fondamentaux de l'EI, les propositions faites par un auteur comme Allenby vont devoir faire l'objet d'un examen beaucoup plus fin : certaines des plus anciennes peuvent sans conteste faire partie de la première catégorie (Allenby & Cooper, 1994), d'autres, plus récentes (Allenby, 1999a, 1999b), peuvent au contraire être considérées comme se situant dans l'approche libérale sur l'EI.

Les travaux du « socle commun », ou « approche technique », s'appuient sur une « conception modélisante » (Hess, 2009 : 44) des écosystèmes naturels (Graedel & Allenby, 1995). Il s'agit ainsi d'appliquer les méthodes d'analyse des métabolismes biologiques à l'étude du « métabolisme industriel ». Suren Erkman, pionnier de la divulgation de l'EI dans la littérature francophone, définit l'étude du métabolisme industriel comme suit : « *L'étude des ensembles des composants biophysiques du système industriel. Cette démarche, essentiellement analytique et descriptive, vise à comprendre la dynamique des flux et des stocks de matière et d'énergie liées aux activités humaines, depuis l'extraction et la production des ressources jusqu'à leur retour inévitable, tôt ou tard, dans les processus biogéochimiques* » (Erkman, 1998 : 10).

L'analyse approfondie du métabolisme industriel doit permettre d'identifier des synergies potentielles entre les différentes composantes du système industriel, afin de réaliser des « symbioses industrielles ». C'est ainsi que l'EI peut contribuer à la réduction de l'impact des activités humaines sur la biosphère – éco-efficience – et, de manière plus ambitieuse, en

tenant compte des interactions entre les sociétés humaines et la nature, amorcer la réintégration des systèmes anthropiques au fonctionnement normal de la biosphère. Une démarche d'Ei vise donc à entraîner la transition d'un système linéaire (écosystème « juvénile », ou de type 1) et de traitement « *end of pipe* » des pollutions (Erkman, 1998), « dilapidaire » des ressources physiques et énergétiques, à un système « circulaire » (Mathews & Tan, 2011) ou « bouclé », plus économe et plus efficient (écosystème « mature », ou de type 3) (Graedel, 1994) (cf. Annexe 4.1). Néanmoins, un fonctionnement du système industriel semblable à celui d'un écosystème « mature », de type 3, reste un objectif difficile à atteindre. De façon plus réaliste, l'« *écosystème industriel idéal* » consiste à se rapprocher d'un fonctionnement reposant sur des besoins en ressources et des rejets fortement limités grâce notamment à une amorce de bouclage des flux (flux quasi-circulaires de matières et d'énergie : écosystème de type 2).

Concrètement donc, l'Ei vise au *redesign* des systèmes productifs à partir d'une analyse fine du métabolisme industriel permettant d'identifier les bouclages potentiels.

Le socle commun – le rapprochement avec les écosystèmes naturels et la recherche du bouclage des flux de matières et d'énergie –, partagé par l'ensemble de la communauté de chercheurs et d'ingénieurs-techniciens de l'écologie industrielle vient d'être précisé. Nonobstant, la transposition des enseignements de l'écologie scientifique ne se fait pas toujours de manière aussi rigoureuse que l'analogie fondatrice de l'Ei le suggère. Elle donne lieu à des appropriations différentes (Hess, 2009), notamment dans le champ des sciences sociales qui sont nécessairement mobilisées lorsqu'il s'agit d'appliquer l'Ei à des ensembles socio-économiques (Allenby, 1999b). Un clivage apparaît donc quant au statut et à la portée effective de l'écologie industrielle (Desrochers & Lam, 2007 ; Desrochers, 2012 ; Boons, 2008 ; 2012 ; Rosen, 1997 ; 2012). Plus fréquemment présentée du point de vue des sciences sociales comme une science neutre au service de l'éco-efficience, on peut également voir dans l'Ei, la proposition d'une évolution en profondeur (radicale) des SIM, ce qui va lui conférer un caractère « *intrinsèquement normatif* » (Boons & Roome, 2000) (Encadré 4.3).

Encadré 4.3 : L'analogie entre écosystème et système socio-écologique : modèle ou métaphore ?

La mobilisation de l'analogie entre l'écosystème naturel et les systèmes socio-écologiques peut être comprise de deux manières : comme modèle ou comme métaphore (Hess 2009).

Le recours à une acception modélisante de cette analogie permet de proposer une représentation simplifiée des systèmes socio-écologiques, fruit de l'expression d'une série de propriétés objectives définies à partir des concepts et des méthodes de l'écologie scientifique. L'analogie a une fonction descriptive, qui permet de saisir une réalité à partir de données empiriques exploitées au prisme d'une grille de lecture originale du point de vue de cette même réalité. Le modèle écosystémique permet ainsi de mettre en lumière certains aspects (ici les flux de matières et d'énergie) que les représentations « traditionnelles » des systèmes socio-écologiques ne permettent pas de saisir. On applique les représentations d'une réalité (les flux de matières et d'énergie au sein d'un écosystème) à une autre réalité (ces mêmes flux au sein du système socio-écologique simplifié).

En revanche, dès lors que l'on veut donner un contenu théorique à l'écologie industrielle, c'est-à-dire dès lors que l'on se pose la question de ses fondements, de sa portée en termes de politiques publiques ou de stratégie de développement, de sa relation avec les différentes disciplines, notamment en sciences sociales, et surtout, dès lors que l'on s'extrait d'une vision simplifiée des relations entre quelques unités productives pour interroger l'organisation des systèmes socio-écologiques sans s'affranchir totalement de leur complexité, alors l'acception modélisante ne suffit plus.

C'est donc une acception métaphorique de l'analogie fondatrice de l'Ei qui doit être mobilisée. Ce type de démarche consiste à penser les systèmes socio-écologiques à l'image des écosystèmes, c'est-à-dire à l'image d'une représentation subjective de l'écosystème (celle du chercheur ou du groupe de chercheurs). L'application à des ensembles socio-écologiques de notions et de concepts empruntés à l'écologie scientifique relève donc du normatif. La légitimité prescriptive de ces normes ne peut donc plus être tirée de l'écologie scientifique elle-même, puisque les deux réalités juxtaposées ne sont comparables que de manières très restreintes.

Les quelques « caractéristiques des écosystèmes » que l'on retiendrait pour constituer le cadre heuristique d'une stratégie de réencastrement écologique des SIM par une démarche d'écologie industrielle, sont donc issues de représentations singulières des écosystèmes. Il devient donc souhaitable, voire nécessaire, de les appréhender comme telles. Leur légitimité pour orienter les stratégies de développement doivent être questionnées du point de vue des sciences sociales elles-mêmes.

C'est dans cette perspective métaphorique que se situe l'approche radicale de l'Ei mobilisée dans cette thèse. Nous retenons donc une série de caractéristiques propres aux écosystèmes que nous transposons à l'appréhension de systèmes socio-écologiques. La démonstration de leur légitimité normative n'est pas directement réalisée ici. Néanmoins, leur sélection s'appuie à la fois sur les travaux de Ehrenfeld (2000), Korhonen (2001 ; 2004), Bey (2001) et Hill (2006) dans le champ de l'Ei, et sur leur congruence avec les éléments heuristiques et théoriques déjà mobilisés dans cette thèse (écodéveloppement, souveraineté alimentaire, agroécologie, nouvelle ruralité communautaire, SYAL). Ces caractéristiques sont ainsi transposées sous forme de principes normatifs pour l'établissement de systèmes socio-écologiques compatibles avec les cycles écologiques et les limites intrinsèques de la biosphère :

- La diversité – complémentarité des composants du système
- La localisation, c'est-à-dire l'ancrage territorial et communautaire
- La coopération ou capacité à agir collectivement pour la réalisation d'un objectif commun
- Le bouclage de flux de matières et d'énergie au sein du système.

Source : Renaud Metereau

Nous retrouvons, dès lors, les deux approches résultant d'une appropriation du champ de l'Ei par les sciences sociales. Dans la première, qualifiée ici de « libérale », les déterminants sociaux et culturels de la mise en œuvre de ces évolutions techniques majeures doivent être intégrés aux réflexions en termes d'Ei comme des données exogènes, *via* des indicateurs « objectifs » (Allenby, 1999b). Opoku et Keitsch (2006) remettent largement en question cette « objectivité » affichée en soulignant la forte connotation des postulats implicites, fondements

de cette approche : le « *déterminisme technologique* » et le « *libéralisme traditionnel* ». L'efficacité des marchés et le progrès technique sont dès lors censés mener les acteurs économiques à multiplier les échanges de matières et d'énergie, devenus à la fois économiquement viables et environnementalement bénéfiques (Lombardi & Laybourn, 2012). On se situe alors dans la perspective « gagnant-gagnant » de l'éco-efficacité (Deutz & Gibbs, 2008).

Cette approche, aboutissant au verdissement des activités économiques dans un contexte « *business as usual* » (Desrochers, 2007), entérine implicitement les mécanismes de marché et du progrès technique (Allenby, 1999a) comme les normes sur lesquelles se fondent les démarches d'EI. L'EI n'est, dès lors, pas envisagée comme une démarche proactive et interventionniste susceptible de répondre aux évolutions profondes que suggère l'impératif de durabilité (Wells & Zapata, 2012).

La seconde approche, en économie politique (Figuière & *al.*, 2014) et qualifiée ici de « radicale », s'affiche comme théorique, normative et transdisciplinaire (Sachs, 1980, 1990 ; Ehrenfeld, 2004 ; Cohen-Rosenthal, 2000 ; Buclet, 2011 ; 2015). L'intérêt se porte en premier lieu sur les « *caractéristiques structurelles et organisationnelles de l'analogie avec les écosystèmes naturels* » (Beaurain & Brullot, 2011 : 317). La mise en œuvre de l'EI ne peut dès lors se faire qu'au moyen de changements profonds dans la structure, l'organisation et les institutions de nos sociétés (Hill, 2006). Cette approche est par ailleurs congruente avec l'approche écologique « *radicale positive* » de Sachs (1977 : 294-295) : « *Enfin, la préoccupation écologique, loin de distraire les gens d'autres problèmes brûlants, peut agir comme un puissant levier d'une action de masse, s'attaquant simultanément à tous les aspects négatifs de l'organisation sociale existante* ». Cette démarche suppose d'appréhender le système productif comme un système ouvert, en interaction complexe avec l'ensemble des composants d'une société (Hoffman, 2003 ; Ashton, 2008 ; 2009). Dans ce contexte, le bouclage des flux de matière et d'énergie au sein des sociétés industrielles est autant un problème relevant des structures socio-économiques qu'un problème technique, relevant d'une simple analyse coût/bénéfice de l'éco-efficacité. Les dimensions sociales, politiques et culturelles de la transformation des sociétés industrielles deviennent ainsi prédominantes dans la mise en œuvre de l'EI, qui relève en outre d'une approche en « durabilité forte » (Metereau & Figuière, 2014).

L'EI constitue dès lors un nouveau paradigme dans le champ du développement et de sa durabilité (Ehrenfeld, 2000), inspiré des structures et du fonctionnement des systèmes

biologiques. L'analogie avec l'écosystème naturel est retenue ici dans sa version métaphorique (cf. Encadré 4.3).

« *The best route toward sustainability can be mapped by replacing the elements of the modernist social paradigm with a new set mimicking nature, bringing industrial ecology back to its foundation in the biological metaphor* » (Ehrenfeld, 2007: 82).

En France, Adoue (2007 :16) est l'un des premiers à souligner explicitement que deux possibilités sont intellectuellement envisageables sur la base du socle commun de l'EI : modifier le moteur de la société afin de disjoindre (découpler) la croissance de l'économie de celle des ponctions de ressources naturelles et des rejets dans la biosphère (Grosse, 2010) ou, plus radicalement, changer le moteur de la société, imaginer, faire accepter et mettre en place « durablement » un type de société radicalement différent et mieux adapté aux capacités intrinsèques de la biosphère. Ce positionnement suppose des innovations de rupture (à la fois sociales et techniques) et un changement de paradigme, alors que les précédents se contentent d'innovations incrémentales pour faire évoluer le paradigme en vigueur dans un scénario « *business as usual* », ou appelant à des mesures de régulation à la marge.

En 2013, un groupe de chercheurs s'est réuni à Aussois (Savoie – France) afin de définir les contours d'un programme de recherche interdisciplinaire visant à l'analyse et la compréhension des métabolismes et des trajectoires socio-écologiques des territoires. Ce programme d'« Écologie Territoriale » doit permettre l'appréhension de la complexité (rapports systémiques entre des dimensions écologique, économique, sociale, culturelle, etc.) de ces trajectoires. Il entend *in fine* améliorer l'articulation entre expertise scientifique et participation des acteurs du territoire afin d'assurer la capacité de ces derniers à « *se saisir des ressources naturelles, économiques, sociales ou encore identitaires de leur territoire pour prendre en main leur propre transition socio-écologique* » (Buclet, 2015 : 211).

L'EI Radicale serait donc à même de questionner les fondements de la structuration des SIM. Sans rejeter les outils proposés à partir d'approches plus techniques de l'EI, ce type d'approche entérine le caractère non généralisable et non reproductible (non durable) du mode de développement des SIM. La mise en œuvre des outils de l'EI (approche technique) s'inscrit donc nécessairement – s'il y a prétention à affronter la problématique de la durabilité – dans un cadre plus large de remise en cause du paradigme et des trajectoires de développement ayant conduit à l'édification des SIM.

Les deux points suivant s'appuient sur cette approche radicale de l'EI pour réaliser le bouclage normatif de cette thèse. D'abord, dans le contexte de zones rurales pauvres telles que celles étudiées dans cette thèse, la construction de leviers de développement permettant de s'émanciper des trajectoires forgées par les processus de développement des SIM pourrait intégrer des éléments d'EI radicale. Ensuite, d'un point de vue plus réflexif, la remise en cause de la structuration des SIM opérée dans le cadre de l'EI radicale nous conduit à mener une réflexion à partir de la vision duale de l'économie et des processus de transformations structurelles qui ont accompagné le développement des SIM. La mise en relation entre d'une part la désuétude de l'*éthos écologique* qui coïncide avec l'avènement de l'*ethos économique moderne* et, d'autre part les processus d'industrialisation, y compris de l'agriculture, qui régissent la structuration des SIM, nous amène à repenser le rôle de l'agriculture dans la définition des stratégies de réencastrement écologique.

II.3.2 *Vers des processus d'activation territoriale intégrant la primauté de l'éthos écologique à l'approche SYAL : apports complémentaires de l'agroécologie et de l'Ei radicale*

Restant fidèle à la perspective initiale de cette thèse, c'est-à-dire en se questionnant sur les potentiels leviers d'écodéveloppement compatibles avec le projet porté par le MCP, nous étudions ici l'intérêt d'un rapprochement heuristique entre l'approche SYAL, l'approche agroécologique et l'approche radicale de l'EI. Nous expliciterons d'abord les fondements communs de l'approche agroécologique et de celle de l'EI radicale. Ce socle permet d'établir une série de principes normatifs dans le champ du développement qui, réhabilitant la primauté de l'éthos écologique comme référentiel commun, sont à la fois compatibles avec une approche communautaire de la nouvelle ruralité et avec une série de caractéristiques des SYAL-Coopérative. En complément de cette approche SYAL, l'EI radicale peut alors être proposée comme un cadre de référence pour la définition de politiques d'accompagnement visant à généraliser le bouclage des flux à l'échelle des territoires.

Bien que s'appliquant *a priori* à des objets bien différents – l'aménagement des agroécosystèmes d'un côté et le réencastrement écologique des SIM de l'autre – l'agroécologie et l'Ei radicale consistent en des démarches similaires du point de vue de leurs fondamentaux. En effet chacune de ces approches se construit sur la même analogie fondatrice : le rapprochement entre écosystèmes et systèmes socio-écologiques. Pour les deux approches donc, il s'agit de transposer les concepts et les méthodes de l'écologie scientifique à l'étude et au design de systèmes socio-écologiques.

Dans un cas comme dans l'autre, ces deux approches ne se sont néanmoins pas cantonnées à des fonctions descriptives. La discipline, « agroécologie », est devenue une approche puis un mouvement socio-politique (Wezel & *al.*, 2009 ; Sevilla Guzmán & Woodgate, 2013). L'EI, initialement envisagée comme une science de l'ingénieur fondée sur une acception modélisante de l'écosystème, a également donné lieu à de nombreux développements prenant appui sur une vision métaphorique de l'écosystème. Dès lors, ces approches arborent une dimension normative permettant l'énonciation d'une série de principes qui expriment ce que « devraient être », selon cette vision, des systèmes socio-écologiques compatibles avec les cycles écologiques et le fonctionnement des écosystèmes.

Ces approches se voient alors attribuer une portée paradigmatique dans le champ du développement et de sa soutenabilité écologique. L'« idéal-type » de l'écosystème qui sous-tend ces approches renvoie à un certain éthos écologique, le réhabilitant comme un référentiel collectif de premier ordre, prévalant sur d'autres formes d'éthos et de rationalité (en premier lieu, l'éthos économique moderne).

Ainsi, une série de principes normatifs communs à ces deux approches peuvent être formulées pour proposer un cadre axiomatique pour la structuration et l'organisation de systèmes socio-écologiques encadrés :

- Le premier réside dans l'approche localisée et communautaire des systèmes socio-écologiques. Cela revoie également à la notion de territoire, dont les frontières ne sont tangibles que par des caractéristiques écologiques et/ou par la reconnaissance du sentiment d'appartenance par une communauté située, un groupe d'individus liés par une histoire, une culture et un rapport commun aux dimensions bio-géo-physiques de ce territoire. De l'agroécosystème au territoire, c'est sur la base d'espaces localisés et de tailles limitées que se définissent les unités d'analyse de l'agroécologie comme de l'EI radicale.

- Le deuxième principe repose sur la diversité et la complémentarité des composants d'un système socio-écologique.

- Le troisième peut se définir comme la capacité de ces composants à interagir, à coopérer ou à agir collectivement au sein du système socio-écologique pour la réalisation d'un objectif commun : celui de la reproduction des conditions d'existence du système en question.

- Enfin, le quatrième principe consiste au bouclage des flux de matières et d'énergie entre les différentes composantes du système socio-écologique.

Nous proposons donc ici d'appréhender le SYAL comme un système socio-écologique particulier. L'encastrement écologique des SYAL est *a priori* garanti : par la nature même de l'activité agricole à l'interface en système sociaux et écosystèmes ; par la relation de dépendance de l'agriculture traditionnelle envers le milieu naturel au sein duquel elle s'exerce ; ainsi que par les conditions de la qualification territoriale des produits qui dépend, elle aussi, du maintien de caractéristiques écologiques singulières. Cela distingue le SYAL d'autres formes de systèmes localisés telles que le SPL, les clusters industriels ou encore les parcs-éco-industriels.

Une autre particularité est peut-être davantage pertinente dans les cas propres aux zones rurales pauvres des pays les moins avancés ou en développement. Le SYAL se situe non seulement à l'interface entre systèmes sociaux et écosystèmes, par la nature même de l'activité agricole, mais aussi à l'interface entre développement agricole et développement industriel. En effet, dans le cas des zones rurales pauvres, l'approche SYAL vise notamment à accompagner des processus de développement d'AIR.

Dans une perspective historique et du point de vue de l'encastrement écologique des systèmes socio-économiques, les phénomènes d'industrialisation ne sont pas neutres. En économie du développement, le phénomène d'industrialisation peut être appréhendé par le biais de la notion de transformations structurelles¹³⁰ (Bairoch, 1999 ; Timmer, 2009). Pour le développement des SIM, ces processus de transformation structurelle ont eu cours, dans un contexte d'affirmation de l'éthos économique moderne et de la théorie économique correspondante, externalisant toute dimension relative à la finitude des ressources naturelles, ou à la dégradation du patrimoine naturel. Les systèmes socio-économiques (humains) sont alors appréhendés de manière totalement détachée, désencastrée des écosystèmes (Beggs, 1997 ; Hornborg, 1998 ; Plumwood, 2002).

¹³⁰ Ici, il y a néanmoins matière à introduire des nuances. Les processus de transformations structurelles observés au XIXe siècle en Europe ne sont de fait pas complètement comparables avec les trajectoires de développement des zones rurales des pays aujourd'hui en développement. Nous noterons notamment si la diminution de la part de l'agriculture dans la structure de revenu s'accompagne effectivement d'une augmentation de la part des revenus générée par d'autres secteurs d'activité, ce qui semble changer en revanche, que le cadre de la nouvelle ruralité met en lumière, c'est que ce transfert ne se traduit plus nécessairement par un exode rural d'une main-d'œuvre agricole désoccupée, et contrainte de vendre sa force de travail dans les industries en milieu urbain. Ce transfert se réalise également au sein même des espaces ruraux (dont la frontière avec espaces urbanisés est souvent floue) par des stratégies de diversification des activités, sans que l'une (l'industrie, les services) ne vienne totalement se substituer à l'autre (l'agriculture). Il y a, au sein même des ménages, une complémentarité plutôt qu'une opposition entre les espaces (ruraux et urbains) – pluri-localisation – et les activités (agricoles et industrielles) – pluri-activités.

« Ecology is as much the study of relationships as sociology. A plausible conclusion is that modernization has also had a considerable influence on the Human-Nature relationships and that the process of disembedding is a key to understanding this development as well. It can be said that our relationships with ecosystem services have equally been 'lifted out' of the local context and remodeled across unfixed spans of time-space » (Borgström Hansson & Wackernagel, 1999 : 204).

Le SYAL, en tant que système socio-écologique à l'interface entre agriculture et industrie, est donc porteur d'enjeux quant à l'adoption d'objectifs, de modes d'organisation et de technologies, qui puissent permettre l'activation de leviers territoriaux de développement sans reproduire le désencastrement écologique des SIM.

Nous pouvons aisément, à la suite des développements de la section 1 de ce chapitre, proposer une série de propriétés propres aux démarches de type Syal-Coopérative :

- Ces dynamiques sont ancrées aux territoires et s'organisent sur une base communautaire (coopérative de base).
- Ces dynamiques articulent une diversité d'activités. Cette diversification des activités se manifeste à la fois à l'échelle de l'agroécosystème (diversification des cultures, agroforesterie, agroécologie, IFES) et à l'échelle des communautés et du territoire (agriculture, agro-industrie, tourisme, artisanat, etc.)
- Ces dynamiques reposent sur la capacité des acteurs à coopérer et à mettre en œuvre des actions collectives.

Ces trois propriétés des Syal-Coopérative permettent de mettre en évidence la possibilité d'un rapprochement entre ces formes d'organisation territoriale et le cadre axiomatique défini *supra* pour la structuration de systèmes socio-écologiques encastres. Cette intuition correspond finalement à celle rappelée par Torre et Zimmermann (2015) dans la réflexion qu'ils mènent à partir de la notion d'« écosystèmes industriels locaux » : les attributs des formes localisées d'organisations productives (clusters, SPL, SYAL) fournissent un socle pertinent pour la révision des enjeux de soutenabilité environnementale à l'échelle des territoires. Les approches écosystémiques (celles fondées sur l'acception métaphorique de l'analogie avec les écosystèmes) – telles que l'agroécologie et l'Ei radicale – peuvent alors, sur cette base systémique localisée et sur la base des mécanismes de coordination correspondant, concourir à la restructuration des systèmes locaux de production autour du principe de bouclage des flux de matières et d'énergie (Metereau & Figuière, 2014).

Dans cette perspective, la complémentarité entre l'approche agroécologique et l'approche radicale de l'Ei dans le contexte de zone rurale pauvre doit être explicitée. L'approche agroécologique fournit une série de principes dont la mise en œuvre s'opère à l'échelle de l'agroécosystème. Au-delà de cette échelle microéconomique, l'approche agroécologique se traduit également par l'émergence d'un mouvement socio-politique qui fait prévaloir l'éthos écologique sur d'autres formes d'éthos pour la définition de stratégies compatibles avec de l'écodéveloppement et de la souveraineté alimentaire. L'approche radicale de l'Ei peut dans ce cadre conduire à la construction d'outils d'analyse et, notamment, à l'analyse des métabolismes territoriaux (Buclet, 2015) ainsi qu'à la définition de stratégies de planification à l'échelle des territoires. Il s'agirait en quelque sorte de transposer à l'échelle des territoires et à des systèmes intégrant des activités agro-industrielles, l'approche complexe appliquée par l'agroécologie à l'échelle des agroécosystèmes¹³¹. La métaphore écosystémique, entendue ici comme une acception scientifique de l'éthos écologique, opère alors comme concept organisateur. Les principes normatifs qui en découlent permettent d'une part, de définir ce que « devraient être » les caractéristiques de systèmes socio-écologiques encastrés, et d'autre part, de tester les compatibilités et les complémentarités des différents leviers opérationnels destinés à orienter les trajectoires de développement territorial.

L'approche radicale de l'Ei apparaît donc pouvoir être utile à la systématisation et à l'extension à l'échelle des territoires de dynamiques de bouclage des flux de matières et d'énergie au sein d'organisations socio-territoriales de type SYAL. Les synergies rendues opérationnelles au niveau de l'agroécosystème pourraient ainsi être généralisées, étendues et complétées à l'échelle des territoires. L'Ei radicale s'avère notamment très complémentaire de l'agroécologie en ce qui concerne la prise en compte des jeux d'acteurs et de leurs modes de coordination au-delà de l'agroécosystème ou de synergies entre quelques acteurs isolés (de type parcs éco-industriels). De nombreux travaux en Ei ouvrent des pistes de réflexion sur cette thématique essentielle à la mise en œuvre du bouclage au sein de systèmes socio-écologiques encastrés (Boons & Baas, 1997 ; Brullot, 2009 ; Mallefert & Schalchi, 2010 ; Buclet, 2015). Ce type d'approche s'appuie sur des cadres théoriques partagés avec les recherches sur le SYAL – économie de la proximité (Torre, 2000 ; Rallet, 2002), économie des conventions (Boltanski & Thévenot, 1991 ; Allaire & Boyer, 1995) – qu'il mobilise à des fins différentes. Dans un cas, les coordinations d'acteurs et l'action collective sont en premier lieu

¹³¹ De ce point de vue, les tentatives d'« écologie territoriale » initiées en France (Buclet, 2015) ouvrent des pistes de réflexions méthodologiques sur l'articulation entre les analyses des métabolismes territoriaux et celles des dynamiques d'acteurs.

orientées vers des objectifs d'intégration des chaînes de valeur agroalimentaires et de qualification territoriale des produits. Dans l'autre, ces mêmes mécanismes de coordination et d'actions collectives sont d'abord pensés dans une optique de bouclage des flux. Les savoirs, les techniques et les outils développés dans le cadre d'approches plus techniques de l'Ei peuvent alors être mobilisés pour décrire, diagnostiquer et prescrire les évolutions nécessaires des métabolismes territoriaux relatives à l'objectif d'écodéveloppement.

Après avoir explicité l'intérêt d'un rapprochement entre l'approche SYAL et l'approche radicale de l'Ei dans le cadre des zones rurales pauvres, nous nous prêterons désormais à l'exercice inverse. Nous nous demanderons en effet dans quelle mesure les démarches de bouclage des flux de matières et d'énergie entrepris au sein des agroécosystèmes, comme des gages d'autonomie, d'autosuffisance et de conservation du patrimoine naturel, pourraient inspirer les approches de l'Ei radicale dans le contexte des SIM. Le rôle de l'agriculture et de la structuration du système agroalimentaire dans le développement des SIM apparaît alors pouvoir constituer un objet central de la recherche en Ei.

II.3.3 *Prétexte pour repenser le rôle de l'agriculture dans les processus développement des SIM et de leur restructurations à des fins écologiques*

L'Ei radicale vise à la restructuration en profondeur des SIM. Dès lors, elle se doit d'analyser les conditions de la construction de leur structure linéaire actuelle, ainsi que les conditions de leur évolution vers une structure plus compatible avec un objectif de bouclage des flux de matière et d'énergie au sein de systèmes socio-écologiques ré-encastés. La thèse propose dans cette optique une dernière piste de réflexion à partir de réalités observées dans le cadre de la mise en œuvre de l'agroécologie au sein du MCP.

Nous venons en effet de montrer l'existence et de définir la nature du socle commun à l'approche agroécologique d'une part, et à l'approche radicale de l'Ei d'autre part. Ce rapprochement nous conduit finalement à mobiliser l'économie du développement. Cela permet *in fine* de mettre en relation ces deux approches à partir d'une perspective historique sur le développement des SIM. Dans le cadre de cette démarche, le rôle fondamental de l'agriculture pour soutenir les processus de développement des SIM peut être rappelé. L'analyse des déterminants structurels de la linéarité des SIM ne peut dès lors plus s'affranchir de la prise en compte de leurs interdépendances avec la nature des processus de modernisation et d'industrialisation de l'agriculture et du système agroalimentaire. Le rôle singulier de l'alimentation dans la fourniture des besoins de base, sans compter sa dimension culturelle,

font de l'organisation du système agroalimentaire un dispositif essentiel de soutien des sociétés, que celles-ci soient « traditionnelles » ou « modernes ». Ajoutant à cela le rôle d'interface privilégiée entre système sociaux et écosystèmes, joué par l'activité agricole (Billen & al., 1983 ; Gomeiro & al. 2006, Wittman, 2009), la restructuration du système agroalimentaire devient alors un enjeu primordial de toute réflexion visant à restructurer les SIM.

L'économie du développement reconnaît ce rôle central de l'agriculture dans les processus de transformation structurel (Timmer, 1988 ; 2009). L'industrialisation accélérée des pays aujourd'hui développés s'est opérée de manière concomitante à la modernisation et à l'industrialisation du secteur agroalimentaire (Bairoch, 1963 ; 1999). Il existe donc un relatif consensus sur le fait que l'agriculture ait joué un rôle dans l'amorce et l'accompagnement des trajectoires de développement. Néanmoins, les interprétations de ce rôle sont variées et les visions dichotomiques (Lewis, 1954 ; Jorgenson, 1961 ; Gollin & al., 2002) explicitées plus tôt dans ce chapitre (*cf.* [Section 1, I.1.2](#)) ont largement contribué à la définition des politiques publiques de développement (Timmer, 2009 ; Claquin & Chabane, 2013).

« The process of economic development details the transformation of an essentially agrarian economy in which labor is abundant, technology traditional and capital scarce, to a modern technological economy with a high ratio of capital to labor. In the process labor and capital are transferred from agriculture to industry, and agriculture itself is modernized through increased use of capital » (Thorbecke & Field, 1969: 171).

Le rôle du secteur agricole rural est alors envisagé de manière plus ou moins dynamique, entre des visions le concevant à travers la simple fourniture de surplus et de main d'œuvre permettant le développement industriel et des visions lui attribuant un rôle d'entraînement plus important (Johnston & Mellor, 1961 ; Vogel, 1994 ; Haggblade & al., 2001)

Malgré une relative hétérogénéité, ces interprétations reposent largement sur une « approche standard » des processus de développement, alors appréhendés comme des transformations structurelles inhérentes aux phénomènes de croissance économique (Rostow, 1960), et de manière désencastrée (Polanyi, 1944) de leur environnement social et naturel. Ni la multidimensionnalité du développement, ni sa soutenabilité environnementale, ni les interactions et interdépendances entre espaces ruraux et urbains ne sont abordées. Au cours de

ce processus, l'agriculture est appréhendée dans une perspective extractiviste¹³² et répond d'une fonctionnalité simple (Blache, 1965) : « alimenter » le processus de transformation structurelle (fourniture d'aliment et de main d'œuvre, constitution d'une épargne domestique, augmentation de la demande domestique, etc.). Aujourd'hui néanmoins, la multi-dimensionnalité du développement (Anand & Sen, 1997) comme la multifonctionnalité de l'agriculture (Van Der Ploeg & Roep, 2003), désormais largement éprouvées, invitent à reconsidérer le rôle de l'agriculture dans la mutation des sociétés, que ces dernières persistent dans une relative « traditionnalité » (sociétés paysannes) ou qu'elles soient « modernes ».

Les théories standards du développement s'inscrivent dans une approche « mimétique » (Sachs, 1977) cherchant à reproduire universellement les trajectoires de transformation structurelles ancrées dans le paradigme moderniste ; c'est à dire dans l'idée que le développement consiste au passage d'une Société Agraire Traditionnelle dépendant de la nature et du travail humain pour l'aménager, à une Société Industrielle Moderne dépendant principalement de la technologie et du capital technique susceptibles de se substituer aux services écosystémiques et au travail humain. La croissance économique et le progrès technique entraînent des évolutions dans la structure sociale qui permettent cette mutation : « *The basic building blocks of the modernization perspective are parallel tradition-modernity ideal types of social organization and value systems, distinctions borrowed from nineteenth-century sociology. Since societies are understood to move from tradition to modernity, the ideal typical dichotomy constitutes the polar ends of an evolutionary continuum, though at some point incremental changes give way to the qualitative jump into modernity.* » (Valenzuela & Valenzuela, 1978 : 537).

Ce passage d'une structure agraire traditionnelle à une structure industrielle moderne s'enracine ainsi dans l'existence d'un « éthos économique moderne » indissociable du capitalisme et procédant lui-même d'un rationalisme particulier propre à la culture occidentale (Weber, 1930 ; Boltanski & Chiapello, 1999). Habermas (1990 : 1-2), interprète ainsi la proposition de Weber pour qualifier les processus de développement : « *the institutionalization of purposive-rational economic and administrative action. To the degree*

¹³² Le néologisme « extractivisme » fait originellement référence à l'activité de surexploitation forestière tropicale, principalement au Brésil. Ce terme est désormais largement repris et défini comme suit par le CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde) : « *Modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles, humaines et financières, guidé par la croyance en une nécessaire croissance économique* » (site du CADTM consulté le 15/02/2016). Nous noterons ici que ce terme peut également évoquer un rapport particulier à la nature, qu'il serait possible de mettre en relief du point de vue de l'économie par les différences entre la perception capitaliste de la nature (capital/ stock de ressources naturelles pour les activités de production) et une vision patrimoniale de la nature.

that everyday life was affected by this cultural and societal rationalization, traditional forms of life [...] were dissolved ».

Dans le cadre de ce « discours de la modernité », l'objectif de croissance économique, résultant de l'efficacité et de la rationalité économique, devient un axiome structurant la mutation des sociétés traditionnelles (Habermas, 1990). Les valeurs qualifiées de traditionnelles, comme vivre en harmonie avec la nature – « l'éthos écologique » (Glaeser, 1984) – sont ainsi progressivement abandonnées au profit de l'objectif central de croissance économique (Jenkins, 2000).

Les sociétés traditionnelles paysannes seraient donc vouées à disparaître (Mendras, 1976 ; Van Der Ploeg, 2008) et avec elles, certains modes d'organisation socio-écologiques (Georgescu-Roegen, 1960 ; Sabourin, 2012) et d'organisation de la production agricole.

Réduite à cette fonction « alimentaire/nourricière » dans les processus de développement, l'agriculture devient le parent pauvre des politiques de développement qui révèlent un fort « biais urbain » (Lipton, 1977). Ainsi subordonnée aux nécessités générées par le développement des SIM et détachée des valeurs traditionnelles qui la concevaient de manière intégrée à son environnement naturel, l'agriculture se modernise selon un modèle déterminé par l'objectif d'efficacité économique (produire plus de denrées alimentaires, à moindre coût, en substituant du capital technique au capital humain et naturel).

Un processus de codétermination se met en place entre le secteur agricole rural, disgracié mais néanmoins fondamental (Blache, 1965) pour la réalisation du « projet moderniste » (Thompson & Scoones, 2009), et le secteur industriel urbain (Friedmann, 1982). Ce dernier est en effet porteur de développement économique, mais sa viabilité repose fortement sur l'extraction des ressources humaines et naturelles des territoires ruraux. Afin de permettre au secteur agricole rural de répondre aux exigences croissantes du développement des SIM, le secteur industriel urbain lui fournit en retour des appareillages techniques (machines et intrants agricoles). Les particularités des structures socio-écologiques propres au secteur agricole rural sont de fait écartées (Georgescu-Roegen, 1960 ; Van Der Ploeg, 2008 ; Sabourin, 2012).

L'âge de l'agro-industrie émerge (Malassis, 1996), inscrivant plus nettement encore la mutation des systèmes agricoles et agroalimentaires, désormais indissociables (FAO, 1997) – filières amont et aval fortement intégrées – au sein des dynamiques du capitalisme et de ses développements récents à travers le processus de mondialisation néolibérale (Friedmann &

McMichael, 1989 ; Rastoin & Ghersi, 2010). La structuration du système agroalimentaire est subordonnée aux règles du commerce international dictées par l'OMC, et aux rapports de pouvoir qui s'y déploient (McMichael, 2002), privilégiant le renforcement du système agro-industriel globalisé au détriment des agricultures et des sociétés paysannes traditionnelles (Araghi, 2000 ; Van Der Ploeg, 2008).

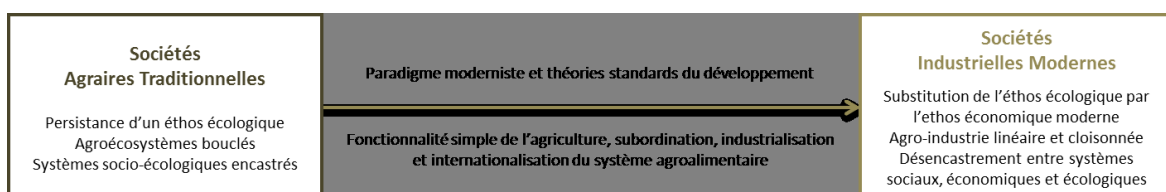
Ce processus de codétermination des secteurs agricole rural et industriel urbain s'inscrit dans une dynamique d'asymétrie croissante résultant de la subordination de l'agraire à l'éthos économique moderne. Les particularités du secteur agricole rural s'effacent au cours de la mutation vers un secteur agroindustriel intégré au fonctionnement des SIM. La production agricole est envisagée dans ce contexte de manière totalement cloisonnée et déconnectée du fonctionnement des écosystèmes au sein desquels elle se réalise.

L'industrialisation de l'agriculture efface, tant socialement qu'écologiquement, ce qui faisait les particularités des sociétés agraires traditionnelles. Il s'agit en quelque sorte d'une forme d'aliénation faisant de l'agriculture un secteur industriel comme un autre : « *l'agriculture devient une industrie* » (Biset & Labey, 1976 : 27).

Dès lors, l'éthos économique moderne qui régit les processus de développement des SIM s'inscrit ici de fait dans une approche très faible de la durabilité (Godard, 1994), qui autorise un désencastrement écologique. Deux hypothèses caractérisent notamment cette approche de la durabilité : (1) il n'existe pas de seuils d'irréversibilité dans les processus de dégradation des ressources naturelles. (2) Le capital technique se substitue parfaitement au patrimoine naturel dégradé, et aux services écosystémiques rendus inopérants.

Le passage d'une Société Agraire Traditionnelle à une Société Industrielle Moderne (Figure 4.7) se caractérise donc par une subordination, voire une aliénation, du secteur agricole rural dont la fonctionnalité simple (Blache, 1965) se limite au soutien des processus de transformation structurelle régis par le paradigme moderniste et les théories économiques standards qui le sous-tendent.

Figure 4.7 : Le passage des Sociétés Agraires Traditionnelles aux Sociétés Industrielles Modernes



Source : Renaud Metereau

Le processus de transformation structurelle que la mutation du secteur agroalimentaire accompagne, conduit à sa propre aliénation. Ce qui fait la particularité de l'agriculture et des structures socioéconomiques paysannes – l'éthos écologique, « l'économie de village », réciprocité et identité (Georgescu-Roegen, 1960 ; Martínez-Alier, 1997 ; Groupe polanyi, 2008 ; Sabourin, 2012) – s'estompe pour laisser place à un mode de production industrialisé. Ce mode de production correspond en tout point à ce que l'Écologie Industrielle décrit comme un « écosystème juvénile » (Lifset & Graedel, 2002). C'est-à-dire une organisation de la production au sein de laquelle les flux de matières et d'énergie sont linéaires, impliquant le recours à des ressources (intrants) illimitées et générant des déchets (extrants) ou externalités négatives en quantité également illimitée.

Dans cette perspective, la structure du mode de production agricole subit une régression (Peltzer & *al.*, 2010). L'agroécosystème relativement clos (Servigne, 2013) des sociétés agraires traditionnelles fonctionnait de manière quasi-autonome (productivité en terme de biomasse, services écosystémiques, et disponibilités des nutriments). Cet agroécosystème pouvait donc être comparé à un « écosystème mature », qui jouait parfaitement le rôle d'interface (Wittman, 2009) entre les sociétés humaines et leur environnement naturel. Sa modernisation et son artificialisation ont transformé l'agroécosystème en un appareil productif linéaire dont le sol n'est plus tant le substrat que le simple support. La production de biomasse est insuffisante et la capacité à fixer des nutriments très faible. Les services écosystémiques, la matière organique et les apports minéraux rendus disponibles au sein d'un agroécosystème bouclé, sont ici remplacés par des intrants d'origine industrielle (produits phytosanitaires, engrais minéraux, etc.) (Mazoyer & Roudart, 1997). A l'autre bout de la chaîne, les sous-produits agricoles et les « déchets » organiques réincorporés dans un agroécosystème bouclé, deviennent des déchets ultimes au sein de l'appareil productif agroindustriel. A cette quantité de « déchets » qui ne peuvent être réincorporés – du fait notamment de la spécialisation et du cloisonnement qui en découle – s'ajoutent des pollutions liées à l'usage intensif d'intrants chimiques.

Le processus de codétermination des SIM et de leur système agroalimentaire aboutit donc à la structuration d'un mode de production agricole qui tend à s'artificialiser, se désencastrier de son substrat biologique et effectivement, se rapprocher du fonctionnement d'un « écosystème juvénile ». Le caractère insoutenable de tels modes de production est depuis longtemps mis en évidence (Georgescu-Roegen, 1971 ; Passet, 1979 ; Erkman, 1998).

Cette description des grandes tendances du processus de « modernisation » du système agroalimentaire permet donc de faire ressortir à travers son intrication avec le développement des SIM, la linéarité de son organisation et par suite sa très faible durabilité environnementale.

Dans le même temps, il est également possible de discerner un contre mouvement, multiforme, mais qui fait néanmoins converger les préoccupations et certaines solutions proposées en termes de réduction de la pauvreté, de développement, de soutenabilité environnementale, de modes de production agricole et d'organisation du système agroalimentaire (IPES-Food, 2016). D'une part, il est possible de constater à la fois un maintien des agricultures paysannes au Sud (Edelman, 2000 ; Kay, 2000 ; Johnson, 2004), une tendance à la « repaysanisation » au Nord (Van Der Ploeg, 2014) et à la structuration de mouvements agraires transnationaux (Borras, 2010). D'autre part, les institutions nationales et internationales ainsi que le milieu scientifique contribuent de plus en plus nettement à la reconnaissance du caractère multifonctionnel de l'agriculture (FAO, 1999 ; Groupe polanyi, 2008), de l'importance des agricultures familiales et paysannes (Banque Mondiale, 2008 ; FAO, 2014a) et de la pertinence des approches agroécologiques (Altieri, 2000 ; FAO, 2015)

C'est dans cette optique que l'approche agroécologique telle qu'elle est portée par les mouvements sociopolitiques paysans, ouvriers (ruraux) et indigènes (Rosset, 2015) pourrait concourir à inspirer les recherches en EI radicale. En effet, le type de démarches menées par le MCP, intégrant des processus de transformation sociale, culturelle, technique et économique, qui accompagnent la structuration d'un système agroalimentaire écologiquement encadré et de base localisée au fondement d'un processus d'écodéveloppement, peut sans aucun doute inspirer les réflexions propres à l'étude et la transformation des métabolismes territoriaux caractéristiques des SIM ; notamment parce que ces démarches permettent de restituer à l'agriculture son caractère particulier et multifonctionnel, au cœur des processus de transformation des structures sociétales (Núñez Soto & *al.*, 1998 ; Costa Gomez, 2005 ; Wittman, 2009 ; Barkin & *al.*, 2009 ; Gliessman, 2013 ; 2015 ; Rosset & Martinez Torres, 2016).

Conclusion Générale

Les années 2000 ont réaffirmé le système agroalimentaire comme un enjeu central à la fois du développement et de sa durabilité. De manière plus marquée depuis la crise alimentaire de 2008, l'agriculture et l'organisation des chaînes de valeur agroalimentaires sont donc peu à peu redevenues des objets centraux des politiques de développement (Banque Mondiale, 2008 ; Claquin & Chabane, 2013 ; FAO, 2014a ; IPES-Food, 2016). En déclarant l'année 2014 « Année Internationale de l'Agriculture Familiale » (AIAF), l'ONU a renforcé l'engagement des institutions internationales en faveur des principaux garants de la satisfaction des besoins alimentaires dans le monde. Parallèlement, des Mouvements Agraires Transnationaux (Borras & al., 2008) se sont renforcés et militent pour une transformation radicale de l'organisation actuelle du système agroalimentaire globalisé (McMichael, 2008). Parmi les propositions qui émergent de ces mouvements socio-politiques, le Programme de la Souveraineté Alimentaire, portée par la *Via Campesina* depuis 1996, trouve aujourd'hui plus nettement écho auprès des institutions internationales, des gouvernements nationaux et du monde académique.

L'objectif de la thèse était de questionner la nature des leviers, théoriques et opérationnels, susceptibles d'accompagner des stratégies alternatives de développement, congruentes avec un cadre heuristique formé par la combinaison souveraineté alimentaire-écodéveloppement.

L'inscription en économie politique ainsi que l'objectif de la thèse, résolument ancré dans les pays du Sud, tant par les problématiques soulevées que par l'origine du programme de souveraineté alimentaire (Edelman, 2014), ont entraîné la volonté de contextualiser la réflexion. La thèse s'appuie donc sur le choix d'un terrain et la conduite d'une recherche qualitative. Le Nicaragua est a été retenu afin de constituer le terrain d'étude sur lequel se construisent les faits stylisés, leurs interprétations contextualisées, et *in fine*, la possibilité de mobiliser les outils théoriques et opérationnels pertinents, puis de les faire évoluer. Le Nicaragua présente la caractéristique d'être un pays pauvre, largement dépendant de son secteur agricole et agroalimentaire, faisant partie des nations qui ont explicitement intégré l'objectif de souveraineté alimentaire dans leur politique de développement (loi No 693), et enfin, de compter avec un secteur paysan conséquent et en partie organisé au sein d'un système coopératif singulier.

L'édification de la thèse résulte ainsi d'un processus itératif entre la recherche de terrain et des propositions théoriques

Au total, les apports de la thèse sont de trois ordres :

Premièrement la thèse propose une étude empirique du Mouvement Coopératif Paysan au Nicaragua. Elle prend donc le risque du choix d'un terrain certes pertinent mais éminemment difficile. Difficile en raison de l'éloignement à la fois physique et sociologique entre le chercheur et son terrain. Difficile aussi, parce que le Nicaragua est un pays pauvre encore en reconstruction (guerre civile et catastrophes naturelles), et qui, depuis la « défaite » de la révolution Sandiniste en 1990, ne semble plus susciter autant l'intérêt du monde académique. Cela a une incidence sur la faiblesse, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, des données disponibles et des possibilités de confrontation de celles-ci. Mais cela fait aussi l'intérêt de cette recherche, qui offre une perspective singulière et actuelle sur un phénomène peu étudié.

Deuxièmement, la thèse met en œuvre un assemblage méthodologique original en économie. Afin de parvenir à une meilleure compréhension du phénomène du MCP, la thèse a recours à la « boîte à outils » du sociologue. Elle emprunte donc les méthodes d'enquête et d'analyse du corpus à la sociologie afin de saisir les tenants et aboutissants d'un phénomène économique. De ce point de vue, la thèse constitue une contribution aux démarches en économie politique dont l'ouverture disciplinaire est l'une des marques de fabrique. La construction de l'arbre thématique montre ainsi l'apport potentiel pour l'économie d'un tel « outillage » visant à la compréhension holistique d'un phénomène.

Troisièmement, la thèse parvient à proposer quelques « remontées » théoriques. La réalité observée et les méthodes mises en œuvre ouvrent en effet la possibilité, d'abord de compléter le concept de SYAL, ensuite de rapprocher l'agroécologie de l'Écologie Industrielle radicale. S'agissant du concept de SYAL, son inscription ici dans le cadre normatif de la nouvelle ruralité communautaire permet de mieux saisir à la fois la dimension politique que peut revêtir ce type de coopération localisée et la prégnance de la dimension environnementale, souvent périphérique dans la littérature portant sur les SYAL. Le rapprochement entre agroécologie et Écologie Industrielle (EI) a pour premier intérêt d'instituer l'idéal-type de l'écosystème comme référentiel pertinent pour les recherches visant au réencastrement écologique des sociétés humaines. Dans le cadre plus spécifique des SYAL-Coopérative, la combinaison entre agroécologie et EI radicale permet de proposer une série de principes

organisateurs *a priori* favorables à la concrétisation de trajectoires d'écodéveloppement. En réhabilitant l'éthos écologique par le biais de l'idéal-type de l'écosystème, cette combinaison conduit finalement à un questionnement sur les trajectoires socio-écologiques des Sociétés Industrielles Modernes. La thèse expose ici des arguments pour la prise en compte prioritaire de la structure des systèmes agroalimentaires dans les recherches portant la soutenabilité écologique des systèmes d'établissement humains.

L'ambition prospective de cette thèse génère de nombreuses possibilités de prolongement de la recherche et d'approfondissement des connaissances. Ces possibilités s'expriment dans chacun des trois types d'apports de la thèse.

Cette première approximation du MCP peut désormais donner lieu à des recherches plus ciblées sur certains aspects précis de la coopération ou certains cas localisés spécifiques au sein du MCP. L'enquête menée auprès de deux fédérations de coopératives pourrait être élargie aux autres fédérations et donner lieu à des recherches mettant à l'épreuve et affinant les résultats de cette thèse. Les évolutions récentes du contexte politique au Nicaragua, influant nécessairement les conditions de développement du MCP, pourraient ainsi être prises en compte. Par ailleurs, la démarche d'identification de dynamiques de type SYAL singulières, que nous avons qualifiées de SYAL-Coopérative, peut également être poursuivie. La caractérisation fine de ces dynamiques à travers l'étude des réseaux d'acteurs, des modes de coordinations, et des processus de qualification territoriale, exigerait d'autres séjours sur le terrain et une implication des acteurs concernés.

En termes de méthode également, il serait intéressant de compléter la démarche entreprise, particulièrement du point de vue de la retranscription des résultats d'une enquête sociologique au sein d'une recherche en économie. Les traditions sont différentes et des articulations peuvent encore être améliorées ou trouvées pour définir des protocoles qui satisfassent pleinement à la fois au respect des méthodes de sociologie et aux attentes de l'économiste.

Enfin, autant du point de vue du SYAL que de la combinaison entre agroécologie et Écologie Industrielle radicale, les pistes de réflexion empruntées ici doivent être prolongées, notamment par la conduite de travaux empiriques visant à confronter ces nouvelles propositions avec des réalités de terrain au Nicaragua comme dans d'autres contextes.

Liste des annexes

Annexe 1.1 : 10 septembre 2015 : dissolution de la FENACCOOP par le MEFCCA.....	351
Annexe 2.1 : Enquête préliminaire : données d'entretiens	354
Annexe 2.2 : Le guide d'entretien de l'enquête principale.....	356
Annexe 2.3 : Le relevé de thèmes ventilé par rubriques (10 entretiens).....	363
Annexe 3.1 : Présentation « power point » de la coopérative « Mujer Ejemplar », fournie par Blanca Landeros, présidente de la coopérative (Entretien, 2012-24).....	369
Annexe 4.1 : L'analogie écosystémique : de l'écosystème juvénile à l'écosystème mature	374

Annexe 1.1

10 septembre 2015 : dissolution de la FENACOOP par le MEFCCA

Le 10 septembre 2015, la Fédération Nationale des Coopératives Agricoles et Agroindustrielles (FENACOOP) a été l'objet d'une intervention¹³³, qualifiée « d'illicite » par le CENIDH (Centre Nicaraguayen des Droits Humains)¹³⁴, visant à rendre effectif l'acte de dissolution de la Fédération suite à la publication dans le journal officiel d'une résolution du MEFCCA (Ministère de l'Economie Familiale Communautaire, Coopérative et Associative). La difficulté à recueillir des informations fiables et concordantes depuis la France, y compris en contactant directement des leaders du mouvement coopératif eux-mêmes rend difficile une compréhension et une explication « objective » de cet évènement.

Trois pistes d'explication émergent néanmoins :

- D'abord, le prétexte évoqué par le MEFCCA : un conflit avec l'Agence autrichienne de développement qui aurait sollicité l'intervention du gouvernement nicaraguayen pour obtenir le remboursement d'un financement octroyé à la FENACOOP, et dont le suivi n'aurait pas été assuré de manière adéquate.
- Dans le Journal Officiel du 10 septembre 2015, le MEFCCA évoque également de sérieux problèmes dans la régularisation de la situation légale de la fédération de coopératives et d'un certain nombre de ses coopératives affiliées¹³⁵.
- Enfin, dans un communiqué que nous avons pu nous procurer, des membres du Conseil d'Administration de la FENACOOP (vice-président, secrétaire et porte-parole) évoquent le cas également d'un projet financé par la coopération autrichienne. Celui-ci aurait effectivement été géré en marge de la Fédération et aurait donné lieu à des réclamations de la part du donateur ainsi que l'amorce d'un règlement à l'amiable moyennant le remboursement d'une partie des sommes versées. Le communiqué visait

¹³³ <http://www.laprensa.com.ni/2015/09/03/nacionales/1895312-mefcca-interviene-a-la-fenacoop>
<http://confidencial.com.ni/disolucion-de-fenacoop-es-asunto-interno/>
<http://confidencial.com.ni/fenacoop-denuncia-disolucion-dehecho/>
<https://www.youtube.com/watch?v=qo5sEadVwEM>

¹³⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=7-Oh6f-UkCY>

¹³⁵ Il s'agit là d'un problème récurrent au sein du Mouvement Coopératif Nicaraguayen, les membres des coopératives de base ayant souvent des difficultés respecter l'ensemble des obligations juridiques auxquelles la loi générales des coopératives les contraint, plus particulièrement en ce qui concerne la tenue d'une comptabilité ou encore la simple actualisation annuelle des membres.

alors à demander un audit sur la gestion des projets financés par la coopération autrichienne et à reconnaître le droit des coopératives affiliées de la fédération à ne pas être pénalisées par les erreurs qu'auraient pu commettre les membres du conseil d'administration. Ils appellent enfin à ce que le MEFCCA accompagne la fédération pour qu'elle conserve sa personnalité juridique et que de nouvelles élections soient organisées pour désigner un nouveau conseil d'administration.

Dans un récent échange de mail avec Javier Pasquier (Directeur du CIPRES et membre du CONACOOOP), celui-ci nous informait que le MEFCCA accompagne actuellement la constitution d'une nouvelle fédération de coopératives, qui réunirait les coopératives anciennement affiliées à la FENACOOOP.

Annexe 2.1

Enquête préliminaire : données d'entretiens

Lecture des tableaux	
CA Coop	Fait partie du Conseil d'administration de la Coopérative
Ferme Vitrine	Exploitation agricole agroécologique soutenues par le Cipres pour diffuser les pratiques/techniques (visites/échanges de savoirs/démonstrations)
Jeune	Coopérative de jeunes ruraux (l'activité de la coop. n'est pas centrée sur l'activité agricole des adhérents)
Production	
GB : Grains de base	Sem : Semences
Div : Diversifié	Horta : Maraîchage
El : Elevage (bovin, porc, avicole)	AF : Arbres fruitiers
Hib : Fleur d'Hibiscus	Pisci : Pisciculture
Plat : Banane (Plantin)	NxC : Noix de cajou
Rest + Pep : Restauration et Pépinière	
Destination de la production	
AC : Autoconsommation	L : Local
N : National	Exp : Exportation

Référence	Date	Statut	Localisation	Coopérative	No. Membres	Production	Destination
Zone d'enquête : ZPN							
2012-P1	18/09/2012	Technicien.ne.s Cipres	Pueblo Nuevo	Réseau FECODESA	(-)	(-)	(-)
2012-P2	18/09/2012	Paysan/ CA coop	Palacuaguina	COSENUP/ UCONORTE	81/-	GB + Div +El +Sem	AC + L + N
2012-P3	18/09/2012	Paysan/ CA coop	Pueblo Nuevo	Centrale de Pueblo Nuevo	180	GB + Div + Horta	
2012-P4	19/09/2012	Paysan	El Rosario, Pueblo Nuevo	COSENUP	81	GB + Div +El +Sem	AC + L
2012-P5	19/09/2012	Paysan/ Délégué UNAG	Los Horcones, Pueblo Nuevo	Coop Agroecologica (en cours de constitution)	22	Div + Pisci +AF	AC + L
2012-P6	19/09/2012	Paysannes/ CA Coop	Casa Blanca, Pueblo Nuevo	Coop. Nuevo Horizonte	33	GB + Div	AC + L
2012-P7	19/09/2012	Paysannes	El Rosario, Pueblo Nuevo	Coop. Fe y Esperanza	60	GB + Div + AF	AC + L
2012-P8	20/09/2012	Paysan/ CA coop	Unile, Somoto	COONUPRU	23	GB + Div + Hib	AC + L + N
2012-P9	20/09/2012	Paysan/ Ferme vitrine	Unile, Somoto	COONUPRU	23	GB + Div + AF	AC + L + N
2012-P10	21/09/2012	Paysan/ Ferme vitrine	Rio Abajo, Pueblo Nuevo	COMAX /PRODECOOP	(-)	Div + Café + AF	AC + L
2012-P11	21/09/2012	Jeunes/ CA Coop	El Carao, Pueblo Nuevo	Coop. Ecologica y Benestar Juvenil	66	(-)	(-)

Zone d'enquête : ZPC							
2012-P12	26/09/2012	Paysan	Santa Marta, La Dalia	Coop. Julio Andres Arauz	27	Café + Div + AF	Exp + AC
2012-P13	27/09/2012	Paysanne	Santa Marta, La Dalia	Coop. Julio Andres Arauz	27	Café + Div + AF	Exp + AC
2012-P14	28/09/2012	Paysan.ne.s	Santa Marta, La Dalia	Coop. Julio Andres Arauz	27	Café + Div +EI	Exp + AC
2012-P15	27/09/2012	Paysanne	La Delicia, La Dalia	Coop. Ramon Burgos	30	Café + Div +	Exp + AC
2012-P16	27/09/2012	Paysannes/ CA Coop	La Delicia, La Dalia	Coop. Ramon Burgos	30	Café + Div + Riz	Exp + AC
2012-P17	27/09/2012	Paysan.ne.s/ CA Coop	La Estrella, La Dalia	Coop. Juan Carlos Morales	28	Café + Cacao + Div	Exp + AC
2012-P18	28/09/2012	Paysan-fermier/ CA Coop.	La Dalia	Union de Coop, Peñas Blancas	7 Coop/ (-)	Café + Cacao + GB + EI	Exp + AC + L

Zone d'enquête : ZPP							
2012-P19	04/10/2012	Paysan / CA Coop / Technicien Cipres	La Carreta, Somotillo	Coop. La Carreta Victoriosa	33	NxC + Sem + GB + Div	Exp + N + L + AC
2012-P20	05/10/2012	Paysanes	Comarca Pedro Altamiran, El Congo	Coop. Nueva Esperanza	62	GB + Div +AF	AC + L
2012-P22	05/10/2012	Paysanne	Comarca Pedro Altamiran, El Congo	Coop. Nueva Esperanza	62	GB + Div + AF	AC + L
2012-P21	05/10/2012	Paysan	Buena Vista, El Viejo	Coop Nueva Luz / Central de Coop. CecoFlor	46	GB + Div +EI +AF	AC + L
2012-P23	06/10/2012	Paysanne	La Grecia, Chinandega	Coop. Cooperativa Joaquín Mejía	45	GB + Hib + Plat	AC + L + N

Zone d'enquête : AFA							
2012-P24	15/10/2012	Jeune/ CA Coop	Coop. Jovenes Chilenos en Accion/ COOPROLECHE	Los Chiles	23	Rest +Pep	L
2012-P25	16/10/2012	Gérant Coop/ Conseillé Cipres	Union COOPERIO	San Carlos	15 Coop. legales (33 en sommeil)	Cacao + EI + AF +Div	Exp + N + L + AC
2012-P26	16/10/2012	Paysan/ CA Coop	COPEMEL	La Mechorita	46	GB + EI	AC + L
2012-P27	16/10/2012	Paysan/ CA Coop	Coop. ALCOR	San Carlos	35	Transport	(-)
2012-P28	16/10/2012	Paysan/ CA Coop	COCECMA	El Almendro	132	EI + GB + Sem	AC + L +N

Hors Zone : MAN							
2012-29	22/10/2012	Président de la Fenacoop Paysan-Fermier	FENACOOP	Managua	620 Coop. (légalement constituées)	(-)	(-)
2012-30	22/10/2012	Technicien/ Conseillé	GPAE	Managua	(-)	(-)	(-)

Annexe 2.2

Le guide d'entretien : support de la conduite de l'enquête principale

LIVRET D'ENTRETIEN

Entretiens Semi-directif

Nicaragua 2012-2013

FICHES SIGNALÉTIQUE - BASE						
Nom et Prénom						
Localisation						
Coopérative ou organisation (et réseau)						
Fonction(s)						
Contact						
Type d'exploitation*	Taille			Main d'œuvre (hors famille)	Type de Pratique**	
	< 5manz.		Nb Vacas		Conv.	
	5<>10		Nb. Cerdos		Mixte Conv.	
	10<>50		Nb. Aves de corral		Mixte Ecolo	
	>50		Otro	Agroécolo		
Productions				Destination (prop.)***		
Durée :	Date :	Code :				

GUIDE D'ENTRETIENS - BASE

Guide d'entretien pour producteurs associés, directeurs de coopératives, directeurs d'union ou centrale de coopératives.

◆ **Consigne :**

Me gustaría que me hable de la cooperativa, su historia, su presente, sus proyectos, su funcionamiento. También me interesaría que usted me detalle las motivaciones que han traído los productores de esta localidad a organizarse en cooperativa y, las motivaciones que hoy en día, siguen animando la continuación de esta experiencia.

◆ **Thèmes à aborder:**

Thèmes	Observations	Abordé
Contexto de creación de la cooperativa		
Proceso de creación de la cooperativa		

Funcionamiento/ Organización de la Cooperativa		
Objetivos iniciales, presente, y proyectos en preparación		
Los logros, los resultados obtenidos (Lo cual refuerza el proceso)		

Fallos y/o expectativas que la cooperación no consiguió (o no todavía) "satisfacer"		
Impacto de la cooperación sobre la cualidad de vida		
Ayudas/incentivos exteriores		

<p>Tema medio ambiental en la cooperativa</p>		
--	--	--

Observations générales

QUESTIONS FERMEES - BASE

Q1 : ¿Que mas lo limita para cambiar sus practicas hacia practicas mas amigable con el medio ambiente ? ¿Al contrario, que lo incentiva?

Observations :

Q2 : ¿Según usted, la organización cooperativa le puede ayudar en este sentido?

Observations :

Q3 : ¿Alguna vez has escuchado o tal vez usado un biodigestor? Se respuesta positiva: ¿Como lo percibe? ¿Como le salió?

Observations :

Q4 : Según usted, la cooperativa podría servir para organizar este tipo de reutilización de desechos agrícolas a la escala de la comunidad? (biodigestor, abono organico...)

Observations :

Q5 : ¿Usted tiene algún conocimiento de un desecho producido por la actividad agrícola y que podría ser usado a otros fines (tal que el estiércol de vaca para los biodigestores) ?

Observations :

Q6 : Según algunos investigadores, para ser sostenibles, la comunidades humanas deberían organizarse como ecosistemas naturales. Es decir tratar de desarrollar localmente, más complementariedad, intercambios, y interdependencia entre las varias actividades humanas. Así mismo, cada desecho producido por una actividad sería un recurso par orto tipo de actividad, como ocurre en la naturaleza entre las varias especies. ¿Come le parece esta idea? ¿Que le inspira?

Observations :

Annexe 2.3

Le relevé de thèmes, ventilé par rubriques (10 entretiens)

Rubriques	Sous-Rubriques	Thèmes
1	Motivations de Genre [1.1]	Créer un collectif de femmes [1.1.1]
2		Connaître les lois et ses droits [1.1.2]
3		Avoir un revenu pour ne plus dépendre des hommes [1.1.3]
4		Trouver des projets (aide) destinés aux femmes [1.1.4]
5	Motivations environnementales [1.2]	Réaction nécessaire suite une catastrophe naturelle [1.2.1]
6		Chercher la culture qui nous permet de maintenir le système environnemental [1.2.2]
7	Motivations Socio-économiques [1.3]	Lutter pour sa survie [1.3.1]
8		S'unir pour vendre plus [1.3.2]
9		Obtenir de nouveaux débouchés [1.3.3]
10		Obtenir un meilleur prix [1.3.4]
11		Besoin de travailler [1.3.5]
12		Mutualiser des moyens [1.3.6]
13		Mise en œuvre d'un système solidaire [1.3.7]
14		Meilleur développement des communautés [1.3.8]
15		Aller de l'avant- améliorer nos conditions de vie [1.3.9]
16		Un accès au crédit plus avantageux [1.3.10]
17		Obtenir des exonérations/avantages donnés par l'Etat [1.3.11]
18		Couvrir la demande [1.3.12]
19		Créer de nouveaux débouchés [1.3.13]
20		Intégrer la chaîne de valeurs [1.3.14]
21		Renforcer la production [1.3.15]
22		Création de marchés locaux pour rapprocher consommateurs et producteurs [1.3.16]
23		Etre reconnu (le secteur coopératif) comme un acteur économique important [1.3.17]
24	Motivations organisationnelles [1.4]	Résoudre collectivement des problèmes communs [1.4.1]
25		Autonomie, gérer ses propres ressources [1.4.2]
26		S'unir pour « faire l'effort » [1.4.3]
27		Capacité à influencer sur la promotion du projet agroécologique [1.4.4]
28		L'union fait la force [1.4.5]
29		Unir des petits producteurs [1.4.6]
30		Travailler comme une micro entreprise familiale [1.4.7]
31		Être organisé(e) [1.4.8]
32		S'organiser pour ne pas attendre après le gouvernement (autonomie) [1.4.9]
33		Perfectionner la structuration du système coopératif à trois niveaux [1.4.10]
34	Motivations de valeur [1.5]	Organisation coopérative adaptée aux valeurs du groupe [1.5.1]
35		Le "coopérativisme" s'est construit à partir d'une philosophie [1.5.2]

36			Le "coopérativisme" est social par essence [1.5.3]	
37			Lutter contre le néolibéralisme auquel on ne peut pas s'associer [1.5.4]	
38			Défense d'un "profil", d'une philosophie dans un contexte défavorable [1.5.5]	
39			Construire un 'coopérativisme' critique [1.5.6]	
40		Motivations Techniques [1.6]		Pour réunir des producteurs organiques [1.6.1]
41				Améliorer la qualité de notre production [1.6.2]
42				Transformation-valorisation par petite agro-industrie [1.6.3]
43		Motivations Transversales [1.7]		Obtenir de l'aide (projets) [1.7.1]
44				Combiner amélioration des conditions de vie et protection de l'environnement [1.7.2]
45				Pour répondre aux exigences des institutions et organisations d'aide [1.7.3]
46		Motivations Historiques [1.8]		Expérience coopérative positive durant les 80' [1.8.1]
47	Difficultés rencontrées [2]	Difficultés matérielles/techniques [2.1]	Offrir une qualité suffisante pour les marchés visés [2.1.1]	
48			Accès à la terre, propriété pour les femmes [2.1.2]	
49			Productivité trop faible [2.1.3]	
50		Difficultés organisationnelles [2.2]		Esprit coopératif parfois mal intégré : assistantat/manque de formation [2.2.1]
51				Pas d'idée de comment s'organiser [2.2.2]
52				Concurrence au moment de l'attribution des responsabilités [2.2.3]
53				Distance-coût de transport pour se réunir [2.2.4]
54				Se structurer conformément à la loi [2.2.5]
55		Difficultés socio-économiques [2.3]		Accès au crédit insuffisant [2.3.1]
56				Pas de moyens suffisant pour investir dans du matériel [2.3.2]
57				Mauvais vendeurs [2.3.3]
58				Prix faible des denrées de base [2.3.4]
59				Prix bas au moment des récoltes [2.3.5]
60				Partir d'une situation d'extrême pauvreté [2.3.6]
61		Difficultés environnementales [2.4]		CC a un impact sur les hivers (précipitations) [2.4.1]
62				CC climatique cause des problèmes [2.4.2]
63				Vulnérabilité face aux catastrophes naturelles [2.4.3]
64		Difficultés liées à la cohabitation avec l'agro-industrie [2.5]		Conflit d'usage (accès à l'eau) [2.5.1]
65				Protecteurs Vs. Destructeurs [2.5.2]
66		Difficultés politiques [2.6]		Instabilité politique rend les choses plus difficiles [2.6.1]
67				Perte d'autonomie et de visibilité liée à l'évolution du cadre juridico-politiques [2.6.2]
68				Appui insuffisant des institutions nationales [2.6.3]
69		Difficultés de genre [2.7]		Accès Faible/difficile à la terre [2.7.1]
70				Femmes soumises/ dépendantes [2.7.2]
71		Difficultés humaines [2.8]		Faibles capacités de gestion [2.8.1]
72				Faibles niveau d'éducation [2.8.2]
73		Difficultés de valeurs [2.9]		Esprit coopératif parfois mal intégré= attentisme-passivité [2.9.1]
74				Motivations/motif de la coopération inadéquate [2.9.2]

75			Frontière encore floue entre engagement coopératif et engagement partisan [2.9.3]
76	Résultats [3]	Reconnaissance et participation politique [3.1]	Aujourd'hui reconnus comme des acteurs socio- économique importants [3.1.1]
77			Création d'une nouvelle loi [3.1.2]
78			Reconnaissance et participation aux processus de « gouvernance » [3.1.3]
79			Possibilité d'action collective pour la défense d'intérêts communs [3.1.4]
80			Facilitation des démarches et soutien à l'organisation coopérative [3.1.5]
81			Reconnaissance et prestige d'une organisation bien structurée [3.1.7]
82			Coop. institutions/coopérative pour la fourniture de services à la communauté [3.1.6]
83		Résultats socio-économiques [3.2]	Obtention de nouveaux débouchés [3.2.1]
84			Obtention de meilleurs prix [3.2.2]
85			Insertion dans la « chaîne de valeur » [3.2.3]
86			Revenus toute l'année (moins dépendant de la saisonnalité) [3.2.4]
87			Création d'emplois pour la communauté [3.2.5]
88			Capacité d'autofinancement (fond renouvelable) [3.2.6]
89			Obtention d'un meilleur revenu [3.2.7]
90			Plus grande autonomie [3.2.8]
91			Impulsion d'un système de santé mutualiste communautaire [3.2.9]
92			Resserrement des liens au sein de la communauté [3.2.10]
93			Plus grande motivation (perspective d'avenir) [3.2.11]
94			Création d'activité (économie de jardin) [3.2.12]
95			Développement grâce à l'émancipation des femmes [3.2.13]
96			Autonomie Alimentaire [3.2.14]
97			Accès au crédit [3.2.15]
98			Bénéfice et exécution de projets internationaux [3.2.16]
99			Les socios ont avancé, ont pris conscience de de leurs potentiels [3.2.17]
100		Résultats techniques/pratiques [3.3]	Construction d'un local pour se réunir [3.3.1]
101			Capacité de stockage des récoltes [3.3.2]
102			Autonomie pour la reproduction des semences [3.3.3]
103			Apprentissage des techniques organiques via le réseau coop. [3.3.4]
104			Implémentation e l'agriculture organique [3.3.5]
105			Amélioration de la qualité de la production [3.3.6]
106			Construction d'un local pour la transformation [3.3.7]
107			Transformation-valorisation = obtention de matériel pour l'emballage [3.3.8]
108			Création d'une marque pour valoriser la production [3.3.9]
109	Résultats Organisationnels [3.4]	Coopération de producteurs hétérogènes autour du projet agroécologique [3.4.1]	
110		Création d'une organisation pour la promotion de l'agroécologie [3.4.2]	
111		Capacité de gestion autonome des projets [3.4.3]	
112		Constitution de réseaux et échanges d'expériences [3.4.4]	
113		Construction d'un "business plan" [3.4.5]	
114		Organisation-coordination entre communautés éloignées [3.4.6]	


115			Développement du mouvement coopératif, au moins sur le plan quantitatif [3.4.7]	
116			Accumulation d'expérience et constitution de réseaux internationaux [3.4.8]	
117			Meilleure structuration et conformité avec la loi du système coopératif [3.4.9]	
118		Résultats "Genre" [3.5]	Plus grande participation des femmes à la vie publique [3.5.1]	
119			Emancipation des femmes grâce à la coopérative [3.5.2]	
120			Augmentation de la participation des femmes au mouvement coopératif [3.5.3]	
121		Résultats de valeurs [3.6]	Dépassement des contradictions idéologiques à partir de l'adoption des principes universels du coopératisme [3.6.1]	
122			construction d'une vision commune à travers la lutte contre le néolibéralisme [3.6.2]	
123			Défense des acquis de la paysannerie (réforme agraire) [3.6.3]	
124	Transition agroécologique [4]	Difficultés [4.1]	Améliorer la situation économique de la famille [4.1.1]	
125			Progresser vers une souveraineté alimentaire [4.1.2]	
126			Agriculture conventionnelle dangereuse pour la santé [4.1.3]	
127			Agriculture conventionnelle plus cher/non rentables [4.1.4]	
128			Obtenir de nouveaux débouchés [4.1.5]	
129			Améliorer le niveau de vie de la communauté [4.1.6]	
130			Agroécologie moins chère [4.1.7]	
131			Voir les bons résultats du voisin [4.1.8]	
132			Se rendre compte que c'est moins dommageable pour l'environnement [4.1.9]	
133			On trouve des motivations différentes [4.1.10]	
134			Permet une plus grande autonomie [4.1.11]	
135			Produire sainement [4.1.12]	
136			prend soin de nous-même [4.1.13]	
137			Restaurer les sources d'eau et la fertilité de la terre [4.1.14]	
138			Motivations [4.2]	Nécessite du temps pour changer les mentalités [4.2.1]
139		Nécessite du temps pour obtenir des résultats (transition) [4.2.2]		
140		Manque de connaissances [4.2.3]		
141		La nécessité des ressources (m.p.) exige de s'organiser [4.2.4]		
142		Mauvaises habitudes fortement ancrées [4.2.5]		
143		Influence négative des transnationales [4.2.6]		
144		Coût de la formation des socios [4.2.7]		
145		Manque de moyens [4.2.8]		
146		Cohabitation avec l'agro-industrie conventionnelle [4.2.9]		
147		Pas de gains incitatifs durant la période de transitions [4.2.10]		
148		Certain nous prennent pour des fous [4.2.11]		
149		Certification organique trop chère [4.2.12]		
150		On ne sait pas bien où vendre [4.2.13]		
151		Défis/conditionnalité [4.3]		Doit être plus rentable [4.3.1]
152				Améliorer la productivité [4.3.2]

153			Aller au-delà de la simple production organique (intérêt commercial) [4.3.3]
154			Avoir une approche intégrée de l'agriculture [4.3.4]
155		Histoire [4.4]	L'agriculture traditionnelle n'utilisait aucun intrant [4.4.1]
156		Moyens [4.5]	Diversifier la production [4.5.1]
157			Former les enfants pour pallier aux lacunes des parents [4.5.2]
158			Echange d'expérience grâce au réseau coopératif [4.5.3]
159			Adaptation organisationnelle face aux particularismes de l'agroécologie [4.5.4]
160			La formation suscite l'intérêt [4.5.5]
161			Formation-sensibilisation par des organismes extérieurs [4.5.6]
162			Voir les résultats du voisin [4.5.7]
163			Formation paysans à paysans [4.5.8]
164			Reproduire nos propres semences et bannir les OGM [4.5.9]
165			Tout est à portée de la main, au sein de la ferme [4.5.10]
166			Nécessite plus de travail [4.5.11]
167			Transmission de techniques et savoirs à travers la structure du système coop. [4.5.12]
168			Association agriculture et tourisme favorable à la transition [4.5.13]
169			Les paysans avec le moins de ressources peuvent en profiter pour créer une activité (fabrication d'engrais organiques par exemple) [4.5.14]
170			L'éducation et l'engagement sont les facteurs majeurs [4.5.15]
171		Résultats [4.6]	Hausse de la productivité et meilleurs revenus pour la communauté [4.6.1]
172			Plus de culture sur brûlis [4.6.2]
173			Réduction de l'usage d'intrants chimiques [4.6.3]
174			Implémentation de pratiques agroécologiques [4.6.4]
175			Application sur le terrain des apprentissages théoriques [4.6.5]
176	Environnement [5]	Motivations [5.1]	L'homme est entrain de détruire la planète [5.1.1]
177			Lutte contre le CC et la dégradation des sols [5.1.2]
178			La protection de l'environnement est une valeur coopérative [5.1.3]
179			Prise de conscience récente des dommages causés par les tech. «traditionnelles» [5.1.4]
180			Les techniques traditionnelles portent préjudice à notre économie [5.1.5]
181			Les techniques traditionnelles portent préjudice à notre santé [5.1.6]
182			Améliorer la qualité de vie [5.1.7]
183			Assurer des conditions de vie décentes aux générations futures [5.1.8]
184			Perspectives/espoir d'une compensation économique pour la protection de l'environnement [5.1.9]
185		Développement du tourisme [5.1.9]	
186		Difficultés [5.2]	Technologies propres trop chères [5.2.1]
187			Diversité des situations [5.2.2]
188			Satisfaction des besoins alimentaires prioritaire [5.2.3]
189			Sentiment d'impuissance [5.2.4]
190			Clientélisme politique permet le maintien de mauvaises pratiques [5.2.5]
191			Terres durablement appauvries/polluées [5.2.6]

192		Manque de moyens [5.2.7]
193		Techniques « traditionnelles » fortement ancrées [5.2.8]
194		Techniques « traditionnelles » plus faciles [5.2.9]
195		Les grands producteurs sont responsables des pollutions [5.2.10]
196		grande agro-industrie annihile les efforts des petits producteurs [5.2.11]
197		grande agro-industrie détruit l'environnement [5.2.12]
198		Accès difficile à l'information/sensibilisation [5.2.13]
199	Moyens [5.3]	L'éducation/formation est fondamentale [5.3.1]
200		Production organique/agroécologique [5.3.2]
201		Plus grand engagement de l'Etat [5.3.3]
202		Introduire de nouvelles techniques/pratiques auprès des producteurs/socios [5.3.4]
203		Obtenir des paiements/compensation pour services environnementaux [5.3.5]
204		Echange/partage d'expérience grâce au réseau coopératif [5.3.6]
205		Exécution d'un projet en rapport au CC [5.3.7]
206		Nécessite du temps, résultats à moyen terme [5.3.8]
207		La coop. doit inciter ses socios à « mieux produire » [5.3.9]
208		Action collective auprès des institutions [5.3.10]
209		La coopérative est un moyen de diffusion des infos/connaissances [5.3.11]
210		Recyclage/valorisation des déchets [5.3.12]
211		Transition des connaissances grâce à l'organisation coopérative [5.3.13]
212	Résultats [5.4]	Incidence politique locale de la coopérative [5.4.1]
213		Reboisement avec des arbres fruitiers [5.4.2]
214		Naissance d'une méthodologie pratique et théorique [5.4.3]
215		Apprentissages des techniques de cultures organiques [5.4.4]
216		Travail avec l'environnement à travers la coopérative [5.4.5]
217		Les associés intègrent déjà de bonnes pratiques écologiques [5.4.6]
218		Améliore La qualité de vie [5.4.7]
219		Transition de « destructeurs de la forêt » à « protecteurs universels des forêts » [5.4.8]
220		Réconciliation avec la nature [5.4.9]
221		Travail avec les institutions locales [5.4.10]

Annexe 3.1

Présentation « Power point » de la coopérative « *Mujer Ejemplar* », fournie par Blanca Landeros, présidente de la coopérative (Entretien, 2012-24)



EXPERIENCIAS DE MUJERES ORGANIZADAS EN COOPERATIVA, CON PROYECCIÓN A LA COMUNIDAD, CASO DE LAGRECIA, CHINANDEGA
BLANCA LANDEROS BETANCO
Presidenta de la Cooperativa “Mujer Ejemplar”

QUIENES SOMOS?

Descripción Breve

- Somos una cooperativa multisectorial de 45 mujeres productoras, con un área de 110 mz., cuya actividad principal es la agricultura, la ganadería, forestal y el medio ambiente en general.
- Producimos arroz con rendimientos promedios de 60 a 110 qq/mz., maíz, rendimiento de 25qq/mz., frijoles 9 qq/mz. y hortalizas (chiltoma, tomate, frijolitos de vara y pepino)
- Reforestamos las partes altas del área de cada socia con 5000 plantas por año con especies como laurel, jenzaro, eucalipto, roble, cedro, pochote y frutales que fenacoop nos entrega para hacer los viveros..
- Se mineralizan los suelos con harinas de roca como biominerales
- El 60% de nuestra producción es orgánica

Cooperativa Multisectorial “MUJER EJEMPLAR”



ORIGEN Y FUNDACIÓN

Porqué una Cooperativa de mujeres?

- Desde 1994, un grupo de mujeres se unieron con la inquietud de poder tomar decisiones libremente sin los obstáculos que los hombres normalmente ponen y de ser un agente activo en el desarrollo de la Comunidad.
- Finalmente se constituye legalmente la Cooperativa, y **se funda el 25 de julio 2001**, con 30 mujeres con la ayuda del Ciprés. Inmediatamente después se recibió la capacitación en cooperativismo.
- Fundadoras del Programa Productivo Alimentario, impulsado por el CIPRES en el 2001, de ahí se crea un fondo revolvente del cual a la fecha es la fuente de crédito que tiene la Cooperativa

Miembros fundadoras de la Cooperativa



EXPERIENCIAS A COMPARTIR: LOS JÓVENES HAN SIDO NUESTRA PRIORIDAD

Impulso de la formación técnica de 400 jóvenes de la Comunidad

- En el 2007, Firma de convenio con La Alcaldía de Chinandega y Fundación Kelloggs. Apoyo para preparar profesionalmente en carreras universitarias y técnicas, apoyo a los jóvenes con recursos para planes de negocios a 30 jóvenes campesinos hijos de socias e hijos de pobladores en general de diferentes comunidades a través de la facilitación de becas. Así mismo elaboraron planes de negocio que fueron financiados por la misma fundación.
- Gestión con el Centro Juvenil Don Bosco para proporcionar becas para la formación técnica en diferente área de 46 jóvenes campesinos. Así mismo con el INATEC se hicieron gestiones para capacitar a 118 jóvenes en diferentes formaciones técnicas.

Jóvenes de ambos sexos son beneficiados



EXPERIENCIAS A COMPARTIR: LOS JÓVENES HAN SIDO NUESTRA PRIORIDAD

Impulso de brigadas de jóvenes agroecológicos y formación de cooperativa de jóvenes

- Impulso de agricultura orgánica en todos los rubros (arroz, maíz, frijoles y hortalizas) y con el 60 % de las socias. Se han formado **promotores jóvenes agroecológicos**, que estos a su vez han multiplicado el conocimiento a otros 200, con el apoyo de FENACCOOP / CIC BATA. Junta de Andalucía de cooperación.
- 2010 Fundación de Cooperativa "Jóvenes Emprendedores" 30 miembros, con el apoyo de la Cooperativa "Mujer ejemplar" y FENACCOOP.

Jóvenes nuestra prioridad



RELACIONES NACIONALES E INTERNACIONALES DE LA COOPERATIVA

Consolida la formación teórico-práctico de conocimientos significativos

- Comité Católico para el Desarrollo, visita a Francia, Provincia de Champaña, marzo 2008, gestión de recursos para equipar oficina con el apoyo de FENACCOOP y CCFD.
- Firma de convenios con el Centro Juvenil Don Bosco
- Firma de convenio con la Fundación Kelloggs
- Firma de convenio con INATEC
- Convenio con centro orgánico de El Salvador, Diplomado en agricultura orgánica.
- Relación horizontal con Cooperativas vecinas para ayuda mutua.
- Relación con la Universidad Nacional Agraria (UNA) para desarrollar investigación y diagnósticos en general.

Firmando convenios



EXPERIENCIAS A COMPARTIR FERIAS DEL MAÍZ

El maíz nuestra raíz

El objetivo de realizar las ferias es promover en las nuevas generaciones la cultura del maíz como alimento básico, herencia de nuestros antepasados se preparan 20 diferentes tipos de comida con maíz.

Las ferias se hacen con mucha alegría, danza, juegos, concursos y participa toda la familia.

Las ferias se hacen con el apoyo de FENACOOOP, CIC BATA, OXFAM

Los niños son la mayoría de los asistentes en la feria



EXPERIENCIAS A COMPARTIR: HARINA DE ROCA

Utilizando los recursos locales para mejorar fertilidad de suelos

Los rendimientos suben sensiblemente con la fertilización de los suelos

- Harina de Roca ígnea: La Roca que se encuentra en las faldas del volcán San Cristóbal se pica y se pulveriza y esta se aplica como abono mineral al suelo.



CONSERVACIÓN DE SEMILLAS CRIOLLAS QUE DEJARON LOS ABUELOS

Conservando el material genético heredado

- Muchos son los materiales genéticos criollos que nos heredaron nuestros abuelos, los mas característicos los encontramos en el maíz. OLOTILLO y el VIEJANO

Sembrando el maíz OLOTILLO



LLEVANDO LA ENERGÍA ELÉCTRICA A LAS COMUNIDADES DEL MUNICIPIO DE CHINANDEGA

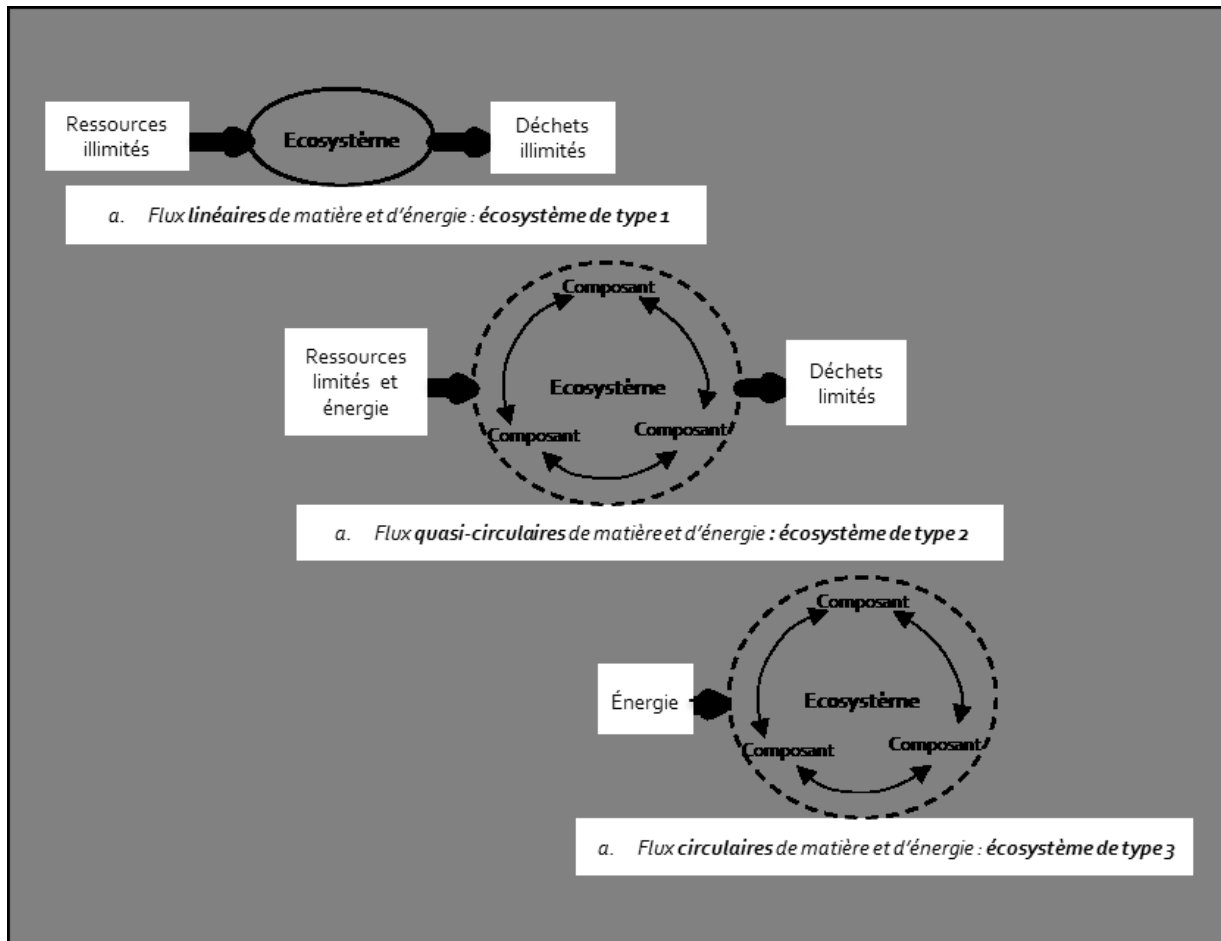
La Cooperativa es la conexión entre el Ministerio de Energía y la Comunidad

- A través de la Cooperativa se ha electrificado 10 comunidades del municipio de Chinandega, ampliando la red del tendido eléctrico.
- Impulso de Energías Renovables, especialmente Biodigestores.

Comunidad con beneficios del uso de energía eléctrica



Annexe 4.1 De l'écosystème juvénile à l'écosystème mature



Source : à partir de : Lifset et Graedel, 2002.

A

- Acevedo Pasquier E (2012) *Sistematización de experiencias de familias campesinas de Las Segovias en la aplicación de tecnologías agropecuarias con enfoque agroecológico*. Centro para la Investigación, la Promoción y el Desarrollo Rural Social – CIPRES, Consultoría, Managua: 35 p.
- ACI (1995) *Statement of Cooperative Identity*. General Assembly of the International Co-operative Alliance – ICA/ACI, Manchester: 2 p.
- ACI-Américas (2007) *Diagnóstico del sector social de la economía en Nicaragua*. Alianza Cooperativa Internacional de las Américas – ACI-Américas, San José: 175 p.
- Acosta Avila L (2006) *Agrocadenas de Valor y Alianzas Productivas: “Herramientas de Apoyo a la Agricultura Familiar en el Contexto de la Globalización”*. Oficina Regional de la FAO para América Latina y el Caribe, Santiago de Chile: 9 p.
- Adoue C (2007) *Mettre en œuvre l'écologie industrielle*. Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne : 106 p.
- Aker C, Soto G, Imbach A, Castillo X, Garro F (2014) Evaluación de la eficiencia, uso y adopción de una estufa mejorada especializada en producir biocarbón en comparación con estufas de leña tradicionales en tres municipios del departamento de León, Nicaragua. In.: Aker C, *Evaluación del uso de estufas ecológicas, análisis de la producción y uso del biocarbón como enmienda del suelo en los rendimientos de maíz (Zea mays) en tres municipios de León, Nicaragua*. Tesis de Postgrado, Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza – CATIE, Turrialba, Costa Rica: 34-50.
- Akram T (2003) The international foreign aid regime: who gets foreign aid and how much? *Applied Economics* 35(11): 1351-1356.
- Akram-Lodhi H, Kay C (2009) The agrarian question. Peasants and rural change. In.: Akram-Lodhi H, Kay C (eds.) *Peasants and Globalization. Political economy, rural transformation and the agrarian question*. Routledge, Abingdon: 3-33.
- Alber A (2010) Voir le son : réflexions sur le traitement des entretiens enregistrés dans le logiciel Sonal, Socio-logos. *Revue de l'association française de sociologie* 5, 13 p. [En ligne, consulté le 13 avril 2015].
- Albert Izquierdo C E (2005) *El cooperativismo una alternativa de desarrollo a la globalización neoliberal para América Latina: una visión desde la identidad cooperativa*. Eumed – Enciclopedia y Biblioteca Virtual de las Ciencias Sociales, Económicas y Jurídicas. Edición electrónica: 75 p.
- Albert Izquierdo C E (2009) El cooperativismo: una alternativa de desarrollo a la globalización neoliberal para América Latina. *Revista Idelcoop* 36(195): 390-402.
- Albuquerque C (1986) Agro-energy and rural development. In.: *Proceedings of the International Seminar on Ecosystems, Food and Energy II*, FINEP/UNESCO.
- Alemán Amaru R (2015) *Diagnóstico Municipal de línea base para la implementación de acciones que aporten a la estrategia de desarrollo local en el municipio de El Castillo, Rio San*

Juan, Fundación para la Conservación y Desarrollo del Sureste de Nicaragua - Red por la Democracia y el Desarrollo Local - Unión Europea, San Carlos: 43 p.

- Alemán M, Báez L (2009) *Nicaragua: el Instituto de Investigación y Desarrollo Nitlapan. Estudio de Organizaciones híbridas en América Latina*. Fundación Ford – Nitlapan, Managua.
- Altenburg T, Meyer-Stamer J (1999) How to Promote Clusters: Policy Experiences from Latin America. *World Development* 27(9): 1693-1713.
- Altieri M A (1989) Agroecology: A New Research and Development Paradigm for World Agriculture. *Agriculture, Ecosystems and Environment* 27: 37-46.
- Altieri M A (1992) Sustainable agricultural development in Latin America: exploring the possibilities. *Agriculture, Ecosystems & Environment* 39(1-2): 1-21.
- Altieri M A (1999) Applying agroecology to enhance the productivity of peasant farming systems in Latin America. *Environment, Development and Sustainability* 1: 197-217.
- Altieri M A (2002) Agroecology: the science of natural resource management for poor farmers in marginal environments. *Agriculture, Ecosystems & Environment* 93(1-3): 1–24.
- Altieri M A (2009) Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty. *Monthly Review* 61(03): 102-113.
- Altieri M A, Anderson M K (1986) An ecological basis for the development of alternative agricultural systems for small farmers in the Third World. *American Journal of Alternative Agriculture* 1: 30-38.
- Altieri M A, Funes-Monzote F, Petersen P (2012a) Agroecologically efficient agricultural systems for smallholder farmers: contributions to food sovereignty. *Agronomy for Sustainable Development* 32(1): 1-13.
- Altieri M A, Nicholls C (2008) Scaling up Agroecological Approaches for Food Sovereignty in Latin America. *Development* 51(4): 472-480.
- Altieri M A, Nicholls C I (2000) *Agroecología. Teoría y práctica para una agricultura sustentable*. United Nations Environment Programme – UNEP, Basic Textbooks for Environmental Training, Mexico: 290 p.
- Altieri M A, Nicholls C I (2012) Agroecología: única esperanza para la soberanía alimentaria y la resiliencia socioecológica. *Agroecología* 7 (2): 65-83.
- Altieri M A, Nicholls C, Funes-Monzote F (2012) *A contribution to discussions at Rio+20 on issues at the interface of hunger, agriculture, environment and social justice*. Sociedad Científica Latino-América de Agroecología – SOCLA: 20 p.
- Altieri M A, Rosset P, Thrupp L A (1998) The potential of agroecology to combat hunger in the developing world. *A 2020 Vision for Food, Agriculture, and the Environment, 2020 Brief 5*, International Food Policy Research Institute – IFPRI: 4 p.
- Altieri M A, Toledo V M (2011) The agroecological revolution in Latin America: rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants. *The Journal of Peasant Studies* 38(3): 587-612.
- Altieri M A, Yurjevic A (1991) La agroecología y el desarrollo rural, sostenible en América Latina. *Agroecología y Desarrollo* 1: 18 p.
- Altmann Borbón J (2011) Entre la unión y la desunión: alcances y limitaciones de la integración centroamericana. *IdeAs* 1 [En ligne : <https://ideas.revues.org/85>]: 24 p.
- Allaire G, Boyer R, (ed) (1995) *La grande transformation de l'agriculture, lectures conventionnalistes et régulationnistes*. INRA, Economica, Paris : 442 p.
- Allaire G, Sylvander B (1997) Qualité spécifique et systèmes d'innovation territoriale. *Cahiers d'Économie et Sociologie Rurales* 44: 29-59.

- Allenby B (1999a) Earth systems engineering: The role of industrial ecology in an engineered world. *Journal of Industrial Ecology* 2(3): 73-93.
- Allenby B (1999b) Culture and Industrial Ecology. *Journal of Industrial Ecology* 3(1): 2-4.
- Allenby B, Cooper W (1994) Understanding industrial ecology from a biological systems perspective. *Total Quality Environmental Management* 3(3): 343-354.
- Anand S, Sen A (1997) Concepts of human development and poverty: a multidimensional perspective, *UNDP*, Human development papers, New York: 19 p.
- Andersen E L (2009) El impacto de la migración y las remesas en la pobreza y la movilidad económica de las familias en Nicaragua. *Serie población y Desarrollo 2*, United Nations Population Found – UNFPA, Managua: 31 p.
- Angeon V, Callois J M (2005) Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité ? *Economie et Institutions* 6-7 : 19-49.
- Angeon V, Caron P, Lardon S (2006) Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ? *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 7 : 20 p.
- ANRN (2005) *Ley general de cooperativas*. Asamblea Nacional de la República de Nicaragua – ANRN, Managua: 38 p.
- ANRN (2007) *Reglamento a la ley general de cooperativas*. Asamblea Nacional de la República de Nicaragua – ANRN, Managua: 23 p.
- ANRN (2009) *Ley de Soberanía y Seguridad Alimentaria y Nutricional*. Asamblea Nacional de la República de Nicaragua – ANRN, Managua: 183 p.
- ANRN (2011) *Ley de fomento a la producción agroecológica u orgánica*. Asamblea Nacional de la República de Nicaragua – ANRN, Managua: 23 p.
- ANRN (2012) *La Gaceta, Diario Oficial*. Asamblea Nacional de la República de Nicaragua – ANRN, Año CXVI (74), Managua: 2926.
- Araghi F (2000) The great global enclosure of our times: peasants and the agrarian question at the end of the twentieth century. In.: Magdoff F, Bellamy Foster J, Buttel F H (ed) *Hungry for Profit: The Agribusiness Threat to Farmers, Food, and the Environment*. Monthly Review Press, New-York : 220 p.
- Aref F, Gill S (2009) Rural Tourism Development through Rural Cooperatives, *Nature and Science* 7(10): 68-73.
- Arroyo Peláez A, Cossío Muñoz F (2015) *Impacto fiscal de la volatilidad del precio del petróleo en América Latina y el Caribe*. Comisión Económica para América Latina y el Caribe – CEPAL, Santiago de Chile: 90 p.
- Ashton W S (2008) Understanding the Organization of Industrial Ecosystems. A Social Network Approach. *Journal of Industrial Ecology* 12(1): 34-51.
- Ashton W S (2009) The Structure, Function, and Evolution of a Regional Industrial Ecosystem, *Journal of Industrial Ecology* 13(2): 228-246.
- Austin J, Fox J, Kruger W (1985) The role of the revolutionary state in the Nicaraguan Food System. *World Development* 13(1): 15-40.

B

- Bacon C (2005) Confronting the Coffee Crisis: Can Fair Trade, Organic, and Specialty Coffees Reduce Small-Scale Farmer Vulnerability in Northern Nicaragua? *World Development* 33(3): 497–511.
- Bacon C, Méndez V E, Flores Gómez E, Stuart D, Díaz Flores S R (2008) Are Sustainable Coffee Certifications Enough to Secure Farmer Livelihoods? The Millennium Development Goals and Nicaragua's Fair Trade Cooperatives. *Globalizations* 5(2): 259-274.
- Bacon C, Sundstrom W A, Flores Gómez E, Méndez V E, Santos R, Goldoftas B, Dougherty I (2014) Explaining the 'hungry farmer paradox': Smallholders and fair trade cooperatives navigate seasonality and change in Nicaragua's corn and coffee markets. *Global Environmental Change* 25: 133–149.
- BAD (2013) *Développement et Financement des Chaînes de Valeur Vgrioles (FCVA) pour l'amélioration de la compétitivité des exportations*. Banque Africaine de Développement – BAD, Tunis : 149 p.
- Bairoch P (1963) *Révolution industrielle et sous-développement*. Mouton Editeur, 4ième édition (1974). Paris-La Haye : 360 p.
- Bairoch P (1999) *L'agriculture des pays développés. 1800 à nos jours*. Economica, Paris : 194 p.
- Baltodano M S (2010) *Memorias de la Luchas Sandinistas. Tomo 2 : El crisol de las insurrecciones: Las Segovias, Managua y León*, Instituto de Historia de Nicaragua y Centroamérica de la Universidad Centroamericana – IHNCA-UCA, Managua : 488 p.
- Bandeira Greño P, Atance Muñiz I, Sumpsi Viñas J M (2004) Las políticas de desarrollo rural en América Latina: requerimientos de un nuevo enfoque. *Cuadernos de Desarrollo Rural* 51: 115-136.
- Banque Mondiale (2008) *L'agriculture au service du développement*. Rapport sur le développement dans le monde, New York : 424 p
- Banque Mondiale, CIAT (2015) *Climate-Smart Agriculture in Nicaragua, CSA Country Profiles for Africa, Asia, and Latin America and the Caribbean Series*, Banque Mondiale, International Center for Tropical Agriculture – CIAT, Washington: 16 p.
- Baquedano F G, Liefert W, Shapouri S (2011) World market integration for export and food crops in developing countries: a case study for Mali and Nicaragua. *Agricultural Economics* 42(5): 619-630.
- Bardhan P (2006) Globalization and rural poverty, *World Development* 34(8): 1393-1404.
- Barea F (1994) Formas asociativas en el medio rural Latinoamericano. *Instituto Interamericano de Cooperación Agrícola – IICA*, San José: 44 p.
- Barkin D (1998a) Sustainability. The Political Economy of Autonomous Development. *Organization & Environment* 11(1): 5-32.
- Barkin D (1998b) The Route to Autonomous Development, *Latin American Perspectives* 25(6): 30-31.
- Barkin D (2001) Superando el paradigma neoliberal: desarrollo popular sustentable. In.: Giarracca N (ed.) *¿Una Nueva Ruralidad en América Latina?*, CLACSO, Buenos Aires: 81-99.
- Barkin D (2004) Who are the Peasants? *Latin American Research Review* 39(3): 270-281.
- Barkin D (2006a) Building a Future for Rural Mexico, *Latin American Perspectives* 33(2): 132-140.

- Barkin D (2006b) The New Rurality: A Framework for Social Struggle in the Face of Globalization. *In.: International Conference on Land, Poverty, Justice and Development*, Institute of Social Studies, The Hague: 11 p.
- Barkin D, Batt R, DeWalt B R (1990) *Food Grains vs. Feed Grains: The global substitution of grains in production*. Lynne Rienner Publishers, Boulder: 176 p.
- Barkin D, Fuente E, Rosas M (2009) Tradición e innovación. Aportaciones campesinas a la orientación de la innovación tecnológica para forjar sustentabilidad. *Trayectorias* 11(29): 39-54.
- Barles S (2010) Écologie Urbaine, industrielle et territoriale. *In. : Coutard O, Levy J P (Eds.) Écologies Urbaines*, Economica – Anthropos, Paris : 61-83.
- Barrère C, Barthélemy D, Nieddu M, Vivien F-D (dir.) (2005) *Réinventer le patrimoine: de la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine?* L'Harmattan, Paris : 337 p.
- Barrios M, Broegaard R J (2007) Dilemas de los ‘funcionarios punta de lanza’ en la gestión ambiental en Río San Juan, Nicaragua. *Encuentro*, Año XXXIX(77): 9-28.
- Barroso Peña G (2011) Reforma agraria en Nicaragua bajo el Sandinismo. *Historia Digital* 11(18): 29 p.
- Barthelemy D, Nieddu M (2003) Multifonctionnalité agricole : biens non marchands ou biens identitaires ? *Économie rurale Année 273(1)*: 103-119.
- Bartlett R V (1986) Ecological Rationality: Reason and Environmental Policy. *Environmental Ethics* 8(3): 221-239.
- Bartlett R V, Baber W F (1999) From rationality to reasonableness in environmental administration. *Journal of Management History* 5(2): 55-67.
- Baumeister E (1996) Reforma Agraria y organizaciones de pequeños y medianos productores en Nicaragua. *In.: Zamosc L, Martínez E (coord) Estructuras agrarias y movimientos campesinos en America Latina*. Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación – MAGRAMA, Madrid : 235-293
- Baumeister E (1999) Iniciativas Campesinas y la Sostenibilidad de los Resultados de las Reformas Agrarias en América Central. *United Nations Research Institute For Social Development – UNRISD*, Discussion Paper 105: 59 p.
- Baumeister E (2006) *Migración internacional y desarrollo en Nicaragua*. Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía – CELADE, Serie Población y desarrollo 67: 85 p.
- BCIE (2009) *Nicaragua. Inventario de las cooperativas productivas*. Banco Centroamericano de Integración Económica – BCIE, Tegucigalpa: 171 p.
- BCN (2015a) Informe de Remesas Familiares, *Banco Central de Nicaragua – BCN*, División Económica, Managua: 7 p.
- BCN (2015b) Nicaragua en Cifras, *Banco Central de Nicaragua – BCN*, División Económica, Managua: 60 p.
- Beaud S (1996) L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique ». *Politix* 9(35) : 226-257.
- Beaud S, Weber F (2010) *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte (Première édition en 1997), Paris : 334 p.
- Beaurain Ch, Brulot S (2011) L'écologie industrielle comme processus de développement territorial : une lecture par la proximité. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 2011/2 : 313-340.
- Bebbington A, Perreault T (1999) Social Capital, Development, and Access to Resources in Highland Ecuador, *Economic Geography* 75(4): 395-418.

- Becattini G (1989) Riflessione sul distretto industriale marshalliano come concetto socio-economico, *Stato e Mercato* 25: 111-128.
- Becattini G (2000) *Dal distretto industriale allo sviluppo locale. Svolgimento e difesa di una idea*, Édition Bollati Boringhieri, Torino : 282 p.
- Becattini G. (1992) Le district industriel : milieu créatif. *Espaces et Sociétés* 66 : 147-163.
- Beggs D (1997) The interdisciplinary constraint on ecological reason. *Society for Philosophy and Technology* 2(3-4): 8 p.
- Bendaña García G (2012) *Agua, agricultura y seguridad alimentaria en las zonas secas de Nicaragua*, Action Contre la Faim – ACF, Food and Agricultural Organization of the United Nations – FAO, Managua: 288 p.
- Bensin B M (1928) *Agroecological characteristics description and classification of the local corn varieties chorotypes*. Editeur Inconnu: 20 p.
- Bernstein H (2003) Farewells to the Peasantry. *Transformation* 52: 1-19.
- Bernstein H (2014) Food sovereignty via the ‘peasant way’: a sceptical view. *The Journal of Peasant Studies* 41(6): 1031-1063.
- Berr E (2009) Le développement soutenable dans une perspective post-keynésienne : retour aux sources de l’écodéveloppement. *Économie Appliquée* LXI(3) : 221-244.
- Berrío L N, Ayca J, Umaña V, Leguizamón J F (2002) Barreras a la competitividad, y respuestas de pequeños productores rurales en Nicaragua, *Centro Latinoamericano de Competitividad y Desarrollo Sostenible – CLACDS-INCAE*, Managua: 20 p.
- Berrocal J, Schroeder K, Villalobos A (2009) Café y Desarrollo Territorial Rural: Contraste de experiencias en Centro América y México. In: Ranaboldo C, Schejtman A (eds) *El valor del patrimonio cultural: territorios rurales, experiencias y proyecciones*, Centro Latino Americano para el desarrollo rural – RIMISP, Lima, Perú: 349-374.
- Beuchelt T D, Zeller M (2011) Profits and poverty: Certification's troubled link for Nicaragua's organic and fairtrade coffee producers. *Ecological Economics* 70(7): 1316-1324.
- Bey Ch (2001) Quo Vadis Industrial ecology? Realigning the discipline with its roots. *Greener Management International* 34: 35-42.
- Biecart S (2005) Seven Theses on Latin American Social Movements and Political Change: A Tribute to André Gunder Frank (1929-2005). *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe* 79: 85-94.
- Billen G, Toussaint F, Peeters P, Sapir M, Steenhout A, Vanderborght J P (1983) L'écosystème Belge. Essai d'écologie industrielle. *Editions du Centre de recherche et d'information socio-politiques – CRISP*, Bruxelles : 163 p.
- Biset L, Labey D (1976) Agriculture. In. : Samuel P, Gauthier Y, Sachs I. (dir.) *L'Homme et son environnement*. De la démographie à l'écologie. CEPL, Paris.
- Bizeul D (1998) Le récit des conditions d'enquête: exploiter l'information en connaissance de cause. *Revue française de sociologie* 39(4) : 751-787.
- Bizeul D (2007) Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe. *Revue française de science politique* 57(1) : 69-89.
- Blache J (1965) Exploitations agricoles et aménagements industriels. *Revue de géographie de Lyon* 40(3) : 189-220.
- Blais M, Martineau S (2006) L'analyse inductive générale: description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches Qualitatives* 26(2) : 1-18.
- Blanchet A, Gotman A (2007) *L'Enquête et ses méthodes : L'entretien*. Armand Colin, 2ième édition, Paris: 128 p.

- Blanco M, Vargas P, Acuña K (2013) *Activación Territorial con Enfoque de Sistemas Agroalimentarios Localizados (AT-SIAL): Sur Alto, Costa Rica*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, México : 76 p.
- Bogdanski A, Dubois O, Jamieson C, Krell R (2011) Making integrated food-energy systems work for people and climate. *Food and Agriculture Organisation – FAO*, Environment and natural resources management Working Paper 45, Rome: 121 p.
- Bohl K (2010) *Sistematización y Análisis de las Cadenas de Valor de Cacao en el Municipio El Castillo, Río San Juan*, German Development Service, DED – GIZ, Managua: 40 p.
- Boltanski L, Chiapello E (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*. Gallimard, Paris : 971 p.
- Boltanski L, Thévenot L (1991) *De la justification. Les économies de la grandeur*. Gallimard, Paris : 446 p.
- Bonaudo T, Burlamaqui Bendahan T, Sabatiera R, Ryschawya J, Bellonc S, Legera F, Magdad M, Tichita M (2014) Agroecological principles for the redesign of integrated crop–livestock systems. *European Journal of Agronomy* 57: 43–51.
- Boons F (2008) History’s Lessons: A Critical Assessment of the Desrochers Papers. *Journal of Industrial Ecology* 12(2): 148-158.
- Boons F (2012) Freedom Versus Coercion in Industrial Ecology: Mind the Gap! *Econ Journal Watch* 9(2): 100-111.
- Boons F, Baas L (1997) Types of industrial ecology: the problem of coordination. *Journal of Cleaner Production* 5(1-2): 79-86.
- Boons F, Roome N (2000) Industrial Ecology as a Cultural Phenomenon: On Objectivity as a Normative Position. *Journal of Industrial Ecology* 4(2): 49-54.
- Booth J A, Wade C J, Walker T W (2014) *Understanding Central America Global Forces, Rebellion, and Change*. Westview Press, Boulder : 400 p.
- Borgström Hansson C, Wackernagel M (1999) Rediscovering place and accounting space: how to re-embed the human economy. *Ecological Economics* 29(2): 203-213.
- Borras S M (2010) The Politics of Transnational Agrarian Movements. *Development and Change* 41(5): 771-803.
- Borras S M, Edelman M, Kay C (2008a) Transnational Agrarian Movements: Origins and Politics, Campaigns and Impact. *Journal of Agrarian Change* 8(2-3): 169–204.
- Borras S M, Edelman M, Kay C (eds) (2008b) *Transnational agrarian movements confronting globalization*. Wiley-Blackwell, Chichester: 374 p.
- Borras S M, Franco J (2012) Global Land Grabbing and Trajectories of Agrarian Change: A Preliminary Analysis. *Journal of Agrarian Change* 12(1): 34–59.
- Bosc P-M, Marzin J, Bélières J-F, Sourisseau, J-M, Bonnal Ph, Losch B, Pédelahore P, Parrot L (2014) Définir, caractériser et mesurer les agricultures familiales. In : Sourisseau J-M (Ed) *Agricultures familiales et mondes à venir*. Editions Quæ, Versailles : 43-92.
- Bosc P-M, Sourisseau J-M, Bonnal Ph, Gasselin P, Valette E, Bélières J-F (Coord) (2015) *Diversité des agricultures familiales. Exister, se transformer, devenir*. Editions Quæ, Versailles : 383 p.
- Botero R, Preston T R (1987) *Biodigestor de bajo costo para la producción de combustible y fertilizante a partir de excretas: Manual para su instalación, operación y utilización*. Centro para la Investigación en Sistemas Sostenibles de Producción Agropecuaria – CIPAV, Cali, Colombia: 20 p.
- Bouba-Olga O, Grossetti M (2008) Socio-économie de proximité. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 3 : 311-328.

- Boucher F (1989) La agroindustria rural, su papel, sus perspectivas en las economías campesinas. Cuadernos de agroindustria, RETADAR-CELATER, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Cali: 67 p.
- Boucher F (2004) *Enjeux et difficultés d'une stratégie collective d'activation des concentrations d'agro-industries rurales : le cas des fromageries rurales de Cajamarca au Pérou*. Thèse en sciences économiques. Sous la direction de Requier-Desjardins D, Université de Versailles Saint-Quentin.
- Boucher F (2012a) De la AIR a los SIAL: reflexiones, retos y desafíos en América Latina. *Agroalimentaria* 18(34): 79-90.
- Boucher F (2012b) Reflexiones en torno al enfoque Sial: evolución y avances desde la Agroindustria rural (AIR) hasta los sistemas agroalimentarios localizados (Sial). In: Torres Salcido G, Larroa Torres R M, (Coord), *Sistemas agroalimentarios localizados. Identidad territorial, construcción de capital social e instituciones*, Universidad Nacional Autónoma de México – Juan Pablos Editor, México: 43-68.
- Boucher F, Brun V (2010) La qualité, la qualification et l'action collective dans les processus d'innovation et d'activation des SYAL. Le cas des fromageries rurales en Amérique Latine. In: *Actes du colloque : Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food*, Montpellier : 12 p.
- Boucher F, Muchnik J (1995) *Agroindustria rural. Recursos Técnicos y Alimentación*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Centro Internacional de Investigación Para el Desarrollo – CIID, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – CIRAD, San José – Costa Rica: 504 p.
- Boucher F, Requier-Desjardins D, Bridier B, Sautier D, Muchnik J (2000) *Globalización y Evolución de la Agroindustria Rural en América Latina: Sistemas Agroalimentarios Localizados*, Instituto Interamericano para Cooperación en Agricultura – IICA, Centro Internacional de Investigación Para el Desarrollo – CIID, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – CIRAD, Serie documentos de Trabajo PRODAR 10, Lima – Perú: 39 p.
- Boucher F, Reyes-González J A (2016) El Enfoque Sial como catalizador de la acción colectiva: casos territoriales en América Latina. *Revista de estudios sociales* 47: 12-37.
- Boucher F, Riveros H (1995) *La agroindustria rural de América Latina y el Caribe. Tomo I: Su Entorno, Marco Conceptual e Impacto*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Centro Internacional de Investigación Para el Desarrollo – CIID, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – CIRAD, Serie de estudios de Agroindustria Rural 1, San José – Costa Rica: 141 p.
- Boucher F, Salas Casasola I (2005) Los desafíos de la agroindustria rural frente a la globalización, *Perspectivas Rurales* 17-18: 25-38.
- Bouët A, Bureau J-C, Decreux Y, Jean S (2005) Multilateral Agricultural Trade Liberalization: The Contrasting Fortunes of Developing Countries in the Doha Round. *The World Economy* 28(9): 1329-1354.
- Bourdieu P (dir) (1993) *La misère du Monde*. Editions du Seuil, Paris : 960 p.
- Bringer J D, Halley Johnston L, Brackenridge C H (2006) Using Computer-Assisted Qualitative Data Analysis Software to Develop a Grounded Theory Project. *Field Methods* 18(3): 245-266.
- Broegaard R J (2005) Land Tenure Insecurity and Inequality: A Case Study from Nicaragua. *Development and Change* 36(5): 845-64.
- Broegaard R J (2009) Land Access and Titling in Nicaragua, *Development and Change* 40(1): 149-169.

- Brulot S (2009) *Elaboration d'une méthodologie sur la démarche à suivre pour lancer un projet d'écologie industrielle*. Thèse de Doctorat en Aménagement du Territoire, Sous la direction de Buclet N, et Bourg D, Université de Technologie de Troyes.
- Bryceson D F (2000) Peasant Theories and Smallholder Policies: Past and Present. In.: Bryceson D F, Kay C, Mooij J (ed) *Disappearing Peasantries: Rural Labour in Africa, Asia and Latin America*, IT Publications, London: 1-36.
- Buclet N (2011) *Écologie industrielle et territoriale. Stratégies locales pour un développement durable*. Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq : 309 p.
- Buclet N (2015) (dir) *Essai d'écologie territoriale. L'exemple d'Aussois en Savoie*. Cnrs Éditions, Paris : 2016 p.

C

- Cáceres D, Valverde O (2011) *Fomento a la producción agroecológica y biológica en Nicaragua*. Sistema de Información Mesoamericano sobre Agricultura Sostenible – SIMAS, Managua: 43 p.
- Cáceres S (2012) Verdades Feas...Pero verdades. In.: FENACOO, *Entre Cooperativas*, Bolletín informativo de la Federación Nacional de Cooperativas agropecuarias y agroindustriales – FENACOO, 10(17): 5-6.
- Cáceres S, Lacayo N (2010) *Seguridad y Soberanía Alimentaria en Nicaragua: Causas y efectos*. Fundación para la Comunicación Social “Luciernaga”, Servicio de Información Mesoamericano sobre Agricultura Sostenible – SIMAS, Managua: 136 p.
- Caillé A (2009) *Théorie anti-utilitariste de l'action*. La Découverte, Paris : 192 p.
- Calderón F (1995) *Movimientos Sociales y política. La década de los ochenta en América Latina*. Siglo Veintiuno/UNAM, México: 132 p.
- Calderón F, Chiriboga M, Piñero D (1992) *Modernización democrática e incluyente de la agricultura en América-Latina y el caribe*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Serie Documentos de Programas 28, San José: 96 p.
- Calle Collado A, Gallar D, Candón J (2013) Agroecología política: la transición social hacia sistemas agroalimentarios sustentables. *Revista de Economía Crítica* 16: 204-277.
- Callicott J B (1988) Agroecology in Context. *Journal of Agricultural Ethics* 1(1): 3-9.
- Callois J-M (2004) Capital social et développement économique local. Pour une application aux espaces ruraux français, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* IV : 551-577.
- Cañada Mullor E, Fandiño M (2009) *Experiencias de turismo comunitario en Nicaragua. Aportes a la economía campesina*, Ediciones EDISA, Managua: 99 p.
- Caporal F R, Oliviera de Azevedo E (2011) *Princípios e perspectivas da agroecologia*, Instituto Federal de Educação, Ciência e Tecnologia do Paraná, Paraná: 192 p.
- Casabianca F, Valceschini E (1996) *La qualité dans l'agroalimentaire : émergence d'un champ de recherche*, Inra Editions, Paris : 344 p.
- Ceci S (2005) Women's access to land in Nicaragua. In.: García-Frías Z (Coord) *Gender and land compendium of country studies*, Food and Agriculture Organization of the United Nations – FAO, Rome: 81-105.
- CEPAL (1992) *Los nuevos escenarios agrícolas en formación*, Comisión Económica para América Latina y el Caribe – CEPAL, Santiago, Chile: 96 p.

- CEPAL (1999a) *Efectos sociales de la globalización sobre la economía campesina. Reflexiones a partir de experiencias en México, Honduras y Nicaragua*. Comisión Económica para América Latina y el Caribe – CEPAL, Santiago de Chile: 88 p.
- CEPAL (1999b) *Centroamérica: cambio institucional y desarrollo organizativo de las pequeñas unidades de producción rural*. Comisión Económica Para América Latina y el Caribe – CEPAL, Mexico: 79 p.
- CEPAL (2013) *Impactos Potenciales del Cambio Climático sobre los Granos Básicos en Centroamérica*. Comisión Económica Para América Latina y el Caribe – CEPAL ; Sistema de Integración CentroAmericano – SICA, Mexico: 137 p.
- Cerdan C, Fournier S (2007) Le système agroalimentaire localisé comme produit de l'activation des ressources territoriales. Enjeux et contraintes du développement local des productions agroalimentaires artisanales. *In.*: Gumuchian H, Pecqueur B (dir) *La ressource territoriale*, Economica, Paris : 103-125.
- CIPRES (2006) *Pequeños y Medianos Productores Agropecuarios. Soberanía Alimentaria y Desarrollo Agroindustrial*. Centro para la Investigación, la Promoción y el Desarrollo Rural Social – CIPRES, Managua: 292 p.
- CIPRES (2007) *Programa Productivo Alimentario*. Cuaderno de CIPRES 28, Managua: 70 p.
- CIPRES (2009) *Las cooperativas agroindustriales en Nicaragua*. Centro para la Investigación, la Promoción y el Desarrollo Rural Social – CIPRES, Managua: 590 p.
- CIRAD (2013) *Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques*. Rapport d'expertise, Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – CIRAD, Montpellier : 306 p.
- CIRAD-SAR (1996) Les Systèmes Agroalimentaires Localisés. Organisations, Innovations et Développement Local, *Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – CIRAD*, Proposition d'animation scientifique 134 : 27 p.
- Clapp J (2014) Financialization, distance and global food politics. *The Journal of Peasant Studies* 41(5): 797-814.
- Claquin P, Chabane M (2013) *L'agriculture au cœur des stratégies de développement*. Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Centre d'études et de prospective, Document de travail 8 : 31 p.
- Clark P (2013) Food Sovereignty, Post-Neoliberalism, Campesino Organizations and the State in Ecuador. *In.* : International Conference, *Food Sovereignty: A Critical Dialogue*, Conference Paper 34, Yale University: 35 p.
- Clarke P, Kreimann R (2012) *El desarrollo de capacidades institucionales en Nitlapan del 2009 al 2011*. Instituto Nitlapan, Cuaderno de Investigación 43: 113 p.
- Cleaver F (2000) Moral Ecological Rationality, Institutions and the Management of Common Property Resources. *Development and Change* 31(2): 361-383.
- Chaléard J-L (2003) Cultures vivrières et cultures commerciales en Afrique occidentale : la fin d'un dualisme ? *In.*: Lesourd M (coord) *L'Afrique. Vulnérabilité et défis*, Éditions du Temps, Nantes : 267-292.
- Chambers R, Conway G R (1991) Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21st Century. *Institute for Development Studies – IDS*, Discussion Paper 296: 33p.
- Chambers R, Ghildyal B P (1985) Agricultural research for resource-poor farmers: The Farmer-First-and-Last model. *Agricultural Administration* 20(1): 1-30.
- Chambers R, Ghildyal B P (1985) Agricultural research for resource-poor farmers: The farmer-first-and-last model, *Agricultural Administration* 20(1): 1-30.

- Chamorro S (2015) Acercamiento al proceso de Desarme, Desmovilización y Reintegración (DDR) en Nicaragua después de 28 años de la firma de los acuerdos de Esquipulas II. *Cultura de Paz* 21(65): 15-27.
- Chang H J (2003) La bonne gouvernance à l'épreuve de l'histoire. *L'économie politique* 17 : 60-79
- Chinn D L (1979) Rural Poverty and the Structure of Farm Household Income in Developing Countries: Evidence from Taiwan, *Economic Development and Cultural Change* 27(2): 283-301.
- Chiriboga V M (1997) Desafíos de la pequeña agricultura familiar frente a la globalización, *Perspectivas Rurales* 1: 9-24.
- Chiriboga V M (2009) Instituciones y organizaciones para la seguridad alimentaria. *Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation – FAO*, Documento para discusión, Seminario Institucionalidad Agropecuaria y Rural, Abril, Santiago de Chile : 31 p
- CMED (1987) *Notre avenir à tous*. Rapport de la la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement – CMED, Version française de 1988, Édition du fleuve, Montréal: 461p.
- Cloud P (1977) Entropy, materials, and posterity. *Geologische Rundschau* 66(1): 678-696.
- Cohen-Rosenthal E (2000) A walk on the human side of industrial ecology. *American Behavioral Scientist* 44(2) : 245-264.
- Colburn F D (1989) Foot dragging and others peasants responses to the Nicaraguan revolution. In.: Colburn F D (ed) *Every-day forms of peasant resistance*, M E Sharpe Inc., New York: 175-197.
- Coleman J S (1988) Social Capital in the Creation of Human Capital. *American Journal of Sociology* 94 (Supplement: Organizations and Institutions:Sociological and Economic Approaches to the Analysis of Social Structure): S95-S120.
- Colletis G, Pecqueur B (2005) Révélation de ressources spécifiques et coordination située. *Économie & Institutions* 6-7 : 51-74.
- Colliot-Thélène C (2008) *La sociologie de Max Weber*. La Découverte, Paris : 128 p.
- Commission Européenne (2012) Comprehensive Association Agreement between Central America and the European Union. *Commission Européenne, Memo 12/505*, Brussels: 7 p.
- Conroy M E (1990) The Political Economy of the 1990 Nicaraguan Elections. *International Journal of Political Economy* 20(3) : 5-33
- Conway G R (1983) Agroecosystem analysis. *Imperial College Centre for Environmental Technology – ICCET*, Series E "The Dynamics of Environmental Systems" 1: 51 p.
- Conway G R (1986) *Agroecosystem Analysis for Research and Development*. Winrock International, Bangkok: 105 p.
- Correa Gómez C A, Boucher F, Requier-Desjardins D (2006) ¿cómo «activar» los sistemas agroalimentarios localizados en américa latina? un análisis comparativo. *Agroalimentaria* 22: 17-27.
- Cortes G, Fréguin-Gresh S, Guétat-Bernard H, Sourisseau J-M (2014) Les Systèmes Familiaux Multi-localisés : un modèle d'analyse original des ruralités aux Suds. *Document de travail ART-Dev* 2014-12 : 11 p.
- Costa Gomes J C (2005) Bases epistemológicas da Agroecologia. In: Aquino A. M, de Assis R L (Coord.) *Agroecologia: Princípios e técnicas para uma agricultura orgânica sustentável*, Embrapa Informação Tecnológica, Brasília-DF: 71-99.
- Courlet C (2001) *Territoires et régions, les grands oubliés du développement économique*, Les éditions de l'Harmattan, Paris : 133 p.

- Courlet C (2002) Les systèmes productifs localisés. Un bilan de littérature. *Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement* 33 : 27-40.
- Courlet C (2008) *Économie territoriale*. Presses Universitaires de Grenoble : 136p.
- Cruz Doren E (2002) Políticas agrarias y rurales en América Latina. Etapas, Enfoques, Restricciones e Interrogantes. In. : Pérez P, y Sumpsi Viñas J M (eds.) *Políticas, instrumentos y experiencias de desarrollo rural en América Latina y Europa*. Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación – MAPA, Madrid: 97-122.
- Cuéllar Padilla M, Sevilla Guzmán E (2009) Aportando a la construcción de la soberanía alimentaria desde la agroecología. *Ecología Política* 38: 43-5.
- Cuevas Molina R (2011) Bolívar en Sandino: Una propuesta de unión antiimperialista desde Las Segovias en Nicaragua. *Revista Brasileña de Estudios Latino Americanos* 1(1) : 9 p.
- Cupples J (1992) Ownership and privatisation in post-revolutionary Nicaragua. *Bulletin of Latin American Research* 11(3): 295-306.

D

- Daly H (1991) *Steady-State Economics*. Island Press, London: 318 p.
- Daily G C (ed) (1997) *Nature's Services: Societal Dependence on Natural Ecosystems*. Island Press, Washington : 412 p.
- Damiani O (1994) Collective Responses to Crisis: Agricultural Cooperatives and Intermediaries in the Post-Sandinista Nicaragua. *Massachusetts Institute of Technology*, Department of Urban Studies and Planning, Cambridge: 32 p.
- De Groot J, Spoor M (coord) (1994) *Ajuste estructural y economía campesina: Nicaragua, el Salvador centroamericana*. Escuela de Economía Agrícola, UNAN, Managua: 292 p.
- De Janvry A, Saboulet E (2003) Nuevos enfoques del desarrollo rural en América Latina. In: CEPAL, *La pobreza rural en América Latina: lecciones para una reorientación de las políticas*. Comisión Económica para América Latina y el Caribe – CEPAL, Santiago de Chile: 59-78.
- De Janvry A, Sadoulet E (2013) Soixante ans d'économie du développement : qu'avons-nous appris pour le développement économique ? *Revue d'économie du développement* 21(2): 9-21.
- Deelstra T (1987) Urban agriculture and the metabolism of cities. *Food and Nutrition Bulletin* 9(2): 5-7.
- Deere C D (1983) Cooperative Development and Women's Participation in the Nicaraguan Agrarian Reform. *American Journal of Agricultural Economics* 65(5): 1043-1048.
- Deere C D (1985) Développement coopératif et participation féminine à la réforme agraire nicaraguayenne. *Revue Tiers-Monde* 26(102): 403-408.
- Deere C D (2005) The Feminization of Agriculture? Economic Restructuring in Rural Latin America, *United Nation Research Institute for Social Development – UNRISD*, Occasional Paper 1: 78 p.
- Deere C D, De Janvry A (1979) Conceptual Framework for the Empirical Analysis of Peasants. *American Journal of Agricultural Economics* 61(4): 601-611.
- Deere C D, Marchetti P, Reinhardt N (1985) The Peasantry and the Development of Sandinista Agrarian Policy, 1979-1984. *Latin American Research Review* 20(3): 75-109.

- Deininger K, Zegarra E, Lavadenz I (2003) Determinants and Impacts of Rural Land Market Activity: Evidence from Nicaragua. *World Development* 31(8): 1385-1404.
- Del Carmen Beteta Herrera T, Adolfo González J (2005) *Construcciones y uso de biodigestores tubulares plásticos*. Universidad Nacional Agraria – UNA, Guía Técnica 7: 24 p.
- Delgado Rojas J (2014) Integración formal, integración real y sociedades civiles en la Centroamérica actual. In.: Soto Acosta W, Suárez Ulloa M, (eds) *Centroamérica: casa común e integración regional*, Lara Segura & Asociados, San José: 284 p.
- Delgado Sarmiento V (2012) *Mujeres y modelos alternativos para el desarrollo rural: sistematización de experiencias de procesos de empoderamiento de mujeres rurales*. Centro de Investigaciones de la Comunicación – CINCO, Managua: 72 p
- Demazière D (2007) À qui peut-on se fier ? Les sociologues et la parole des interviewés. *Langage et société* 121-122 : 85-100.
- Dépelteau F (2010) *La démarche d'une recherche en sciences humaines*. De la question de départ à la communication des résultats. De Boeck, Louvain-la-Neuve : 417 p.
- Deschenaux F (2007) *Guide d'introduction au logiciel QSR NVivo*. Association pour la Recherche Qualitative – AQR, Les cahiers pédagogiques de l'AQR, Québec : 32 p.
- Desrochers P (2012) Freedom Versus Coercion in Industrial Ecology: A Reply to Boons. *Econ Journal Watch* 9(2): 78-99.
- Desrochers P, Lam K (2007) Business as Usual” in the Industrial Age: (Relatively) Lean, Green and Eco-Efficient. *Electronic Journal of Sustainable Development* 1(1): 35-46.
- Deutz P, Gibbs D (2008) Industrial Ecology and regional development: Eco-industrial development as cluster policy, *Regional Studies* 42(10): 1313-1328.
- Díez Patier E, Cores García E M, Cebrián Calvo E (2001) La contribución de las diversas funciones de la agricultura a la PAC del futuro. In. : IV coloquio hispano-portugués de estudios rurales: *La Multifuncionalidad de los Espacios Rurales de la Península Ibérica*, Santiago de Compostela: 17 p.
- Dillman C D (1976) Land and Labor Patterns in Brazil during the 1960s. *American Journal of Economics and Sociology* 35(1): 49-70.
- Doligez F (2013) La Fédération des Coopératives Agricoles du Nicaragua entre capital économique et pouvoir politique. *Revue internationale de l'économie sociale – RECMA* 328 : 48-62.
- Dryzek J S (1983) Ecological rationality. *International Journal of Environmental Studies* 21(1): 5-10.
- Dryzek J S (1987) *Rational Ecology: Environment and Political Economy*. Blackwell, Oxford: 288 p.
- Dufumier M (1983) La question agraire au Nicaragua. *Revue Tiers Monde* 24(95) : 597-608.
- Dufumier M (1993) Agriculture, écologie et développement : Introduction. *Revue Tiers Monde* 34(134) : 245-261.
- Dufumier M (2010) Agro-écologie et développement durable, Actes du Colloque *Innovation and Sustainable Development in Agriculture and food – ISDA*, Montpellier : 20 p.

E

- Easterby-Smith M, Golden-Biddle K, Locke K (2008) Working With Pluralism. Determining Quality in Qualitative Research. *Organizational Research Methods* 11(3): 419-429.

- Echeverri Perico R, Pilar Ribero M (2002) *Nueva Ruralidad Visión del territorio en América Latina y el Caribe*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, San José: 208 p.
- Edelman M (1998) Transnational peasant politics in Central America. *Latin American Research Review* 33(3): 49-86.
- Edelman M (1999) *Peasants Against Globalization: Rural Social Movements in Costa Rica*. Stanford University Press, Stanford: 344 p.
- Edelman M (2000) The Persistence of the Peasantry. *North American Congress on Latin America – NACLA*, Report on the Americas 33(5): 14-19
- Edelman M (2005) Bringing the Moral Economy Back in... to the Study of 21st-Century Transnational Peasant Movements. *American Anthropologist* 107(3): 331-345.
- Edelman M (2008) Transnational Organizing in Agrarian Central America: Histories, Challenges, Prospects. *Journal of Agrarian Change* 8(2-3): 229-257.
- Edelman M (2014a) Linking the Rights of Peasants to the Right to Food in the United Nations. *Law, Culture and the Humanities* 10(2): 196-211.
- Edelman M (2014b) Food sovereignty: forgotten genealogies and future regulatory challenges. *The Journal of Peasant Studies* 41(6): 959-978.
- Ehrenfeld J R (2000) Industrial ecology: Paradigm shift or normal science. *American Behavioral Scientist* 44(2): 229-244.
- Ehrenfeld J R (2004) Industrial ecology: a new field or only a metaphor? *Journal of Cleaner Production* 12: 825-831.
- Ehrenfeld J R (2007) Would Industrial Ecology Exist without Sustainability in the Background? *Journal of Industrial Ecology* 11(1): 73-84.
- Ellis F (1998) Household strategies and rural livelihood diversification. *The Journal of Development Studies* 35(1): 1-38.
- Ellis F (2000) The Determinants of Rural Livelihood Diversification in Developing Countries. *Journal of Agricultural Economics* 51(2): 289-302.
- Ellis F, Biggs S (2001) Evolving Themes in Rural Development 1950s-2000s. *Development Policy Review* 19(4): 437-448.
- Emerson R (2003) Le travail de terrain comme activité d'observation. Perspectives ethnométhodologistes et interactionnistes. In.: Céfaï D (ed) *L'enquête de terrain*. La Découverte/MAUSS, Paris : 398-424.
- Equipo Envio (1983) Women in Nicaragua: A Revolution within a Revolution. *Revista Envio* 25: 8 p.
- Equipo Envio (1987) Movimiento cooperativo: los campesinos dan un nuevo giro. *Revista Envio* 72: [En ligne : <http://www.envio.org.ni/articulo/524>]
- Equipo Envio (1989) La organización campesina: cimiento de la nueva Nicaragua. Entrevista con Daniel Núñez y Ariel Bucardo, presidente y vicepresidente de la UNAG. *Revista Envio* 93: [En ligne : <http://www.envio.org.ni/articulo/592>].
- Equipo Envio (1991) Los nicas becados en los países socialistas. *Revista Envio* 119: [En ligne : <http://www.envio.org.ni/articulo/685>].
- Erkman S (1998) *Vers une écologie industrielle. Comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper industrielle ?* Institut Charles Léopold Mayer, Lausanne : 252 p.
- Escobar A, Alvarez S E (ed) (1992) *The Making of Social Movements in Latin America Identity, Strategy, and Democracy*. Westview Press, Boulder - San Fransisco - Oxford: 400 p.

- Esquivel R R, Méndez y Cazarín M D, Preston T R, Pedraza O G (2002) Aspectos importantes al introducir biodigestores en explotaciones lecheras a pequeña escala. *Livestock Research for Rural Development* 14 (3): Article #143
- Everingham M (1998) Neoliberalism in a New Democracy: Elite Politics and State Reform in Nicaragua. *The Journal of Developing Areas* 32(2): 237-264.
- Everingham M (2001) Agricultural Property Rights and Political Change in Nicaragua. *Latin American Politics and Society* 43(3): 61-93.

F

- Fafchamps M (1992) Networks in Preindustrial Societies: Rational Peasants with a Moral Economy. *Economic Development and Cultural Change* 41(1): 147-174.
- Fandiño M, Ruiz A (2010) Impacto y propuesta de delimitación del cultivo de palma africana en el municipio de El Castillo. *Fundación para la Conservación y Desarrollo del Sureste de Nicaragua*, Informe del Proyecto “Delimitación de la expansión de la palma africana en la zona de amortiguamiento de la Reserva Biológica Indio Maíz en el municipio de El Castillo, Río San Juan”, Managua: 124 p.
- FAO (1983) *World Food Security: a Reappraisal of the Concepts and Approaches*. Director General’s Report, Rome: 29 p.
- FAO (1994) *Las Cooperativas Agrosilvopecuarias en America Latina*. Food and Agriculture Organization – FAO; International Cooperative Alliance – ICA, Informe Final Consolidado, Santafé de Bogotá: 204 p.
- FAO (1996) *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale*. Sommet mondial de l’alimentation, Rome.
- FAO (1997) *Les industries agroalimentaires et le développement économiques. La situation mondiale de l’alimentation et de l’agriculture*. Organisation des Nations Unies pour l’Agriculture et l’Alimentation – FAO, Rome : 113 p.
- FAO (1999) Multifuncions de l’agriculture et des terres : Etat des lieux. *In.: Conférence sur le Caractere Multifonctionnel de l’Agriculture et des Terroirs*, FAO, Maastricht: 58 p.
- FAO (2001) *Les Négociations Commerciales Multilatérales sur l’Agriculture*. Organisation des Nations Unies pour l’Agriculture et l’Alimentation – FAO, Manuel de Référence II : L’Accord sur l’Agriculture, Rome : [En ligne : <http://www.fao.org/3/a-x7353f/index.html>].
- FAO (2002) *Le rôle de l’agriculture dans le développement des pays les moins avancés et leur intégration à l’économie mondiale*. Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture – FAO, Division des produits et du commerce international, Rome : 200 p.
- FAO (2010) *Guía metodológica para la promoción de alianzas productivas en agrocadenas*. Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura – FAO, Roma:
- FAO (2012) *Cooperativas campesinas y seguridad alimentaria: un modelo vigente*. Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura – FAO, Roma: 392 p.
- FAO (2013) *Mettre les systèmes alimentaires au service d’une meilleure nutrition. La situation mondiale de l’alimentation et de l’agriculture*. Organisation des Nations Unies pour l’Agriculture et l’Alimentation – FAO, Rome : 113 p.
- FAO (2014a) *Ouvrir l’agriculture familiale à l’innovation*. Situation Mondiale de l’alimentation et de l’agriculture. Food and Agriculture Organization of the United Nations – FAO, Rome: 161 p.

- FAO (2014b) *Vers une agriculture familiale plus forte. Points de vue au cœur de l'AIAF*. Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation – FAO, Centre for Learning on Sustainable Agriculture – ILEIA, Rome : 31 p.
- FAO (2015) *Protection sociale et agriculture: Briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale*. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2015. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture – FAO, Rome : 167 p.
- FAO-GIEWS (2015) Central America, Drought Update. *Food and Agriculture Organization of the United Nations – FAO*, GIEWS update (Global Information and Early Warning System on food and agriculture), 14 September: 8 p.
- Faulk K A (2008) If They Touch One of Us, They Touch All of Us: Cooperativism as a Counterlogic to Neoliberal Capitalism. *Anthropological Quarterly* 81(3): 579-614.
- FECODESA (2010) *Resumen ejecutivo del plan estratégico 2010-2014*. Federación des Cooperativas para el Desarrollo – FECODESA, Managua: 13 p.
- FENACOOOP (2006) Red de mercados Locales, *Boletín Comercio Cooperativo* 1.
- FENACOOOP (2012a) *Informe anual del consejo de administración*. Federación Nacional de Cooperativas agropecuarias y agroindustriales – FENACOOOP, XXe asamblea General de Delegadas y Delegados, 27 diciembre, Managua: 34 p.
- FENACOOOP (2012b) *Sistematización del trabajo e integración de las mujeres y la equidad de género en FENACOOOP, R.L. y su trabajo de incidencia en período 2006 -2011*. Federación nacional de cooperativas agropecuarias y agroindustriales – FENACOOOP, Managua: 32 p.
- FENACOOOP (2012c) Promoviendo el cooperativismo en salud. In.: FENACOOOP (ed) *Entre Cooperativas*, Bolletín informativo de la Federación nacional de cooperativas agropecuarias y agroindustriales – FENACOOOP, 10(17): 5-6.
- Fenouillet F (2016) *Les théories de la motivation*. Dunod, Paris : 322 p.
- Ferguson B G, Morales H (2010) Latin American Agroecologists Build a Powerful Scientific and Social Movement. *Journal of Sustainable Agriculture* 34(4): 339-341.
- FIDA (2014) Année internationale de l'agriculture familiale. Le FIDA s'engage et appelle à l'action, *Fond International de Développement Agricole – FIDA*, Rome : 4 p.
- Figuere C, Boidin B, Diemer A (2014) *Economie Politique du Développement Durable*. De Boeck, Louvain-la-Neuve : 268 p.
- Figuère C, Metereau R (2013) Écodéveloppement et souveraineté alimentaire : quels enjeux pour le Sud ? *Revue francophone du développement durable* 2 : 45-67.
- Filippi M (2005) Réorganisation dans la coopération agricole. Proximités et solidarités territoriales. In. : Torre A, Filippi M (Coord) *Proximités et Changements socio-économiques dans les mondes ruraux*, Editions Quæ, Versailles : 123-142.
- Finkelievich S (1985) Les villes latino-américaines: énergie et alimentation. *Economie et Humanisme* 282 : 28-33.
- Fischer-Kowalski M, Haberl H (1998) Sustainable Development: Socio-Economic Metabolism and Colonization of Nature. *International Social Science Journal* 50(158): 573–587.
- Forum International sur l'Agroécologie (2015) *Déclaration du Forum International sur l'Agroécologie*, 27 février, Nyéléni : <http://www.foodsovereignty.org> [consulté le 22 juin 2016].
- Fourcade C (2006) Les systèmes agroalimentaires comme modalités collectives. *Revue française de gestion* 8(167) : 183-201.
- Fourcade C, Muchnik J, Treillon R (2010) *Coopération, territoires et entreprises agroalimentaires*, Édition Quæ, Montpellier : 135 p.

- Fournier S, Muchnik J (2010) L'approche « Systèmes Agroalimentaires Localisés » (SYAL), un outil d'intervention pour le développement territorial ? In.: *Actes du colloque : Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food*, Montpellier : 15 p.
- Francis C, Lieblein G, Gliessman S, Breland T A, Creamer N, Harwood, Salomonsson L, Helenius J, Rickerl D, Salvador R, Wiedenhoefl M, Simmons S, Allen P, Altieri M, Flora C, Poincelot R (2003) Agroecology: The ecology of food systems. *Journal of Sustainable Agriculture* 22: 99-118.
- Franco J, Borras S M, (Coord) (2013) *Land concentration, land grabbing and people's struggles in Europe*. TransNational Institute – TNI ; European Coordination Via Campesina – ECV, Amsterdam: 233 p.
- Fréguin-Gresh S, Cortes G, Trousselle A, Sourisseau J-M, Guétat-Bernard H (2015a) Le système familial multilocalisé. Proposition analytique et méthodologique pour interroger les liens entre migrations et développement rural au Sud. *Mondes en développement* 172 : 13-32.
- Fréguin-Gresh S, Trousselle A, Cortes G (2015b) L'agriculture familiale diversifiée multilocalisée au Nicaragua. In. : Bosc P-M, Sourisseau J-M, Bonnal Ph, Gasselin P, Valette E, Bélières J-F (Coord.) *Diversité des agricultures familiales. Exister, se transformer, devenir*, Editions Quæ, Versailles : 95-110.
- Friedmann H (1982) The political economy of food: The Rise and Fall of the Postwar International Food Order. *American Journal of Sociology* 88 (Supplement): S248-S286.
- Friedmann H, McMichael P (1989) Agriculture and the state system: the rise and fall of national agricultures, 1870 to the present. *Sociologia Ruralis*, 29(2): 93-117.
- Froger G, Méral P, Le Coq J F, Aznar O, Boisvert V, Caron A, Antona M (2012) Regards croisés de l'économie sur les services écosystémiques et environnementaux. *Vertigo* 12(3) : [en ligne : <http://vertigo.revues.org/12900>].
- Froger G, Meral P, Muradian R (2016) Controverses autour des services écosystémiques. *L'Économie politique* 69 : 36-47.
- Frosch R A, Gallopoulos N E (1989) Strategies for Manufacturing, *Scientific American* 261: 144-152.
- Fuente Carrasco M E (2009) Nueva ruralidad comunitaria y sustentabilidad: contribuciones al campo emergente de la economía-ecológica, *Revista Iberoamericana de Economía Ecológica* 13 (número especial): 41-55.
- Fuentes M, Gunder Frank A (1989) Ten theses on social movements. *World Development* 17(2):179-91.
- Fugier P (2009) La mise en oeuvre d'un protocole de recherche exploratoire en sociologie. Question de départ et quelques ficelles du métier. *Revue ¿Interrogations?* 8 [en ligne : <http://www.revue-interrogations.org/La-mise-en-oeuvre-d-un-protocole,172>] : 6 p.

G

- Galán B B (1994) *Microempresas Asociativas Integradas por Campesinos Marginados en América Central. Aspectos Jurídicos e Institucionales*. Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura – FAO, Roma: 48 p.
- Gálvez E, Palmitesta L, Santacoloma P, Tartanac F (2014) Agricultura familiar y cadenas de valor: Hacia la eficiencia y la sostenibilidad. El ejemplo de Centroamérica. In. : Salcedo S, Guzmán L (ed) *Agricultura Familiar en América Latina y el Caribe: Recomendaciones de Política*, Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura – FAO, Santiago de Chile: 389-407.

- García Pascual F (2003a) El ajuste estructural neoliberal en el sector agrario latinoamericano en la era de la globalización, *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 75: 3-29.
- Garfi M, Ferrer-Martí L, Velo E, Ferrera I (2012) Evaluating benefits of low-cost household digesters for rural Andean communities. *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 16(1): 575-581.
- Garfi M, Gelman P, Comas J, Carrasco W, Ferrer I (2011) Agricultural reuse of the digestate from low-cost tubular digesters in rural Andean communities. *Waste Management* 31(12): 2584-2589.
- Georgescu-Roegen N (1960) Economic Theory and Agrarian Economics, *Oxford Economic Papers* 12(1): 1-40.
- Georgescu-Roegen N (1971) *The Entropy Law and the Economic Process*. Harvard University Press, Cambridge : 457 p.
- Gereffi G (1999) International trade and industrial upgrading in the apparel commodity chain. *Journal of International Economics* 48(1): 37-70.
- Gereffi G, Humphrey J, Sturgeon T (2005) The Governance of Global Value Chains. *Review of International Political Economy* 12 (1): 78-104.
- Germani G (1962) *Política y Sociedad en una Época de Transición. De la sociedad tradicional a la sociedad de masas*. Editorial Paidós, Buenos Aires: 266 p.
- Ghiglione R, Matalon B (1998) *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratiques*. Armand Colin, Paris : 301 p.
- Giacomini C, Mancini M C (2015) Organisation as a key factor in Localised Agri-Food Systems (LAFS), *Bio-based and Applied Economics* 4(1): 17-32.
- Giarracca N (1993) Los pequeños productores en la nueva ruralidad: procesos y debates, *XIX Congress of the Latin American Association of Sociology*, Caracas.
- Giarracca N (2001) *¿Una Nueva Ruralidad en América Latina?* Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales – CLACSO, Buenos Aires: 382 p.
- Gilly A (1980) *La Nueva Nicaragua. Antimperialismo y lucha de clases*. Editorial Nueva Imagen, Mexico: 142 p.
- Gilly J-P, Torre A (dir) (2000) *Dynamiques de proximité*. L'Harmattan, Paris : 302 p.
- Giunta I (2013) Food sovereignty in Ecuador: The gap between the constitutionalization of the principles and their materialization in the official agri-food strategies. International Conference, *Food Sovereignty: A Critical Dialogue*, Conference Paper 50, Yale University : 25 p.
- Glaeser B (1984) Editorial: Ecodevelopment as an Implementation of Human Ecology. In.: Glaeser B (ed) *Ecodevelopment. Concepts, projects, strategies*. International Institute for Environment and Society, Berlin: 1-8.
- Gliessman S R (1990) Agroecology: researching the ecological basis for sustainable agriculture. In.: Gliessman S R (ed) *Agroecology*, Springer, Ecological Studies 78: 3-10.
- Gliessman S (2013) Agroecology: Growing the Roots of Resistance. *Agroecology and Sustainable Food Systems* 37(1): 19-31.
- Gliessman S R (2015) Agroecology: Roots of Resistance to Industrialized Food Systems. In.: Méndez V E, Bacon Ch, Cohen R, Gliessman S R (coord) *Agroecology: A Transdisciplinary, Participatory and Action-oriented Approach*, CRC Press, Boca Raton: 23-36.
- Gliessman S R, Garcia-Espinosa R, Amador M (1981) The ecological basis for the application of traditional agricultural technology in the management of tropical agroecosystems. *Agroecosystems* 7: 173-185.

- Godard O (1990) Environnement, modes de coordination et systèmes de légitimité : analyse de la catégorie de patrimoine naturel. *Revue économique* 41(2) : 215-242.
- Godard O (1998) L'écodéveloppement revisité. *Économies et Sociétés*, Série F(36) : 213-229.
- Godek W (2013) The Complexity of Food Sovereignty Policymaking: The Case of Nicaragua's Law 693. International Conference, *Food Sovereignty: A Critical Dialogue*, Conference Paper 63, Yale University : 26 p.
- Goldemberg J, Johansson T B, Reddy A K N, Williams R H (1985) An end-use oriented global energy strategy. *Annual Review of Energy* 10 : 613-688.
- Gollin D, Parente S, Rogerson R (2002) The Role of Agriculture in Development. *The American Economic Review* 92(2): 160-164.
- Gómez A, Vallés Darsa L (2013) Estudio de políticas agroambientales en Nicaragua. *Ministerio Agropecuario y Forestal – MAGFOR*, Managua: 196 p.
- Gomez E S (2002) *La "nueva ruralidad": ¿Qué tan nueva?* LOM Ediciones, Santiago de Chile: 233 p.
- Gómez A, Vallés Darsa L (2013) Estudio de políticas agroambientales en Nicaragua. *Ministerio Agropecuario y Forestal – MAGFOR*, Managua: 196 p.
- Gomiero T, Giampietro M, Mayumi K (2006) Facing complexity on agro-ecosystems: a new approach to farming system analysis. *International Journal of Agricultural Resources, Governance and Ecology* 5(2-3): 116-144.
- Gonzalez de Molina M (2013) Agroecology and Politics. How To Get Sustainability? About the Necessity for a Political Agroecology. *Agroecology and Sustainable Food Systems* 37(1): 45-59.
- Gonzalez Manchón B, Macleod M B (2010) Challenging gender inequality in farmers' organizations in Nicaragua. *Gender and development* 18 (3): 373-386.
- Goodall K E, Bacon C, Mendez V E (2015) Shade tree diversity, carbon sequestration, and epiphyte presence in coffee agroecosystems: A decade of smallholder management in San Ramón, Nicaragua. *Agriculture, Ecosystems & Environment* 199: 200-206.
- Gordon I R, McCann P (2000) Industrial Clusters: Complexes, Agglomeration and/or Social Networks? *Urban Studies* 37(3): 513-532.
- Gourdji S, Läderach P, Martinez Valle A, Zelaya Martinez C, Lobell D B (2015) Historical climate trends, deforestation, and maize and bean yields in Nicaragua, *Agricultural and Forest Meteorology* 200: 270-281.
- Graedel T (1994) Industrial Ecology: definition and implementation. In : Socolow R, Andrews C, Berkhout F, Thomas V (dir) *Industrial ecology and global change*, Cambridge University Press : 23-42.
- Graedel T E, Allenby B (1995) *Industrial Ecology*. Prentice Hall, Englewood Cliffs: 412 p.
- Grigsby Vado A H (2012) ¿Estamos preparados para "la tormenta perfecta"? *Revista Envio* 362 : [En ligne : <http://www.envio.org.ni/articulo/4547>]
- Grigsby Vado A H, Perez F J (2007) *Structural implications of economic liberalization on agriculture and rural development in Nicaragua*. Nitalapan-UCA, RURALSTRUC Program, First Phase, Managua: 152 p.
- Grigsby Vado A H, Pérez F J (2009) *Estrategias Campesinas frente a los efectos estructurales de la Globalización en la Agricultura y el Desarrollo Rural*. Nitalapan-UCA, Programa RURALSTRUC, Reporte de Segunda Fase, Managua: 214 p.
- GRN (1981) *Ley de Reforma Agraria*. Gobierno De Reconstrucción Nacional De La Republica De Nicaragua – GRN, Decreto 782, Managua: 11 p.

- Grossman R (2008) The nation is our mother: Augusto Sandino and the construction of a peasant nationalism in Nicaragua, 1927–1934. *The Journal of Peasant Studies* 35(1): 80-99.
- Grossman R (2008) The nation is our mother: Augusto Sandino and the construction of a peasant nationalism in Nicaragua, 1927–1934, *The Journal of Peasant Studies* 35(1): 80-99.
- Groupe Polanyi (2008) *La multifonctionnalité de l'agriculture : une dialectique entre marché et identité*. Editions Quæ, Versailles : 349 p.
- Grove T L, Edwards C A (1993) Do we need a new developmental paradigm? *Agriculture, Ecosystems & Environment* 46(1-4): 135-145.
- Guide Jr V D R, Van Wasenhove L N (2002) Closed Loop Supply Chains. In : Ayres R U, Ayres L W (dir.) *A handbook of Industrial Ecology*, Edward Elgar, Cheltenham : 497-509.
- Gutiérrez C, Alfaro J, Gutiérrez M, Altamirano M (2008) Sub Programa Fomento de la Producción, Transformación y Comercialización de Cacao en Nicaragua, Instituto Nacional de Tecnologías Agrícolas – INTA, Ministerio de agricultura – MAGFOR, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Managua : 32 p.
- Gutiérrez Escobar L M (2011) El proyecto de soberanía alimentaria: construyendo otras economías para el buen vivir. *Otra Economía* 5(8): 59-72.
- Gutman P (1987) Urban agriculture: the potential and limitations of an urban self-reliance strategy. *Food and Nutrition Bulletin* 9(2): 37-42.
- Guzmán Casado G, González de Molina M, Sevilla Guzmán E (Coord.) (2000) *Introducción a la Agroecología como desarrollo rural sostenible*. Ediciones Mundi-Prensa Madrid: 535 p.
- Gwynne R N, Kay C (eds.) (2004) *Latin America transformed, Globalization and modernity*. Arnold, London: 316 p.

H

- Habermas J (1990) *The Philosophical Discourse of Modernity*. The MIT Press Cambridge, Massachusetts : 450 p.
- Haggblade S, Hazell P, Reardon T (2010) The Rural Non-farm Economy: Prospects for Growth and Poverty Reduction. *World Development* 38(10) :1429-1441.
- Harris R L (2000) The Effects of Globalization and Neoliberalism in Latin America at the Beginning of the Millennium. *Journal of Developing Societies* 16(1): 139-162.
- Harrison G W, Rutherford T F, Tarr D G (2003) Trade liberalization, poverty and efficient equity. *Journal of Development Economics* 71(1): 97-128.
- Helper S (2000) Economists and Field Research: "You Can Observe a Lot Just by Watching". *The American Economic Review* 90(2): 228-232.
- Hellina J, Lundyb M, Meijerc M (2009) Farmer organization, collective action and market access in Meso-America. *Food Policy* 34(1): 16-22.
- Herrero J M (2007) Experiencia de transferencia tecnológica de biodigestores familiares en Bolivia. *Livestock Research for Rural Development* 19(12): Article #192.
- Hess G (2009) L'écosystème industriel. Difficulté épistémologique d'une telle analogie. *Natures Sciences Sociétés* 17 : 40-48.
- Hill S B (1985) Redesigning the food system for sustainability. *Alternatives* 12(3/4): 32-36.

- Hill S B (2006) Redesign as deep industrial ecology: lessons from ecological agriculture and social ecology. In.: Côté R, Tansey J, Dale A (dir.) *Linking Industry & Ecology: A question of design*, UBC Press, Vancouver: 29-49.
- Hoffman A J (2003) Linking social systems analysis to the industrial ecology framework. *Organization & Environment* 16(1): 66-86.
- Holt Giménez E (2008) *Campesino a Campesino. Voces de Latinoamérica. Movimientos de campesino a campesino para una agricultura sustentable*. Servicio de Información Mesoamericano sobre Agricultura Sostenible – SIMAS, Managua, 294 p.
- Holt Giménez E, Shattuck A (2011) Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? *The Journal of Peasant Studies* 38(1): 109-144.
- Holt-Giménez E, Altieri M A (2013) Agroecology, Food Sovereignty, and the New Green Revolution. *Agroecology and Sustainable Food Systems* 37(1): 90-102.
- Hornborg A (1998) Ecological Embeddedness and Personhood: Have We Always Been Capitalists? *Anthropology Today* 14(2): 3-5.
- Humphrey J (1995) Industrial reorganization in developing countries: From models to trajectories, *World Development* 23(1): 149–162.
- I
IDR (2011) *Diagnóstico de la Agroindustria Rural en Nicaragua*. Instituto de Desarrollo Rural – IDR, Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura – FAO, Managua: 154 p.
- IICA (2000) *Género y nueva ruralidad: proceso en construcción*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, San José – Costa Rica: 106 p.
- IICA (2003) *Cadena agroindustrial del ajonjolí de Nicaragua*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Managua: 90 p.
- IICA (2004) *Nicaragua: Cadena Agroindustrial del Plátano*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Managua: 56 p.
- IICA (2005) *Elabore su propio biodigestor de bajo costo*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Managua: 25 p.
- IICA (2009a) *Estado de la Agricultura Orgánica en Nicaragua. Propuestas para su Desarrollo y Fomento*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Managua: 266 p.
- IICA (2009b) *Una mirada a experiencias exitosas de agroindustria rural en América Latina*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, San José: 42p.
- IICA (2013a) *Activación territorial con Enfoque de Sistemas Agroalimentarios Localizados (AT-SIAL): La Comarca Andina del Paralelo 42°, Argentina*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, México: 80 p.
- IICA (2013b) *Sistemas Agroalimentarios Localizados (SIAL), una nueva visión de gestión territorial en América Latina: experiencias en territorios de Argentina, Costa Rica, Ecuador y México*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – CIRAD, México: 200 p.
- INEC (2001) *Tercer Censo Nacional Agropecuario*. Instituto Nacional de Información de Desarrollo – INIDE, Managua: [en ligne : <http://www.inide.gob.ni>]

- INIDE – MAGFOR (2012) *IV Censo Agropecuario*. Censo Nacional Agropecuario, Instituto Nacional de Información de Desarrollo – INIDE, Ministerio Agropecuario y Forestal – MAGFOR, Informe Final, Managua: 65 p.
- INIDE – MAGFOR (2013a) *Departamento de Chinandega y sus municipios. Uso de la tierra y el agua en el sector agropecuario*. IV Censo Nacional Agropecuario, Instituto Nacional de Información de Desarrollo – INIDE, Ministerio Agropecuario y Forestal – MAGFOR, Managua: 93 p.
- INTUR (2015) *Boletín estadísticas de turismo*. Instituto Nicaragüense de Turismo – INTUR [en ligne : http://www.intur.gob.ni/DOCS/ESTADISTICAS/Boletín_Estadísticas2014.pdf] :
- INTUR (2016) *Historia de Río San Juan*. Instituto Nicaragüense de Turismo – INTUR, [En ligne : www.riosanjuan.com.ni] : 11 p.
- IPC (2007) *Rapport de synthèse*. International Planning Committee for food sovereignty – IPC, Forum pour la souveraineté alimentaire, 23-27 Février, Nyéléni : 10 p.
- IPES-Food (2016) *From uniformity to diversity: a paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*. International Panel of Experts on Sustainable Food systems, Report 02: 96 p.
- Isakson S R (2014) Food and finance: the financial transformation of agro-food supply chains. *The Journal of Peasant Studies* 41(5) : 749-775.
- Isbester K (2001) *Still Fighting: The Nicaraguan Women's Movement, 1977-2000*. University of Pittsburgh Press, Pittsburgh: 256 p.

J

- Jansen K (2014) The debate on food sovereignty theory: agrarian capitalism, dispossession and agroecology. *The Journal of Peasant Studies* 42(1): 213-232.
- Jodelet D (2006) Place de l'expérience vécue dans le processus de formation des représentations sociales. In.: Hass V (dir) *Les savoirs du quotidien. Transmissions, Appropriations, Représentations*, Les Presses universitaires de Rennes, Rennes : 235-255.
- Johnston B F, Mellor J W (1961) The Role of Agriculture in Economic Development. *The American Economic Review* 51(4): 566-593.
- Johnston H, Almeida P (2006) *Latin American Social Movements: Globalization, Democratization, and Transnational Networks*. Rowman & Littlefield Publishers, Lanham: 280 p.
- Jonakin J (1996) The Impact of Structural Adjustment and Property Rights Conflicts on Nicaraguan Agrarian Reform Beneficiaries. *World Development* 24(7): 1179-1191.
- Jorgenson D W (1961) The Development of a Dual Economy. *The Economic Journal* 71(282): 309-334.
- Judet P (2005) *Le tiers-Monde n'est pas dans l'impasse*. Editions Charles Léopold Mayer, Paris : 116 p.

K

- Kaplinsky R, Morris M (2001) *A handbook for value chain research*. International Development Research Center – IDRC, Ottawa: 113 p.

- Kauffmann J C (2011) *L'entretien Compréhensif*. Armand Colin, Paris : 126 p.
- Kay C (1995) El desarrollo excluyente y desigual en la América Latina rural. *Nueva Sociedad* 137 : 60-81.
- Kay C (2000) Latin America's Agrarian Transformation: Peasantization and Proletarianization. In: Bryceson D, Kay C, Mooij J (Eds) *Disappearing Peasantries? Rural labour in Africa, Asia and Latin America*. Practical Action, Warwickshire: 123-138.
- Kay C (2007) Pobreza rural en América Latina: teorías y estrategias de desarrollo. *Revista Mexicana de Sociología* 69(1): 69-108.
- Kay C (2008) Reflections on Latin American Rural Studies in the Neoliberal Globalization Period: A New Rurality? *Development and Change* 39(6): 915-943.
- Kay C (2015) The Agrarian Question and the Neoliberal Rural Transformation in Latin America. *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 100: 73-83.
- Kellogg P (2007) Regional Integration in Latin America: Dawn of an Alternative to Neoliberalism? *New Political Science* 29(2): 187-209.
- Kirat T, Lung Y (1995) Innovations et proximités : le territoire lieu de déploiement des processus d'apprentissage. In: Lazaric N, Monnier J-M (Coord) *Coordination économique et apprentissage des firmes*, Economica, Paris : 206-227.
- Korhonen J (2001) Four ecosystem principles for an industrial ecosystem. *Journal of Cleaner Production* 9(3): 253-25
- Korhonen J (2004) Industrial ecology in the strategic sustainable development model: strategic applications of industrial ecology. *Journal of Cleaner Production* 12(8-10): 809-823.
- Krawczyk M (1990) La creciente presencia de la mujer en el desarrollo. *Revista de la CEPAL* 40: 73-86.
- Kremen C, Iles A, Bacon C (2012) Diversified farming systems: an agroecological, systems-based alternative to modern industrial agriculture. *Ecology and Society* 17(4): 44.
- Kriesi H (1993) Sviluppo organizzativo dei nuovi movimenti sociali e conteste político. *Rivista italiana di scienza politica* 23(1): 67-117.
- Krishnamurthy L, Garcia Espinosa R, Gliessman S R (1978) El Impacto del Hombre al Cambiar las Propiedades Funcionales de los Agroecosistemas Tradicionales y Modernos. In: Gliessman S R (ed) *Seminarios regionales sobre agroecosistemas con Énfasis en el estudio de tecnología agrícola tradicional*, Colegio Superior de Agricultura Tropical, Cárdenas, Tabasco, México: 108-115.
- Kroecker C J (1995) Individual, Organizational, and Societal Empowerment: A Study of the Processes in a Nicaraguan Agricultural Cooperative. *American Journal of Community Psychology* 23(5): 749-764.
- Kruijt D (2011) Revolución y contrarrevolución: el gobierno sandinista y la guerra de la Contra en Nicaragua, 1980-1990. *Desafíos* 23-II: 53-81.

L

- La Via Campesina (1996) *Déclaration pour la Souveraineté Alimentaire*. La via Campesina, Rome : <https://nyeleni.org/spip.php?article52>.
- La Via Campesina (2016) *Déclaration de La Via Campesina sur le commerce, les marchés et le développement à la CNUCED*. La Via Campesina, Nairobi : <https://viacampesina.org/fr/>

- Laganier R, Villalba B, Zuideau B (2002) Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire. *Revue développement durable et territoire*, Dossier 1 : 16 p.
- Lamara H (2009) Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriales, *Développement durable et territoires*, Varia, [En ligne : consulté le 10 mai 2016] : 15 p.
- Lamarche H (coord) (1992) *L'agriculture Familiale. Une réalité Polymorphe*. L'Harmattan, Paris, Tome I : 304 p.
- Laroche Dupraz C, Postolle A (2010) Is Food Sovereignty Inconsistent with on-going WTO negotiations? A tool to implement sustainable and innovating protective trade policies for developing countries? Actes du Colloque *Innovation and Sustainable Development in Agriculture and food – ISDA*, Montpellier : 18 p.
- Larroa R M (2010) El SIAL y sus diferencias con el enfoque del desarrollo territorial en América Latina. In: *16th EAAE Seminar: Spatial dynamics in agri-food systems: implications for sustainability and consumer welfare*, Parma: 9 p.
- Leach M, Mearns R, Scoones I (1992) Environmental Entitlements: A Framework for Understanding the Institutional Dynamics of Environmental Change. *IDS Discussion Paper 359*
- Lefèvre M (2004) Les firmes multinationales face au risque climatique : sauver le capital en sauvant la terre ? *Vertigo 2* : 13 p.
- Leff E (1944) *Ecologia y capital. Racionalidad ambiental, democracia participativa y desarrollo sustentable*. Siglo Veintiuno – UNAM, Mexico: 437 p.
- Leff E (2005) La geopolítica de la biodiversidad y el desarrollo sustentable. Economización del mundo, racionalidad ambiental y reapropiación social de la naturaleza. *Observatorio Social de América Latina – OSAL 6(17)* : 263-273.
- Lejeune Ch (2010) Montrer, calculer, explorer, analyser. Ce que l'informatique fait (faire) à l'analyse qualitative. *Recherches Qualitatives*, Hors-Séries 9 : 15-32.
- Leloup F, Moyard M, Pecqueur B (2005) La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? *Géographie, économie, société 7(4)* : 321-332.
- Le Moigne J L (1994) Sur la capacité de la raison à discerner rationalité substantive et rationalité procédurale. *Cahiers d'économie politique 24-25*: 125-159.
- Leogrande W M (1996) Making the economy scream: US economic sanctions against Sandinista Nicaragua. *Third World Quarterly 17(2)*: 329-348.
- Levard L, Marín López Y, Pérez F J, A Ruíz García A, Serra H L (2000) *Potencialidades y Limitantes para el Desarrollo Agropecuario del municipio de Somotillo*. Fondo internacional para el desarrollo Agrícola – FIDA, Instituto de Investigación y Desarrollo - Universidad Centroamericana, Nitlapan – UCA, Managua: 148 p.
- Lévesque B (2007) Économie plurielle et développement territorial dans la perspective du développement durable : quelques éléments théoriques de sociologie économique et de socio-économie. *Cahiers du Centre de Recherche sur les Innovations Sociales – CRISES ET0705* : 75 p.
- Levidow L, Pimbert M, Vanloqueren G (2014) Agroecological Research: Conforming – or Transforming the Dominant Agro-Food Regime? *Agroecology and Sustainable Food Systems 38(10)*: 1127-1155.
- Lewis W A (1954) Economic development with unlimited supply of labor. *Manchester School of Economic and Social Studies 22(2)*: 139-191.
- Lifset R, Graedel T E (2002) Industrial Ecology: Goals and Definitions. In.: Ayres R U, Ayres L (dir.) *Handbook for Industrial Ecology*, Edward Elgar, Cheltenham – Northampton: 3-15.

- Linck T (1993) Apuntes para un enfoque territorial. Agricultura campesina y sistema-terruño. In: Navarro Garza H, Colin J-P, Milleville P (Eds) *Los sistemas de producción en el espacio, la historia y la sociedad*. Institut Français de recherche scientifique pour le développement en coopération – ORSTOM, Mexico: 99-105.
- Linck T (2001) El campo en la ciudad: reflexiones en torno a las ruralidades emergentes. In: Pérez E, Farah M A (eds) *La Nueva Ruralidad en América Latina*. Maestría en Desarrollo Rural 20 Años, Bogotá: 37-53.
- Lindberg S (1994) New farmers' movements in India as structural response and collective identity formation: The cases of the Shetkari Sanghatana and the BKU. *The Journal of Peasant Studies* 21(3-4): 5-125.
- Lipton M (1977) *Why Poor People Stay Poor: Urban Bias and World Development*, Harvard University Press, Temple Smith, London: 449 p.
- Lipton M (2005) The family farm in a globalizing world the role of crop science in alleviating poverty. *The International Food Policy Research Institute – IFPRI*, 2020 Discussion Paper: 28p.
- Little D (1988) Collective action and the traditional village. *Journal of agricultural ethics* 1(1): 41-58.
- Lombardi D R, Laybourn P (2012) Redefining Industrial Symbiosis. Crossing Academic-Practitioner Boundaries. *Journal of Industrial Ecology* 16(1): 28-37.
- López Castillo A L, Castillo Araúz B A (2011) *Aprovechamiento de las aguas mieles para la producción de etanol y abono orgánico*. Universidad Nacional de Ingeniería, Estelí: 25 p.
- Lopez E, Muchnik J (dir) (1997) *Petites entreprises et grands enjeux: le développement agroalimentaire local*. Les éditions de l'Harmattan, Paris: 362 p.
- López J G (2003) *Comercialización de la Caña de Azúcar en Nicaragua, casos comparativos con Honduras y Costa Rica*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Managua: 68 p.
- López-Guzmán T J, Sánchez Cañizares S M (2009) Desarrollo socioeconómico de las zonas rurales con base en el turismo comunitario. Un estudio de caso en Nicaragua. *Cuadernos de Desarrollo Rural* 6(62): 81-97.
- Luttwak E (1999) *Turbo-Capitalism: Winners and Losers in the Global Economy*. Harper Collins, New York: 304 p.
- Llambí L (1991) Procesos de transformación del campesinado latinoamericano. In.: Bernal F (ed) *El campesino contemporáneo: cambios recientes en los países andinos*. Tercer Mundo Editores, Bogota: 59-83.
- Llambí L (1994) Globalización y Nueva Ruralidad en América Latina: Una agenda teórica de investigación. *Revista Latinoamericana de Sociología Rural* 2: 29-39.
- Llambí L, Pérez E (2007) Nuevas ruralidades y viejos campesinismos. Agenda para una nueva sociología rural latinoamericana. *Cuadernos de Desarrollo Rural* 4(59): 37-61.

M

- MAGFOR (2009) *PRORURAL Incluyente. Plan sectorial 2010-2014*. Ministerio Agropecuario y Forestal – MAGFOR, Gobierno de Reconciliación y Unidad Nacional – GRUN, Managua: 88 p.
- MAGFOR (2010) *Diagnostico del sector cacao de Nicaragua*. Ministerio Agropecuario y Forestal, Managua: 54 p.
- Maillefert M, Schalchli P (2010) Prérequis pour la construction d'une méthodologie pour l'implantation d'une démarche d'écologie industrielle à l'échelle d'un espace territorial.

- In. : Maillerfert M, Petit O, Rousseau S (dir.) *Ressources, Patrimoine, Territoires et Développement Durable*, Peter Lang, Bruxelles : 45-68.
- Malassis L (1996) Les trois âges de l'alimentaire. *Agroalimentaria* 2: 5 p
- Malassis L (1994) *Nourir les hommes*. Éditions Flammarion, Paris: 126 p.
- Maldidier C, Marchetti P (ed) (1996) *El campesino-finquero y el potencial económico del campesinado nicaragüense*. Tomo 1: Tipología y regionalización agro-socio-económica de los sistemas de producción y los sectores sociales en el agro nicaragüense, Nitlapan-UCA, Managua: 174 p.
- Marchaim U (1992) *Biogas processes for sustainable development*. Food and Agriculture Organization of the United Nations – FAO, Agricultural services bulletin 95, Roma: 231 p.
- Margarido A (1974) La réciprocité dans un mouvement paysan du Sud du Brésil. *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*. 29(6): 1338-1345.
- Mària Serrano J F (2009) ¡Ay mi Nicaragüita! The Construction of the Common Good in Nicaragua as a “Work of Translation”. In.: De Bettignies H-C, Lépineux F (ed) *Business, Globalization and the Common Good*, Peter Lang, Oxford: 153-200.
- Markelova H, Meizen-Dick R, Hellin J, Dohrn S (2009) Collective action for smallholder market access. *Food Policy*: 34(1): 1-7.
- Marshall A (1920) *Principle of economics*. Macmillan and Co (Edition original en 1890), London: 627 p.
- Martí i Puig S (1997) Cuando la revolución llegó al campo. La política agraria sandinista, su debate y su impacto en las zonas rurales del interior. *Anuario de Estudios Centroamericanos* 23(1-2): 71-114.
- Martí i Puig S (2012) Nicaragua (1979-1990). La revolución enredada. Creative commons [disponible en ligne : http://works.bepress.com/salvador_martiipuig/4/], Salamanca: 314p.
- Martinez P R (1993) Peasant Policy Within the Nicaraguan Agrarian Reform, 1979-89. *World Development* 21(3): 475-487.
- Martinez-Alier J (1997) Some issues in agrarian and ecological economics, in memory of Georgescu-Roegen. *Ecological Economics* 2(3): 225-238.
- Martínez-Torres M E, Rosset P M (2010) La Via Campesina: the birth and evolution of a transnational social movement. *The Journal of Peasant Studies* 37(1): 149-175.
- Martínez-Torres M E, Rosset P M (2014) Diálogo de saberes in La Vía Campesina: food sovereignty and agroecology. *The Journal of Peasant Studies* 41(6): 979-997.
- Mathews J A, Tan H (2011) Progress Toward a Circular Economy in China. The Drivers (and Inhibitors) of Eco-industrial Initiative. *Journal of Industrial Ecology* 15(3): 435-457.
- Max-Neef M A (1991) *Human Scale Development. Conception, Application and Further Reflections*. Apex Press, London: 115 p.
- Mayorga F J (2008) *Nicaragua 2010. El futuro de la economía*. Ediciones Albertus, Managua: 166p.
- Mazoyer M (2001) Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation. *Organisation des Nations Unis pour l'Agriculture et l'Alimentation – FAO*, Rome : 24 p.
- Mazoyer M (2002) Une situation agricole mondiale insoutenable, ses causes et les moyens d'y remédier. *Mondes en développement* 117 : 25-37.
- Mazoyer M, Roudart L (1997) *Histoire des agricultures du monde du néolithique à la crise contemporaine*. Editions du Seuil, Paris : 547 p.

- McBain-Haas B (2008) El Derecho a la Alimentación y la lucha contra el hambre en Nicaragua. Un año del Programa Hambre Cero. *FIAN Internacional*, Cuarto Informe Periódico de Nicaragua para el Comité de Derechos Económicos, Sociales y Culturales (CDESC) de Naciones Unidas, Heidelberg: 38 p.
- McCulloch N, Winters L A, Cirera X (2001) *Trade liberalization and poverty: a handbook*. Centre for Economic Policy Research – CEPR, London: 432 p.
- McKay B, Nehring R (2013) The ‘State’ of Food Sovereignty in Latin America: Political Projects and Alternative Pathways in Venezuela, Ecuador, and Bolivia. International Conference, *Food Sovereignty: A Critical Dialogue*, Conference Paper 57, Yale University : 37 p
- McMichael P (2002) La restructuration globale des systèmes agro-alimentaires. *Mondes en développement* 30(117) : 45-53.
- McMichael P (2005) Global development and the corporate food regime. In.: Buttel F H, McMichael P (ed) *New directions in the sociology of global development*, Elsevier Press, Oxford: 265-299.
- McMichael P (2006) Peasant prospects in the neoliberal age. *New Political Economy* 11(3): 407-418.
- McMichael P (2008) Peasants Make Their Own History, But Not Just as They Please... *Journal of Agrarian Change* 8(2-3): 205-228.
- McMichael P (2009a) A Food Regime Genealogy. *The journal of peasant studies* 36 (1): 139-169.
- McMichael P (2009b) A food regime analysis of the ‘world food crisis’. *Agriculture & Human Values* 26: 281-295.
- McMichael P (2014) Historicizing food sovereignty. *The Journal of Peasant Studies* 41(6): 933-957.
- Meadows H L, Meadows D L, Randers J, Behrens W W (1972) Halte à la croissance. Librairie Arthème Fayard, Paris : 317 p.
- Méndez V E, Bacon C M, Olson M, Petchers S, Herrador D, Carranza C, Trujillo T, Guadarrama Zugasti C, Córdón A, Mendoza A (2010) Effects of Fair Trade and organic certifications on smallscale coffee farmer households in Central America and Mexico. *Renewable Agriculture and Food Systems* 25(3): 236-251.
- Mendoza Duarte Y O (2015) El nacionalismo revolucionario como estrategia ideológica del Estado revolucionario nicaragüense 1984-1990. *El Acontecer Científico* 5(8): 44-54.
- Mendras H (1976) *Les sociétés paysannes*. Editions Gallimard (Edition de 1995), Paris : 368 p.
- Merlet M (1995) La construction d'une nouvelle identité paysanne: une métamorphose difficile et inachevée des organisations paysannes au Nicaragua. *Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement – IRAM*, Note Iram : 39 p.
- Merrill T (ed) (1994) *Nicaragua: A Country Study*. Federal Research Division, Library of Congress: area handbook series, Washington: 300 p.
- Metereau R, Figuière C (2014) Au carrefour de l'écologie industrielle et du Syal. Premiers jalons pour faire progresser la durabilité d'un développement rural localisé. *Revue Développement Durable et Territoire* 5(1): [en ligne] consulté le 13 juin 2016 sur <https://developpementdurable.revues.org/10123>.
- Metereau R, Figuière C (2016) Mouvement Coopératif Paysan et agroécologie au Nicaragua. Prétexte pour repenser le rôle l'Écologie Industrielle Territoriale. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, Numéro spécial : Écologie Industrielle et Territoriale, à paraître.
- MIDINRA (1987) *Plan de trabajo, balance y perspectivas*. Ministerio de Desarrollo Agropecuario y Reforma Agraria – MIDINRA, Managua.
- MIFIC (2010) *Política de Desarrollo Industrial de Nicaragua: Plan de Implementación 2010-2014*. Ministerio de Fomento, Industria y Comercio – MIFIC, Managua: 63 p.

- MIFIC (2012) *Análisis de encadenamientos Productivos para la generación de valor agregado en nueve cadenas agroalimentarias ubicadas en las zonas de mayor potencial productivos de Nicaragua*. Ministerio de Fomento, Industria y Comercio – MIFIC, Managua: 133 p.
- Miles B M (1979) Qualitative Data as an attractive Nuisance: The problem of analysis. *Administrative Science Quarterly* 24(4): 590-601.
- Miles B M, Huberman A M (2003) *Analyse des données Qualitatives*. De Boeck, Bruxelles: 626 p.
- Mintz S W (1973) Note on the definition of peasantries. *The Journal of Peasant Studies* 1(1): 91-106.
- Miranda M, Juárez R (2012) Federación Nacional de Cooperativas Agropecuarias y Agroindustriales integrándonos para crecer. *Revista Enfoque* 27: 28-30.
- Molyneux M (1985) Mobilization without Emancipation? Women's Interests, the State, and Revolution in Nicaragua. *Feminist Studies* 11(2): 227-254.
- Mollard A (2003) Multifonctionnalité de l'agriculture et territoires: des concepts aux politiques publiques. *Cahiers d'économie et sociologie rurales* 66 : 28-54.
- Monroy J J (2005) El pensamiento antiimperialista de Sandino. In.: Rodríguez Dias R (coord) *El caribe entre Mexico y Estados Unidos*. Universidad Michoacana de San Nicolas de Hidalgo – UMSNH, Instituto de Investigaciones Historicas, Michoacán : 411-437.
- Montoya J, Junkin R, Gottret V, Stoian D (2013) Posicionamiento y gobernanza de Cacaonica en la cadena de valor del cacao orgánico de Nicaragua. *Agroforestería en las América* 49: 78-84.
- Mucchielli A (2015) *Les Motivations*. Presses Univesitaires de France, 10^e édition (édition originale : 1981), Paris : 126 p.
- Mucchielli A (dir) (2009) *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*. Armand Colin, Paris: 305 p.
- Muchnik J (2006) Nourrir...le corps humain et le corps social. In.: Hubert B, Clément O (eds) *Le monde peut-il nourrir tout le monde. Sécuriser l'alimentation de la planète*. IRD – Edition Quæ, Versailles : 25-42.
- Muchnik J (2009) *Bilan du Groupement d'Intérêt Scientifique Systèmes Agroalimentaires Localisés*. GIS-SYAL : 56 p.
- Muchnik J (2012) Sistemas agroalimentarios localizados: desarrollo conceptual y diversidad de situaciones. In.: Torres Salcido G, Larroa Torres R M, (Coord), *Sistemas agroalimentarios localizados. Identidad territorial, construcción de capital social e instituciones*. Universidad Nacional Autónoma de México – Juan Pablos Editor, México: 25-42.
- Muchnik J, Requier-Desjardins D, Sautier D, Touzard J M (2007) Systèmes Agroalimentaires Localisés. *Economies et Sociétés* 29 : 1465-1484.
- Muhr T (2008) Nicaragua re-visited: from neo-liberal “ungovernability” to the Bolivarian Alternative for the Peoples of Our America (ALBA). *Globalisation, Societies and Education* 6(2): 147-161.
- Munk H (2003) Pobreza y Degradación Ambiental en las Laderas de Nicaragua. In.: Escobar G (ed) *Pobreza Rural y el Deterioro Ambiental en Latín América*, Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural – RIMISP, Santiago de Chile: 107-125.
- Murdoch J, Pratt A C (1993) Rural Studies: Modernism, Postmodernism and the “Post-rural”. *Journal of Rural Studies* 9(4): 411-427.

N

- Nadvi K, Barrientos S (2004) *Systèmes productifs locaux et réduction de la pauvreté. Vers une méthodologie d'évaluation de l'impact des initiatives de développement de systèmes productifs locaux sur la pauvreté et la situation sociale*. Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel – ONUDI, Vienne : 84 p.
- Nerfin M (1986) Neither Prince nor Merchant: Citizen. An Introduction to the Third System. In.: Patel S J, Ahooja-Patel K, Gordon Drabek A, Nerfin M (ed) *World economy in transition*, Pergamon Press, New York: 47-59.
- Neveu E (2015) *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte (Première édition en 1996), Paris : 127 p.
- Nicholls C I, Altieri M A, Vazquez L (2016) Agroecology: Principles for the Conversion and Redesign of Farming Systems. *Journal of Ecosystem & Ecography* 55: 8 p.
- Niehof A (2004) The significance of diversification for rural livelihood systems. *Food Policy* 29(4): 321-338.
- Nitlapán (1994) Descolectivación: reforma agraria desde “abajo”. *Revista Envio* 154: 17–23.
- Núñez Soto O (1996) *La economía popular asociativa y autogestionaria*. Centro para la Investigación, la Promoción y el Desarrollo Rural Social – CIPRES, Managua: 295 p.
- Núñez Soto O (2009) *La revolución Rojinegra*. Centro para la Investigación, la Promoción y el Desarrollo Rural Social – CIPRES, Managua: 256 p.
- Núñez Soto O (2015) Quien Produce la riqueza en Nicaragua. *Centro para la Investigación, la Promoción y el Desarrollo Rural Social – CIPRES*, Documento de trabajo, Managua: 50 p.
- Núñez Soto O, Cardenal G, Morales J M (1998) *Desarrollo agroecológico y asociatividad campesina: el caso de Nicaragua*. Centro para la Investigación, la Promoción y el Desarrollo Rural Social – CIPRES, Managua: 566 p.

O

- OEA (1978) *República de Nicaragua - Programa de Descentralización y Desarrollo de la Región del Pacífico*. Secretaría General de la Organización de los Estados Americanos – OEA, Washington, D.C.: 587 p.
- Olivier de Sardan J P (2008) *La rigueur du Qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Academia-Bruylant, Louvain-La-Neuve : 368 p.
- Ollagnon H (1989) Une approche patrimoniale de la qualité du milieu naturel. In : Mathieu N, Jollivet M (dir.) *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*. Association des Ruralistes Français, L'Harmattan, Paris : 258-268.
- OMC (2012) Examen de las políticas comerciales: Nicaragua. *World Trade Organization*, Informe de la Secretaría, documento WT/TPR/G/274: 121 p.
- ONU (2015) Rôle des coopératives dans le développement social. *Rapport du Secrétaire général A/70/161*: 22 p.
- Opoku H N, Keitsch M M (2006) Une approche objective de la durabilité ? Théories des implications scientifiques et politiques de l'écologie industrielle. *Écologie et politique* 32 : 141-152.
- Ortega Saavedra H (1981) *Carlos Fonseca 1936-1976*. Tomo 1 : Bajo la bandera del sandinismo. Editorial Nueva Nicaragua, Managua : 440 p.

Otsuki K (2013) Ecological rationality and environmental governance on the agrarian frontier: The role of religion in the Brazilian Amazon. *Journal of Rural Studies* 32: 411-419.

P

Paige J M (1997) *Coffee and Power. Revolution and the rise of democracy in Central America*. Harvard University Press, Harvard: 432 p.

Paillé P (2011) Les conditions de l'analyse qualitative. *SociologieS*, Champs de recherche et enjeux de terrain, [En ligne : <http://sociologies.revues.org/3557>].

Paillé P, Mucchielli A (2012) *L'analyse Qualitative en Sciences Humaines et Sociales*. Armand Colin (Première édition en 2003), Paris, 315 p.

Patel R (2009) Food sovereignty. *The Journal of Peasant Studies* 36(3) : 663-706.

Passet R (1979) *L'économie et le vivant*. Economica, Paris : 287 p.

Paz R (2006) El campesinado en el agro argentino: ¿repensando el debate teórico o un intento de reconceptualización? *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 81: 65-85.

Pecqueur B (2001) Qualité et développement territorial: l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés. *Économie rurale* 261 : 37-49.

Pecqueur B (2006) Le tournant territorial de l'économie globale. *Espaces et sociétés* 124-125 : 17-32.

Pecqueur B (2007) L'économie territoriale : une autre analyse de la globalisation. *L'Économie Politique* 33 : 41-52.

Pecqueur B (dir) (1996) *Dynamiques territoriales et mutations économiques*. Edition de l'Harmattan, Paris : 246 p.

Peltzer D A, Wardle D A, Allison V J, Troy Baisden W, Bardgett R D, Chadwick O A, Condrón L M, Parfitt R L, Porder S, Richardson S J, Turner B L, Vitousek P M, Walker J, Walker L R (2010) Understanding ecosystem retrogression. *Ecological Monographs* 80(4): 509-529.

Peña K (2013) Institutionalizing Food Sovereignty in Ecuador. International Conference, *Food Sovereignty: A Critical Dialogue*, Conference Paper 51, Yale University: 24 p.

Pérez E (2001) Hacia una nueva visión de lo rural. In.: Giarracca N (coord.) *¿Una Nueva Ruralidad en América Latina?* Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales – CLACSO, Buenos Aires: 17-32.

Pérez F J, Barrera O D, Peláez A V, Lorío G (2010) *Turismo Rural Comunitario, como Alternativa de Reducción de la Pobreza Rural en Centroamérica*. Nitlapan-UCA, Cuaderno de Investigación 36, Managua: 78 p.

Pérez I, Garfí M, Cadena E, Ferrer I (2014) Technical, economic and environmental assessment of household biogas digesters for rural communities. *Renewable Energy* 62: 313-318.

Perrier-Cornet P (2009) Les systèmes agroalimentaires localisés sont-ils ancrés localement ? Un bilan de la littérature contemporaine sur les SYAL. In: Aubert F, Piveteau V, Schmitt B (coords.) *Politiques agricoles et territoires*. Editions Quæ: 9-68.

Perroux F (1981) *Pour une philosophie du nouveau développement*. Aubier-Presses de l'Unesco, Paris : 284 p..

Petersen P, Mussoi E M, Dal Soglio F (2013) Institutionalization of the Agroecological Approach in Brazil: Advances and Challenges, *Agroecology and Sustainable Food Systems* 37(1): 103-114.

- Petras J, Veltmeyer H (2001) Are Latin American peasant movements still a force for change? Some new paradigms revisited. *The Journal of Peasant Studies* 28(2): 83-118.
- Philo C (1992) Neglected rural geographies: a review. *Journal of Rural Studies* 8(2):193-207.
- Pimbert M (2009) Towards Food Sovereignty. *International Institute for Environment and Development – IIED, Gatekeeper* 141: 18 p.
- Piñones Vásquez S, Acosta Avila L, Tartanac F (2006) *Alianzas Productivas en Agrociudades. Experiencias de la FAO en América Latina*. Oficina Regional de la FAO para América Latina y el Caribe, Santiago de Chile: 223 p.
- Piore M J (1979) Qualitative Research Techniques in Economics. *Administrative Science Quarterly* 24(4): 560-569.
- Piore M J (2006) Qualitative research: does it fit in economics? *European Management Review* 3:17-23.
- Piraux M, Tonneau J-P, Diniz P C (2011) Du Nordeste au Semi-aride brésilien : renouvellement du modèle de développement autour de l'agroécologie. *Sécheresse* 22(84) : 218-224.
- Plazas Leguizamón N Z, García-Molano J F (2014) Los abonos orgánicos y la agremiación campesina: una respuesta a la agroecología. *Biotecnología en el Sector Agropecuario y Agroindustrial* 12(2): 170-176.
- Plumwood V (2002) *Environmental Culture: The Ecological Crisis of Reason*. Routledge, New York: 291 p.
- PNUD (1990) *Rapport Mondial Sur Le Développement humain*. Programme des Nations Unies pour le Développement – PNUD, New York: 203 p.
- Polanyi K (1944) *The Great Transformation*. Beacon Press, Boston: 317 p.
- Polvorosa J C (2015) Ganadería y deforestación en Nicaragua: entendiendo la relación entre el boom lechero y el avance de la frontera agrícola. *IX Congreso Interdisciplinario de Investigación*, Universidad Centroamericana – UCA, Managua: 46-50.+
- Poméon T, Fraire J (2011) *SIAL: un enfoque para el desarrollo territorial*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, México: 98 p.
- Porter M (1985) *The Value Chain and Competitive Advantage: Creating and sustaining superior performance*. Free Press, New York: 592 p.
- Porter M (2000) Location, Competition, and Economic Development: Local Clusters in a Global Economy. *Economic Development Quarterly* 14(1): 15-34.
- Pratt M G (2009) From the Editors: For the Lack of a Boilerplate: Tips on Writing Up (and Reviewing) Qualitative Research. *Academy Of Management Journal* 52(5): 856-862.

Q

- Quariguasi Frota Neto J, Walther G, Bloemhof J, Van Nunen J A E E, Spengler T (2010) From closed-loop to sustainable supply chains: the WEEE case. *International Journal of Production Research* 48(15): 4463-4481.

R

- Radcliffe S A (2004) Civil society, grassroots politics and livelihoods. *In.*: Gwynne R N, Kay C (ed) *Latin America transformed, Globalization and modernity*, Arnold, London: 193-2008
- Raffestin C (1981) Des mythes d'exorcisme ou à propos de l'écodéveloppement. *In.*: *Terrain vagues et terres promises. Les concepts d'écodéveloppement et la pratique des géographes*. Institut Universitaire d'études du développement – IUED, Genève : 203-216.
- Rallet A (2002) L'économie de proximités. Propos d'étape. *In.*: Torre A (ed) *Le local à l'épreuve de l'économie spatiale: agriculture, environnement, espaces ruraux*. Etudes et Recherches sur les Systèmes agraires et le développement, Editions Quæ, Versailles : 11-25.
- Rallet A, Torre A (1995) Economie industrielle et économie spatiale. *Economica*, Paris :493 p.
- Rallet A, Torre A (2004) Proximité et localisation. *Économie rurale* 280(1) : 25-41.
- Ramírez D, Ordaz J L, Mora J, Acosta A, Serna B (2010) *Nicaragua, efectos del cambio climático sobre la agricultura*. Comisión económica para américa latina y el Caribe – CEPAL, México: 68 p.
- Rastoin J-L (2015) Les systèmes alimentaires territorialisés : Considérations théoriques et justifications empiriques. *Economies et Sociétés XLVIII (8)*, Série « *Systèmes agroalimentaires* » 37 : 1155-1164.
- Rastoin J-L, Ghersi G (2010) *Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*. Editions Quæ, Versailles : 584 p.
- Rearson T, Bedegué J (2002) The rapid rise of supermarkets in Latin America: challenges and opportunities for development. *Development Policy Review* 20(4): 376-388.
- Rearson T, Stamoulis K, Balisacan A, Cruz M E, Berdegue J, Banks B (1998) Rural nonfarm income in developing countries. *In:* FAO, *The state of food and agriculture*. Food and Agricultural Organization of the United Nations – FAO, Rome: 389 p.
- Reinhardt N (1987) Ago-Exports and the Peasantry in the Agrarian Reforms of El Salvador and Nicaragua. *World Development* 15(1): 941-959.
- Requier-Desjardins D (2010a) L'évolution du débat sur les SYAL : le regard d'un économiste. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 4 : 651-668.
- Requier-Desjardins D (2015) La construction de la qualification territoriale : une problématique émergente en Amérique latine ? *L'Espace géographique* 46(3) : 214-228.
- Requier-Desjardins D, Boucher F, Cerdan C (2003) Globalization, competitive advantages and the evolution of production systems: rural food processing and localized agri-food systems in Latin-American countries. *Entrepreneurship & Regional Development* 15: 49-67.
- Requier-Desjardins D, Guibert M, Bühler E A (2014) La diversité des formes d'agriculture d'entreprise au prisme des réalités latino-américaines. *Économie rurale* 344 : 45-60.
- Reyes González J A, Boucher F (2015) El Desarrollo Rural con Enfoque Territorial - Modelos aplicables en Latinoamérica Caso “Activación Territorial con Enfoque de Sistemas Agroalimentarios Localizados (AT-SIAL)”. *Foro Internacional “El Agro en el Posconflicto”*, Universidad de Los Llanos – Colombia: 12 p.
- Rist G (2012) *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. 4e édition, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris : 511 p.
- Rizo Zeledón M F (2000) Identidades campesinas en la frontera agrícola: sujetos sociales desconocidos. *In:* Musset A, Delhom J (dir.) *Nicaragua, dans l'œil du cyclone*. Éditions de l'IHEAL, Paris: 101-119.

- Robbins M J (2015) Exploring the 'localisation' dimension of food sovereignty. *Third World Quarterly* 36(3): 449-468.
- Rodriguez Rojas R (2014) Mouvements paysans, alternatives de développement et sécurité alimentaire en Amérique Centrale : les scénarios d'une transition. *Revue Tiers-Monde* 220 :161-175.
- Rodriguez-Borray G (2006) La multifuncionalidad de los sistemas agroalimentarios locales : Un analisis desde la perspectiva de tres casos en Colombia. In. : Colloque : *Les systèmes agroalimentaires localisés : produits, entreprises et dynamiques locales*, Montpellier : 20 p.
- Rodriguez-Borray G, Requier-Desjardins D (2005) La multifuncionalidad de los Siales en zonas rurales de países en desarrollo. El caso de la agroindustria panelera Colombiana. *Revista Perspectivas Rurales* 17-18: 113-125.
- Rojas López J J (2008) La agenda territorial del desarrollo rural en América Latina. *Observatorio de la Economía Latinoamericana* 96 [en ligne : <http://www.eumed.net/>].
- Rosen C (1997) Industrial Ecology and the Greening of Business History. *Business and Economic History* 26(1): 123-137.
- Rosen C (2012) Fact Versus Conjecture in the History of Industrial Waste Utilization. *Econ Journal Watch* 9(2): 112-121.
- Rosset P (2003) Food Sovereignty: Global Rallying Cry of Farmer Movements. *Backgrounder* 9(4), Institute for Food and Development Policy: 4 p.
- Rosset P (2008) Food Sovereignty and the Contemporary Food Crisis. *Development* 51(4) 1: 460-463.
- Rosset P (2015) Epistemes rurales y la formación agroecológica en la vía campesina, *Revista ciência & tecnologia social* 2(1): 4-13.
- Rosset P, Martínez Torres M E (2012) Rural social movements and agroecology: context, theory, and process. *Ecology and Society* 17(3): 17p.
- Rosset P, Martínez Torres M E (2016) Agroecología, territorio, recampesinización y movimientos sociales. *Estudios Sociales* 47: 275-299.
- Rostow W W (1960) The stages of economic growth. A non-communist manifesto. Cambridge University Press: 324 p.
- Roudart L (2015) « Conquérir la souveraineté alimentaire - Michel Buisson - L'Harmattan, Paris : 220 p. ». Note de lecture. *Economie Rurale* 346 : 70-72
- Ruben R, Masset E (2003) Land Markets, Risk and Distress Sales in Nicaragua: The Impact of Income Shocks on Rural Differentiation. *Journal of Agrarian Change* 3(4): 481-499.
- Rubio B (2001) *Explotados y excluidos. Los campesinos latinoamericanos en la fase agroexportadora neoliberal*. Plaza y Valdés Editores, México : 240 p.
- Rubio B (2002) La exclusión de los campesinos y las nuevas corrientes teóricas de interpretación. *Nueva Sociedad* 182:121-133.
- Ruiz A (Coord) (2010) *Palma africana: pan para hoy y miseria para mañana. Impactos sociales y ambientales del monocultivo en el municipio de El Castillo*. Fundación para la conservación y el desarrollo del Sureste de Nicaragua, San Carlos: 42 p.
- Ruiz García A, Marín López Y (2005) *Tipología de los sistemas de producción y zonificación agro socioeconómica a la luz del Censo Agropecuario 2001*. INEC, MAGFOR, FAO, Managua: 187 p.

S

- Sabourin E (2007) L'entraide rurale, entre échange et réciprocité. *Revue du MAUSS* 30 : 198-217.
- Sabourin E (2012) *Organisations et sociétés paysannes. Une lecture par la réciprocité*. Editions Quæ, Versailles : 262 p.
- Sabourin E, Duque H, Diniz P, Do Socorro de Oliveira M, Granchamp L (2005) Reconnaissance publique des acteurs collectifs de l'agriculture familiale au Nordeste, *Cahiers Agricultures* 14(1) : 11-15.
- Sachs I (1976) Economie et écologie. In : Samuel P & al. (dir) *L'homme et son environnement. De la démographie à l'écologie*, Editions Retz – Centre d'étude et de promotion de la lecture, Paris : 185-199.
- Sachs I (1977) *Pour une économie politique du développement*. Flammarion, Paris : 307 p.
- Sachs I (1980) *Stratégies de l'écodéveloppement*. Éditions Économie et Humanisme, Paris : 140 p.
- Sachs I (1993) L'écodéveloppement. Stratégies pour le XXIe siècle. Syros, réédité en 1997, Paris : 123 p.
- Sachs I (1994) Le développement reconsidéré : quelques réflexions inspirées par le Sommet de la Terre. *Revue Tiers Monde* 137 : 53-60..
- Sachs I (2007) *La troisième rive. A la recherche de l'écodéveloppement*. Bourin Editeur, Paris : 401 p.
- Sachs I, Silk D (1990), *Food and Energy: Strategies for sustainable development*. United Nation University Press, Tokyo: 83 p.
- Sachs I, Vinaver K (1976) De l'effet de domination à la self-reliance : techniques appropriées pour le développement. *Mondes en Développement* 15 : 482-491.
- Saguié, M., 2012, Socio-Environmental Regionalism in South America: Tensions in New Development Models, in. P. Riggirozzi and D. Tussie (eds) *The Rise of Post-Hegemonic Regionalism: The Case of Latin America*, Dordrecht : Springer UNU/CRIS, Chapter 7, p.125-145.
- Salas Casasola I, Boucher F, Requier-Desjardins D (2005) Agroindustria rural y liberalización comercial agrícola: el rol de los sistemas agroalimentarios localizados. *Agroalimentaria* 22: 29-40.
- Sandino A C (1932) Tomar las riendas del poder nacional, para entonces organizar grandes cooperativas de obreros y campesinos nicaragüenses. Circular a todas la autoridades civiles de las Segovias. In.: Ramirez S (1984) *Augusto C. Sandino, El pensamiento vivo*. Tomo II, Editorial Nueva Nicaragua, Managua: 245.
- Santacoloma P (2002) *Alternativas para mejorar la capacidad de inserción y negociación de los pequeños empresarios rurales en los mercados de américa latina*. Food and Agriculture Organisation – FAO, Agricultural Management, Marketing and Finance Service – AGSF Occasional Paper 3, Roma: 66 p.
- Saravia-Matus S L, Saravia-Matus J (2009) Agrarian Reform: Theory & Practice. The Nicaraguan Experience. *Revista Encuentro* XLI (84): 21-43.
- Scoones I (1998) Sustainable rural livelihoods: a framework for analysis. *Institute of Development Studies – IDS, Working Paper 72*, Brighton: 22 p.
- Scoones I (2009) Livelihoods perspectives and rural development. *The Journal of Peasant Studies* 36(1): 171-196.

- Scoones I, Thompson J (1999) Savoir, pouvoir et agriculture. Pour une compréhension théorique. *In.* : Scoones I, Thompson J (dir) *La reconnaissance du savoir rural. Savoir des populations, recherche agricole et vulgarisation*. Editions Karthala et CTA, Paris : 35-58.
- Scott J (1986) Everyday forms of peasant resistance. *The Journal of Peasant Studies* 13(2): 5-35.
- Schejtman A (1999) Urban Dimensions of Rural Development. *CEPAL Review* 67: 15–33.
- Schejtman A, Berdegú J A (2004) *Rural Territorial Development*. Centro Latino Americano para el desarrollo rural – RIMISP, Documento de Trabajo 4, Santiago de Chile: 71 p.
- Schmitz H (1995) Collective efficiency: Growth path for small-scale industry. *The Journal of Development Studies* 31(4): 529-566.
- Schmitz H (1999) Global Competition and Local Cooperation: Success and Failure in the Sinos Valley, Brazil. *World Development* 27(9): 1627-1650.
- SEGIB (2014) *Report on South-South Cooperation in Ibero-America 2013-2014*. Ibero-American General Secretary – SEGIB, *SEGIB Studies*, Madrid: 200 p.
- Segovia A (2005) *Integración real y grupos de poder económico en América Central: Implicaciones para el desarrollo y la democracia de la Región*. Fundación Friedrich Ebert, San José: 188 p.
- Segura Bonilla O, Kaimowitz D (ed) (1997) *Políticas forestales en Centroamérica: Análisis de las Restricciones para el Desarrollo del Sector Forestal*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, San Salvador: 335p.
- Selser G (1984) *Sandino, general de hombres libres*. Editorial Abril S.A., Buenos Aires: 351 p.
- Seoane J (2006) Movimientos sociales y recursos naturales en América Latina: resistencias al neoliberalismo, configuración de alternativas. *Sociedade e Estado* 21(1): 85-107.
- Servigne P (2013) *Nourrir l'Europe en temps de Crise. Vers des systèmes alimentaires résilients*. Editions Nature et Progrès, Namur : 192 p.
- Sepúlveda S, Rodríguez A, Echeverri R, Portilla M (2003) *El enfoque territorial de desarrollo rural*, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, San José: 180 p.
- Sevilla Guzmán E, Martínez Alier J (2006) New rural social movements and agroecology. *In.*: Cloke P, Marsden T, Mooney P H (eds.) *Handbook of rural studies*. Sage Publications, London: 472-482.
- Sevilla Guzmán E (2002) Agroecología y desarrollo rural sustentable: una propuesta desde Latinoamérica. *In.*: Sarandón S (ed) *Agroecología. El camino para una agricultura sustentable*, Ediciones Científicas Americanas, Buenos Aires: 560 p.
- Sevilla Guzmán E, Soler Montiel M (2009) Del desarrollo rural a la agroecología. Hacia un cambio de paradigma. *Documentación Social* 155: 25-41.
- Sevilla Guzman E, Woodgate G (1997) Sustainable rural development: From industrial agriculture to agroecology. *In.*: Redclift M, Woodgate G (eds) *The international handbook of environmental sociology*. Edward Elgar, Cheltenham: 83-101.
- Sevilla Guzmán E, Woodgate G (2013) Agroecology: Foundations in Agrarian Social Thought and Sociological Theory. *Agroecology and Sustainable Food Systems* 37(1): 32-44.
- Shanin T (1973) The nature and logic of the peasant economy. 1: A Generalisation. *The Journal of Peasant Studies* 1(1): 63-80.
- Shanin T (1974) The nature and logic of the peasant economy. 2: Diversity and change. 3: Policy and intervention. *The Journal of Peasant Studies* 1(2): 186-206
- Sibelet N, Mutel M, Arragon P, Luye M, Pollet S (2011) *L'entretien semi-directif en sciences humaines, appliqué au milieu rural*. Cirad-iamm, [en ligne : <https://enquetes-cirad.iamm.fr/>].

- Silverman S (1979) The peasant concept in anthropology. *The Journal of Peasant Studies* 7(1): 49-69.
- SIMAS (1996) Maravillas del marañón, *Revista Enlace* 55: 3 p.
- SIMAS (2008) Familias campesinas comercializando. *Revista Enlace, Número especial 18*: 115 p.
- Simon H A (1976) From substantive to procedural rationality. In.: Kastelein T J, Kuipers SK, Nijenhuis W A, Wagenaa R G (ed) *25 Years of Economic Theory*, H E Stenfert Kroese bv, Leiden: 65-86.
- Solà Montserrat R (2008) *Estructura económica de Nicaragua y su contexto centroamericano y Mundial*. HISPAMER-UCA, Managua: 568 p.
- Soto Baquero F, Beduschi Filho L C, Falconi C (2007) *Desarrollo territorial rural. Análisis de experiencias en Brasil, Chile y México*, Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación – FAO, Oficina Regional para América Latina y el Caribe, Santiago de Chile: 290 p.
- Soulé B (2007) Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches Qualitatives* 27(1) : 127-140.
- Sourisseau J-M (ed) (2014) *Agricultures familiales et mondes à venir*. Éditions Quæ, Versailles : 360 p.
- Spoor M (2002) Policy Regimes and Performance of the Agricultural Sector in Latin America and the Caribbean during the Last Three Decades, *Journal of Agrarian Change* 2(3): 381-400.
- Staatz J (1989) Farmer Cooperative Theory: Recent Developments. *Agricultural Cooperative Service*, Research Report 84, Washington: 30 p.
- Stahler-Sholk R, Vanden H E, Kuecker G D (2007) The New Politics of Social Movements in Latin America. *Latin American Perspectives* 34(2): 5-16.
- Stampini M, Robles M, Sáenz M, Ibararán P, Medellín N (2013) *Pobreza, vulnerabilidad y la clase media en América Latina*, Documento de trabajo del Banco Interamericano de Desarrollo – BID 591, Washington: 48 p.
- Stanfield D (1995) *Insecurity of land tenure in Nicaragua*. Land Tenure Center of the University of Wisconsin, Research paper 120, Madison: 50 p.
- Stern N (1989) The Economics of Development: A Survey, *The Economic Journal* 99(397): 597-685.

T

- Talbot D (2008) Les institutions créatrices de proximités. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 3 : 289-310.
- Talbot D (2010) La dimension politique dans l'approche de la proximité, *Géographie, économie, société* 12(2) : 125-144
- Talbot D, Kirat T (2005) Proximité et institutions : nouveaux éclairages. *Économie et institutions* 6-7 : 9-15.
- Tartanac F (1996) *L'agro-industrie rurale en Amérique latine : dynamiques de changement et développement local*. Thèse de Doctorat en Géographie sous la direction de Jean-Pierre Raison, Université de Nanterre – Paris 10 : 561 p.
- Taylor J E, Wyatt T J (1996) The shadow value of migrant remittances, income and inequality in a household-farm economy. *The Journal of Development Studies* 32(6): 899-912.
- Teubal M (1993) Agroindustrial modernization and globalization: Towards a New World Food Regime. *Institute of Social Studies – ISS*. Working Paper Series 162: 17p.

- Teubal M (2001) Globalización y nueva ruralidad en América Latina. In. :Giarracca N (coord) *¿Una Nueva Ruralidad en América Latina?* Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales – CLACSO, Buenos Aires: 45-65.
- Teubal M, Ortega Breña M (2009) Agrarian Reform and Social Movements in the Age of Globalization. Latin America at the Dawn of the Twenty-first Century. *Latin American Perspectives* 36(4): 9-20.
- Theys J (2002) L'approche territoriale du « développement durable », condition d'une prise en compte de sa dimension sociale. *Revue Développement Durable et Territoires*, Dossier 1 : Approches territoriales du Développement Durable : 18 p.
- Thill E (1997) La motivation. Une construction progressive. *Sciences Humaines*, Hors-Série 19 : 44-49.
- Thompson J, Scoones I (2009) Addressing the dynamics of agri-food systems: an emerging agenda for social science research. *Environmental Science & Policy* 12(4): 386–397.
- Thorbecke E, Field A J (1969) Relationships between agriculture, Nonagriculture, and foreign trade in the Development of Argentina and Peru. In. : Thorbecke E, (ed.), *The role of agriculture in economic development*, National Bureau of Economic Research, New York: 165-212.
- Timmer C P (1988) The agricultural transformation. In.: Chenery H, Srinivasan T (ed) *Handbook of development economics* 1: 275-331.
- Timmer C P (2009) *A world without agriculture: the structural transformation in historical perspective*. The AEI Press, Washington: 83 p.
- Toledo V M (1990) The ecological rationality of peasant production. In.: Altieri M A, Hecht S B (Eds.) *Agroecology and small farm development*, CRC Press, Boca Raton: 53-60.
- Torre A (1993) Proximité géographique et dynamiques industrielles. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine* 3 : 431-448.
- Torre A, Zimmermann J B (2015) Des clusters aux écosystèmes industriels locaux. *Revue d'économie industrielle* 152 : 13-38.
- Torres Salcido G (2007) Agroindustria Rural y Mercados de Trabajo. ¿Alternativa a la Pobreza Rural? *Cadernos PROLAM/USP. Brazilian Journal of Latin American Studies* 6(11): 9-32.
- Touraine A (1973) *La production de la société*. Les Éditions du Seuil, Paris : 477 p.
- Touraine A (1974) *Pour la sociologie*. Les Éditions du Seuil, Paris : 256 p.
- Touraine A (1978) *La voie et le Regard*. Les Éditions du Seuil, Paris : 315 p.
- Touraine A (1984) Les mouvements sociaux : objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique ? *Revue française de sociologie* 25(1) : 3-19.
- Touraine A (1988) *La parole et le sang. Politique et Société en Amérique Latine*. Editions Odile Jacob, Paris : 542 p.
- Trauger A (2014) Toward a political geography of food sovereignty: transforming territory, exchange and power in the liberal sovereign state. *The Journal of Peasant Studies* 41(6): 1131-1152.
- Tria Kerkvliet B J (2009) Everyday politics in peasant societies (and ours). *The Journal of Peasant Studies* 36(1): 227-243.
- Trouche G, Aguirre Acuña S, Hocdé H, Obando Solís R, Chow Wong Z (2008) Valorisation de la diversité génétique du sorgho par des approches de sélection participative au Nicaragua. *Cahiers Agricultures* 17(2) : 154-160.

U

- Urbina E (Coord) (2012) *Análisis de la cadena de valor de frijol rojo y negro en Nicaragua con enfoque de Seguridad Alimentaria y Nutricional*, Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura – FAO, Managua: 95 p.
- Utting P, Chamorro A, Bacon Ch (2014) Post-Conflict Reconciliation and Development in Nicaragua. The Role of Cooperatives and Collective Action. *United Nations Research Institute for Social Development – UNRISD*, Working Paper 2014-22: 33p.

V

- Valdés A, Foster W (2010) Reflections on the Role of Agriculture in Pro-Poor Growth. *World Development* 38(10): 1362-1374.
- Valencia D, Cáceres S (2012) “*Manual de Soberanía y Seguridad Alimentaria en Nicaragua*” desde una perspectiva Campesina. Federación Nacional de Cooperativas agropecuarias y agroindustriales – FENACOOOP, Managua: 79 p.
- Valente F L (2014) Towards the Full Realization of the Human Right to Adequate Food and Nutrition. *Development* 57(2): 155-170.
- Valenzuela J S, Valenzuela A (1978) Modernization and Dependency: Alternative Perspectives in the Study of Latin American Underdevelopment. *Comparative Politics* 10(4): 535-557.
- Valkila J (2014) Do Fair Trade Pricing Policies Reduce Inequalities in Coffee Production and Trade? *Development Policy Review* 32(4): 475-493.
- Valkila J, Haaparanta P, Niemi N (2010) Empowering Coffee Traders? The Coffee Value Chain from Nicaraguan Fair Trade Farmers to Finnish Consumers. *Journal of Business Ethics* 97(2): 257-270.
- Van Campenhoudt L, Quivy R (2011) *Manuel de Recherche en Sciences Sociales*. Dunod, Paris : 262 p.
- Van der Ploeg J D (2008) *The New Peasantries: Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization*. Routledge, Abingdon: 378 p.
- Van der Ploeg J D (2014a) Peasant-driven agricultural growth and food sovereignty. *The Journal of Peasant Studies* 41(6) 999-1030.
- Van der Ploeg J D (2014b) *Les paysans du XXI^e siècle. Mouvements de repaysanisation dans l’Europe d’aujourd’hui*. Éditions Charles Léopold Mayer, Paris : 214 p.
- Van der Ploeg J D, Roep D (2003) Multifunctionality and rural development: the actual situation in Europe. In.: Van Huylenbroeck G, Durand G (ed) *Multifunctional Agriculture: A New Paradigm for European Agriculture and Rural Development*, Ashgate Publishers: 37-53
- Veltmeyer H (1997) New social movements in Latin America: The dynamics of class and identity. *The Journal of Peasant Studies* 25(1): 139-169.
- Vindel B, Jacquet P (2011) Agriculture, Développement et sécurité alimentaire. In.: Jacquet P, Lorenzi J-H (dir.) *Les nouveaux équilibres agroalimentaires mondiaux*, Presse Universitaires de France, Paris: 73-92.
- Vivien F D (2009) Pour une économie patrimoniale des ressources naturelles et de l’environnement. *Mondes en Développement* 145 : 17-28.

Vogel S J (1994) Structural Changes in Agriculture: Production Linkages and Agricultural Demand-Led Industrialization. *Oxford Economic Papers* 46(1): 136-156.

W

- Walshe Roussel L (2013) The changing donor landscape in Nicaragua: rising competition enhances ownership and fosters cooperation. *Journal of International Development* 25(6): 802-818.
- Wang X, Franco J, Masera O, Troncoso K, Rivera M (2013) *What Have we learned about household biomass cooking in Central America?* Energy Sector Management Assistance Program – ESMAP, The World Bank, Washington: 134 p.
- Wanlin Ph (2007) L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels. *Recherches Qualitatives*, Hors-Série 3 : 243-272.
- Weber M (1930) L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Edition Française de 2002, Flammarion, Paris : 395 p.
- Weitzman E A (2000) Software and qualitative research. In. Denzin N, Lincoln Y (eds.) *Handbook of qualitative research*, Sage, Thousand Oaks: 803-820.
- Wells P, Zapata C (2012) Renewable Eco-industrial Development. A Next Frontier for Industrial Ecology? *Journal of Industrial Ecology* 16(5): 665-668.
- Wezel A, Bellon S, Doré T, Francis C, Vallod D, David C (2009) Agroecology as a science, a movement and a practice. A review. *Agronomy for Sustainable Development* 29: 503–515.
- Wezel A, Casagrande M, Celette F, Vian J-F, Ferrer A, Peigné J (2014) Agroecological practices for sustainable agriculture. A review. *Agronomy for Sustainable Development* 34(1): 1-20.
- Winters D H (1964) The Agricultural Economy of Nicaragua. *Journal of Inter-American Studies* 6(4): 501-519.
- Wittman H (2009) Reworking the metabolic rift: La Vía Campesina, agrarian citizenship, and food sovereignty. *The Journal of Peasant Studies* 36(4): 805-826.
- Wittman H, Desmarais A, Wiebe N (2009) The Origins & Potential of Food Sovereignty. In. : Desmarais A, Wiebe N Wittman H (ed) *Food Sovereignty. Reconnecting Food, Nature and Community*, Pambazuka Press, Oxford : 1-12.

Z

- Zalkin M (1988) Nicaragua: The Peasantry, Grain Policy, and the State. *Latin American Perspectives* 15(4): 71-91.
- Zalkin M (1990) The Sandinista Agrarian Reform: 1979-1990? *International Journal of Political Economy* 20(3): 46-68.
- Zapata M J, Hall C M, Lindoc P, Vanderschaeghe M (2011) Can community-based tourism contribute to development and poverty alleviation? Lessons from Nicaragua. *Current Issues in Tourism* 14(8): 725-749.

Zapata R, Pérez E (2001) *Pasado, presente y futuro del proceso de integración centroamericano*. Comisión Económica para América Latina y el Caribe – CEPAL, Serie estudios y perspectivas 6, Mexico: 49 p.

Zumello Ch, Velut J-B (2011) Intégrations dans les Amériques: nouvelles perspectives socio-économiques. *IdeAs* 1 [en ligne : <https://ideas.revues.org/103>] : 4 p.

Zúñiga-Arias G (2011) *El desarrollo de cadenas de valor agroindustriales en Costa Rica, El Salvador y Nicaragua. El caso de estudio de la agroindustria láctea*. Comisión Económica para América Latina y el Caribe – CEPAL, Serie estudios y perspectivas 126, México: 60 p.

Sites internet et statistiques en ligne

ACI – Alliance Coopérative Internationale, Principes et valeurs :

<http://www.aciamericas.coop/Principios-y-Valores-Cooperativos-4456>

Banque Mondiale (WORLD DATA BANK):

<http://databank.banquemondiale.org/data/home.aspx>

BCN – Banco Nacional de Nicaragua :

http://www.bcn.gob.ni/estadisticas/anuario_estadistico/index.php

CEPAL – Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALSTAT) :

http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/WEB_CEPALSTAT/Portada.asp

FAO – Food and Agriculture Organisation (FAOSTAT) :

<http://faostat3.fao.org/home/E>

ICO – International Coffee Organization :

<http://www.ico.org/>

INIDE – Instituto Nacional de Información de Desarrollo

<http://www.inide.gob.ni/>

MEFCCA – Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa

<http://www.economiafamiliar.gob.ni/>

SICE-OAS, Trade Agreements by Country :

http://www.sice.oas.org/ctyindex/NIC/NICAgreements_e.asp

Table des tableaux, figures, encadrés, cartes et illustrations

Introduction

Encadrés

Encadré 0.1 : Le système agroalimentaire	19
Encadré 0.2 : Le contexte de « Globalisation Néolibérale Excluante »	20
Encadré 0.3 : Les sept principales caractéristiques de l'économie politique	35
Encadré 0.4 : Le territoire , un système complexe	37

Figures

Figure 0.1 : La correspondance entre les principes du Programme de la Souveraineté Alimentaire et les dimensions du projet d'écodéveloppement.....	32
Figure 0.2 : Schéma heuristique de l'introduction générale	34
Figure 0.3 : La démarche hypothético-déductive de la thèse	40
Figure 0.4 : La construction de la thèse.....	46

Chapitre 1

Encadrés

Encadré 1.1 : Une caractérisation de la paysannerie applicable au cas du Nicaragua	74
Encadré 1.2 : La loi Générale des coopératives, Loi No. 499	91
Encadré 1.3 : Actualisation des données sur le secteur coopératif au Nicaragua	109

Figures

Figure 1.1 : Evolution du PIB et de l'IDH de 1980 à 2014	54
Figure 1.2 : Exportations de marchandises par produit (FOB) en % du total, entre 1990 et 2015.....	60
Figure 1.3 : Part de la superficie agricole totale (%), par taille d'exploitation en Mz* lors du recensement agricole de 2011.....	64
Figure 1.4 : Part de la valeur ajoutée par secteur d'activité à prix courant (% du PIB au prix de base) en 2014.....	65
Figure 1.5 : Répartition des producteurs agricoles selon la catégorie de producteurs (à partir des données de recensement de 2001)	67

Figure 1.6 : Processus historique de construction du Système Coopératif Paysan au Nicaragua.....	80
Figure 1.7 : Structure du secteur coopératif au Nicaragua en 2013.....	94
Figure 1.8 : Structure du Système Coopératif Paysan (SCP) au Nicaragua.....	97
Figure 1.9 : Typologie des organisations liées au mouvement social	106
Figure 1.10 : Neither Prince nor Merchant: Peasants.	108

Tableaux

Tableau 1.1 : Principaux partenaires commerciaux du Nicaragua en 2014	56
Tableau 1.2 : Répartition des terres agricoles selon la taille des exploitations lors du recensement agricole de 2011.....	63
Tableau 1.3 : Les différents types d'exploitations agricoles.....	72
Tableau 1.4 : Degré de dépendance aux importations en 2006* pour les principaux produits alimentaires de consommation domestique	76
Tableau 1.5 : Production coopérative de biens par secteur en 1986	83
Tableau 1.6 : Les formes d'organisations coopératives entre 1979 et 1990	83

Cartes

Carte 1.1 : Situation et aperçu géographique du Nicaragua	53
---	----

Chapitre 2

Encadrés

Encadré 2.1 : L'analyse des motivations comme moyen d'approcher le projet de société porté par le MCP.....	124
Encadré 2.2 : Définitions utiles à l'analyse qualitative de contenu	163

Figures

Figure 2.1 : Chronologie du terrain en trois phases	115
Figure 2.2 : Choix des concepts et construction des hypothèses de recherche avant et pendant la phase préliminaire (1)	119
Figure 2.3 : Choix des concepts et construction des hypothèses de recherche avant et pendant la phase préliminaire (2)	123
Figure 2.4 : Extrait de la grille thématique	150
Figure 2.5 : Exemple de représentation d'un entretien audio, retranscrit et découpé par thèmes (ou regroupement thématique)	170

Tableaux

Tableau 2.1 : Le choix du type d'entretien	117
Tableau 2.2 : Corpus de l'enquête préliminaire	120
Tableau 2.3 : Degré d'engagement au sein du Mouvement Coopératif Paysan.....	128
Tableau 2.4 : Trois zones agro-socio-écologiques.....	138
Tableau 2.5 : Les différents niveaux de corpus et leur utilisation	157
Tableau 2.6 : Corpus retenu pour l'analyse qualitative des données de l'enquête principale.....	160
Tableau 2.7 : Traitement des entretiens durant les phases de thématisation et de construction de l'arbre thématique	165

Cartes

Carte 2.1 : Trois zones d'enquête distinctes.....	131
Carte 2.2 : La Zone Paysanne Nord – Zona Campesina Norte (ZPN)	133
Carte 2.3 : La Zone Paysanne du Pacifique – Zona Campesina del Pacifico (ZPP).....	135
Carte 2.4 : Ancienne Frontière agricole – Vieja Frontera Agrícola (AFA)	137

Chapitre 3

Encadrés

Encadré 3.1 : Lecture de la représentation synthétique de l'arbre thématique (Figure 3.1)	178
Encadré 3.2 : Lecture des représentations détaillées des axes thématiques (Figure 3.2, 3.4 et 3.5) .	181
Encadré 3.3 : Définition de la chaîne de valeur	184
Encadré 3.4 : Définition de l'Agro-Industrie Rurale dans le contexte latino-américain	189

Figures

Figure 3.1: Représentation synthétique de l'arbre thématique: Panorama motivationnel de l'organisation en coopérative.....	179
Figure 3.2 : Axe 1, les motivations strictement économiques.....	182
Figure 3.3 : La chaîne de valeur des produits de consommation nationale	185
Figure 3.4 : Axe 2, un élargissement du spectre des motivations vers des dimensions socio-politiques	200
Figure 3.5 : Axe 3, les motivations organisationnelles : la coopérative vectrice de la capacité d'action collective	228
Figure 3.6 : Usage et construction de proximités au sein du MCP	245

Tableaux

Tableau 3.1 : Produits vendus sous la marque « Huerta Verde » en 2012.....	197
--	-----

Illustration

Illustration 3.1 : Le séchage du cacao a Buena Vista (Rio San Juan, AFA).....	192
Illustration 3.2 : Impact de la monoculture de « palmier africain » sur la municipalité d'El Castillo (AFA)	194
Illustration 3.3 : Assemblée Générale 2012 de la FENACCOOP : la souveraineté alimentaire et l'équité de genre comme étendards	215
Illustration 3.4 : Sacs de grains issus des processus de sélection végétale participative dans la ZPN	233

Propos d'étape

Figures

Figure 3.7 : Schématisation fonctionnalisée et contextualisée du contenu de l'arbre thématique...	249
---	-----

Chapitre 4

Encadrés

Encadré 4.1 : L'éthos écologique : un référentiel collectif au carrefour des formes de « rationalité écologique »	324
Encadré 4.2 : Les « Sociétés Industrielles Modernes » (SIM).....	336
Encadré 4.3 : L'analogie en écosystème et système socio-écologique : modèle ou métaphore ?	343

Figures

Figure 4.1 Evolution des idées et paradigmes structurants du développement rural.....	266
Figure 4.2 : Les acteurs de la Commission Territoriale du Cacao du Rio San Juan	286
Figure 4.3. Catégorisation du copus d'interviewés en fonction des modalités de prise en compte de la dimension environnementale.....	319
Figure 4.4 : Système-type de biodigesteur observé au Nicaragua.	331
Figure 4.5 : Le bouclage des flux de matières et d'énergie au cœur des stratégies d'écodéveloppement	335
Figure 4.6 : Typologie des approches en Écologie Industrielle	340
Figure 4.8 : Le Passage des Sociétés Agraires Traditionnelles aux Sociétés Industrielles Modernes	355

Tableaux

Tableau 4.1 : Dichotomie traditionnel/moderne : de la sociologie rurale aux politiques de développement	267
Tableau 4.2 : Des dynamiques de type SYAL observées au sein du MCP	293
Tableau 4.3 : Prise en compte de la dimension environnementale au sein du MCP : proposition de catégorisation à partir des entretiens	318

Cartes

Carte 4.1 : La région montagneuse de Las Segovias, terroir de café.....	279
Carte 4.2 : Le « Rio San Juan » : le choix d'une agriculture compatible avec la conservation des forêts ?	284
Carte 4.3 : El Occidente. Un territoire dominé par les latifundios	289

Illustration

Illustration 4.1 : La ferme agroécologique de « Chico » près de Pueblo Nuevo (ZPN) : diversification, agroforesterie et pisciculture.....	330
Illustration 4.2 : La ferme de Don Daniel : Exemple de la mise en œuvre d'une approche agroécologique intégrant la production d'énergie dans la Zone Paysanne Nord (Rio Abajo – Pueblo Nuevo)	333

Table des matières

Remerciements	4
Sommaire	8
Liste des Acronymes & Abréviations	10
Note au lecteur	14
Introduction Générale	16
Chapitre 1 Le Système Coopératif Paysan au Nicaragua : produit historique d'un mouvement socio-politique	47
Section I Les agricultures familiales et paysannes : éléments clés de l'économie et du développement du Nicaragua	52
I.1 Une économie ouverte, structurellement dépendante du secteur agroalimentaire	53
I.1.1 Commerce International, Intégration Régionale et dépendances multiples	54
I.1.2 Perspective historique sur la structuration socio-économique du secteur agroalimentaire ...	60
I.2 La dualité des agricultures au Nicaragua, entre agro-industries d'exportation et productions familiales et paysannes.	66
I.2.1 Typologie des producteurs agricoles du Nicaragua : prééminence du paysannat.....	66
I.2.2 La contribution majeure des agricultures paysannes à la couverture des besoins alimentaires	71
Section II Du « Système » Coopératif Paysan au « Mouvement » Coopératif Paysan.....	78
II.1 La naissance du « coopérativisme » dans l'histoire du Nicaragua	79
II.1.1 Des prémisses du coopérativisme aux premières années de la Révolution Sandiniste (1932-1985).....	81
II.1.2 La fin de la révolution et les années libérales : l'autonomisation d'un Système Coopératif Paysan.....	86
II.2 La structuration du Système Coopératif Paysan : cadre formel et dimension socio-politique.	90
II.2.1 Le SCP : prééminence des coopératives paysannes au sein du large secteur coopératif nicaraguayen	92
II.2.2 Un système articulé à différentes échelles territoriales.....	96
II.2.3 Le SCP : manifestation organisationnelle d'un mouvement socio-politique porté par les paysans ?	103
Chapitre 2 Méthodologie et mise en œuvre de la recherche qualitative de terrain.....	111
Section I Phases préliminaire et préparatoire : première exploration, ajustement des hypothèses et choix du périmètre de l'enquête	116
I.1 La phase préliminaire et la formulation de nouvelles hypothèses de recherche	117
I.1.1 La contribution de l'enquête préliminaire à l'ajustement du cadre théorique.....	118
I.1.2 La formulation de nouvelles hypothèses et questions de recherche.....	122
I.2 Choix de la population et des zones de l'enquête : un objectif de diversité du corpus.....	126
I.2.1 Choix de la population et l'établissement de critères de diversification du corpus.....	127
I.2.2 Trois zones aux caractéristiques agro-socio-écologiques hétérogènes	130
Section II De la définition du protocole à la conduite de l'enquête principale : récit d'un processus	140
II.1 Définition du protocole de l'enquête principale et construction du guide d'entretien.....	140
II.1.1 Le protocole d'enquête : définir le canevas des procédures d'enquête	141
II.1.2 Construction du guide d'entretien : créer un support utile à la conduite de l'entretien.....	146

II.1.3 Contenu et explications du guide d'entretien.....	148
II.2 Déroulement pratique de l'enquête, adaptations au terrain et description du corpus	154
II.2.1 Écarts au protocole et adaptations in situ.....	155
II.2.2 Description du corpus.....	157
Section III Méthodologie de l'analyse qualitative de contenu	161
III.1 L'analyse de contenu thématique.....	163
III.2 Le recours aux logiciels d'aide à l'analyse qualitative des données.....	168
III.3 Le rôle complémentaire des « matériaux périphériques » de l'enquête de terrain	171
Chapitre 3 Résultats : trois catégories de motivations à l'organisation en coopérative	175
Section I Motivations strictement économiques : dimension prioritaire de la coopération dans le contexte de pauvreté	180
I.1 Mieux valoriser l'existant... ..	183
I.2 ... et ouvrir de nouvelles perspectives de débouchés	190
Section II Motivations socio-politiques : coopérativisme, participation politique et développement des communautés	199
II.1 L'adhésion à la forme coopérative pour la défense d'un « profil »	201
II.2 Elargissement du spectre des motivations : la coopérative vectrice de développement humain....	207
II.3 Deux dimensions plus prégnantes : l'équité de genre et le travail avec la nature	214
II.3.1 Équité de genre : les femmes au cœur de la dynamique coopérative	215
II.3.2 La dimension environnementale : entre contrainte et opportunité	219
Section III La culture organisationnelle coopérative : réduire la vulnérabilité individuelle par l'action collective, la mutualisation et l'échange de savoirs et savoir-faire.	226
III.1 Organisation coopérative et mise en réseau : s'organiser pour créer les conditions de réalisation du programme alternatif de développement	229
III.1.1 S'organiser pour améliorer les capacités individuelles et collectives.....	229
III.1.2 S'organiser pour devenir un interlocuteur crédible	234
III.2 Une analyse en termes de proximité : s'appuyer sur proximité institutionnelle acquise et construire une proximité organisationnelle.	237
III.2.1 Une proximité institutionnelle en partie « acquise »... ..	239
III.2.2 Et la construction d'une proximité organisationnelle.	242
Propos d'étape Proposition d'interprétation : un programme d'écodéveloppement porté par le MCP	247
Chapitre 4 Le Syal-Coopérative : Levier d'écodéveloppement ?	253
Section I Des dynamiques de type SYAL au sein du MCP : singularité du contexte et contribution au Syal	258
I.1 Origine et définition de base du SYAL	259
I.1.1 Economie et territoire : filiation cluster SPL, etc.	259
I.1.2 Nouvelle ruralité et SYAL en Amérique Latine.....	264
I.1.3 La grille d'analyse SYAL : quatre entrées pour la caractérisation et l'analyse d'un objet de recherche.....	272
I.2 Territoires, systèmes d'acteurs et articulations productives au sein du MCP	277
I.2.1 Las Segovias : caféiculture, tourisme et conservation au cœur de la Zone Paysanne Nord ..	278
I.2.2 San Carlos – Rio San Juan : un panier de biens autour du cacao.....	283
I.2.3 « El Occidente » : des dynamiques multiples	288
I.3 SYAL-Coopérative et nouvelle ruralité communautaire : tentative d'approche d'une forme particulière de coopération territorialisée.....	294
I.3.1 Les SYAL-Coopérative au Nicaragua : particularités et limites de l'approche SYAL dans le cadre du MCP	295

I.3.2	Appréhender la dimension politique des SYAL-Coopérative : l'apport d'une approche communautaire de la nouvelle ruralité.	301
I.3.3	Les particularités du SYAL-Coopérative au prisme de l'approche communautaire de la nouvelle ruralité : la gestion de l'agroécosystème au cœur de stratégies d'écodéveloppement	306
Section II	La dimension environnementale des SYAL-Coopérative : trajectoires d'écodéveloppement et encastrement socio-écologique.	309
II.1	L'approche agroécologique au sein du MCP : l'environnement écologique, contrainte ou moyen ?	310
II.1.1	L'agroécologie au sein du MCP : entre opportunité et contrainte.....	311
II.1.2	L'agroécologie : Une science, une approche et un mouvement au service de stratégies alternatives de développement.	320
II.2	L'élargissement de l'approche agroécologique au-delà de l'activité de production agricole.....	327
II.2.1	L'IFES : qualifier des agroécosystèmes « bouclés »	328
II.2.2	Le bouclage des flux de matières et d'énergie comme un moyen clé pour la réalisation de la self-reliance.	334
II.3	La fécondation réciproque d'une EI radicale et des approches alternatives du développement rural	337
II.3.1	Pour une EI nécessairement radicale	339
II.3.2	Vers des processus d'activation territoriale intégrant la primauté de l'ethos écologique à l'approche SYAL : apports complémentaires de l'agroécologie et de l'EI radicale	346
II.3.3	Prétexte pour repenser le rôle de l'agriculture dans les processus développement des SIM et de leur restructurations à des fins écologiques	351
	Conclusion Générale	358
	Liste des annexes.....	361
Annexe 1.1	10 septembre 2015 : dissolution de la FENACOOP par le MEFCCA	363
Annexe 2.1	Enquête préliminaire : données d'entretiens	365
Annexe 2.2	Le guide d'entretien : support de la conduite de l'enquête principale.....	367
Annexe 2.3	Le relevé de thèmes, ventilé par rubriques (10 entretiens)	375
Annexe 3.1	Présentation « Power point » de la coopérative « <i>Mujer Ejemplar</i> », fournie par Blanca Landeros, présidente de la coopérative (Entretien, 2012-24)	381
Annexe 4.1	De l'écosystème juvénile à l'écosystème mature	387
	Bibliographie	389
	Table des tableaux, figures, encadrés, cartes et illustrations.....	429
	Table des matières.....	435

Résumé

L'organisation du système agroalimentaire du Nicaragua est fortement influencée par le Mouvement Coopératif Paysans (MCP) hérité de la révolution sandiniste. Dans un contexte de réaffirmation du rôle des agricultures familiales et paysannes dans les trajectoires de développement, cette thèse en économie politique propose une réflexion prospective sur des leviers potentiels d'accompagnement de stratégies d'écodéveloppement. Fruit d'une recherche qualitative de terrain, l'analyse des entretiens menés auprès de paysans et paysannes dans trois zones rurales du Nicaragua permet de dresser un panorama motivationnel de l'organisation en coopérative. Cette recherche aboutit en premier lieu à l'identification et à la qualification de dynamiques de type « SYAL-Coopérative » (Système Agroalimentaire Localisé de base Coopérative). Rapprochant agroécologie et écologie industrielle radicale, elle permet en second lieu de questionner le rôle de l'idéal-type de l'écosystème dans la structuration des systèmes agroalimentaires ainsi que dans la définition des trajectoires d'écodéveloppement.

Mots clés : Nicaragua, Ecodéveloppement, SYAL, Mouvement Coopératif Paysan, Ecologie Industrielle

Abstract

The Nicaraguan agrifood system organization is strongly influenced by the Peasant Cooperative Movement (MCP) inherited from the Sandinist Revolution. In a context in which the role of family farming and peasant agriculture in development trajectories tend to be reaffirmed, this thesis in political economics offers a prospective reflexion on potential levers to support Ecodevelopment strategies. As the fruit of a qualitative field research, the analysis of the interviews carried out with peasants in three rural areas of Nicaragua enables us to draw a motivational panorama of cooperative organization. This research results firstly in the identification and qualification of Cooperative-LAFS (Cooperative based Localized Agri-Food Systems) dynamics. Secondly, it enables, while bringing together agroecology and radical industrial ecology, to question the part of the ideal-type ecosystem in structuring agrifood systems, as well as in defining and accompanying Ecodevelopment trajectories.

Key-words: Nicaragua, Ecodevelopment, LAFS, Peasant Cooperative Movement, Industrial Ecology

Resumen

La organización del sistema agroalimentario de Nicaragua está en gran medida influenciada por el Movimiento Cooperativo Campesino (MCP) heredado de la revolución sandinista. En un contexto en el cual se reafirma el rol de la agricultura familiar y campesina en las trayectorias de desarrollo, esta tesis en economía política propone una reflexión prospectiva acerca de medios potenciales de acompañamiento a las estrategias de Ecodesarrollo. A partir de una investigación cualitativa de campo, el análisis de las entrevistas realizadas a los campesinos y campesinas en tres zonas rurales de Nicaragua permite trazar un panorama motivacional acerca de la organización en cooperativas. Dos resultados principales derivan de esta investigación. En primer lugar, se identifican y califican dinámicas de tipo "SIAL-Cooperativa" (Sistema Agroalimentario Localizado de base Cooperativa). En segundo lugar, la combinación entre agroecología y ecología industrial radical da lugar a una reflexión en torno al rol del 'tipo-ideal' del ecosistema tanto en la estructuración de los sistemas agroalimentarios, como en la definición de trayectorias de Ecodesarrollo.

Palabras Claves: Nicaragua, Ecodesarrollo, SIAL, Movimiento Cooperativo Campesino, Ecología Industrial